

Panorama des statistiques de l'OCDE 2005

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT
ET SOCIÉTÉ



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux, que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Publié en anglais sous le titre :

OECD Factbook

ECONOMIC, ENVIRONMENTAL AND SOCIAL STATISTICS

© OCDE 2005

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE rights@oecd.org ou par fax (33 1) 45 24 13 91. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées directement au Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France (contact@cfcopies.com).

AVANT-PROPOS

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005* est la première publication statistique de l'OCDE qui soit véritablement horizontale en prenant en compte l'ensemble des données disponibles au sein de l'Organisation, y compris celles provenant de deux organismes affiliés à l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT).

Comme l'a déclaré le grand physicien Niels Bohr : « *Ce qui n'est pas mesuré n'existe pas.* » Dans le même ordre d'idées, on pourrait dire qu'il existe des problèmes environnementaux, économiques et sociaux, mais qu'on ne peut assurément pas les gérer sans les avoir mesurés.

Les statistiques constituent une information cruciale pour les décideurs, mais, comme le faisait valoir Albert Einstein : « *L'information n'est pas la connaissance.* » Les statistiques sont néanmoins le matériau brut de la création de connaissances, tout comme l'acier sert à fabriquer des carrosseries automobiles. Mais c'est aussi par le savoir qu'on transforme l'acier en automobiles, et c'est aussi le savoir qui permet de comprendre, d'interpréter et, finalement, d'agir. C'est pourquoi il me paraît très judicieux d'avoir intitulé le Forum mondial que l'OCDE a organisé à Palerme en novembre 2004 avec le concours du gouvernement italien : « *Statistiques, connaissances et politiques.* »

Pourquoi cette publication ? Parce que les gouvernements poursuivent des politiques économiques, sociales et environnementales différentes, et qu'il est extrêmement utile pour les décideurs et pour le grand public de comparer d'un pays à l'autre des données qu'ils savent comparables et fiables. Pour que ces statistiques soient absolument valables dans un contexte international, il faut qu'elles soient comparables. Et l'un des points forts de l'OCDE est d'avoir su rendre les statistiques nationales internationalement comparables.

Tel est bien l'objectif du *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005*. Il s'agit plus précisément :

- de répondre aux besoins d'un large éventail d'utilisateurs au moyen d'un instrument unique contenant des données économiques, sociales et environnementales, qui couvrent un large champ et qui soient comparables tout en se situant dans une optique nationale ;
- lancer un produit qui améliore la visibilité des travaux statistiques de l'OCDE destinés à une audience mondiale ;
- aider les utilisateurs à évaluer la situation et les performances d'un pays vis-à-vis d'un large éventail d'autres pays pour un ensemble de séries statistiques ;
- mettre en lumière les problèmes de mesure, notamment pour les domaines où la comparabilité des statistiques nationales reste faible.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005* paraîtra chaque année et, chaque fois, elles comporteront une section consacrée à un thème particulier. Vu l'évolution récente du marché du pétrole, l'étude spéciale du volume pour 2005 portera sur les statistiques de l'énergie et en particulier sur l'évolution à long terme des prix, de la production et de la consommation d'énergie, et fera le point sur les émissions de CO₂ et les sources d'énergie renouvelables. Cette étude spéciale a été réalisée par l'Agence internationale de l'énergie.

Les tableaux du *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005* peuvent être obtenus en ligne à l'adresse new.sourceoecd.org/factbook/.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005* est le fruit des travaux des statisticiens de l'ensemble de l'Organisation. Cette publication a bénéficié du concours de la *Direction des relations extérieures et de la communication*. La *Direction des statistiques*, qui a coordonné ce projet, tient à remercier pour leur coopération les nombreux agents de l'OCDE participants, mais cette publication n'aurait bien entendu jamais vu le jour sans une action concertée des statisticiens de tous les pays membres qui, depuis de nombreuses années, élaborent dans un grand nombre de domaines les statistiques qu'on trouvera ci-après.

Derek Blades, ancien chef de division à la Direction des statistiques, a coordonné la préparation éditoriale et reçu à cet effet le concours de ses collègues des diverses directions pour la conception des tableaux, pour la rédaction d'une grande partie des textes, pour le contrôle de la qualité des données et pour la cohérence d'ensemble. Armel Le Jeune et Jérôme Cukier ont eu la responsabilité de la mise en forme du document.



Donald Johnston
Secrétaire général



Enrico Giovannini
Chef statisticien et
Directeur de la Direction des statistiques

TABLE DES MATIÈRES

Population et migrations

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES

Évolution de la population	10
Vieillesse démographique	14

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Population étrangère	16
Migrations internationales	18

Prix

PRIX À LA CONSOMMATION ET À LA PRODUCTION

Indices des prix à la consommation (IPC)	76
Indices des prix à la production (IPP)	80

POUVOIR D'ACHAT ET COMPÉTITIVITÉ

Taux d'intérêt à long terme	82
Taux de conversion	84
Compétitivité internationale	88

Évolutions macroéconomiques

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Taille du PIB	22
Valeur ajoutée par activité	26

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Évolution du PIB	30
Évolution de la valeur ajoutée par activité	32
Épargne des ménages	36

PRODUCTIVITÉ

Productivité du travail	38
Productivité multifactorielle	40

PRODUITS DE BASE : PRODUCTION ET OFFRE

Approvisionnement mondial en énergie	42
Production d'électricité	44
Production d'acier	46
Pêche	48

Marché du travail

EMPLOI

Taux d'emploi par sexe	94
Taux d'emploi par groupe d'âge	98
Emploi à temps partiel	102
Emploi non salarié	104

CHÔMAGE

Taux de chômage standardisés	108
Chômage de longue durée	112

Mondialisation économique

ÉCHANGES

Part des échanges dans le PIB	52
Échanges de marchandises	54
Échanges de services	58
Partenaires commerciaux	62
Balance des paiements	66

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

Flux et stocks d'IDE	68
IDE et emploi	72

Science et technologies

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D)

Dépenses de recherche et développement	116
Investissement dans le savoir	118
Activités de recherche	120
Brevets	122

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

Taille du secteur des TIC	124
Investissement dans les TIC	126
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	128
Exportations de haute technologie	130

Environnement

AIR, EAU ET SOLS

Émissions de CO ₂ dues à la combustion d'énergie	134
Consommation d'eau	136
Déchets municipaux	138
Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture	140

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Approvisionnements totaux en énergie primaire	142
Approvisionnements en énergie par habitant	144
Contribution des énergies renouvelables	146

Éducation

RÉSULTATS

Évaluation internationale des élèves	150
Niveau de formation supérieure	152

DÉPENSES D'ÉDUCATION

Dépenses d'éducation par niveau d'enseignement	156
Dépenses publiques et privées d'éducation	158

Politiques publiques

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

Déficits publics	162
Dettes publiques	164

DÉPENSES PUBLIQUES ET AIDE

Dépenses sociales	166
Dépenses de santé	168
Estimations du soutien à l'agriculture	170
Concours publics à la pêche	172
Aide publique au développement	174

FISCALITÉ

Recettes fiscales totales	178
Impôts applicables à l'ouvrier moyen	182

DISPARITÉS RÉGIONALES

PIB régional	184
Chômage régional	186

Qualité de vie

SANTÉ

Espérance de vie	190
Mortalité infantile	194
Obésité	196
Dépenses de santé publiques et privées	198

TRAVAIL ET TEMPS LIBRE

Durée effective du travail	200
Tourisme : nuitées	202

DÉLITS ET INFRACTIONS

Population carcérale	204
Taux de victimation	206

TRANSPORT

Véhicules routiers automobiles et tués sur la route	208
Transport routier et ferroviaire de voyageurs	212

THÈME SPÉCIAL :

Énergie

En étroite coopération avec l'Agence internationale de l'énergie

Approvisionnement mondial en énergie	214
Approvisionnement en énergie par région	215
Production de pétrole par région	216
Production de gaz naturel par région	217
Production de houille par région	218
Approvisionnement en énergies renouvelables	219
Production mondiale d'électricité	220
Consommation finale par secteur	221
Principaux indicateurs énergétiques pour le monde	222
Prix du pétrole brut	223
Budgets publics de recherche et de développement sur l'énergie des pays de l'AIE	224
Production et consommation mondiales d'énergie	225
Perspectives de la demande mondiale d'énergie primaire	226
Perspectives de la demande d'énergie primaire par région	227
Dépendance à l'égard des importations pétrolières dans le monde	228
Perspectives des émissions de CO ₂	229

Guide de l'utilisateur 230

Index analytique 233



POPULATION ET MIGRATIONS

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES

ÉVOLUTION DE LA POPULATION
VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

MIGRATIONS INTERNATIONALES

POPULATION ÉTRANGÈRE
MIGRATIONS INTERNATIONALES

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. L'accroissement naturel de la population (naissances moins décès) a ralenti dans tous les pays de l'OCDE, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'âge moyen des populations. Dans plusieurs pays, la baisse des taux d'accroissement naturel a été en partie compensée par l'immigration.

Tendances à long terme

En 2000, les pays de l'OCDE regroupaient un peu plus de 18 % de la population mondiale, estimée à 6 milliards de personnes. La Chine en représentait 21 % et l'Inde, un peu plus de 17 %. Hors OCDE, on trouve ensuite l'Indonésie (3 %) et la Fédération de Russie (2 %). À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour près de 25 % de la population totale, suivis par le Japon (11 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 1990 et 2003, le taux de croissance démographique de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est établi à 0.6 % par an en moyenne. Des taux de croissance nettement supérieurs ont été enregistrés en Turquie et au Mexique (pays à forte natalité) ainsi qu'au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, en Australie et au Canada (pays à fort excédent migratoire). En Hongrie et en République tchèque, la population a décliné en raison à la fois de faibles taux de natalité et d'un solde migratoire négatif. La Pologne, l'Italie et la République slovaque ont enregistré des taux de croissance démographique très bas, mais tout de même positifs.

Entre 1990 et 2000, les taux de natalité de l'ensemble des pays de l'OCDE sont tombés, en moyenne, de 14.3 à 12.4 pour 1 000 habitants. Tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Danemark et du Luxembourg, ont vu leur taux de natalité baisser au cours de la période. Le recul a été modéré – moins de 0.5 pour 1 000 – en France, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal, au Japon et en Grèce, mais très marqué – 3.5 pour 1 000 ou plus – en République slovaque, en Pologne, en Suède, au Canada, en République tchèque et en Islande. À la fin de la période, le Mexique, la Turquie et l'Islande avaient les taux de natalité les plus élevés, et la République tchèque, l'Allemagne et l'Italie, les taux les plus bas.

Définitions

Les tableaux se réfèrent à la population résidente. Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population et représentent le solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année. Les taux de natalité correspondent au nombre de naissances vivantes observées pour 1 000 habitants.

Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les registres d'état civil, les notifications de naissances et de décès et les données administratives relatives aux migrations. Dans quelques pays européens, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, les recensements ont été abolis et les données proviennent maintenant intégralement de registres administratifs. En règle générale, les statistiques démographiques des pays de l'OCDE sont fiables, même si, dans certains cas, les séries sont interrompues, comme le signale un trait vertical dans les tableaux.

Les données pour les États-Unis comprennent une rupture significative entre 2000 et 2001.

Sources

Pour les pays membres : OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour les pays hors OCDE : *Département des affaires sociales et économiques*, Nations unies.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

Maddison, Angus (2003), *Études du Centre de développement : L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworlddeconomy.org.

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Source OCDE Emploi et marché du travail.

• Sites Web

World Population Prospects: The 2002 Revision Population Database: <http://esa.un.org/unpp>.



Population totale

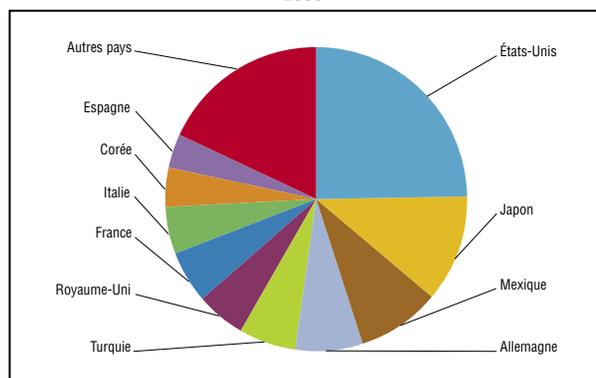
Milliers

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	...	79 984	80 595	81 179	81 422	81 661	81 895	82 052	82 029	82 024	82 160	82 277	82 456	82 502
Australie	17 065	17 284	17 495	17 667	17 855	18 072	18 311	18 518	18 711	18 926	19 153	19 413	19 663	19 881
Autriche	7 718	7 823	7 884	7 993	8 031	8 047	8 059	8 072	8 078	8 092	8 110	8 132	8 053	8 067
Belgique	9 967	10 004	10 045	10 084	10 116	10 137	10 157	10 181	10 203	10 226	10 251	10 287	10 333	10 372
Canada	27 698	28 031	28 367	28 682	28 999	29 302	29 611	29 907	30 157	30 404	30 689	31 021	31 362	31 630
Corée	42 869	43 296	43 748	44 195	44 642	45 093	45 525	45 954	46 287	46 617	47 008	47 343	47 640	47 925
Danemark	5 141	5 154	5 171	5 189	5 206	5 233	5 263	5 285	5 304	5 322	5 340	5 359	5 374	5 387
Espagne	38 851	38 935	39 054	39 167	39 264	39 345	39 427	39 520	39 648	39 844	40 171	40 615	41 200	41 874
États-Unis	249 973	252 665	255 410	258 119	260 637	263 082	265 502	268 048	270 509	272 945	275 372	285 321	288 205	291 049
Finlande	4 986	5 014	5 042	5 066	5 088	5 108	5 125	5 140	5 153	5 165	5 176	5 188	5 201	5 213
France	56 709	56 976	57 240	57 467	57 659	57 844	58 026	58 207	58 398	58 623	58 896	59 193	59 489	59 768
Grèce	10 089	10 200	10 322	10 380	10 426	10 454	10 475	10 498	10 516	10 721	10 937	10 971	11 003	11 036
Hongrie	10 374	10 373	10 369	10 358	10 343	10 329	10 311	10 290	10 267	10 238	10 211	10 188	10 159	10 124
Irlande	3 503	3 524	3 549	3 563	3 583	3 601	3 626	3 664	3 703	3 742	3 790	3 847	3 917	3 953
Islande	255	258	261	264	266	267	269	271	274	277	281	285	288	289
Italie	56 737	56 760	56 859	56 442	56 623	56 745	56 826	56 941	57 040	57 078	57 189	57 348	57 474	57 478
Japon	123 611	124 043	124 452	124 764	125 034	125 570	125 864	126 166	126 486	126 686	126 926	127 291	127 435	127 619
Luxembourg	384	390	395	401	407	413	416	421	427	433	439	443	444	452
Mexique	81 250	83 265	84 902	86 613	88 402	91 234	92 788	94 305	95 786	97 199	98 658	100 051	101 398	102 708
Norvège	4 241	4 262	4 287	4 312	4 337	4 359	4 381	4 405	4 431	4 462	4 491	4 514	4 538	4 564
Nouvelle-Zélande	3 363	3 495	3 532	3 572	3 620	3 673	3 732	3 781	3 815	3 835	3 858	3 881	3 939	4 009
Pays-Bas	14 951	15 070	15 184	15 290	15 383	15 459	15 531	15 611	15 707	15 812	15 926	16 046	16 149	16 224
Pologne	38 119	38 245	38 365	38 459	38 544	38 588	38 618	38 650	38 666	38 654	38 646	38 251	38 232	38 195
Portugal	9 877	9 961	9 965	9 983	10 013	10 041	10 070	10 108	10 129	10 171	10 229	10 305	10 380	10 449
République slovaque	5 298	5 283	5 307	5 325	5 347	5 364	5 374	5 383	5 391	5 395	5 401	5 379	5 379	5 380
République tchèque	10 362	10 309	10 318	10 331	10 336	10 331	10 316	10 304	10 294	10 283	10 272	10 224	10 201	10 202
Royaume-Uni	57 285	57 472	57 593	57 700	57 825	57 958	58 076	58 204	58 349	58 535	58 655	58 789	59 234	59 422
Suède	8 559	8 617	8 668	8 719	8 781	8 827	8 841	8 846	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958
Suisse	6 712	6 800	6 875	6 938	6 994	7 041	7 072	7 089	7 110	7 144	7 184	7 233	7 290	7 343
Turquie	56 154	57 262	58 374	59 491	60 612	61 737	62 873	64 015	65 157	66 293	67 420	68 529	69 626	70 712
UE15	...	365 884	367 566	368 623	369 827	370 873	371 812	372 751	373 535	374 644	376 140	377 695	379 631	381 155
Total OCDE	...	1 050 755	1 059 628	1 067 581	1 075 795	1 084 915	1 092 359	1 099 838	1 106 876	1 114 003	1 121 709	1 136 618	1 144 986	1 152 786

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/744806662763>

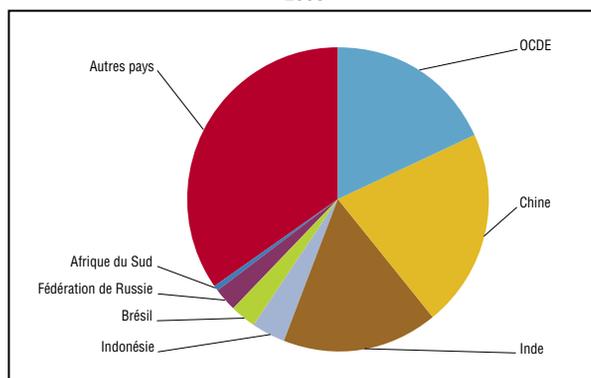
Population de l'OCDE

2000



Population mondiale

2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/735840472033>

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Taux de croissance de la population

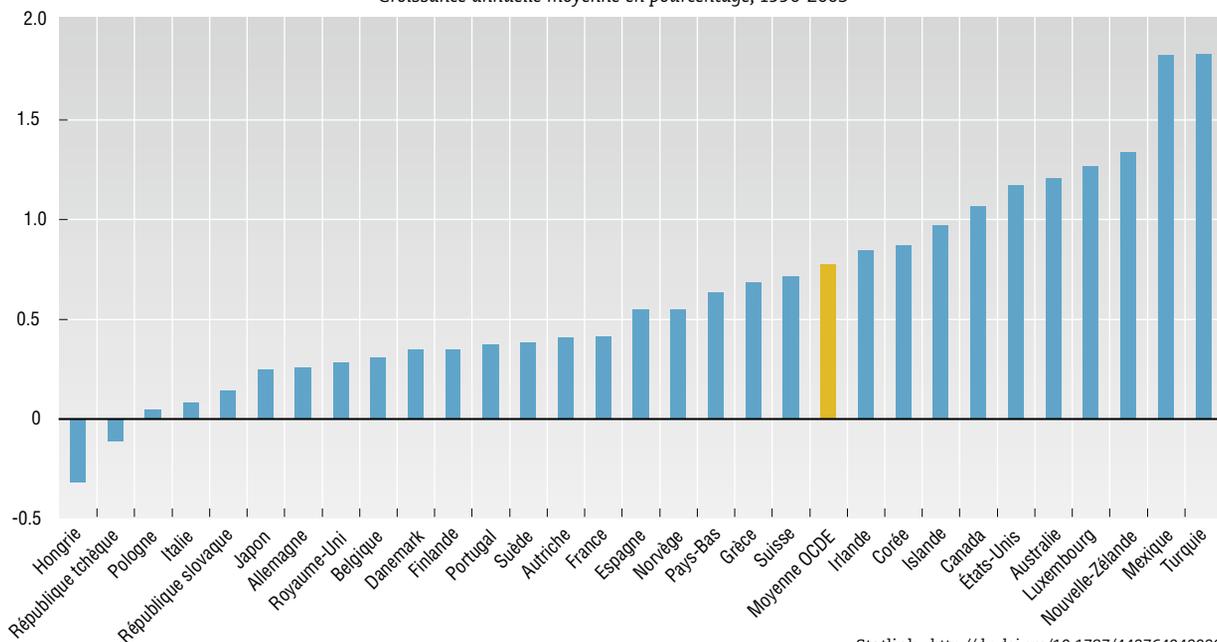
Croissance annuelle en pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	..	0.76	0.72	0.30	0.29	0.29	0.19	-0.03	-0.01	0.17	0.14	0.22	0.06
Australie	1.49	1.28	1.22	0.98	1.06	1.22	1.32	1.13	1.04	1.15	1.20	1.36	1.29	1.11
Autriche	1.23	1.36	0.78	1.38	0.48	0.20	0.15	0.16	0.07	0.17	0.22	0.27	-0.97	0.17
Belgique	0.29	0.37	0.41	0.39	0.32	0.21	0.20	0.24	0.22	0.23	0.24	0.35	0.45	0.38
Canada	1.52	1.20	1.20	1.11	1.11	1.04	1.05	1.00	0.84	0.82	0.94	1.08	1.10	0.85
Corée	0.99	1.00	1.04	1.02	1.01	1.01	0.96	0.94	0.72	0.71	0.84	0.71	0.63	0.60
Danemark	0.16	0.25	0.33	0.35	0.33	0.52	0.57	0.42	0.36	0.34	0.34	0.36	0.28	0.24
Espagne	0.15	0.22	0.31	0.29	0.25	0.21	0.21	0.24	0.32	0.49	0.82	1.11	1.44	1.64
États-Unis	1.06	1.08	1.09	1.06	0.98	0.94	0.92	0.96	0.92	0.90	0.89	..	1.01	0.99
Finlande	0.44	0.56	0.56	0.48	0.43	0.39	0.33	0.29	0.25	0.23	0.21	0.23	0.25	0.23
France	0.51	0.47	0.46	0.40	0.33	0.32	0.31	0.31	0.33	0.39	0.47	0.50	0.50	0.47
Grèce	0.51	1.10	1.20	0.56	0.44	0.27	0.20	0.22	0.17	1.95	2.01	0.31	0.29	0.30
Hongrie	-1.93	-0.01	-0.04	-0.11	-0.14	-0.14	-0.17	-0.20	-0.22	-0.28	-0.26	-0.23	-0.28	-0.34
Irlande	-0.34	0.60	0.71	0.39	0.56	0.50	0.69	1.05	1.06	1.05	1.28	1.50	1.82	0.92
Islande	0.83	1.26	1.20	1.03	0.83	0.53	0.56	0.74	1.07	1.24	1.44	1.39	0.88	0.59
Italie	-0.18	0.04	0.17	-0.73	0.32	0.22	0.14	0.20	0.17	0.07	0.19	0.28	0.22	0.01
Japon	0.29	0.35	0.33	0.25	0.22	0.43	0.23	0.24	0.25	0.16	0.19	0.29	0.11	0.14
Luxembourg	1.32	1.56	1.28	1.52	1.50	1.47	0.73	1.20	1.43	1.41	1.39	0.91	0.23	1.80
Mexique	..	2.48	1.97	2.02	2.07	3.20	1.70	1.64	1.57	1.48	1.50	1.41	1.35	1.29
Norvège	0.33	0.50	0.59	0.58	0.58	0.51	0.50	0.55	0.59	0.70	0.65	0.51	0.53	0.57
Nouvelle-Zélande	0.99	3.93	1.06	1.13	1.34	1.46	1.61	1.31	0.90	0.52	0.60	0.60	1.49	1.78
Pays-Bas	0.69	0.80	0.76	0.70	0.61	0.49	0.47	0.52	0.62	0.67	0.72	0.75	0.64	0.46
Pologne	0.41	0.33	0.31	0.25	0.22	0.11	0.08	0.08	0.04	-0.03	-0.02	-1.02	-0.05	-0.10
Portugal	-0.43	0.85	0.04	0.18	0.30	0.28	0.29	0.38	0.21	0.41	0.57	0.74	0.73	0.66
République slovaque	0.42	-0.28	0.45	0.34	0.41	0.32	0.19	0.17	0.15	0.07	0.11	-0.41	0.00	0.02
République tchèque	0.00	-0.51	0.09	0.13	0.05	-0.05	-0.15	-0.12	-0.10	-0.11	-0.11	-0.47	-0.23	0.01
Royaume-Uni	0.27	0.33	0.21	0.19	0.22	0.23	0.20	0.22	0.25	0.32	0.21	0.23	0.76	0.32
Suède	0.78	0.68	0.59	0.59	0.71	0.52	0.16	0.06	0.06	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37
Suisse	0.98	1.31	1.10	0.92	0.81	0.67	0.44	0.24	0.30	0.48	0.56	0.68	0.79	0.73
Turquie	2.30	1.97	1.94	1.91	1.88	1.86	1.84	1.82	1.78	1.74	1.70	1.65	1.60	1.56
UE15	0.55	5.14	0.46	0.29	0.33	0.28	0.25	0.25	0.21	0.30	0.40	0.41	0.51	0.40
Total OCDE	..	..	0.84	0.75	0.77	0.85	0.69	0.68	0.64	0.64	0.69	1.33	0.74	0.68

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/012415808484>

Taux de croissance de la population

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/443764043032>



Taux de natalité

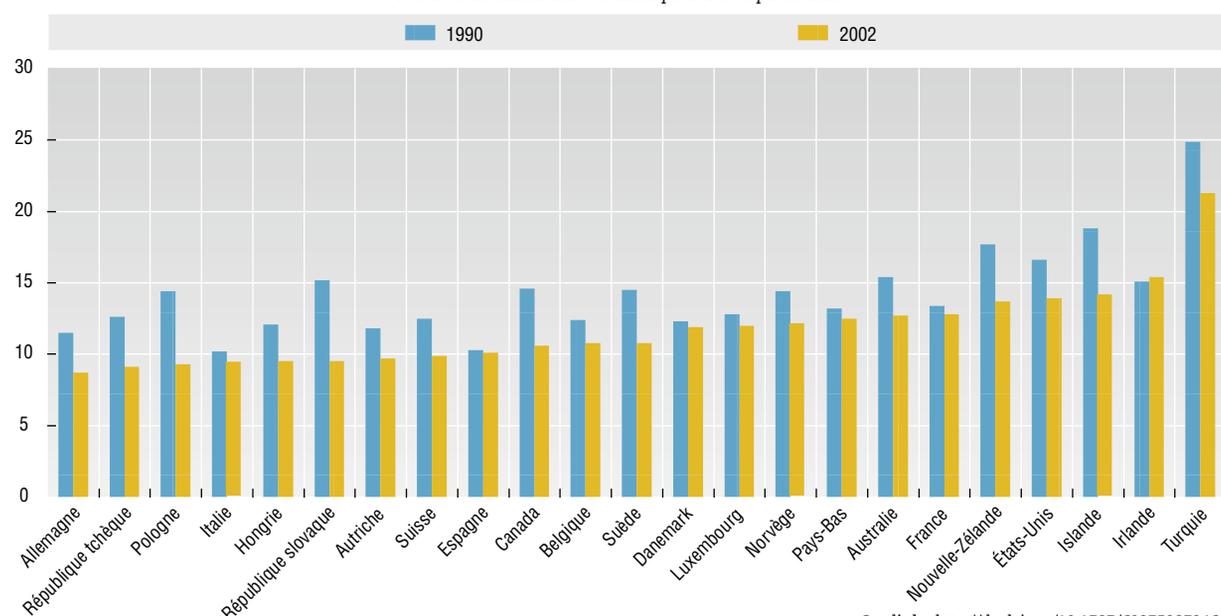
Nombre de naissances vivantes pour 1 000 personnes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	11.5	10.4	10.0	9.8	9.5	9.4	9.7	9.9	9.6	9.4	9.3	8.9	8.7	..
Australie	15.4	14.9	15.1	14.7	14.5	14.1	13.8	13.6	13.3	13.2	13.0	12.7	12.7	12.6
Autriche	11.8	12.2	12.2	12.0	11.6	11.2	11.2	10.5	10.2	9.8	9.8	9.4	9.7	..
Belgique	12.4	12.6	12.4	12.0	11.5	11.4	11.5	11.4	11.2	11.1	11.3	11.1	10.8	..
Canada	14.6	14.4	14.1	13.5	13.3	12.9	12.4	11.7	11.3	11.1	10.7	10.8	10.6	..
Danemark	12.3	12.4	13.1	12.9	13.4	13.4	12.9	12.8	12.5	12.4	12.5	12.1	11.9	12.1
Espagne	10.3	10.2	10.2	9.9	9.4	9.2	9.2	9.3	9.2	9.5	9.9	10.0	10.1	..
États-Unis	16.6	16.3	15.9	15.5	15.2	14.8	14.7	14.5	14.6	14.4	14.3	14.1	13.9	13.9
France	13.4	13.3	13.0	12.4	12.3	12.6	12.7	12.5	12.6	12.7	13.2	13.0	12.8	12.7
Grèce	10.1	10.0	10.1	9.8	10.0	9.7	9.7	9.7	9.6	9.5	..	..	..	..
Hongrie	12.1	12.2	11.8	11.3	11.2	10.8	10.2	9.7	9.4	9.3	9.6	9.5	9.5	9.4
Irlande	15.1	15.0	14.6	13.7	13.4	13.6	13.7	14.2	14.3	14.2	14.3	15.0	15.4	..
Islande	18.8	17.5	17.6	17.4	16.5	17.2	16.0	15.3	15.3	14.8	15.3	14.4	14.1	14.3
Italie	10.2	9.8	10.0	9.6	9.4	9.2	9.3	9.4	9.3	9.3	9.4	9.3	9.4	..
Japon	10.0	9.9	9.8	9.6	10.0	9.6	9.7	9.6	9.6	9.4	9.5	..	..	..
Luxembourg	12.8	12.9	13.0	13.6	13.6	13.2	13.7	13.1	12.7	12.9	13.1	12.2	12	11.8
Mexique	33.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	14.4	14.3	14.0	13.9	13.8	13.8	13.9	13.6	13.2	13.3	13.1	12.6	12.1	12.3
Nouvelle-Zélande	17.7	17.1	16.8	16.4	15.8	15.7	15.3	15.2	14.5	14.9	14.7	14.3	13.7	14
Pays-Bas	13.2	13.2	13.0	12.8	12.7	12.4	12.2	12.3	12.7	12.6	13.0	12.7	12.5	12.4
Pologne	14.4	14.3	13.4	12.8	12.5	11.2	11.1	10.7	10.2	9.9	9.8	9.6	9.3	9.2
Portugal	11.7	11.8	11.7	11.5	11.0	10.8	11.1	11.4	11.4	..	..	..	..	..
République slovaque	15.2	14.9	14.1	13.8	12.5	11.5	11.2	11.0	10.7	10.5	10.2	9.5	9.5	9.7
République tchèque	12.6	12.5	11.8	11.7	10.3	9.3	8.8	8.8	8.8	8.7	8.8	8.9	9.1	9.2
Royaume-Uni	13.9	13.7	13.5	13.1	12.9	12.5	12.5	12.3	12.1	..	..	..	..	..
Suède	14.5	14.4	14.2	13.5	12.8	11.7	10.7	10.2	10.1	9.9	10.1	10.2	10.8	11.1
Suisse	12.5	12.7	12.6	12.1	11.9	11.7	11.7	11.4	11.1	11.0	10.9	10.2	9.9	9.8
Turquie	24.9	24.6	24.4	24.1	23.9	23.8	23.6	23.4	23.1	22.6	22.2	21.7	21.3	20.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/317550103366>

Taux de natalité

Nombre de naissances vivantes pour 1 000 personnes

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/603753872460>

VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

La part de la population âgée de 65 ans et plus augmente dans tous les pays de l'OCDE et cette tendance est appelée à se poursuivre. Le ratio de dépendance économique, le rapport entre le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus et le nombre d'actifs, suit cette évolution, ce qui n'est pas sans conséquence pour les dépenses publiques et privées de retraite et de santé, mais aussi, plus généralement, pour la croissance économique et le bien-être.

Définition

La population est la population qui réside effectivement dans le pays. La population active est définie, conformément aux lignes directrices du BIT, comme l'ensemble des personnes qui ont un emploi et des personnes qui sont à la fois disponibles pour travailler et qui cherchent activement un emploi. Dans la mesure où la quasi-totalité des pays de l'OCDE appliquent maintenant les lignes directrices du BIT pour définir la population active, leurs statistiques dans ce domaine présentent un bon degré de comparabilité.

Comparabilité

Les prévisions démographiques proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU. Toutes reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de

fécondité et du solde migratoire. Comme on fait souvent plusieurs séries de calculs en fonction de diverses hypothèses, il a été décidé de présenter ici les estimations correspondant au scénario central ou moyen.

Les prévisions relatives à la population active sont fondées sur les prévisions démographiques décrites ci-dessus auxquelles on applique ensuite d'autres hypothèses concernant la propension future des hommes et des femmes de différents groupes d'âge à rechercher un emploi rémunéré. Un soin particulier a été apporté à la modélisation des taux d'activité attendus parmi les femmes et les personnes âgées. Comme dans le cas des prévisions démographiques, une série d'estimations a été établie pour chaque pays et c'est la variante moyenne ou centrale qui a été retenue et présentée ici.

Sources

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
Eurostat, Nations unies, sources nationales et estimations OCDE.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Burniaux, J.M., R. Duval et F. Jaumotte (2003), « Coping with ageing: a dynamic approach to quantify the impact of alternative policy options on future labour supply in OECD countries », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 371, OCDE, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

OCDE (2000), *Des réformes pour une société vieillissante*, OCDE, Paris.

OCDE (2001), *Vieillesse et revenus : Les ressources des retraités dans 9 pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2001), *Vieillesse et transports : Concilier mobilité et sécurité*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vieillesse et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (1997), *Principaux indicateurs économiques – « sources et méthodes : Statistiques de la main-d'œuvre et des salaires »*, vol. 1997/4, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOCDE Emploi et marché du travail.

SourceOCDE Principaux indicateurs économiques.

Tendances à long terme

Les populations les plus jeunes (qui ont la part de la population âgée de plus de 65 ans la plus faible) se rencontrent soit dans les pays qui ont des taux de natalité élevés comme le Mexique, la Turquie et l'Islande, soit dans les pays qui attirent beaucoup d'immigrants comme l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Les uns et les autres connaîtront toutefois un vieillissement marqué de leur population jusqu'en 2020.

Selon les prévisions, le taux de dépendance économique (partie droite du tableau) devrait dépasser 50 % au Japon, en Italie, en France et en Hongrie d'ici 2020 : il n'y aura plus alors que deux actifs pour chaque personne âgée. C'est au Mexique, en Islande, en Turquie et en Irlande, que l'estimation du taux de dépendance économique est la plus basse – moins de 30 %.

Sur la période 2000-2020, les taux de dépendance économique devraient augmenter de façon particulièrement marquée en Corée, au Japon, en République tchèque, en Turquie et en Finlande, tandis qu'ils enregistreraient leur plus faible progression au Portugal, en Grèce, en Espagne et en Irlande.

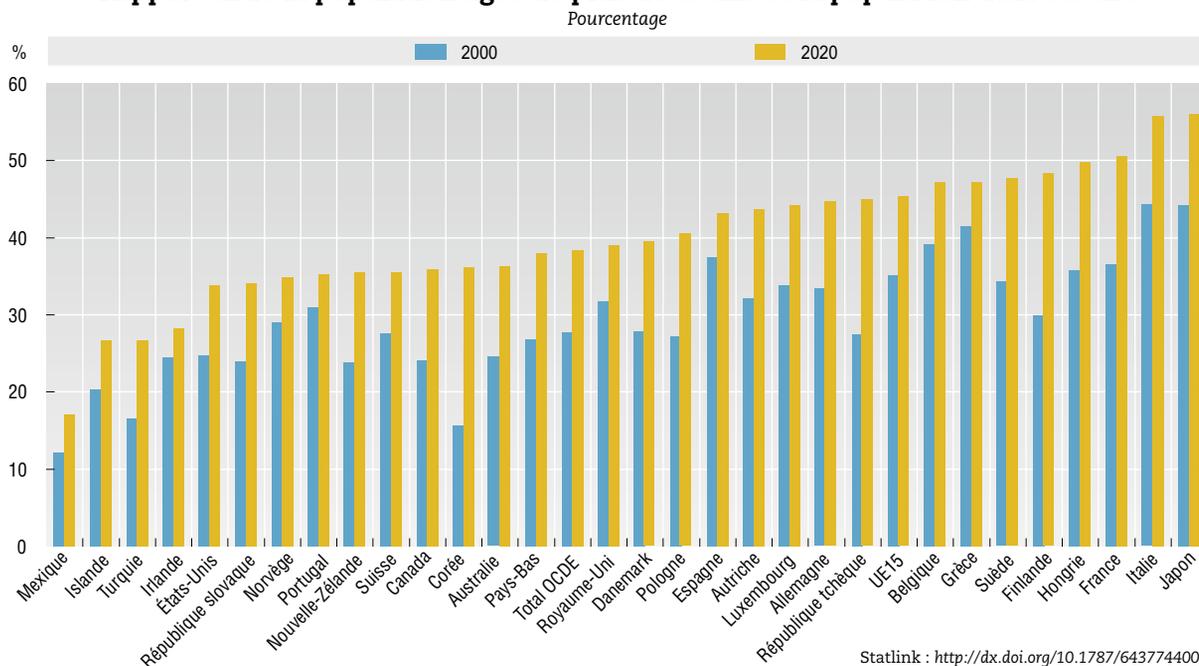


Population de plus de 65 ans

	En pourcentage de la population totale							En pourcentage de la population active						
	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020
Allemagne	14.9	15.5	16.4	18.3	19.9	20.4	21.7	30.3	32.1	33.2	36.7	39.9	41.0	44.5
Australie	11.1	11.9	12.3	12.9	14.0	16.0	18.0	22.6	24.1	24.4	25.2	27.3	31.5	36.2
Autriche	14.9	15.1	15.5	16.1	17.8	18.8	20.0	..	31.2	32.1	33.4	37.1	39.7	43.7
Belgique	14.9	15.9	16.8	17.3	17.5	18.9	20.4	38.1	38.5	39.1	39.2	39.7	43.1	47.2
Canada	11.3	12.0	12.5	13.2	14.2	16.2	18.4	21.9	23.8	24.1	24.9	26.7	30.7	35.8
Corée	5.1	5.9	7.2	9.0	10.7	12.6	15.1	11.8	12.7	15.5	19.4	23.8	28.9	36.1
Danemark	15.6	15.2	14.8	14.9	16.2	18.4	19.7	27.7	28.5	27.8	28.4	31.5	36.1	39.3
Espagne	13.6	15.3	16.9	17.3	17.8	18.7	19.7	33.7	36.7	37.5	37.0	38.2	40.4	43.1
États-Unis	12.5	12.8	12.6	12.6	13.2	14.7	16.5	24.8	25.4	24.7	24.7	26.1	29.4	33.8
Finlande	13.4	14.2	14.9	15.7	16.7	19.8	22.1	25.8	29.3	29.8	31.2	33.9	41.6	48.1
France	14.0	15.2	16.1	16.5	16.9	18.7	20.6	32.4	35.0	36.6	37.6	39.2	44.5	50.5
Grèce	13.8	15.6	17.4	18.6	19.3	20.2	21.3	35.1	38.8	41.4	42.7	43.5	45.2	47.2
Hongrie	13.3	14.1	14.7	15.1	16.1	17.5	19.8	..	35.2	35.7	36.5	39.1	43.0	49.7
Irlande	11.4	11.4	11.2	11.2	11.7	13.1	14.6	30.3	28.2	24.4	22.6	23.0	25.4	28.2
Islande	10.6	11.2	11.6	11.7	12.4	13.9	15.8	..	20.2	20.3	20.1	20.9	23.2	26.6
Italie	14.9	16.6	18.1	19.4	20.6	22.2	23.5	35.1	41.7	44.1	46.0	48.3	52.1	55.7
Japon	12.1	14.6	17.4	19.9	22.5	26.0	27.8	23.3	27.4	32.6	37.7	43.6	51.3	55.9
Luxembourg	13.4	14.2	14.3	14.9	15.7	17.0	18.5	32.1	34.9	33.8	34.6	36.5	39.8	44.2
Mexique	4.0	4.3	4.7	5.2	5.9	6.8	7.9	..	11.4	12.1	12.7	13.7	15.0	17.0
Norvège	16.3	15.9	15.2	14.7	15.2	16.9	18.3	32.2	31.8	29.0	27.4	28.3	31.7	34.8
Nouvelle-Zélande	11.1	11.5	11.8	12.3	13.4	15.4	17.4	23.3	23.7	23.8	24.6	26.5	30.7	35.5
Pays-Bas	12.8	13.2	13.6	14.0	15.0	17.3	19.1	27.9	27.6	26.8	27.2	29.3	33.9	38.0
Pologne	10.1	11.1	12.2	12.9	13.0	14.8	17.6	..	25.1	27.2	28.5	28.6	33.0	40.3
Portugal	13.4	14.6	15.5	16.0	16.3	17.1	18.1	28.0	29.9	30.9	31.1	31.5	33.2	35.2
République slovaque	10.3	10.9	11.4	11.8	12.4	13.8	16.3	..	23.6	23.9	23.6	24.7	28.0	34.0
République tchèque	12.5	13.2	13.8	14.2	15.9	18.7	21.4	..	26.4	27.4	28.2	31.8	38.3	44.8
Royaume-Uni	15.7	15.7	15.6	15.7	16.3	17.9	18.9	31.4	32.4	31.7	31.6	32.7	36.3	39.0
Suède	17.8	17.5	17.3	17.4	18.7	20.6	21.6	32.8	34.5	34.1	35.0	38.5	43.7	47.5
Suisse	14.6	14.7	15.3	15.9	17.2	18.7	19.9	..	26.8	27.6	28.4	30.4	33.0	35.5
Turquie	4.3	4.7	5.4	5.9	6.2	6.9	7.9	11.9	13.4	16.5	18.6	20.0	22.6	26.7
UE15	14.6	15.5	16.3	17.2	18.1	19.4	20.7	..	34.3	35.1	36.4	38.3	41.5	45.1
Total OCDE	11.6	12.4	13.1	13.8	14.7	16.2	17.7	..	26.7	27.7	29.0	31.0	34.5	38.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/242034350608>

Rapport entre la population âgée de plus de 65 ans et la population active totale



POPULATION ÉTRANGÈRE

La taille de la population immigrée d'un pays est un élément important pour plusieurs raisons. Les immigrants apportent des idées nouvelles et enrichissent la culture de leur pays d'accueil. Ils sont susceptibles d'accepter des emplois dont les travailleurs autochtones estiment qu'ils ne sont plus attrayants et, dans les pays où le taux de fécondité est faible, les travailleurs immigrés peuvent compenser la baisse des effectifs de la population active tout en aidant à financer les pensions de retraite. En même temps, l'immigration à grande échelle constitue un enjeu politique et social pour les pouvoirs publics.

Définition

Les pays de l'OCDE emploient principalement deux méthodes pour mesurer la taille de leur population immigrée. Certains enregistrent le nombre de résidents nés dans un pays étranger. D'autres comptabilisent le nombre de résidents de nationalité étrangère.

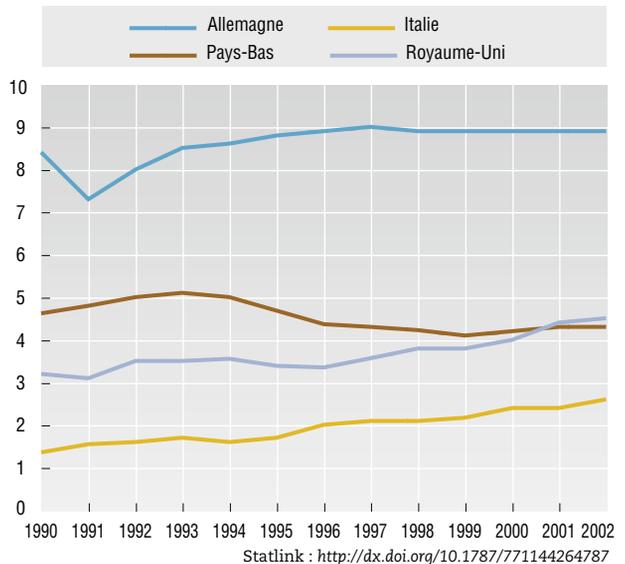
Comparabilité

Ces deux méthodes donnent des résultats différents, notamment selon les règles régissant l'acquisition de la nationalité dans chaque pays. Dans certains pays, par exemple, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité du pays de naissance (pays appliquant le droit du sol), alors que dans d'autres, ils conservent la nationalité de leurs parents (pays appliquant le droit du sang). Le résultat de ces deux mesures figure sur le tableau concernant le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Suède. On voit ainsi que, pour les pays en question, l'utilisation du critère de naissance

à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité des parents.

Ressortissants étrangers dans certains pays de l'OCDE

En pourcentage de la population totale



Tendances à long terme

Il est difficile de se faire une idée précise de l'évolution de la population immigrée à partir des statistiques de la population étrangère. Cela tient au fait que des ajouts à la population étrangère dus à l'immigration peuvent être compensés par la naturalisation de résidents étrangers. Toutefois, les données relatives aux individus nés à l'étranger sont dépourvues de toute ambiguïté : dans tous les pays pour lesquels on dispose d'informations, la part des habitants nés à l'étranger a augmenté au cours de la dernière décennie.

Les pays affichant le pourcentage le plus élevé de population étrangère sont le Luxembourg et la Suisse. Par ailleurs, l'Australie, le Canada, le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande comptent la plus forte proportion d'individus nés à l'étranger. La Suisse figure de façon certaine parmi les pays abritant une importante population de personnes nées à l'étranger bien qu'on ne dispose pas encore de données précises sur ce point.

Source

OCDE (2005), *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2000), *Mondialisation, migrations et développement*, OCDE, Paris.

OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies*, Édition 2002, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Migration et emploi : Les accords bilatéraux à la croisée des chemins*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Source OCDE Statistiques sur les migrations internationales.



Population immigrée dans les pays de l'OCDE

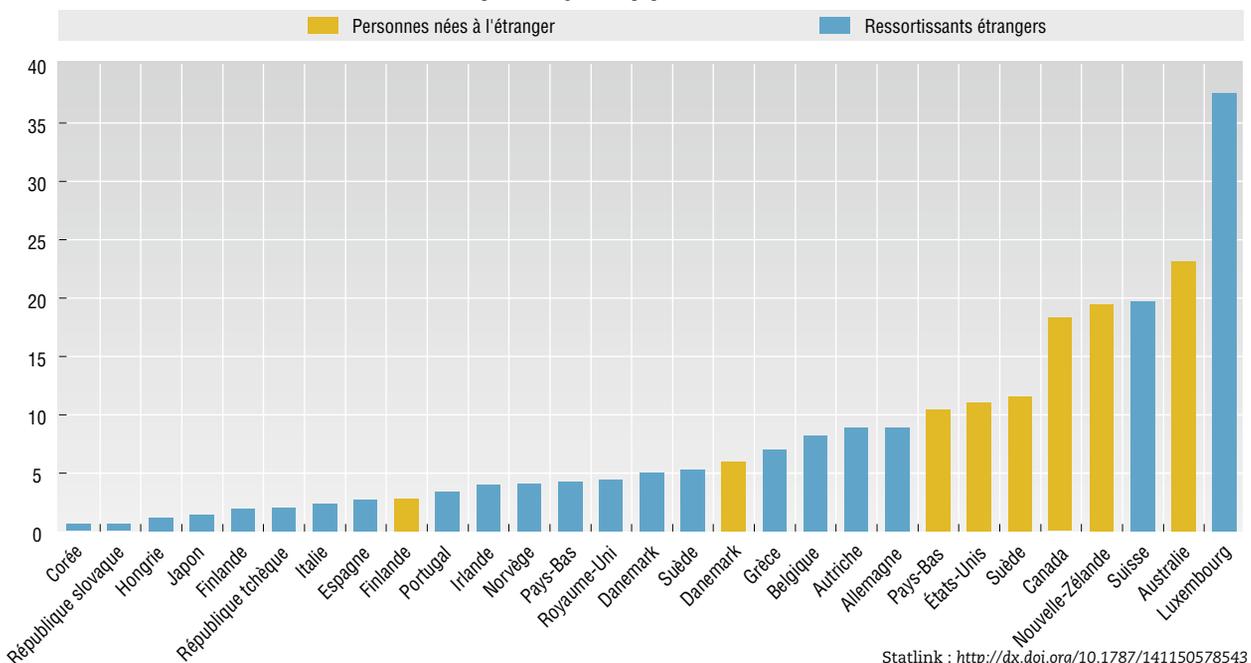
En pourcentage de la population totale

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Personnes nées à l'étranger													
Australie	22.8	22.9	23.0	22.9	22.9	23.0	23.3	23.3	23.2	23.1	23.0	23.1	23.2
Canada	..	16.1	..	..	..	..	17.4	..	..	..	..	18.2	..
Danemark	3.7	3.9	4.0	4.2	4.3	4.8	5.1	5.2	5.4	5.6	5.8	6.0	6.2
États-Unis	..	..	..	..	8.2	8.9	9.9	10.4	10.5	10.3	10.8	11.1	11.8
Finlande	..	..	..	..	..	2.0	2.1	2.3	2.4	2.5	2.6	2.8	2.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.5	..
Pays-Bas	8.1	..	..	9.0	9.0	9.1	9.2	9.4	9.6	9.8	10.1	10.4	10.6
Suède	..	..	9.6	9.9	10.5	10.5	11.0	11.0	10.8	11.8	11.3	11.5	11.8
Ressortissants étrangers													
Allemagne	8.4	7.3	8.0	8.5	8.6	8.8	8.9	9.0	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9
Autriche	5.9	6.8	7.9	8.6	8.9	8.5	8.6	8.6	8.6	8.7	8.8	8.8	8.8
Belgique	9.1	9.2	9.0	9.1	9.1	9.0	9.0	8.9	8.7	8.8	8.4	8.2	8.2
Corée	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5
Danemark	3.1	3.3	3.5	3.6	3.8	4.2	4.7	4.7	4.8	4.9	4.8	5.0	4.9
Espagne	0.7	0.9	1.0	1.1	1.2	1.3	1.4	1.6	1.8	2.0	2.2	2.7	3.1
Finlande	0.5	0.8	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.6	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0
France	6.3	..	..	..	..	..	..	..	..	5.6	..	..	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	..
Hongrie	..	..	..	..	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	1.1	1.1	1.1
Irlande	2.3	2.5	2.7	2.7	2.7	2.7	3.2	3.1	3.0	3.1	3.3	4.0	4.8
Italie	1.4	1.5	1.6	1.7	1.6	1.7	2.0	2.1	2.1	2.2	2.4	2.4	2.6
Japon	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.4	1.5
Luxembourg	29.4	30.2	31.0	31.8	32.6	33.4	34.1	34.9	35.6	36.0	37.3	37.5	38.1
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	..	..
Norvège	3.4	3.5	3.6	3.8	3.8	3.7	3.6	3.6	3.7	4.0	4.1	4.1	4.3
Pays-Bas	4.6	4.8	5.0	5.1	5.0	4.7	4.4	4.3	4.2	4.1	4.2	4.3	4.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1
Portugal	1.1	1.2	1.3	1.3	1.6	1.7	1.7	1.8	1.8	1.9	2.1	3.4	4.0
République slovaque	..	..	..	0.2	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
République tchèque	..	..	0.4	0.8	1.0	1.5	1.9	2.0	2.1	2.2	1.9	2.0	2.3
Royaume-Uni	3.2	3.1	3.5	3.5	3.6	3.4	3.4	3.6	3.8	3.8	4.0	4.4	4.5
Suède	5.6	5.7	5.7	5.8	6.1	5.2	6.0	6.0	5.6	5.5	5.4	5.3	5.3
Suisse	16.3	17.1	17.6	18.1	18.6	18.9	18.9	19.0	19.0	19.2	19.3	19.7	19.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/510516563082>

Population immigrée dans les pays de l'OCDE

En pourcentage de la population totale, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/141150578543>

MIGRATIONS INTERNATIONALES

L'augmentation de la population d'un pays dépend de l'accroissement naturel (nombre de naissances moins le nombre de décès) ainsi que de la migration nette (nombre d'immigrants moins le nombre d'émigrants). Dans la plupart des pays européens de l'OCDE, les taux d'accroissement naturel sont en baisse et le solde migratoire se mue progressivement en une source importante de croissance démographique.

Définition

Le solde migratoire est égal au nombre total d'entrées d'étrangers et de retours de citoyens moins les sorties d'étrangers et de citoyens. Les entrées et les sorties pour de courtes périodes, pour le tourisme ou pour raisons d'affaires par exemple, ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Comparabilité

Les principales sources d'information sur les migrations varient d'un pays à l'autre, ce qui pose des problèmes de comparabilité des données disponibles sur les flux d'immigration et d'émigration. Mais comme, en règle

générale, les problèmes de comparabilité portent sur la mesure dans laquelle les mouvements de courte durée sont comptabilisés dans les entrées et les sorties, le fait de calculer la différence entre les deux (solde migratoire) tend à neutraliser les mouvements qui sont à l'origine de l'absence de comparabilité. Néanmoins, une certaine prudence est de mise quand on utilise des données de solde migratoire, d'abord parce que les migrations irrégulières ne sont pas prises en compte dans les entrées (alors que, dans certains pays, elles peuvent représenter un chiffre important), et deuxièmement, parce que les données sur les flux de sorties ne sont pas de qualité homogène, soit que les départs ne sont pas bien enregistrés (dans certains pays), soit qu'ils soient obtenus par estimation (dans d'autres pays).

Les travaux de l'OCDE dans le domaine des migrations internationales visent à améliorer la disponibilité, la comparabilité et la fiabilité des données afférentes. Par ces travaux, qui prennent largement appui sur un réseau de correspondants nationaux répartis dans trente pays, l'Organisation s'efforce d'améliorer l'analyse et la compréhension des questions de migration à la lumière des enjeux socioéconomiques auxquels sont confrontés ses pays membres.

Tendances à long terme

Pendant presque toute la période qui va de 1990 à l'époque actuelle, le Luxembourg et la Suisse ont connu un solde migratoire très important. En Australie, au Canada, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, souvent désignés sous le nom de « pays d'établissement », le solde migratoire est resté positif et important pendant la quasi-totalité de cette même période bien que la Nouvelle-Zélande ait connu une courte période de solde migratoire négatif à la fin des années 90.

En Autriche et en Allemagne, des soldes migratoires élevés ont été enregistrés après la chute du Mur de Berlin. L'Irlande qui, de tout temps, avait connu une migration nette à destination du Royaume-Uni et des pays d'établissement affiche un solde migratoire positif et substantiel depuis 1996 : en effet, son fort taux de croissance économique a incité les anciens émigrants à revenir.

Les Pays-Bas et la Suède ont tous deux connu des taux de migration nette positifs et supérieurs à la moyenne pendant la presque totalité de la période considérée tandis que ces taux ont été inférieurs à la moyenne en Hongrie ainsi que dans les Républiques tchèque et slovaque. La Pologne est le seul pays à avoir enregistré un solde migratoire négatif pendant toute cette période. Le Japon et l'Islande ont eux aussi connu ce phénomène mais pendant quelques années seulement.

Source

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2000), *Mondialisation, migrations et développement*, OCDE, Paris.

OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies*, Édition 2002, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Migration et emploi : Les accords bilatéraux à la croisée des chemins*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Source OCDE Statistiques sur les migrations internationales.



Migration nette

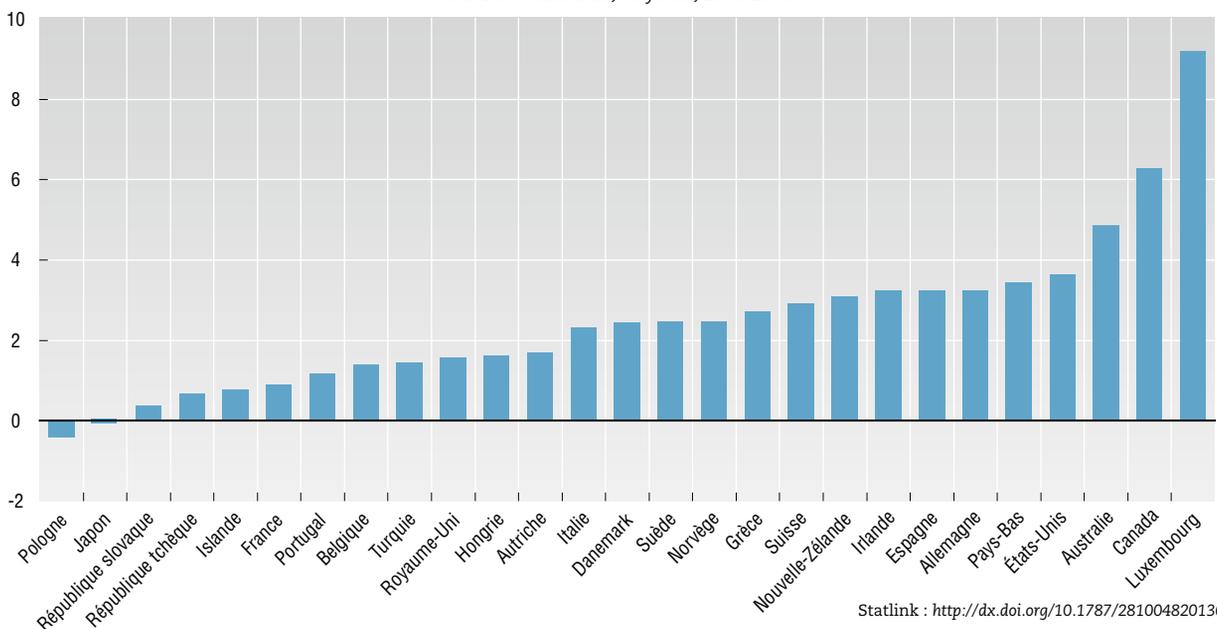
Pour 1 000 habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	16.3	7.5	9.6	5.7	3.9	4.9	3.4	1.1	0.6	2.5	2.0	3.3	2.7	..
Australie	7.3	5.0	3.9	2.0	3.1	5.9	5.3	3.9	4.8	5.5	5.8	7.0	5.9	6.6
Autriche	7.6	9.9	9.1	4.2	0.4	0.3	0.5	0.2	1.1	2.5	2.2	2.2	..	..
Belgique	2.0	1.4	2.5	1.9	1.8	1.3	1.3	0.6	0.7	1.7	1.4	..	..	..
Canada	6.5	4.3	6.1	5.0	5.3	5.5	5.6	5.2	3.9	5.2	6.5	7.6	6.2	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	1.6	2.1	2.1	2.1	1.9	5.5	3.2	2.3	2.1	1.7	1.7	2.2	1.7	1.1
Espagne	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.3	1.6	3.1	4.9	9.0	10.2	16.1	14.3
États-Unis	2.2	3.8	3.9	3.4	3.1	3.3	3.5	3.6	3.2	3.1	3.1	4.5	4.5	4.4
Finlande	1.4	2.6	1.6	1.6	0.6	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	0.4	1.2	1.0	1.0
France	1.4	1.6	1.6	1.2	0.9	0.7	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8	1.0	1.1	0.9
Grèce	7.0	8.5	4.7	5.4	2.6	2.0	2.1	2.2	1.2	2.3	..	..	..	..
Hongrie	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.0	0.4	..
Irlande	-2.2	1.4	0.5	-0.9	-0.8	1.6	4.6	5.1	4.5	6.4	8.4	10.0	..	..
Islande	-3.9	4.3	-0.8	-0.4	-2.6	-2.6	-2.6	0.3	3.2	4.0	6.1	3.4	-1.0	-0.5
Italie	0.2	0.1	3.2	3.2	2.6	1.6	2.6	2.2	1.6	1.8	3.1	2.2	6.1	..
Japon	0.0	0.3	0.3	-0.1	-0.7	-0.4	-0.1	0.1	0.3	-0.1	0.3	..	..	..
Luxembourg	10.2	10.8	11.0	10.6	9.9	11.2	8.9	9.0	9.5	10.9	8.3	2.5	5.9	4.6
Mexique	-8.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	0.5	1.9	2.3	3.0	1.6	1.4	1.4	2.5	3.2	4.3	2.0	1.8	3.7	2.4
Nouvelle-Zélande	2.7	1.8	1.3	3.9	5.5	7.7	6.6	2.0	-1.7	-2.3	-2.9	2.5	9.7	8.7
Pays-Bas	4.0	4.2	3.8	3.9	2.4	2.1	2.8	3.1	3.9	3.8	4.5	4.3	3.3	2.3
Pologne	-0.4	-0.4	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4
Portugal	-5.6	-2.5	-1.0	1.5	1.0	0.5	1.0	1.5	1.5	..	..	..	..	..
République slovaque	0.4	0.2	0.4	0.3	0.9	0.5	0.4	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
République tchèque	0.1	0.3	1.1	0.5	1.0	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	0.6	-0.8	1.2	2.5
Royaume-Uni	1.2	1.3	0.8	1.5	1.4	2.0	1.8	1.5	1.2	..	..	..	..	..
Suède	4.1	2.8	2.3	3.7	5.8	1.2	0.7	0.7	1.2	1.6	2.8	3.3	3.5	3.2
Suisse	8.4	9.0	5.8	5.7	4.4	2.1	-0.8	-1.0	0.2	2.3	2.8	5.6	6.6	5.7
Turquie	5.1	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/658350814675>

Migration nette

Pour 1 000 habitants, moyenne, 1990-2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/281004820136>



ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

TAILLE DU PIB

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION DU PIB

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

ÉPARGNE DES MÉNAGES

PRODUCTIVITÉ

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

PRODUITS DE BASE : PRODUCTION ET OFFRE

APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN ÉNERGIE

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

PRODUCTION D'ACIER

PÊCHE

TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur généralement utilisé pour mesurer les revenus engendrés par l'activité de production. Le PIB total donne une indication de la « taille » de l'économie d'un pays et le PIB par habitant est un indicateur général du niveau de vie.

Chaque pays calcule son PIB dans sa propre monnaie et, pour pouvoir procéder à des comparaisons entre pays, il faut convertir ces estimations en une monnaie commune. La conversion est souvent effectuée aux taux de change, mais ceux-ci ne permettent pas une comparaison fidèle du volume réel des biens et services qui entrent dans le PIB. Si l'on veut comparer le PIB réel des pays, il faut utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour convertir le PIB de chaque pays en une monnaie commune (voir aussi page 84).

Définition

Le produit intérieur brut peut être mesuré de trois

Tendances à long terme

En termes de PIB total, les États-Unis sont de loin le pays membre le plus important. En 2002, leur PIB, à 10 429 milliards de dollars, a même dépassé le PIB cumulé des 15 États membres de l'Union européenne (9 960 milliards de dollars). Le Japon vient en deuxième position, suivi à une certaine distance par les quatre grands États membres de l'UE – l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Viennent ensuite le Canada, l'Espagne, le Mexique et la Corée. Ce classement est resté à peu près inchangé au cours de la période examinée, mais en 1990, le PIB cumulé des 15 États membres de l'UE dépassait légèrement celui des États-Unis.

Le PIB par habitant, pour l'ensemble de la zone OCDE, était très légèrement inférieur à 26 000 dollars en 2002 ; ce chiffre est à comparer à un montant de 9 300 dollars pour l'ensemble des pays généralement considérés comme étant « en développement ». Six pays de l'OCDE avaient un revenu par habitant supérieur à 30 000 dollars – le Luxembourg, les États-Unis, la Norvège, l'Irlande, la Suisse et le Canada. La moitié des 30 pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant compris entre 25 000 et 30 000 dollars, tandis que 11 pays avaient un PIB par habitant inférieur à 25 000 dollars. La Turquie, le Mexique et les quatre nouveaux pays membres d'Europe centrale avaient le PIB par habitant le moins élevé. Il convient de noter que les estimations du PIB comme celles des PPA comportent des erreurs statistiques et que les différences de 5 % ou moins entre le PIB par habitant de deux pays ne sont pas significatives.

À noter que pour les deux derniers tableaux, les moyennes OCDE excluent la République tchèque, la République slovaque, la Hongrie et la Pologne.

manières différentes : en faisant la somme des revenus du travail, des bénéfices nets et de l'amortissement ; en déduisant la consommation intermédiaire de la production brute ; ou en faisant la somme des dépenses de consommation, des investissements, de la variation des stocks et des exportations nettes. Si les statistiques ne comportent pas d'erreurs, les trois méthodes de calcul aboutiront à des résultats identiques.

Les PPA sont des convertisseurs de monnaies qui égalisent le pouvoir d'achat des différentes monnaies.

Le Produit Intérieur Brut peut être exprimé aux prix courants (PIB nominal) ou aux prix constants (PIB réel). Il est préférable d'utiliser le PIB réel pour faire des comparaisons inter temporelles.

Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE utilisent le *Système de comptabilité nationale 1993*. Cependant, les PIB par habitant du Luxembourg et de la Suisse sont surestimés par rapport à ceux autres pays. En effet, ces deux pays comptent de nombreux travailleurs frontaliers, qui contribuent au PIB mais sont exclus des chiffres de la population.

Source

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

Maddison, Angus (2003), *Études du Centre de développement : L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworldeconomy.org.

• Publications méthodologiques

OCDE (2000), *Le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN) – Glossaire*, OCDE, Paris.

NU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le Système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Perspectives économiques.

SourceOECD Comptes nationaux.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Produit intérieur brut

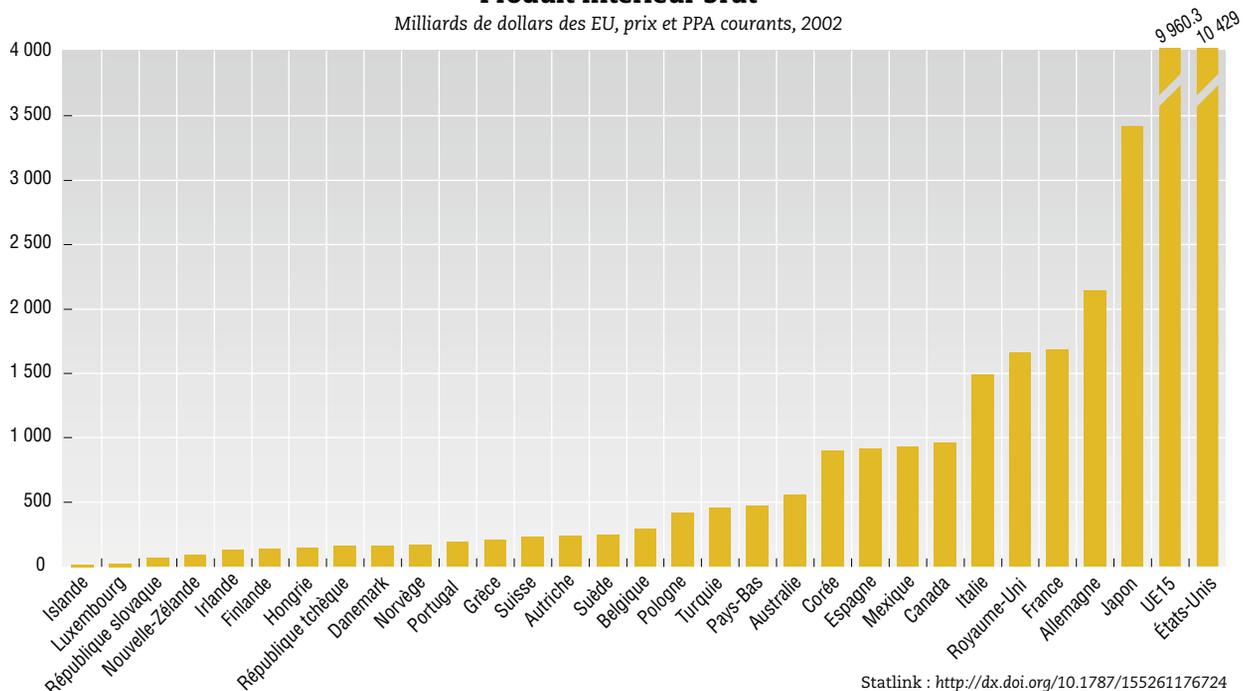
Milliards de dollars des EU, prix et PPA courants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	1 403.0	1 526.0	1 596.1	1 615.1	1 687.8	1 761.3	1 821.4	1 860.8	1 918.7	1 971.5	2 042.8	2 098.6	2 142.5	2 178.2
Australie	288.9	298.7	316.2	335.1	357.6	383.4	402.4	426.2	453.0	482.7	507.1	534.7	557.3	..
Autriche	145.0	155.0	162.3	166.7	174.6	182.1	189.8	194.9	202.8	211.7	223.3	228.1	233.4	239.1
Belgique	179.3	189.0	196.3	198.9	209.6	220.1	226.1	234.3	242.1	250.9	265.6	278.9	287.5	295.5
Canada	534.6	541.5	558.8	585.0	626.1	656.6	679.9	720.6	758.4	812.5	874.9	912.5	958.6	994.1
Corée	357.6	404.2	436.0	470.5	520.1	578.0	630.2	670.5	631.5	701.4	777.5	826.6	897.8	940.8
Danemark	94.3	98.7	101.6	104.0	112.0	118.0	124.4	130.5	135.3	143.6	150.2	156.7	157.7	161.2
Espagne	507.2	538.3	555.8	562.7	588.3	620.1	648.2	676.8	719.0	771.3	811.3	860.1	911.8	949.4
États-Unis	5 757.2	5 946.9	6 286.8	6 604.3	7 017.5	7 342.3	7 762.3	8 250.9	8 694.6	9 216.2	9 764.8	10 049.0	10 429.0	..
Finlande	89.7	87.0	85.8	86.7	92.0	97.2	101.6	111.5	119.8	122.2	131.3	136.9	137.8	141.8
France	1 034.0	1 080.8	1 122.2	1 137.8	1 185.8	1 236.7	1 279.7	1 342.9	1 406.7	1 460.4	1 532.5	1 619.3	1 678.9	1 714.9
Grèce	114.8	122.5	126.2	127.1	132.3	138.6	144.0	152.4	159.0	165.6	175.6	186.8	202.9	215.6
Hongrie	..	84.7	84.0	85.5	89.9	93.5	97.3	102.5	108.7	114.0	121.2	133.2	141.6	148.2
Irlande	45.3	47.8	50.6	53.1	57.4	64.5	70.3	80.7	88.8	97.1	106.7	115.7	126.7	134.9
Islande	5.1	5.3	5.3	5.4	5.8	5.9	6.4	6.7	7.2	7.5	7.9	8.3	8.2	8.7
Italie	988.3	1 037.0	1 069.0	1 083.9	1 131.2	1 194.3	1 239.4	1 272.1	1 338.2	1 369.2	1 425.9	1 469.5	1 491.6	1 520.4
Japon	2 323.4	2 485.2	2 567.2	2 632.6	2 717.7	2 826.7	2 979.0	3 084.9	3 084.0	3 130.3	3 289.6	3 382.5	3 422.4	3 571.9
Luxembourg	9.6	10.8	11.3	12.0	12.7	13.2	13.9	15.2	16.8	19.1	21.3	21.8	22.4	23.5
Mexique	515.8	556.3	589.8	615.1	655.8	627.9	672.9	730.4	775.7	815.4	887.9	909.0	929.1	..
Norvège	76.2	81.7	86.4	90.7	97.5	104.4	115.3	122.5	121.1	133.9	161.0	165.3	161.6	165.0
Nouvelle-Zélande	49.0	50.0	51.8	56.4	60.6	64.4	67.9	70.1	71.1	75.7	79.4	83.9	89.0	..
Pays-Bas	267.0	283.0	293.8	302.6	317.8	335.9	351.2	370.0	389.1	404.2	429.6	461.4	470.7	475.1
Pologne	227.5	219.0	229.6	243.7	262.0	287.4	312.7	336.5	356.6	373.8	392.8	406.3	415.8	438.6
Portugal	107.3	115.9	119.9	120.1	123.9	132.5	138.2	146.4	156.1	166.4	175.4	183.9	190.4	191.3
République slovaque	..	..	35.5	37.1	40.2	43.6	47.5	50.1	52.8	53.9	57.4	61.2	66.1	70.0
République tchèque	113.9	104.2	106.1	108.6	113.3	123.1	131.8	131.8	131.9	133.4	136.4	147.1	155.6	164.6
Royaume-Uni	944.3	964.0	988.1	1 034.4	1 102.9	1 157.3	1 219.3	1 300.9	1 356.5	1 403.6	1 485.1	1 573.5	1 661.5	1 726.6
Suède	160.3	164.1	165.7	166.1	176.7	188.6	195.6	201.5	208.2	222.3	235.8	239.6	244.3	252.3
Suisse	164.2	168.6	172.5	176.0	181.7	187.1	187.1	197.6	205.2	206.4	216.3	219.9	228.2	230.5
Turquie	255.3	266.6	289.1	319.5	308.5	339.2	372.5	403.5	420.7	403.7	454.0	415.4	450.8	484.8
UE15	6 089.5	6 420.1	6 644.7	6 771.0	7 104.9	7 460.4	7 763.3	8 090.6	8 457.2	8 779.1	9 212.2	9 630.9	9 960.3	10 219.6
Total OCDE	16 879.2	17 669.2	18 459.6	19 136.6	20 159.0	21 124.1	22 228.5	23 395.5	24 329.7	25 439.9	26 940.3	27 885.7	28 871.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/154404127557>

Produit intérieur brut

Milliards de dollars des EU, prix et PPA courants, 2002

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/155261176724>

TAILLE DU PIB

PIB par habitant

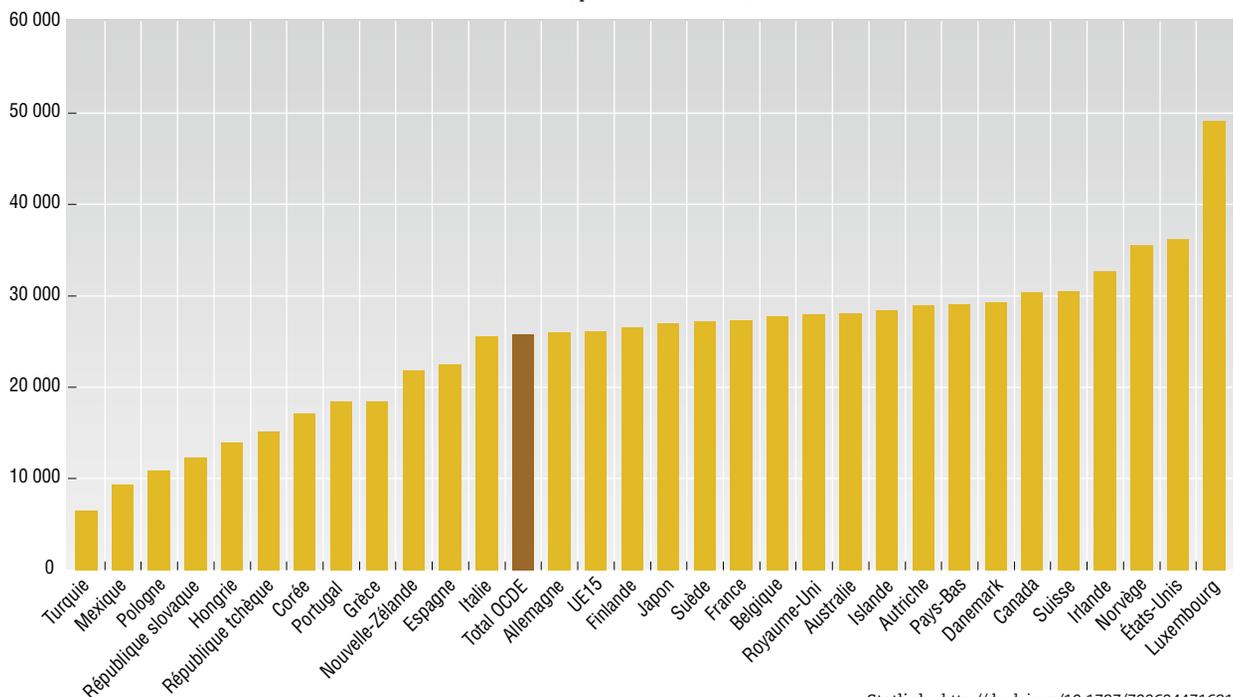
Dollars des ÉU, prix et PPA courants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	17 621	19 045	19 796	19 905	20 733	21 487	22 160	22 661	23 400	24 029	24 851	25 456	25 917
Australie	16 663	17 039	17 862	18 758	19 790	20 973	21 755	22 853	24 048	25 448	26 224	27 332	28 068
Autriche	18 698	19 809	20 496	20 869	21 752	22 818	23 764	24 438	25 434	26 504	27 865	28 373	28 872
Belgique	17 932	18 854	19 530	19 728	20 726	21 634	22 186	22 996	23 740	24 554	25 916	27 096	27 716
Canada	19 101	19 146	19 545	20 248	21 414	22 245	22 797	23 976	25 047	26 631	28 367	29 290	30 303
Corée	7 416	8 313	8 886	9 502	10 394	11 451	12 344	13 093	12 281	13 718	15 186	15 916	17 016
Danemark	18 303	19 137	19 663	20 059	21 528	22 477	23 562	24 673	25 528	27 004	28 144	29 223	29 231
Espagne	13 014	13 807	14 242	14 401	15 023	15 750	16 443	17 186	18 231	19 477	20 317	21 347	22 406
États-Unis	23 005	23 418	24 400	25 318	26 571	27 554	28 767	30 278	31 607	33 013	34 602	35 179	36 121
Finlande	17 990	17 357	17 009	17 118	18 078	19 037	19 824	21 684	23 240	23 668	25 359	26 390	26 495
France	17 718	18 453	19 091	19 292	20 026	20 730	21 381	22 424	23 436	24 235	25 293	26 552	27 217
Grèce	11 073	11 733	12 016	12 040	12 479	12 983	13 399	14 126	14 683	15 220	16 073	17 020	18 439
Hongrie	..	8 176	8 137	8 307	8 758	9 022	9 400	9 954	10 592	11 146	11 879	13 043	13 894
Irlande	12 891	13 541	14 219	14 872	16 000	17 885	19 390	22 064	23 923	25 922	28 035	29 822	32 646
Islande	20 047	20 537	20 098	20 558	21 668	22 051	23 494	24 788	26 282	27 134	27 949	29 031	28 399
Italie	17 368	18 241	18 793	19 009	19 778	20 764	21 515	22 100	23 248	23 766	24 682	25 377	25 568
Japon	18 715	19 968	20 593	21 089	21 694	22 484	23 652	24 499	24 462	24 801	25 984	26 636	26 954
Luxembourg	25 068	27 848	28 656	30 144	31 485	32 161	33 283	36 138	39 450	44 120	48 420	49 230	49 150
Mexique	6 289	6 519	6 795	6 967	7 296	6 932	7 270	7 765	8 107	8 356	9 110	9 148	9 215
Norvège	17 908	19 137	20 139	21 054	22 490	23 865	26 228	27 778	27 326	30 002	35 816	36 587	35 482
Nouvelle-Zélande	13 982	13 943	14 385	15 298	16 330	17 018	17 508	18 233	18 278	19 378	20 412	21 230	21 783
Pays-Bas	17 808	18 749	19 347	19 798	20 664	21 643	22 540	23 685	24 790	25 578	26 982	28 711	29 009
Pologne	6 038	5 800	6 072	6 434	6 899	7 529	8 180	8 813	9 329	9 742	10 174	10 496	10 846
Portugal	10 806	11 722	12 029	12 051	12 390	13 159	13 687	14 490	15 420	16 368	17 150	17 886	18 434
République slovaque	..	..	6 700	6 967	7 522	8 109	8 818	9 305	9 804	10 010	10 657	11 323	12 255
République tchèque	11 087	10 209	10 397	10 640	11 098	12 020	12 882	12 933	12 970	13 133	13 669	14 860	15 102
Royaume-Uni	16 359	16 664	17 068	17 850	18 984	19 903	20 930	22 347	23 276	24 014	25 322	26 627	27 948
Suède	18 666	19 008	19 109	19 064	20 126	21 286	22 040	22 762	23 530	25 106	26 576	26 902	27 209
Suisse	24 300	24 592	24 833	25 131	25 721	26 143	26 073	27 583	28 593	28 542	29 759	30 036	30 455
Turquie	4 526	4 643	4 947	5 372	5 092	5 480	5 918	6 324	6 495	6 135	6 730	6 046	6 408
UE15	16 581	17 428	17 976	18 253	19 086	19 931	20 687	21 565	22 519	23 315	24 364	25 333	26 019
Total OCDE	16 667	17 294	17 914	18 415	19 223	19 973	20 824	21 799	22 535	23 364	24 573	25 174	25 810

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/284582473203>

PIB par habitant

Dollars des ÉU, prix et PPA courants, 2002

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/723634471681>

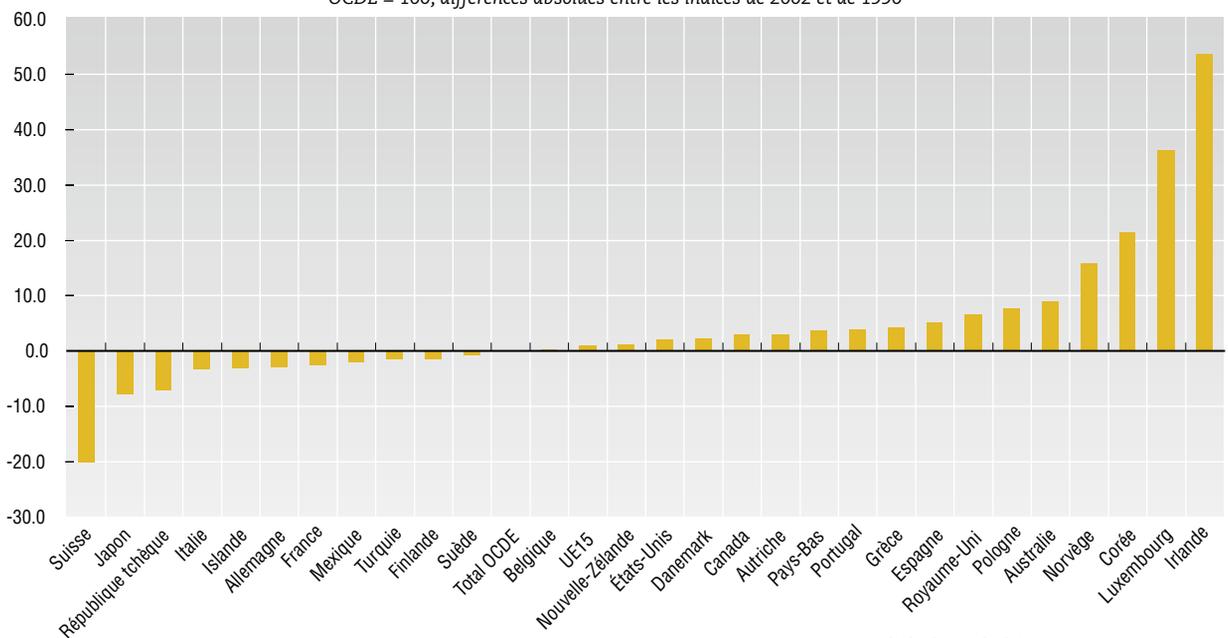

Indice de volume du PIB par habitant

OCDE = 100, prix et PPA de 1995

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	105.7	110.1	110.5	108.1	107.8	107.6	105.8	104.3	104.3	103.9	103.4	104.0	102.9
Australie	100.2	99.1	100.5	102.9	103.8	105.0	105.4	106.0	108.2	108.8	106.0	108.8	109.1
Autriche	112.2	114.5	114.4	113.3	113.1	114.2	113.9	112.6	114.6	114.7	114.7	115.2	115.2
Belgique	107.6	109.0	109.0	107.1	107.8	108.3	107.1	107.6	107.4	108.1	108.5	108.8	107.8
Canada	114.6	110.7	109.1	109.9	111.4	111.4	109.6	110.1	111.4	114.0	115.3	116.2	117.5
Corée	44.5	48.1	49.6	51.6	54.1	57.3	59.4	60.1	54.6	58.7	61.7	63.1	66.0
Danemark	109.8	110.7	109.8	108.9	112.0	112.5	112.3	112.1	112.2	112.1	111.4	112.6	112.1
Espagne	78.1	79.8	79.5	78.2	78.1	78.9	79.0	79.9	81.5	82.6	82.8	84.4	84.6
États-Unis	138.0	135.4	136.2	137.5	138.2	138.0	138.3	139.0	140.6	141.4	140.6	139.5	140.1
Finlande	108.0	100.4	94.9	92.9	94.0	95.3	96.6	99.7	102.4	103.1	104.8	105.6	106.6
France	106.3	106.7	106.6	104.7	104.2	103.8	102.4	101.2	102.3	102.7	102.8	104.3	103.9
Grèce	66.4	67.8	67.1	65.4	64.9	65.0	64.7	64.9	65.4	65.8	66.4	68.9	70.6
Hongrie	..	47.3	45.4	45.1	45.6	45.2	44.9	45.8	47.2	48.2	49.2	51.2	52.6
Irlande	77.4	78.3	79.4	80.7	83.2	89.5	94.1	100.8	105.9	113.8	120.0	125.6	130.9
Islande	120.3	118.8	112.2	111.6	112.7	110.4	113.0	114.3	117.0	117.6	118.7	120.3	117.2
Italie	104.2	105.5	104.9	103.2	102.9	104.0	102.7	101.8	101.5	100.7	100.5	101.9	101.0
Japon	112.3	115.5	115.0	114.5	112.8	112.6	113.7	112.5	108.8	106.2	105.6	105.7	104.5
Luxembourg	150.4	161.0	160.0	163.7	163.8	161.0	160.6	167.2	173.0	179.7	187.4	188.3	186.7
Mexique	37.7	37.7	37.9	37.8	38.0	34.7	35.0	35.7	36.1	35.8	37.0	36.3	35.7
Norvège	107.5	110.7	112.4	114.3	117.0	119.5	122.5	124.8	124.8	123.7	122.4	124.1	123.2
Nouvelle-Zélande	84.1	80.4	79.5	83.2	84.5	85.2	85.1	83.1	81.3	82.9	82.0	84.0	85.3
Pays-Bas	106.9	108.4	108.0	107.5	107.5	108.4	108.9	109.5	111.3	112.4	111.8	112.3	110.6
Pologne	36.2	33.5	33.9	34.9	35.9	37.7	39.1	40.6	41.7	42.5	42.8	43.2	43.8
Portugal	64.8	67.8	67.1	65.4	64.4	65.9	66.6	67.2	68.6	69.3	69.1	69.7	68.7
République slovaque	..	..	37.4	37.8	39.1	40.6	42.1	42.8	43.7	43.3	42.7	44.3	46.0
République tchèque	66.5	59.0	58.0	57.8	57.7	60.2	61.5	59.5	57.8	56.8	56.9	58.9	59.5
Royaume-Uni	98.2	96.4	95.3	96.9	98.7	99.7	100.0	100.4	101.2	101.3	101.6	103.0	103.3
Suède	112.0	109.9	106.7	103.5	104.7	106.6	105.5	105.2	106.8	109.1	110.1	110.7	111.3
Suisse	143.6	140.5	137.7	135.9	133.4	130.9	128.4	127.3	127.9	126.0	125.8	126.1	123.5
Turquie	27.2	26.9	27.6	29.2	26.5	27.4	28.3	29.1	28.9	26.5	26.9	24.5	25.7
UE15	99.5	100.8	100.3	99.1	99.3	99.8	99.1	98.7	99.4	99.7	99.7	100.9	100.5
Total OCDE	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/378775328060>
Indice de volume du PIB par habitant

OCDE = 100, différences absolues entre les indices de 2002 et de 1990


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/814342754647>

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La contribution des secteurs primaires, secondaires et tertiaires à la valeur ajoutée totale s'est considérablement transformée au cours des dernières décennies. L'agriculture, la pêche et la sylviculture ont désormais une importance relativement mineure dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La part du secteur manufacturier a elle aussi diminué dans la plupart des pays, tandis que les services représentent aujourd'hui largement plus de 60 % du PIB total dans tous les pays de l'OCDE.

Définition

La valeur ajoutée est égale à la production brute moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation et de l'amortissement des biens de capital. La part de chaque secteur est calculée en divisant la valeur ajoutée du secteur par la valeur ajoutée totale. La valeur ajoutée totale est inférieure au PIB car elle ne comprend pas la TVA et les impôts similaires sur les produits.

L'industrie comprend les activités extractives, les activités manufacturières et la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; le commerce comprend

le commerce de détail et de gros et les services de réparation ; le secteur de l'immobilier comprend les loyers des logements, ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire ; enfin, les administrations publiques recouvrent l'administration publique, le maintien de l'ordre public et la défense.

Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE ont adopté le Système de comptabilité nationale 1993, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut contribuer en partie le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité étaient précédemment assurés par des salariés d'une entreprise manufacturière, la rémunération de ceux-ci aurait été incluse dans la valeur ajoutée de l'industrie, tandis que si ces services sont aujourd'hui achetés auprès de producteurs spécialisés, la rémunération de leurs salariés sera incluse dans la valeur ajoutée du secteur des services. On aura ainsi l'impression d'une diminution de la part de l'industrie et d'une augmentation de celle des services alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

Tendances à long terme

La part de l'agriculture a diminué pendant toute la période dans presque tous les pays et, à la fin de la période, sa contribution n'est plus significative qu'en Grèce, en Islande (pêche), en Nouvelle-Zélande et en Turquie. La part de l'industrie a aussi diminué pendant toute la période, encore que pour l'ensemble de la zone OCDE, l'industrie représentait encore quelque 28 % du PIB en 2000. L'activité manufacturière est l'activité industrielle la plus importante, sauf en Norvège, où la production de pétrole et de gaz la devance.

Au total, les activités de service représentent environ 70 % du PIB des pays de l'OCDE, leur part étant particulièrement importante au Danemark, en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et relativement faible en République tchèque, en Corée, en Norvège et en Turquie. Il convient toutefois de noter que dans la plupart des pays, la plus grande partie de la valeur ajoutée du secteur des services est « liée à des produits » et prend la forme de services commerciaux, de services de transport et de services aux entreprises achetés par l'industrie. Une part importante des services dans la valeur ajoutée totale ne signifie pas nécessairement qu'une économie est devenue une « économie de services » ; la production, le transport et la distribution de marchandises constituent toujours une activité prédominante dans la plupart des pays de l'OCDE en termes d'emploi et de valeur ajoutée.

Source

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Lal, K. (2003), « Measurement of Output, Value Added, GDP in Canada and the United States: Similarities and Differences », *Document de travail du Département des Statistiques de l'OCDE*, n° 2003/4, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/workingpapers.

OCDE (1996), *Services : Mesurer la valeur ajoutée réelle annuelle*, OCDE, Paris.

OCDE (2002), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Source OECD Base de données (STAN) pour l'Analyse Structurelle.

• Sites Web

OCDE Comptes nationaux : www.oecd.org/std/national-accounts.

OCDE Archives des Comptes nationaux : www.oecd.org/std/national-accounts/papers.

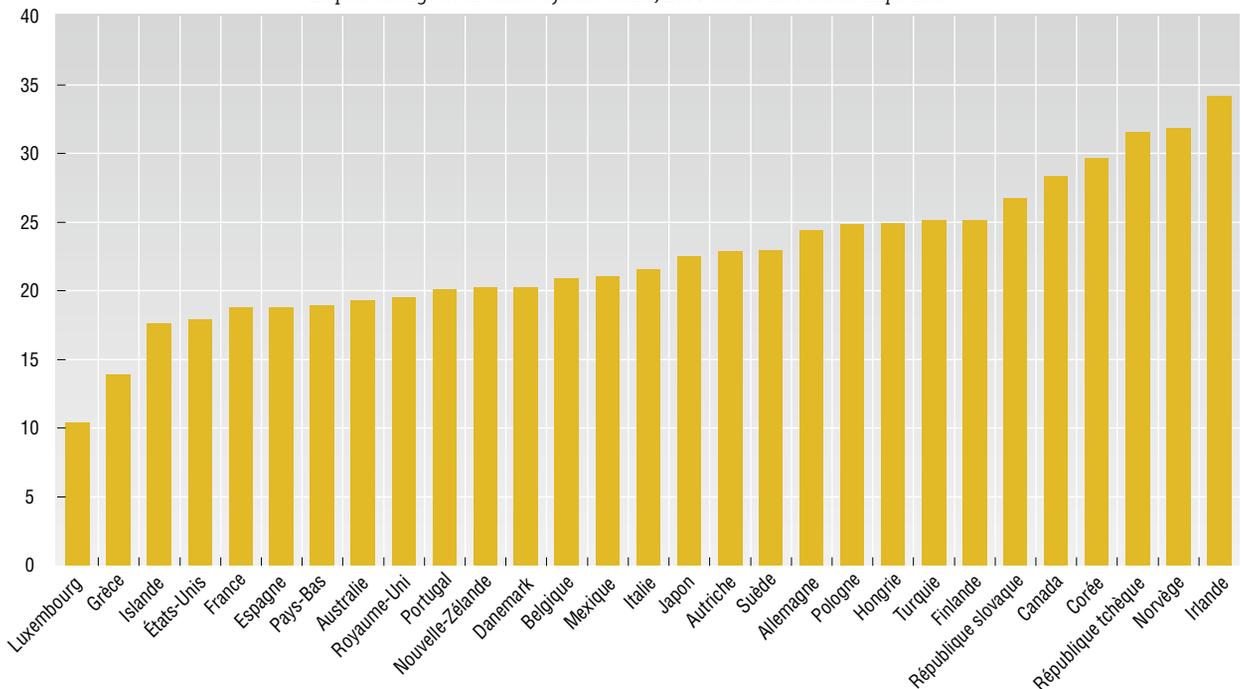
Valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie en pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche							Industrie, y compris énergie						
	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	1.7	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	31.4	25.3	24.6	24.6	24.4	24.3	24.4
Australie	3.8	3.7	3.2	3.7	4.2	2.9	..	22.4	21.7	19.5	20.0	19.4	19.3	..
Autriche	3.6	2.5	2.4	2.3	2.3	2.3	2.2	25.5	23.0	23.3	23.4	23.1	23.1	22.8
Belgique	2.2	1.6	1.3	1.4	1.4	1.2	1.3	25.9	23.1	21.8	22.1	21.4	21.2	20.8
Canada	2.9	2.9	2.5	2.3	..	..	..	24.5	25.8	26.1	28.3	..	..	..
Corée	8.8	6.3	5.2	4.9	4.5	4.1	3.6	30.4	30.3	31.1	32.4	30.6	29.9	29.6
Danemark	4.3	3.6	2.5	2.8	2.9	2.4	2.3	20.3	20.3	20.1	21.1	20.4	20.5	20.2
Espagne	5.3	4.4	3.8	3.5	3.4	3.2	3.2	24.6	22.1	21.1	20.7	19.9	19.3	18.8
États-Unis	2.1	1.6	1.6	1.6	1.6	..	..	23.5	22.2	19.8	19.2	17.9	..	..
Finlande	6.3	4.5	3.6	3.8	3.5	3.5	3.4	24.8	28.2	27.0	27.9	26.5	25.7	25.1
France	3.7	3.2	3.0	2.7	2.7	2.6	2.6	22.7	21.1	20.4	20.1	20.0	19.7	18.8
Grèce	10.0	9.9	7.9	7.3	7.0	7.0	6.6	18.8	16.0	14.3	14.5	14.3	14.2	13.9
Hongrie	..	6.8	4.8	4.3	4.3	3.7	..	..	26.3	27.7	27.8	26.1	24.9	..
Irlande	9.2	7.5	4.0	3.8	3.5	3.3	..	30.0	33.0	35.3	34.3	33.4	34.1	..
Islande	11.5	11.3	9.5	8.8	9.1	..	..	19.4	19.2	16.9	17.0	17.6	..	..
Italie	3.4	3.2	3.0	2.8	2.7	2.6	2.5	26.1	24.9	23.4	23.1	22.7	22.1	21.6
Japon	2.4	1.8	1.4	1.3	1.3	1.3	..	28.6	25.0	23.9	24.0	23.0	22.5	..
Luxembourg	1.5	1.0	0.7	0.7	0.6	0.6	0.5	21.9	15.0	12.0	11.9	11.7	10.8	10.4
Mexique	7.8	5.2	4.5	4.0	4.0	3.8	..	24.2	22.6	23.5	22.6	21.8	21.0	..
Norvège	3.4	3.0	2.4	2.1	1.8	1.6	1.4	29.3	29.6	29.9	37.7	35.6	32.3	31.8
Nouvelle-Zélande	6.7	7.2	7.1	8.7	..	..	..	22.7	21.9	20.0	20.2	..	..	..
Pays-Bas	4.4	3.5	2.8	2.8	2.7	2.5	..	24.0	22.4	19.8	20.1	19.8	18.9	..
Pologne	..	6.5	3.8	3.5	3.7	3.1	3.0	..	29.7	25.7	25.3	23.7	23.6	24.8
Portugal	8.0	5.2	3.7	3.4	3.7	3.6	..	23.9	23.4	21.5	20.8	20.2	20.1	..
République slovaque	..	5.9	4.7	4.6	4.9	4.4	3.9	..	33.1	29.1	28.4	27.6	25.8	26.7
République tchèque	8.2	4.7	4.2	4.3	4.3	3.7	3.4	36.6	33.3	31.8	32.3	32.7	31.9	31.5
Royaume-Uni	1.8	1.8	1.1	1.0	0.9	0.9	0.9	27.3	25.9	22.5	22.1	20.8	19.9	19.5
Suède	3.3	2.7	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8	23.9	25.7	24.8	24.7	23.5	23.1	22.9
Turquie	17.6	15.7	14.9	14.2	11.7	11.7	11.9	25.8	26.4	22.6	23.5	25.0	25.5	25.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/516632718474>

Part de l'industrie dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2003 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/808562604631>

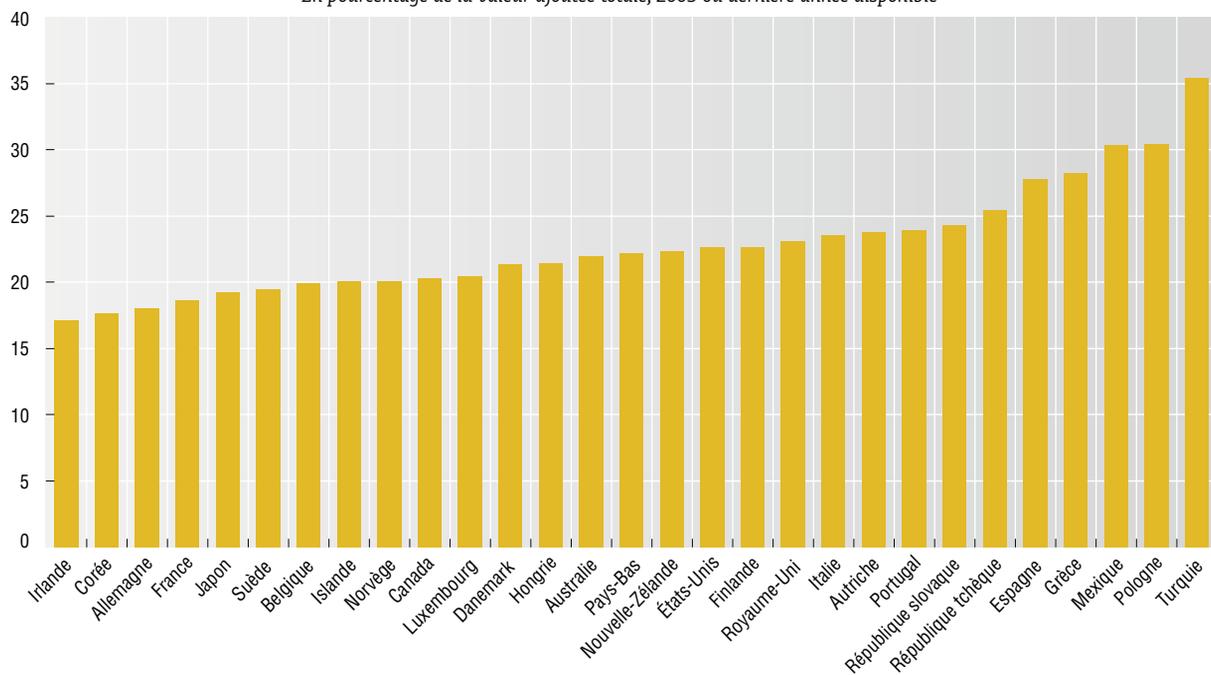
Valeur ajoutée dans la construction et dans le commerce, les restaurants et hôtels et les transports en pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Construction							Transports, hôtels et restaurants						
	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	6.1	6.7	5.5	5.2	4.8	4.5	4.2	17.4	17.7	17.5	17.7	18.1	18.0	18.0
Australie	6.6	6.2	6.7	5.6	6.1	6.6	..	22.4	22.8	22.4	21.6	21.5	21.9	..
Autriche	6.9	7.8	8.1	7.8	7.4	7.4	7.4	25.5	24.0	23.7	23.8	23.7	23.8	23.7
Belgique	5.5	5.2	5.0	5.0	4.9	4.9	4.8	20.9	20.4	19.9	19.9	20.3	20.2	19.9
Canada	6.8	4.9	5.1	5.0	..	..	..	21.7	20.7	21.0	20.3	..	..	..
Corée	11.8	11.6	9.2	8.4	8.6	8.6	9.6	19.4	18.2	17.4	18.2	18.7	18.3	17.6
Danemark	5.0	4.5	5.3	5.2	5.0	5.0	5.0	21.7	22.4	22.1	21.8	21.6	21.2	21.3
Espagne	8.6	7.5	7.9	8.4	8.7	9.2	9.7	25.0	26.7	27.6	27.5	27.7	27.9	27.8
États-Unis	4.6	4.2	4.8	4.9	5.0	..	..	21.9	22.3	22.7	22.8	22.6	..	..
Finlande	8.3	4.5	5.8	5.5	5.6	5.4	5.3	21.8	21.0	22.2	21.6	22.1	22.3	22.6
France	5.7	5.2	4.4	4.6	4.8	4.9	5.0	20.0	19.3	19.3	19.1	19.3	19.0	18.6
Grèce	7.6	6.4	7.3	7.5	8.3	8.1	9.0	25.6	26.8	28.8	29.1	29.1	28.2	28.2
Hongrie	..	4.6	4.7	5.2	5.1	5.3	..	..	22.3	23.0	21.0	21.6	21.4	..
Irlande	5.4	5.3	6.7	7.8	7.9	7.8	..	20.9	17.6	18.0	17.8	17.7	17.1	..
Islande	9.1	7.5	8.1	8.6	9.0	..	..	22.7	23.4	22.1	22.0	20.0	..	..
Italie	6.1	5.1	4.8	4.8	4.8	5.0	5.0	23.8	24.5	24.0	24.0	23.9	23.7	23.5
Japon	9.6	7.9	7.3	7.2	6.9	6.6	..	19.3	21.5	20.1	19.4	19.4	19.2	..
Luxembourg	6.8	6.2	5.5	5.5	5.9	6.0	5.9	23.1	20.9	21.3	22.4	21.8	20.7	20.4
Mexique	3.9	3.9	4.9	5.1	5.0	5.1	..	33.4	29.4	30.7	32.2	31.4	30.3	..
Norvège	4.6	4.5	4.7	4.1	4.1	4.5	4.6	23.3	22.2	21.2	18.7	19.4	20.5	20.1
Nouvelle-Zélande	4.1	4.2	4.7	4.3	..	..	..	24.4	24.5	22.6	22.3	..	..	..
Pays-Bas	6.0	5.4	5.6	5.8	5.9	5.9	..	22.3	22.3	22.7	22.5	22.1	22.1	..
Pologne	..	7.1	8.4	8.1	7.1	6.6	5.8	..	26.4	27.6	28.0	28.7	29.8	30.4
Portugal	5.9	6.6	7.5	7.7	7.8	7.4	..	24.4	23.8	23.6	23.6	23.9	23.9	..
République slovaque	..	5.1	5.5	5.4	5.1	5.3	5.3	..	24.7	26.8	27.0	27.4	26.2	24.2
République tchèque	10.8	8.7	7.2	7.1	6.7	6.6	6.9	16.0	23.2	24.4	24.6	25.4	25.8	25.4
Royaume-Uni	6.7	5.0	5.0	5.2	5.5	6.0	6.4	21.6	21.7	23.0	23.0	23.0	23.2	23.0
Suède	6.7	4.4	4.1	4.0	4.4	4.4	4.4	19.9	19.7	20.3	19.7	19.5	19.7	19.4
Turquie	6.4	5.5	5.5	5.2	5.0	4.1	3.6	31.2	33.2	32.3	34.4	35.8	35.5	35.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/150122080884>

Part du commerce, des restaurants et hôtels et des transports dans la valeur ajoutée totale

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2003 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/577162122726>

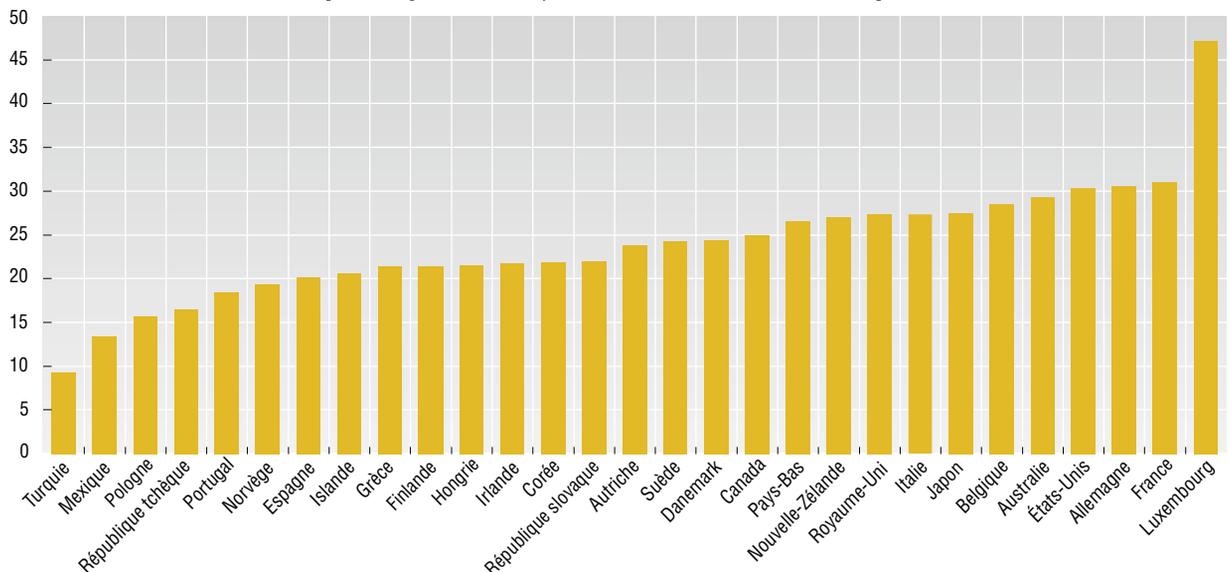
Valeur ajoutée dans les services aux entreprises et les services publics et personnels, en pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Banques, assurances et autres services aux entreprises							Gouvernement, santé, éducation et autres services aux personnes						
	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	23.2	27.3	29.7	29.8	29.9	30.2	30.5	20.4	21.6	21.5	21.5	21.5	21.8	21.7
Australie	25.7	25.9	28.8	29.5	29.1	29.2	..	19.1	19.8	19.4	19.6	19.7	20.1	..
Autriche	18.2	20.7	22.1	22.9	23.5	23.6	23.8	20.5	22.0	20.4	19.8	20.0	19.9	20.0
Belgique	23.0	25.9	28.2	28.0	28.0	27.9	28.5	22.6	23.9	23.7	23.7	24.1	24.6	24.7
Canada	22.7	24.2	25.6	24.9	..	..	..	21.4	21.4	19.7	19.2	..	..	..
Corée	15.0	18.3	20.8	20.1	20.5	21.9	21.9	14.5	15.3	16.3	16.1	17.2	17.3	17.7
Danemark	22.9	22.5	23.2	23.4	24.1	24.3	24.4	25.9	26.6	26.7	25.7	26.1	26.6	26.8
Espagne	17.9	18.6	19.0	19.3	20.0	19.9	20.1	18.6	20.7	20.7	20.6	20.2	20.4	20.5
États-Unis	24.8	26.3	29.0	29.7	30.3	..	..	23.2	23.4	22.1	21.9	22.7	..	..
Finlande	16.8	19.1	19.9	20.4	21.1	21.5	21.4	22.0	22.7	21.6	20.7	21.2	21.6	22.1
France	26.8	27.7	29.2	29.9	29.6	29.9	31.0	21.2	23.5	23.7	23.5	23.5	24.0	24.0
Grèce	17.5	21.2	21.4	21.5	21.2	21.3	21.3	18.7	19.7	20.3	20.1	20.2	21.1	21.0
Hongrie	..	19.6	20.0	20.9	21.3	21.5	..	..	20.5	19.8	20.8	21.6	23.2	..
Irlande	15.4	16.5	20.2	20.9	21.3	21.6	..	19.1	20.2	15.7	15.5	16.1	15.9	..
Islande	16.7	16.3	19.3	19.6	20.6	..	..	20.6	22.4	24.1	23.9	23.7	..	..
Italie	21.0	23.3	25.4	26.0	26.4	27.0	27.3	19.6	18.8	19.5	19.3	19.5	19.7	20.0
Japon	21.2	23.7	25.4	26.0	26.9	27.4	..	18.8	20.0	22.0	22.2	22.5	23.0	..
Luxembourg	29.2	40.2	44.8	44.4	44.2	46.1	47.2	17.4	16.7	15.7	15.1	15.7	15.8	15.7
Mexique	13.1	17.4	13.0	12.0	12.0	13.3	..	17.6	21.5	23.4	24.1	25.7	26.5	..
Norvège	18.3	18.2	19.2	17.5	18.1	18.9	19.3	21.1	22.5	22.6	19.9	20.9	22.2	22.8
Nouvelle-Zélande	25.4	25.8	28.0	27.0	..	..	..	16.7	16.4	17.7	17.5	..	..	..
Pays-Bas	19.8	23.1	26.3	26.4	26.4	26.5	..	23.6	23.3	22.8	22.5	23.1	24.1	..
Pologne	..	10.9	15.0	15.5	16.1	16.0	15.7	..	19.4	19.5	19.5	20.7	20.8	20.2
Portugal	18.6	18.2	19.2	18.9	18.9	18.4	..	19.2	23.0	24.6	25.5	25.6	26.7	..
République slovaque	..	17.5	18.0	18.3	17.8	20.7	21.9	..	13.7	15.9	16.3	17.2	17.6	17.9
République tchèque	16.4	16.3	17.0	16.6	15.7	16.6	16.5	12.1	13.9	15.5	15.1	15.2	15.5	16.4
Royaume-Uni	21.9	24.0	26.8	27.1	27.9	27.6	27.3	20.6	21.6	21.6	21.6	21.8	22.5	22.9
Suède	20.4	23.0	23.2	24.1	24.4	24.2	24.2	25.9	24.5	25.5	25.6	26.3	26.8	27.3
Turquie	6.6	7.4	9.7	8.5	8.3	8.9	9.2	12.4	11.9	15.0	14.2	14.2	14.3	14.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/135482103037>

Part des banques, des assurances, de l'immobilier et des autres services aux entreprises dans la valeur ajoutée totale

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2003 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/180521324277>

ÉVOLUTION DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur général de l'activité économique. La croissance du PIB « réel », c'est-à-dire corrigé des variations des prix, est largement utilisée pour évaluer la manière dont les États gèrent leur économie. La croissance du PIB réel fait régulièrement l'objet de prévisions de la part du Secrétariat de l'OCDE. Ce tableau présente à la fois des estimations effectives pour la période allant de 1990 à 2003 et des prévisions de l'OCDE pour les trois années suivantes (2004-2006).

Définition

Le PIB d'un pays est défini de trois manières différentes : soit par la somme des revenus du travail, des bénéfices nets et des amortissements, soit par la différence entre la production et la consommation intermédiaire, soit par la somme des dépenses de consommation, de l'investissement, des variations de stocks et des exportations nettes. Les taux de croissance réels sont obtenus en convertissant le PIB à prix constants et en calculant sa variation d'une année à une autre.

Tendances à long terme

La croissance annuelle pour l'ensemble de l'OCDE s'est établie en moyenne à 2,5 % entre 1991 et 2003. La Corée et l'Irlande ont affiché des résultats nettement supérieurs à la moyenne avec un taux de croissance annuel de plus de 5 %. Les taux de croissance de l'Irlande ont été particulièrement remarquables entre 1995 et 2000 – période pendant laquelle ce pays a été désigné sous le nom de *Tigre celtique*. La croissance de la Corée a été sérieusement affectée par la crise financière qui a sévi en Asie ; son PIB réel a baissé de près de 7 % en 1998, mais elle a renoué depuis avec des taux de croissance élevés. La Hongrie, le Luxembourg, la Pologne et la République slovaque ont tous réalisé un taux record de croissance de plus de 3,5 % par an.

A l'opposé, quatre des plus grandes économies de l'OCDE – le Japon, l'Italie, la France et l'Allemagne – ont enregistré des taux de croissance moyens de 2 % ou moins sur la même période. Le Royaume-Uni était aussi dans ce groupe avec un taux moyen de croissance de 2,4 %.

La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont toutes vu leur PIB réel baisser sensiblement pendant les premières années de leur transition vers l'économie de marché, mais ont généralement commencé à enregistrer des taux de croissance positifs pendant la deuxième moitié des années 90. Les taux de croissance récemment atteints par la Pologne et la République slovaque sont parmi les plus élevés de l'ensemble de la zone OCDE et leurs prévisions de croissance se situent au dessus de la moyenne de l'OCDE durant l'année 2006.

Les taux de croissance indiqués pour l'ensemble de l'OCDE et de l'UE15 sont des moyennes des taux de croissance de chaque pays membre, pondérées en fonction de la taille relative du PIB de chaque pays en dollars. La conversion en dollars des États-Unis est effectuée en utilisant les *parités de pouvoir d'achat*, si bien que le taux de chaque pays est pondéré par la taille relative de son PIB réel. On notera que le total OCDE exclut la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque parce que les taux de croissance de ces pays ne sont pas disponibles pour la totalité de la période.

Comparabilité

Les statistiques du PIB utilisées pour le calcul de ces taux de croissance ont été établies conformément au Système de comptabilité nationale 1993 et les estimations du PIB à prix courants sont généralement considérées comme étant tout à fait comparables entre les pays. Cela étant, il n'y a pas de règle universelle de conversion du PIB à prix courants en PIB à prix constants et la méthode de conversion de la consommation publique et de certains types de biens d'équipement à prix constants varie suivant les pays.

Prévisions de l'OCDE

Les évaluations par l'OCDE de l'évolution future des principales variables macroéconomiques ont essentiellement un caractère de prévisions conditionnelles, puisqu'elles dépendent d'un ensemble d'hypothèses techniques concernant les politiques macroéconomiques et la situation internationale, comme les taux de change nominaux, l'évolution des prix du pétrole et d'autres produits de base et certains autres facteurs exogènes. Ainsi, les prévisions de l'OCDE permettent de répondre à des questions comme « que se passerait-il dans le pays X si le gouvernement continue de mener les mêmes politiques au niveau macroéconomique et si la situation extérieure/internationale évolue à peu près comme prévu ? »

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Perspectives économiques.

SourceOECD Comptes nationaux.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

Croissance du PIB réel

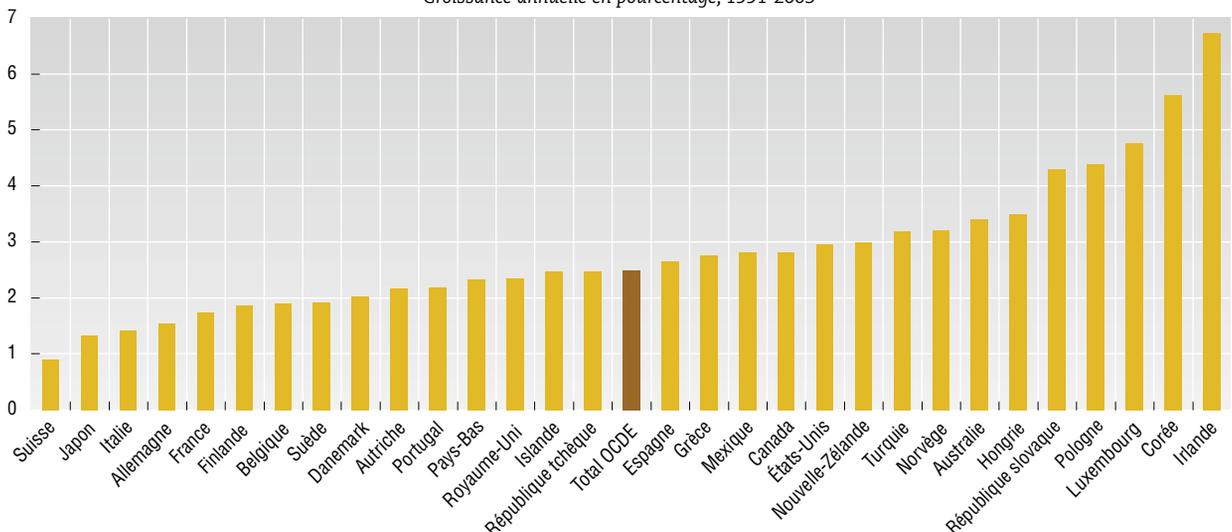
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.1	1.8	0.8	1.5	1.7	1.9	3.1	1.0	0.1	-0.1	1.2	1.4	2.3
Australie	-0.7	3.9	4.0	3.7	5.4	4.3	3.3	2.7	3.6	3.3	3.6	3.8	3.6
Autriche	3.6	1.9	2.6	1.8	3.6	3.3	3.4	0.7	1.2	0.8	1.8	2.3	2.6
Belgique	1.8	2.3	0.8	3.8	2.1	3.2	3.7	0.9	0.9	1.3	2.7	2.4	2.7
Canada	-2.1	2.8	1.6	4.2	4.1	5.5	5.2	1.8	3.4	2.0	3.0	3.3	3.1
Corée	9.2	9.0	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	3.8	7.0	3.1	5.0	4.5	5.0
Danemark	1.1	2.8	2.5	3.0	2.5	2.6	2.8	1.6	1.0	0.5	2.4	2.7	2.6
Espagne	2.5	2.8	2.4	4.0	4.3	4.2	4.4	2.8	2.2	2.5	2.6	2.7	3.0
États-Unis	-0.2	2.5	3.7	4.5	4.2	4.5	3.7	0.8	1.9	3.0	4.4	3.3	3.6
Finlande	-6.4	3.5	3.7	6.5	4.9	3.2	5.4	1.0	2.3	2.1	3.1	2.8	3.1
France	1.0	1.8	1.0	1.9	3.6	3.2	4.2	2.1	1.1	0.5	2.1	2.0	2.3
Grèce	3.1	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.3	3.6	4.5	3.8	3.2	3.5
Hongrie	..	1.5	1.3	4.6	4.9	4.2	5.2	3.9	3.5	2.9	3.9	3.6	3.5
Irlande	1.9	9.8	8.1	10.8	8.7	11.1	9.9	6.0	6.1	3.6	4.9	5.5	4.9
Islande	-0.2	0.1	5.2	4.7	5.5	4.1	5.7	2.2	-0.5	4.1	5.9	5.2	4.8
Italie	1.4	3.0	1.0	2.0	1.7	1.7	3.2	1.7	0.4	0.4	1.3	1.7	2.1
Japon	3.4	1.9	3.4	1.9	-1.1	0.1	2.8	0.4	-0.3	2.5	4.0	2.1	2.3
Luxembourg	8.6	1.4	3.3	8.3	6.9	7.8	9.0	1.5	2.5	2.9	4.2	4.5	4.3
Mexique	4.2	-6.2	5.1	6.8	4.9	3.7	6.6	-0.1	0.7	1.3	4.2	3.9	4.2
Norvège	3.6	4.4	5.3	5.2	2.6	2.1	2.8	2.7	1.4	0.4	3.2	3.2	2.9
Nouvelle-Zélande	-1.9	3.9	3.5	2.9	0.2	4.9	3.6	2.7	4.5	3.2	4.8	2.1	2.6
Pays-Bas	2.4	3.0	3.0	3.8	4.4	4.0	3.5	1.4	0.6	-0.9	1.2	1.2	2.4
Pologne	..	7.0	6.0	6.8	4.8	4.1	4.0	1.0	1.4	3.8	5.4	4.3	4.5
Portugal	4.4	4.3	3.5	4.0	4.6	3.8	3.4	1.6	0.4	-1.2	1.5	2.2	2.8
République slovaque	..	5.8	6.1	4.6	4.2	1.5	2.0	3.8	4.4	4.2	4.9	4.8	5.0
République tchèque	..	5.9	4.3	-0.7	-1.1	1.2	3.9	2.6	1.5	3.1	3.9	4.2	4.1
Royaume-Uni	-1.4	2.9	2.8	3.3	3.1	2.9	3.9	2.3	1.8	2.2	3.2	2.6	2.4
Suède	-1.1	4.2	1.3	2.6	3.7	4.3	4.4	1.2	2.0	1.7	3.3	3.3	3.2
Suisse	-0.8	0.4	0.5	1.9	2.8	1.3	3.6	1.0	0.3	-0.4	1.9	1.9	2.0
Turquie	0.9	7.2	7.0	7.5	3.1	-4.7	7.4	-7.5	7.9	5.8	9.8	6.4	5.8
Total OCDE	1.3	2.5	3.1	3.6	2.7	3.3	3.9	1.1	1.6	2.2	3.6	2.9	3.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/472271325165>

Croissance du PIB réel

Croissance annuelle en pourcentage, 1991-2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/700053611322>

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Dans tous les pays de l'OCDE, le PIB a augmenté au cours de la plupart des années depuis 1990. Cependant, cette croissance a été plus soutenue dans certaines branches d'activité que dans d'autres. Pour mettre en évidence l'évolution des profils de croissance, on a l'habitude de diviser l'économie en secteurs primaire, secondaire et tertiaire – correspondant respectivement à l'agriculture, à l'industrie et aux services.

Définition

La valeur ajoutée est égale à la production brute moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation et de l'amortissement des biens de capital. Les taux de croissance indiqués ici se rapportent à la valeur ajoutée à prix constants.

L'industrie comprend les activités extractives, les activités manufacturières, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, et la construction ; les services comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier,

les services financiers, d'assurance et aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE ont adopté le Système de comptabilité nationale 1993, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut expliquer en partie le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière sont sous-traités auprès de prestataires de services, la valeur ajoutée du secteur des services augmentera d'autant au détriment de la valeur ajoutée dans l'industrie, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

Les moyennes OCDE indiquées dans les trois tableaux excluent la Hongrie, l'Irlande, la Pologne et les Républiques slovaque et tchèque, car on ne dispose pas de données sur ces pays pour la totalité de la période considérée. Les moyennes OCDE pour 2002 et 2003 comprennent des estimations du Secrétariat et sont provisoires.

Tendances à long terme

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'agriculture a progressé d'environ 1 % par an depuis 1990, l'industrie a enregistré une croissance d'un peu moins de 2.5 % par an et les services ont connu une expansion de 3 % par an.

La croissance annuelle de l'agriculture est généralement très irrégulière, des variations de 10 % ou plus d'une année sur l'autre étant assez courantes. La croissance de l'activité industrielle est un peu plus régulière dans la plupart des pays, tandis que l'expansion des services d'une année sur l'autre tend à être très régulière dans tous les pays, notamment parce que les services recouvrent les services publics, pour lesquels la valeur ajoutée – représentée principalement par la rémunération des salariés – n'évolue généralement que de façon très modérée au fil des ans.

Les graphiques indiquent les taux de croissance moyens des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. Au cours de cette période récente, la part de l'agriculture a diminué dans la plupart des pays de l'OCDE. Celle de l'industrie a progressé dans la plus grande partie d'entre eux, mais elle a néanmoins accusé un recul au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne et en Belgique. Le secteur des services, en revanche, s'est développé dans tous les pays, avec des augmentations particulièrement prononcées en Nouvelle Zélande, aux États-Unis, au Canada, en Grèce, en Corée et en République slovaque.

Source

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

Maddison, Angus (2003), *Études du Centre de développement : L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworldeconomy.org.

OCDE (2005), *Comptes nationaux trimestriels*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2000), *Le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN) – Glossaire*, OCDE, Paris.

NU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le Système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Base de données (STAN) pour l'ANalyse Structurelle.

• Sites Web

OCDE Comptes nationaux : www.oecd.org/std/national-accounts.

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

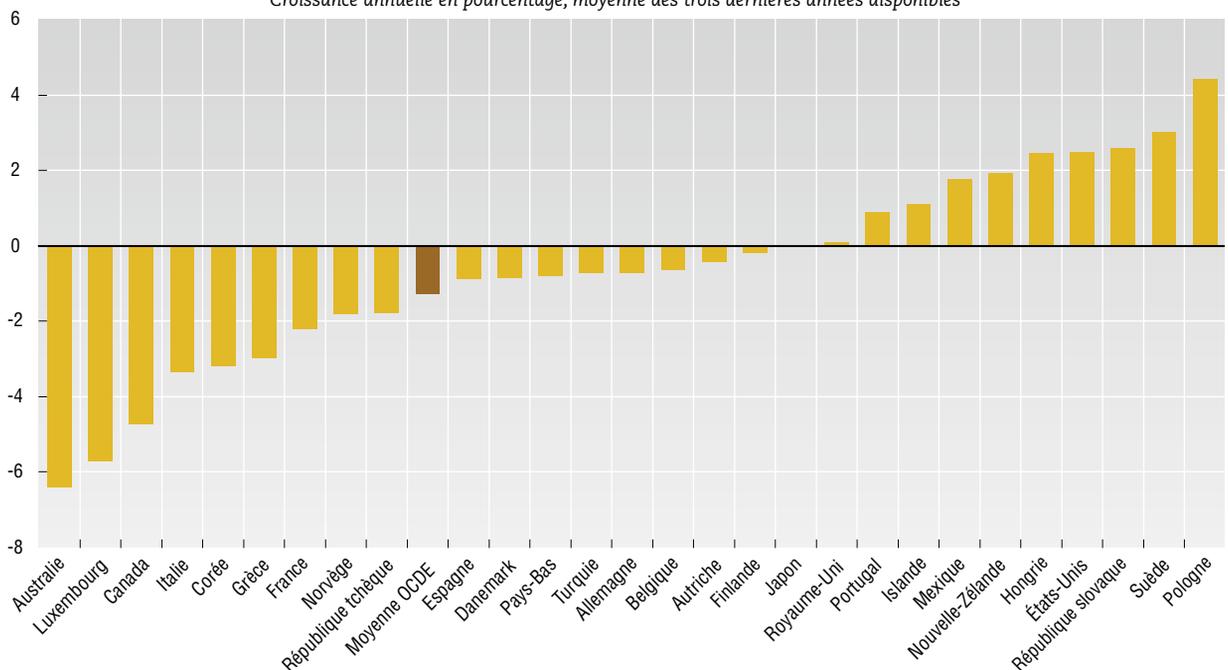
Croissance annuelle en pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	6.88	-7.99	5.93	2.11	-5.21	4.86	6.62	-0.35	2.31	5.50	-0.85	0.32	-1.79	-0.66
Australie	6.57	-7.43	6.67	3.66	-17.17	23.49	8.19	-0.88	10.09	3.95	3.55	4.22	-26.96	..
Autriche	4.08	-0.74	-0.83	-1.04	5.54	-1.08	-0.14	3.72	6.44	3.67	-3.01	0.58	-0.53	-1.31
Belgique	-7.47	8.16	16.35	6.16	-6.77	2.17	-0.24	2.86	3.39	5.09	1.00	-11.35	12.70	-3.22
Canada	3.06	-4.08	-6.06	6.74	1.32	1.41	0.09	-3.40	6.21	7.49	-1.39	-7.60	-5.18	..
Corée	-5.95	2.94	9.62	-4.55	0.23	6.63	2.30	4.62	-6.38	5.89	1.21	1.12	-3.50	-7.13
Danemark	-1.18	-0.41	0.43	10.42	2.29	2.62	2.47	2.21	4.00	-2.03	6.35	-1.46	-4.33	3.27
Espagne	5.36	3.74	1.01	2.82	-4.74	-6.12	17.56	2.59	-0.62	-5.08	2.66	-2.95	1.68	-1.38
États-Unis	4.03	1.68	8.45	-3.04	6.07	-10.06	5.85	10.28	4.66	13.28	8.68	-3.75	..	..
Finlande	-7.20	-12.85	3.95	4.81	9.43	-5.80	-0.77	12.47	-7.31	2.53	10.64	-4.77	3.63	0.60
France	4.35	-5.07	9.99	-4.73	1.49	3.58	5.10	1.75	1.67	3.71	-2.20	-3.96	4.75	-7.42
Grèce	-15.29	17.49	-2.85	-1.41	5.85	-4.03	-3.33	0.41	2.30	3.50	-3.67	-3.76	-1.15	-3.98
Hongrie	..	..	-16.54	-7.92	-0.45	2.65	4.15	-0.23	-1.36	0.92	-7.37	23.41	-12.08	-3.99
Islande	2.16	-9.65	0.13	5.74	-4.78	-0.66	3.81	-1.75	0.33	-1.60	-0.64	1.19	2.73	..
Italie	-4.22	9.02	1.22	-0.42	0.72	1.42	1.93	1.12	1.18	5.77	-2.87	-0.50	-3.87	-5.66
Japon	-0.26	-11.23	2.73	-9.14	2.44	-5.98	2.38	-6.20	-3.09	-5.63	1.60	-4.09	2.45	..
Luxembourg	-2.56	-10.53	38.24	2.84	-6.21	9.56	-4.03	-7.69	9.09	6.94	-7.14	-14.69	0.00	-2.46
Mexique	5.63	2.32	-0.97	3.08	0.18	1.83	3.80	0.16	3.03	1.50	0.38	5.94	-1.07	..
Norvège	4.63	10.11	-4.97	14.62	2.81	6.53	-0.81	-1.42	2.33	-0.74	-1.71	-3.69	1.15	-2.85
Nouvelle-Zélande	17.15	0.66	-11.96	16.86	0.58	7.33	7.68	0.73	-5.13	6.19	1.95	2.10	1.67	..
Pays-Bas	8.91	3.24	3.09	2.72	3.75	1.97	-1.95	-5.25	9.33	6.34	1.50	-4.33	-1.43	3.37
Pologne	..	..	..	6.00	-14.92	10.22	2.39	1.07	5.84	-0.23	-7.92	9.18	2.01	2.08
Portugal	-3.44	3.79	3.73	2.27	-2.11	-1.12	6.06	-8.08	-3.43	7.38	-4.02	-0.33	6.41	-3.40
République slovaque	..	..	..	..	8.13	-3.65	-2.35	10.03	5.43	0.27	1.86	4.89	-1.57	4.42
République tchèque	..	39.38	-21.00	51.69	-17.27	-4.87	-1.05	-3.01	11.76	4.09	5.67	-7.03	2.65	-0.96
Royaume-Uni	1.52	4.99	4.12	-8.09	-1.21	-1.23	-2.23	2.28	2.77	3.36	-0.64	-9.09	11.91	-2.60
Suède	8.20	-4.94	-1.63	2.13	-3.04	0.27	-0.81	1.51	-5.14	2.26	2.78	4.26	2.84	1.97
Turquie	6.82	-0.90	4.29	-1.28	-0.72	1.96	4.40	-2.34	8.37	-4.99	3.86	-6.51	6.87	-2.50
Moyenne OCDE non pondérée	1.74	-0.32	3.78	2.22	-0.39	1.65	2.66	0.39	1.93	3.09	0.75	-2.63	0.39	-1.61

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/837874362705>

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne des trois dernières années disponibles



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/107134838532>

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

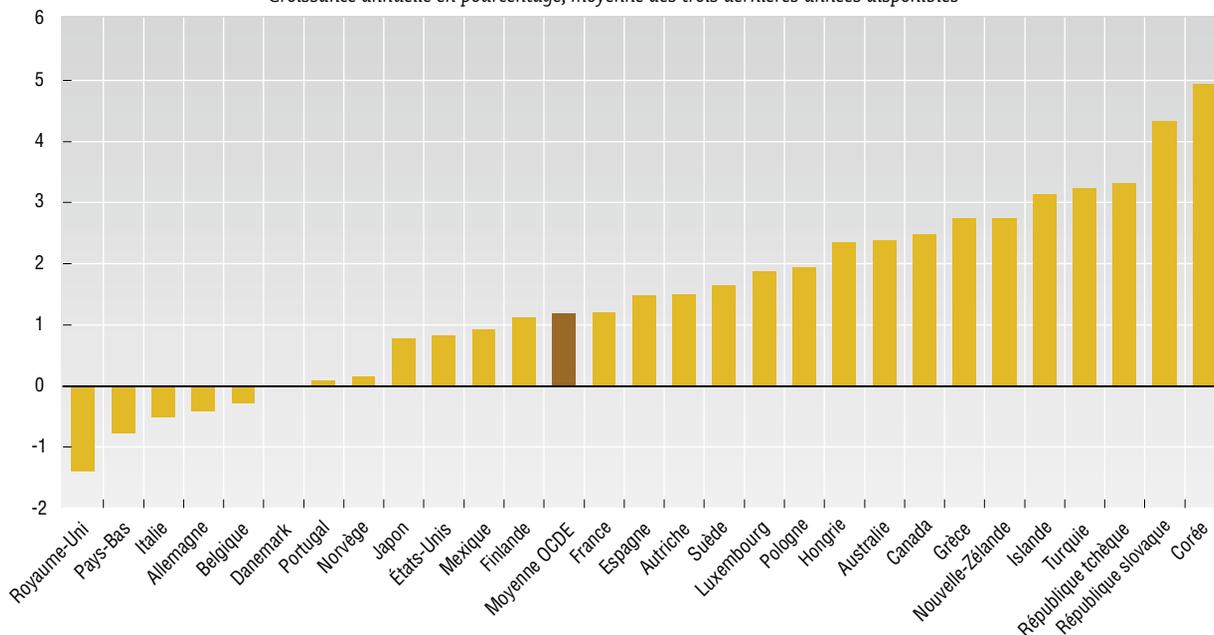
Croissance annuelle en pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	4.28	3.28	-2.28	-6.86	2.58	0.53	-2.19	2.32	2.01	-1.54	4.62	-1.30	-0.37	0.46
Australie	0.26	-0.56	1.72	3.67	3.35	3.49	1.62	3.31	1.31	2.24	3.64	1.45	2.03	..
Autriche	5.91	2.06	-0.31	-1.61	2.38	4.13	2.00	3.69	4.13	5.39	6.16	2.53	1.75	0.19
Belgique	2.67	-1.14	-1.86	-3.84	3.96	3.60	2.49	6.61	0.70	1.15	5.01	-0.30	-0.24	-0.26
Canada	-2.77	-3.85	0.89	4.63	6.16	4.53	1.19	5.00	3.43	5.64	8.15	-2.74	2.01	..
Corée	9.34	9.46	5.24	5.76	10.89	10.81	6.55	5.16	-7.38	20.35	16.42	2.53	7.42	4.85
Danemark	-1.68	0.71	0.25	-4.49	8.93	6.29	-1.60	7.05	0.11	2.86	3.30	0.02	-0.44	0.35
Espagne	2.20	1.96	-0.33	-3.50	1.87	3.44	2.01	5.37	4.67	3.88	3.95	2.46	0.67	1.27
États-Unis	-0.08	-3.01	0.79	3.17	6.80	6.34	2.09	4.46	3.19	4.60	3.32	-5.43	..	..
Finlande	-0.10	-10.73	0.22	4.95	11.54	6.46	3.25	8.68	6.71	5.26	11.00	0.28	2.14	0.94
France	1.86	1.26	0.75	-4.01	3.95	5.04	0.30	3.15	5.18	3.02	4.24	2.84	0.82	-0.10
Grèce	-2.56	0.56	-0.20	-2.73	2.05	1.08	2.73	-2.79	5.85	2.25	5.30	2.98	2.59	2.64
Hongrie	..	..	-6.67	2.96	5.95	6.88	2.97	11.25	7.73	7.08	6.35	0.43	1.26	5.37
Islande	-2.42	1.62	-2.10	-0.92	2.41	1.23	6.68	4.45	2.50	4.70	5.62	2.63	1.14	..
Italie	1.25	-0.33	0.60	-3.37	6.18	4.57	-1.38	2.55	1.75	0.26	2.31	-0.25	-0.32	-0.98
Japon	7.56	4.91	-1.79	-3.56	-1.20	3.79	4.63	3.02	-4.99	1.60	6.71	-2.68	-1.69	..
Luxembourg	1.95	1.91	2.95	3.60	4.63	1.68	2.70	6.03	0.70	1.90	6.90	0.99	2.00	2.61
Mexique	6.23	3.06	3.90	-0.29	4.03	-4.28	10.17	9.25	6.70	4.10	6.32	-2.97	-0.56	..
Norvège	1.87	5.16	6.48	2.18	7.53	6.24	5.43	5.07	-2.31	-0.38	3.81	1.85	0.62	-2.02
Nouvelle-Zélande	-1.61	-1.34	2.35	6.40	5.12	2.29	1.97	-0.58	-2.64	2.90	2.42	-0.02	5.82	..
Pays-Bas	4.43	1.96	-0.53	-1.23	5.16	3.14	2.44	0.22	2.25	1.39	3.52	0.44	-0.32	-2.42
Pologne	..	..	..	6.41	9.78	10.38	7.53	10.22	4.10	3.09	6.46	-0.34	-0.16	6.32
Portugal	5.93	-2.13	-2.67	-3.13	3.74	5.98	7.21	5.46	2.91	1.30	2.70	1.64	-0.93	-0.48
République slovaque	..	..	..	..	9.04	9.38	7.22	-7.44	3.24	5.09	-1.54	3.77	-0.33	9.53
République tchèque	..	-28.04	10.91	-14.91	8.55	7.45	13.17	-0.40	-10.19	8.77	7.10	-5.04	7.84	7.13
Royaume-Uni	-0.34	-3.36	0.35	2.19	5.42	1.72	1.37	1.35	1.03	1.22	1.91	-1.57	-2.50	-0.10
Suède	-0.33	-4.70	-3.61	1.40	12.05	11.63	2.43	6.73	6.73	7.98	8.23	-1.55	4.50	1.95
Turquie	8.64	2.72	5.94	8.21	-5.65	12.07	7.12	10.40	2.01	-5.02	6.05	-7.50	9.41	7.76
Moyenne OCDE non pondérée	2.19	0.39	0.70	0.28	4.74	4.41	2.97	4.41	1.94	3.21	5.48	-0.15	1.55	2.14

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/785543526566>

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne des trois dernières années disponibles

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/306537012063>



ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Valeur ajoutée réelle dans les services

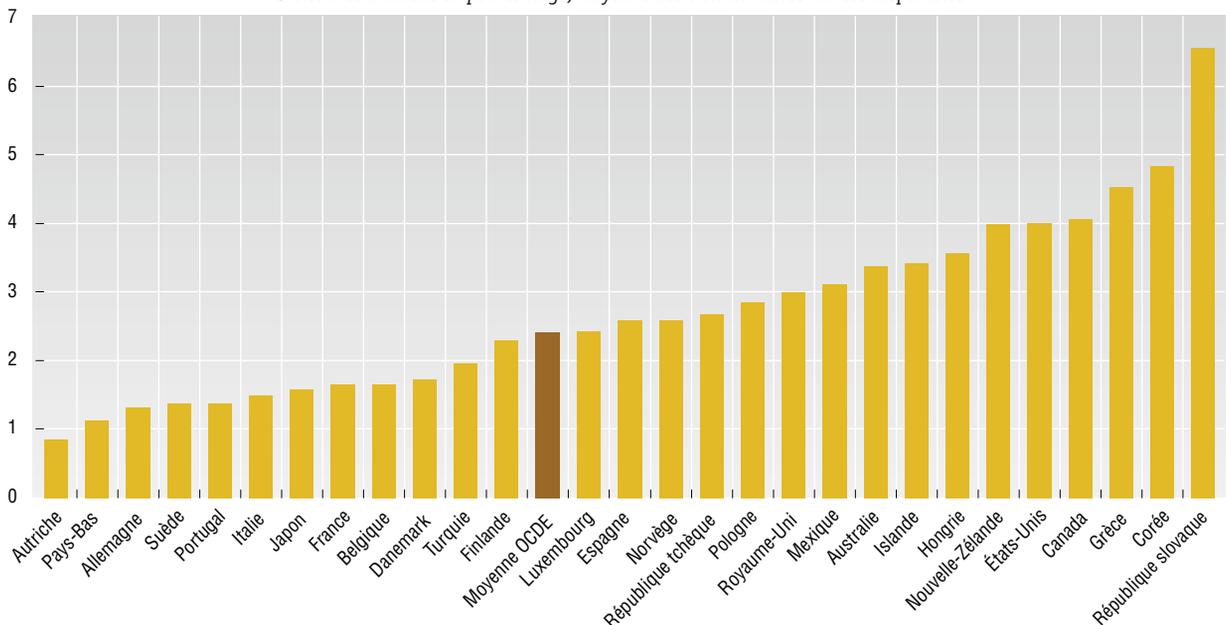
Croissance annuelle en pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	6.26	6.59	3.77	1.41	1.85	3.18	2.81	2.09	2.89	3.71	3.59	2.69	0.91	0.34
Australie	0.75	0.89	3.53	3.62	5.62	3.81	4.56	4.14	5.92	4.24	3.53	3.57	2.99	..
Autriche	4.45	3.87	3.99	0.84	2.11	2.05	2.21	1.35	3.62	2.28	3.57	0.73	1.05	0.71
Belgique	3.90	3.13	1.88	-0.30	2.80	2.96	0.70	2.32	2.41	2.90	2.56	1.71	1.29	1.92
Canada	1.57	0.20	1.78	2.05	4.07	2.50	1.26	4.00	4.06	5.54	4.80	3.37	4.01	..
Corée	8.07	8.64	7.12	6.85	7.85	8.13	6.19	5.07	-3.94	6.57	6.14	4.84	7.84	1.78
Danemark	2.81	0.81	-0.31	1.45	3.15	1.81	3.08	2.29	2.51	2.91	3.36	2.63	1.67	0.86
Espagne	3.61	2.30	0.89	-0.47	1.90	2.58	1.13	3.41	3.54	3.58	4.59	3.94	1.74	2.05
États-Unis	2.08	0.65	2.41	1.82	2.67	2.82	4.12	5.05	5.42	4.40	5.34	2.24	..	..
Finlande	1.38	-4.83	-4.95	0.17	2.07	3.78	3.99	4.58	4.32	4.07	4.25	2.18	2.20	2.47
France	2.39	0.97	1.61	0.85	1.21	0.38	1.52	1.89	2.88	2.99	3.95	2.03	1.86	1.01
Grèce	1.89	2.74	2.58	0.78	0.77	3.93	2.38	5.02	3.07	1.86	5.00	5.04	3.71	4.80
Hongrie	..	..	-2.79	1.49	4.53	-3.30	2.44	2.40	3.86	3.16	4.04	4.25	4.43	2.00
Islande	2.94	1.89	-0.82	0.49	3.81	2.65	5.58	5.18	6.29	7.25	5.81	3.42	1.01	..
Italie	2.35	1.06	1.13	0.98	1.67	1.97	1.88	1.99	1.93	1.63	4.12	2.82	0.98	0.65
Japon	3.95	4.41	3.12	2.51	2.57	3.16	3.05	2.65	1.08	0.42	1.39	2.12	1.20	..
Luxembourg	7.56	9.98	4.43	5.67	4.93	2.48	3.39	7.93	7.67	6.80	8.15	2.30	2.43	2.54
Mexique	4.33	4.87	3.66	2.77	4.62	-6.40	2.94	6.45	4.56	3.54	7.11	0.95	1.28	..
Norvège	1.77	2.27	3.47	2.53	3.64	3.18	4.94	5.46	4.06	4.34	3.16	4.02	1.55	2.17
Nouvelle-Zélande	0.05	0.03	2.39	4.77	4.75	4.36	3.40	2.42	2.35	4.27	3.66	4.52	3.77	..
Pays-Bas	2.84	3.02	1.85	1.59	1.71	3.33	3.76	5.21	4.59	4.55	3.53	2.09	1.02	0.24
Pologne	..	..	..	0.48	4.62	4.44	4.69	4.10	4.16	4.65	3.66	2.38	2.69	3.45
Portugal	6.92	7.22	3.53	-0.24	-2.04	2.39	1.68	4.55	5.52	5.04	4.66	3.36	1.03	-0.30
République slovaque	..	..	..	..	-1.24	6.33	0.79	12.96	5.42	1.60	2.88	8.10	8.13	3.42
République tchèque	..	9.67	-3.32	8.44	3.41	2.62	1.71	-0.53	3.30	0.63	3.15	7.85	-1.43	1.57
Royaume-Uni	1.28	-0.29	0.07	2.92	2.97	3.58	3.35	3.89	4.93	3.30	4.42	3.37	2.73	2.89
Suède	2.52	0.78	-1.73	0.28	2.16	2.80	1.17	2.09	2.24	4.15	3.37	1.24	1.05	1.78
Turquie	8.26	0.56	5.25	7.49	-3.19	6.47	5.70	7.01	3.35	-2.43	6.46	-5.45	5.92	5.37
Moyenne OCDE non pondérée	3.50	2.57	2.11	2.12	2.65	2.83	3.12	4.00	3.55	3.66	4.44	2.49	2.31	2.38

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/660617788716>

Valeur ajoutée réelle dans les services

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne des trois dernières années disponibles

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/826773448203>

ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est à l'échelon national la principale source de fonds permettant de financer l'investissement et, partant, de promouvoir la croissance économique à long terme.

Définition

Dans les comptes nationaux, l'épargne est estimée en soustrayant du revenu disponible des ménages leurs dépenses de consommation.

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué par les revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise individuelle, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus, moins les sommes versées à titre d'impôts sur le revenu, d'intérêts et de cotisations sociales. On notera que le revenu de l'entreprise comprend les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens de consommation et de services, mais aussi les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, en leur qualité d'occupants, à l'égard d'eux-mêmes, en leur qualité de propriétaires de leur logement.

Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant la consommation de capital fixe

(amortissement) concernant les actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et les logements occupés par leur propriétaire. La consommation de capital fixe est déduite, en tant que coût de production, du revenu disponible des ménages, si bien que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets. Comme plusieurs pays ont des difficultés à estimer la consommation de capital fixe du secteur des ménages, les systèmes de comptabilité internationaux offrent la possibilité d'indiquer le revenu disponible et l'épargne en termes bruts – c'est-à-dire en incluant la consommation de capital fixe dans les deux agrégats.

Le tableau comporte deux parties, si bien que les pays qui peuvent estimer des taux d'épargne nets sont séparés de ceux qui peuvent seulement calculer des taux d'épargne bruts. Les taux d'épargne bruts sont plus élevés que les taux nets, mais les uns et les autres ont tendance à suivre des évolutions similaires.

Comme l'épargne est un résidu de deux grands agrégats – revenu disponible et dépenses de consommation des ménages – qui peuvent tous deux faire l'objet d'erreurs d'estimation, les estimations de l'épargne sont sujettes à d'importantes erreurs relatives et à des révisions au fil des ans.

Tendances à long terme

Les taux d'épargne des ménages sont très variables suivant les pays. Cela tient en partie à des différences institutionnelles concernant par exemple la mesure dans laquelle les retraites sont financées par l'État ou par l'épargne individuelle et la mesure dans laquelle l'État offre une assurance contre la maladie et le chômage. La composition par âge de la population est également importante à cet égard, car les personnes âgées ont tendance à liquider les actifs financiers qu'elles ont acquis pendant leur vie active, si bien qu'un pays comptant une proportion importante de personnes âgées aura généralement aussi un faible taux d'épargne.

Au cours de la période indiquée ci-après, les taux d'épargne sont restés stables ou ont augmenté en France, en Irlande, en Norvège et au Portugal, mais ils ont baissé dans les autres pays du tableau. Des baisses particulièrement prononcées se sont produites en Australie, au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Finlande et en Nouvelle-Zélande. Dans ces deux derniers pays, des taux négatifs – se traduisant par une désépargne – ont été enregistrés vers la fin de la période.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, N° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Cotis J.P., J. Coppel et L. de Mello (2004), *Est-ce que les États-Unis ont une tendance à « surconsommer »?*, document présenté à la Conférence économique de la Federal Reserve Bank of Boston, Cape Cod, 14-16 juin, www.oecd.org/eco/speeches.

Harvey, R. (2004), « Comparison of Household Saving Ratios: Euro area/United States/Japan », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 8, juin, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/statisticsbrief.

Kohl, R. and P. O'Brien (1998), « The Macroeconomics of Ageing, Pensions and Savings – A Survey », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 200, OECD, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

de Serres, A. et F. Pelgrin (2003), « La baisse des taux d'épargne privée durant les années 90 dans les pays de l'OCDE : La contribution des déterminants autres que la richesse ? », *Revue économique de l'OCDE*, n° 36, 2003/1, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

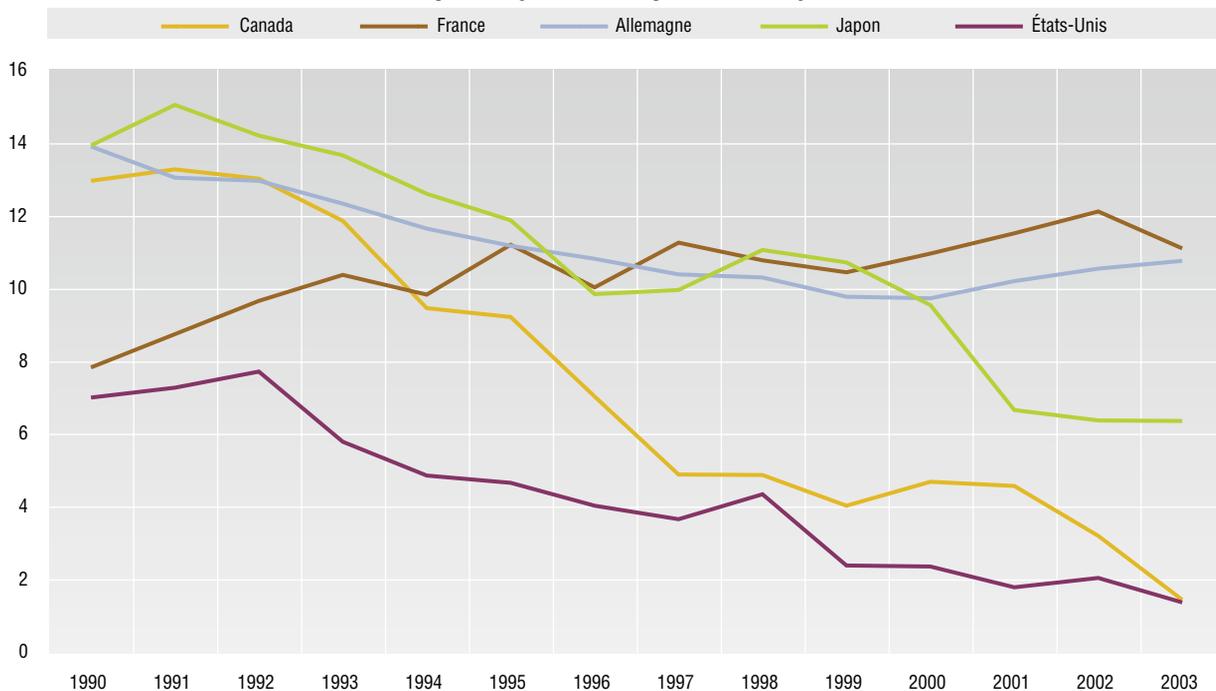
Taux d'épargne des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Épargne nette													
Allemagne	13.9	11.2	10.8	10.4	10.3	9.8	9.7	10.2	10.5	10.7	11.1	11.1	10.8
Australie	9.3	4.9	5.8	3.9	1.9	1.5	2.9	2.5	-0.5	-2.2	-2.1	-1.8	-1.4
Autriche	14.0	11.7	9.9	7.4	8.4	8.3	8.4	7.5	8.2	8.5	8.3	8.8	8.8
Canada	13.0	9.2	7.0	4.9	4.9	4.0	4.7	4.6	3.2	1.4	1.5	1.6	1.7
Corée	22.0	18.0	17.1	16.3	23.7	16.2	10.5	6.0	1.5	2.5	3.4	3.7	5.1
Danemark	3.2	-0.1	-1.7	-4.5	-3.2	-8.0	-5.7	-1.2	0.1	0.3	-0.3	-1.6	-1.3
États-Unis	7.0	4.6	4.0	3.6	4.3	2.4	2.3	1.8	2.0	1.4	0.8	0.5	1.2
Finlande	1.8	4.8	0.4	2.2	0.4	1.5	-1.4	-1.2	-0.2	0.4	1.6	1.1	0.8
France	7.8	11.2	10.0	11.3	10.8	10.4	11.0	11.5	12.1	11.1	10.2	9.9	9.6
Hongrie	..	15.6	19.4	20.1	21.3	17.4	16.0	17.7	17.7	17.3	17.3	17.7	17.7
Irlande	7.9	11.3	9.7	10.6	13.3	12.2	9.9	10.4	10.3	8.3	8.2	8.2	8.2
Italie	24.0	18.0	18.9	15.4	12.2	9.8	9.2	10.3	10.6	10.5	11.3	10.9	10.3
Japon	13.9	11.9	9.8	10.0	11.0	10.7	9.5	6.6	6.4	6.3	5.1	5.0	5.0
Norvège	2.2	4.6	2.2	2.8	5.8	5.5	5.2	4.1	9.2	7.6	7.5	7.7	7.8
Nouvelle-Zélande	0.7	-3.8	-2.5	-4.1	-4.2	-5.1	-4.1	-4.4	-5.2	-6.5	-8.1	-7.1	-6.3
Pays-Bas	17.5	14.4	13.0	13.4	12.9	9.6	6.8	9.5	10.0	10.1	10.7	10.7	9.9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Épargne brute													
Belgique	17.3	18.6	16.9	15.6	14.4	14.4	13.1	14.4	14.8	14.2	13.8	13.4	13.9
Espagne	12.3	16.2	14.2	13.4	12.2	11.1	10.7	10.3	10.6	10.6	10.7	11.0	11.0
Portugal	..	13.6	11.8	10.3	9.9	8.6	10.9	11.9	12.7	13.0	12.8	12.8	12.4
Royaume-Uni	8.0	10.0	9.4	9.4	6.1	4.9	5.0	6.5	5.3	5.5	6.4	7.4	7.9
Suède	1.6	9.0	6.7	4.1	3.1	2.0	2.9	8.3	9.7	8.5	8.3	7.8	7.1
Suisse	9.6	11.6	11.3	10.5	10.7	10.0	11.8	11.9	8.2	8.2	8.0	8.0	8.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/702128027583>**Taux d'épargne nette des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/057285677071>

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail est l'une des principales sources de croissance du PIB et donne en outre une indication générale des possibilités d'augmentation non inflationniste des salaires et traitements. Cet indicateur se limite au secteur des entreprises parce que les conventions utilisées par la plupart des pays pour mesurer la production du secteur des administrations publiques se fondent sur l'hypothèse d'une productivité du travail constante au cours du temps.

Définition

La croissance de la productivité du travail figurant dans le tableau est calculée en divisant la croissance de la valeur ajoutée à prix constants par la croissance de la population active occupée. La valeur ajoutée est mesurée après déduction de la consommation réelle de capital fixe des administrations publiques (c'est-à-dire à prix constants) et des impôts indirects réels diminués des subventions. Elle comprend donc les salaires et traitements, auxquels s'ajoute le rendement net du capital. La croissance de la population active occupée correspond à la variation du nombre de personnes ayant un emploi. Ce nombre n'est pas corrigé des variations, au cours du temps et suivant les pays, du nombre d'heures travaillées. Le secteur des entreprises est défini comme l'économie

hors administrations publiques. La valeur ajoutée des administrations publiques et l'emploi public ont été déduits respectivement de la valeur ajoutée totale et de l'emploi total.

Comparabilité

Les définitions et méthodologies utilisées pour estimer la valeur ajoutée nominale sont généralement comparables d'un pays à un autre, mais on observe quelques différences dans les méthodes utilisées pour convertir les valeurs nominales en termes réels. Ces différences tiennent principalement à la mesure dans laquelle les différences de qualité des biens et services sont prises en compte dans les indices implicites de prix.

Les statistiques concernant l'emploi sont comparables dans la mesure où tous les pays utilisent les définitions de l'OIT en ce qui concerne les effectifs occupés. On observe en revanche des différences, suivant les pays et les périodes, dans le nombre d'heures travaillées.

À noter que les taux de croissance de la productivité du travail sont influencés par l'évolution de la structure de l'emploi. Ils augmentent à mesure que l'emploi se déplace de secteurs à faible productivité, notamment l'agriculture, vers des secteurs plus productifs de l'industrie et certains services.

Tendances à long terme

La croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises peut accuser des variations assez prononcées d'une année sur l'autre, car l'emploi évolue en général plus lentement que la valeur ajoutée. Les entreprises n'emploient pas immédiatement plus de travailleurs lorsque l'activité s'accélère et ne licencient pas immédiatement lorsqu'elle se ralentit.

Sur la période considérée, la productivité du travail a progressé dans tous les pays mais, comme le révèle le graphique, son taux de croissance a été très variable d'un pays à l'autre. De 1994 à 2003, la croissance annuelle de la productivité du travail n'a pas dépassé 1 % en moyenne au Mexique, en Suisse et aux Pays-Bas, tandis qu'en Irlande et en Corée, sa croissance annuelle a été de l'ordre de 4 %.

Pour préserver la comparabilité, le graphique se limite aux pays pour lesquels des données sont disponibles pour la totalité de la période. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque en sont donc exclues, mais pendant les périodes plus courtes pour lesquelles des données sont disponibles, l'augmentation moyenne de la productivité du travail dans chacun de ces quatre pays a été nettement supérieure à la moyenne OCDE.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Ahmad, N., et al. (2003), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, N° 7, décembre, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

Ahmad, N., et al. (2003), « Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement », OCDE, *Direction de la science, de la technologie et de l'industrie*, n° 2003/14, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

OCDE (2001), *Manuel de l'OCDE – Mesurer la productivité*, OCDE Paris.

• Bases de données en ligne

Source OCDE Perspectives économiques.

OCDE Base de données de la Productivité : www.oecd.org/statistics/productivity.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

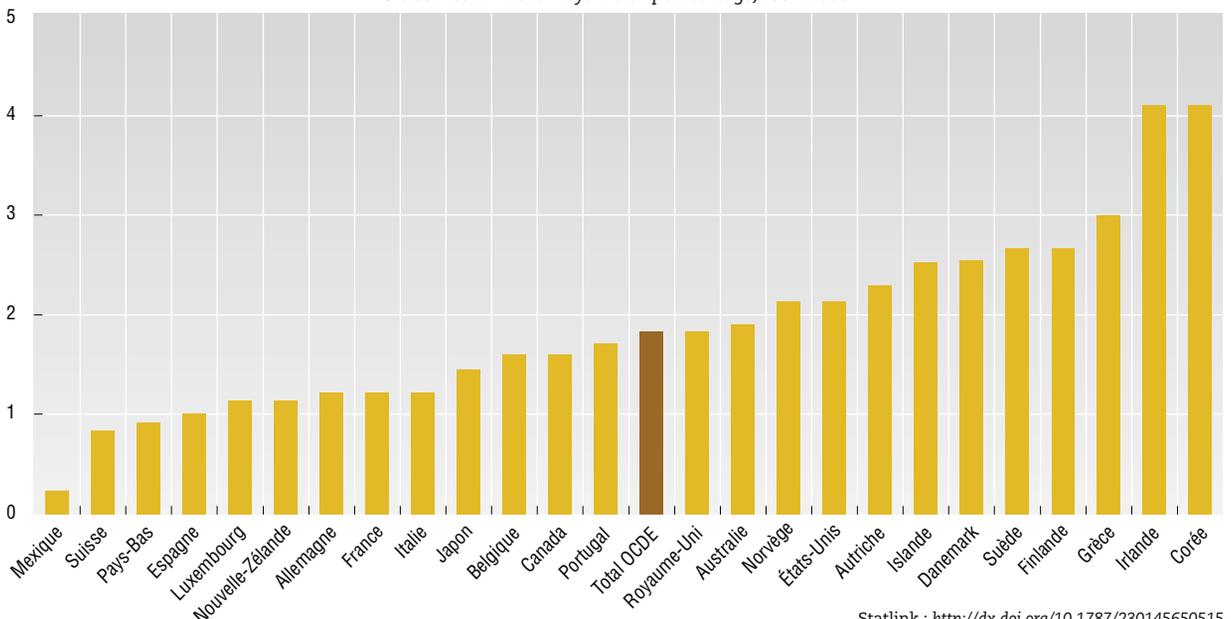
Productivité du travail dans le secteur des entreprises

	Croissance annuelle en pourcentage											2004	2005	2006
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003				
Allemagne	2.8	1.6	1.1	1.6	0.8	0.8	1.0	0.3	0.7	0.9	1.0	1.1	1.3	
Australie	1.6	-0.4	3.0	3.2	4.0	2.8	0.6	1.7	1.6	0.9	2.1	2.0	1.8	
Autriche	3.3	2.3	3.7	2.1	2.8	2.2	3.0	0.2	1.5	1.0	1.5	1.8	1.8	
Belgique	3.8	1.8	0.4	3.2	0.4	2.1	1.9	-0.9	1.6	1.4	2.4	1.8	1.7	
Canada	3.1	0.8	0.7	1.8	1.5	3.0	2.9	0.7	1.5	0.1	1.4	2.2	2.3	
Corée	5.4	6.4	5.0	3.0	-1.1	8.3	4.4	1.9	4.2	3.3	3.3	3.1	3.3	
Danemark	7.7	0.5	1.8	1.7	2.8	2.1	3.1	1.7	0.9	2.1	2.9	2.6	2.4	
Espagne	3.2	1.0	1.5	1.1	0.1	0.6	0.8	0.4	0.7	1.0	0.7	0.8	1.0	
États-Unis	1.3	0.3	2.0	2.3	2.1	2.8	2.3	1.0	3.7	3.4	3.7	2.0	2.2	
Finlande	7.0	1.8	2.9	3.6	3.1	0.5	3.5	-0.6	1.8	2.6	3.8	2.7	2.7	
France	2.1	1.1	0.6	1.5	2.2	1.2	1.5	0.2	0.4	0.8	2.8	1.8	1.6	
Grèce	0.1	1.4	3.1	4.8	-0.9	3.8	5.2	5.2	4.0	3.4	2.5	2.4	2.5	
Hongrie	..	-2.4	1.4	4.7	9.2	0.5	3.5	3.8	4.4	1.6	3.0	2.8	2.8	
Irlande	2.7	5.2	4.4	7.6	0.2	5.1	5.4	3.2	4.8	2.1	3.5	4.1	3.7	
Islande	3.8	-3.5	6.0	5.3	1.3	0.4	4.1	0.6	1.2	4.6	6.8	3.4	2.1	
Italie	3.9	3.3	0.7	1.7	0.7	1.1	1.5	0.1	-1.0	-0.2	0.3	0.6	1.4	
Japon	1.1	1.7	2.9	0.9	-0.8	0.6	3.2	0.8	0.9	2.9	4.0	2.0	2.1	
Luxembourg	1.3	-1.4	0.5	5.5	2.7	3.0	3.4	-4.3	-0.8	1.0	2.1	2.1	2.0	
Mexique	0.9	-8.1	1.3	0.3	2.2	2.7	4.8	-0.3	-2.0	0.1	2.6	1.3	1.7	
Norvège	2.3	1.1	1.7	2.0	2.3	3.3	2.2	2.3	1.7	1.8	4.3	2.6	2.3	
Nouvelle-Zélande	1.5	-0.8	0.5	1.5	0.5	3.0	2.0	-0.1	1.9	1.3	2.5	1.3	1.9	
Pays-Bas	2.6	0.8	0.8	0.7	1.9	1.5	1.4	-0.7	0.2	-0.6	2.6	0.7	1.1	
Pologne	..	..	5.6	6.4	4.1	9.6	6.4	3.7	5.2	5.6	5.4	3.9	4.1
Portugal	1.2	5.7	3.6	2.0	2.5	2.8	1.3	-0.4	-0.2	-1.2	1.6	1.5	1.5	
République slovaque	..	-2.7	2.6	5.0	5.2	5.8	3.9	2.7	4.5	1.7	4.2	3.1	3.2	
République tchèque	..	..	4.3	-0.8	-0.2	3.7	5.3	2.8	0.4	3.4	4.9	4.7	4.4
Royaume-Uni	3.4	1.2	1.4	1.1	2.0	1.7	2.8	1.7	1.1	1.7	2.7	2.4	2.5	
Suède	6.1	2.8	2.5	4.7	2.4	2.4	1.2	-1.0	2.4	2.5	4.5	1.8	1.9	
Suisse	1.8	0.5	0.5	2.1	1.7	0.1	2.5	-0.7	-0.2	-0.3	1.8	1.1	0.9	
Total OCDE	1.9	0.9	1.9	2.0	1.4	2.0	2.5	0.7	2.1	2.2	3.0	1.9	2.1	

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/627838308877>

Productivité du travail dans le secteur des entreprises

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1994.2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/230145650515>

PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

Pour analyser les causes de la croissance, il faut décomposer la croissance du produit intérieur brut en trois composantes – à savoir la contribution du travail, celle du capital et la productivité multifactorielle (PMF).

La PMF correspond à la variation du produit intérieur brut (PIB) qui ne peut pas s'expliquer par des variations des quantités de capital et de travail utilisées pour engendrer le PIB. On qualifie parfois la PMF de « progrès technique immatériel ». Il s'agit de l'augmentation du PIB qui n'est pas « matérialisée » par le travail ou le capital et résulte d'une gestion plus efficace des processus de production – meilleure utilisation du travail et du capital, meilleure combinaison des deux facteurs ou réduction de la quantité de biens intermédiaires et de services nécessaires pour obtenir un volume donné de production. La croissance de la PMF est un facteur explicatif important de la croissance à long terme du PIB réel.

Définition

Le cadre de comptabilité de la croissance appliqué ici décompose la croissance annuelle du PIB en apports de travail et de capital et en croissance de la productivité multifactorielle. Le taux de croissance du PIB est une moyenne pondérée des taux de croissance des apports en capital et en travail. Les coefficients de pondération assignés à chacun de ces apports sont les élasticités de production de chaque facteur de production. Étant donné que les élasticités de production ne peuvent pas être directement observées, les parts de facteurs du travail et du capital sont souvent utilisées comme coefficients de pondération. Le taux de croissance de la productivité multifactorielle correspond à la partie de la croissance du PIB qui ne peut pas s'expliquer par la contribution mesurée des facteurs de production.

Comparabilité

La décomposition de la croissance dans les pays de l'OCDE repose sur la base de données de l'OCDE concernant la productivité, qui prend en compte les principaux problèmes de cohérence des sources de données et de comparabilité d'un pays à l'autre.

Tendances à long terme

Au cours des périodes prises en compte dans le tableau, la productivité multifactorielle a joué un grand rôle dans la croissance en Australie, au Portugal, en Finlande et, encore plus, en Irlande. La croissance annuelle de la PMF a dépassé 1 % par an en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni ; elle s'est située entre 0.5 et 1 % dans la plupart des autres pays pour lesquels cet indicateur est connu.

La production est mesurée par le PIB réel, calculé selon le Système de comptabilité nationale de 1993, avec certaines différences possibles selon la façon dont les pays convertissent le PIB à prix courants en PIB réel. Le travail est mesuré à travers le nombre total d'heures effectivement travaillées et l'apport en capital correspond au flux de services en capital. La méthode utilisée est identique pour tous les pays.

La productivité multifactorielle (PMF) étant calculée de façon résiduelle – il s'agit de la fraction de la croissance du PIB obtenue après déduction de la croissance du travail et du capital – elle reflète nécessairement les erreurs éventuelles qui ont pu être commises lorsqu'on a mesuré l'apport en travail et en capital au PIB. Le problème se pose en particulier lorsqu'on veut mesurer l'apport en capital sous la forme de matériels et logiciels informatiques et d'équipements de communication. Pour corriger les différences de méthode d'un pays à l'autre, l'OCDE utilise une méthode normalisée pour ces types de biens en capital.

Il faut également souligner que les données utilisées se rapportent à l'économie totale et couvrent donc le secteur public. Or, il est difficile de mesurer la production et la productivité dans le secteur public. Les pratiques statistiques et la taille du secteur public peuvent varier d'un pays à l'autre. Il faut bien garder à l'esprit cet élément pour interpréter cette série.

Source

OCDE Base de données de la Productivité : www.oecd.org/statistics/productivity.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2001), *Manuel de l'OCDE : mesurer la productivité*, OCDE, Paris.

Schreyer, P., P.E. Bignon et J. Dupont (2003), « OECD Capital Services Estimates: Methodology and a First Set of Results », *Document de travail de la Direction des statistiques*, n° 2003/6, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/workingpapers.

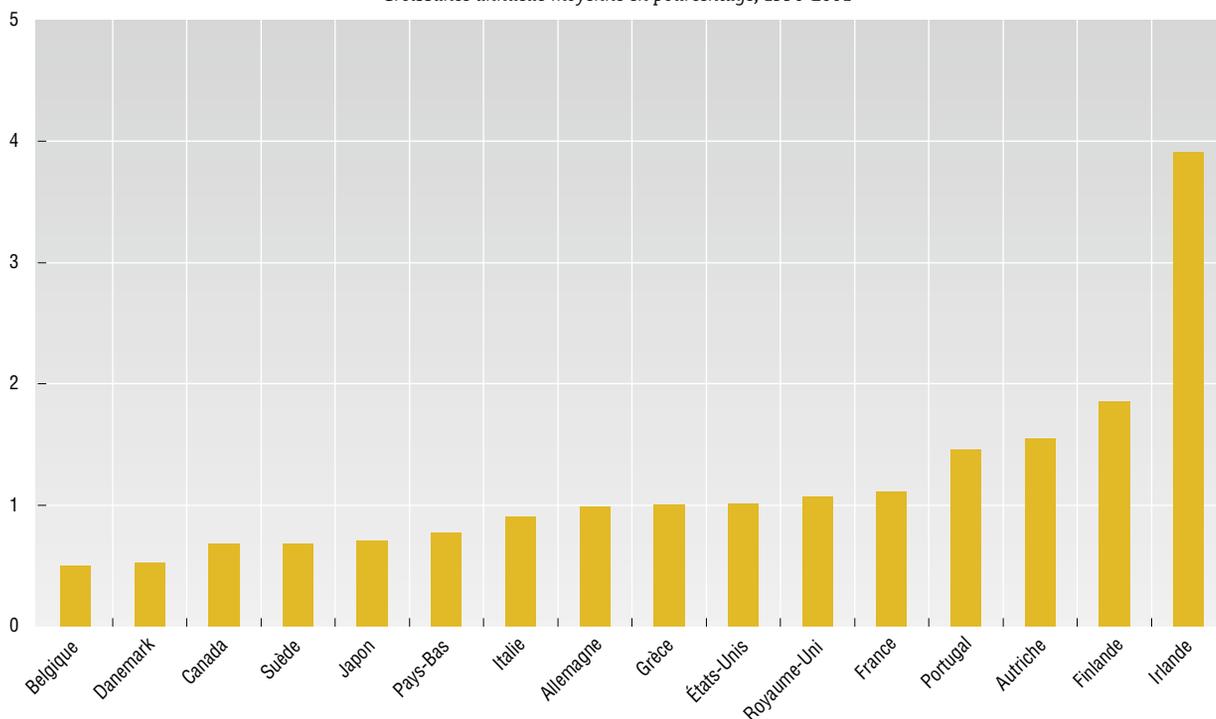
Productivité multifactorielle

	Croissance annuelle en pourcentage													Croissance annuelle
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	moyenne en pourcentage
														1990-2001
Allemagne	..	..	1.6	-0.0	1.7	1.5	1.0	1.0	0.6	0.7	1.4	0.4	0.3	0.98
Australie	-0.5	0.9	3.2	0.9	0.6	1.4	2.3	2.3	2.6	0.6	-0.5	2.7	0.7	1.55
Belgique	1.2	0.7	0.1	0.4	2.6	0.9	-0.2	0.6	-0.2	1.1	1.0	-1.6	..	0.50
Canada	-1.0	-1.1	0.6	-0.1	1.5	0.9	-0.9	1.8	0.7	1.6	2.3	0.1	1.5	0.68
Danemark	1.0	1.1	-0.7	2.1	0.0	2.5	0.8	0.3	-0.2	-1.8	2.3	-0.8	..	0.52
États-Unis	0.7	0.3	2.3	0.1	1.4	-0.1	1.7	1.2	1.0	1.3	1.2	0.7	2.0	1.01
Finlande	0.1	-2.6	1.1	2.9	3.5	1.6	2.4	4.5	2.9	0.4	3.8	-0.0	..	1.85
France	0.7	0.2	0.9	-0.2	1.5	1.4	0.0	1.2	2.1	1.1	3.0	0.9	1.8	1.11
Grèce	-1.7	3.9	-2.0	-3.6	1.0	0.9	0.8	3.4	-0.8	1.4	3.7	2.4	..	1.00
Irlande	4.4	3.0	4.5	1.7	2.5	4.8	3.6	8.3	2.2	5.5	4.1	2.8	..	3.91
Italie	-0.5	0.1	0.9	3.0	2.8	2.5	-0.3	0.7	0.1	-0.3	0.7	-0.3	..	0.90
Japon	3.8	1.5	-0.0	1.0	0.3	1.3	1.5	0.8	-1.1	0.6	1.4	0.4	0.5	0.70
Pays-Bas	1.6	0.9	-0.1	0.9	0.3	1.3	0.2	0.8	1.7	1.5	-0.3	1.2	..	0.77
Portugal	..	..	..	..	..	1.5	3.3	2.9	1.2	0.1	2.5	-1.3	..	1.46
Royaume-Uni	-0.2	-0.6	1.7	2.1	2.2	0.7	0.9	0.7	0.8	0.8	2.0	0.4	..	1.06
Suède	-0.8	-0.7	0.0	-0.3	2.1	1.5	0.2	1.8	1.0	0.8	1.8	-0.7	..	0.68

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/544052545503>

Productivité multifactorielle

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2001

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/428607805116>

APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN ÉNERGIE

L'analyse des problèmes énergétiques nécessite une présentation exhaustive des données fondamentales de l'offre et de la demande de toute la gamme des combustibles sous une forme qui facilite la comparaison de la contribution des différents combustibles à l'économie et leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible. Ce type de présentation se prête à l'étude des énergies de substitution, des économies d'énergie et des prévisions énergétiques.

Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la production plus les importations moins les exportations moins les soutages maritimes internationaux plus ou moins les variations des stocks. La méthode adoptée par l'AIE pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité retenue par l'AIE est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 107 kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole

brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion du pétrole. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 à 10 %. Pour l'électricité, il n'y a pas de différence, la notion correspondante n'ayant alors aucune signification. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu physique énergétique pour calculer l'équivalent d'énergie primaire.

Comparabilité

Bien que tout soit mis en oeuvre pour garantir la précision des données, leur qualité n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données reposent sur des sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges sont plus précises que celles relatives aux soutages maritimes internationaux et aux variations des stocks. De même, les statistiques sur les déchets et les énergies renouvelables combustibles sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie dans la plupart des pays.

Tendances à long terme

Au cours des 31 années allant de 1971 à 2002, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 87 %, atteignant 10230 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 2.0 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale a crû de 1.6 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 2.9 % par an au cours de la même période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80 à la suite des deux premiers chocs pétroliers et au début des années 90 à la suite de la dissolution de l'Union soviétique.

La zone de l'OCDE demeure le premier consommateur d'énergie mais sa part dans les approvisionnements totaux en énergie primaire a sensiblement diminué puisqu'elle est passée de 62.1 % en 1971 à 52.2 % en 2002. L'essor économique de l'Asie a contribué à augmenter fortement la part de ce continent (Chine comprise) dans l'approvisionnement énergétique mondial, elle est passée de 13.5 % en 1971 à 23.8 % en 2002. Inversement, la part cumulée de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE a sensiblement diminué à la fin des années 80.

Source

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

AIE (2004), *Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.

AIE (2004), *World Energy Outlook 2004*, AIE, Paris.

• Bases de données en ligne

Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

• Sites Web

Agence Internationale de l'énergie : www.iea.org.

OCDE Statistiques de l'énergie :

www.oecd.org/statistics/energy.

Approvisionnement total en énergie primaire

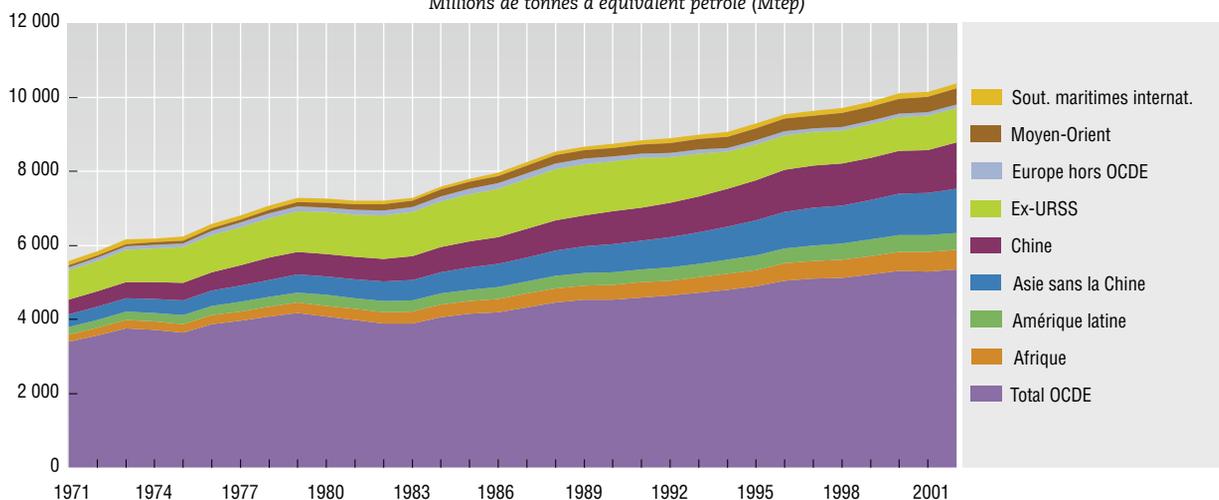
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	307.9	356.2	338.7	342.4	353.8	351.2	349.2	341.7	343.6	353.4	346.4	345.1
Australie	52.2	87.5	92.9	94.4	100.9	102.2	103.9	107.5	109.8	108.3	112.7	115.8
Autriche	19.0	25.3	25.9	27.1	28.6	28.7	29.2	28.9	28.8	30.9	30.4	31.8
Belgique	39.9	48.7	52.1	52.6	56.6	57.3	58.6	58.7	59.3	59.0	56.9	58.3
Canada	141.8	209.1	228.6	231.7	237.2	239.7	237.5	244.4	250.9	248.2	250.0	248.3
Corée	17.0	92.6	134.6	147.7	163.1	176.4	162.2	178.5	190.9	193.9	203.5	208.7
Danemark	19.2	17.6	20.2	20.1	22.6	21.0	20.8	20.0	19.4	20.0	19.7	20.5
Espagne	43.1	91.2	98.2	103.3	101.6	107.7	113.1	118.4	124.7	127.8	131.6	135.2
États-Unis	1 593.2	1 927.6	2 062.3	2 088.5	2 140.9	2 163.8	2 182.0	2 242.3	2 302.6	2 253.9	2 290.4	2 291.2
Finlande	18.4	29.2	31.1	29.6	32.1	33.1	33.5	33.4	33.0	33.9	35.6	37.1
France	162.2	227.3	231.4	240.8	254.2	246.8	254.8	255.1	257.6	266.4	265.9	270.3
Grèce	9.1	22.2	23.4	23.5	24.2	25.1	26.4	26.6	27.8	28.7	29.0	29.9
Hongrie	19.1	28.6	25.0	25.7	26.1	25.6	25.4	25.3	25.0	25.6	25.4	26.1
Irlande	7.1	10.6	11.3	11.4	11.9	12.5	13.3	13.9	14.3	15.1	15.3	14.6
Islande	1.0	2.2	2.3	2.3	2.5	2.5	2.7	3.1	3.2	3.4	3.4	3.4
Italie	114.5	152.6	152.8	160.9	160.4	162.8	167.4	170.5	171.7	172.6	172.7	180.7
Japon	269.5	445.9	490.3	500.1	513.3	518.9	513.6	516.4	521.6	517.0	516.9	514.5
Luxembourg	4.1	3.6	3.8	3.4	3.4	3.4	3.3	3.5	3.7	3.8	4.0	4.2
Mexique	43.5	124.1	136.8	132.7	136.8	141.5	148.0	149.9	150.6	152.1	157.3	166.1
Norvège	13.6	21.5	23.5	23.9	23.2	24.6	25.5	26.8	25.8	26.4	26.5	23.8
Nouvelle-Zélande	7.2	13.9	15.5	16.0	16.9	17.5	17.2	17.9	17.9	18.1	18.0	18.1
Pays-Bas	51.3	66.5	70.8	72.1	75.2	74.0	74.3	73.5	75.5	77.3	77.9	80.1
Pologne	86.3	99.8	96.7	99.9	107.5	103.5	97.1	93.2	89.5	90.0	89.2	92.4
Portugal	6.5	17.7	19.4	20.7	20.5	21.6	23.3	25.1	25.3	25.4	26.4	25.7
République slovaque	14.2	21.4	17.1	17.7	17.8	17.8	17.3	17.4	17.5	18.5	18.5	18.2
République tchèque	45.6	47.4	40.4	41.0	42.2	42.5	41.1	38.2	40.4	41.4	41.7	43.7
Royaume-Uni	211.0	212.2	227.6	223.2	233.2	227.2	230.3	231.7	231.1	234.4	226.5	229.5
Suède	36.5	46.7	49.4	50.0	51.1	49.8	50.7	50.4	47.5	51.2	51.0	50.0
Suisse	17.1	25.1	25.6	25.3	25.7	26.3	26.7	26.7	26.5	28.0	27.1	27.0
Turquie	19.5	53.0	56.5	61.9	67.3	71.0	72.2	71.0	77.5	71.6	75.4	80.3
UE15	1 049.9	1 327.4	1 356.1	1 381.1	1 429.5	1 422.1	1 448.1	1 451.6	1 463.4	1 499.9	1 489.4	1 513.1
Total OCDE	3 390.7	4 527.1	4 804.2	4 889.8	5 051.0	5 096.0	5 120.6	5 210.2	5 313.1	5 296.3	5 345.7	5 390.8
Afrique	198.0	394.9	429.4	446.6	458.9	472.0	483.4	494.6	507.7	521.9	539.8	..
Amérique latine	202.8	339.0	380.4	390.7	411.8	422.6	441.0	449.1	455.2	455.5	454.8	..
Asie sans la Chine	345.5	758.5	892.5	949.7	985.6	1 031.0	1 034.4	1 075.8	1 112.9	1 146.0	1 183.9	..
Chine	395.2	890.6	1 011.9	1 080.4	1 126.4	1 130.5	1 127.2	1 133.8	1 155.9	1 153.9	1 245.0	..
Ex-URSS	788.4	1 347.8	1 010.5	971.6	936.2	900.3	885.1	902.2	912.5	928.4	930.5	..
Europe hors OCDE	86.1	141.0	97.2	105.0	109.6	107.2	103.3	93.9	95.9	98.9	99.7	..
Moyen-Orient	51.7	229.0	310.2	320.6	337.3	347.4	369.9	378.8	397.8	409.9	431.3	..
Soutages maritimes int.	107.4	114.3	122.5	127.1	128.2	132.8	134.4	144.1	146.9	139.3	145.7	..
Monde	5 565.8	8 742.2	9 058.8	9 281.5	9 545.0	9 639.8	9 699.3	9 882.5	10 097.9	10 150.1	10 376.4	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/107342616013>

Approvisionnement total en énergie primaire par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/072088176525>

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et la ventilation de sa production par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

Définition

Le tableau concerne la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, d'énergie nucléaire, d'énergie hydraulique (à l'exclusion des stations de pompage), de la géothermie, de l'énergie solaire, de la biomasse, etc. Il comprend l'électricité produite dans les centrales électriques et dans les centrales de cogénération. Les centrales des compagnies d'électricité mais aussi celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données le permettent. Les compagnies d'électricité ont pour principale activité la production d'électricité destinée à être vendue à des tiers. Les autoproducteurs

Tendances à long terme

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3.7 % entre 1971 et 2002, à comparer à une croissance de 2.0 % de la production totale d'énergie primaire. Cette augmentation a été due dans une large mesure à la multiplication des appareils électriques, au développement du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et à des programmes d'électrification rurale dans les pays en développement.

La part des centrales thermiques dans la production d'électricité a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 65 % en 2002. Cette baisse a été due à une réduction progressive de la part du fioul, qui est tombée de 20.9 % à 7.2 %.

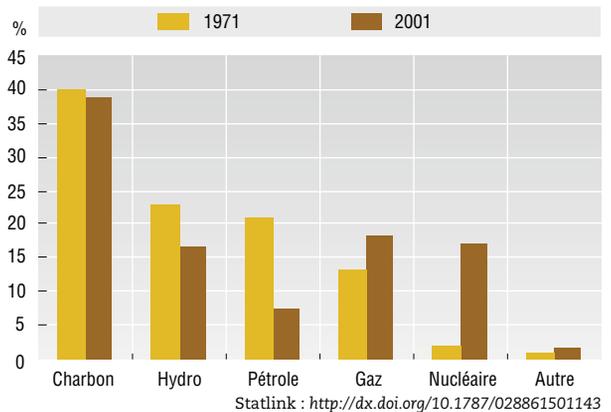
La part du fioul dans la production d'électricité a diminué en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2.1 % en 1971 à un peu plus de 16.6 % en 2002. La part du charbon est restée stable, à près de 38 %, tandis que celle du gaz naturel est passée de 13.3 % à 19.1 %. La part de l'hydroélectricité est tombée de 23 % à 16 %. À la faveur de la mise en œuvre de grands programmes de développement de l'énergie éolienne et solaire dans plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne et géothermique et l'utilisation de la biomasse et des déchets, s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2002 que 1.97 % de la production totale d'électricité.

produisent de l'électricité totalement ou partiellement pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics.

Comparabilité

Certains pays, membres et non membres de l'OCDE, éprouvent des difficultés à indiquer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite au moyen de sources renouvelables et de déchets combustibles dans certains pays non membres de l'OCDE. Par exemple, très peu d'informations sont données sur l'électricité produite à partir de la biomasse constituée par les déchets de raffinage du sucre.

Génération d'électricité par type d'énergie



Sources

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

AIE (2003), *Energy to 2050 – Scenarios for a Sustainable Future*, AIE, Paris.
AIE (2004), *World Energy Outlook 2004*, AIE, Paris.

• Publications statistiques

AIE (2004), *Données sur l'électricité : Édition 2004*, AIE, Paris.
AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

• Sites Web

Agence internationale de l'énergie : www.iea.org.
OCDE Statistiques de l'énergie : www.oecd.org/statistics/energy.

Génération d'électricité

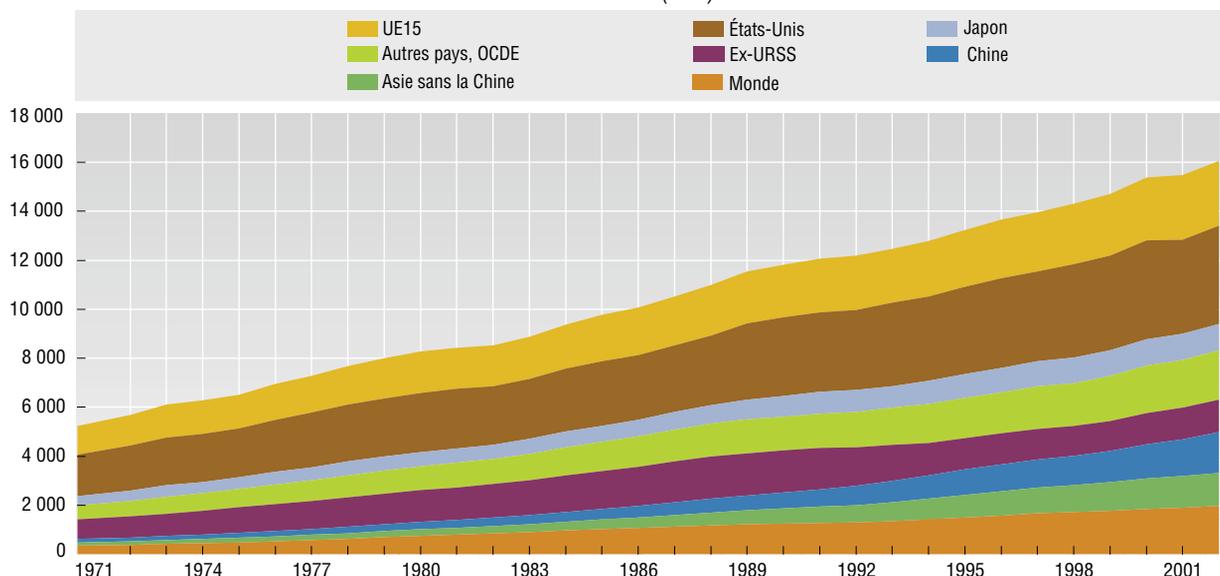
Terawatt heures (TWh)

	1971	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	327.2	547.7	525.2	532.8	550.7	548.0	552.4	550.3	567.1	581.8	566.9	590.5
Australie	53.0	154.3	167.2	173.0	177.3	182.8	195.6	203.0	207.4	216.8	222.0	228.6
Autriche	28.2	49.3	52.1	55.2	53.6	55.7	55.9	59.3	60.2	60.8	60.4	57.5
Belgique	33.2	70.3	71.3	73.5	75.1	77.9	82.1	83.4	82.8	78.6	80.9	83.3
Canada	221.8	481.9	555.5	559.9	572.8	573.5	561.5	578.8	605.5	589.6	601.4	583.7
Corée	10.5	105.4	161.8	181.1	202.6	222.4	216.4	235.9	263.7	281.4	326.9	345.3
Danemark	18.6	26.0	40.2	36.7	53.6	44.3	41.1	38.9	36.0	37.7	39.2	46.0
Espagne	61.6	151.2	160.8	165.6	173.4	189.2	193.4	205.9	222.2	233.2	242.7	260.1
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 451.8	3 558.4	3 651.2	3 672.2	3 804.5	3 873.5	4 025.7	3 838.6	3 992.7	3 984.9
Finlande	21.7	54.4	65.6	63.2	69.4	69.2	70.2	69.5	70.0	74.5	74.9	83.8
France	155.8	416.7	474.7	490.9	508.0	500.8	507.1	519.3	536.0	546.4	554.8	563.3
Grèce	11.6	34.8	40.4	41.3	42.4	43.3	46.2	49.4	53.4	53.1	53.9	57.8
Hongrie	15.0	28.4	33.5	34.0	35.1	35.4	37.2	37.8	35.2	36.4	36.2	34.1
Irlande	6.3	14.2	16.8	17.6	18.9	19.7	20.9	21.8	23.7	24.6	24.8	24.9
Islande	1.6	4.5	4.8	5.0	5.1	5.6	6.3	7.2	7.7	8.0	8.4	8.5
Italie	123.9	213.1	228.7	237.4	239.4	246.5	253.7	259.3	269.9	271.9	277.5	285.3
Japon	382.9	850.7	955.9	980.8	1 000.4	1 027.3	1 036.2	1 057.0	1 081.9	1 066.2	1 087.7	1 074.3
Luxembourg	1.3	0.6	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	2.8	3.0
Mexique	31.0	122.7	147.4	152.5	162.5	175.1	181.8	192.3	204.4	209.6	215.2	221.3
Norvège	63.5	121.6	112.2	122.1	104.4	110.7	116.1	122.3	139.6	119.2	130.1	106.7
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	35.1	35.6	36.9	37.4	36.3	38.2	39.2	39.4	40.3	41.0
Pays-Bas	44.9	71.9	79.6	81.0	85.1	86.6	91.2	86.9	89.6	93.7	96.0	96.7
Pologne	69.5	134.4	133.3	137.0	141.2	140.9	140.8	140.0	143.2	143.7	142.5	150.2
Portugal	7.9	28.4	31.3	33.2	34.4	34.1	38.9	42.9	43.4	46.2	45.7	46.3
République slovaque	10.9	23.4	25.0	26.0	25.0	24.5	25.2	27.4	30.3	31.9	32.2	31.4
République tchèque	36.4	62.6	58.4	60.6	63.8	64.2	64.6	64.2	72.9	74.2	76.0	82.8
Royaume-Uni	255.8	317.8	325.0	332.5	349.3	349.2	361.1	365.3	374.4	382.3	384.5	392.2
Suède	66.5	146.0	142.7	148.3	140.6	149.2	158.8	154.8	145.2	161.6	146.0	132.5
Suisse	31.2	54.6	65.6	62.3	56.0	61.6	61.7	68.5	66.0	70.5	64.9	65.3
Turquie	9.8	57.5	78.3	86.2	94.9	103.3	111.0	116.4	124.9	122.7	129.4	140.3
UE15	1 164.6	2 142.3	2 255.3	2 309.6	2 394.5	2 414.1	2 473.2	2 507.2	2 574.4	2 646.9	2 651.1	2 723.1
Total OCDE	3 820.7	7 579.6	8 241.1	8 484.1	8 723.8	8 851.2	9 068.4	9 269.7	9 621.9	9 495.4	9 757.1	9 821.6
Afrique	90.2	315.6	350.8	363.8	381.2	397.0	403.3	416.4	436.3	454.8	476.6	..
Amérique latine	134.7	491.3	585.0	620.3	653.3	693.1	719.4	741.1	778.4	763.1	784.5	..
Asie sans la Chine	129.7	619.1	842.7	919.9	977.6	1 048.1	1 098.4	1 165.0	1 243.5	1 298.7	1 357.8	..
Chine	144.0	650.1	954.8	1 035.6	1 108.5	1 163.4	1 197.6	1 268.8	1 386.9	1 504.1	1 674.8	..
Ex-URSS	800.4	1 727.0	1 329.4	1 291.8	1 261.1	1 234.7	1 220.9	1 235.8	1 270.6	1 291.9	1 301.1	..
Europe hors OCDE	92.2	195.7	164.3	175.1	185.6	185.2	183.9	175.5	176.2	182.1	183.7	..
Moyen-Orient	27.4	235.7	319.9	339.7	362.1	385.5	411.4	434.6	463.5	488.1	518.2	..
Monde	5 239.4	11 814.1	12 788.1	13 230.4	13 653.2	13 958.1	14 303.4	14 706.8	15 377.2	15 478.2	16 053.8	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/287704052414>

Génération d'électricité mondiale, par type d'énergie

Terawatt heures (TWh)



PRODUCTION D'ACIER

L'acier est un produit de base indispensable dans les sociétés industrielles. L'OCDE suit régulièrement l'évolution des capacités, de la production, de la consommation, des échanges et de l'emploi dans le secteur sidérurgique, à la fois dans ses pays membres et dans tous les autres grands pays et régions producteurs d'acier.

Le tableau ci-après ne tient pas compte de la production des pays qui produisent peu d'acier (moins de 2 millions de tonnes par an) de manière à mettre en relief la production des principaux producteurs non membres de l'OCDE.

Définition

La production d'acier est mesurée ici en tonnes d'« équivalents produits sidérurgiques ». Il s'agit de la production d'acier brut convertie en équivalents lingots, puis divisée par un facteur de conversion (égal à 1.3 dans la plupart des cas) pour tenir compte des pertes intervenant entre la production de lingots et la production de produits sidérurgiques.

Tendances à long terme

Au cours de la période examinée, la production mondiale d'acier a progressé de près de 2 % par an – soit plus de deux fois plus vite que dans l'ensemble de la zone OCDE. Les évolutions observées dans la zone OCDE ont été variables, avec une baisse de la production dans plusieurs pays, notamment la Pologne, le Royaume-Uni et la République tchèque, mais de fortes augmentations au Mexique, en Corée, en Turquie et, à partir d'un niveau peu élevé, en Finlande et en Autriche.

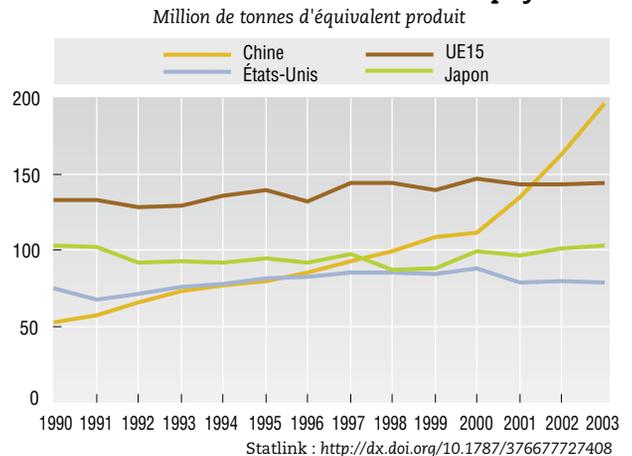
Parmi les pays non membres de l'OCDE, la production d'acier a augmenté de près de 10 % par an en Chine, de 6 % en Inde et de plus de 3 % au Brésil. En Ukraine, en revanche, la production d'acier a baissé au cours de la même période et en Russie, sa progression annuelle a été inférieure à 0.5 %.

À la fin de la période, la Chine est devenue de loin le plus grand producteur d'acier. Sa production, en 2003, d'un peu moins de 200 millions de tonnes a été près de deux fois plus élevée que celle du pays venant en deuxième position, le Japon. Les autres principaux producteurs étaient les États-Unis, la Corée et l'Allemagne.

Comparabilité

L'OCDE réexamine constamment la méthodologie et les sources de données de manière à assurer un haut degré de comparabilité. Cependant, la conversion de la production d'acier brut en équivalents produits sidérurgiques utilise des facteurs de conversion standardisés qui, suivant la composition de la production, ne conviennent peut-être pas à tous les pays et à toutes les périodes. De légères différences entre pays ne sont sans doute pas significatives.

Production d'acier dans certains pays



Source

OCDE (2004), *L'industrie sidérurgique en 2002*, Édition 2004, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2005), *Perspectives de l'acier de l'OCDE 2004-2005*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2005), *Les capacités de production d'acier dans les pays non membres de l'OCDE*, Édition 2003, OCDE, Paris.

Production d'acier

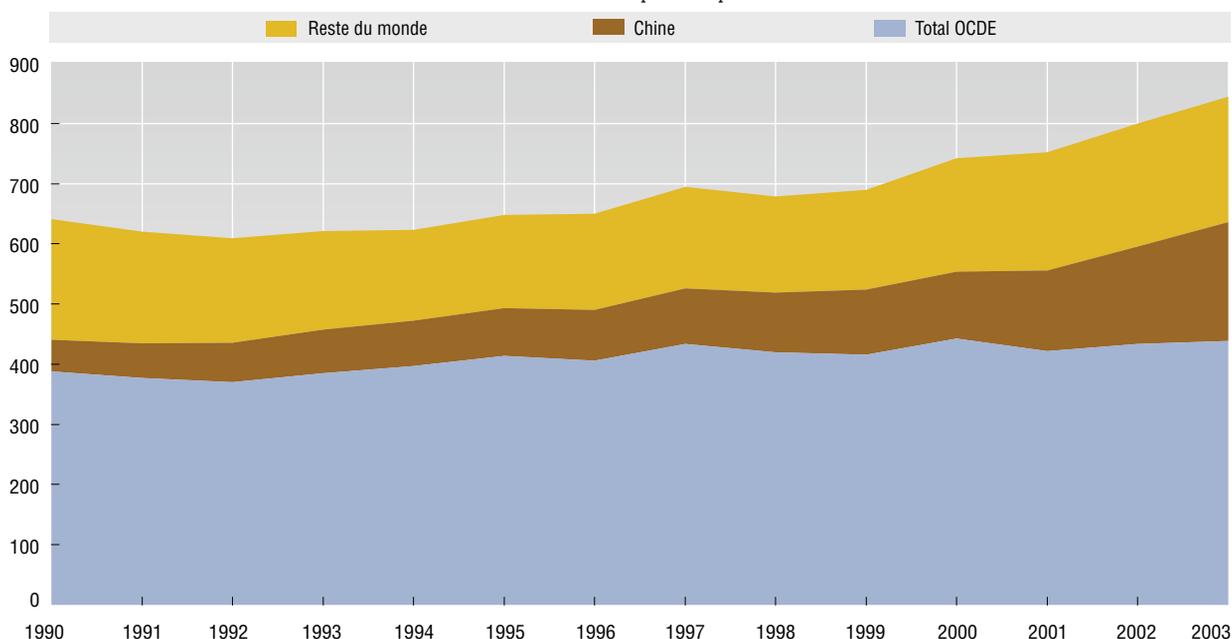
Million de tonnes d'équivalent produit

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	34.3	37.5	35.5	33.7	36.7	37.7	35.7	40.4	39.6	37.8	41.7	40.3	40.5	40.3
Australie	5.9	5.4	6.1	7.0	7.6	7.6	7.6	8.0	8.1	7.4	6.4	6.3	6.8	6.8
Autriche	3.9	3.8	3.6	3.7	4.0	4.5	4.0	4.7	4.7	4.7	5.1	5.3	5.6	5.6
Belgique	10.2	10.1	9.3	9.1	10.2	10.4	9.7	9.7	10.3	9.9	10.5	9.7	10.3	10.0
Canada	10.2	10.9	11.8	12.3	11.9	12.4	12.6	13.3	13.6	13.9	14.2	13.1	13.7	13.6
Corée	21.5	24.2	26.1	30.8	31.5	34.3	36.3	39.7	37.3	38.4	40.3	41.0	42.4	43.3
Espagne	11.5	11.4	11.0	11.6	12.1	12.4	10.9	12.3	13.3	13.4	14.3	14.9	14.8	14.5
États-Unis	74.3	66.9	71.1	75.6	77.8	81.7	82.3	85.0	85.3	84.3	88.1	78.1	79.9	78.4
Finlande	2.7	2.7	2.9	3.0	3.2	3.0	3.1	3.5	3.7	3.7	3.8	3.7	3.7	4.4
France	17.0	16.5	16.1	15.4	16.2	16.2	15.8	17.7	18.1	18.1	18.8	17.3	18.2	17.8
Italie	22.8	22.5	22.3	23.1	23.5	25.0	21.5	23.2	23.1	22.2	24.1	23.9	23.4	24.0
Japon	102.4	101.8	91.2	92.7	91.5	94.6	92.0	97.4	87.2	87.8	99.3	96.0	100.5	103.1
Luxembourg	2.9	2.8	2.5	2.7	2.5	2.2	2.1	2.3	2.2	2.3	2.3	2.5	2.5	2.4
Mexique	7.1	6.5	6.9	7.5	8.4	10.0	11.0	11.9	11.9	13.0	13.1	11.1	12.0	13.0
Pays-Bas	4.8	4.6	4.9	5.4	5.5	5.8	5.7	6.0	5.7	5.5	5.1	5.4	5.5	5.9
Pologne	10.1	7.7	7.3	7.4	8.3	9.1	8.2	9.2	8.0	7.3	8.6	7.2	6.9	6.7
République slovaque	4.5	3.7	3.2	3.2	3.2	3.3	3.1	3.3	2.9	3.1	3.2	3.4	3.7	3.9
République tchèque	7.0	5.6	5.3	5.1	5.4	5.5	5.2	5.4	5.3	4.6	5.2	5.3	5.5	5.4
Royaume-Uni	15.7	14.6	14.3	14.7	15.3	15.6	16.0	16.5	15.5	14.6	13.6	12.2	10.4	11.7
Suède	4.0	3.8	3.9	4.1	4.5	4.5	4.4	4.6	4.6	4.6	4.7	5.0	5.2	5.2
Turquie	8.3	8.3	9.1	10.2	11.2	11.7	12.2	13.0	12.7	12.9	12.9	13.5	14.9	16.5
UE15	132.3	132.6	128.5	129.1	135.9	139.6	131.5	143.5	143.6	139.7	147.0	142.6	142.8	144.1
Total OCDE	387.9	377.4	370.2	384.7	396.5	413.5	405.6	433.3	419.7	416.0	442.3	421.7	433.3	439.0
Chine	52.3	57.2	65.5	73.0	76.2	79.3	85.1	92.7	98.8	108.3	111.1	134.3	162.4	196.7
Inde	11.8	13.5	14.3	15.0	15.9	18.2	19.9	20.4	19.7	20.4	22.6	22.9	24.1	26.6
Brésil	17.4	19.1	20.3	21.3	21.8	21.4	21.8	22.7	22.6	22.2	24.8	23.8	26.5	27.8
Russie	..	..	48.8	42.5	35.8	38.1	36.7	36.4	33.2	38.9	44.8	49.4	50.4	51.7
Ukraine	..	..	29.4	22.9	17.0	15.9	16.1	18.4	17.5	19.7	25.3	26.3	27.1	28.5
Monde	641.3	619.7	609.7	621.6	622.7	648.3	649.9	694.7	678.5	689.6	742.5	752.3	800.2	844.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/741275133024>

Production mondiale d'acier

Million de tonnes d'équivalent produit



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/774285574481>

PÊCHE

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Dans certains pays, notamment deux pays de l'OCDE au moins – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines.

Définition

Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, ainsi que les poissons et les crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués

dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue entre la *pêche maritime* et l'*aquaculture* en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance différents.

Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification. Dans un petit nombre de cas, les chiffres indiqués sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

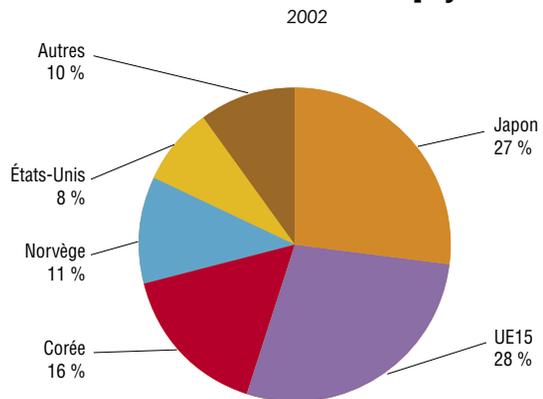
Tendances à long terme

La production totale des pays de l'OCDE a diminué de plus de 10 % au cours de la dernière décennie. Étant donné que la production mondiale de poisson a augmenté durant la même période, la contribution relative des pays de l'OCDE a baissé, passant de 26 % (en 1995) à 21 % (en 2002). Le recul de la production totale des pays de l'OCDE masque des évolutions divergentes. Alors que la production aquacole a augmenté de 8 % environ entre 1995 et 2002, la production halieutique a baissé de 16 %. Cette dernière évolution reflète principalement l'état préoccupant de certains stocks de poissons importants, dans l'hémisphère nord notamment, et les changements dans les accords bilatéraux et internationaux concernant l'accès aux stocks de poissons dans les eaux de pays tiers. À l'échelle mondiale, on estime qu'environ 25 % des stocks sont surexploités, tandis qu'environ 50 % des stocks sont pleinement exploités.

La production de la pêche maritime a accusé un recul particulièrement prononcé au Japon, au Danemark, en Grèce et en Espagne ; dans ces pays, elle a baissé de plus de 5 %. En revanche, un petit nombre de pays ont accru leur production – l'Islande, le Canada, la Norvège et la France ont tous vu leurs prises augmenter de 1 % ou plus par an en moyenne entre 1995 et 2002. L'augmentation annuelle de 4 % des prises de l'Islande reflète une bonne gestion des stocks de morue et d'autres poissons dans les eaux territoriales de ce pays mais est aussi due à l'exploitation de nouvelles espèces telles que le merlan bleu.

La production aquacole s'est accrue dans plupart des pays, progressant de plus de 15 % en Grèce, en Turquie et au Canada. Elle a en revanche accusé un recul relativement prononcé au Danemark et au Mexique mais, en 2002, l'aquaculture représentait près de 17 % de la production totale de poisson – contre 13 % en 1995.

Production de l'aquaculture dans certains pays



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/62332777466>

Source

OCDE (2004), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Statistiques nationales 2002-2004*, vol. 2, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Coûts de gestion des pêcheries*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Fish Piracy: Combating Illegal, Unreported and Unregulated Fishing*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base*, vol. 1, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Pêcheries : www.oecd.org/agr/fish.

Pêche en mer et production de l'aquaculture

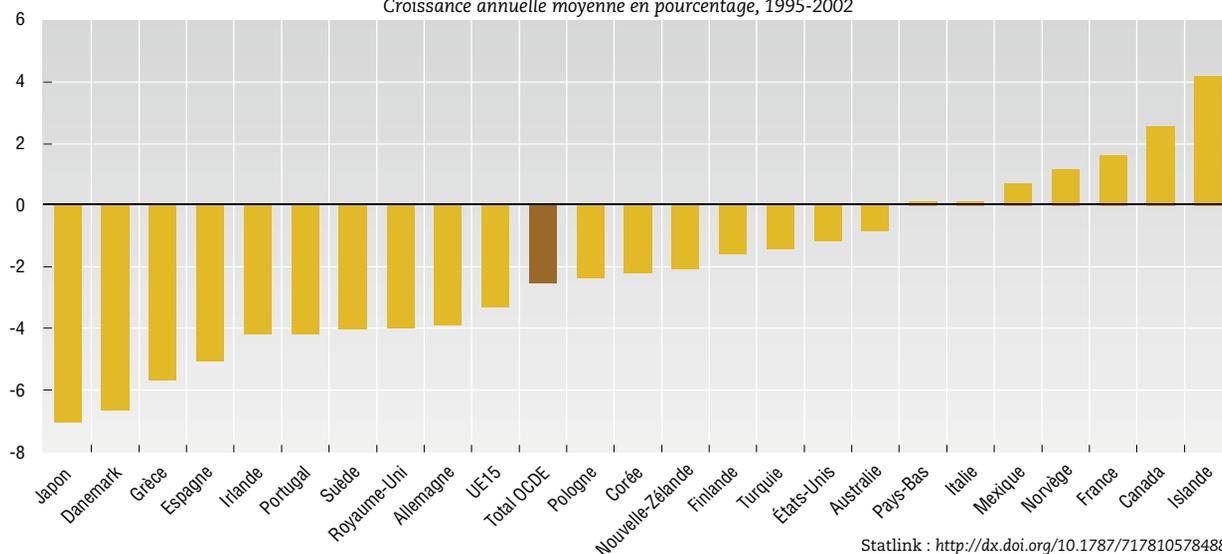
Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers							Aquaculture						
	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	241	225	234	234	194	179	182	40	39	37	34	45	43	52
Australie	201	194	210	210	185	189	190	24	27	28	34	37	40	44
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	4	..	..	..	..	..	..
Belgique	29	27	27	26	27	27	26	2	2	2	2	2	2	2
Canada	854	941	975	1 005	1 008	1 027	1 018	66	82	92	113	127	153	177
Corée	2 322	2 423	2 247	2 306	2 090	2 142	1 987	1 017	336	797	777	667	668	794
Danemark	2 025	1 845	1 543	1 415	1 524	1 501	1 433	45	39	42	43	44	42	37
Espagne	1 075	1 026	1 097	1 102	1 002	941	747	224	240	315	321	312	313	328
États-Unis	4 783	4 635	4 350	4 428	4 245	4 434	4 407	413	349	358	382	373	371	371
Finlande	106	119	106	85	92	96	95	17	16	16	15	15	16	15
France	616	475	552	588	682	665	690	281	268	266	266	267	253	250
Grèce	153	153	113	34	93	58	101	33	55	60	76	88	95	101
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	9	15	..	..	..	..	..
Irlande	379	308	337	269	291	305	281	27	39	42	44	41	54	53
Islande	1 603	2 224	1 682	1 760	1 930	1 942	2 132	4	4	4	4	4	5	3
Italie	301	301	292	265	387	339	304	225	191	217	217	228	264	260
Japon	7 450	6 071	5 394	5 311	5 092	4 814	4 465	1 390	1 340	1 291	1 315	1 292	1 311	1 363
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1 222	1 222	954	1 096	1 193	1 251	1 284	158	169	160	48	46	75	71
Norvège	2 701	2 856	2 851	2 627	2 894	2 862	2 928	278	368	413	476	492	511	554
Nouvelle-Zélande	567	653	577	544	536	501	..	69	75	83	83	87	76	76
Pays-Bas	463	329	342	404	404	404	467	84	100	92	92	92	92	92
Pologne	241	381	287	235	200	207	204	25	29	31	33	32	34	33
Portugal	242	211	215	190	172	173	180	5	7	8	6	8	8	8
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	19	17	18	19	19	20	19
Royaume-Uni	912	888	898	835	748	738	685	92	127	138	144	144	150	150
Suède	379	350	401	329	341	308	284	8	7	6	6	6	8	8
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..
Turquie	577	551	551	524	461	484	523	22	43	53	63	79	67	61
UE15	6 920	6 255	6 157	5 775	5 957	5 734	5 474	1 087	1 130	1 240	1 266	1 290	1 339	1 356
Total OCDE	29 442	28 405	26 233	25 820	25 791	25 587	24 612	4 567	3 970	4 566	4 612	4 544	4 671	4 922

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/205503328752>

Débarquements dans les ports domestiques et étrangers

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2002

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/717810578488>



MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

ÉCHANGES DE MARCHANDISES

ÉCHANGES DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

BALANCE DES PAIEMENTS

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

FLUX ET STOCKS D'IDE

IDE ET EMPLOI

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

Les échanges internationaux de biens et services constituent l'un des principaux mécanismes d'intégration économique. La part des échanges internationaux dans le PIB donne une bonne indication de l'importance de ces échanges.

Définition

Les ratios indiqués dans ce tableau correspondent à la moyenne des importations et des exportations (à la fois des biens et services) en prix courants et en pourcentage du PIB. Les données proviennent des statistiques des comptes nationaux établies conformément au Système de comptabilité nationale. Les biens recouvrent les importations et exportations de marchandises. Les services recouvrent les transports, l'assurance, les voyages, les services bancaires, les autres services aux entreprises, les services culturels et relatifs aux loisirs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques.

Tendances à long terme

Au cours de la période considérée, la moyenne non pondérée des ratios des échanges au PIB, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, s'est établie à 40 %. Pour les raisons indiquées plus haut, les ratios varient fortement d'un pays à un autre. Ils dépassent 50 % pour des petits pays – Hongrie, Pays-Bas, République tchèque, République slovaque, Irlande, Belgique et Luxembourg – mais sont inférieurs à 10 % pour les deux plus grands pays de l'OCDE – le Japon et les États-Unis.

Entre 1990 et 2002, les ratios échanges/PIB de l'ensemble de la zone OCDE ont augmenté d'environ 2,5 % par an. Ils ont légèrement baissé dans deux pays – la Norvège et le Portugal – et ont progressé de moins de 1 % par an au Japon, en Grèce et au Royaume-Uni. En revanche, ils se sont sensiblement accrus en République slovaque, en Turquie, en Hongrie, en Espagne, en Irlande, au Canada, en République tchèque, en Finlande et au Mexique.

En proportion du PIB, les échanges de services ont progressé plus rapidement que les échanges de marchandises dans plusieurs pays de l'OCDE au cours des années 90. Le ratio des échanges de services au PIB a augmenté de plus de 6 % par an en moyenne dans le cas de la Hongrie, de l'Irlande, de la Turquie et de la Grèce. Il a en revanche baissé en République tchèque, au Mexique, en République slovaque, en France et en Norvège.

Comparabilité

Les ratios indiqués dans ce tableau sont établis sur la base de normes et définitions communes et sont donc tout à fait comparables.

Les échanges internationaux sont généralement plus importants pour les petits pays (en termes de taille ou de population) entourés de pays ayant des régimes commerciaux ouverts que pour les grands pays relativement autosuffisants ou ceux géographiquement isolés et donc pénalisés par des coûts de transport élevés. D'autres facteurs jouent aussi un certain rôle et contribuent à expliquer le poids différent des échanges en proportion du PIB suivant les pays : leur histoire, leur culture, leur politique commerciale, la structure de leur économie (en particulier poids dans le PIB des services ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux), les réexportations et la présence de multinationales engendrant d'importants échanges intragroupe.

Le ratio des échanges au PIB est souvent considéré comme un indicateur du degré d'ouverture commerciale. Cependant, le terme « ouverture » peut prêter à confusion. En fait, un ratio peu élevé ne traduit pas nécessairement l'existence d'obstacles tarifaires ou non tarifaires élevés dans les échanges internationaux, mais peut être dû aux facteurs susmentionnés, notamment à la taille ou à l'éloignement géographique par rapport aux partenaires commerciaux potentiels.

Source

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : Tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/statisticsbrief.

NU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et l'OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

• Sites Web

Statistiques de l'OCDE sur le commerce international : www.oecd.org/std/its.



Échanges de biens et services

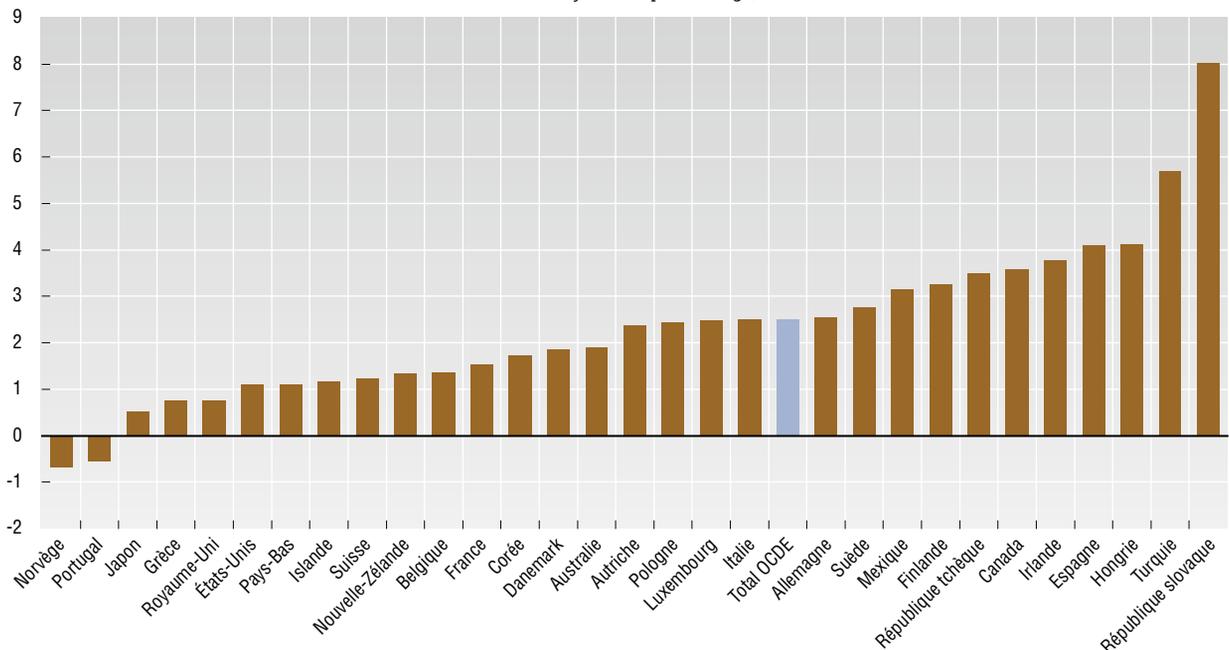
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	25.1	26.4	24.7	22.7	23.4	24.2	24.8	27.2	28.3	29.2	33.6	34.2	33.9	34.0
Australie	16.7	17.1	18.3	18.8	19.7	19.9	19.7	20.7	20.1	21.3	22.9	21.6	20.9	..
Autriche	39.0	38.8	37.2	35.7	36.7	37.2	38.4	42.6	43.7	45.9	50.6	52.4	51.7	51.0
Belgique	69.9	68.2	66.2	62.7	65.1	66.9	68.6	72.5	73.3	73.5	84.0	84.2	82.0	80.9
Canada	26.0	25.7	27.6	30.6	33.8	36.1	36.8	39.0	40.9	41.9	43.2	41.2	39.7	36.4
Corée	28.2	27.4	27.0	26.1	27.0	29.4	29.6	32.7	39.7	35.7	39.2	36.7	34.6	36.9
Danemark	33.3	34.3	33.2	32.0	32.8	33.4	33.4	34.7	34.8	35.7	41.1	41.4	41.5	40.0
Espagne	18.0	18.0	18.2	18.7	21.1	22.7	23.6	26.2	27.2	28.1	31.2	30.7	29.1	28.8
États-Unis	10.3	10.3	10.4	10.4	10.9	11.7	11.8	12.2	11.9	12.2	13.2	12.1	11.7	..
Finlande	23.5	22.4	25.8	29.8	32.0	32.8	33.5	34.8	34.2	33.5	38.4	35.7	34.5	34.0
France	21.7	21.7	21.2	20.0	20.8	21.8	22.3	24.0	24.8	24.8	27.9	27.1	26.1	25.2
Grèce	23.0	22.1	22.3	21.2	20.8	21.3	21.5	23.4	24.0	26.7	30.8	28.0	25.1	24.4
Hongrie	..	41.8	39.7	38.2	40.3	44.6	48.2	54.6	62.6	65.7	75.9	73.5	65.1	63.9
Irlande	54.7	55.4	57.0	60.7	65.8	70.7	71.7	73.5	80.7	81.6	91.1	90.9	85.2	76.0
Islande	33.6	32.5	30.9	31.8	33.9	34.5	36.8	36.8	38.1	37.2	38.5	41.0	38.6	37.0
Italie	19.7	18.6	19.1	20.6	22.1	25.0	23.4	24.4	24.6	24.5	27.8	27.7	26.5	25.1
Japon	9.9	9.2	8.8	8.0	8.0	8.4	9.5	10.2	9.8	9.3	10.1	10.1	10.6	11.0
Luxembourg	102.2	102.7	99.3	98.6	100.9	103.0	105.5	112.6	119.9	127.9	141.4	144.8	136.9	131.4
Mexique	19.2	17.8	17.8	17.2	19.2	29.1	31.1	30.4	31.8	31.6	32.0	28.6	27.8	..
Norvège	37.2	36.0	34.5	34.8	35.1	34.9	36.3	37.3	36.8	35.7	38.0	37.2	34.3	34.5
Nouvelle-Zélande	26.9	27.9	30.3	29.3	29.9	28.9	28.0	28.1	29.6	31.3	35.1	33.7	31.5	..
Pays-Bas	52.6	52.7	50.8	49.7	51.9	54.5	55.0	58.1	58.2	58.1	64.9	62.7	60.1	..
Pologne	23.4	22.9	21.4	21.0	21.1	22.6	23.5	25.9	28.9	27.6	31.1	29.5	31.3	35.7
Portugal	36.2	33.6	31.3	30.1	31.8	33.3	33.1	34.3	35.3	34.9	37.2	35.7	33.9	33.4
République slovaque	29.9	46.1	69.7	58.9	57.0	57.0	59.4	61.6	65.1	63.6	72.0	77.5	75.4	78.8
République tchèque	43.9	49.3	54.3	54.4	51.8	56.0	55.7	59.5	59.4	61.2	71.5	72.1	66.3	67.2
Royaume-Uni	25.3	23.7	24.2	26.0	26.8	28.5	29.6	28.7	27.3	27.3	29.1	28.7	27.7	26.6
Suède	29.4	26.6	26.4	30.1	33.2	35.9	34.6	37.8	39.4	39.6	43.2	42.7	40.7	40.4
Suisse	35.1	33.6	33.5	33.0	32.9	32.9	33.7	37.1	37.8	38.9	42.8	42.6	40.5	..
Turquie	15.4	15.2	15.9	16.5	20.9	22.1	24.7	27.5	26.1	25.0	27.8	32.5	30.0	29.0
UE15	38.2	37.6	37.0	37.1	38.8	40.4	41.0	43.3	44.5	45.4	50.6	50.3	48.1	..
Moyenne OCDE	32.0	32.6	33.2	32.9	34.2	36.0	36.8	38.9	40.5	41.0	45.5	45.2	43.1	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/161843857387>

Ratio échanges/PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/005140150658>

ÉCHANGES DE MARCHANDISES

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et d'accroître les niveaux de vie. Le développement des échanges bénéficie aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

Définition

Suivant les recommandations des Nations unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens qui, du fait de leur entrée (importations) ou de leur sortie (exportations) de son territoire économique, s'ajoutent au stock de ressources matérielles d'un pays ou le diminuent. Les biens simplement transportés à travers un pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens pour transformation en entrée ou en sortie) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce international.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE utilisent les recommandations des Nations unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe quelques différences, généralement peu importantes, entre les pays quant à la couverture de certaines catégories de transactions comme le commerce par correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Tendances à long terme

Sur la période de dix ans allant de 1993 à 2002, la croissance relative des importations a été faible au Japon, en Suisse et aux Pays-Bas, mais particulièrement soutenue dans certains nouveaux pays membres comme la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Au cours de la même période, les taux de croissance relatifs des exportations de marchandises ont eux aussi atteint des niveaux élevés en Hongrie, en Pologne et en République tchèque, mais également au Mexique et en Irlande. Au Japon, en Grèce, en Espagne et aux Pays-Bas, en revanche, les taux de croissance des exportations ont été inférieurs à la moyenne.

Le déficit commercial des États-Unis est resté important tout au long de la période et a augmenté la plupart des années. Le Royaume-Uni, l'Espagne et la Grèce ont aussi enregistré d'importants déficits commerciaux au titre des échanges de marchandises, alors que l'Allemagne et le Japon ont tous deux dégagé de confortables excédents commerciaux.

Les exportations sont généralement évaluées f.a.b. (« Franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent f.l.n. (« Franco le long du navire », c'est-à-dire après déduction des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la plupart des pays c.a.f (« Coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, les pays ci-après déclarent leurs importations à leur valeur f.a.b. : l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Mexique, la République slovaque et la République tchèque. Les soldes commerciaux indiqués dans le tableau ne sont donc pas strictement comparables car les importations ne sont pas évaluées de la même manière par tous les pays.

L'instauration du Marché unique en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision en ce qui concerne le commerce intracommunautaire car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que si les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations unies, les statistiques du commerce d'Eurostat suivent les définitions communautaires. En conséquence, les statistiques du commerce de l'OCDE concernant les pays de l'Union européenne ne sont pas strictement comparables à celles d'Eurostat.

La zone OCDE comprend la Hongrie et la Pologne à partir de 1992, la République tchèque à partir de 1993, la Corée à partir de 1994 et la République slovaque à partir de 1997.

Source

OCDE (2004), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : Tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/statisticsbrief.

OCDE (2004), « Statistiques du commerce international par produit – Définitions standards », OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dataoecd/61/0/1947775.htm>.

Nations unies (1998), *International Merchandise Trade Statistics: Compilers Manual*, Nations unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/trade/methodology.htm>.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Statistiques du commerce international par produit.

SourceOECD Statistiques mensuelles du commerce international.

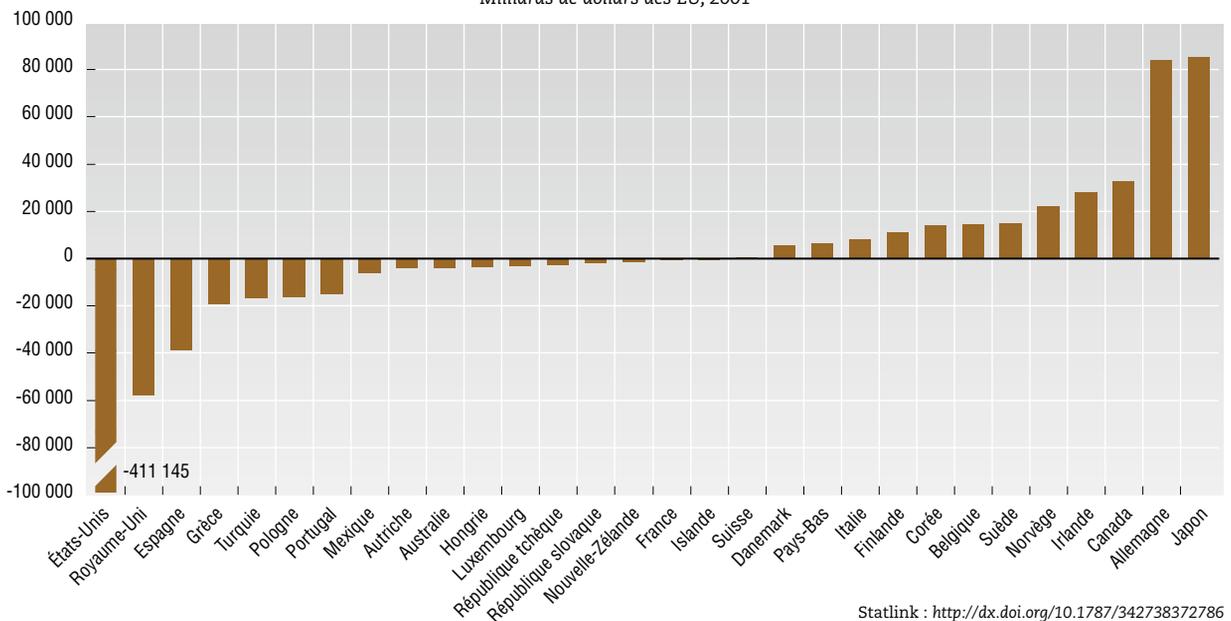

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	57.1	13.6	22.0	37.4	45.6	59.6	68.3	67.1	72.3	69.3	54.8	85.7	125.6	146.8
Australie	0.7	2.9	1.9	0.1	-2.7	-4.4	-1.2	1.0	-5.0	-9.5	-4.0	2.4	-4.5	-14.6
Autriche	-8.1	-9.6	-9.7	-8.7	-10.2	-8.5	-10.1	-6.9	-6.2	-6.2	-5.2	-4.4	-0.1	-2.3
Belgique	..	..	..	11.4	13.3	15.4	11.4	12.3	14.4	14.3	13.5	11.6	17.7	19.9
Belgique-Luxembourg	-2.0	-2.8	-2.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	4.6	2.6	5.3	5.9	7.7	16.5	19.2	18.1	13.3	23.2	37.6	39.4	30.2	31.9
Corée	..	..	..	..	-6.5	-10.4	-19.6	-8.5	39.0	23.9	11.8	9.3	10.4	15.0
Danemark	3.4	3.5	5.7	6.5	5.8	4.7	5.7	3.7	1.7	4.7	5.2	5.8	6.4	8.4
Espagne	-32.0	-34.4	-34.9	-18.7	-19.0	-23.0	-21.0	-18.2	-25.8	-36.4	-39.5	-38.8	-40.0	..
États-Unis	-142.3	-65.4	-84.4	-115.4	-150.5	-158.6	-170.1	-180.3	-229.5	-328.5	-436.1	-411.8	-468.2	-581.4
Finlande	-0.4	1.4	2.8	5.5	6.4	10.9	9.7	10.0	10.8	10.2	11.7	10.7	11.0	10.9
France	-23.1	-17.4	-6.8	6.2	5.0	10.6	6.2	16.8	14.7	9.5	-8.5	-4.4	1.1	-4.5
Grèce	-11.7	-13.0	-15.3	-14.0	-11.7	-15.0	-15.7	-15.8	-19.4	-18.8	-18.8	-17.9	-21.8	-31.2
Hongrie	..	..	-0.4	-3.6	-4.2	-2.6	-3.1	-2.1	-2.7	-3.0	-4.0	-3.2	-3.3	-4.7
Irlande	3.0	3.3	6.1	7.2	8.2	11.5	12.4	14.4	19.9	24.0	25.6	26.4	36.0	..
Islande	-0.1	-0.2	-0.2	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.6	-0.5	-0.7	-0.3	-0.0	-0.4
Italie	-11.6	-13.0	-10.2	22.2	22.1	27.2	43.9	29.9	26.5	14.7	1.8	8.1	8.3	1.5
Japon	52.2	77.8	106.9	120.6	121.6	107.1	61.8	82.2	107.5	107.2	99.6	54.0	79.1	88.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-3.7
Mexique	-4.2	-11.5	-16.0	-13.6	-18.7	6.8	6.2	0.5	-8.0	-5.7	-5.8	-7.6	-5.7	-5.6
Norvège	6.8	8.5	9.1	7.9	7.3	9.0	14.0	12.8	2.9	11.3	25.5	26.0	24.7	28.1
Nouvelle-Zélande	-0.4	0.8	0.2	0.6	-0.1	-0.7	-0.6	-0.8	-0.6	-2.4	-1.2	-0.0	-1.2	-2.0
Pays-Bas	0.7	7.6	5.5	17.2	15.3	19.6	16.5	15.5	10.9	2.7	5.4	5.6	11.9	..
Pologne	..	..	-2.7	-4.7	-4.4	-6.1	-12.7	-16.5	-18.8	-18.5	-17.3	-14.2	-14.1	-14.4
Portugal	-9.0	-10.1	-12.0	-8.8	-9.1	-10.2	-10.6	-11.1	-12.8	-15.3	-15.6	-15.0	-13.5	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	-2.1	-2.4	-1.1	-0.9	-2.1	-2.2	-0.6
République tchèque	..	..	..	0.2	-0.9	-3.9	-5.8	-4.4	-2.2	-2.0	-3.2	-3.1	-2.2	-2.5
Royaume-Uni	-39.9	-27.6	-35.3	-28.0	-31.3	-25.9	-28.7	-26.3	-46.9	-53.2	-55.7	-58.9	-63.1	-78.5
Suède	2.7	5.2	6.0	7.5	9.4	15.8	18.9	18.3	16.4	16.3	14.2	12.8	15.9	18.2
Suisse	-5.9	-5.0	-0.0	2.5	2.4	1.5	1.5	0.3	-1.2	0.4	-2.0	-2.1	4.2	4.2
Turquie	-9.3	-7.5	-8.2	-14.1	-5.2	-14.1	-20.4	-22.3	-19.0	-14.1	-26.7	-10.1	-15.5	-22.1
UE15	-70.7	-93.2	-78.7	42.8	49.7	92.7	106.9	109.8	76.4	33.0	-13.9	24.3	92.4	85.4
Total OCDE	-168.6	-90.1	-67.1	29.2	-4.3	32.9	-23.9	-12.8	-50.7	-186.0	-341.3	-298.9	-276.0	-395.2

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/103254186265>
Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

Milliards de dollars des EU, 2001


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/342738372786>

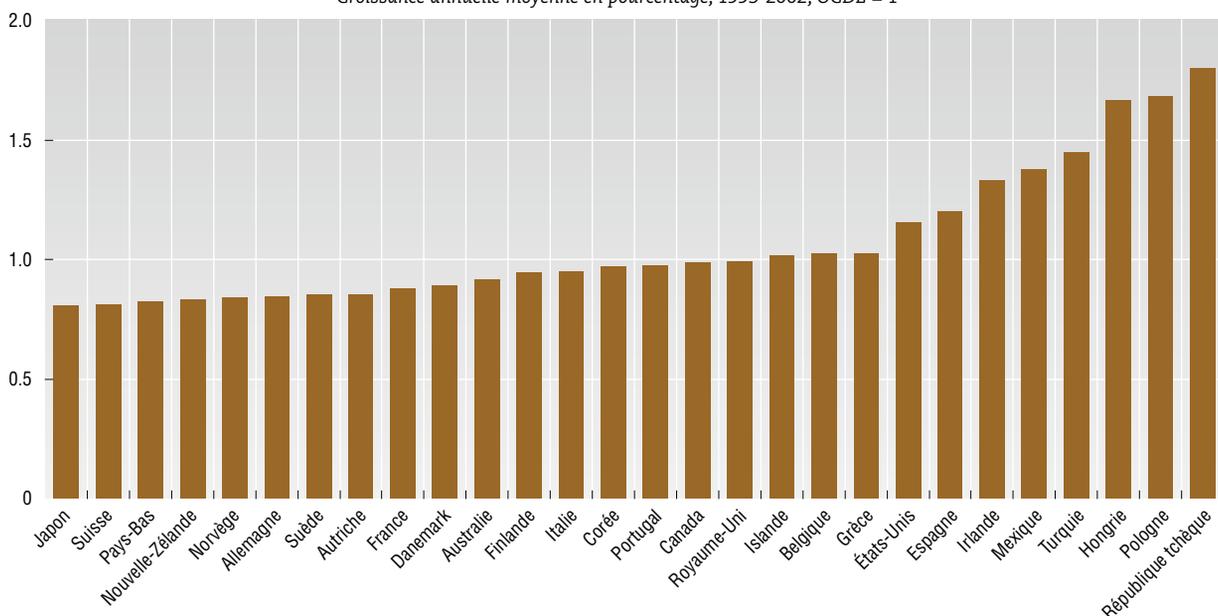
Importations de marchandises

Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	349.3	389.1	408.2	342.6	381.7	464.3	444.4	445.3	471.6	473.5	495.4	486.3	490.1	601.8
Australie	38.8	38.6	40.7	42.4	49.9	57.4	61.4	61.8	60.8	65.5	67.8	60.9	69.5	84.8
Autriche	50.0	50.7	54.1	50.4	55.2	66.3	67.1	63.6	67.1	68.7	67.4	69.0	71.4	91.5
Belgique	..	..	..	114.8	127.6	152.4	159.4	158.3	164.9	164.6	171.7	178.7	198.1	235.5
Belgique-Luxembourg	120.3	121.2	125.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	116.7	118.2	122.6	131.7	148.4	164.5	171.0	197.1	201.3	215.6	240.0	221.6	222.2	236.9
Corée	..	..	..	..	103.1	137.9	144.1	144.6	93.3	119.8	160.5	141.1	152.1	178.8
Danemark	33.5	34.3	35.7	31.0	36.5	45.6	45.0	44.5	46.2	44.3	44.4	44.3	49.3	56.2
Espagne	87.6	93.0	99.7	79.7	91.0	116.5	123.6	124.4	137.2	147.9	152.9	155.0	165.9	..
États-Unis	516.7	486.9	532.4	580.4	663.1	743.3	795.1	869.4	911.6	1 024.3	1 217.9	1 140.9	1 161.2	1 305.1
Finlande	27.1	21.7	20.7	18.0	23.3	29.5	30.9	31.0	32.4	31.6	34.1	32.2	33.6	41.6
France	233.2	230.8	238.9	210.1	228.3	273.5	277.7	266.6	285.8	292.8	304.0	304.2	303.8	362.4
Grèce	19.7	21.7	25.2	22.8	20.9	25.9	27.0	27.0	30.3	29.5	29.8	28.2	32.5	44.9
Hongrie	..	..	11.1	12.5	14.9	15.5	16.2	21.2	25.7	28.0	32.1	33.7	37.6	47.7
Irlande	20.8	20.9	22.5	21.8	25.9	32.3	35.8	39.2	44.4	46.5	50.7	51.1	52.3	..
Islande	1.7	1.7	1.7	1.4	1.5	1.8	2.0	2.0	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.8
Italie	178.6	182.4	188.7	157.6	167.9	204.0	208.2	208.1	215.6	220.3	237.3	236.1	242.7	290.8
Japon	234.8	236.7	233.5	241.7	276.1	336.1	349.2	338.8	280.6	309.9	379.7	348.6	337.6	383.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10.6	10.6	11.2	11.5	13.6
Mexique	31.1	38.1	61.9	65.3	79.3	72.5	89.5	109.8	125.3	142.0	171.1	165.1	165.7	170.5
Norvège	27.2	25.5	26.1	24.0	27.4	33.0	35.6	35.8	37.5	34.2	34.4	33.0	34.9	39.8
Nouvelle-Zélande	9.5	8.5	9.2	9.3	11.9	13.9	14.7	14.5	12.5	14.3	13.9	13.3	15.0	18.6
Pays-Bas	135.8	125.9	134.5	129.8	130.5	157.7	162.5	158.3	156.8	167.9	174.7	169.9	163.4	..
Pologne	..	..	15.9	18.8	21.6	28.9	37.1	42.3	47.0	45.9	48.9	50.2	55.1	68.0
Portugal	25.4	26.4	30.6	24.2	27.1	33.6	35.2	35.1	37.0	39.8	39.9	39.4	40.0	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	11.7	13.1	11.1	12.7	14.7	16.6	22.6
République tchèque	..	..	..	12.7	14.9	20.8	27.4	27.2	30.5	28.8	32.2	36.5	40.7	51.2
Royaume-Uni	223.7	209.8	222.5	209.4	234.0	268.2	287.6	307.5	320.3	323.8	340.2	346.5	351.7	386.1
Suède	54.7	49.9	50.0	46.7	52.0	61.6	64.0	63.2	68.6	68.5	73.1	63.5	67.1	83.4
Suisse	69.7	66.5	65.7	62.0	67.9	80.2	78.2	75.9	80.1	79.9	82.5	84.2	83.7	96.4
Turquie	22.3	21.0	22.9	29.4	23.3	35.7	43.6	48.6	45.9	40.7	54.5	41.4	51.3	69.3
UE15	1 559.7	1 577.8	1 656.4	1 458.8	1 601.7	1 931.3	1 968.4	1 972.0	2 078.1	2 130.3	2 226.4	2 215.6	2 273.5	2 207.8
Total OCDE	2 628.1	2 619.7	2 800.2	2 690.5	3 105.0	3 672.7	3 833.6	3 972.8	4 045.8	4 292.7	4 777.0	4 603.0	4 719.1	4 983.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/865558081387>
Croissance relative des importations de marchandises

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2002, OCDE = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/805210453206>

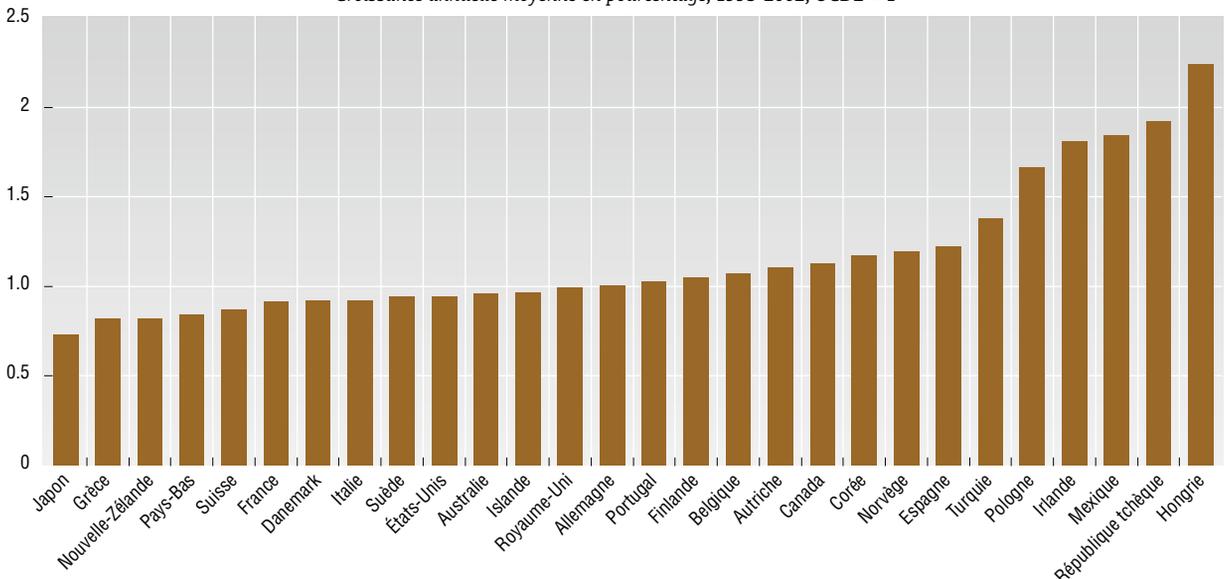

Exportations de marchandises

Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	406.4	402.7	430.2	380.0	427.3	523.9	512.7	512.4	543.8	542.8	550.2	572.0	615.6	748.5
Australie	39.4	41.4	42.6	42.5	47.3	53.0	60.2	62.8	55.8	56.0	63.8	63.3	65.0	70.2
Autriche	41.9	41.1	44.4	41.7	45.0	57.8	57.1	56.7	60.9	62.4	62.3	64.7	71.3	89.2
Belgique	..	..	..	126.1	140.9	167.7	170.8	170.7	179.4	178.9	185.2	190.3	215.8	255.3
Belgique-Luxembourg	118.3	118.4	122.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	121.4	120.9	127.9	137.6	156.1	181.0	190.2	215.1	214.6	238.9	277.6	261.0	252.4	268.8
Corée	..	..	..	..	96.6	127.5	124.5	136.2	132.3	143.7	172.3	150.4	162.5	193.8
Danemark	36.9	37.7	41.4	37.5	42.3	50.3	50.7	48.2	47.9	49.0	49.6	50.1	55.7	64.6
Espagne	55.5	58.6	64.8	61.1	71.9	93.5	102.6	106.2	111.4	111.5	113.3	116.1	125.9	..
États-Unis	374.5	421.6	448.0	465.0	512.5	584.7	625.0	689.1	682.1	695.8	781.8	729.1	693.1	723.7
Finlande	26.7	23.1	23.5	23.5	29.8	40.4	40.6	41.0	43.2	41.8	45.8	42.8	44.7	52.5
France	210.2	213.4	232.1	216.2	233.3	284.1	283.9	283.4	300.5	302.3	295.6	299.8	304.9	357.9
Grèce	8.1	8.7	9.8	8.8	9.2	11.0	11.3	11.2	10.9	10.7	11.0	10.3	10.8	13.7
Hongrie	..	..	10.7	8.9	10.7	12.9	13.1	19.1	23.0	25.0	28.1	30.5	34.3	43.0
Irlande	23.7	24.2	28.5	29.0	34.1	43.8	48.2	53.6	64.2	70.5	76.3	77.4	88.3	..
Islande	1.6	1.6	1.5	1.5	1.6	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9	2.0	2.2	2.4
Italie	167.0	169.4	178.5	179.8	190.0	231.3	252.1	238.0	242.1	235.1	239.1	244.2	251.0	292.3
Japon	287.0	314.5	340.5	362.3	397.7	443.3	410.9	421.0	388.1	417.1	479.2	402.6	416.7	472.0
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.8	7.9	8.3	8.6	10.0
Mexique	26.9	26.7	45.9	51.7	60.6	79.3	95.7	110.2	117.3	136.3	165.3	157.5	160.0	164.9
Norvège	34.0	34.0	35.2	31.9	34.8	42.0	49.6	48.6	40.4	45.5	59.9	59.0	59.6	67.9
Nouvelle-Zélande	9.1	9.3	9.4	9.9	11.8	13.3	14.2	13.7	11.9	11.9	12.7	13.3	13.8	16.5
Pays-Bas	136.5	133.5	139.9	147.0	145.8	177.4	179.0	173.8	167.6	170.5	180.1	175.5	175.3	..
Pologne	..	..	13.2	14.1	17.2	22.9	24.4	25.7	28.2	27.4	31.6	36.1	41.0	53.5
Portugal	16.5	16.4	18.6	15.4	18.0	23.4	24.6	24.0	24.2	24.5	24.4	24.4	26.5	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	9.6	10.7	10.1	11.8	12.6	14.5	22.0
République tchèque	..	..	..	12.9	14.0	16.8	21.7	22.7	28.3	26.8	29.1	33.4	38.5	48.7
Royaume-Uni	183.8	182.2	187.2	181.4	202.7	242.2	258.9	281.2	273.4	270.7	284.5	287.6	288.6	307.6
Suède	57.5	55.1	56.0	54.1	61.4	77.4	82.9	81.5	85.0	84.8	87.4	76.3	83.0	101.6
Suisse	63.8	61.5	65.7	64.5	70.3	81.6	79.7	76.2	78.9	80.3	80.5	82.1	87.9	100.7
Turquie	13.0	13.6	14.7	15.3	18.1	21.6	23.2	26.2	27.0	26.6	27.8	31.3	35.8	47.3
UE15	1 489.0	1 484.5	1 577.7	1 501.6	1 651.4	2 024.0	2 075.2	2 081.8	2 154.5	2 163.4	2 212.5	2 239.9	2 365.9	2 293.3
Total OCDE	2 459.5	2 529.7	2 733.0	2 719.7	3 100.7	3 705.6	3 809.8	3 960.0	3 995.1	4 106.7	4 435.8	4 304.1	4 443.1	4 588.7

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/475081278421>
Croissance relative des exportations de marchandises

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2002, OCDE = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/655201573108>

ÉCHANGES DE SERVICES

Les échanges internationaux de services entre les pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – voyages, transport et assurance des marchandises échangées – représentent la moitié environ du total des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment par le biais de l'Internet, se développe rapidement.

Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément à la 5^e édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5) du FMI. Les services comprennent les transports (de fret et de passagers), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes en voyage à titre professionnel), les services de communications (postales, téléphoniques, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services informatiques et d'information, les redevances et droits de

licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, mais à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

Comparabilité

Le MBP5 est paru en 1993 et fait suite au MPB4. Le MBP5 établit une nette distinction entre les transactions portant sur des services et les paiements de revenus ; dans le MPB4, les revenus du travail et du patrimoine non financier étaient inclus dans les services. Dans le MBP4, les revenus du travail comprenaient les dépenses des travailleurs non résidents, en plus de leurs gains ; dans le MBP5, les gains des travailleurs sont classés dans la rémunération des salariés, dans la catégorie des revenus, et leurs dépenses sont classées dans les services de voyages. Les pays ont essayé de préserver la continuité en révisant leurs statistiques antérieures à la lumière du MBP5, même si dans le cas de la France et du Portugal, par exemple, les statistiques antérieures à 1995 et 1996, respectivement, sont encore principalement basées sur le MBP4.

Tendances à long terme

Entre 1992 et 2003, les importations de services de l'Irlande ont progressé environ 3.5 fois plus rapidement que la moyenne et elles ont aussi augmenté nettement plus vite que la moyenne en Hongrie et en Corée. La croissance des importations de services a été relativement lente en France, au Japon et en Finlande.

Le taux de croissance des exportations de services en dollars courants a été lui aussi nettement supérieur à la moyenne dans le cas de l'Irlande et relativement soutenu en ce qui concerne la Corée, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. En revanche, les exportations de la France, de l'Italie et du Mexique ont connu une croissance relativement faible.

En moyenne sur les quatre dernières années, les échanges de services ont été relativement équilibrés dans la plupart des pays, mais les États-Unis, l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et la Suisse ont enregistré de larges excédents, tandis que l'Allemagne et le Japon ont accusé des déficits importants.

Les services dont les exportations et les importations connaissent l'expansion la plus rapide sont aujourd'hui les services d'informatique et d'information et l'assurance. Les importations d'autres services aux entreprises progressent elles aussi fortement, de même que les exportations de services personnels, culturels et relatifs aux loisirs. Dans le domaine des services de bâtiment et de travaux publics, les exportations des pays de l'OCDE aussi bien que leurs importations se sont contractées au cours de la période récente.

Sources

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : Volume I : Tableaux détaillés par catégories de services – 1993-2002*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Promoting Trade in Services: The Experience of the Baltic States*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE, Volume II : Services*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : Volume II : Tableaux détaillés par pays partenaires, 1999-2002*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5^e édition, FMI, Washington, DC.

• Sites Web

Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : www.oecd.org/std/trade-services.



Balance des services

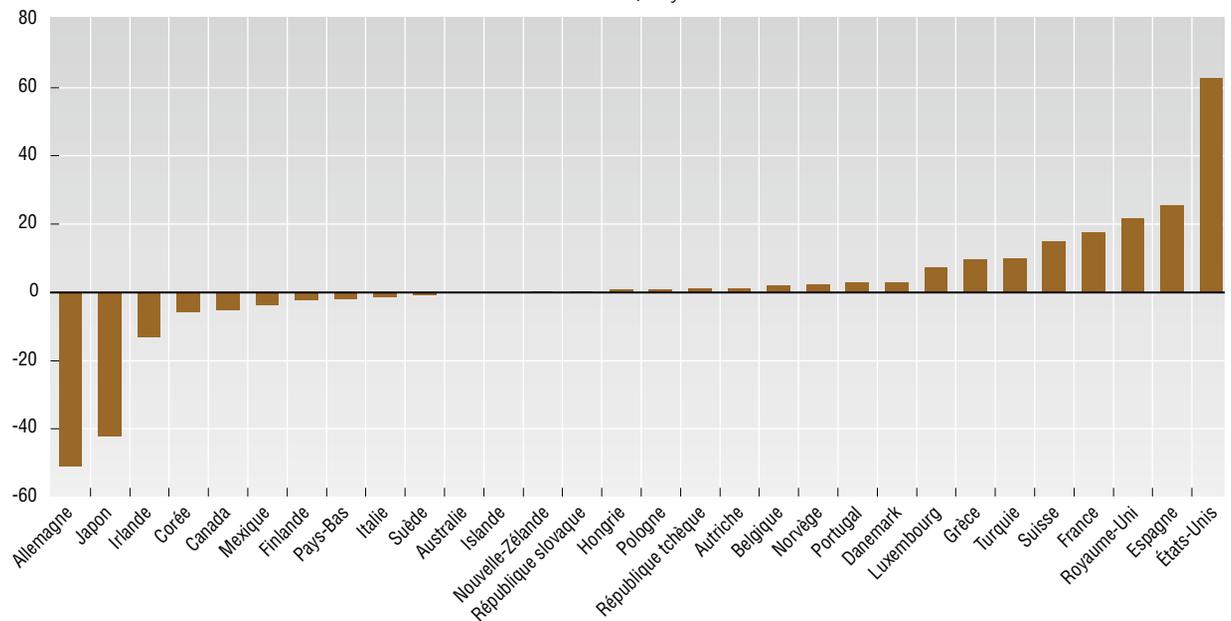
Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	-22.5	-26.0	-36.1	-38.4	-46.2	-53.5	-51.7	-48.7	-52.2	-57.9	-55.0	-54.5	-43.9	-49.3
Australie	-3.6	-2.5	-2.6	-1.5	-1.3	-1.0	-0.0	-0.4	-1.1	-0.9	0.3	-0.3	-0.2	-0.2
Autriche	..	..	9.4	7.5	7.4	4.6	4.6	1.0	2.4	1.8	1.6	1.8	0.6	0.9
Belgique	..	..	..	..	..	-0.1	0.2	1.3	0.8	1.4	2.1	1.8	1.9	1.8
Canada	-9.1	-10.0	-10.0	-10.5	-8.5	-7.4	-6.7	-6.4	-4.3	-4.5	-3.9	-4.7	-4.4	-7.8
Corée	-0.6	-2.2	-2.9	-2.1	-1.8	-3.0	-6.2	-3.2	1.0	-0.7	-2.9	-3.9	-8.2	-7.6
Danemark	1.8	2.8	2.3	1.6	0.5	0.7	1.3	0.1	-0.3	1.6	2.7	3.0	2.3	3.8
Espagne	11.8	12.1	12.4	11.7	14.8	18.6	20.4	20.0	21.8	23.0	22.4	24.3	24.9	30.7
États-Unis	30.2	45.8	57.8	62.3	67.5	77.9	87.1	89.9	81.8	82.8	74.1	64.5	61.2	51.0
Finlande	-3.2	-3.6	-2.9	-2.2	-1.8	-2.2	-1.7	-1.6	-1.1	-1.4	-2.3	-2.3	-1.5	-2.0
France	15.0	15.9	17.6	16.1	18.5	17.9	16.3	18.3	18.8	19.1	19.8	17.8	17.6	14.7
Grèce	5.5	6.1	6.4	8.1	9.4	8.6	8.9	7.2	7.0	7.6	8.2	7.4	9.7	13.0
Hongrie	0.5	0.5	0.8	0.2	0.2	0.6	1.5	2.3	1.8	1.4	1.1	1.5	0.6	-0.2
Irlande	-1.7	-2.0	-3.0	-3.0	-4.1	-6.3	-7.7	-9.0	-9.9	-10.8	-12.8	-11.9	-13.4	-14.3
Islande	0.0	-0.0	-0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.1
Italie	3.6	3.2	0.8	3.3	5.2	6.3	7.2	7.8	4.9	1.2	1.1	0.0	-2.9	-3.4
Japon	-42.8	-41.9	-44.0	-43.0	-47.9	-57.3	-62.3	-54.1	-49.3	-54.0	-47.6	-43.8	-42.0	-35.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	3.2	3.5	4.0	4.2	5.4	6.8	6.4	7.0	8.3
Mexique	-1.9	-1.8	-2.3	-2.1	-2.0	0.7	0.4	-0.7	-0.9	-1.8	-2.3	-3.6	-4.0	-4.5
Norvège	3.2	3.5	0.5	0.7	0.2	0.5	1.4	1.4	0.7	1.0	1.9	2.5	2.1	2.2
Nouvelle-Zélande	-0.8	-0.8	-0.9	-0.6	-0.3	-0.2	-0.3	-0.7	-0.7	-0.2	-0.2	0.1	0.4	0.8
Pays-Bas	-0.5	-0.8	-0.3	-0.1	0.1	1.1	2.0	3.3	2.4	2.6	-2.0	-2.5	-1.5	-1.2
Pologne	..	..	..	0.6	2.8	3.5	3.4	3.2	4.2	1.4	1.4	0.8	0.9	0.5
Portugal	1.2	1.2	1.1	1.4	1.3	1.6	1.4	1.5	1.9	1.9	1.9	2.5	2.9	3.9
République slovaque	..	..	..	0.3	0.8	0.7	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2
République tchèque	..	..	..	1.0	0.5	1.8	1.9	1.8	1.9	1.2	1.4	1.5	0.7	0.5
Royaume-Uni	7.3	7.4	9.1	9.8	9.7	13.4	16.0	22.0	22.0	21.3	20.5	19.1	23.0	23.9
Suède	0.0	0.0	-2.3	0.1	0.2	-0.4	-0.9	-1.3	-1.6	-1.3	-1.5	-0.6	-0.8	-0.1
Suisse	9.3	10.4	10.6	11.4	11.4	12.8	12.4	13.1	13.5	14.4	15.2	13.1	14.1	17.2
Turquie	4.9	5.2	5.8	6.7	7.0	9.6	6.6	10.9	13.5	7.5	11.4	9.1	7.9	10.5
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	5.0	0.7	-7.9	-5.6	-0.2	12.6	19.4
UE15	24.5	22.8	18.0	15.1	14.1	15.7	17.2	20.0	13.3	7.9	6.8	9.0	22.9	..
Total OCDE	..	..	..	..	..	53.0	59.3	83.3	83.5	63.1	63.6	50.0	55.4	57.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/400477784685>

Balance des services

Milliards de dollars des EU, moyenne 2000-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/573223628614>

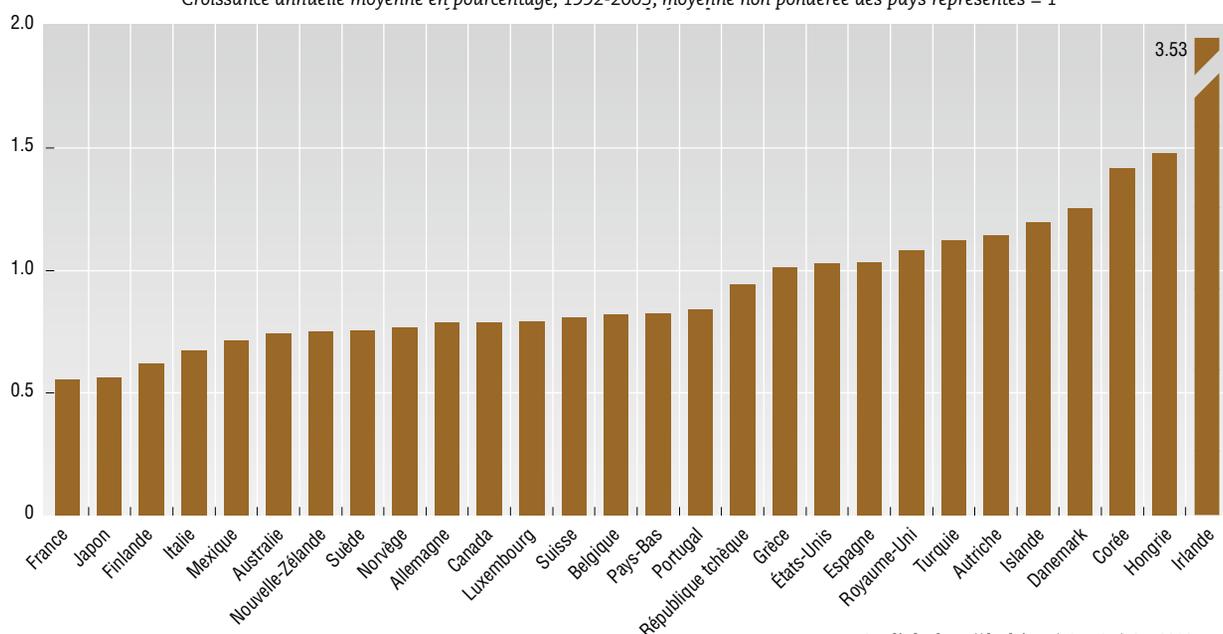
Importations de services

Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	87.7	93.0	106.4	104.7	114.0	137.5	138.8	134.3	139.2	144.0	140.5	145.0	149.7	174.4
Australie	13.8	13.5	13.8	13.4	15.4	17.1	18.6	18.8	17.3	18.3	18.4	16.9	18.1	21.4
Autriche	..	..	17.9	19.2	20.6	24.6	25.4	26.7	27.1	29.5	29.8	31.5	34.8	42.8
Belgique	..	..	..	..	..	29.7	29.0	27.8	30.0	31.2	32.3	33.6	35.8	42.9
Canada	28.3	30.3	30.8	32.4	32.5	33.5	35.9	38.0	38.1	40.6	44.1	43.9	45.1	50.6
Corée	10.3	12.2	13.6	15.1	18.6	25.8	29.6	29.5	24.5	27.2	33.4	32.9	36.6	40.3
Danemark	10.1	10.3	10.9	10.6	11.8	13.2	13.9	14.2	15.5	18.4	21.1	22.1	24.3	28.6
Espagne	16.0	17.2	21.3	18.9	18.9	21.5	24.0	24.3	27.4	30.7	31.4	34.0	37.4	46.0
États-Unis	117.7	118.5	119.5	123.7	132.9	141.3	152.4	166.4	181.3	199.7	224.9	223.5	233.0	256.3
Finlande	7.7	7.7	7.5	6.6	7.3	9.6	8.8	8.2	7.8	7.9	8.4	8.1	8.0	9.7
France	60.2	61.4	73.0	68.9	70.4	66.1	67.3	63.4	67.1	64.3	60.8	62.3	68.2	84.3
Grèce	5.0	4.6	5.3	3.4	3.8	4.1	4.2	4.1	4.5	9.7	11.5	10.6	9.6	11.2
Hongrie	2.4	2.0	2.6	2.6	3.0	3.6	3.5	3.5	4.2	4.3	5.0	6.0	7.2	8.2
Irlande	5.2	5.7	7.1	6.7	8.4	11.3	13.4	15.2	23.1	26.6	31.4	35.4	41.9	52.2
Islande	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.5
Italie	42.8	40.1	53.2	45.6	45.7	51.1	53.4	54.2	59.1	57.7	55.6	57.9	63.0	74.5
Japon	84.1	86.7	93.0	96.2	106.2	122.8	130.0	123.4	111.7	114.9	116.8	108.2	107.8	108.8
Luxembourg	..	..	..	..	..	7.5	8.5	8.7	9.9	11.5	13.2	13.3	13.2	16.5
Mexique	9.9	10.5	11.5	11.5	12.3	9.0	10.2	11.8	12.4	13.5	16.0	16.2	16.7	17.1
Norvège	9.5	9.8	12.2	11.5	12.0	13.1	13.4	14.3	14.8	14.9	15.5	15.1	16.4	19.6
Nouvelle-Zélande	3.3	3.4	3.6	3.5	4.0	4.7	4.9	4.9	4.5	4.6	4.5	4.3	4.7	5.6
Pays-Bas	29.7	33.8	38.5	38.0	41.3	44.8	45.3	45.7	47.3	49.5	51.4	53.8	57.3	66.1
Pologne	..	..	..	3.6	3.9	7.1	6.3	5.7	6.6	7.0	9.0	9.0	9.2	10.6
Portugal	3.8	4.2	4.5	5.5	5.4	6.6	6.5	6.2	6.9	6.8	6.6	6.3	6.8	7.9
République slovaque	..	..	..	1.7	1.6	1.8	2.0	2.1	2.3	1.8	1.8	2.0	2.3	3.0
République tchèque	..	..	..	3.7	4.7	4.9	6.3	5.4	5.7	5.9	5.4	5.6	6.4	7.3
Royaume-Uni	48.8	49.0	54.5	52.4	59.8	65.4	72.6	78.1	87.8	96.2	99.2	99.5	107.9	123.2
Suède	..	..	18.3	12.7	14.0	16.8	18.4	19.7	21.4	23.0	24.2	23.6	24.0	28.8
Suisse	9.6	9.4	10.5	10.1	11.2	13.2	13.8	12.2	13.2	14.0	13.7	14.6	15.3	17.7
Turquie	3.1	3.2	3.6	3.9	3.8	5.0	6.4	8.5	9.9	9.4	9.1	6.9	6.9	8.5
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	241.6	263.5	279.3	281.2	288.4	298.5	349.8
UE15	179.2	181.7	188.7	180.0	193.2	214.8	237.1	247.4	256.9	273.6	279.4	284.0	293.6	..
Total OCDE	..	..	..	..	..	913.3	963.8	976.0	1 021.5	1 084.1	1 136.1	1 143.2	1 208.4	1 385.6

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/805522088567>
Croissance relative des importations de services

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1992-2003, moyenne non pondérée des pays représentés = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/184782021175>

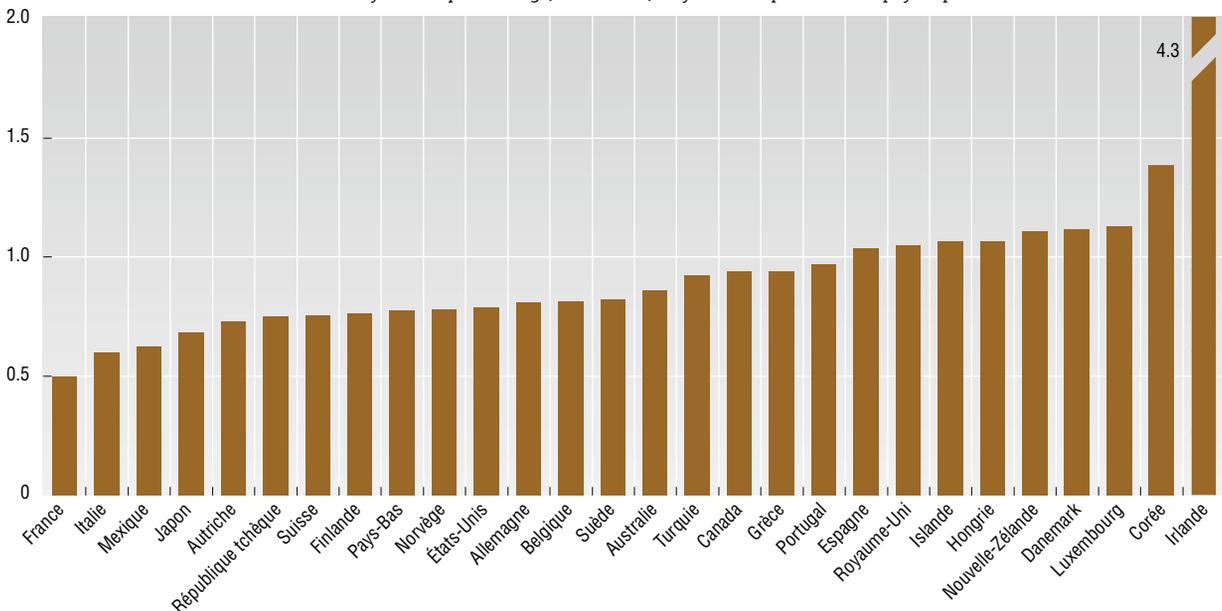

Exportations de services

Milliards de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	65.2	67.0	70.3	66.3	67.8	84.0	87.1	85.6	87.0	86.1	85.5	90.5	105.8	125.1
Australie	10.2	11.0	11.2	11.9	14.2	16.1	18.6	18.4	16.1	17.4	18.6	16.7	17.9	21.1
Autriche	..	..	27.2	26.7	28.0	29.2	30.0	27.7	29.5	31.3	31.4	33.3	35.4	43.7
Belgique	..	..	..	..	..	29.6	29.3	29.1	30.8	32.6	34.3	35.4	37.7	44.7
Canada	19.2	20.4	20.8	21.9	24.0	26.1	29.2	31.6	33.9	36.1	40.2	39.2	40.7	42.8
Corée	9.6	10.0	10.7	13.0	16.8	22.8	23.4	26.3	25.6	26.5	30.5	29.1	28.4	32.7
Danemark	11.8	13.1	13.2	12.2	12.3	13.9	15.1	14.3	15.2	20.0	23.8	25.1	26.6	32.3
Espagne	27.7	29.3	33.7	30.6	33.6	40.1	44.4	44.3	49.2	53.7	53.8	58.3	62.3	76.7
États-Unis	147.8	164.3	177.3	185.9	200.4	219.2	239.5	256.3	263.1	282.5	299.0	287.9	294.1	307.4
Finlande	4.5	4.1	4.6	4.4	5.5	7.4	7.1	6.7	6.7	6.5	6.2	5.8	6.5	7.8
France	75.2	77.3	90.6	85.0	88.9	84.0	83.5	81.7	85.9	83.4	80.6	80.2	85.9	99.0
Grèce	10.5	10.7	11.7	11.5	13.2	12.7	13.2	11.2	11.5	17.4	19.6	18.1	19.2	24.2
Hongrie	2.9	2.5	3.4	2.8	3.1	4.3	5.0	5.7	5.9	5.6	6.1	7.5	7.8	8.0
Irlande	3.4	3.7	4.0	3.8	4.3	5.0	5.7	6.2	13.3	15.7	18.6	23.5	28.5	37.9
Islande	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	1.0	0.9	1.0	1.1	1.1	1.4
Italie	46.4	43.4	54.0	48.9	50.9	57.5	60.6	62.0	64.0	58.9	56.7	57.9	60.1	71.1
Japon	41.3	44.9	49.0	53.2	58.3	65.5	67.7	69.3	62.4	60.9	69.2	64.5	65.7	73.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	10.7	12.0	12.7	14.2	16.9	20.0	19.8	20.2	24.8
Mexique	8.0	8.8	9.2	9.4	10.3	9.7	10.6	11.1	11.5	11.7	13.7	12.7	12.7	12.6
Norvège	12.7	13.3	12.7	12.2	12.2	13.7	14.8	15.7	15.5	15.9	17.4	17.6	18.5	21.8
Nouvelle-Zélande	2.5	2.6	2.6	2.9	3.7	4.5	4.7	4.2	3.8	4.4	4.4	4.4	5.2	6.4
Pays-Bas	29.2	33.0	38.2	37.9	41.4	45.9	47.2	49.0	49.7	52.1	49.3	51.3	55.8	64.9
Pologne	..	..	..	4.2	6.7	10.7	9.7	8.9	10.8	8.4	10.4	9.8	10.0	11.2
Portugal	5.2	5.4	5.6	6.9	6.7	8.2	7.9	7.7	8.8	8.7	8.5	8.9	9.7	11.8
République slovaque	..	..	..	2.0	2.4	2.5	2.2	2.3	2.4	2.1	2.2	2.5	2.8	3.3
République tchèque	..	..	..	4.7	5.2	6.7	8.2	7.2	7.6	7.1	6.9	7.1	7.1	7.8
Royaume-Uni	56.1	56.5	63.6	62.2	69.4	78.8	88.6	100.1	109.8	117.5	119.7	118.6	130.8	147.0
Suède	..	..	15.9	12.8	14.2	16.4	17.5	18.4	19.7	21.7	22.7	23.0	23.3	28.7
Suisse	18.9	19.8	21.1	21.5	22.6	26.0	26.2	25.3	26.7	28.4	28.9	27.7	29.4	34.9
Turquie	8.0	8.4	9.4	10.7	10.8	14.6	13.1	19.4	23.3	16.9	20.4	16.1	14.8	19.0
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	246.5	264.2	271.4	275.6	288.2	311.1	369.2
UE15	203.7	204.6	206.6	195.1	207.3	230.5	254.3	267.4	270.3	281.5	286.2	293.0	316.5	..
Total OCDE	..	..	..	..	..	966.3	1 023.1	1 059.3	1 104.9	1 147.3	1 199.7	1 193.2	1 263.8	1 443.5

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/762214866842>
Croissance relative des exportations de services

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1992-2003, moyenne non pondérée des pays représentés = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/703802443188>

PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE – origine des importations et destination des exportations – a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci sont la conséquence de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle mondiale et de la mondialisation – notamment la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Ces tableaux concernent les importations et exportations totales des pays de l'OCDE et font apparaître les échanges de marchandises entre pays membres mais aussi avec le reste du monde.

Définition

L'ALENA, Accord de libre-échange nord-américain, réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'OCDE Asie-Pacifique comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée. Les pays américains non membres de l'OCDE sont les pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exclusion du Mexique. Le Proche-Orient et le Moyen-Orient comprennent Israël, la Jordanie, l'Iran, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et les États du Golfe.

Les définitions des importations et exportations de marchandises sont explicitées page 54.

Tendances à long terme

Depuis 1990, la part des importations et exportations entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué. Alors qu'en 1990, les importations en provenance d'autres pays de l'OCDE représentaient 78 % des importations totales des pays de l'OCDE, elles n'en représentaient plus que 71 % en 2003. Pour ce qui est des exportations, la baisse des échanges intra-OCDE a été moins marquée – puisqu'elles sont passées de 81 % en 1990 à 78 % en 2003.

Hors de la zone OCDE, la part des échanges avec l'Afrique a diminué, mais les parts des échanges avec les pays américains non membres de l'OCDE et avec le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont restées pratiquement inchangées. Les autres pays d'Asie (non membres de l'OCDE) sont ceux du sous-continent indien, la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. La part des importations des pays de l'OCDE en provenance de ces pays est passée de 9 % à 16 % au cours de la période, tandis que celle des exportations à destination de ces pays a progressé de 8 % à 11 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont connu de profondes transformations. Alors qu'en 1990, 2 % des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine, cette proportion est passée à 8 % en 2003. La part de la Chine en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE a augmenté de façon moins prononcée, passant de 1 % en 1990 à 3,5 % en 2003.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de marchandises, lesquelles sont généralement jugées très comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une certaine dégradation de la fiabilité des statistiques des échanges de marchandises entre les pays de l'UE. En revanche, la qualité des statistiques des échanges entre ces pays et les pays non membres de l'UE n'en a pas été affectée.

Source

OCDE (2004), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Internationalisation and Trade in Higher Education: Opportunities and Challenges*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Agriculture, échanges et environnement*, Le secteur laitier, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *L'impact des réglementations sur le commerce de produits agro-alimentaires : Les accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Trade and Competitiveness in Argentina, Brazil and Chile: Not as Easy as A-B-C*, OCDE, Paris.

OCDE, OIM et la Banque mondiale (éd.) (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

NU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et l'OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Statistiques du commerce international par produit.

SourceOECD Statistiques mensuelles du commerce international.

• Sites Web

Statistiques de l'OCDE sur le commerce international : www.oecd.org/std/its.

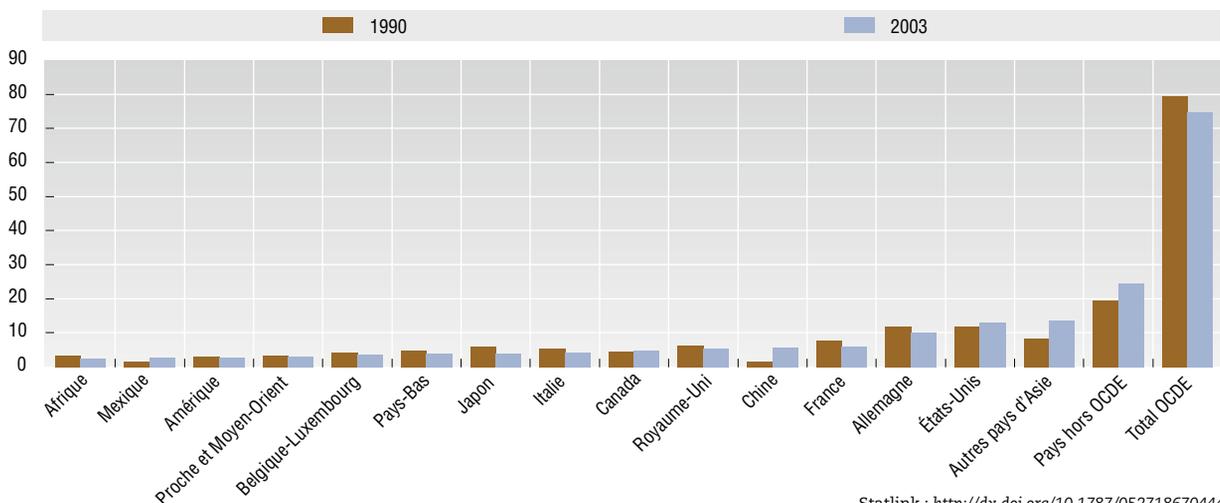
Parts des échanges totaux de l'OCDE

Pourcentage, par pays partenaire

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
OCDE	79.3	78.7	78.3	76.5	76.2	76.2	75.7	75.6	77.4	77.8	75.9	75.8	75.6	74.7
G7	51.8	51.3	51.0	50.5	50.4	49.6	49.0	49.1	50.1	50.4	49.2	48.7	47.8	46.2
ALENA	17.5	17.6	17.9	19.7	20.3	19.1	19.7	21.2	21.7	22.8	23.9	23.1	22.3	20.0
Canada	4.3	4.3	4.3	4.7	4.8	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.2	5.1	4.8	4.5
Mexique	1.5	1.6	1.7	1.9	2.0	1.8	2.0	2.3	2.5	2.7	3.2	3.1	3.0	2.6
États-Unis	11.8	11.6	11.9	13.1	13.5	12.8	13.1	14.0	14.3	14.9	15.5	14.9	14.5	12.9
OCDE Asie et Pacifique	8.7	8.6	8.2	8.6	9.1	8.9	8.4	8.1	7.3	7.7	7.9	7.2	7.1	6.8
Japon	5.6	5.6	5.3	5.6	5.9	5.6	5.3	5.1	4.7	4.8	4.9	4.4	4.2	3.9
Corée	1.7	1.8	1.6	1.7	1.8	2.0	1.9	1.7	1.4	1.7	1.9	1.7	1.7	1.7
OCDE Europe	53.1	52.5	52.2	48.2	46.9	48.2	47.6	46.4	48.4	47.3	44.0	45.5	46.3	47.9
Suisse	2.4	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0	1.9	1.8	1.9	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7
UE15	48.5	47.9	47.5	43.3	42.2	43.3	42.4	41.1	42.9	42.0	38.9	40.1	40.6	41.9
Suède	1.9	1.7	1.6	1.5	1.5	1.6	1.6	1.5	1.6	1.5	1.4	1.4	1.4	1.5
Royaume-Uni	6.2	5.9	5.8	5.7	5.5	5.5	5.6	5.7	5.8	5.7	5.4	5.5	5.4	5.2
Autriche	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.3	1.3	1.4
Belgique-Luxembourg	4.2	4.1	4.1	3.6	3.6	3.6	3.4	3.2	3.3	3.2	2.9	3.1	3.2	3.3
France	7.5	7.4	7.2	6.6	6.3	6.4	6.1	5.9	6.2	6.1	5.5	5.7	5.7	5.9
Allemagne	11.5	11.6	11.5	10.7	10.2	10.6	10.3	9.6	10.1	9.8	8.9	9.3	9.4	9.8
Italie	5.2	5.1	5.0	4.2	4.1	4.3	4.2	4.0	4.2	4.0	3.7	3.8	3.9	4.1
Pays-Bas	4.6	4.6	4.5	4.0	3.9	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.7	3.7	3.7	3.8
Espagne	2.2	2.4	2.4	2.1	2.1	2.3	2.3	2.3	2.5	2.6	2.4	2.5	2.6	2.8
Non OCDE	19.2	19.7	20.2	22.0	22.3	22.4	22.8	23.4	21.6	21.2	23.0	23.0	23.3	24.2
Europe	2.0	1.8	1.8	1.9	2.0	2.1	2.2	2.3	2.2	1.9	2.1	2.4	2.5	2.8
Afrique	3.1	2.9	2.8	2.7	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	2.2	2.2	2.2	2.3
Amérique	2.8	2.8	2.9	3.0	3.1	3.1	3.1	3.3	3.2	3.0	3.0	3.0	2.8	2.7
Amérique du Sud	2.0	2.0	2.1	2.1	2.3	2.3	2.3	2.4	2.3	2.0	2.1	2.1	1.9	1.8
Proche et Moyen-Orient	3.0	3.0	3.0	3.0	2.7	2.5	2.6	2.8	2.4	2.5	2.9	2.9	2.8	2.9
Autres pays d'Asie	8.2	9.0	9.6	11.2	12.0	12.3	12.4	12.6	11.4	11.8	12.7	12.4	12.9	13.5
Chine	1.3	1.6	1.9	2.4	2.7	2.8	2.9	3.1	3.1	3.4	3.8	4.1	4.8	5.5
Taipei chinois	1.7	1.8	1.9	2.0	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	2.0	1.7	1.6	1.5

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/638650266482>
Parts des échanges totaux de l'OCDE

Pourcentage, par pays partenaire


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/052718670444>

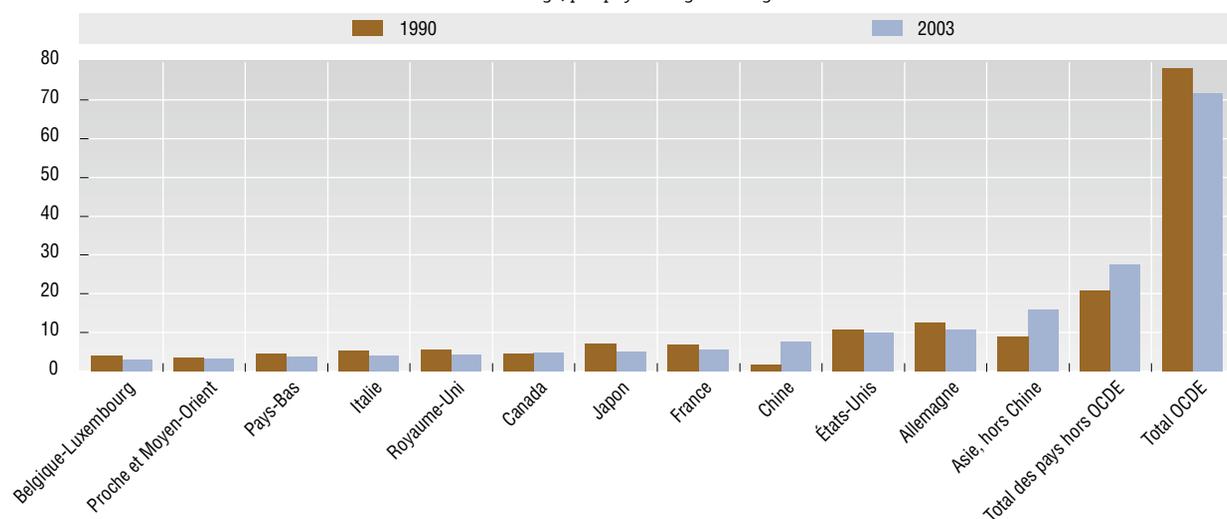
Parts des importations totales de l'OCDE

Pourcentage, par pays et région d'origine

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
OCDE	78.0	78.1	78.1	76.3	76.1	76.5	75.7	75.4	76.8	75.9	73.0	73.1	72.9	71.6
G7	52.1	52.2	52.2	51.5	51.4	50.8	50.2	50.0	50.5	49.8	47.4	46.8	45.8	44.0
ALENA	16.7	17.1	17.2	18.8	19.4	18.9	19.7	20.8	20.7	21.1	21.7	21.1	20.0	17.5
Canada	4.5	4.4	4.4	5.0	5.1	4.9	5.0	5.1	5.2	5.4	5.7	5.5	5.2	4.8
Mexique	1.5	1.5	1.5	1.7	1.9	2.0	2.2	2.5	2.6	2.9	3.3	3.3	3.3	2.9
États-Unis	10.7	11.2	11.2	12.0	12.5	12.0	12.5	13.1	12.9	12.8	12.8	12.2	11.5	9.9
OCDE Asie et Pacifique	10.0	10.1	9.8	10.4	10.7	10.1	9.2	9.2	9.0	9.3	9.4	8.5	8.3	7.9
Japon	7.1	7.1	7.1	7.6	7.8	7.2	6.4	6.4	6.2	6.4	6.3	5.6	5.4	5.1
Corée	1.7	1.7	1.5	1.6	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.9	2.0	1.8	1.8	1.8
OCDE Europe	51.3	51.0	51.2	47.1	46.0	47.5	46.9	45.5	47.1	45.6	41.9	43.5	44.7	46.1
Suisse	2.1	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.5	1.6	1.6	1.6
UE15	46.8	46.5	46.6	42.5	41.5	42.7	42.0	40.6	42.1	40.6	36.9	38.2	39.1	40.2
Suède	1.9	1.8	1.7	1.6	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.5	1.4	1.4	1.5
Royaume-Uni	5.3	5.4	5.3	5.2	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2	5.1	4.8	4.7	4.5	4.3
Autriche	1.3	1.3	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.0	1.1	1.2	1.2
Belgique-Luxembourg	3.9	3.9	3.9	3.4	3.3	3.4	3.2	3.0	3.0	2.9	2.6	2.8	2.9	3.0
France	6.9	7.0	7.0	6.3	6.1	6.1	5.9	5.8	6.1	5.8	5.1	5.3	5.3	5.4
Allemagne	12.4	11.9	12.0	10.9	10.4	11.0	10.6	10.0	10.5	10.2	9.1	9.6	10.1	10.5
Italie	5.2	5.2	5.1	4.5	4.5	4.6	4.6	4.3	4.5	4.2	3.7	3.8	3.9	4.0
Pays-Bas	4.5	4.5	4.5	3.9	3.8	4.0	3.9	3.9	4.0	3.8	3.5	3.5	3.5	3.7
Espagne	1.8	1.9	1.9	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.1	1.9	2.0	2.1	2.3
Non OCDE	20.7	20.7	20.7	22.4	22.6	22.4	23.2	23.9	22.4	23.1	26.0	25.7	26.0	27.3
Europe	1.8	1.7	1.7	1.9	2.0	2.1	2.1	2.1	2.0	1.9	2.3	2.4	2.5	2.7
Afrique	3.4	3.2	3.0	2.8	2.5	2.4	2.6	2.5	2.2	2.1	2.4	2.5	2.3	2.5
Amérique	3.3	3.0	2.9	2.9	3.0	2.8	2.9	3.0	2.8	2.8	3.0	2.9	3.0	3.0
Amérique du Sud	2.7	2.4	2.3	2.3	2.4	2.2	2.2	2.3	2.1	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3
Proche et Moyen-Orient	3.5	3.2	2.9	3.0	2.7	2.6	2.8	2.9	2.3	2.5	3.6	3.3	3.0	3.2
Autres pays d'Asie	8.7	9.5	10.1	11.7	12.2	12.3	12.7	13.2	13.1	13.7	14.6	14.5	15.2	15.8
Chine	1.8	2.2	2.5	3.2	3.6	3.7	3.9	4.4	4.5	4.9	5.3	5.8	6.7	7.5
Taipei chinois	1.9	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.1	1.8	1.7	1.6

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/554461547776>
Parts des importations totales de l'OCDE

Pourcentage, par pays et région d'origine


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/886274037765>

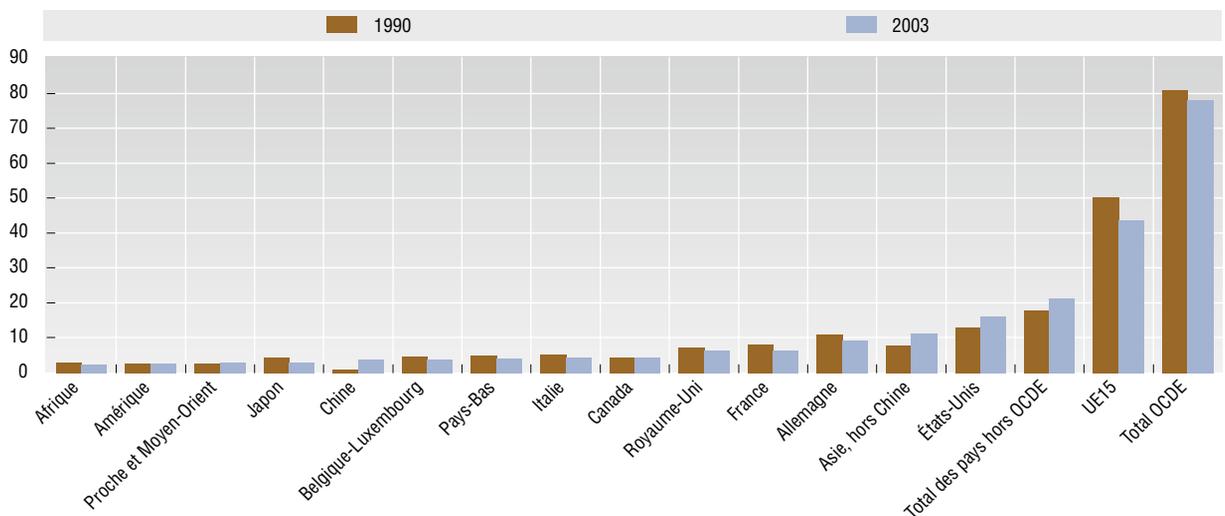

Parts des exportations totales de l'OCDE

Pourcentage, par pays et région d'origine

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
OCDE	80.7	79.3	78.5	76.6	76.3	75.8	75.7	75.8	77.9	79.6	78.8	78.5	78.3	77.8
G7	51.6	50.4	49.8	49.5	49.3	48.4	47.9	48.2	49.7	51.1	50.9	50.6	49.8	48.5
ALENA	18.4	18.1	18.7	20.6	21.2	19.2	19.7	21.6	22.6	24.5	26.1	25.1	24.6	22.4
Canada	4.1	4.3	4.1	4.5	4.5	4.1	4.2	4.5	4.6	4.8	4.8	4.6	4.5	4.1
Mexique	1.5	1.7	2.0	2.0	2.1	1.6	1.8	2.2	2.4	2.6	3.0	2.9	2.7	2.4
États-Unis	12.8	12.1	12.6	14.1	14.6	13.5	13.7	14.8	15.6	17.1	18.3	17.6	17.4	15.9
OCDE Asie et Pacifique	7.3	7.2	6.5	6.7	7.5	7.6	7.6	7.0	5.7	6.1	6.5	5.9	5.9	5.7
Japon	4.1	4.0	3.6	3.6	4.1	4.1	4.1	3.8	3.2	3.3	3.4	3.2	2.9	2.7
Corée	1.8	2.0	1.7	1.8	2.0	2.2	2.2	1.9	1.2	1.6	1.8	1.6	1.7	1.7
OCDE Europe	55.0	54.1	53.3	49.3	47.7	49.0	48.4	47.2	49.6	49.0	46.2	47.5	47.9	49.7
Suisse	2.6	2.5	2.2	2.2	2.0	2.1	2.0	1.9	2.0	1.9	1.7	1.8	1.8	1.8
UE15	50.2	49.2	48.4	44.1	43.0	43.9	42.9	41.6	43.7	43.4	40.8	42.0	42.2	43.6
Suède	1.8	1.6	1.5	1.3	1.3	1.5	1.5	1.4	1.5	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4
Royaume-Uni	7.0	6.3	6.3	6.3	6.0	5.9	6.0	6.2	6.4	6.3	6.1	6.3	6.2	6.1
Autriche	1.6	1.7	1.7	1.6	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.5
Belgique-Luxembourg	4.5	4.3	4.2	3.9	3.8	3.8	3.6	3.4	3.5	3.4	3.2	3.4	3.5	3.7
France	8.1	7.7	7.5	6.8	6.6	6.6	6.2	5.9	6.3	6.3	5.9	6.1	6.1	6.3
Allemagne	10.6	11.3	11.0	10.5	10.0	10.3	9.9	9.3	9.7	9.4	8.7	9.0	8.8	9.2
Italie	5.1	4.9	4.9	3.9	3.8	4.0	3.8	3.7	3.9	3.9	3.7	3.8	3.9	4.1
Pays-Bas	4.8	4.7	4.6	4.1	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	3.9	3.8	3.8	3.9
Espagne	2.7	2.8	2.9	2.3	2.3	2.5	2.5	2.5	2.8	3.0	2.8	2.9	3.0	3.3
Non OCDE	17.6	18.8	19.7	21.5	22.0	22.5	22.4	23.0	20.8	19.3	20.0	20.3	20.6	21.1
Europe	2.1	1.9	1.8	1.9	1.9	2.0	2.3	2.5	2.3	1.8	1.9	2.3	2.6	2.9
Afrique	2.8	2.6	2.6	2.5	2.3	2.2	2.2	2.1	2.3	2.0	1.9	2.0	2.0	2.0
Amérique	2.3	2.6	2.8	3.0	3.2	3.3	3.3	3.7	3.7	3.1	3.0	3.1	2.7	2.4
Amérique du Sud	1.4	1.7	1.9	2.0	2.1	2.3	2.3	2.6	2.6	2.0	1.9	2.0	1.5	1.3
Proche et Moyen-Orient	2.6	2.9	3.2	3.1	2.7	2.4	2.5	2.6	2.6	2.4	2.2	2.5	2.5	2.6
Autres pays d'Asie	7.8	8.6	9.2	10.8	11.8	12.3	12.0	12.0	9.7	9.8	10.9	10.3	10.7	11.1
Chine	0.9	1.0	1.2	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	2.2	2.4	2.9	3.5
Taipei chinois	1.5	1.7	1.8	1.9	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	2.0	1.5	1.5	1.4

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/322228702547>
Parts des exportations totales de l'OCDE

Pourcentage, par pays et région d'origine


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/557202071085>

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde est positif, le pays pourra utiliser l'excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure ou pour prêter des fonds au reste du monde. S'il est négatif, le déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'actifs extérieurs acquis auparavant.

Définition

Le solde des opérations courantes est la différence entre les transactions courantes d'un pays avec le reste du monde et ses paiements courants au profit du reste du monde. Les transactions courantes prennent principalement la forme d'exportations et d'importations de marchandises, d'exportations et d'importations de services comme le tourisme, le transport international de fret et de passagers, les assurances et les services financiers, et de transferts de revenus tels que salaires et traitements, dividendes, intérêts et autres revenus de la propriété.

Il est à noter que les revenus de la propriété comprennent les bénéfices non distribués des filiales de sociétés étrangères. Tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés à l'étranger, et la proportion qui reste effectivement dans le pays où est située la filiale apparaît alors comme un flux de réinvestissement dans le compte des opérations en capital.

Tendances à long terme

Les soldes des opérations courantes exprimés en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 1990 en Australie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni ; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. Le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse ont dégagé des excédents de balance courante pendant toute cette période.

Depuis 1990, les déficits de balance courante ont généralement laissé la place à des excédents au Canada, en Corée, en Finlande, en Italie et en Suède, tandis que l'inverse s'est produit aux États-Unis, au Portugal et dans les Républiques slovaque et tchèque.

Le graphique fait apparaître les soldes des opérations courantes calculés en moyenne sur les trois dernières années. Les déficits ont atteint en moyenne 4 % du PIB ou plus en Hongrie, en Grèce, au Portugal, dans les Républiques slovaque et tchèque, aux États-Unis et en Australie. Des excédents de plus de 4 % ont été enregistrés par la Belgique, la Suède, la Finlande, le Luxembourg, la Suisse et la Norvège.

Comparabilité

Les données figurant dans le tableau proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément au Manuel de la balance des paiements (MBP5) publié par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. Des comparaisons valables peuvent donc être effectuées entre les pays.

Comme tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés même si dans la pratique les filiales peuvent en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées, l'existence de filiales de sociétés étrangères tend à réduire le solde des opérations courantes.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2001-2004), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5^e édition, FMI, Washington, DC.

NU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et l'OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

• Bases de données en ligne

SourceOCDE Perspectives économiques

SourceOCDE Principaux indicateurs économiques.

• Sites Web

Sources et méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

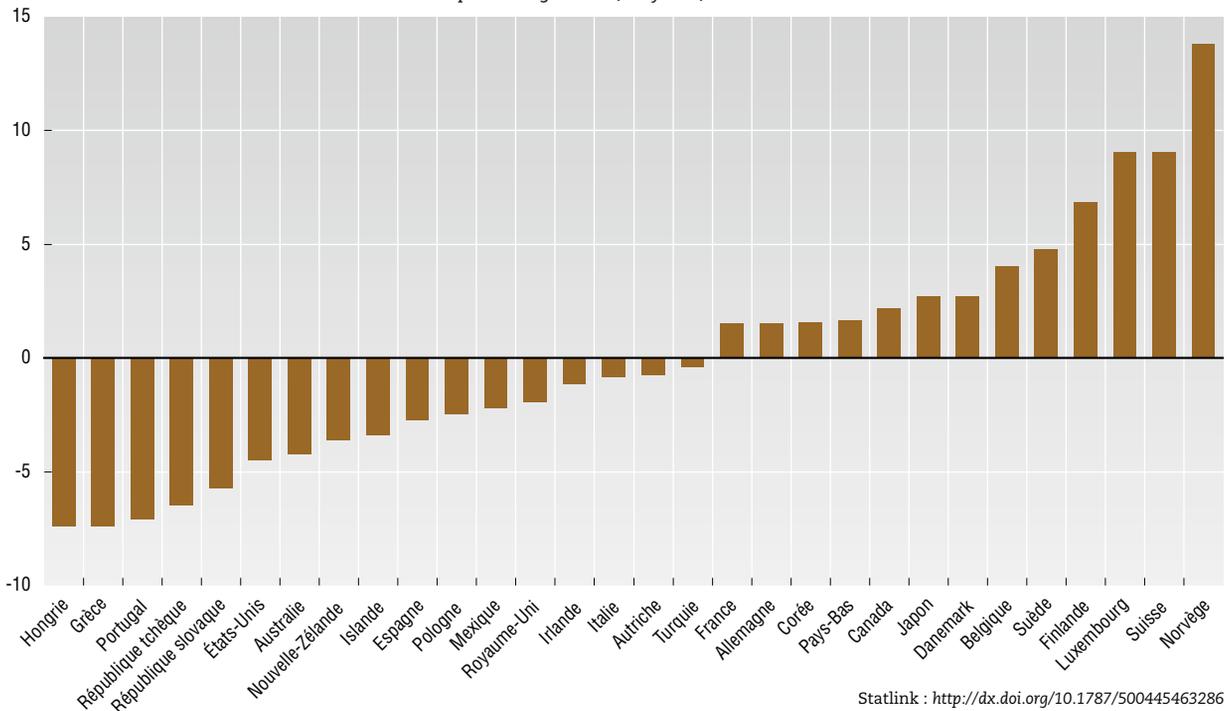
Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	2.9	-1.2	-1.0	-0.7	-1.4	-1.1	-0.6	-0.4	-0.6	-1.0	-1.2	0.2	2.2	2.2
Australie	-5.2	-3.5	-3.7	-3.3	-5.1	-5.4	-3.9	-3.1	-5.0	-5.7	-4.1	-2.4	-4.3	-6.0
Autriche	0.7	0.0	-0.3	-0.8	-1.7	-2.6	-2.3	-3.1	-2.5	-3.1	-2.5	-1.9	0.4	-0.6
Belgique	3.1	3.6	4.4	6.0	6.0	5.6	5.1	5.6	5.3	5.1	3.9	3.7	5.3	3.1
Canada	-3.4	-3.7	-3.6	-3.9	-2.3	-0.8	0.6	-1.3	-1.2	0.3	2.9	2.4	2.0	2.1
Corée	-0.8	-2.7	-1.2	0.3	-0.9	-1.6	-4.1	-1.3	11.8	5.5	2.4	1.7	1.0	2.0
Danemark	0.4	0.9	2.2	2.8	1.5	0.7	1.5	0.4	-0.9	1.8	1.5	3.1	2.0	3.0
Espagne	-3.5	-3.6	-3.6	-1.1	-1.3	0.1	0.1	0.5	-0.5	-2.3	-3.4	-2.8	-2.4	-3.0
États-Unis	-1.4	0.1	-0.8	-1.2	-1.7	-1.4	-1.5	-1.5	-2.3	-3.1	-4.2	-3.9	-4.6	-4.9
Finlande	-5.0	-5.5	-4.8	-1.4	1.1	4.2	3.9	5.4	5.7	5.6	7.4	7.2	7.6	5.7
France	-0.8	-0.4	0.4	0.8	0.5	0.7	1.3	2.7	2.7	2.9	1.3	1.6	1.9	1.0
Grèce	-5.6	-2.8	-3.6	-2.2	-1.4	-3.9	-5.2	-4.4	-3.1	-6.2	-8.7	-8.1	-7.6	-6.5
Hongrie	..	..	..	-10.0	-10.9	-3.4	-3.9	-4.4	-7.2	-7.8	-8.7	-6.3	-7.1	-8.9
Irlande	-0.8	0.7	1.0	3.7	2.7	2.6	2.8	2.4	0.8	0.3	-0.4	-0.7	-0.7	-2.0
Islande	-2.1	-4.1	-2.4	0.7	2.0	0.8	-1.8	-1.7	-6.9	-7.0	-10.2	-4.1	-0.3	-5.6
Italie	-1.5	-2.0	-2.3	0.8	1.2	2.3	3.2	2.9	1.9	0.7	-0.6	-0.1	-0.8	-1.5
Japon	1.5	2.0	3.0	3.0	2.7	2.1	1.4	2.3	3.0	2.6	2.5	2.1	2.8	3.1
Luxembourg	..	..	..	..	..	13.9	12.7	11.0	9.4	8.9	13.7	9.0	8.2	9.9
Mexique	-2.9	-4.6	-6.7	-5.8	-7.0	-0.5	-0.8	-1.9	-3.8	-2.9	-3.1	-2.9	-2.2	-1.4
Norvège	2.5	3.6	3.3	2.9	3.0	3.6	6.9	6.4	0.0	5.3	14.9	15.5	12.9	13.0
Nouvelle-Zélande	-3.1	-2.7	-4.1	-3.8	-3.9	-5.1	-5.9	-6.5	-4.0	-6.2	-4.8	-2.6	-3.7	-4.5
Pays-Bas	2.7	2.4	2.1	4.1	5.0	6.2	5.2	6.6	3.3	3.9	2.1	2.1	1.4	1.5
Pologne	..	..	..	-4.9	0.9	0.6	-2.2	-3.8	-4.1	-7.6	-6.0	-2.9	-2.6	-2.0
Portugal	-0.3	-0.8	-0.2	0.4	-2.4	-0.1	-3.8	-5.7	-6.9	-8.5	-10.9	-9.5	-6.7	-5.1
République slovaque	..	..	..	-4.3	4.7	2.7	-9.4	-8.6	-9.0	-4.7	-3.4	-8.2	-7.9	-1.0
République tchèque	..	..	..	1.3	-1.9	-2.6	-7.1	-6.7	-2.2	-2.7	-5.3	-5.7	-6.5	-7.1
Royaume-Uni	-4.0	-1.8	-2.1	-1.9	-1.0	-1.3	-0.9	-0.1	-0.5	-2.7	-2.5	-2.4	-1.7	-1.7
Suède	-2.6	-1.9	-2.8	-1.3	1.1	3.4	3.6	4.2	3.9	4.2	3.9	3.9	4.1	6.3
Suisse	3.7	4.5	6.1	7.9	6.4	6.7	7.3	9.7	9.7	11.5	12.8	8.5	8.5	10.2
Turquie	-1.7	0.2	-0.6	-3.5	2.7	-1.6	-1.3	-1.3	1.2	-1.0	-4.9	2.5	-0.8	-2.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/04370677425>
Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB, moyenne, 2001-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/500445463286>

FLUX ET STOCKS D'IDE

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale qui va en s'accroissant. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il facilite le développement des entreprises locales et peut aussi améliorer la position concurrentielle de l'économie bénéficiaire, ou « d'accueil ». En particulier, l'IDE encourage le transfert de technologie et de savoir-faire entre pays et permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. Enfin, l'IDE représente une source de fonds supplémentaire pour l'investissement.

Définition

L'IDE se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'« intérêt durable » sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur peut exercer une influence marquée sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct. L'investissement direct comprend à la fois la transaction initiale entre les deux entités et toutes les transactions ultérieures entre

elles et entre les entreprises affiliées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées ou non d'une personnalité morale distincte. Il n'est pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu : une participation égale à 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote suffira à déterminer l'existence d'une relation d'investissement direct. Un « pouvoir de décision effectif dans la gestion », correspondant à une participation d'au moins 10 %, signifie que l'investisseur direct est en mesure d'influer sur la gestion d'une entreprise ou d'y participer.

Comparabilité

Même si, ces dernières années, les normes internationales sont de mieux en mieux appliquées, des différences d'ordre méthodologique subsistent entre les pays. Une enquête conjointe FMI/OCDE analyse le degré d'application des normes internationales dans les pays de l'OCDE et dans trente pays non membres.

Les totaux indiqués pour l'OCDE et l'UE15 ne concernent que les pays pour lesquels des données sont disponibles. Les données relatives à 2002 et 2003 sont provisoires.

Tendances à long terme

Les entrées et les sorties d'IDE dans le monde ont fortement diminué en 2001 après l'essor spectaculaire des investissements de la fin des années 90. Les entrées d'IDE dans la zone de l'OCDE ont poursuivi leur baisse pour la troisième année consécutive en 2003 en se contractant de 28 %, tendance qu'on peut partiellement attribuer à la médiocrité des résultats macroéconomiques (faiblesse de la reprise) et aux préoccupations concernant la sécurité internationale. En revanche, les sorties d'IDE de la zone de l'OCDE se sont légèrement redressées en 2003, de sorte que les pays de l'OCDE ont préservé leur place de principal fournisseur d'investissements directs dans le monde.

Comme le montre le premier tableau, les pays de l'OCDE étaient entre 1994 et 2003 exportateurs nets d'IDE à hauteur de 0,9 milliard d'USD. L'Irlande et la Pologne étaient comparativement les plus grands bénéficiaires nets d'IDE, suivies par l'Australie, la République tchèque et la Hongrie. Les sorties nettes ont été particulièrement élevées pour le Royaume-Uni, qui représente près de la moitié des sorties nettes de l'UE à 15 ; viennent ensuite la France, le Japon, la Suisse, les Pays-Bas et l'Allemagne, avec des sorties nettes supérieures à 50 milliards d'USD. Si l'on considère les pays non membres, les entrées d'IDE ont été très élevées en Chine.

Source

OCDE (2004), *Annuaire de l'OCDE sur les statistiques d'investissement direct international*, OCDE Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2001), *Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'investissement international*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2005), *Les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (1996), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux : Troisième édition*, OCDE, Paris.

FMI et OCDE (2003), *Foreign Direct Investment Statistics: How Countries Measure FDI – 2001*, FMI/OCDE, Washington, DC, Paris, www.imf.org/external/pubs/ft/fdis/2003.

OCDE (2004), *Manuel sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

• Sites Web

L'investissement international à l'OCDE : www.oecd.org/daf/investment.

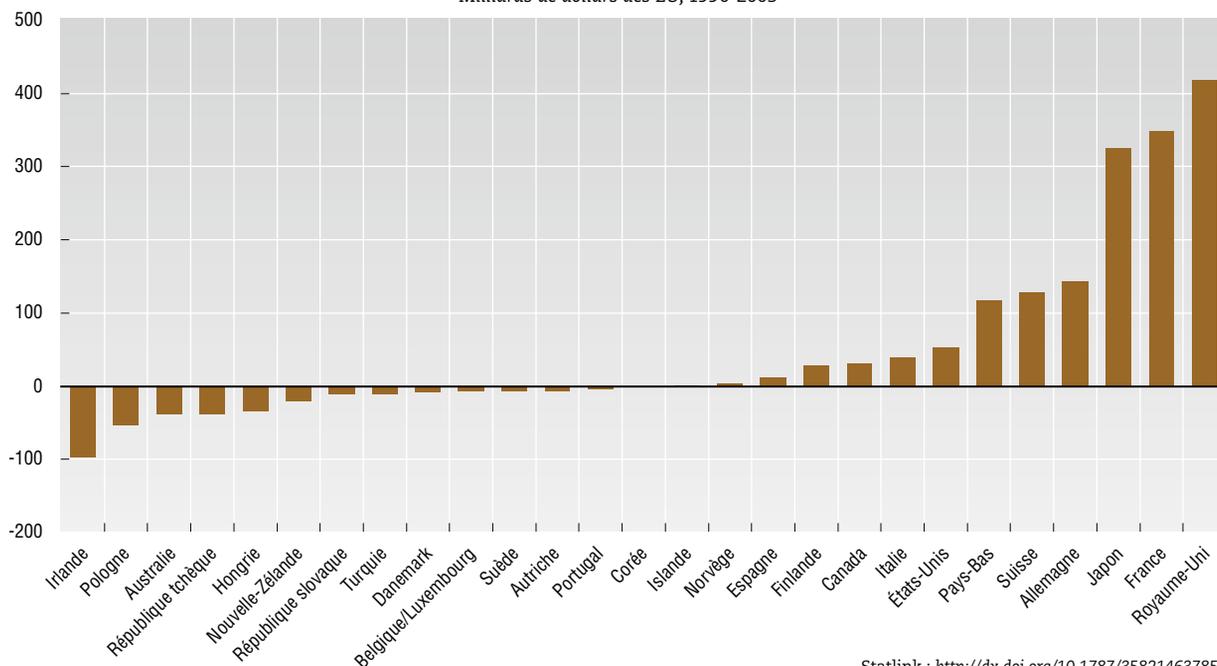

Flux cumulés d'IDE à destination et en provenance des pays de l'OCDE

Milliards de dollars des EU, 1990-2003

Flux entrants		Flux sortants		Flux sortants nets	
Allemagne	393.0	Allemagne	535.6	Allemagne	142.6
Australie	104.6	Australie	66.7	Australie	-37.9
Autriche	44.7	Autriche	39.4	Autriche	-5.4
Belgique/Luxembourg	800.6	Belgique/Luxembourg	793.8	Belgique/Luxembourg	-6.7
Canada	228.0	Canada	257.6	Canada	29.7
Corée	44.2	Corée	42.6	Corée	-1.6
Danemark	97.0	Danemark	89.1	Danemark	-7.9
Espagne	232.7	Espagne	243.4	Espagne	10.7
États-Unis	1507.9	États-Unis	1560.7	États-Unis	52.7
Finlande	47.7	Finlande	75.8	Finlande	28.1
France	416.7	France	764.2	France	347.5
Hongrie	38.1	Hongrie	3.9	Hongrie	-34.1
Irlande	124.5	Irlande	27.7	Irlande	-96.8
Islande	1.0	Islande	1.5	Islande	0.5
Italie	102.3	Italie	140.5	Italie	38.2
Japon	56.5	Japon	381.7	Japon	325.2
Norvège	38.9	Norvège	42.3	Norvège	3.4
Nouvelle-Zélande	26.6	Nouvelle-Zélande	5.7	Nouvelle-Zélande	-20.9
Pays-Bas	315.4	Pays-Bas	432.0	Pays-Bas	116.6
Pologne	54.8	Pologne	1.1	Pologne	-53.7
Portugal	33.7	Portugal	30.6	Portugal	-3.1
République slovaque	11.1	République slovaque	0.1	République slovaque	-11.0
République tchèque	38.6	République tchèque	1.3	République tchèque	-37.3
Royaume-Uni	538.7	Royaume-Uni	956.8	Royaume-Uni	418.1
Suède	180.4	Suède	173.8	Suède	-6.6
Suisse	90.4	Suisse	218.9	Suisse	128.6
Turquie	13.6	Turquie	3.7	Turquie	-9.9
UE15	3070.0	UE15	3472.7	UE15	402.8
Total OCDE	5751.1	Total OCDE	6899.8	Total OCDE	1148.7

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/174013056488>
Sorties cumulées d'IDE

Milliards de dollars des EU, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/358214637857>

Entrées d'investissement direct à l'étranger

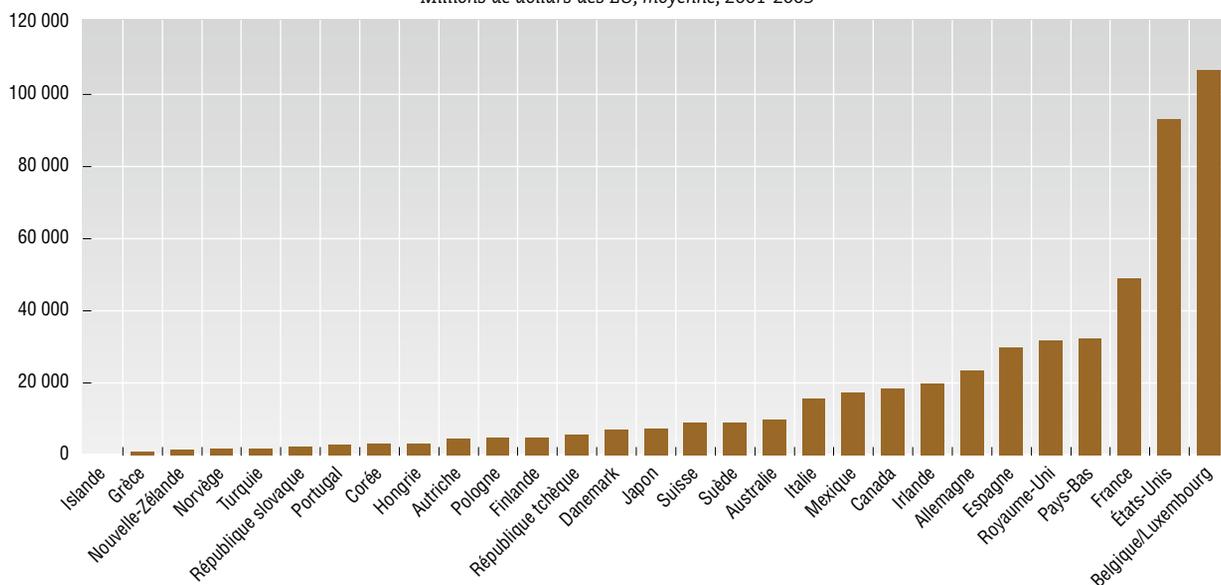
Millions de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	2 962	4 729	- 2 089	368	7 134	12 025	6 573	12 243	24 597	56 077	198 313	21 142	36 048	12 878
Australie	8 116	4 302	5 720	4 282	5 025	11 963	6 111	7 633	6 003	3 268	13 199	4 679	16 457	7 848
Autriche	651	351	1 433	1 137	2 103	1 904	4 429	2 656	4 534	2 975	8 842	5 921	953	6 862
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13 083	31 345
Belgique/Luxembourg	7 516	8 919	10 957	10 468	8 313	10 894	13 924	16 510	30 147	142 512	220 988	84 718	..	..
Canada	7 580	2 880	4 722	4 730	8 204	9 255	9 633	11 522	22 803	24 747	66 796	27 487	21 036	6 585
Corée	789	1 180	728	588	809	1 776	2 325	2 844	5 412	9 333	9 283	3 528	2 392	3 222
Danemark	1 207	1 460	1 015	1 669	4 898	4 180	768	2 799	7 726	16 741	33 797	11 528	6 646	2 609
Espagne	13 839	12 445	13 351	9 572	9 276	6 285	6 821	6 388	11 798	15 759	37 530	28 010	35 940	25 649
États-Unis	48 494	23 171	19 823	51 362	46 121	57 776	86 502	105 603	179 045	289 444	321 274	167 021	72 411	39 890
Finlande	788	- 247	406	864	1 578	1 063	1 109	2 116	12 141	4 610	8 836	3 732	7 927	2 768
France	15 613	15 171	17 849	16 443	15 574	23 679	21 960	23 171	30 984	46 546	43 258	50 485	48 950	47 026
Grèce	1 688	1 718	1 589	1 244	1 166	1 198	1 196	1 089	74	561	1 109	1 590	50	662
Hongrie	312	1 474	1 477	2 446	1 144	5 102	3 300	4 171	3 337	3 313	2 763	3 936	2 845	2 470
Irlande	623	1 361	1 458	1 068	856	1 442	2 616	2 710	8 856	18 210	25 783	9 653	24 392	25 463
Islande	22	18	- 13	0	- 2	9	83	148	148	67	170	173	122	84
Italie	6 343	2 481	3 211	3 751	2 236	4 816	3 535	4 962	4 280	6 911	13 377	14 873	14 558	16 979
Japon	1 809	1 286	2 755	207	890	43	230	3 223	3 194	12 740	8 319	6 248	9 243	6 322
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	117 088	73 191
Mexique	2 633	4 761	4 393	4 389	10 973	9 647	9 943	14 160	12 170	13 166	16 449	26 569	14 435	10 731
Norvège	1 177	- 49	810	1 461	2 778	2 408	3 168	3 946	4 354	7 062	6 908	2 009	679	2 190
Nouvelle-Zélande	1 683	1 696	1 089	2 212	2 616	2 850	3 922	1 917	1 826	940	1 344	4 198	- 556	836
Pays-Bas	10 516	5 779	6 169	6 443	7 158	12 307	16 660	11 137	36 925	41 206	63 866	51 937	25 593	19 693
Pologne	88	359	678	1 715	1 875	3 659	4 498	4 908	6 365	7 270	9 341	5 713	4 131	4 225
Portugal	2 255	2 292	1 904	1 516	1 255	660	1 489	2 479	3 143	1 234	6 789	5 894	1 846	962
République slovaque	..	..	..	179	273	241	396	231	707	429	2 383	1 584	4 127	594
République tchèque	..	..	..	653	868	2 562	1 428	1 301	3 716	6 326	4 980	5 645	8 483	2 592
Royaume-Uni	30 471	14 849	15 475	14 821	9 255	19 968	24 441	33 245	74 349	87 973	118 824	52 650	27 802	14 574
Suède	1 971	6 356	41	3 845	6 350	14 447	5 437	10 967	19 843	60 929	23 245	11 900	11 644	3 436
Suisse	5 485	2 643	411	- 83	3 368	2 223	3 078	6 642	8 942	11 714	19 266	8 859	5 656	12 162
Turquie	684	810	844	636	608	885	722	805	940	783	982	3 266	1 038	575
UE15	79 678	54 974	45 839	76 135	92 165	109 928	134 015	171 994	292 540	468 107	707 159	309 088	248 713	189 783
Total OCDE	175 314	122 196	116 206	147 987	162 700	225 268	246 296	301 526	528 357	892 847	1 288 014	624 946	535 019	384 424

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/000723337773>

Entrées d'investissement direct à l'étranger

Millions de dollars des EU, moyenne, 2001-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/177550648614>

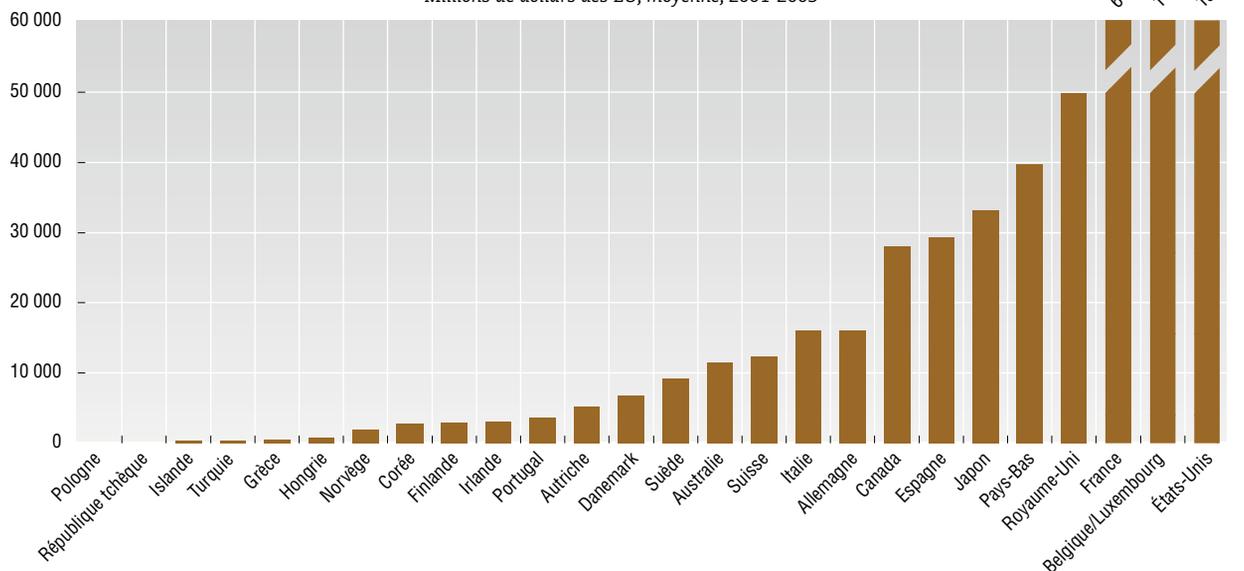

Sorties d'investissement direct à l'étranger

Millions de dollars des EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	24 232	22 947	18 595	17 196	18 858	39 052	50 806	41 794	88 837	108 692	56 567	36 861	8 630	2 562
Australie	992	1 199	5 267	1 947	2 817	3 282	7 088	6 428	3 345	- 421	655	12 219	7 633	14 291
Autriche	1 627	1 285	1 697	1 190	1 257	1 131	1 935	1 988	2 745	3 301	5 741	3 138	5 256	7 090
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10 952	38 960
Belgique/Luxembourg	5 956	6 066	10 956	3 850	1 205	11 728	7 811	7 884	29 108	132 326	218 364	100 625	..	..
Canada	5 235	5 832	3 589	5 700	9 294	11 462	13 094	23 059	34 349	17 250	44 678	36 113	26 415	21 559
Corée	1 052	1 489	1 162	1 340	2 461	3 552	4 670	4 449	4 740	4 198	4 999	2 420	2 617	3 429
Danemark	1 618	2 052	2 236	1 261	3 955	3 063	2 519	4 207	4 477	16 988	26 542	13 377	5 694	1 159
Espagne	3 442	4 424	2 171	3 174	4 111	4 158	5 590	12 547	18 938	42 085	54 685	33 100	31 540	23 395
États-Unis	37 183	37 889	48 266	83 950	80 167	98 750	91 885	104 803	142 644	224 934	159 212	142 349	134 835	173 799
Finlande	2 709	- 124	- 752	1 407	4 298	1 497	3 597	5 292	18 642	6 616	24 035	8 372	7 629	- 7 381
France	36 228	25 138	30 407	19 736	24 372	15 758	30 419	35 581	48 613	126 859	177 482	86 783	49 478	57 333
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	- 284	552	2 137	617	656	47
Hongrie	..	..	..	11	48	59	- 4	462	278	250	620	368	275	1 581
Irlande	365	193	214	218	436	820	728	1 014	3 902	6 109	4 630	4 066	3 087	1 908
Islande	12	29	6	14	24	25	63	56	74	123	393	342	215	165
Italie	7 612	7 326	5 949	7 231	5 109	5 731	6 465	12 245	16 078	6 722	12 318	21 476	17 138	9 128
Japon	50 773	31 688	17 305	13 914	18 116	22 632	23 415	25 992	24 158	22 750	31 540	38 352	32 283	28 799
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	126 229	81 813
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 404	969
Norvège	1 432	1 824	394	933	2 172	2 856	5 892	5 015	3 201	5 504	7 614	- 1 323	4 201	2 565
Nouvelle-Zélande	2 361	1 472	391	- 1 389	2 008	1 783	- 1 240	- 1 566	401	1 073	609	912	- 1 039	- 66
Pays-Bas	13 661	12 826	12 697	10 063	17 554	20 176	32 098	24 522	36 475	57 611	75 649	47 977	34 585	36 126
Pologne	..	..	13	18	29	42	53	45	316	31	17	- 89	230	386
Portugal	165	474	684	107	283	685	785	1 926	3 846	3 168	7 514	7 566	3 291	96
République slovaque	..	..	..	13	18	43	63	95	147	- 377	29	65	11	13
République tchèque	..	..	..	90	120	37	153	25	127	90	43	165	206	233
Royaume-Uni	17 954	16 412	17 741	26 063	32 206	43 560	34 056	61 620	122 861	201 437	233 488	58 885	35 213	55 316
Suède	14 748	7 058	409	1 358	6 701	11 214	5 025	12 648	24 379	21 929	40 667	6 375	10 680	10 588
Suisse	7 177	6 543	6 058	8 765	10 798	12 214	16 151	17 748	18 769	33 264	44 698	18 247	7 587	10 921
Turquie	- 16	27	65	14	49	113	110	251	367	645	870	497	175	499
UE15	130 316	106 076	103 005	92 854	120 345	158 573	181 835	223 267	418 616	734 393	939 818	429 217	350 058	318 139
Total OCDE	236 516	194 067	185 522	208 175	248 465	315 423	343 229	410 130	651 531	1 043 707	1 235 795	684 258	566 671	576 314

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/553103418283>
Sorties d'investissement direct à l'étranger

Millions de dollars des EU, moyenne, 2001-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/573613842586>

IDE ET EMPLOI

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle de sociétés étrangères pour compléter les informations relatives à l'IDE lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces firmes dans les pays d'accueil.

Alors que des données sur le secteur manufacturier sont disponibles depuis le début des années 80, l'OCDE n'a commencé à rassembler des informations sur l'activité des filiales de sociétés étrangères dans le secteur des services qu'à partir de la seconde moitié des années 90, et ces données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'OCDE.

Tendances à long terme

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, allant de moins de 10 % en Allemagne, en Turquie et au Portugal à 30 % ou plus en République tchèque, en France, en Belgique, en Suède, en Hongrie, au Luxembourg et en Irlande. L'emploi dans les filiales de sociétés étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, encore que, comme cela est indiqué plus haut, la comparabilité soit moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance. La part des filiales de sociétés étrangères dans les emplois de services s'échelonne de moins de 5 % en Allemagne, au Portugal, en Norvège et aux États-Unis à 15 % ou plus en Pologne, en République tchèque, en Belgique, en Irlande et au Luxembourg.

Au cours de la période allant de 1996 à 2002, la part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier a augmenté dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de l'Allemagne, où elle a baissé, et de l'Autriche, de l'Espagne, de l'Irlande et du Royaume-Uni, où elle est restée relativement stable. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en Finlande, en Norvège, en Pologne, en République tchèque et en Suède.

Les données concernant l'emploi dans les activités de services sont moins complètes et moins comparables. Une certaine augmentation semble s'être produite en Autriche, en Finlande et en République tchèque. Dans la plupart des autres pays, l'emploi dans les filiales étrangères du secteur des services paraît relativement stable.

Définition

Une filiale de société étrangère est une société dont au moins 50 % des actions assorties de droits de vote sont détenues par un seul investisseur étranger. En vertu de cette définition, on peut attribuer la totalité des activités de la filiale à cet investisseur. En d'autres termes, des variables comme le chiffre d'affaires, les effectifs ou les exportations de la filiale sont toutes attribuées à l'investisseur détenteur de la majorité de contrôle et à son pays d'origine. Le contrôle peut être direct ou indirect.

Comparabilité

Les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi dans les filiales du secteur des services que dans celles du secteur manufacturier parce que la collecte de données concernant l'emploi dans les services a commencé plus tard. S'agissant de l'emploi dans les entreprises manufacturières, on observe des ruptures dans les séries relatives à la France et à la République tchèque (1999/2000) ainsi qu'aux États-Unis (1996/1997 et 2001/2002) en raison de la modification des méthodes de collecte. Pour ce qui est de l'emploi dans les services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les effectifs des services d'intermédiation financière ne sont pas pris en compte en Allemagne, en Belgique, en Espagne, aux États-Unis, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suède. La plupart de ces pays, comptent de nombreuses filiales de sociétés étrangères dans les secteurs des services bancaires et d'assurance.

Source

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *L'IDE des pays en développement : Un vecteur d'échanges et de croissance*, études du Centre de développement, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2001), *Mesurer la mondialisation*, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2005), *Manuel sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Mondialisation.

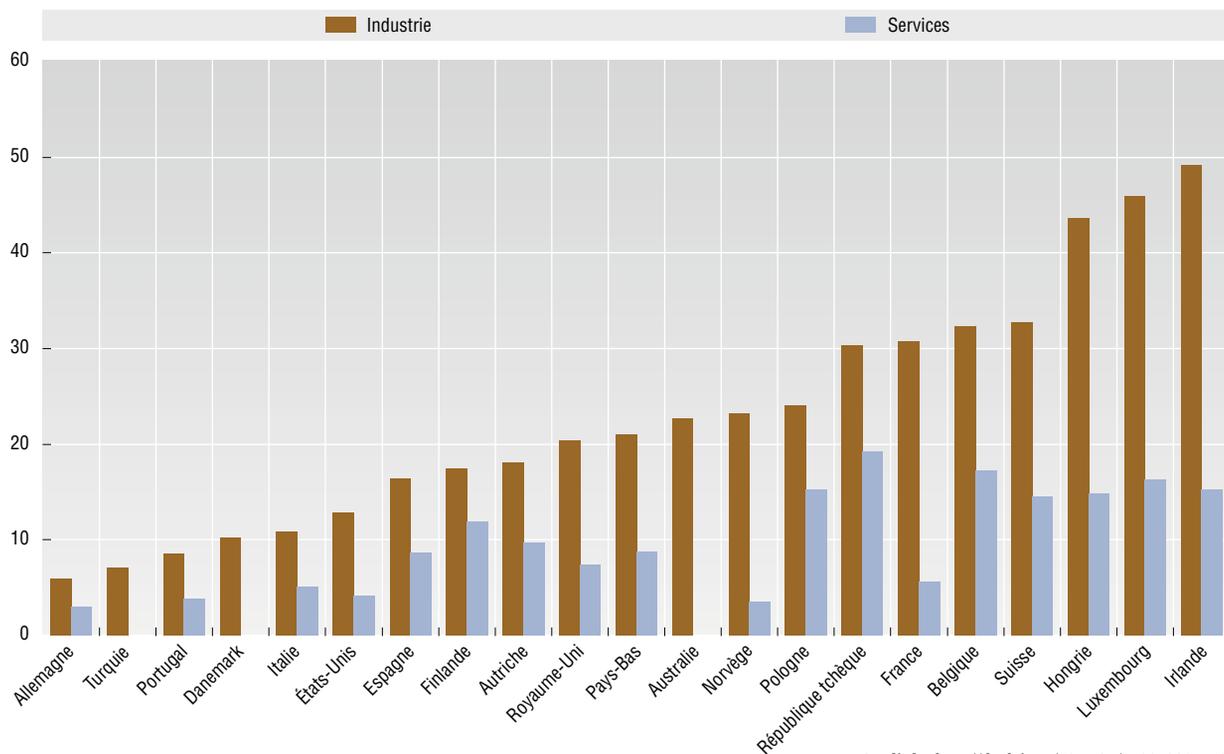
• Sites Web

OCDE Science, technologie et industrie : www.oecd.org/sti.

OCDE Mesurer la mondialisation : www.oecd.org/sti/measuringglobalisation.

Part des filiales sous contrôle étranger dans l'emploi
Actifs occupés à temps partiel en pourcentage de l'emploi total

	Part de l'emploi dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi dans les services						
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	6.95	6.70	6.02	6.15	6.04	5.83	..	..	..	..	..	3.2	2.9	..
Australie	..	..	..	..	22.67	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	..	18.95	18.65	..	19.57	18.04	..	..	7.9	8.7	..	..	9.7	..
Belgique	..	19.07	..	..	..	..	32.34	22.5	24.4	..	..	..	..	17.2
Danemark	..	..	..	10.17	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	16.45	16.80	16.35	..	..	..	..	..	..	..	8.6
États-Unis	11.69	11.17	12.08	12.13	12.57	12.05	12.77	..	3.2	..	..	..	..	4.1
Finlande	11.28	12.36	13.83	15.91	15.95	17.15	17.40	..	..	8.9	9.0	11.1	11.9	..
France	25.82	27.45	27.79	28.46	30.12	30.78	..	6.0	6.4	6.2	6.1	6.1	5.6	..
Hongrie	35.61	41.17	45.01	46.49	44.48	45.20	43.62	..	..	14.6	..	15.2	15.1	14.8
Irlande	46.95	47.81	47.47	49.05	48.11	49.19	..	..	15.2	..	..	..	..	..
Italie	..	..	..	..	..	10.86	..	..	..	..	..	..	5.1	..
Luxembourg	41.81	42.75	46.30	41.35	45.92	..	..	..	..	16.3	..	..	..	..
Norvège	14.31	14.23	17.42	19.92	21.44	23.13	..	..	3.5	..	..	..	..	..
Pays-Bas	19.03	19.71	21.89	18.87	18.25	21.01	..	..	8.8	..	..	8.7	..	..
Pologne	..	12.52	14.76	18.62	20.95	21.92	24.08	..	..	7.4	..	..	13.4	15.3
Portugal	7.93	8.30	8.77	8.92	10.10	8.56	..	3.8	3.2	3.5	3.9	4.0	3.8	..
République tchèque	..	10.71	13.17	16.18	24.73	28.93	30.32	..	..	9.7	..	14.2	19.6	19.2
Royaume-Uni	19.15	17.77	..	20.37	..	..	..	..	9.6	..	7.4	..	..	..
Suède	19.90	19.04	21.07	24.14	29.10	32.71	..	..	11.4	11.8	14.0	14.5	..	..
Turquie	5.65	5.32	5.50	5.42	5.70	7.02	..	..	..	..	..	..	..	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/313185538285>
Part des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services dans l'emploi
Actifs occupés à temps partiel en pourcentage de l'emploi total, 2002 ou dernière année disponible

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/070042807473>



PRIX

PRIX À LA CONSOMMATION ET À LA PRODUCTION

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

POUVOIR D'ACHAT ET COMPÉTITIVITÉ

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

TAUX DE CONVERSION

COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation sont utilisés de longue date comme statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques les plus connues des médias et du grand public.

Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Pour les indices dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent, ces groupes ont été définis de manière très large et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – les prisons et les institutions militaires, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice relatif à l'alimentation est destiné à rendre compte de l'évolution des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie

est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y compris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En outre, la mesure des prix à la consommation soulève des difficultés pratiques dans les pays qui connaissent une très forte inflation – comme la Turquie, la Hongrie et le Mexique au cours de la période examinée ici.

S'agissant de l'alimentation, les repas pris au restaurant sont inclus en Autriche et en Hongrie, les boissons alcoolisées sont prises en compte en France, et les boissons non alcoolisées sont exclues en Turquie. S'agissant de l'énergie, l'essence n'est pas prise en compte en Autriche, en Nouvelle-Zélande et en Turquie.

Tendances à long terme

Pour la plupart des pays de l'OCDE, les indices des prix à la consommation n'ont que modérément augmenté depuis 1990, et l'inflation a été plus forte jusqu'en 1995 que par la suite. Sur l'ensemble de la période, l'inflation a été exceptionnellement basse au Japon, où elle s'est établie en moyenne à moins de 1 % par an, mais particulièrement forte en Grèce, au Mexique et en Turquie, ainsi que dans quatre pays d'Europe centrale devenus récemment membres de l'OCDE, à savoir la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque et la Pologne.

L'alimentation et l'énergie font l'objet d'indices spécifiques parce qu'elles représentent des éléments importants de l'indice des prix à la consommation de tous les pays et que leurs prix tendent à se caractériser par une plus grande volatilité que ceux des autres biens et services. Au cours de la période considérée, les prix des produits alimentaires ont moins augmenté que l'ensemble des prix à la consommation, et les hausses ont été modérées dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE). Néanmoins, des augmentations substantielles ont eu lieu en 1991 et en 2001 et, sauf en Europe, entre 1996 et 1998. Les prix de l'énergie ont été plutôt instables ; ainsi, ils ont augmenté de plus de 10 % en 2000, alors qu'ils ont baissé en 1998 et 2002. Sur l'ensemble de la période considérée, la hausse des prix de l'énergie a été plus rapide que celle des indices globaux des prix à la consommation.

Source

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Brook, A.M. et al. (2004), « Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 412, OCDE, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OIT, FMI, OCDE, Eurostat, Banque mondiale (2004), *Consumer Price Index Manual: Theory and Practice*, OIT, Genève.

OCDE (1999), *Principaux indicateurs économiques*, vol. 1999/7, OCDE, Paris.

OCDE (2002), « Principaux indicateurs économiques : Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques*, vol. 2002, supplément 2, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE, Principaux indicateurs économiques : www.oecd.org/std/mei.



Indices des prix à la consommation : tous produits

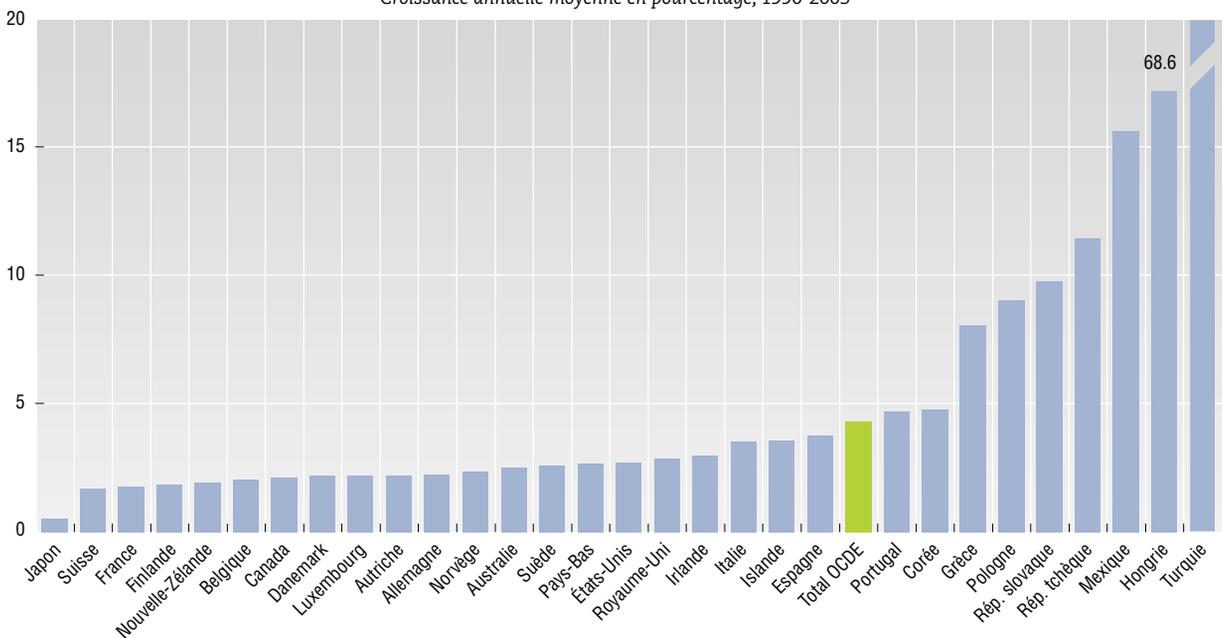
Année 2000 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	78.7	81.9	86.1	89.9	92.3	93.9	95.3	97.1	98.0	98.6	100.0	102.0	103.4	104.5
Australie	80.4	82.9	83.8	85.3	86.9	90.9	93.3	93.5	94.3	95.7	100.0	104.4	107.5	110.5
Autriche	79.6	82.2	85.5	88.6	91.2	93.3	95.0	96.3	97.2	97.7	100.0	102.7	104.5	105.9
Belgique	81.6	84.2	86.3	88.7	90.8	92.1	94.0	95.5	96.4	97.5	100.0	102.5	104.2	105.8
Canada	82.1	86.8	88.1	89.7	89.8	91.8	93.2	94.7	95.7	97.3	100.0	102.5	104.8	107.7
Corée	60.9	66.6	70.8	74.2	78.8	82.3	86.4	90.2	97.0	97.8	100.0	104.1	106.9	110.7
Danemark	80.9	82.9	84.6	85.7	87.4	89.2	91.1	93.1	94.8	97.2	100.0	102.4	104.8	107.0
Espagne	68.3	72.4	76.7	80.2	84.0	87.9	91.0	92.8	94.5	96.7	100.0	103.6	106.8	110.0
États-Unis	75.9	79.1	81.5	83.9	86.1	88.5	91.1	93.2	94.7	96.7	100.0	102.8	104.5	106.8
Finlande	83.1	86.7	89.2	91.2	92.2	92.9	93.5	94.6	95.9	97.0	100.0	102.6	104.2	105.1
France	84.3	87.0	89.1	91.0	92.5	94.2	96.0	97.2	97.8	98.3	100.0	101.6	103.6	105.8
Grèce	41.3	49.3	57.1	65.4	72.5	79.0	85.4	90.2	94.5	96.9	100.0	103.4	107.1	110.9
Hongrie	15.9	21.5	26.6	32.6	38.7	49.7	61.3	72.5	82.8	91.1	100.0	109.1	114.9	120.2
Irlande	77.8	80.3	82.8	84.0	85.9	88.1	89.6	91.0	93.2	94.7	100.0	104.9	109.7	113.6
Islande	73.0	78.0	81.0	84.3	85.6	87.0	89.0	90.6	92.1	95.1	100.0	106.4	111.9	114.2
Italie	69.2	73.5	77.4	81.0	84.2	88.7	92.2	94.1	95.9	97.5	100.0	102.8	105.3	108.1
Japon	92.1	95.1	96.7	97.9	98.6	98.5	98.6	100.4	101.0	100.7	100.0	99.3	98.4	98.1
Luxembourg	80.7	83.2	85.8	88.9	90.9	92.6	93.8	95.1	96.0	96.9	100.0	102.7	104.8	106.9
Mexique	18.6	22.8	26.3	28.9	30.9	41.7	56.0	67.6	78.3	91.3	100.0	106.4	111.7	116.8
Norvège	79.4	82.1	84.0	85.9	87.1	89.2	90.4	92.7	94.8	97.0	100.0	103.0	104.3	106.9
Nouvelle-Zélande	84.0	86.2	87.1	88.2	89.7	93.1	95.2	96.3	97.6	97.5	100.0	102.6	105.4	107.2
Pays-Bas	78.6	81.1	83.7	85.8	88.2	89.9	91.7	93.7	95.6	97.7	100.0	104.2	107.6	109.9
Pologne	9.2	16.2	23.7	32.5	43.2	55.3	66.2	76.1	84.9	91.0	100.0	105.4	107.4	108.2
Portugal	61.8	68.3	74.8	79.8	84.1	87.6	90.3	92.4	95.0	97.2	100.0	104.4	108.1	111.6
République slovaque	-	39.9	43.9	54.1	61.4	67.4	71.3	75.7	80.7	89.3	100.0	107.3	110.7	120.2
République tchèque	-	44.8	49.8	60.1	66.2	72.2	78.5	85.2	94.3	96.2	100.0	104.7	106.6	106.8
Royaume-Uni	74.1	78.4	81.3	82.6	84.7	87.6	89.7	92.5	95.7	97.2	100.0	101.8	103.5	106.5
Suède	77.6	85.2	87.4	91.5	93.7	96.4	97.2	98.0	98.4	98.7	100.0	102.6	105.1	107.3
Suisse	82.5	87.4	90.9	93.9	94.7	96.4	97.2	97.7	97.7	98.5	100.0	101.0	101.6	102.3
Turquie	0.0	1.0	1.0	2.0	3.0	6.0	11.0	21.0	39.0	65.0	100.0	154.0	224.0	280.0
UE15	74.7	78.6	82.2	85.3	87.9	90.6	92.9	94.8	96.5	97.7	100.0	102.4	104.6	106.9
Total OCDE	63.1	67.0	70.4	73.5	76.8	81.2	85.6	89.5	93.0	96.2	100.0	103.5	106.2	108.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/874067084561>

Indices des prix à la consommation : tous produits

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/325446360507>

Indices des prix à la consommation : Alimentation

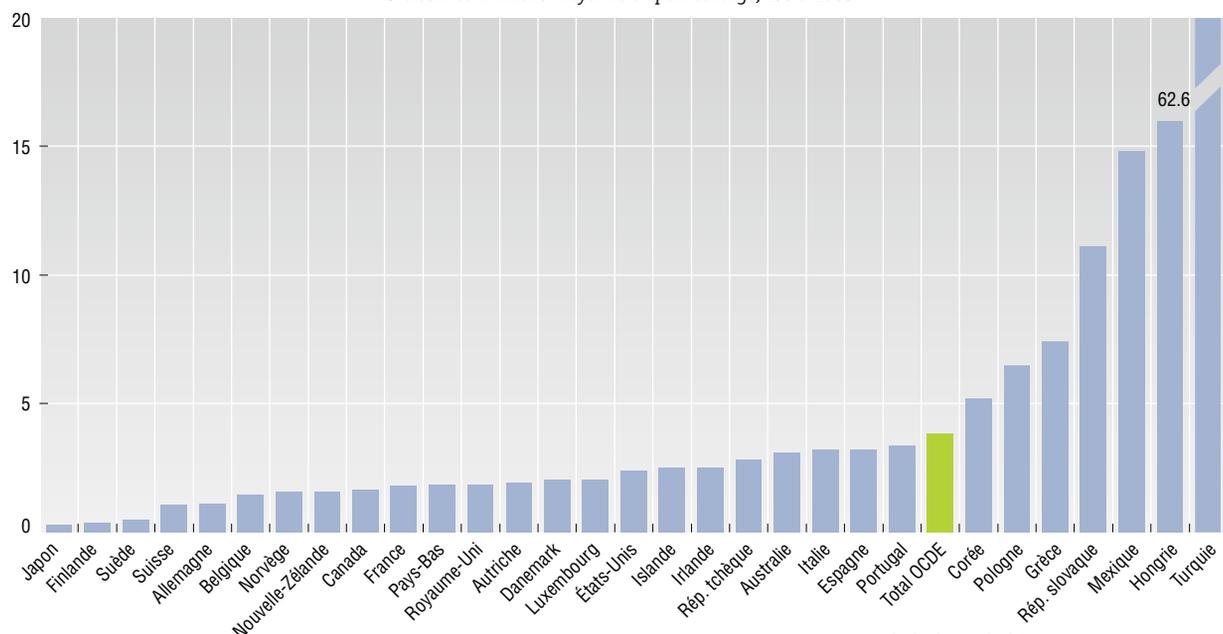
2000 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	91.5	94.0	95.9	96.4	98.0	99.0	99.6	101.0	102.0	100.7	100.0	104.5	105.3	105.2
Australie	77.6	79.7	80.2	82.1	84.0	88.1	90.7	93.2	96.0	99.4	100.0	106.2	110.2	114.3
Autriche	87.7	91.3	94.7	96.8	98.2	96.5	96.6	98.1	100.0	99.4	100.0	103.6	105.1	106.9
Belgique	90.8	92.3	92.1	91.6	93.4	94.6	95.2	97.1	99.1	99.1	100.0	104.6	107.1	109.3
Canada	88.9	91.1	89.9	91.6	91.6	94.0	95.1	96.5	97.9	99.0	100.0	104.9	107.5	109.0
Corée	59.9	65.8	68.6	70.5	78.2	80.2	82.5	86.0	94.7	99.1	100.0	105.0	110.0	115.1
Danemark	83.3	83.8	85.3	85.0	87.5	90.2	91.7	94.9	96.9	97.5	100.0	103.9	106.1	107.7
Espagne	-	-	-	84.3	88.8	93.2	96.3	95.6	96.7	98.0	100.0	105.9	111.2	115.7
États-Unis	78.8	80.9	81.5	83.4	85.8	88.6	91.9	94.2	96.0	97.8	100.0	103.3	104.6	106.9
Finlande	104.1	107.1	107.0	106.3	106.5	98.1	96.7	97.1	99.0	98.9	100.0	104.4	107.4	108.1
France	88.5	91.0	91.4	91.2	92.0	93.1	94.1	95.8	97.4	97.8	100.0	105.5	108.4	110.9
Grèce	46.4	54.6	61.0	67.1	76.0	82.4	88.2	91.8	95.9	98.1	100.0	105.1	110.7	116.2
Hongrie	18.6	22.5	27.1	35.0	43.3	56.6	66.4	78.0	89.0	91.6	100.0	113.7	118.6	120.3
Irlande	81.2	81.6	82.6	82.4	85.1	87.6	89.1	90.4	94.1	97.0	100.0	106.5	110.2	111.8
Islande	79.4	81.4	82.5	84.5	82.6	84.9	87.6	90.5	93.0	96.0	100.0	106.9	111.4	108.5
Italie	74.3	79.0	82.9	84.6	87.7	93.0	96.7	96.6	97.6	98.5	100.0	104.1	107.9	111.3
Japon	94.7	99.9	99.9	100.8	101.5	99.9	99.8	101.4	103.2	102.4	100.0	99.3	98.2	98.1
Luxembourg	85.8	88.5	89.1	88.9	90.4	92.6	93.3	94.3	96.8	98.0	100.0	104.8	108.9	111.0
Mexique	20.5	24.5	27.1	28.6	29.9	41.7	59.3	70.7	82.0	94.9	100.0	105.1	109.1	115.1
Norvège	82.1	83.7	85.0	84.2	85.4	86.7	88.1	91.1	95.4	98.1	100.0	98.1	96.4	99.7
Nouvelle-Zélande	89.9	90.1	90.0	91.1	90.4	91.4	92.6	94.7	98.1	99.0	100.0	106.7	109.8	109.3
Pays-Bas	88.4	91.4	93.0	92.7	94.5	94.8	94.8	96.4	98.6	99.7	100.0	107.0	110.5	111.7
Pologne	-	-	-	-	-	63.3	74.5	83.7	89.6	91.2	100.0	104.6	104.0	102.7
Portugal	72.6	79.4	84.2	85.0	88.1	90.5	92.3	92.6	95.9	97.9	100.0	106.5	108.6	111.4
République slovaque	30.6	46.5	50.0	60.3	70.6	79.4	82.7	87.4	92.5	95.0	100.0	106.1	107.6	111.3
République tchèque	-	-	-	-	79.6	89.0	96.1	100.3	104.7	98.9	100.0	105.0	103.0	100.7
Royaume-Uni	83.3	87.6	89.5	91.1	92.0	95.5	98.6	98.7	100.0	100.3	100.0	103.3	104.1	105.4
Suède	101.2	105.8	100.4	101.1	102.8	104.3	97.1	97.4	98.5	100.0	100.0	102.9	106.2	106.5
Suisse	92.6	96.7	96.7	96.5	97.0	97.6	97.1	97.8	98.6	98.5	100.0	102.2	104.6	105.9
Turquie	0.0	1.0	1.0	2.0	4.0	8.0	13.0	25.0	46.0	68.0	100.0	149.0	223.0	283.0
UE15	83.6	87.2	89.4	90.5	92.7	95.2	96.9	97.6	99.0	99.3	100.0	104.5	106.8	108.5
Total OCDE	67.6	71.2	73.2	75.4	78.7	83.3	87.8	91.5	95.4	97.8	100.0	104.4	107.1	109.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/231412283536>

Indices des prix à la consommation : Alimentation

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/357652747461>



Indices des prix à la consommation : Énergie

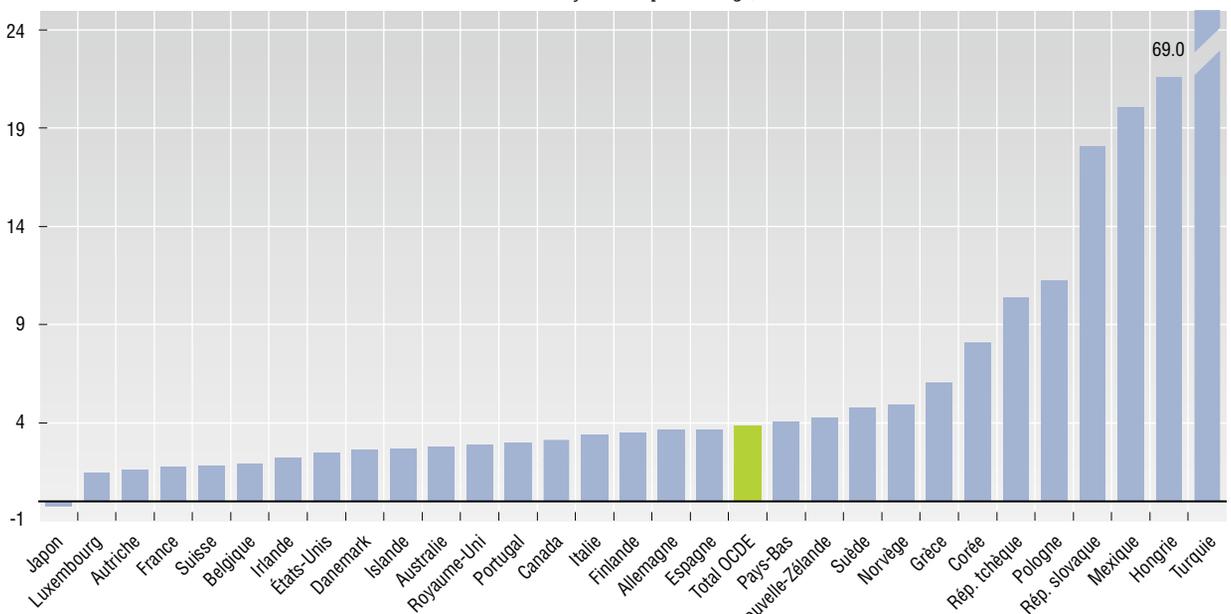
2000 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	70.4	77.2	80.7	81.7	84.5	83.8	84.6	87.0	84.2	87.7	100.0	105.7	106.0	110.2
Australie	77.3	78.2	80.3	81.5	81.7	84.2	85.8	87.3	84.3	85.8	100.0	102.5	103.3	108.6
Autriche	78.9	78.9	81.3	80.7	81.9	84.9	90.3	93.0	90.0	90.3	100.0	100.5	98.1	99.1
Belgique	77.2	79.1	78.3	81.0	81.8	81.2	86.0	89.4	85.6	87.3	100.0	100.5	97.4	97.3
Canada	74.2	77.9	78.1	79.0	79.5	80.5	82.9	84.9	81.4	86.1	100.0	103.2	101.2	109.2
Corée	40.6	45.9	50.8	53.7	53.7	54.7	60.2	70.5	90.9	91.3	100.0	107.0	103.6	107.4
Danemark	75.5	75.7	74.4	73.8	73.8	75.2	80.1	82.6	83.7	89.2	100.0	101.5	103.7	104.6
Espagne	63.2	68.0	72.6	78.1	80.9	83.7	86.8	88.9	85.5	88.2	100.0	99.0	98.2	99.6
États-Unis	81.9	82.2	82.7	83.6	84.0	84.5	88.4	89.5	82.6	85.6	100.0	103.8	97.6	109.5
Finlande	71.8	73.8	76.4	85.0	83.2	77.3	85.2	86.7	85.6	88.8	100.0	98.2	97.3	102.0
France	80.2	82.1	81.2	82.8	83.9	85.5	89.6	91.4	88.8	89.2	100.0	98.4	96.9	99.2
Grèce	50.0	62.6	73.5	81.5	84.5	88.3	95.6	91.8	88.8	85.4	100.0	98.3	98.1	102.0
Hongrie	10.0	17.4	22.7	26.8	29.9	41.4	53.5	67.3	77.4	86.8	100.0	105.5	108.7	115.6
Irlande	79.9	81.0	79.7	80.0	80.5	80.9	84.0	86.9	86.4	88.0	100.0	97.4	100.7	104.8
Islande	-	-	-	80.6	80.9	81.4	85.0	88.9	86.9	89.4	100.0	104.1	101.9	103.9
Italie	77.2	85.7	87.1	90.9	94.5	99.0	88.6	90.2	89.0	89.6	100.0	101.8	99.0	102.2
Japon	104.5	106.9	105.9	106.1	104.2	102.4	100.0	103.1	98.8	97.2	100.0	100.5	98.1	98.0
Luxembourg	82.6	82.5	78.2	81.8	79.5	78.4	83.0	86.0	81.6	83.6	100.0	98.5	94.5	96.8
Mexique	12.5	16.1	20.7	23.3	26.0	37.2	50.5	62.4	71.9	84.9	100.0	108.6	117.4	128.4
Norvège	69.4	75.0	76.2	79.2	79.2	83.7	86.7	91.1	87.5	89.7	100.0	108.4	105.9	126.8
Nouvelle-Zélande	76.7	79.7	81.6	83.1	83.1	84.9	87.2	89.2	87.7	88.8	100.0	99.2	100.7	104.9
Pays-Bas	69.1	74.7	74.4	71.1	73.8	74.2	79.0	85.2	85.1	87.1	100.0	107.0	109.5	114.5
Pologne	-	-	-	-	-	50.5	60.1	70.5	81.2	88.1	100.0	107.0	112.2	116.9
Portugal	-	78.4	81.7	86.2	88.8	89.8	91.8	95.5	96.1	94.3	100.0	105.1	106.2	111.3
République slovaque	-	-	-	-	-	43.2	45.7	47.3	49.0	69.9	100.0	113.9	127.7	153.0
République tchèque	-	-	-	-	-	-	58.6	67.3	83.6	88.8	100.0	106.1	108.5	109.5
Royaume-Uni	69.3	74.6	76.5	78.5	82.0	84.8	86.9	89.5	89.8	93.5	100.0	97.4	97.0	99.8
Suède	66.6	71.8	71.6	81.3	81.7	83.1	88.5	92.9	92.9	92.7	100.0	107.1	108.6	121.8
Suisse	76.6	77.9	75.8	80.2	79.3	81.5	84.8	87.5	82.4	85.0	100.0	98.7	93.8	95.0
Turquie	-	-	-	-	3.0	6.0	12.0	22.0	37.0	64.0	100.0	192.0	280.0	337.0
UE15	71.6	77.2	79.3	81.7	84.2	85.9	86.9	89.2	87.5	89.5	100.0	101.1	100.3	103.5
Total OCDE	68.9	71.5	72.2	73.3	74.1	76.1	80.6	84.8	83.5	87.4	100.0	104.4	103.0	110.6

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/560710131787>

Indices des prix à la consommation : Énergie

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/811142828071>

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans un pays. Ils incluent les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC sont utilisés pour mesurer les changements au cours du temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises.

Les indices des prix à la production mesurent la variation des prix à un stade précoce du processus de production. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

Définition

Les prix à la production se définissent comme des « prix départ usine » et excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi-transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement.

Tendances à long terme

Les prix à la production ont augmenté plus lentement que les prix à la consommation tout au long de la période considérée. Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont enregistré des hausses annuelles moyennes inférieures à 2 %, et dans quatre pays – le Japon, le Luxembourg, la Suisse et la France –, les prix à la production étaient en fait plus bas à la fin de la période considérée qu'en 1990. Tous les pays ont connu des augmentations exceptionnellement fortes en 1995 et en 2000, en raison des fluctuations marquées des cours mondiaux des produits de base, mais les augmentations annuelles ont été modestes pendant la plus grande partie de la période considérée dans les quinze pays de l'Union européenne, en Australie, au Canada, au Japon, en Corée, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Cependant, les IPP ont augmenté nettement au Mexique et en Turquie, et les quatre nouveaux membres de l'OCDE en Europe centrale ont vu également leurs IPP augmenter en moyenne assez largement ; les hausses ont été particulièrement importantes en Hongrie et en Pologne et plus modérées en République tchèque et en République slovaque.

Comparabilité

Les indices de prix qui figurent ci-après sont destinés à rendre compte de l'évolution des prix à la production dans le secteur manufacturier. En pratique, de nombreux pays ne calculent pas de tels indices pour le seul secteur manufacturier. Les indices de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Mexique, de la Suisse et de la Turquie ont tous une couverture plus étendue, qui inclut généralement (outre le secteur manufacturier) l'industrie minière ainsi que les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau, auxquels il faut ajouter l'agriculture dans certains pays.

Un autre problème tient au fait que l'Autriche et la Turquie calculent uniquement des indices des prix de gros, et non des indices des prix à la production. Or, les prix de gros intègrent les taxes ainsi que les marges de transport et les marges commerciales, en sus du prix départ usine des biens.

Il existe également des différences entre pays concernant la manière dont ils ajustent les prix en fonction de l'évolution qualitative de la production, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix.

Source

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

FMI, OIT, OCDE, Eurostat, ONU, Banque mondiale (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2002), « Principaux indicateurs économiques : Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques*, vol. 2002, supplément 2, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE, Principaux indicateurs économiques : www.oecd.org/std/mei.

Groupe d'experts pour la mise à jour du manuel sur les IPP (TEGPPI) : www.imf.org/np/sta/tegppl.

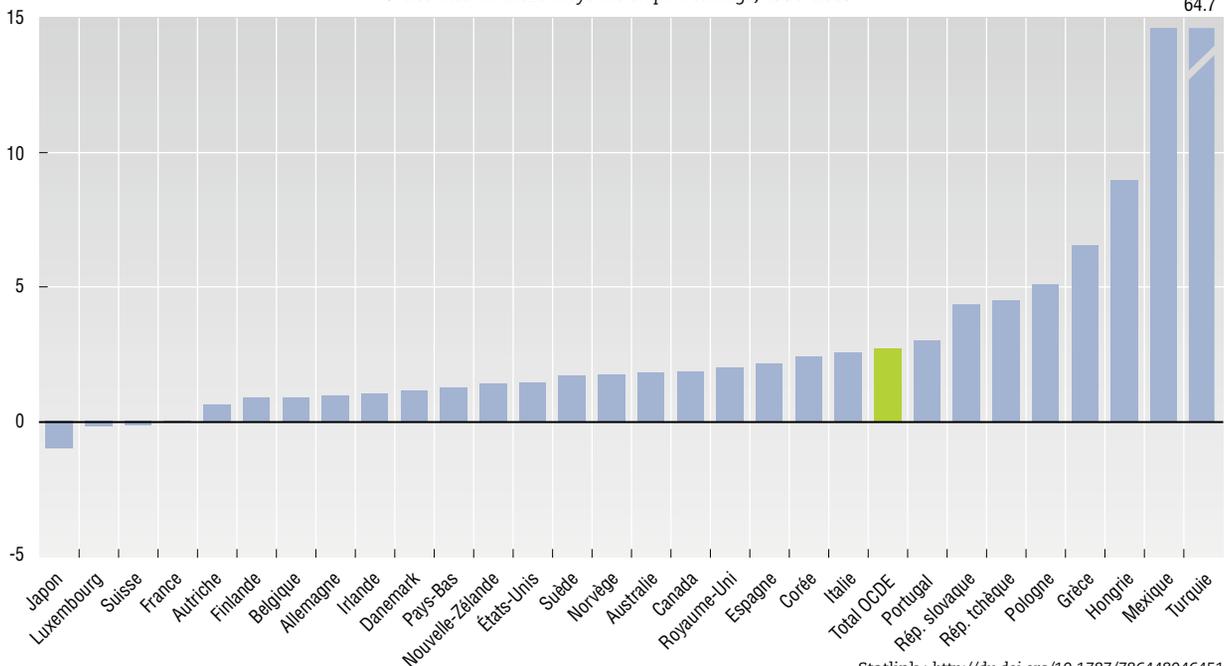

Prix à la production : Industrie manufacturière

2000 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	90.5	92.5	94.0	94.0	94.7	96.7	96.8	97.4	97.2	97.0	100.0	101.3	101.5	102.1
Australie	82.2	83.4	84.7	86.4	87.0	90.2	91.0	92.1	92.7	93.3	100.0	103.1	103.3	103.8
Autriche	95.9	96.7	96.5	96.1	97.4	97.7	97.7	98.1	97.6	96.7	100.0	101.5	101.1	102.8
Belgique	88.8	87.9	87.9	86.5	88.0	90.0	90.7	92.4	91.0	91.1	100.0	99.5	99.2	98.8
Canada	79.1	78.2	78.6	81.5	86.4	92.8	93.2	93.9	94.2	95.9	100.0	101.0	101.0	99.7
Corée	72.9	75.8	77.2	78.4	79.6	83.5	85.3	88.2	101.0	97.7	100.0	97.9	96.4	98.1
Danemark	89.9	91.3	91.0	90.4	90.7	93.5	94.8	96.3	95.7	96.0	100.0	102.9	103.9	104.0
Espagne	79.0	80.2	81.3	83.2	86.8	92.3	93.9	94.8	94.2	94.8	100.0	101.7	102.4	103.9
États-Unis	85.7	86.8	87.9	89.2	90.4	93.1	95.2	95.5	94.5	96.1	100.0	100.8	100.1	102.7
Finlande	86.2	85.9	88.0	91.0	92.4	94.1	92.3	93.3	91.7	91.2	100.0	98.9	96.6	95.5
France	102.2	101.0	99.9	97.6	98.9	103.9	101.1	100.5	99.6	98.0	100.0	101.2	101.0	101.3
Grèce	48.0	55.6	61.9	68.4	74.0	79.8	86.5	89.5	92.5	95.0	100.0	102.7	105.4	108.2
Hongrie	-	-	-	-	-	53.0	64.5	77.3	85.4	89.3	100.0	104.3	101.7	103.2
Irlande	81.4	82.1	83.5	87.3	88.3	89.6	89.2	89.5	91.9	93.6	100.0	101.7	100.5	92.4
Italie	74.9	77.4	78.8	81.8	84.9	91.5	93.2	94.4	94.6	94.3	100.0	101.9	102.1	103.7
Japon	108.0	109.2	108.2	106.5	104.6	103.8	102.1	102.7	101.3	99.9	100.0	97.7	95.6	94.8
Luxembourg	103.5	100.9	98.8	97.1	97.3	100.7	96.5	98.1	99.8	95.0	100.0	99.8	99.0	100.2
Mexique	20.7	24.7	27.6	29.5	31.3	44.3	59.6	69.1	78.6	90.9	100.0	103.3	107.8	115.9
Norvège	79.8	81.7	81.8	81.6	83.3	84.9	86.1	86.8	87.6	90.6	100.0	100.6	97.5	99.2
Nouvelle-Zélande	87.1	87.6	90.0	93.0	93.7	93.8	93.0	91.7	92.5	93.4	100.0	104.8	105.1	103.8
Pays-Bas	87.9	88.3	87.2	85.6	86.2	88.1	89.4	92.1	89.9	90.1	100.0	101.0	99.8	100.5
Pologne	-	-	-	-	-	69.1	76.6	83.1	88.4	92.9	100.0	99.9	99.9	102.3
Portugal	71.4	73.0	73.1	74.5	76.9	80.8	85.5	88.1	83.9	86.9	100.0	102.7	103.1	103.5
République slovaque	-	-	-	-	-	78.2	81.9	86.0	88.6	91.6	100.0	105.9	106.7	109.4
République tchèque	-	60.1	65.8	72.0	75.9	82.3	86.3	90.4	94.6	94.6	100.0	102.7	101.3	101.0
Royaume-Uni	78.7	82.9	85.5	88.8	91.1	94.8	97.2	98.1	98.1	98.5	100.0	99.7	99.8	101.3
Suède	80.7	82.1	81.1	85.6	89.5	98.3	96.1	96.9	96.4	95.9	100.0	101.5	100.9	99.8
Suisse	101.9	103.2	104.0	104.5	104.0	103.9	102.0	101.3	100.1	99.1	100.0	100.5	100.0	100.0
Turquie	1.0	1.0	1.0	2.0	4.0	8.0	14.0	25.0	43.0	66.0	100.0	162.0	243.0	305.0
UE15	84.7	86.6	87.7	88.9	90.8	94.9	95.5	96.4	96.0	95.8	100.0	101.2	101.2	102.0
Total OCDE	73.8	76.0	77.7	79.3	81.8	86.7	89.7	92.1	93.6	95.4	100.0	101.5	102.0	103.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/483287637052>
Prix à la production : Industrie manufacturière

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/786448046451>

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un des déterminants de l'investissement des entreprises. Ces taux ont un effet stimulant sur les investissements en nouveaux équipements lorsqu'ils sont bas, et dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une source essentielle de croissance économique.

Définition

Ces taux d'intérêt sont ceux des obligations d'État ayant une échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100

avec un taux d'intérêt de 9 % et négociée à 90, le taux d'intérêt a augmenté de 10 % ($[(9/90) \times 100]$).

Comparabilité

Les taux d'intérêt qui figurent ci-après sont des moyennes de taux journaliers pour tous les pays, exception faite des États-Unis, de l'Australie, du Japon, de l'Islande, de l'Irlande, de la Suisse et de la France. Dans le cas de ces pays, il s'agit de moyennes des taux relevés à la fin du mois.

Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

Tendances à long terme

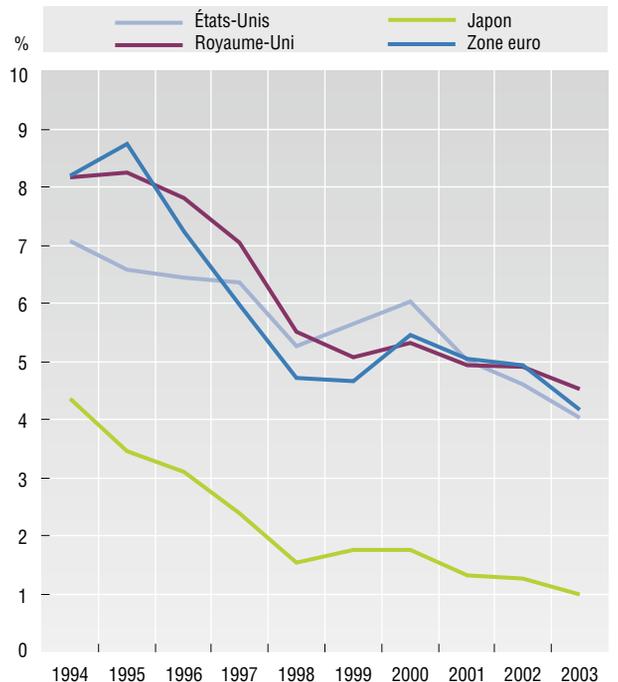
Les taux d'intérêt sont déterminés par trois facteurs : le prix facturé par les prêteurs pour le report de consommation auquel ils consentent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté, et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est très faible. Ils sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

À partir de 1990, les taux d'intérêt à long terme ont baissé pendant quelques années mais ont remonté doucement en 1994/1995. Depuis, ils ont régulièrement baissé dans tous les pays, avec des baisses particulièrement importantes en Italie, au Japon, au Mexique, en Espagne et en Suède. Pour les 17 pays du tableau pour lesquels les données sont disponibles pour toute la période de 1990 à 2003, les taux d'intérêts à long terme étaient en moyenne de 11 % en 1990 alors qu'ils étaient à un peu plus de 4 % en 2003. Pour de nombreux pays, les taux d'intérêts relevés en 2003 ont atteint des records historiquement bas.

Depuis 1990, une autre caractéristique est la diminution de la variance entre les pays. Pour les 17 pays, la variance (écarts moyens au carré par rapport à la moyenne) a baissé de 4.9 en 1990 à 1.1 en 2003.

La convergence des taux d'intérêt est due à l'intégration croissante des marchés financiers – un des aspects de la globalisation – et a été particulièrement prononcée parmi les membres de la zone Euro. Dans le futur, les écarts de taux d'intérêt entre ces pays reflèteront principalement les différences de date d'échéance.

Évolution des taux d'intérêt à long terme



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/702518505321>

Source

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Financial Market Trends*, série, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2001), *Main Economic Indicators – Sources and Methods: Interest Rates and Share Price Indices*, OCDE, Paris.

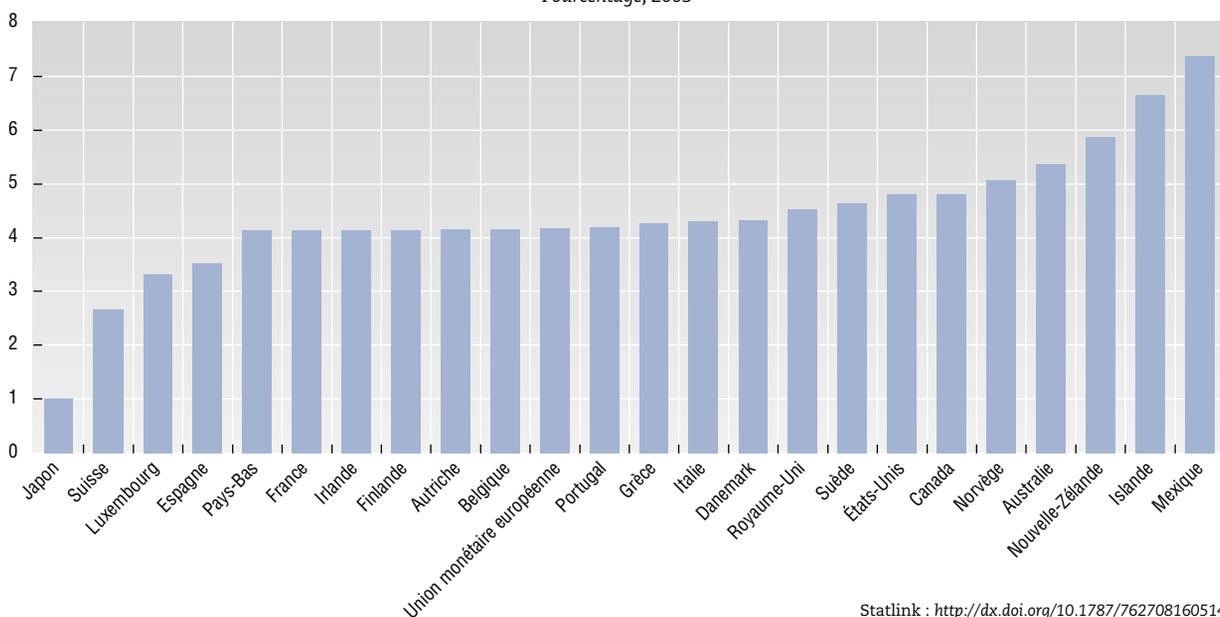

Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Australie	13.18	10.69	9.22	7.28	9.04	9.17	8.17	6.89	5.50	6.08	6.26	5.64	5.83	5.36
Autriche	8.73	8.55	8.14	6.71	7.03	7.13	6.32	5.68	4.71	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15
Belgique	10.06	9.31	8.66	7.22	7.70	7.38	6.30	5.59	4.70	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15
Canada	10.73	9.46	8.06	7.24	8.36	8.16	7.24	6.14	5.28	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80
Danemark	10.63	9.26	8.99	7.30	7.83	8.27	7.19	6.26	5.04	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31
Espagne	14.68	12.43	12.17	10.16	9.69	11.04	8.18	5.84	4.55	4.30	5.36	4.87	4.62	3.52
États-Unis	8.74	8.10	7.53	6.44	7.45	6.86	6.82	6.63	5.64	6.18	6.12	5.58	5.32	4.79
Finlande	13.21	11.71	11.97	8.82	9.04	8.79	7.08	5.96	4.79	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14
France	9.93	9.04	8.59	6.78	7.22	7.54	6.31	5.58	4.64	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	8.48	6.31	6.11	5.30	5.03	4.27
Irlande	10.27	9.37	9.32	7.58	8.04	8.23	7.25	6.26	4.75	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13
Islande	..	..	..	..	6.98	9.65	9.24	8.71	7.66	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65
Italie	..	..	13.27	11.19	10.52	12.21	9.40	6.86	4.88	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30
Japon	6.96	6.34	5.33	4.32	4.36	3.44	3.10	2.37	1.54	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00
Luxembourg	..	..	..	..	7.15	7.23	6.30	5.60	4.73	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32
Mexique	..	19.72	16.11	15.55	13.83	..	34.38	22.45	22.81	24.13	16.94	13.79	8.54	7.37
Norvège	10.68	10.00	9.61	6.88	7.43	7.43	6.77	5.89	5.40	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05
Nouvelle-Zélande	12.44	10.11	8.40	6.93	7.63	7.78	7.90	7.19	6.29	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87
Pays-Bas	8.92	8.74	8.10	6.36	6.86	6.90	6.15	5.58	4.63	4.63	5.41	4.96	4.89	4.12
Portugal	..	..	..	..	10.48	11.47	8.56	6.36	4.88	4.78	5.60	5.16	5.02	4.19
Royaume-Uni	11.80	10.11	9.06	7.47	8.17	8.24	7.82	7.05	5.52	5.08	5.31	4.94	4.91	4.52
Suède	13.16	10.69	10.02	..	..	10.24	8.03	6.61	4.99	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64
Suisse	6.45	6.24	6.40	4.55	4.96	4.52	4.00	3.36	3.05	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66
Zone euro	..	..	..	..	8.18	8.73	7.23	5.96	4.70	4.66	5.44	5.03	4.92	4.16

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/576285623714>
Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage, 2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/762708160514>

TAUX DE CONVERSION

Pour comparer le produit intérieur brut (PIB) réel d'un pays au cours d'une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De la même manière, pour comparer les PIB réels de divers pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB qui sont dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays

Tendances à long terme

Au cours de la période 1990-2003, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires, et souvent en sens inverses. Ainsi, en Australie, le taux de change a augmenté, indiquant une dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar des États-Unis, alors que la PPA a diminué, montrant que le pouvoir d'achat du dollar australien (en Australie) augmentait par rapport à celui du dollar américain (aux États-Unis).

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune les PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont tout à fait considérables. Ces différences sont illustrées dans le graphique page 86.

Dans le cas de la Pologne, par exemple, l'écart entre le PIB converti au moyen du taux de change et le PIB converti sur la base de la PPA est légèrement supérieur à 100 %, ce qui signifie que le PIB réel représente le double de la valeur obtenue à partir du taux de change. En général, l'utilisation des taux de change se traduit par une sous-estimation du PIB réel des pays à faible revenu, et par une surestimation du PIB réel des pays à revenu élevé.

Les indices de niveau de prix figurant dans le dernier tableau correspondent au rapport entre PPA et taux de change, la valeur 100 étant fixée pour les États-Unis. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, la Suisse, la Norvège et le Danemark – trois pays à revenu élevé – affichaient les niveaux de prix les plus hauts en 2003, tandis que la République slovaque, la Pologne, la Turquie et la République tchèque – quatre pays à faible revenu au sein de la zone OCDE – se caractérisaient par des niveaux de prix inférieurs d'au moins 50 % à celui des États-Unis.

donné au cours du temps ; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour supprimer les effets des écarts de niveaux de prix entre pays à un moment donné.

Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. On a calculé les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après en comparant les prix d'un panier commun composé de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle manière que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB qui figurent ci-après.

Comparabilité

Les PPA montrées ci-après ont été calculées conjointement par l'OCDE et l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) sur la base de procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et les améliorations sont constantes. Néanmoins, les PPA sont des constructions statistiques et non des mesures précises.

Source

OCDE (2004), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : Année de référence 2002* Édition 2004, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars OCDE, Paris, www.oecd.org/std/statisticsbrief.

• Publications statistiques

OCDE (2004), « Tableaux comparatifs », *Comptes nationaux*, vol. I, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Parités de pouvoir d'achat : www.oecd.org/std/ppp.

Séminaire Banque mondiale-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat, 2001 : www.oecd.org/std/ppp/seminar2001.



Parités de pouvoir d'achat

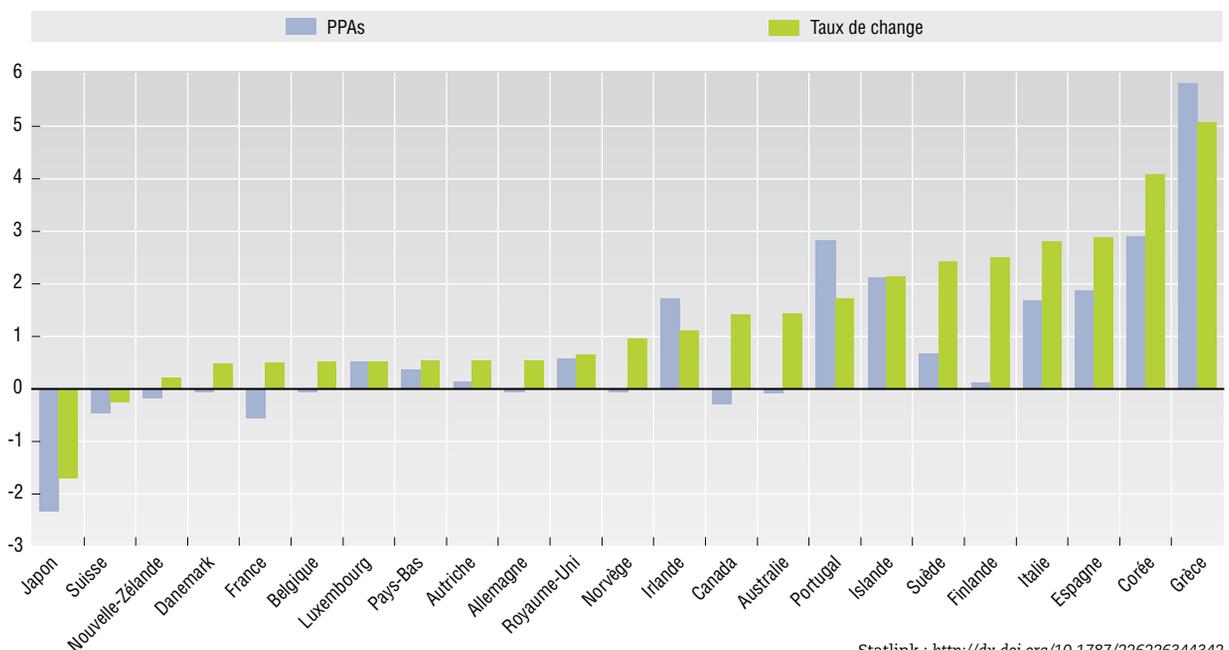
Unités de monnaie nationale par dollar des États-Unis

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	0.984	0.984	1.011	1.024	1.028	1.023	1.007	1.006	1.006	1.004	0.994	0.988	0.984	0.977
Australie	1.38	1.36	1.35	1.33	1.32	1.31	1.32	1.32	1.31	1.30	1.32	1.34	1.35	1.36
Autriche	0.921	0.924	0.936	0.942	0.947	0.946	0.938	0.936	0.940	0.931	0.926	0.932	0.935	0.938
Belgique	0.911	0.905	0.915	0.931	0.930	0.918	0.915	0.927	0.930	0.940	0.933	0.910	0.905	0.905
Canada	1.25	1.25	1.23	1.22	1.21	1.22	1.21	1.21	1.19	1.19	1.21	1.20	1.19	1.21
Corée	529	566	596	623	657	690	712	732	767	755	744	753	762	767
Danemark	8.75	8.69	8.74	8.66	8.63	8.56	8.53	8.55	8.54	8.41	8.52	8.46	8.63	8.68
Espagne	0.616	0.636	0.664	0.678	0.690	0.706	0.716	0.730	0.734	0.733	0.752	0.760	0.764	0.783
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.98	0.96	0.96	0.96	0.96	0.98	0.97	0.96	0.97	0.98	0.99	0.99	1.01	0.99
France	0.976	0.971	0.968	0.968	0.964	0.956	0.947	0.932	0.928	0.928	0.927	0.911	0.909	0.908
Grèce	0.341	0.394	0.442	0.495	0.539	0.577	0.610	0.638	0.665	0.681	0.693	0.703	0.697	0.710
Hongrie	..	29.8	35.3	41.9	49.0	60.0	70.9	83.3	92.8	100	109	112	118	125
Irlande	0.801	0.788	0.792	0.814	0.811	0.814	0.823	0.830	0.873	0.921	0.966	1.00	1.01	1.00
Islande	70.8	74.0	74.7	74.7	74.7	74.9	75.0	76.4	79.1	81.1	84.3	90.0	95.0	93.1
Italie	0.690	0.717	0.733	0.745	0.755	0.773	0.793	0.807	0.802	0.809	0.818	0.829	0.845	0.856
Japon	189	188	187	184	180	176	171	169	167	162	155	150	146	140
Luxembourg	0.96	0.94	0.95	0.99	1.00	1.00	1.00	1.02	1.01	0.98	1.00	1.01	1.02	1.02
Mexique	1.43	1.71	1.91	2.04	2.17	2.93	3.75	4.35	4.96	5.63	6.18	6.39	6.73	7.05
Norvège	9.54	9.42	9.15	9.15	8.96	8.98	8.90	9.07	9.35	9.21	9.13	9.23	9.42	9.48
Nouvelle-Zélande	1.49	1.46	1.45	1.45	1.44	1.44	1.43	1.44	1.44	1.43	1.45	1.47	1.46	1.46
Pays-Bas	0.912	0.906	0.907	0.903	0.905	0.900	0.897	0.902	0.910	0.926	0.936	0.931	0.946	0.956
Pologne	0.26	0.40	0.54	0.68	0.92	1.15	1.33	1.50	1.65	1.75	1.84	1.87	1.88	1.86
Portugal	0.473	0.504	0.549	0.576	0.605	0.610	0.624	0.636	0.647	0.649	0.659	0.666	0.675	0.680
République slovaque	..	..	9.84	11.1	12.3	13.2	13.4	14.2	14.8	15.6	16.3	16.5	16.6	17.1
République tchèque	5.50	7.23	7.94	9.40	10.4	11.2	11.9	12.7	13.9	14.3	14.5	14.8	14.6	14.6
Royaume-Uni	0.590	0.608	0.618	0.621	0.618	0.621	0.626	0.623	0.634	0.644	0.641	0.632	0.628	0.637
Suède	8.87	9.34	9.23	9.29	9.31	9.39	9.28	9.37	9.47	9.34	9.31	9.46	9.61	9.67
Suisse	1.99	2.04	2.03	2.04	2.02	1.99	2.00	1.93	1.90	1.93	1.92	1.92	1.89	1.88
Turquie	1540	2363	3782	6203	12541	22887	39661	71457	124133	191772	274409	429455	615791	742063

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/206421150145>

Évolution des taux de change et des parités de pouvoir

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/226226344342>

Taux de change

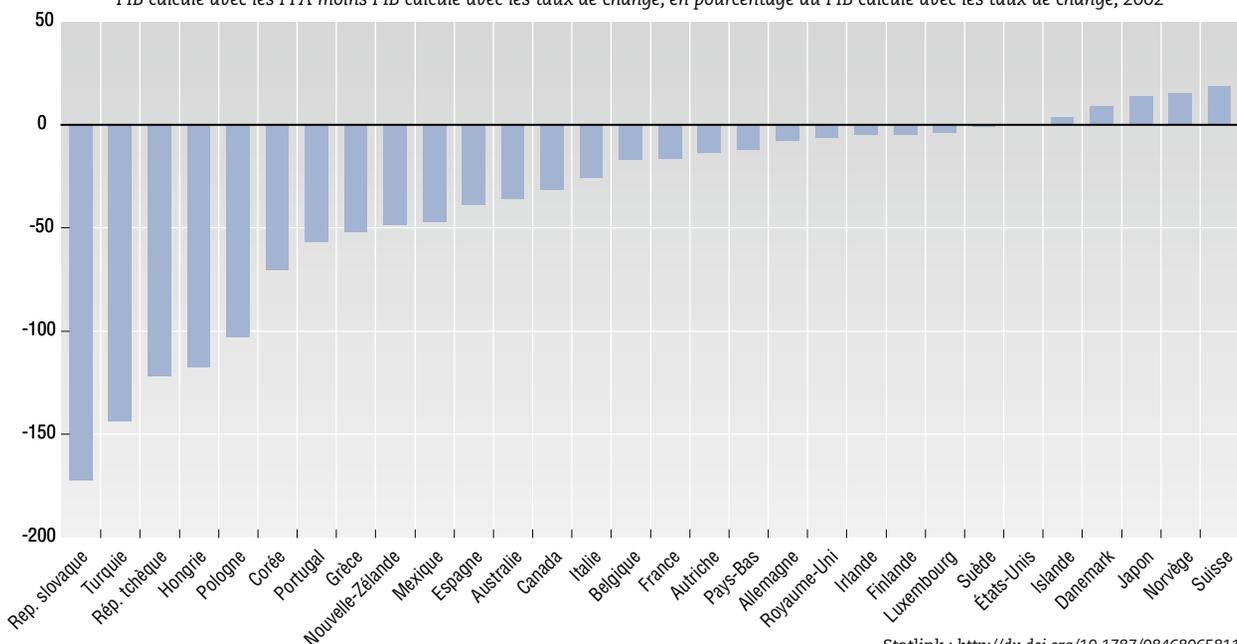
Unités de monnaie nationale par dollar des États-Unis

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	0.826	0.849	0.798	0.845	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Australie	1.281	1.284	1.362	1.471	1.368	1.349	1.278	1.347	1.592	1.550	1.725	1.933	1.841	1.542
Autriche	0.826	0.849	0.799	0.845	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Belgique	0.828	0.847	0.797	0.858	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Canada	1.167	1.146	1.209	1.290	1.366	1.372	1.363	1.385	1.483	1.486	1.485	1.549	1.569	1.401
Corée	707.76	733.35	780.65	802.67	803.45	771.27	804.45	951.29	1401.44	1188.82	1130.96	1290.99	1251.09	1191.61
Danemark	6.189	6.396	6.036	6.484	6.361	5.602	5.799	6.604	6.701	6.976	8.083	8.323	7.895	6.588
Espagne	0.613	0.625	0.615	0.765	0.805	0.749	0.761	0.880	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	0.643	0.680	0.753	0.961	0.879	0.734	0.773	0.873	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
France	0.830	0.860	0.807	0.863	0.846	0.761	0.780	0.890	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Grèce	0.465	0.535	0.559	0.673	0.712	0.680	0.706	0.801	0.867	0.897	1.072	1.118	1.063	0.886
Hongrie	63.21	74.74	78.99	91.93	105.16	125.68	152.65	186.79	214.40	237.15	282.18	286.49	257.89	224.31
Irlande	0.768	0.789	0.746	0.860	0.849	0.792	0.794	0.838	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Islande	58.28	59.00	57.55	67.60	69.94	64.69	66.50	70.90	70.96	72.34	78.62	97.42	91.66	76.71
Italie	0.619	0.641	0.636	0.813	0.833	0.841	0.797	0.880	0.897	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Japon	144.79	134.71	126.65	111.20	102.21	94.06	108.78	120.99	130.91	113.91	107.77	121.53	125.39	115.93
Luxembourg	0.828	0.847	0.797	0.858	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Mexique	2.813	3.018	3.095	3.116	3.375	6.419	7.599	7.918	9.136	9.560	9.456	9.342	9.656	10.789
Norvège	6.260	6.483	6.215	7.094	7.058	6.335	6.450	7.073	7.545	7.799	8.802	8.992	7.984	7.080
Nouvelle-Zélande	1.676	1.734	1.862	1.851	1.687	1.524	1.455	1.512	1.868	1.890	2.201	2.379	2.162	1.723
Pays-Bas	0.826	0.848	0.798	0.843	0.826	0.729	0.765	0.885	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
Pologne	0.950	1.058	1.363	1.812	2.272	2.425	2.696	3.279	3.475	3.967	4.346	4.094	4.080	3.889
Portugal	0.711	0.721	0.673	0.802	0.828	0.754	0.769	0.874	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886
République slovaque	..	..	..	30.770	32.045	29.713	30.654	33.616	35.233	41.363	46.035	48.355	45.327	36.773
République tchèque	21.145	27.920	28.370	29.153	28.785	26.541	27.145	31.698	32.281	34.569	38.598	38.035	32.739	28.209
Royaume-Uni	0.563	0.567	0.570	0.667	0.653	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.661	0.695	0.667	0.612
Suède	5.919	6.047	5.824	7.783	7.716	7.133	6.706	7.635	7.950	8.262	9.162	10.329	9.737	8.085
Suisse	1.389	1.434	1.406	1.478	1.368	1.182	1.236	1.451	1.450	1.502	1.689	1.688	1.559	1.347
Turquie	2609	4172	6872	10985	29609	45845	81405	151865	260724	418783	625218	1225590	1507230	1500890

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/172828286425>

Différences entre le PIB en dollars des EU calculé avec les PPA et celui calculé avec les taux de change

PIB calculé avec les PPA moins PIB calculé avec les taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec les taux de change, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/084680658110>



Indices des niveaux de prix

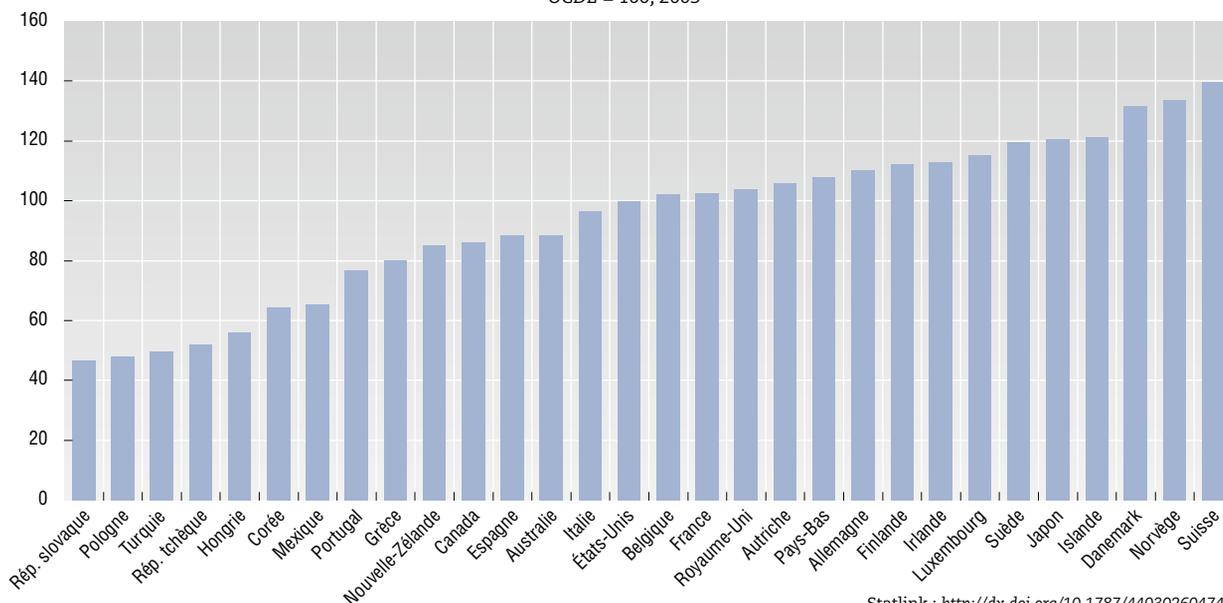
OCDE = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	111	107	114	112	112	121	119	110	112	106	95	96	100	110
Australie	100	98	89	84	87	84	93	95	82	83	80	75	79	88
Autriche	104	100	105	103	104	112	111	102	105	99	89	91	95	106
Belgique	102	99	103	100	102	109	108	101	104	100	89	89	92	102
Canada	100	100	92	87	81	77	81	85	80	80	85	84	82	86
Corée	70	71	69	72	74	78	80	75	55	63	68	63	66	64
Danemark	132	125	130	123	123	133	133	126	128	120	109	111	118	132
Espagne	94	94	97	82	78	82	85	81	82	78	72	74	77	88
États-Unis	93	92	90	92	91	87	91	97	100	99	104	109	108	100
Finlande	142	131	114	92	99	115	114	107	108	104	95	96	102	112
France	109	104	108	103	103	109	110	102	104	98	89	89	92	102
Grèce	68	68	71	68	69	74	78	77	77	75	67	68	71	80
Hongrie	..	37	40	42	42	41	42	43	43	42	40	42	49	56
Irlande	97	92	95	87	87	89	94	96	98	98	92	97	102	113
Islande	113	116	117	102	97	100	102	105	112	112	111	100	112	121
Italie	104	103	103	84	82	80	90	89	90	86	78	81	86	96
Japon	122	129	133	152	160	162	143	135	128	142	150	134	125	120
Luxembourg	107	103	107	106	110	119	118	111	113	104	96	98	103	115
Mexique	47	52	55	60	58	40	45	53	54	59	68	74	75	65
Norvège	142	134	132	119	115	123	125	125	124	117	108	112	127	134
Nouvelle-Zélande	83	78	70	72	78	82	89	92	77	76	68	67	73	85
Pays-Bas	103	99	102	99	99	107	106	99	101	98	90	91	96	108
Pologne	26	34	35	35	37	41	45	44	48	44	44	50	50	48
Portugal	62	65	73	66	66	70	74	71	72	69	63	65	68	77
République slovaque	..	..	..	33	35	39	40	41	42	38	37	37	39	46
République tchèque	24	24	25	30	33	37	40	39	43	41	39	42	48	52
Royaume-Uni	98	99	97	86	86	85	89	99	105	104	101	99	101	104
Suède	140	143	142	110	110	114	125	119	120	112	105	100	106	119
Suisse	134	131	130	127	134	146	147	129	132	128	118	124	130	139
Turquie	55	52	49	52	38	43	44	46	48	46	46	38	44	49
UE15	105	103	105	96	96	100	103	99	101	97	89	90	93	103
Total OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/535013506132>

Niveaux de prix comparés

OCDE = 100, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/440302604740>

COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

Pour définir la compétitivité internationale au sens large, il faudrait comparer la capacité des pays à augmenter la productivité, encourager l'innovation et augmenter le niveau de vie. Les deux indicateurs de compétitivité que nous présentons ici ont un objectif plus précis : comparer l'évolution de la compétitivité-prix des pays sur les marchés internationaux à partir des fluctuations du taux de change de ces pays et de leur niveau de prix, représenté soit par le prix des biens de consommation, soit par les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. En outre, nous présentons des indices de taux de change effectifs nominaux. Ceux-ci reflètent uniquement l'évolution des taux de change de marché, qui ne constituent qu'un des facteurs entrant dans le calcul des deux indicateurs de compétitivité mentionnés précédemment.

Définition

On calcule les *indices de taux de change effectifs nominaux* en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre

Tendances à long terme

Une augmentation de ces indices représente une hausse des prix des exportations du pays considéré par rapport à ceux de ses concurrents, et indique donc une dégradation de sa compétitivité. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays *dans le temps*, et que les différences entre pays concernant le *niveau* des indices n'ont aucune signification.

Chacun des trois indices est relativement fluctuant d'une année à l'autre, de sorte qu'il est difficile de déceler des tendances à long terme. Entre 2000 et 2003, le Japon, le Mexique et le Royaume-Uni ont globalement amélioré leur compétitivité internationale, à en juger tant par leurs indices de prix relatifs à la consommation que par leurs coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, tandis que la position concurrentielle de l'Australie, du Canada et de l'Italie s'est dégradée dans l'ensemble. Pour ces deux groupes, ces changements s'expliquent dans une large mesure par les fluctuations des taux de change effectifs nominaux des pays concernés. Dans le cas des États-Unis, par contre, l'amélioration de la compétitivité en termes de coûts unitaires de main-d'œuvre depuis 2000 a été sensiblement plus marquée que la variation du taux de change effectif nominal ; cette amélioration doit donc être due également en partie à une évolution favorable des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier exprimés dans la monnaie nationale, reflétant elle-même l'évolution de la productivité et des coûts salariaux.

taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours.

Les deux autres indicateurs, à savoir les *indices de prix relatifs à la consommation* et les *coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier*, peuvent également être qualifiés d'*indices de taux de change effectifs réels*. À la différence des taux de change effectifs nominaux, ils prennent en compte non seulement l'évolution des taux de change de marché, mais aussi les variations des niveaux de prix relatifs (en utilisant, respectivement, les prix à la consommation et les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier), et peuvent donc être employés comme indicateurs de compétitivité. La variation de l'indice des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée en comparant la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars au taux de change du marché) à une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours. Les variations de l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier sont calculées de la même manière.

Comparabilité

Les trois indices présentés ici sont tous élaborés selon la même procédure.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), « Trends in OECD Countries' International Competitiveness », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 195, OCDE, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

Durand M., J. Simon et C. Webb (1992), « OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 120, OCDE, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

• Bases de données en ligne

Source OCDE Perspectives économiques.

• Sites Web

Perspectives économiques de l'OCDE – Sources et méthodes : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Prix à la consommation comparés

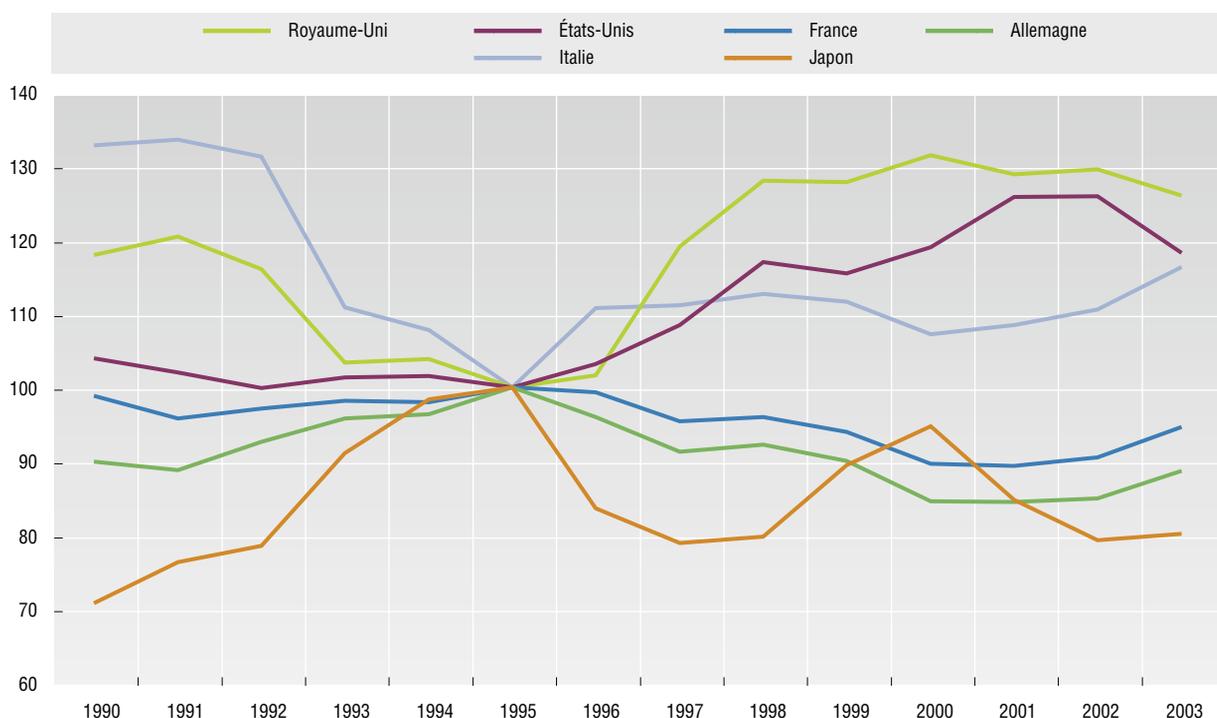
1995 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	89.9	88.7	92.7	95.8	96.4	100.0	96.0	91.3	92.2	90.1	84.5	84.4	84.9	88.7
Australie	118.6	116.2	105.0	96.9	101.7	100.0	109.4	108.4	99.1	99.4	94.6	91.0	96.0	108.6
Autriche	96.2	94.6	96.0	97.1	97.3	100.0	97.4	94.1	94.3	93.4	90.9	91.0	91.2	93.5
Belgique	95.8	94.7	95.4	95.3	96.8	100.0	97.6	92.8	93.5	92.1	88.4	89.1	90.1	93.9
Canada	125.4	129.1	119.3	111.2	102.2	100.0	100.1	99.4	93.8	93.0	93.5	90.6	89.8	100.0
Corée	107.5	107.0	100.6	97.8	98.9	100.0	103.6	97.7	74.5	84.6	90.9	86.0	90.5	91.5
Danemark	99.2	95.5	96.1	96.9	96.6	100.0	98.6	95.9	98.0	98.1	94.5	95.9	97.4	101.7
Espagne	114.9	116.3	115.9	103.2	98.6	100.0	101.6	97.1	98.0	97.8	95.8	97.8	100.1	104.6
États-Unis	104.0	102.1	99.9	101.3	101.5	100.0	103.1	108.4	117.0	115.4	119.0	125.8	125.9	118.3
Finlande	130.3	124.3	107.4	89.8	93.2	100.0	94.2	90.6	91.7	91.6	87.6	88.8	89.5	92.6
France	98.9	95.8	97.1	98.2	98.0	100.0	99.4	95.4	96.0	94.0	89.6	89.4	90.5	94.6
Hongrie	..	..	..	107.9	105.3	100.0	101.1	107.2	108.0	111.2	112.7	121.9	134.3	136.2
Irlande	107.5	104.0	107.2	99.4	99.1	100.0	101.6	100.4	97.3	94.2	89.9	93.5	98.5	109.3
Islande	112.7	115.1	115.1	108.4	101.5	100.0	99.3	100.9	103.2	106.2	110.1	97.0	102.9	108.6
Italie	132.8	133.5	131.3	110.9	107.8	100.0	110.7	111.2	112.7	111.6	107.2	108.4	110.6	116.3
Japon	70.8	76.3	78.5	91.1	98.3	100.0	83.6	78.9	79.7	89.4	94.7	84.8	79.3	80.1
Luxembourg	96.5	95.6	96.5	96.4	97.6	100.0	97.7	94.7	95.0	94.3	92.5	93.0	94.1	97.3
Mexique	120.4	133.3	144.5	154.4	147.6	100.0	111.7	129.2	130.5	142.7	154.9	165.0	165.1	147.6
Norvège	108.0	104.3	104.2	100.3	97.7	100.0	98.8	100.0	97.4	97.8	96.5	100.2	107.9	106.0
Nouvelle-Zélande	100.7	95.5	86.6	88.6	93.3	100.0	106.0	108.0	96.5	91.8	83.2	82.5	89.9	101.7
Pays-Bas	96.2	94.3	95.9	96.3	96.4	100.0	97.3	92.1	94.6	94.0	89.0	91.5	94.7	100.7
Pologne	..	..	..	92.3	93.4	100.0	107.4	111.1	117.9	114.9	126.9	143.4	136.9	121.5
Portugal	87.3	92.9	101.2	98.1	96.6	100.0	99.9	98.6	99.4	99.5	97.3	99.8	102.0	105.7
République slovaque	..	..	..	98.9	97.8	100.0	99.8	105.4	107.6	107.1	118.1	119.5	120.9	136.1
République tchèque	..	..	..	92.1	96.7	100.0	106.6	108.4	118.7	117.0	119.3	127.2	141.1	137.4
Royaume-Uni	117.9	120.4	116.0	103.4	103.8	100.0	101.7	119.1	128.0	127.8	131.5	128.8	129.6	126.0
Suède	118.8	124.5	124.5	102.3	100.9	100.0	107.7	102.3	99.3	97.4	95.8	87.8	89.9	94.9
Suisse	90.4	90.2	88.6	90.2	94.3	100.0	96.4	89.0	90.5	89.4	86.8	88.6	91.7	91.8
Turquie	119.6	121.8	117.1	125.6	92.2	100.0	101.0	108.0	118.9	125.6	140.5	114.7	124.7	134.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/833480575245>

Prix à la consommation comparés

1995 = 100


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/637650288347>

Main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière : coûts unitaires comparés

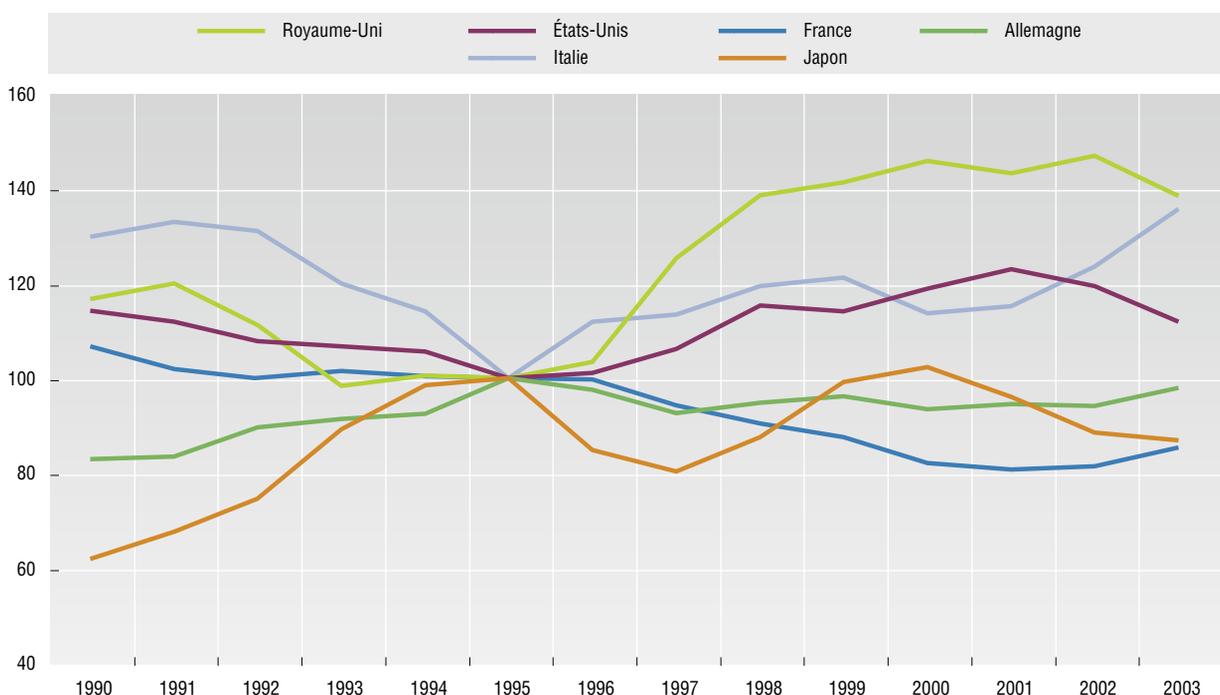
1995 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	82.9	83.5	89.7	91.4	92.4	100.0	97.5	92.6	94.8	96.1	93.4	94.5	94.1	97.9
Australie	149.7	132.9	115.6	101.5	102.9	100.0	103.6	104.6	93.2	91.4	87.0	81.6	87.0	99.7
Autriche	105.8	103.7	105.2	107.5	100.4	100.0	102.1	92.0	82.1	79.4	72.4	70.4	71.9	74.2
Belgique	97.5	97.2	97.3	96.5	96.9	100.0	94.7	87.7	89.3	90.1	85.2	87.2	90.4	94.3
Canada	125.0	128.4	117.5	105.1	97.8	100.0	105.9	106.2	101.6	101.9	101.5	101.8	103.9	116.5
Corée	96.4	98.1	90.3	87.3	89.8	100.0	107.1	93.5	64.8	67.5	70.8	68.7	76.4	80.9
Danemark	97.3	93.3	95.6	100.4	96.0	100.0	103.8	98.4	103.6	103.9	99.2	101.6	103.0	108.4
Espagne	108.5	109.6	112.4	102.4	99.2	100.0	104.4	103.1	106.1	106.1	106.3	109.1	112.3	116.8
États-Unis	114.2	111.9	107.8	106.6	105.6	100.0	101.1	106.2	115.4	114.1	118.9	123.0	119.4	111.8
Finlande	143.0	137.2	107.5	82.0	86.7	100.0	94.1	89.0	91.3	91.9	83.3	87.4	86.3	90.6
France	106.7	102.0	100.0	101.5	100.5	100.0	99.7	94.3	90.5	87.6	82.1	80.7	81.5	85.4
Grèce	106.2	97.7	94.2	88.2	92.1	100.0	102.7	105.8	101.2	103.1	98.4	98.4	101.0	107.9
Hongrie	..	..	..	122.5	121.7	100.0	92.4	92.7	85.6	85.9	78.6	86.2	98.3	102.4
Irlande	132.9	126.7	122.8	113.0	109.0	100.0	99.1	91.6	81.7	81.8	74.4	71.7	71.4	76.8
Islande	101.3	110.3	110.9	101.2	99.3	100.0	99.0	104.3	113.2	125.4	136.2	117.7	124.9	135.9
Italie	129.8	133.0	131.1	119.9	114.0	100.0	111.9	113.3	119.5	121.2	113.7	115.1	123.5	135.6
Japon	61.9	67.6	74.5	89.2	98.5	100.0	84.8	80.3	87.6	99.2	102.3	96.1	88.5	86.9
Luxembourg	106.6	104.3	104.1	103.1	101.6	100.0	96.0	92.5	92.7	89.0	88.3	92.3	91.3	92.9
Mexique	122.9	137.3	152.8	164.7	160.6	100.0	101.8	111.8	108.3	112.8	122.1	129.5	133.3	120.0
Norvège	94.7	93.2	91.9	89.9	94.5	100.0	99.5	107.3	112.0	115.1	118.2	122.1	137.1	136.4
Nouvelle-Zélande	92.8	91.8	82.2	85.4	93.3	100.0	111.2	116.6	107.8	108.1	97.4	95.2	104.5	119.4
Pays-Bas	99.1	97.5	100.4	99.8	96.3	100.0	96.7	93.6	97.6	95.4	93.5	93.1	97.9	106.9
Pologne	..	..	..	89.9	95.8	100.0	102.0	102.4	108.0	101.5	100.9	104.9	94.5	77.0
Portugal	89.7	91.7	100.6	91.5	95.0	100.0	91.4	92.6	94.5	97.1	97.8	100.4	102.9	106.2
République slovaque	..	..	..	83.1	96.8	100.0	109.7	119.1	123.9	120.6	120.4	116.3	118.4	127.2
République tchèque	..	..	..	90.2	96.7	100.0	106.9	105.4	116.1	118.0	117.9	121.2	128.5	124.4
Royaume-Uni	116.7	120.0	111.2	98.3	100.5	100.0	103.4	125.2	138.5	141.2	145.8	143.2	146.9	138.5
Suède	148.9	151.4	148.4	105.9	100.1	100.0	111.7	105.1	101.2	95.8	89.7	82.1	84.4	89.4
Suisse	85.8	86.1	83.8	83.3	91.4	100.0	95.9	91.2	94.0	95.3	94.5	99.1	106.6	109.7
Turquie	173.2	190.4	171.9	171.3	111.5	100.0	100.2	112.5	125.8	147.6	169.1	121.2	118.5	122.7

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/584352121521>

Main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière : coûts unitaires comparés

1995 = 100



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/546877285866>



Taux de change effectifs réels

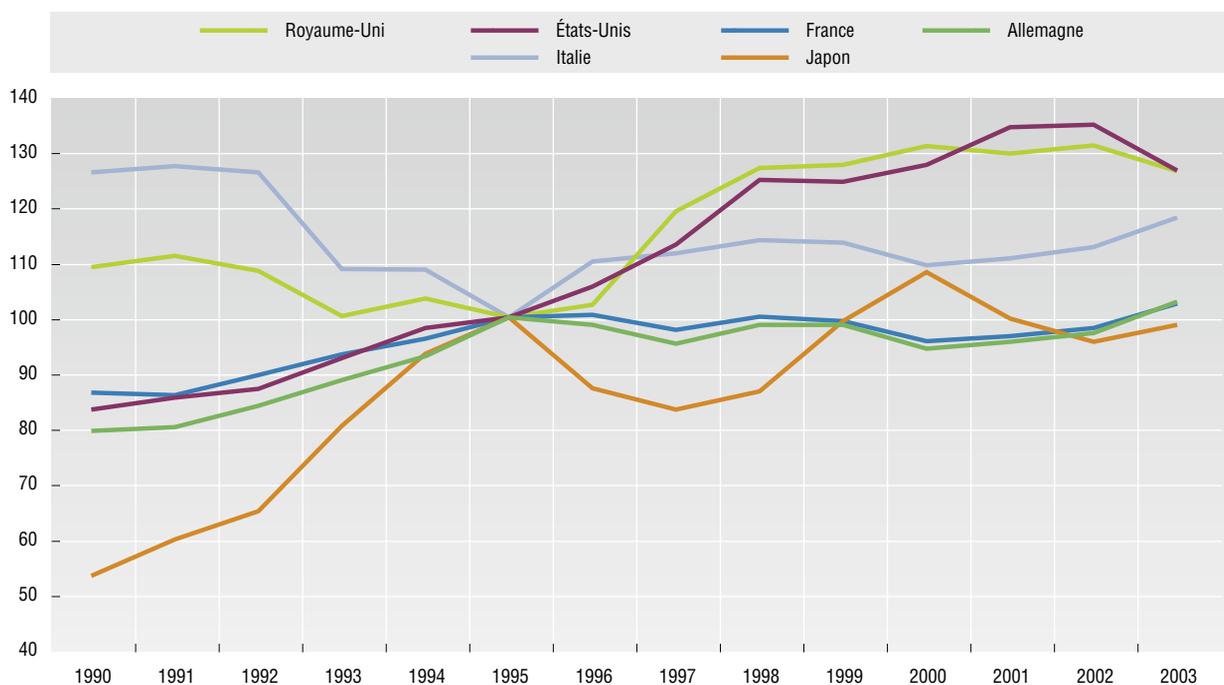
1995 = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	79.4	80.1	84.0	88.6	93.0	100.0	98.6	95.2	98.7	98.6	94.3	95.5	97.1	102.8
Australie	107.0	107.7	100.9	95.7	103.1	100.0	109.7	111.0	103.5	103.6	96.3	90.3	93.6	104.5
Autriche	87.9	88.1	90.2	93.2	95.4	100.0	99.1	97.2	99.2	99.9	97.7	98.1	98.6	101.7
Belgique	85.2	86.1	88.7	90.7	94.7	100.0	98.4	94.5	96.8	96.3	92.5	93.6	95.2	99.9
Canada	113.2	116.5	110.7	105.6	100.8	100.0	101.9	102.2	97.4	97.1	98.0	95.1	93.6	103.6
Corée	111.3	107.4	100.1	98.6	99.7	100.0	101.6	94.1	68.1	77.9	83.4	77.1	79.7	79.0
Danemark	86.5	86.0	88.7	92.9	95.1	100.0	99.1	96.8	99.3	98.7	94.8	96.4	97.6	101.9
Espagne	117.0	118.4	117.1	104.7	99.7	100.0	101.0	96.9	98.1	97.3	94.3	95.4	96.8	100.4
États-Unis	83.3	85.4	87.1	92.6	98.0	100.0	105.6	113.1	124.8	124.4	127.5	134.3	134.8	126.5
Finlande	99.9	97.0	85.2	76.7	87.0	100.0	97.6	95.4	98.2	101.1	96.6	98.6	100.3	105.4
France	86.4	85.9	89.6	93.3	96.1	100.0	100.4	97.7	100.0	99.3	95.7	96.6	98.0	102.5
Grèce	133.8	120.8	113.7	106.0	101.2	100.0	98.4	96.6	93.9	94.6	88.4	89.1	90.7	94.5
Hongrie	..	..	..	140.1	126.0	100.0	85.2	78.9	71.5	69.0	65.5	66.7	71.2	70.4
Irlande	98.6	97.5	101.7	96.6	98.2	100.0	102.6	102.4	99.4	96.5	89.5	90.7	92.8	101.7
Islande	110.4	110.9	110.5	104.0	99.6	100.0	99.5	101.7	104.5	106.3	107.4	91.0	93.2	98.0
Italie	126.1	127.3	126.2	108.7	108.6	100.0	110.0	111.5	113.9	113.5	109.4	110.7	112.7	118.1
Japon	53.2	59.9	65.0	80.4	93.4	100.0	87.2	83.3	86.6	99.3	108.1	99.7	95.5	98.6
Luxembourg	91.0	91.6	93.5	94.1	96.8	100.0	98.9	96.7	97.7	97.5	94.9	95.4	96.5	99.7
Mexique	193.5	186.9	187.1	196.5	190.3	100.0	84.9	83.3	74.0	70.6	72.1	74.1	71.8	62.8
Norvège	95.8	95.0	96.7	95.7	96.4	100.0	100.1	101.1	98.0	97.9	95.8	99.0	107.3	104.9
Nouvelle-Zélande	92.0	89.5	83.3	87.3	93.6	100.0	106.3	108.9	97.8	94.4	85.6	84.7	91.5	103.6
Pays-Bas	81.4	82.0	85.2	89.3	93.6	100.0	98.6	93.9	97.2	97.1	92.2	93.5	95.6	101.7
Pologne	..	..	..	139.0	113.5	100.0	93.2	86.6	84.8	79.2	81.6	90.0	86.1	77.4
Portugal	93.3	95.8	101.3	97.8	97.0	100.0	99.6	98.3	98.2	97.7	95.4	96.3	97.2	99.8
République slovaque	..	..	..	97.9	96.7	100.0	101.0	105.6	106.6	100.6	102.3	99.8	100.1	105.7
République tchèque	..	..	..	95.9	99.3	100.0	101.6	98.6	100.3	99.9	101.2	106.2	118.2	117.5
Royaume-Uni	109.0	111.1	108.4	100.2	103.4	100.0	102.3	119.2	127.0	127.5	130.9	129.6	131.1	126.4
Suède	115.7	116.7	119.6	98.4	99.6	100.0	110.1	106.6	106.3	106.1	106.3	97.8	100.2	105.9
Suisse	80.5	80.2	79.7	83.5	91.9	100.0	98.7	93.1	97.2	97.8	96.1	100.0	105.1	106.8
Turquie	1 546.9	1 023.7	610.9	427.8	173.5	100.0	58.6	34.9	21.1	14.1	10.3	5.8	4.3	3.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/872823051538>

Taux de change effectifs réels

1995 = 100


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/538730573885>



MARCHÉ DU TRAVAIL

EMPLOI

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

EMPLOI NON SALARIÉ

CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

Ces taux représentent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, ventilé selon le sexe. Sur le court terme, ces taux sont sensibles au cycle économique, mais à plus long terme, ils sont davantage influencés par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, et par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes.

Les taux d'emploi des hommes et des femmes diffèrent aussi bien d'un pays à l'autre que d'une période à l'autre au sein d'un même pays. Sont indiqués ici les taux d'emploi total et ceux des hommes et des femmes considérés séparément.

Définition

Les taux d'emploi sont obtenus en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. Pour calculer le taux d'emploi, on divise la population d'âge actif en deux groupes – les personnes qui sont pourvues d'un emploi et celles qui n'en ont pas. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un

emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont retirés du marché du travail pour une raison ou pour une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés. On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans, et, dans certains pays, de 16 à 64 ans.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent sur les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi, sauf l'Islande, le Mexique et la Turquie. Dans ces trois pays, les taux d'emploi sont cohérents d'une période à l'autre, mais ils ne sont pas strictement comparables avec ceux des autres pays.

Pour le dénominateur – la population en âge de travailler – les séries proviennent de diverses sources allant des enquêtes sur la population active, des registres administratifs et des recensements de population.

Source

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Evans, J. (2001), « Firms' Contribution to the Reconciliation Between Work and Family Life », *Document de travail de la Direction de l'OCDE de l'emploi, du travail et des affaires sociales*, n° 48, www.oecd.org/els/employment/workingpapers.

Jaumotte, F. (2003), « Participation des femmes au marché du travail : tendances passées et principaux déterminants dans les pays de l'OCDE », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 376, www.oecd.org/eco/working_papers.

OCDE (2002-04), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, séries, OCDE, Paris. Voir vol. I pour l'Australie, le Danemark et les Pays-Bas, vol. II pour l'Autriche, l'Irlande et le Japon, et vol. III pour la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse.

OCDE (2004), *Putting More Women to Work: A Colloquium on Employment, Child Care and Taxes*, www.oecd.org/employment/colloquium/women.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Emploi et marché du travail.

• Sites Web

Base de données des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.

Tendances à long terme

Sur la période couverte par les tableaux, les taux d'emploi total (hommes et femmes confondus) ont diminué dans 8 pays et augmenté dans 22 autres, avec des baisses particulièrement marquées en Pologne, en Turquie, en Suède et en Finlande, et des hausses très importantes en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas et en Irlande.

L'évolution des taux d'emploi est très différente pour les hommes et pour les femmes. Ainsi, au cours de la période considérée, l'emploi masculin a diminué dans 21 pays, accusant un recul de 1 % par an ou plus en Pologne et en Turquie, tandis que l'emploi féminin a progressé dans 23 pays, au rythme de 1 % par an ou plus en Belgique, en Grèce, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, au Mexique, aux Pays-Bas et en Espagne.

Malgré des écarts encore importants dans de nombreux pays, cette évolution montre clairement que les taux d'emploi des femmes et des hommes suivent actuellement des trajectoires convergentes.



Taux d'emploi : total

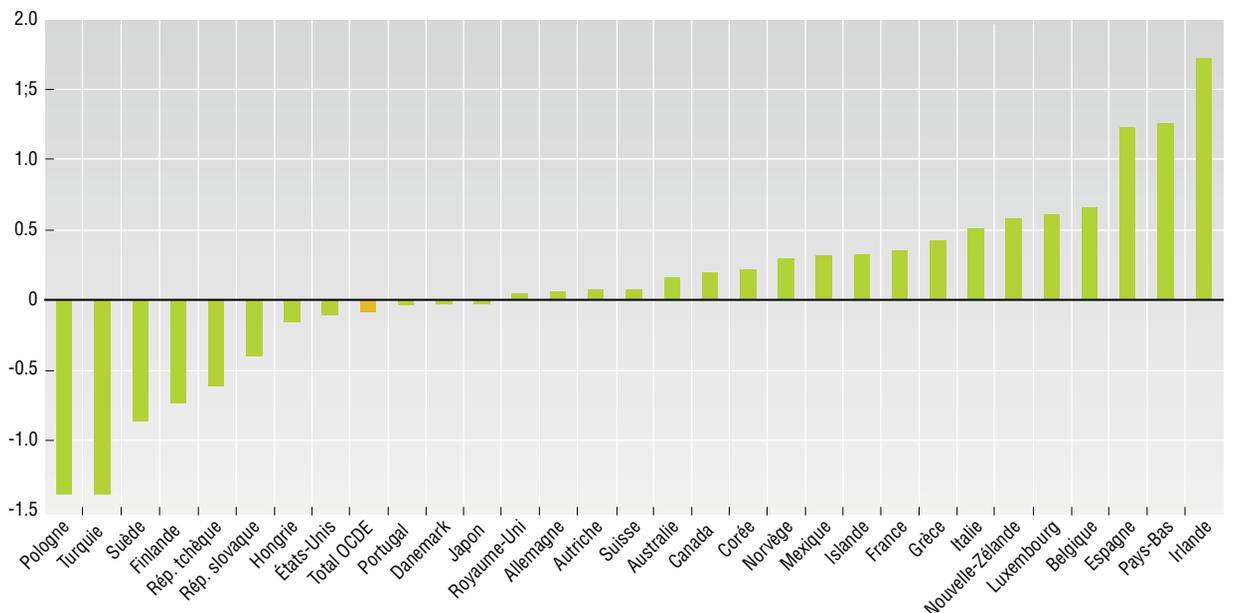
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	64.1	67.1	66.2	65.1	64.5	64.6	64.3	63.8	64.7	65.2	65.6	65.8	65.3	64.6
Australie	67.9	65.5	64.7	64.1	65.7	67.5	67.3	66.3	67.4	67.8	69.2	68.7	69.2	69.3
Autriche	..	..	..	..	68.3	68.6	67.7	67.7	67.7	68.2	68.2	68.1	65.8	68.7
Belgique	54.4	55.9	56.5	56.0	55.7	56.3	56.3	57.0	57.3	58.9	60.9	59.7	59.7	59.3
Canada	70.3	68.2	66.8	66.5	67.1	67.6	67.3	68.0	68.9	70.1	71.1	70.9	71.5	72.1
Corée	61.2	61.7	61.9	61.8	62.8	63.5	63.7	63.7	59.2	59.6	61.5	62.1	63.3	63.0
Danemark	75.4	74.6	74.5	72.4	72.4	73.9	74.0	75.4	75.3	76.5	76.4	75.9	76.4	75.1
Espagne	51.8	51.8	50.5	48.0	47.4	48.3	49.3	50.7	52.4	55.0	57.4	58.8	59.5	60.7
États-Unis	72.2	71.0	70.8	71.2	72.0	72.5	72.9	73.5	73.8	73.9	74.1	73.1	71.9	71.2
Finlande	74.1	70.0	64.6	60.5	59.9	61.0	61.9	62.8	64.0	66.0	67.0	67.7	67.7	67.4
France	59.9	60.0	59.7	59.1	58.4	59.1	59.2	58.9	59.4	59.8	61.1	62.0	62.2	62.7
Grèce	54.8	53.1	53.6	53.5	54.1	54.5	54.9	54.8	55.6	55.4	55.9	55.6	56.9	58.0
Hongrie	..	..	58.0	54.5	53.5	52.9	52.7	52.8	53.8	55.7	56.0	56.2	56.2	57.0
Irlande	52.1	51.2	50.7	50.9	51.9	54.1	55.0	56.3	59.6	62.5	64.5	65.0	65.0	65.0
Islande	..	79.9	79.2	78.2	78.5	80.5	80.4	80.0	82.2	84.2	84.6	84.6	82.8	..
Italie	52.6	52.6	52.3	52.5	51.5	51.2	51.4	51.6	52.2	52.9	53.9	54.9	55.6	56.2
Japon	68.6	69.2	69.6	69.5	69.3	69.2	69.5	70.0	69.5	68.9	68.9	68.8	68.2	68.4
Luxembourg	59.2	60.8	61.5	60.9	60.2	58.5	59.1	59.9	60.2	61.6	62.7	63.0	63.6	..
Mexique	..	58.0	58.7	59.3	58.7	58.2	59.1	61.0	61.3	61.2	60.9	60.1	60.1	59.6
Norvège	73.0	72.1	71.6	71.3	72.2	73.5	75.3	77.0	78.3	78.0	77.9	77.5	77.1	75.9
Nouvelle-Zélande	67.3	65.5	65.3	66.0	67.8	70.0	71.1	70.5	69.5	70.0	70.7	71.8	72.4	72.5
Pays-Bas	61.8	62.9	63.8	63.8	63.9	65.1	66.2	68.1	69.8	71.3	72.1	72.8	73.2	72.7
Pologne	..	..	59.9	58.9	58.3	58.1	58.4	58.8	58.9	57.5	55.0	53.5	51.7	51.4
Portugal	67.4	68.6	66.5	64.9	64.0	63.2	63.6	64.7	66.8	67.4	68.3	68.6	68.1	67.1
République slovaque	..	..	..	..	59.8	60.2	61.9	61.1	60.5	58.1	56.8	56.9	56.9	57.7
République tchèque	..	..	..	69.0	69.2	69.4	69.3	68.7	67.5	65.9	65.2	65.3	65.7	64.9
Royaume-Uni	72.5	70.9	69.1	68.3	68.8	69.3	69.9	70.8	71.2	71.7	72.4	72.8	72.7	72.9
Suède	83.1	81.0	77.3	72.6	71.5	72.2	71.6	70.7	71.5	72.9	74.2	75.3	74.9	74.3
Suisse	..	78.2	78.0	77.3	76.1	76.7	77.0	76.9	78.0	78.4	78.3	79.1	78.9	77.8
Turquie	54.5	54.9	53.7	50.0	52.4	52.4	52.5	51.3	51.4	50.8	48.9	47.8	46.7	45.5
UE15	61.5	62.0	61.1	60.2	60.0	60.3	60.6	60.9	61.8	62.6	63.6	64.2	64.3	64.5
Total OCDE	65.6	65.0	64.3	63.9	64.1	64.3	64.6	65.0	65.2	65.4	65.7	65.5	65.1	64.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/162561157042>

Taux d'emploi : total

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/885460633854>

Taux d'emploi : hommes

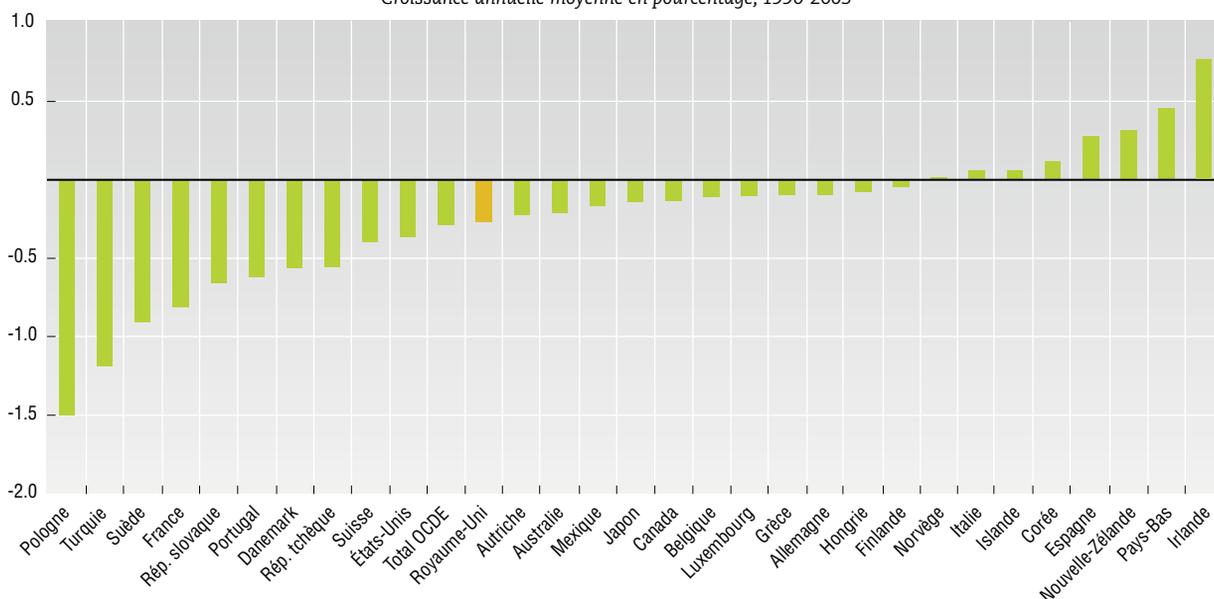
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, hommes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	69.7	69.3	68.6	67.2	66.1	66.7	66.8	66.3	66.6	66.8	68.1	69.0	68.6	68.9
Australie	78.5	74.8	73.7	73.1	74.8	76.1	75.9	74.7	75.3	76.2	76.6	75.9	76.4	76.4
Autriche	..	..	..	..	77.5	78.1	77.0	76.8	76.6	77.0	76.8	76.2	72.8	76.0
Belgique	68.1	68.7	68.4	67.0	66.5	66.9	66.8	67.1	67.0	67.5	69.8	68.5	68.1	67.1
Canada	77.8	74.6	72.6	72.4	73.0	73.5	73.1	73.8	74.3	75.5	76.3	75.9	76.1	76.5
Corée	73.9	75.0	75.5	75.2	76.3	76.8	76.7	76.2	71.3	71.3	73.1	73.5	74.9	75.0
Danemark	75.7	77.6	76.4	74.9	74.0	73.7	72.8	72.1	72.9	72.8	72.9	72.8	71.7	70.4
Espagne	71.9	71.3	68.5	64.4	63.3	64.0	64.7	66.1	68.3	70.8	72.7	73.8	73.9	74.5
États-Unis	80.7	78.9	78.3	78.7	79.0	79.5	79.7	80.1	80.5	80.5	80.6	79.4	78.0	77.0
Finlande	80.1	79.1	78.5	75.9	77.6	80.8	80.5	81.3	80.2	81.2	80.7	80.2	80.2	79.7
France	76.7	71.5	65.6	61.4	61.1	63.1	64.3	65.2	66.8	68.4	69.4	70.0	69.2	69.0
Grèce	73.4	72.3	72.3	71.7	72.2	72.2	72.6	71.9	71.6	70.9	71.3	70.9	71.7	72.5
Hongrie	..	..	64.0	60.0	59.6	60.2	60.2	60.3	60.6	62.6	62.7	63.0	62.9	63.4
Irlande	67.5	66.0	64.2	63.5	64.8	66.7	66.6	67.8	71.0	73.5	75.6	76.0	74.7	74.5
Islande	..	85.2	84.3	82.3	82.4	84.0	84.3	84.2	86.0	88.2	88.2	88.0	85.7	..
Italie	69.2	68.9	68.3	69.3	67.8	67.0	66.9	66.8	67.1	67.6	68.2	68.7	69.2	69.7
Japon	81.3	81.6	82.2	82.3	81.9	81.9	82.1	82.4	81.7	81.0	80.9	80.5	79.9	79.8
Luxembourg	76.4	77.4	76.3	76.6	74.9	74.3	74.4	74.3	74.6	74.4	75.0	74.9	75.5	..
Mexique	..	84.1	84.2	84.3	82.9	81.0	82.7	84.4	84.7	84.6	84.0	83.4	82.6	82.0
Norvège	78.6	77.1	76.4	75.8	76.8	78.1	80.0	81.7	82.8	82.1	81.7	81.1	80.2	78.8
Nouvelle-Zélande	76.1	73.7	73.3	74.3	76.1	78.5	79.0	78.5	77.1	77.3	78.0	78.9	79.6	79.3
Pays-Bas	75.7	76.0	76.3	75.2	74.9	76.0	76.9	78.4	79.9	80.8	81.4	81.6	81.5	80.2
Pologne	..	..	66.9	65.9	64.9	64.7	65.2	66.1	65.8	63.6	61.2	59.2	57.0	56.7
Portugal	80.1	80.1	77.3	74.9	73.5	72.1	72.0	72.5	75.6	75.6	76.3	76.5	75.7	73.9
République slovaque	..	..	..	..	67.2	67.6	69.2	68.4	67.8	64.3	62.2	62.1	62.5	63.4
République tchèque	..	..	..	77.6	77.5	77.9	78.1	77.4	76.3	74.3	73.6	73.6	74.2	73.4
Royaume-Uni	82.1	79.6	76.3	74.8	75.3	76.1	76.4	77.5	78.1	78.4	79.1	79.3	78.9	79.3
Suède	85.2	82.7	78.3	73.1	72.3	73.5	73.2	72.4	73.5	74.8	76.1	77.0	76.3	75.6
Suisse	..	90.0	88.9	88.2	86.6	87.4	86.8	85.9	87.2	87.2	87.3	87.6	86.1	84.9
Turquie	76.9	76.3	75.5	74.2	74.6	74.6	74.9	74.8	74.3	72.7	71.7	69.3	66.9	65.9
UE15	74.3	74.1	72.5	71.1	70.5	70.8	70.7	70.8	71.6	72.2	73.0	73.3	72.9	72.8
Total OCDE	77.5	77.4	76.1	75.6	75.4	75.5	75.7	76.0	76.1	76.1	76.3	75.8	75.1	74.7

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/358781638212>

Taux d'emploi : hommes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/867322131862>



Taux d'emploi : femmes

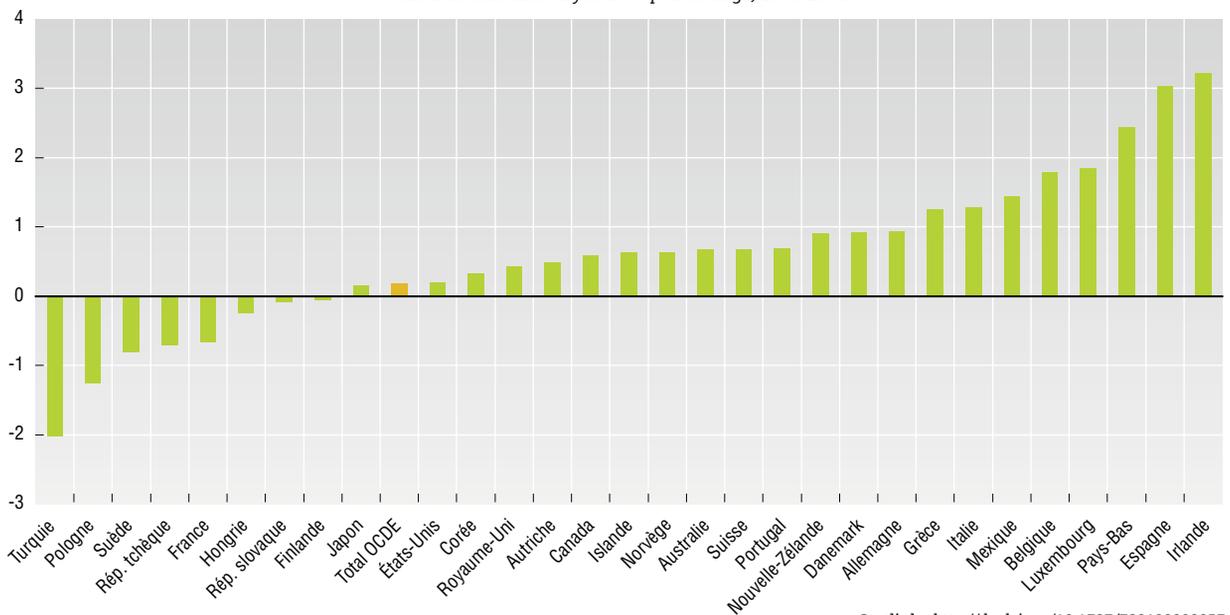
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, femmes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	52.2	56.3	55.7	55.1	54.7	55.3	55.5	55.3	56.3	57.4	58.1	58.7	58.8	58.7
Australie	57.1	56.0	55.5	55.1	56.4	58.9	58.7	57.8	59.4	59.4	61.8	61.6	62.1	62.2
Autriche	..	..	..	..	58.8	58.9	58.2	58.4	58.5	59.3	59.4	59.8	58.7	61.5
Belgique	40.8	43.0	44.6	44.9	44.8	45.4	45.6	46.7	47.5	50.2	51.9	50.7	51.1	51.4
Canada	62.7	61.8	61.0	60.6	61.1	61.7	61.5	62.2	63.6	64.7	65.8	66.0	66.8	67.7
Corée	49.0	48.8	48.7	48.8	49.8	50.5	51.1	51.6	47.3	48.1	50.1	51.0	52.0	51.1
Danemark	70.6	70.1	70.4	68.7	67.1	67.0	67.4	69.4	70.3	71.6	72.1	71.4	72.6	70.5
Espagne	31.8	32.5	32.5	31.5	31.5	32.5	33.8	35.2	36.5	39.1	42.0	43.8	44.9	46.8
États-Unis	64.0	63.3	63.6	64.0	65.2	65.8	66.3	67.1	67.4	67.6	67.8	67.1	66.1	65.7
Finlande	71.5	68.4	63.7	59.6	58.8	58.9	59.4	60.4	61.2	63.5	64.5	65.4	66.1	65.7
France	50.3	50.8	50.8	51.1	50.8	51.6	51.8	51.7	52.4	53.0	54.3	55.2	55.8	56.7
Grèce	37.5	34.9	36.2	36.4	37.1	38.0	38.5	39.1	40.3	40.7	41.3	41.2	42.7	44.0
Hongrie	..	..	52.3	49.3	47.8	45.9	45.5	45.5	47.3	49.0	49.6	49.8	49.8	50.9
Irlande	36.6	36.3	37.1	38.2	38.9	41.5	43.3	44.7	48.2	51.3	53.3	54.0	55.2	55.4
Islande	..	74.5	74.0	74.0	74.6	76.8	76.5	75.6	78.3	80.2	81.0	81.1	79.8	..
Italie	36.2	36.5	36.5	35.8	35.4	35.4	36.0	36.4	37.3	38.3	39.6	41.1	42.0	42.7
Japon	55.8	56.6	56.9	56.6	56.5	56.4	56.8	57.6	57.2	56.7	56.7	57.0	56.5	56.8
Luxembourg	41.4	43.6	46.2	44.8	44.9	42.2	43.6	45.4	45.6	48.5	50.0	50.8	51.5	..
Mexique	..	34.2	35.1	36.0	36.2	37.0	37.4	39.9	40.1	39.8	40.1	39.4	39.9	39.4
Norvège	67.2	67.0	66.7	66.6	67.5	68.8	70.4	72.2	73.6	73.8	74.0	73.8	73.9	72.9
Nouvelle-Zélande	58.6	57.5	57.3	57.8	59.7	61.7	63.4	62.7	62.1	63.0	63.5	64.8	65.4	65.8
Pays-Bas	47.5	49.3	51.0	52.0	52.6	53.9	55.2	57.6	59.4	61.6	62.6	63.9	64.7	64.9
Pologne	..	..	53.1	52.1	51.9	51.8	51.8	51.8	52.2	51.6	48.9	47.8	46.4	46.2
Portugal	55.4	57.6	56.1	55.3	55.0	54.8	55.6	57.2	58.3	59.5	60.5	61.0	60.8	60.6
République slovaque	..	..	..	..	52.6	53.0	54.6	54.0	53.5	52.1	51.5	51.8	51.4	52.2
République tchèque	..	..	..	60.4	61.0	61.0	60.6	59.9	58.7	57.4	56.9	57.0	57.1	56.3
Royaume-Uni	62.8	62.2	61.9	61.8	62.1	62.5	63.3	64.1	64.2	64.9	65.5	66.1	66.3	66.4
Suède	81.0	79.3	76.3	72.1	70.7	70.8	69.9	68.9	69.4	70.9	72.2	73.5	73.4	72.8
Suisse	..	66.4	67.0	66.5	65.6	66.0	67.2	67.8	68.8	69.6	69.3	70.6	71.6	70.6
Turquie	32.9	33.7	31.9	25.8	30.4	30.2	30.3	28.0	28.5	28.9	26.2	26.3	26.6	25.2
UE15	48.7	49.9	49.7	49.3	49.4	49.9	50.4	50.9	51.8	53.0	54.2	55.1	55.6	56.1
Total OCDE	53.9	52.8	52.7	52.4	52.9	53.3	53.7	54.2	54.5	54.9	55.3	55.4	55.3	55.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/813172710722>

Taux d'emploi : femmes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1990-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/783122302357>

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Ces taux indiquent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, réparties en trois groupes d'âge : les jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail, les travailleurs d'âge très actif et ceux qui approchent de la retraite.

Dans ces différents groupes, les taux d'emploi sont très sensibles aux politiques publiques concernant l'enseignement supérieur, les systèmes de pension et l'âge de la retraite.

Définition

Pour calculer le taux d'emploi d'un groupe d'âge donné, on divise tout d'abord ce groupe entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, puis on rapporte le nombre des actifs occupés à l'effectif total du groupe pour obtenir une proportion en pourcentage.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages.

Tendances à long terme

En règle générale, les taux d'emploi des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans – sont à peu près identiques dans tous les pays, où ils atteignent des niveaux supérieurs à 70 % dans la plupart des cas en 2003. Ils varient beaucoup en revanche pour les jeunes, allant de moins de 30 % en Pologne, en Italie, en Grèce, en Hongrie, en Belgique et en République slovaque à plus de 60 % en Suisse et aux Pays-Bas, toujours en 2003. Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, avec près de 70 % d'actifs occupés dans ce groupe en 2003 en Suède et en Norvège, mais moins de 30 % en République slovaque, en Belgique, en Pologne et en Hongrie.

Entre 1990 et 2003, les taux d'emploi des jeunes ont reculé dans l'ensemble de la zone OCDE. Cela tient en partie aux mesures qu'ont adoptées les gouvernements pour encourager les jeunes à faire des études supérieures, mais les baisses les plus marquées se sont produites dans les pays où l'emploi total a également reculé, comme la République tchèque, la Pologne et la Turquie, signe que lorsque la situation est tendue sur le marché du travail, les jeunes éprouvent des difficultés particulières à trouver un emploi. Dans le groupe des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans –, les taux d'emploi sont restés stables dans l'ensemble de la zone OCDE, mais ils ont sensiblement baissé en Pologne et en Suède et en Turquie, tandis qu'ils augmentaient au contraire nettement en Irlande, aux Pays-Bas et en Espagne. Les travailleurs âgés ont dans l'ensemble connu une situation particulièrement favorable, notamment en Belgique, en République tchèque, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande, où leurs taux d'emploi ont le plus progressé.

D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont eux-mêmes retirés du marché du travail pour une raison ou une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE, sauf l'Islande, le Mexique et la Turquie, appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi. Dans les trois pays qui font exception, les taux d'emploi sont cohérents d'une période à l'autre, mais ils ne sont pas strictement comparables avec ceux des autres pays.

Pour le dénominateur – la population de chaque groupe d'âge –, les données proviennent de diverses sources allant des enquêtes sur la population active, des registres administratifs et des recensements de population.

Source

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Burniaux, J.M., R. Duval et F. Jaumotte (2003), « Faire face au vieillissement : une approche dynamique pour mesurer l'impact d'alternatives politiques sur l'offre future de travail dans les pays de l'OCDE », *Document de travail du Département des affaires économiques*, n° 371, OCDE, Paris, www.oecd.org/eco/working_papers.

OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vieillesse et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.

OCDE (2004), Réunion NERO sur le marché du travail, 25 juin, le programme est disponible à : www.oecd.org/document/46/0,2340,en_2649_201185_24444206_1_1_1_1,00.html.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Vieillesse et politiques de l'emploi : www.oecd.org/els/employment/olderworkers

Youth Employment Summit: www.yesweb.org.

Base de données des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.



Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

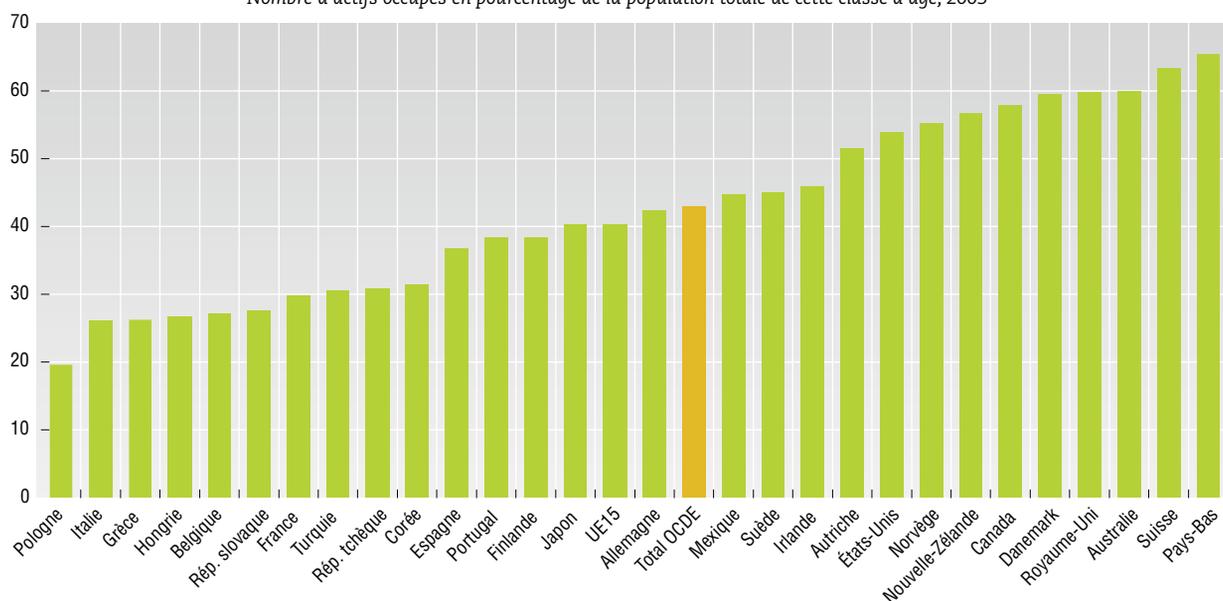
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	56.4	57.5	55.2	52.7	51.4	49.1	47.0	45.8	46.7	47.1	47.2	47.0	44.8	42.4
Australie	61.1	56.0	55.0	54.4	57.3	59.5	59.7	56.2	58.0	59.3	60.4	60.1	59.6	59.9
Autriche	..	..	..	..	59.5	57.3	55.7	54.8	54.1	54.0	53.1	52.0	48.7	51.5
Belgique	30.4	31.4	31.4	28.1	27.5	26.6	26.1	25.2	26.0	25.5	30.3	28.5	28.5	27.1
Canada	61.1	57.3	54.9	53.5	53.8	53.9	52.7	51.5	52.5	54.6	56.3	56.4	57.3	57.8
Corée	32.5	34.6	34.6	33.6	34.5	34.6	33.7	32.2	27.1	27.6	29.4	30.1	31.5	30.8
Danemark	65.0	64.8	63.1	60.3	62.1	65.9	66.0	68.2	66.4	66.0	67.1	61.7	64.0	59.4
Espagne	38.3	37.8	34.8	29.5	28.3	28.6	28.3	29.4	31.0	34.4	36.3	37.1	36.6	36.8
États-Unis	59.8	57.2	56.7	57.2	58.1	58.3	57.6	58.0	59.0	59.0	59.7	57.7	55.7	53.9
Finlande	52.2	44.6	35.3	30.1	27.9	29.0	29.8	33.3	34.9	38.8	39.8	40.3	39.4	38.5
France	29.5	27.5	26.7	24.2	22.0	21.8	21.3	19.9	20.8	20.7	23.2	24.3	24.1	29.8
Grèce	30.3	29.1	28.4	27.5	26.7	26.5	25.4	24.5	28.1	26.8	26.9	26.0	27.0	26.3
Hongrie	..	..	35.4	31.5	30.8	31.3	30.4	31.4	35.3	35.7	32.5	30.7	28.5	26.7
Irlande	41.4	38.1	35.9	34.4	33.6	37.3	36.4	38.3	43.0	46.4	48.2	47.0	45.3	45.8
Islande	..	56.6	54.5	52.4	51.7	54.9	54.8	55.7	61.6	65.1	68.2	66.8	59.4	..
Italie	29.8	29.2	27.8	30.0	28.3	27.3	26.9	27.0	27.2	27.3	27.8	27.4	26.7	26.0
Japon	42.2	43.4	44.6	44.8	45.0	44.7	45.0	45.3	44.6	42.9	42.7	42.0	41.0	40.3
Luxembourg	43.3	51.9	49.3	45.7	42.8	38.2	36.9	34.7	33.1	31.7	31.9	32.3	32.3	..
Mexique	..	49.3	50.5	51.6	50.3	48.6	48.9	49.7	50.9	50.5	49.6	47.7	46.0	44.7
Norvège	53.4	50.3	48.9	47.8	48.4	49.2	52.3	55.1	57.9	57.8	58.1	56.5	56.9	55.3
Nouvelle-Zélande	58.3	54.3	53.1	53.4	56.2	59.4	59.4	58.1	55.7	54.6	54.7	56.0	56.8	56.6
Pays-Bas	54.5	55.6	56.9	55.5	55.4	56.3	58.3	61.1	62.4	66.0	66.5	67.0	66.9	65.4
Pologne	..	..	32.3	29.5	28.0	27.3	27.9	28.8	28.7	24.3	24.5	22.1	20.0	19.6
Portugal	54.8	53.5	48.0	43.1	40.5	37.6	37.1	39.2	42.8	42.6	42.0	42.7	41.9	38.4
République slovaque	..	..	..	..	34.4	34.8	36.8	36.4	35.0	31.0	29.0	27.9	27.2	27.6
République tchèque	..	..	..	46.9	47.5	46.6	45.8	44.2	43.0	40.1	38.3	36.1	33.7	31.4
Royaume-Uni	70.1	66.0	61.5	58.9	58.9	59.0	60.2	60.9	60.8	60.7	61.5	61.1	61.0	59.8
Suède	66.0	60.6	52.1	42.5	41.4	42.3	40.3	39.6	41.6	43.8	46.1	47.9	46.5	45.1
Suisse	..	69.3	67.5	67.9	63.9	62.6	63.3	62.9	63.3	64.7	65.0	64.0	65.3	63.2
Turquie	45.9	46.9	44.3	39.5	43.0	41.0	42.0	40.3	39.5	39.7	37.0	35.3	33.0	30.5
UE15	45.2	44.3	41.9	39.9	39.0	38.4	37.9	37.9	38.9	39.6	40.8	40.9	40.3	40.3
Total OCDE	48.8	48.1	46.6	45.7	45.7	45.2	45.0	45.0	45.4	45.4	45.7	44.8	43.7	42.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/730214855347>

Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/875120486220>

Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54

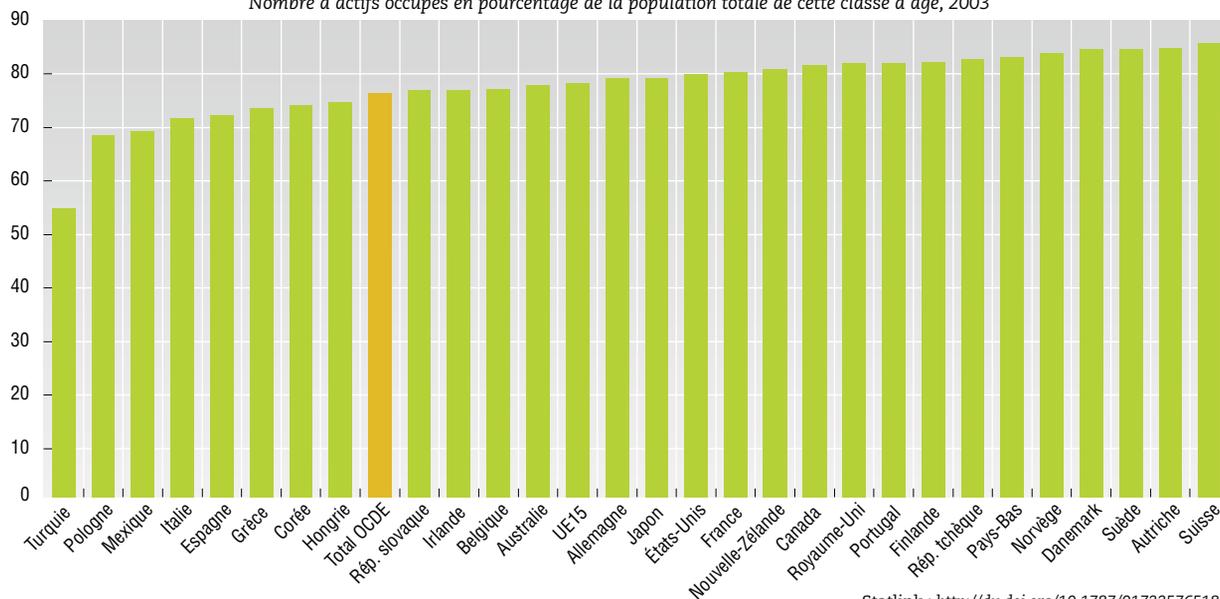
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	73.6	78.8	77.7	76.8	76.2	76.8	76.8	76.7	78.0	78.7	79.3	79.3	78.8	78.2
Australie	75.8	74.2	73.3	72.8	73.6	75.3	74.7	74.4	75.1	75.3	76.6	76.3	77.1	76.9
Autriche	..	..	..	..	79.5	80.4	80.1	80.6	80.7	81.6	82.2	82.4	80.1	83.7
Belgique	71.7	73.2	73.6	73.6	73.1	73.8	73.9	74.6	74.4	76.4	77.9	76.6	76.6	76.1
Canada	78.0	76.3	74.9	74.9	75.5	76.3	76.1	77.3	78.3	79.2	79.9	79.8	80.2	80.6
Corée	73.2	73.4	73.1	73.0	73.6	74.2	74.7	74.8	70.2	70.3	72.2	72.6	73.4	73.1
Danemark	84.0	83.1	83.1	80.8	80.5	81.7	82.2	82.8	83.4	84.4	84.3	84.5	84.8	83.5
Espagne	61.4	61.7	60.5	58.7	58.4	59.5	60.6	62.0	63.6	66.1	68.4	69.5	70.1	71.3
États-Unis	79.7	78.6	78.3	78.5	79.2	79.8	80.2	80.9	81.1	81.4	81.5	80.5	79.3	78.8
Finlande	87.9	84.0	79.2	74.9	74.9	76.0	76.8	77.5	78.9	80.3	80.9	81.5	81.6	81.1
France	77.4	77.9	77.4	77.0	76.3	77.0	76.9	76.4	76.8	77.0	78.3	79.3	79.4	79.3
Grèce	68.5	66.6	67.6	67.8	68.6	68.8	69.5	69.7	69.9	70.0	70.2	70.4	71.5	72.6
Hongrie	..	..	75.7	72.5	71.7	70.7	70.4	70.2	70.3	72.3	73.0	73.1	73.0	73.7
Irlande	60.0	59.8	60.1	60.9	62.7	64.7	66.3	67.4	70.6	73.2	75.3	76.4	76.6	76.0
Islande	..	88.1	88.0	87.0	87.5	89.1	89.3	88.2	88.9	90.9	90.6	90.7	90.0	..
Italie	68.2	68.4	68.3	66.7	65.8	65.5	65.7	65.8	66.3	67.1	68.0	69.2	70.1	70.8
Japon	79.6	79.9	80.2	79.8	79.5	79.3	79.6	79.9	79.3	78.7	78.6	78.6	78.0	78.3
Luxembourg	71.8	72.9	74.1	73.3	73.5	71.9	73.2	74.4	74.7	76.7	78.2	78.7	79.1	..
Mexique	..	64.4	64.7	65.1	65.0	65.1	66.2	68.5	68.4	67.9	68.3	67.8	68.4	68.1
Norvège	82.2	81.7	81.2	80.7	81.3	82.4	83.7	85.0	85.8	85.5	85.3	85.1	84.4	83.0
Nouvelle-Zélande	76.3	74.9	74.7	74.9	76.1	77.6	78.4	77.8	76.8	77.6	78.6	79.3	79.7	79.8
Pays-Bas	71.2	72.7	73.3	73.8	73.7	75.0	75.8	77.5	79.3	80.4	81.1	81.9	81.9	82.1
Pologne	..	..	74.8	74.4	73.8	74.2	74.6	74.7	75.0	73.7	70.9	69.3	67.5	67.6
Portugal	78.4	80.2	79.6	79.5	78.7	78.7	78.7	79.3	80.1	80.6	81.8	82.2	81.6	81.0
République slovaque	..	..	..	..	78.4	78.7	80.3	79.3	78.5	76.1	74.7	74.8	75.1	76.0
République tchèque	..	..	..	86.3	86.3	86.3	85.8	85.0	83.7	81.9	81.6	82.1	82.5	81.7
Royaume-Uni	79.1	77.8	76.7	76.3	76.6	77.2	77.5	78.5	79.1	79.7	80.4	80.7	80.6	80.9
Suède	91.6	89.9	86.9	83.2	81.9	82.6	81.8	80.7	81.3	82.6	83.8	84.6	84.2	83.5
Suisse	..	84.5	84.3	83.2	82.8	83.8	83.6	83.4	84.9	85.2	85.4	86.1	86.0	84.8
Turquie	61.6	61.5	61.0	58.0	59.8	60.5	60.1	59.0	59.2	58.2	56.7	55.5	54.6	54.0
UE15	73.4	74.6	73.9	73.0	72.7	73.2	73.5	73.8	74.6	75.5	76.5	77.0	77.0	77.2
Total OCDE	75.8	75.2	74.8	74.4	74.5	74.9	75.2	75.6	75.7	75.8	76.1	75.9	75.5	75.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/862615185114>

Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/017335765183>



Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

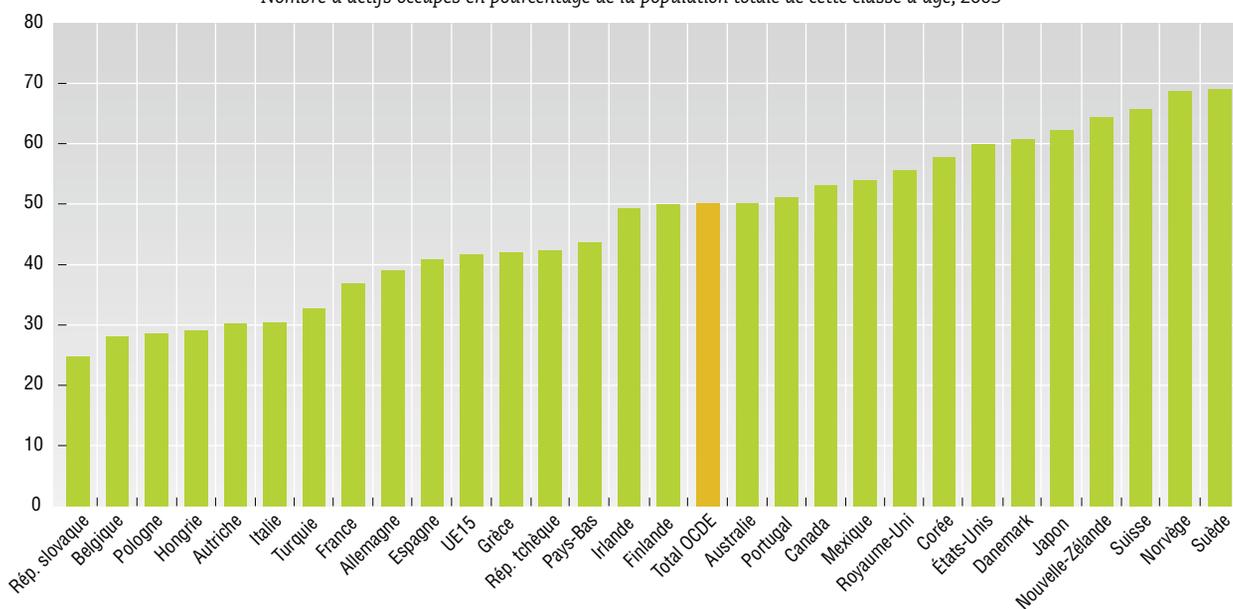
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	36.8	35.9	35.9	35.9	35.9	37.4	38.0	38.3	38.4	37.8	37.6	37.9	38.6	39.0
Australie	41.8	39.3	38.9	37.6	39.9	41.4	42.3	41.9	43.8	44.3	46.9	46.3	48.2	50.1
Autriche	..	..	..	..	28.4	30.4	29.2	28.6	29.0	29.6	28.1	28.2	27.6	30.1
Belgique	21.4	21.6	22.4	21.9	22.4	23.3	21.8	22.0	22.5	24.7	25.0	25.2	25.8	28.1
Canada	46.3	44.5	43.9	43.2	43.8	43.4	43.5	44.5	45.3	46.9	48.4	48.3	50.4	53.0
Corée	61.9	61.2	62.2	61.5	62.9	63.6	63.2	63.8	58.7	58.2	57.8	58.3	59.5	57.8
Danemark	53.6	51.7	52.3	51.3	50.2	49.3	47.5	51.4	50.4	54.2	54.6	56.5	57.3	60.7
Espagne	36.9	36.4	36.1	34.5	32.7	32.4	33.2	34.1	35.1	35.1	37.0	39.2	39.7	40.8
États-Unis	54.0	53.2	53.4	53.8	54.4	55.1	55.9	57.2	57.7	57.7	57.8	58.6	59.5	59.9
Finlande	42.8	40.6	37.3	34.8	33.5	34.4	35.6	35.7	36.2	39.2	42.3	45.9	47.8	49.9
France	35.6	34.8	33.9	33.9	33.4	33.5	33.5	33.6	33.0	34.2	34.3	36.5	39.3	36.8
Grèce	40.8	39.0	39.4	38.8	39.5	40.5	40.7	40.7	39.1	38.4	39.0	38.0	39.2	41.9
Hongrie	..	..	22.9	19.1	17.0	17.1	17.4	17.3	16.6	19.4	21.9	23.5	25.6	29.0
Irlande	38.6	38.9	38.3	38.9	39.5	39.4	40.3	40.2	41.6	43.8	45.2	46.6	48.0	49.3
Islande	..	85.4	83.0	83.2	84.7	85.1	83.8	83.7	86.7	85.9	84.2	85.6	87.2	..
Italie	32.6	32.1	31.4	30.4	29.4	28.4	28.7	28.0	27.9	27.6	27.7	28.0	28.9	30.3
Japon	62.9	64.4	64.6	64.5	63.7	63.7	63.6	64.2	63.8	63.4	62.8	62.0	61.6	62.1
Luxembourg	28.2	23.2	24.7	26.1	23.2	24.0	22.6	23.7	25.0	26.3	27.2	24.8	27.9	..
Mexique	..	54.1	53.9	53.8	52.4	50.4	52.1	54.8	53.6	55.0	52.8	52.1	53.1	53.8
Norvège	61.5	61.2	60.9	60.7	61.6	63.1	64.6	66.0	67.2	67.3	67.1	67.4	68.4	68.8
Nouvelle-Zélande	41.8	41.6	41.8	44.7	47.4	50.4	53.9	54.5	55.7	56.9	57.2	60.7	63.4	64.4
Pays-Bas	29.7	28.0	28.7	28.2	29.0	29.4	30.5	31.7	33.4	35.1	37.9	38.8	41.8	43.5
Pologne	..	..	35.4	35.1	34.4	33.8	33.0	33.6	32.3	32.5	28.4	29.0	27.9	28.6
Portugal	47.0	49.3	47.2	44.9	45.9	44.6	46.2	47.1	49.7	50.4	50.8	50.0	50.9	51.1
République slovaque	..	..	..	..	21.3	21.7	22.8	21.4	22.8	22.3	21.3	22.3	22.9	24.6
République tchèque	..	..	..	31.3	32.3	34.8	37.3	38.3	37.1	37.5	36.3	37.1	40.8	42.3
Royaume-Uni	49.2	49.0	47.7	46.5	47.4	47.5	47.8	48.5	48.3	49.4	50.5	52.2	53.3	55.5
Suède	69.4	69.3	67.0	63.3	61.9	61.9	63.4	62.7	63.0	64.0	65.1	67.0	68.3	69.0
Suisse	..	63.1	63.7	63.3	61.6	62.0	63.5	63.8	64.5	64.7	63.3	67.1	64.8	65.6
Turquie	42.8	43.4	42.4	37.7	40.8	41.7	41.6	40.5	41.1	39.3	36.4	35.9	35.3	32.7
UE15	38.5	37.8	37.2	36.5	36.1	36.4	36.8	37.1	37.3	37.7	38.3	39.3	40.6	41.5
Total OCDE	48.0	47.8	46.9	46.3	46.1	46.4	46.9	47.7	47.7	48.0	47.9	48.5	49.4	50.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/787426456508>

Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/041068860181>

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel a largement contribué à la croissance de l'emploi total dans beaucoup de pays de l'OCDE entre 1990 et 2003, jouant en particulier un rôle important pour certains groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes, les jeunes et, à un moindre degré, les travailleurs âgés.

Des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi. Les femmes qui élèvent de jeunes enfants en bénéficieraient tout particulièrement.

Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les taux indiqués ici représentent le nombre de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du nombre d'actifs occupés.

Tendances à long terme

Dans l'ensemble de la zone OCDE, l'emploi à temps partiel s'est accru d'un tiers environ entre 1990 et 2003. Les taux d'emploi à temps partiel ont augmenté de 50 % ou plus en Irlande, en Corée, en Espagne, au Luxembourg et en Finlande, mais ils ont aussi reculé dans plusieurs pays, notamment au Mexique, au Danemark, en Grèce et, surtout, en Turquie.

Le graphique met en évidence de grandes disparités entre les pays en matière d'emploi à temps partiel en 2003. En Suisse, au Japon, en Australie et aux Pays-Bas, plus de 25 % de tous les actifs occupés travaillaient à temps partiel, contre moins de 10 % en République tchèque, en République slovaque, en Hongrie, en Grèce, en Turquie, en Corée et en Espagne. En 2003, le taux d'emploi à temps partiel s'établissait à 15 % en moyenne pour l'ensemble de la zone OCDE, et légèrement au-dessus dans l'Union européenne.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE, sauf l'Islande, le Mexique et la Turquie, appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi. Dans les trois pays qui font exception, les taux d'emploi sont cohérents d'une période à l'autre, mais ils ne sont pas strictement comparables avec ceux des autres pays. Les données sur le nombre d'heures travaillées sont collectées dans le cadre des enquêtes sur la population active menées auprès des ménages et les taux indiqués ici sont considérés comme offrant un bon degré de comparabilité.

Source

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2002-04), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, séries, OCDE, Paris. Voir vol. I pour l'Australie, le Danemark et les Pays-Bas, vol. II pour l'Autriche, l'Irlande et le Japon, et vol. III pour la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse.

OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Base de données de la productivité : www.oecd.org/statistics/productivity.

Base de données des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.



Taux d'emploi à temps partiel

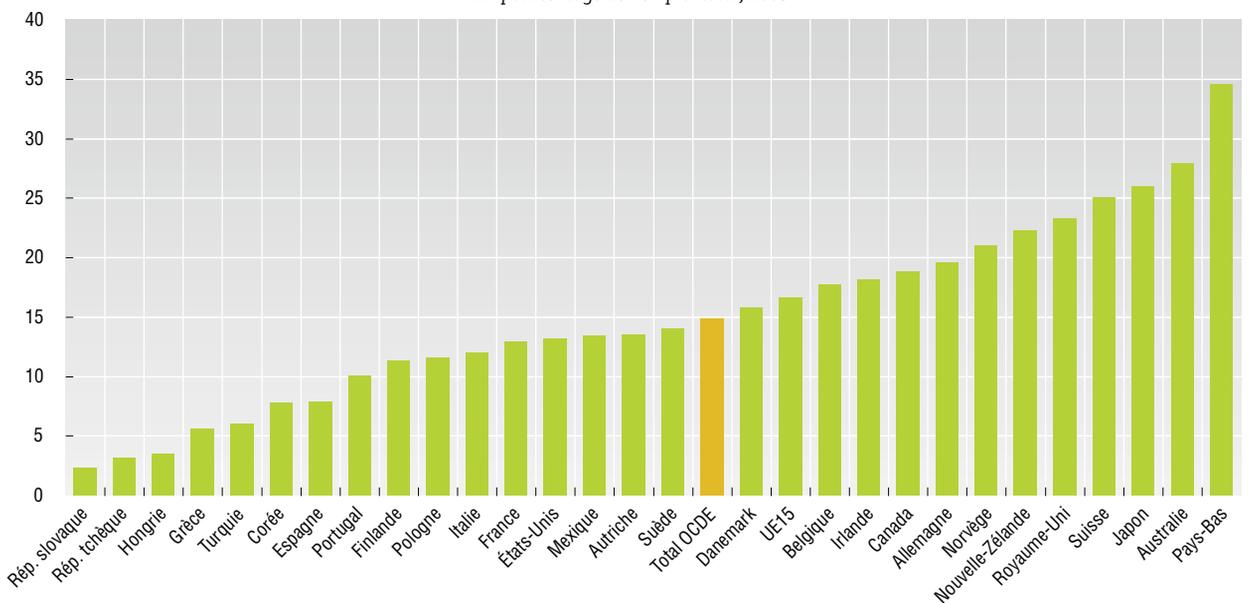
En pourcentage de l'emploi total

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	13.4	11.8	12.3	12.8	13.5	14.2	14.9	15.8	16.6	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6
Australie	22.6	23.9	24.9	24.3	24.4	25.0	25.2	26.0	25.9	26.1	26.2	27.2	27.5	27.9
Autriche	..	..	..	..	..	11.1	10.9	10.8	11.5	12.3	12.2	12.4	13.5	13.6
Belgique	13.5	14.6	14.3	14.7	14.6	14.6	14.8	15.0	15.6	19.9	19.0	17.0	17.2	17.7
Canada	17.1	18.3	18.7	19.3	19.0	18.9	19.2	19.1	18.9	18.5	18.1	18.1	18.7	18.8
Corée	4.5	4.5	4.8	4.5	4.5	4.3	4.3	5.0	6.7	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7
Danemark	19.2	18.7	18.9	19.0	17.3	16.9	16.6	17.2	17.1	15.3	16.1	14.7	16.2	15.8
Espagne	4.6	4.4	5.3	6.0	6.4	7.0	7.5	7.9	7.7	7.8	7.7	7.8	7.6	7.8
États-Unis	14.1	14.7	14.7	14.8	14.2	14.0	13.9	13.5	13.4	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2
Finlande	7.6	7.9	8.2	8.9	8.9	8.7	8.5	9.3	9.7	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3
France	12.2	12.0	12.6	13.2	13.8	14.2	14.0	14.8	14.7	14.6	14.2	13.8	13.7	12.9
Grèce	6.7	6.9	7.2	7.1	7.8	7.8	8.0	8.3	9.1	8.0	5.5	4.9	5.6	5.6
Hongrie	..	..	..	..	..	3.2	3.1	3.3	3.4	3.5	3.2	2.8	2.9	3.5
Irlande	10.0	10.4	11.3	13.1	13.5	14.3	14.2	15.0	17.6	17.9	18.1	17.9	18.1	18.1
Islande	..	22.2	22.1	22.4	22.6	22.5	20.9	22.4	23.2	21.2	20.4	20.4	20.1	..
Italie	8.9	9.0	10.0	10.0	10.0	10.5	10.5	11.3	11.2	11.8	12.2	12.2	11.9	12.0
Japon	19.2	20.0	20.4	21.1	21.4	20.1	21.8	23.3	23.6	24.1	22.6	24.9	25.1	26.0
Luxembourg	7.6	8.8	9.5	9.9	10.7	11.3	10.4	11.0	12.6	12.1	12.4	13.3	12.6	..
Mexique	..	..	..	..	..	16.6	14.9	15.5	15.0	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4
Norvège	21.8	22.0	22.1	22.0	21.5	21.4	21.6	21.0	20.8	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0
Nouvelle-Zélande	19.6	20.6	21.0	20.6	21.0	21.0	21.9	22.4	22.8	23.0	22.3	22.4	22.6	22.3
Pays-Bas	28.2	28.6	27.3	27.9	28.9	29.4	29.3	29.1	30.0	30.4	32.1	33.0	33.9	34.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	11.9	11.8	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5
Portugal	7.6	8.8	8.8	8.8	9.5	8.6	9.2	10.2	10.0	9.4	9.4	9.2	9.6	10.0
République slovaque	..	..	..	..	2.7	2.3	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3
République tchèque	..	..	..	3.6	3.6	3.5	3.4	3.4	3.3	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2
Royaume-Uni	20.1	20.7	21.5	22.1	22.4	22.3	22.9	22.9	23.0	22.9	23.0	22.7	23.0	23.3
Suède	14.5	14.6	15.0	15.4	15.8	15.1	14.8	14.2	13.5	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1
Suisse	..	22.1	22.7	23.2	23.2	22.9	23.7	24.0	24.2	24.8	24.4	24.8	24.7	25.1
Turquie	9.2	11.2	11.6	8.9	8.8	6.4	5.4	6.1	6.0	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0
UE15	13.3	13.1	13.6	14.1	14.6	14.8	15.1	15.6	15.9	16.1	16.2	16.2	16.4	16.6
Total OCDE	11.1	11.4	11.7	11.6	11.6	11.9	11.8	12.0	12.1	12.3	12.2	12.2	14.6	14.8

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/300171528864>

Taux d'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/405376054838>

EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.

Tendances à long terme

En 2003, les taux d'emploi non salarié global (hommes et femmes confondus) allaient de moins de 8 % au Luxembourg, en Norvège et aux États-Unis à plus de 30 % en Corée, au Mexique et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 27.5 %, l'Italie constitue à cet égard une exception remarquable. L'Espagne et l'Irlande sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Sur la période indiquée dans le tableau, l'emploi non salarié a chuté dans la plupart des pays, mais il a légèrement progressé au Canada, en Allemagne et en Islande et en Suisse et de façon beaucoup plus marquée en République tchèque, au Mexique et en République slovaque.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. Dans plus de la moitié des pays, plus de 15 % des hommes pourvus d'un emploi étaient des non-salariés, alors que le chiffre correspondant était de moins de 10 % chez les femmes (chiffres de 2003).

L'évolution de l'emploi non salarié fait également apparaître des divergences. Chez les hommes, l'emploi non salarié a augmenté dans dix pays – de peu, en Belgique, au Canada, en Italie, au Mexique au Portugal, en Suède et en Suisse et dans de larges proportions en République tchèque, en Allemagne et en République slovaque. Chez les femmes, il n'a progressé que dans cinq pays – faiblement en République tchèque, et au Portugal et de façon plus importante en République tchèque, au Mexique et en République slovaque.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les aides familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être salariées, c'est-à-dire sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, participent aux travaux d'une entreprise dont elles partagent le revenu ; la catégorie des aides familiaux non rémunérés est particulièrement importante dans le secteur agricole et dans le commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent le pourcentage de non-salariés dans l'emploi civil total, c'est-à-dire l'emploi total moins les membres des forces armées.

Comparabilité

De manière générale, tous les pays appliquent les lignes directrices du BIT pour définir l'emploi non salarié, sauf l'Islande, le Mexique et la Turquie. Les taux d'emploi sont cohérents dans le temps dans ces trois pays sans être strictement comparables avec les taux d'emploi dans les autres pays.

Il est à noter que la composition de l'emploi non salarié selon les quatre catégories susmentionnées varie considérablement entre les pays. Ainsi, dans les pays qui comptent un assez grand nombre de petites exploitations agricoles, comme le Mexique et la Turquie, les aides familiaux non rémunérés sont également plus nombreux.

Source

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2000), « The Partial Renaissance of the Self-employed », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 5, OCDE, Paris, p. 155-159.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Emploi et marché du travail.

• Sites Web

OCDE Direction de l'OCDE de l'emploi, du travail et des affaires sociales : www.oecd.org/els.

OCDE Entrepreneuriat au niveau local : www.oecd.org/tds/leed/entrepreneurship.



Taux de travail indépendant : total

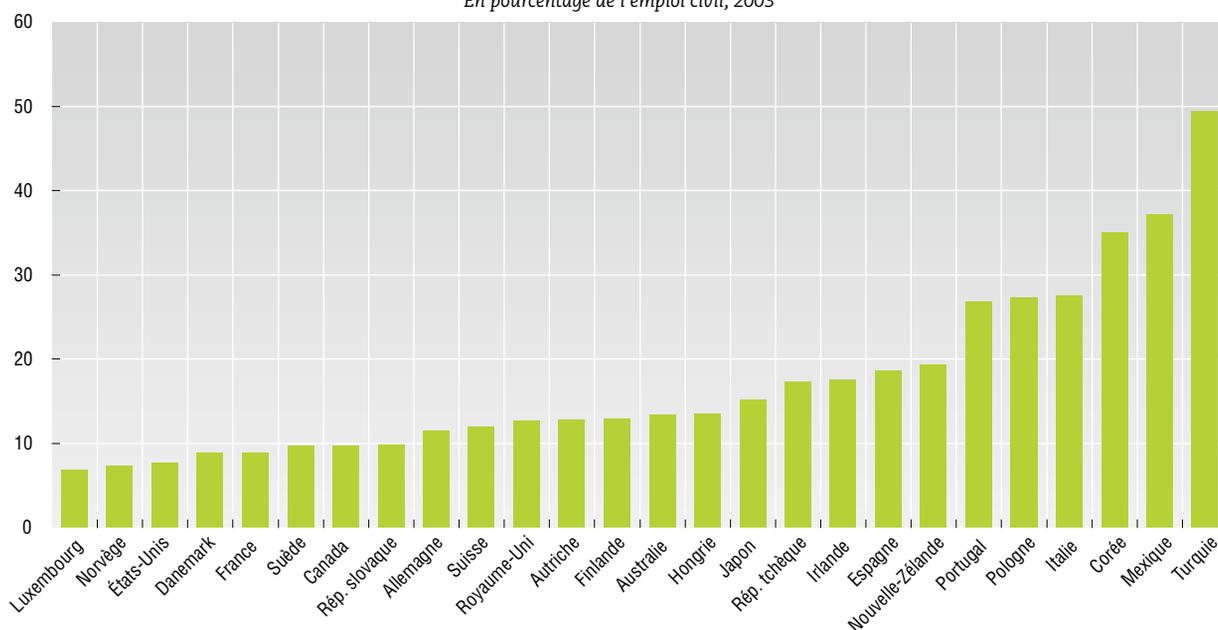
En pourcentage de l'emploi civil

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	10.9	9.8	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	10.9	11.0	10.8	11.0	11.1	11.2	11.4
Australie	15.9	15.7	16.7	16.9	16.5	15.9	14.9	16.0	14.5	15.6	14.5	14.2	14.3	13.4
Autriche	14.2	13.9	13.4	13.1	13.8	14.4	14.0	13.6	13.7	13.4	13.1	13.2	13.1	12.8
Belgique	18.1	18.3	18.4	18.9	18.9	18.8	18.8	18.6	18.2	17.8	..	..	..	..
Canada	9.5	9.8	10.1	10.7	10.8	10.6	11.0	11.4	11.7	11.3	10.7	9.9	9.8	9.7
Corée	39.5	37.3	37.3	37.9	37.1	36.8	36.7	36.8	38.3	37.6	36.8	36.7	36.0	34.9
Danemark	11.7	10.9	10.8	10.8	10.0	9.6	9.5	9.1	9.4	9.1	8.7	8.9	9.0	8.8
Espagne	25.9	25.2	25.7	26.0	25.9	25.2	24.7	23.5	22.7	21.2	20.1	19.8	19.2	18.6
États-Unis	8.8	9.0	8.7	8.8	8.8	8.5	8.4	8.2	7.9	7.7	7.4	7.4	7.2	7.6
Finlande	15.6	15.3	15.7	16.0	16.3	15.6	15.3	14.9	14.3	14.0	13.7	13.0	12.9	12.9
France	13.2	12.7	12.2	11.7	11.3	10.8	10.4	10.1	9.8	9.5	9.2	8.9	8.7	8.8
Grèce	47.7	46.8	47.4	46.7	46.7	46.1	45.7	45.2	43.4	41.7	41.6	39.8	39.8	..
Hongrie	..	..	20.4	18.1	17.8	18.0	18.1	17.4	16.1	15.7	15.2	14.5	13.9	13.5
Irlande	24.9	23.3	23.9	23.4	22.7	22.2	20.9	20.8	20.3	19.2	18.9	18.1	17.8	17.5
Islande	15.1	20.3	19.3	18.0	18.4	19.6	18.2	17.7	17.9	17.7	18.0	16.8	16.6	..
Italie	28.7	28.6	28.6	28.9	29.0	29.3	29.3	29.1	29.1	28.6	28.5	28.2	27.7	27.5
Japon	22.4	21.2	20.2	19.1	18.7	18.3	17.7	17.6	17.4	17.2	16.7	15.9	15.5	15.2
Luxembourg	9.4	8.5	8.2	8.0	7.8	7.6	7.5	7.4	7.1	6.8	7.3	7.0	6.9	6.8
Mexique	31.9	44.0	43.9	43.8	43.7	40.9	40.4	39.9	38.8	37.9	36.4	36.8	37.2	37.1
Norvège	11.3	10.8	10.3	10.2	9.8	9.4	8.7	8.2	8.3	7.8	7.4	7.2	7.1	7.4
Nouvelle-Zélande	20.0	20.6	21.4	21.3	21.2	21.0	21.0	20.1	20.4	21.2	20.8	19.9	19.3	19.3
Pays-Bas	11.6	11.2	11.1	11.6	12.3	12.4	12.5	12.6	11.8	11.3	12.0	11.5	11.6	..
Pologne	27.2	30.0	30.2	31.2	30.9	29.7	29.5	28.3	27.2	26.9	27.4	28.0	28.1	27.3
Portugal	29.4	30.6	25.7	26.3	27.7	27.9	28.6	28.9	28.3	27.2	26.5	27.0	26.7	26.8
République slovaque	..	..	..	..	6.3	6.5	6.4	6.3	6.8	7.7	8.0	8.4	8.6	9.8
République tchèque	..	..	..	9.4	10.6	12.0	12.3	12.4	13.8	14.5	15.2	15.2	16.1	17.3
Royaume-Uni	15.1	14.7	14.8	14.6	14.8	14.6	14.0	13.8	13.2	12.7	12.3	12.2	12.1	12.7
Suède	9.2	9.1	9.8	10.8	11.1	11.2	11.0	10.8	10.6	10.6	10.3	10.0	9.8	9.6
Suisse	..	11.7	11.8	12.7	12.7	12.7	13.4	13.9	14.0	14.0	13.2	12.9	11.9	11.9
Turquie	61.0	62.0	60.3	57.8	59.1	58.5	57.2	55.4	55.4	55.0	51.4	52.8	50.2	49.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/150152647765>

Taux d'emploi indépendant : total

En pourcentage de l'emploi civil, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/800217484580>

Taux d'emploi indépendant : hommes

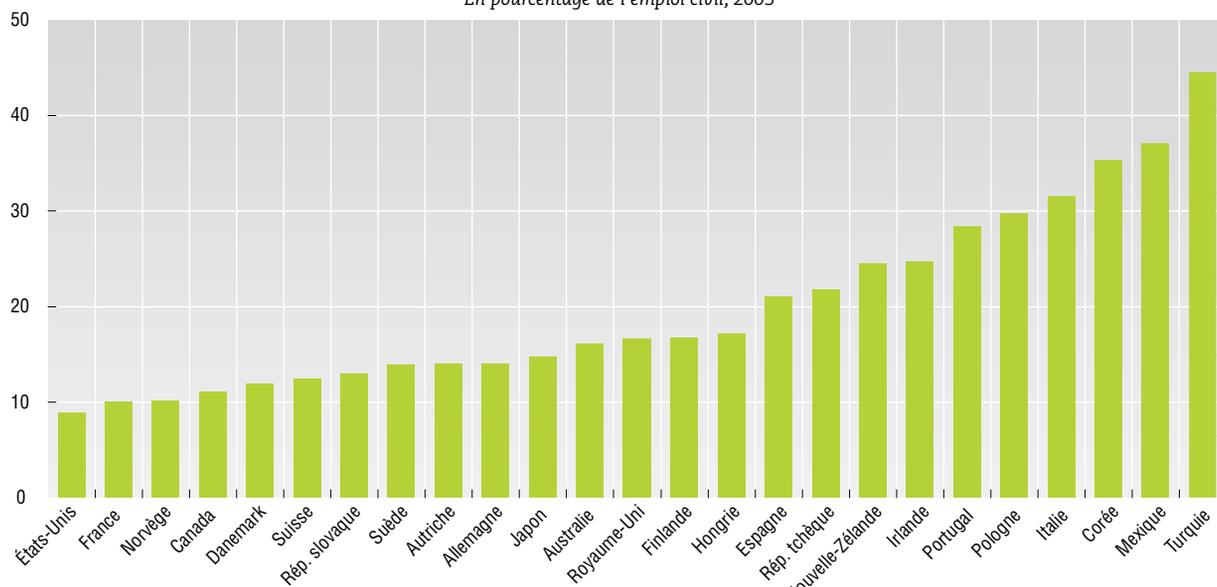
En pourcentage de l'emploi civil, hommes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	12.1	11.1	11.5	11.9	12.3	12.5	12.7	13.0	13.1	13.2	13.4	13.4	13.6	14.0
Australie	18.1	18.0	19.2	19.6	19.1	18.8	17.2	18.4	17.0	18.4	17.3	17.0	17.1	16.1
Autriche	..	..	..	..	..	..	14.1	14.0	14.2	13.9	13.9	14.1	14.2	14.0
Belgique	18.5	18.8	18.9	19.4	19.6	19.7	19.9	19.9	19.6	19.4	..	..	..	..
Canada	10.8	11.3	11.5	12.1	12.0	11.8	12.2	12.4	12.9	12.5	11.8	11.2	10.9	11.0
Corée	36.9	34.7	34.9	35.4	34.7	34.3	34.4	34.7	36.3	36.1	35.7	36.0	35.7	35.3
Danemark	..	..	..	..	..	12.4	12.4	..	12.4	12.2	11.6	12.4	12.5	11.9
Espagne	25.9	25.4	26.2	26.9	27.0	26.3	26.1	25.3	24.4	23.2	22.2	22.0	21.6	21.0
États-Unis	10.5	10.8	10.6	10.9	10.3	9.9	9.8	9.5	9.2	8.9	8.6	8.5	8.4	8.8
Finlande	19.5	19.6	20.5	21.0	21.1	20.2	19.7	19.0	18.2	18.1	17.8	16.8	16.7	16.7
France	14.8	14.5	14.0	13.7	13.3	12.9	12.6	12.3	11.8	11.5	11.1	10.8	10.1	10.1
Grèce	47.5	47.6	48.2	47.7	47.6	47.4	46.9	46.8	44.8	43.5	43.5	42.1	41.9	..
Hongrie	..	..	23.9	21.9	21.9	22.1	22.6	21.5	19.9	19.5	19.2	18.1	17.3	17.1
Irlande	32.3	30.4	31.5	30.9	30.3	29.9	28.1	28.1	27.4	26.1	25.8	25.2	25.2	24.7
Islande	..	27.1	25.6	24.2	25.6	27.3	23.9	23.2	23.9	23.7	24.0	23.0	23.6	..
Italie	31.1	31.2	31.3	31.4	31.6	32.3	32.5	32.4	32.5	32.1	32.3	32.2	31.7	31.5
Japon	18.9	18.1	17.4	16.6	16.4	16.2	15.9	15.9	15.7	15.8	15.5	15.0	14.9	14.7
Mexique	35.5	46.8	45.9	45.1	44.2	41.4	41.0	39.8	38.9	38.1	36.8	37.2	37.3	37.1
Norvège	14.6	14.3	13.7	13.3	12.8	12.2	11.4	10.9	11.0	10.3	9.8	9.4	9.7	10.1
Nouvelle-Zélande	24.9	25.4	26.4	26.4	25.8	25.5	25.9	24.9	25.4	26.3	25.8	24.8	24.3	24.5
Pays-Bas	..	..	..	..	..	13.7	13.8	14.0	13.3	12.7	13.4	13.0	13.5	..
Pologne	..	..	31.2	32.2	32.4	31.4	31.1	30.0	29.1	29.2	29.5	29.9	30.4	29.8
Portugal	..	..	26.8	27.4	29.0	29.9	30.3	30.0	29.5	28.4	27.8	28.5	28.3	28.4
République slovaque	..	..	..	..	8.6	8.7	8.7	8.4	9.1	10.4	10.8	11.4	11.9	13.0
République tchèque	..	..	..	12.0	13.7	15.1	15.7	15.9	17.3	18.4	19.1	19.1	20.3	21.7
Royaume-Uni	19.9	19.4	19.3	19.2	19.6	19.4	18.6	18.1	17.2	16.8	15.9	16.1	16.1	16.6
Suède	12.9	13.0	14.3	15.5	15.7	15.7	15.6	15.3	14.8	14.8	14.5	14.1	14.0	13.9
Suisse	..	11.5	11.4	12.4	12.5	13.3	14.0	14.1	14.6	14.6	13.8	13.6	12.4	12.4
Turquie	53.5	54.2	53.3	52.8	52.7	52.1	50.5	49.8	49.8	48.9	46.5	47.5	45.1	44.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/073640154020>

Taux d'emploi indépendant : hommes

En pourcentage de l'emploi civil, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/207573453604>



Taux d'emploi indépendant : femmes

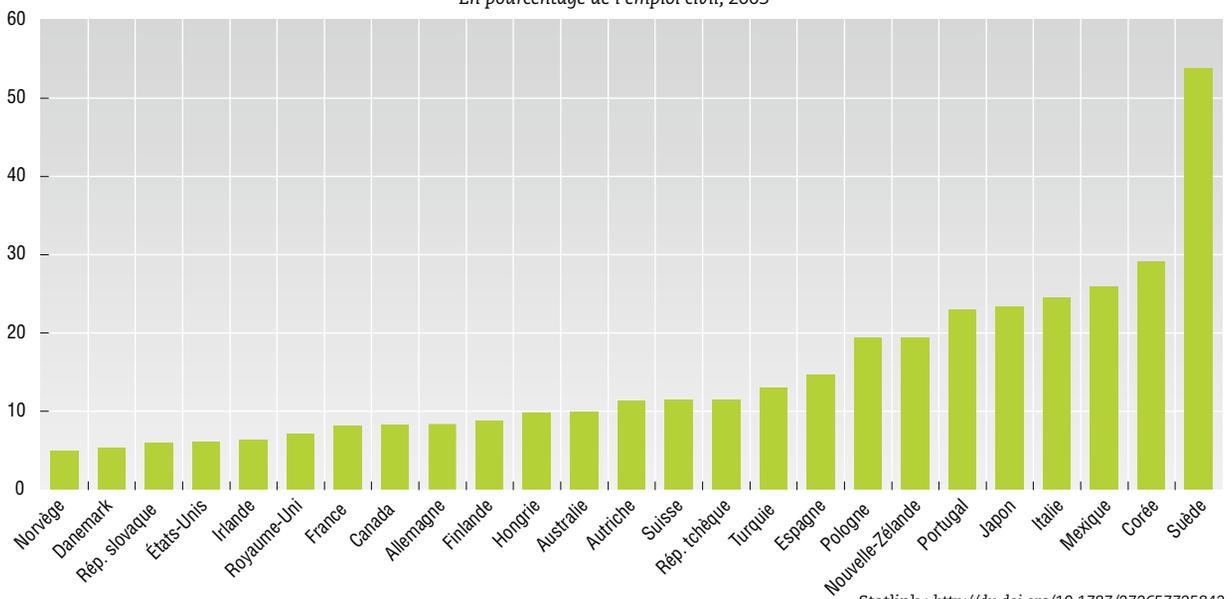
En pourcentage de l'emploi civil, femmes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	9.2	8.0	8.1	8.2	8.3	8.3	8.1	8.1	8.2	7.8	7.9	8.4	8.2	8.4
Australie	12.8	12.5	13.3	13.3	12.9	12.1	11.8	13.0	11.2	11.8	10.9	10.6	10.8	9.9
Autriche	..	..	..	..	..	..	13.8	13.2	13.1	12.6	12.2	12.1	11.8	11.3
Belgique	17.5	17.7	17.7	18.1	17.7	17.6	17.4	16.9	16.2	15.7	..	..	..	..
Canada	7.9	7.9	8.3	9.0	9.2	9.1	9.7	10.2	10.4	9.9	9.3	8.4	8.5	8.3
Corée	43.2	41.1	41.0	41.7	40.7	40.4	40.1	39.8	41.4	39.7	38.4	37.6	36.5	34.4
Danemark	..	..	..	..	..	6.3	6.1	..	5.8	5.6	5.5	4.9	5.2	5.3
Espagne	26.0	24.8	24.7	24.4	23.6	23.3	21.9	20.3	19.6	17.7	16.5	16.2	15.2	14.7
États-Unis	6.7	6.8	6.4	6.4	7.1	6.9	6.9	6.7	6.4	6.2	6.1	6.1	5.9	6.1
Finlande	11.3	10.9	10.7	10.8	11.1	10.5	10.5	10.2	10.0	9.5	9.2	8.9	8.8	8.8
France	11.0	10.3	9.8	9.2	8.8	8.3	7.9	7.5	7.3	7.1	6.9	6.7	7.1	7.4
Grèce	48.1	45.4	45.9	44.9	45.2	43.8	43.7	42.4	41.1	38.7	38.5	36.0	36.5	..
Hongrie	..	..	16.4	13.7	13.0	13.0	12.7	12.4	11.6	11.1	10.5	10.2	10.0	9.2
Irlande	10.9	10.1	10.4	10.8	10.0	9.7	9.5	9.5	9.6	9.1	9.0	8.0	7.5	7.7
Islande	..	12.0	11.8	10.7	10.4	10.6	11.6	11.4	11.1	10.8	11.0	9.8	8.7	..
Italie	24.1	23.8	23.6	24.3	24.2	23.8	23.6	23.2	23.0	22.6	22.0	21.6	21.2	21.1
Japon	27.5	25.8	24.4	22.8	22.0	21.5	20.5	20.0	19.8	19.4	18.4	17.3	16.3	15.8
Mexique	20.4	37.8	39.3	41.0	42.6	39.8	39.1	40.1	38.6	37.6	35.7	36.0	37.1	37.2
Norvège	7.4	6.8	6.5	6.6	5.8	6.1	5.7	5.1	5.3	5.0	4.8	4.7	4.2	4.3
Nouvelle-Zélande	13.7	14.6	15.0	14.8	15.3	15.4	14.9	14.1	14.3	15.0	14.7	14.0	13.3	13.2
Pays-Bas	..	..	..	..	..	10.7	10.6	10.7	9.8	9.4	10.2	9.5	9.1	..
Pologne	..	..	29.0	29.9	29.3	27.7	27.5	26.3	25.0	24.1	24.8	25.7	25.4	24.3
Portugal	..	..	24.2	25.0	26.0	25.5	26.5	27.5	26.8	25.8	24.9	25.1	24.9	24.9
République slovaque	..	..	..	..	3.4	3.8	3.5	3.8	4.0	4.5	4.6	4.9	4.7	5.9
République tchèque	..	..	..	6.2	6.8	8.0	7.9	8.0	9.1	9.6	10.2	10.2	10.7	11.5
Royaume-Uni	8.9	8.7	9.1	9.0	9.0	8.7	8.5	8.6	8.3	7.7	7.8	7.4	7.4	7.8
Suède	5.2	5.1	5.1	5.8	6.3	6.4	6.0	5.9	6.0	6.1	5.7	5.6	5.3	5.1
Suisse	..	12.0	12.4	13.1	13.0	11.9	12.6	13.6	13.2	13.2	12.3	12.0	11.3	11.4
Turquie	78.4	79.9	76.7	72.3	74.6	74.0	73.6	70.0	69.9	70.0	64.7	66.8	63.0	61.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/225001121646>

Taux d'emploi indépendant : femmes

En pourcentage de l'emploi civil, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/272657725843>

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

La plupart des pays de l'OCDE publient des taux de chômage calculés sur la base du nombre de personnes inscrites dans les registres publics des demandeurs d'emploi. Comme ces données sont disponibles peu de temps après la fin du mois ou du trimestre auquel elles se réfèrent, elles sont en effet couramment utilisées comme des chiffres de « référence » du chômage dans de nombreux pays. Cependant, les règles d'inscription au chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays et les statistiques établies d'après cette source ne sont donc pas comparables au plan international. Les taux de chômage indiqués ici ont été calculés conformément aux lignes directrices du BIT et aux définitions qu'elles proposent pour le chômage et la population active.

Définition

Les chômeurs sont ceux qui déclarent ne pas avoir d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines de référence. Les lignes directrices du BIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : réponses à des avis de vacance de poste, démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, publication de petites annonces dans les journaux et inscription auprès de bureaux de placement.

Tendances à long terme

Dans la plupart des pays, les taux de chômage ont augmenté au début des années 90, mais ils se sont repliés depuis lors. Le recul a été particulièrement marqué en Finlande, en Irlande, en Espagne, et en Suède.

Les différences observées entre les taux de chômage des hommes et des femmes ne dénotent aucune tendance particulière. Le chômage est généralement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, mais on observe aussi la situation inverse dans plusieurs pays – Canada, Hongrie, Corée, Suède et Royaume-Uni, par exemple. Cela tient peut-être en partie au fait que lorsque le chômage est en hausse, les femmes se découragent plus facilement que les hommes et se retirent donc en plus grand nombre du marché du travail.

Les graphiques rapportent les taux de chômage moyens sur les dix dernières années. En ce qui concerne le chômage total, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où les taux ne dépassent pas 6 % (du Luxembourg au Portugal), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 6 et 10 % (de la République tchèque à la Grèce), et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne supérieurs à 10 % (de l'Italie à l'Espagne).

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active civile, celle-ci étant composée de tous les actifs occupant un emploi civil (personnes ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête) et des chômeurs.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT et ils se réunissent régulièrement à l'OCDE pour revoir les définitions et les méthodes employées. Cela étant, toute variation dans le temps et entre les pays doit être interprétée avec prudence.

Source

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

- **Publications analytiques**

OCDE (2005), *Panorama de la société*, OCDE, Paris.

- **Publications statistiques**

OCDE (2004), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

- **Bases de données en ligne**

SourceOECD Emploi et marché du travail.

- **Sites Web**

OCDE Statistiques de la population active : www.oecd.org/std/labour.

OCDE Politiques de l'emploi : www.oecd.org/els/employment.



Taux de chômage standardisés : total

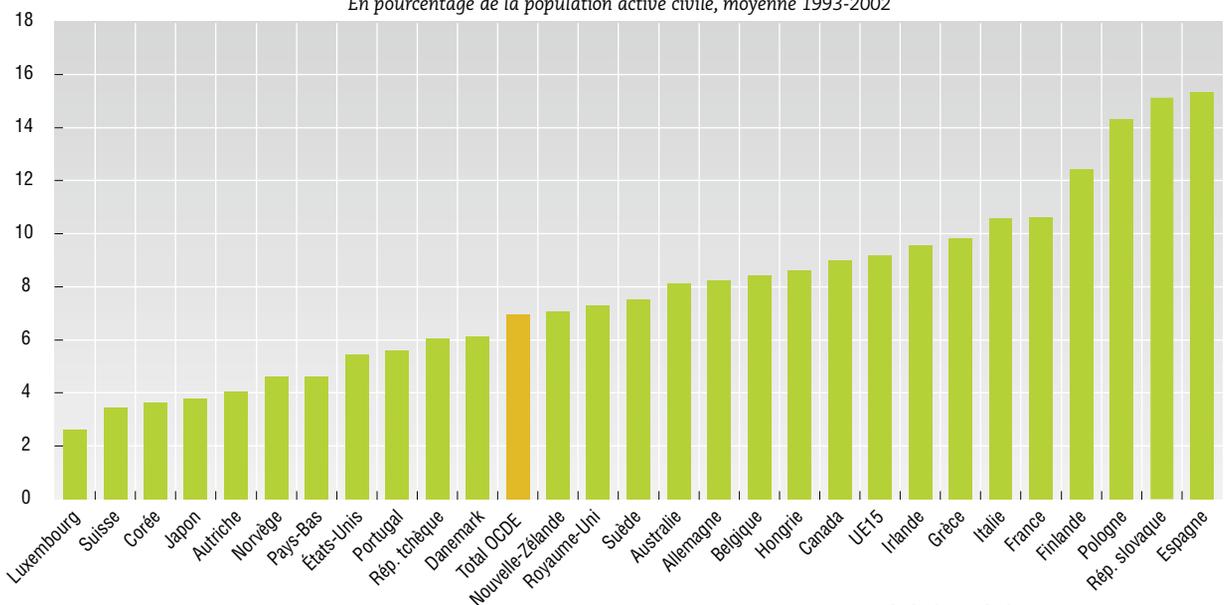
En pourcentage de la population active civile

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	4.2	6.4	7.7	8.2	8.0	8.7	9.7	9.1	8.4	7.7	7.8	8.7	9.6
Australie	9.3	10.5	10.6	9.5	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.8	6.4	6.1
Autriche	-	-	4.0	3.8	3.9	4.4	4.4	4.5	4.0	3.7	3.6	4.2	4.3
Belgique	6.4	7.1	8.6	9.8	9.7	9.5	9.2	9.3	8.6	6.9	6.7	7.3	7.9
Canada	10.3	11.2	11.4	10.4	9.4	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6
Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4.4	4.0	3.3	3.6
Danemark	7.9	8.6	9.6	7.7	6.8	6.3	5.3	4.9	4.8	4.4	4.3	4.6	5.6
Espagne	13.2	14.9	18.6	19.8	18.8	18.1	17.0	15.2	12.8	11.3	10.6	11.3	11.3
États-Unis	6.8	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0
Finlande	6.7	11.6	16.4	16.8	15.2	14.6	12.7	11.4	10.2	9.7	9.1	9.1	9.0
France	9.0	9.9	11.1	11.7	11.1	11.6	11.5	11.1	10.5	9.1	8.4	8.9	9.4
Grèce	6.9	7.8	8.6	8.9	9.1	9.7	9.6	11.0	11.8	11.0	10.4	10.0	9.3
Hongrie	-	9.9	12.1	11.0	10.4	9.6	9.0	8.4	6.9	6.3	5.6	5.6	5.7
Irlande	14.7	15.4	15.6	14.3	12.3	11.7	9.9	7.5	5.6	4.3	3.9	4.3	4.6
Italie	8.5	8.7	10.1	11.0	11.5	11.5	11.6	11.7	11.3	10.4	9.4	9.0	8.6
Japon	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3
Luxembourg	1.6	2.1	2.6	3.2	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.3	2.1	2.8	3.7
Norvège	6.0	6.6	6.6	6.0	5.5	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.6	3.9	4.5
Nouvelle-Zélande	10.3	10.4	9.5	8.1	6.3	6.1	6.6	7.4	6.8	6.0	5.3	5.2	4.6
Pays-Bas	5.5	5.3	6.2	6.8	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.9	2.5	2.7	3.8
Pologne	-	-	14.0	14.4	13.3	12.3	10.9	10.2	13.4	16.4	18.5	19.8	19.2
Portugal	4.2	4.3	5.6	6.9	7.3	7.3	6.8	5.2	4.5	4.1	4.0	5.0	6.2
République slovaque	-	-	-	13.7	13.1	11.3	11.9	12.6	16.8	18.7	19.4	18.7	17.5
République tchèque	-	-	4.4	4.3	4.1	3.9	4.8	6.3	8.6	8.6	8.0	7.3	7.8
Royaume-Uni	8.6	9.8	10.0	9.2	8.5	8.0	6.9	6.2	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0
Suède	3.1	5.6	9.0	9.4	8.8	9.6	9.9	8.2	6.7	5.6	4.9	4.9	5.6
Suisse	1.9	3.0	3.9	3.9	3.5	3.9	4.2	3.6	3.0	2.7	2.6	3.2	4.2
UE15	7.9	8.7	10.1	10.5	10.1	10.2	10.0	9.4	8.7	7.8	7.4	7.7	8.1
Total OCDE	-	-	-	7.7	7.3	7.2	7.0	6.9	6.7	6.3	6.5	7.0	7.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/052748415350>

Taux de chômage standardisés : total

En pourcentage de la population active civile, moyenne 1993-2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/363423835575>

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

Taux de chômage standardisés : hommes

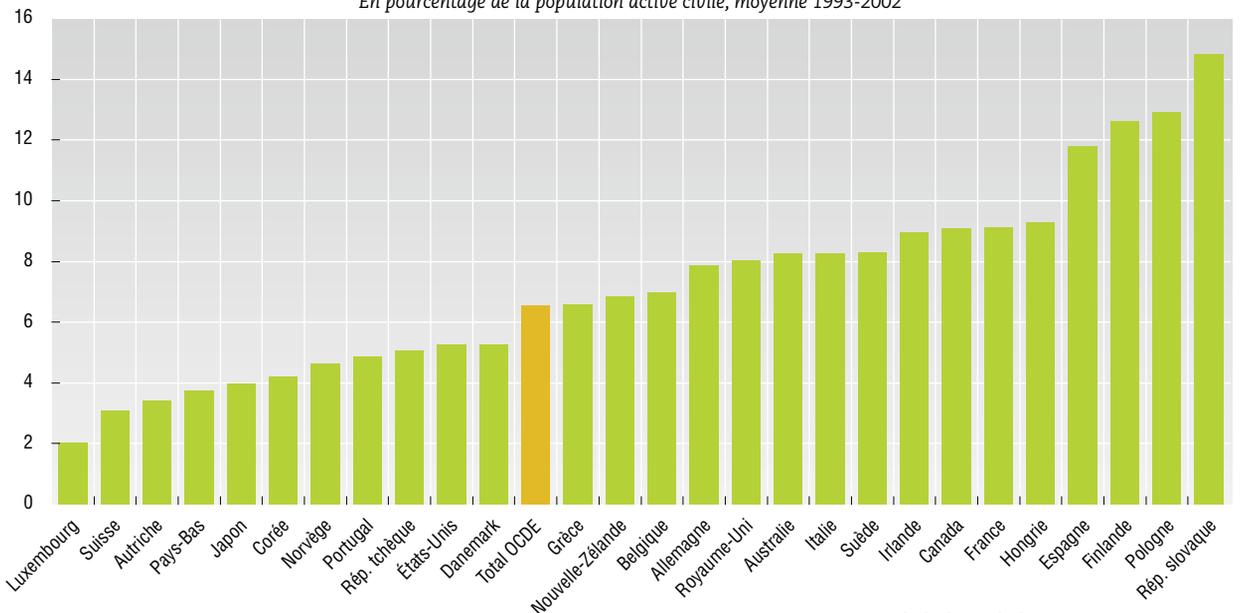
En pourcentage de la population active civile, hommes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	5.1	6.5	7.1	7.0	8.1	9.1	8.6	8.1	7.5	7.8	8.9	10.0
Australie	9.6	11.2	11.4	9.9	8.7	8.5	8.6	8.1	7.2	6.5	7.1	6.6	5.9
Autriche	..	..	3.1	3.0	3.1	3.7	3.7	3.8	3.4	3.1	3.2	3.9	3.9
Belgique	4.2	5.1	6.7	7.7	7.6	7.4	7.3	7.6	7.3	5.6	6.0	6.7	7.6
Canada	10.9	12.0	12.0	10.9	9.8	9.9	9.3	8.6	7.8	6.9	7.5	8.1	8.0
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.0	4.5	3.7	3.8
Danemark	7.3	8.0	9.3	7.1	5.7	5.3	4.5	3.9	4.4	4.1	3.9	4.4	5.3
Espagne	9.9	11.7	15.5	16.2	14.9	14.4	13.1	11.2	9.1	7.9	7.5	8.0	8.2
États-Unis	7.2	7.9	7.2	6.2	5.6	5.4	4.9	4.4	4.1	3.9	4.8	5.9	6.3
Finlande	8.0	13.6	18.1	18.6	15.4	14.4	12.3	10.8	9.7	9.0	8.6	9.1	9.1
France	7.0	8.0	9.6	10.1	9.4	10.0	10.1	9.5	9.0	7.6	7.0	7.9	8.5
Grèce	4.3	4.9	5.7	6.0	6.2	6.0	6.2	7.2	7.8	7.2	6.9	6.6	5.9
Hongrie	..	11.0	13.5	12.3	11.8	10.2	9.7	9.0	7.4	6.8	6.1	6.0	6.0
Irlande	14.2	15.1	15.4	14.2	12.2	11.5	9.9	7.7	5.7	4.3	4.0	4.6	4.9
Italie	6.0	6.3	7.5	8.5	8.8	8.9	8.9	9.0	8.6	8.0	7.3	7.0	6.7
Japon	2.0	2.1	2.4	2.8	3.1	3.3	3.4	4.2	4.8	4.9	5.2	5.5	5.5
Luxembourg	1.3	1.7	2.2	2.6	2.0	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	2.2	3.0
Norvège	6.5	7.3	7.3	6.6	5.7	4.7	3.9	3.1	3.4	3.7	3.7	4.1	4.9
Nouvelle-Zélande	10.9	11.0	10.1	8.5	6.2	6.1	6.6	7.5	7.0	6.1	5.3	5.0	4.3
Pays-Bas	3.9	4.1	5.4	6.0	5.5	4.7	3.7	3.0	2.3	2.2	2.1	2.5	3.6
Pologne	..	..	12.7	13.1	12.1	11.0	9.1	8.5	11.8	14.6	17.1	19.0	18.6
Portugal	2.9	3.6	4.8	6.1	6.5	6.4	6.0	4.1	3.9	3.3	3.2	4.1	5.4
République slovaque	..	..	..	13.3	12.6	10.2	11.1	12.2	16.7	18.9	19.8	18.6	17.2
République tchèque	..	..	3.5	3.7	3.5	3.4	4.0	5.0	7.2	7.3	6.7	5.9	6.2
Royaume-Uni	9.6	11.6	11.9	10.9	9.9	9.3	7.7	6.9	6.5	5.9	5.5	5.6	5.5
Suède	3.4	6.7	10.6	10.8	9.7	10.2	10.3	8.3	6.6	5.9	5.2	5.3	6.0
Suisse	1.4	2.4	3.3	3.4	3.0	3.6	4.3	3.2	2.6	2.2	2.0	3.0	3.9
UE15	6.7	7.6	9.1	9.4	9.0	9.1	8.8	8.2	7.5	6.7	6.5	7.0	7.4
Total OCDE	..	..	..	7.3	6.8	6.8	6.5	6.4	6.3	5.8	6.1	6.7	6.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/381841503528>

Taux de chômage standardisés : hommes

En pourcentage de la population active civile, moyenne 1993-2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/130806340433>



Taux de chômage standardisés : femmes

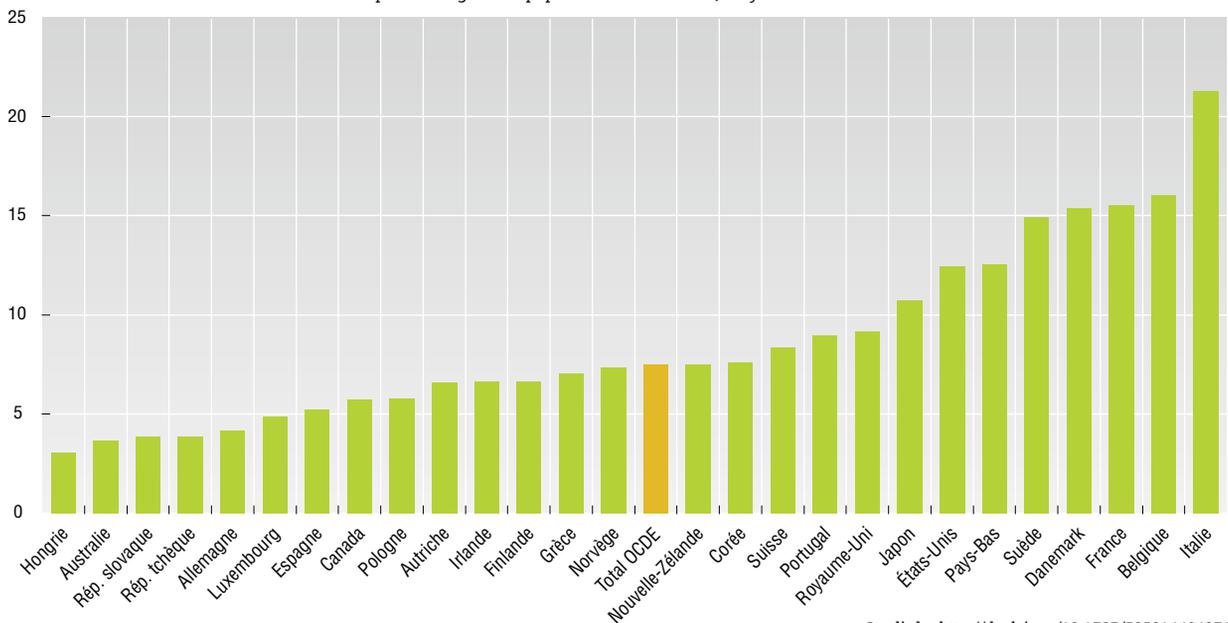
En pourcentage de la population active civile, femmes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	-	8.2	9.4	9.8	9.4	9.5	10.4	9.7	8.9	8.1	7.9	8.4	9.2
Australie	8.7	9.5	9.8	9.0	7.9	7.9	8.1	7.5	6.8	6.2	6.6	6.2	6.2
Autriche	-	-	5.0	4.9	5.0	5.2	5.4	5.4	4.7	4.3	4.2	4.4	4.6
Belgique	9.8	10.0	11.5	12.7	12.7	12.5	11.9	11.6	10.3	8.5	7.6	8.1	8.4
Canada	9.7	10.1	10.6	9.7	9.0	9.3	8.9	7.9	7.3	6.7	6.8	7.1	7.2
Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3.6	3.3	2.7	3.3
Danemark	8.6	9.2	9.8	8.5	8.1	7.5	6.2	6.0	5.4	4.8	4.9	4.7	5.9
Espagne	19.5	21.0	24.1	26.1	25.3	24.4	23.3	21.8	18.8	16.7	15.5	16.3	15.9
États-Unis	6.4	7.0	6.6	6.0	5.6	5.4	5.0	4.6	4.3	4.1	4.7	5.6	5.7
Finlande	5.2	9.4	14.5	14.9	15.0	14.7	13.2	11.9	10.7	10.5	9.6	9.1	8.8
France	11.4	12.2	13.0	13.6	13.2	13.4	13.3	12.9	12.2	10.9	10.0	10.0	10.5
Grèce	11.6	12.9	13.6	13.7	13.8	15.4	14.8	16.9	17.8	16.7	15.5	15.0	14.2
Hongrie	-	8.7	10.4	9.4	8.7	8.8	8.1	7.7	6.3	5.6	4.9	5.1	5.5
Irlande	15.8	16.0	16.0	14.6	12.5	11.8	9.9	7.3	5.5	4.3	3.8	4.0	4.2
Italie	12.9	13.0	14.5	15.4	16.1	15.9	16.1	16.1	15.5	14.3	12.9	12.2	11.6
Japon	2.2	2.2	2.6	3.0	3.2	3.4	3.4	4.0	4.5	4.5	4.7	5.1	4.9
Luxembourg	2.3	2.8	3.3	4.1	4.3	4.2	3.9	4.0	3.3	3.1	2.7	3.8	4.6
Norvège	5.5	5.7	5.7	5.3	5.1	4.8	4.2	3.2	3.0	3.2	3.4	3.6	4.0
Nouvelle-Zélande	9.6	9.5	8.8	7.6	6.3	6.1	6.6	7.4	6.5	5.8	5.3	5.3	5.0
Pays-Bas	7.9	7.2	7.4	7.9	8.1	7.7	6.6	5.0	4.4	3.8	3.1	3.0	4.0
Pologne	-	-	15.6	16.0	14.7	13.9	13.0	12.2	15.3	18.6	20.2	20.7	20.0
Portugal	5.9	5.2	6.7	7.9	8.2	8.2	7.6	6.4	5.3	5.0	5.0	6.0	7.2
République slovaque	-	-	-	14.1	13.8	12.7	12.8	13.1	16.9	18.5	18.9	18.9	17.8
République tchèque	-	-	5.4	5.2	4.8	4.7	5.9	8.0	10.2	10.3	9.6	9.0	9.8
Royaume-Uni	7.2	7.4	7.6	7.1	6.7	6.3	5.8	5.3	5.1	4.8	4.4	4.5	4.3
Suède	2.8	4.4	7.3	7.8	7.9	9.0	9.5	8.0	6.8	5.3	4.5	4.6	5.2
Suisse	2.6	3.7	4.7	4.5	4.1	4.2	4.1	4.0	3.5	3.2	3.4	3.4	4.5
UE15	9.7	10.3	11.4	11.9	11.7	11.7	11.6	11.0	10.2	9.2	8.5	8.7	9.0
Total OCDE	-	-	-	8.2	7.9	7.8	7.6	7.5	7.2	6.8	6.9	7.3	7.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/546345065743>

Taux de chômage standardisés : femmes

En pourcentage de la population active civile, moyenne 1993-2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/585314424271>

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée représente ici l'ensemble des personnes qui sont au chômage depuis 12 mois et plus en pourcentage du nombre total de chômeurs. Le chômage de longue durée est de toute évidence un problème particulièrement préoccupant pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail et, dans les pays où les indemnités de chômage sont généreuses, ils font peser une très lourde charge sur les finances publiques.

Définition

Selon la définition convenue, le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage soit depuis 6 mois ou plus, soit, comme c'est le cas ici, depuis 12 mois ou plus.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices du BIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas avoir travaillé contre rémunération, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine précédant l'enquête, qui sont disponibles pour travailler et qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les

lignes directrices du BIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

Comparabilité

À l'heure actuelle, l'Islande, le Mexique et la Turquie n'appliquent pas strictement les lignes directrices du BIT pour la mesure du chômage. Leurs statistiques sont donc comparables dans le temps, mais elles le sont moins avec celles des autres pays.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

Tendances à long terme

En 2003, les taux de chômage de longue durée oscillaient entre 10 % ou moins au Canada, en Corée, au Mexique et en Norvège et 50 % ou plus en République tchèque, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Pologne, et en République slovaque. Le chômage de longue durée est généralement plus modéré dans les pays qui ont enregistré des taux de croissance économique relativement élevés ces dernières années. Cette situation s'expliquerait apparemment par un lien de causalité réciproque : il est en effet plus facile de trouver du travail dans une économie en pleine expansion et cette expansion peut-être elle-même plus rapide en rendant le chômage moins attrayant.

Sur la période indiquée dans le tableau, le chômage de longue durée est resté assez stable dans l'ensemble de la zone OCDE, mais il a fortement progressé dans plusieurs pays tandis qu'il accusait un recul non moins important dans d'autres. Ainsi, les taux de chômage de longue durée ont plus que doublé en République tchèque, en Hongrie et aux États-Unis, et ils ont aussi beaucoup augmenté en Islande, au Japon et en Suisse, mais ils ont fortement baissé en Irlande, en Corée, au Luxembourg, en Norvège et en Turquie.

Source

OCDE (2004), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* :

Le chômage de longue durée : tenants et aboutissants, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Emploi et marché du travail.

• Sites Web

OCDE Perspectives de l'emploi : www.oecd.org/els/employmentoutlook.

Base de données des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.



Chômage de longue durée

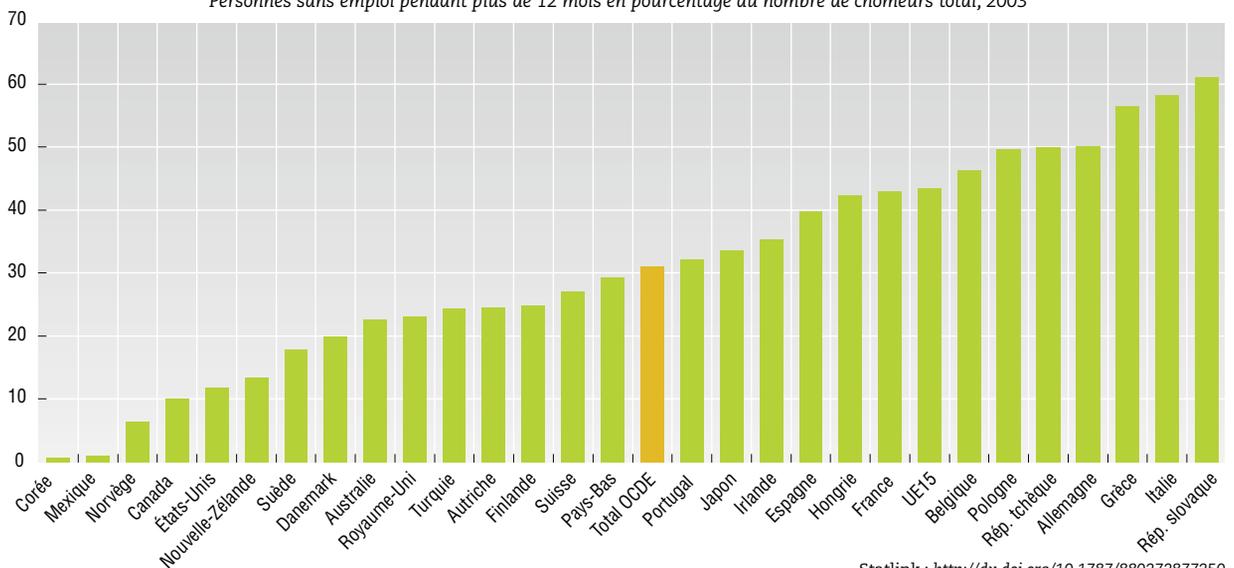
Personnes sans emploi pendant plus de 12 mois en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	46.8	31.6	33.5	40.3	44.3	48.7	47.8	50.1	52.6	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0
Australie	21.6	24.9	34.5	36.5	36.3	30.8	28.4	30.7	34.5	30.2	29.1	21.2	22.1	22.5
Autriche	..	..	..	..	18.4	29.1	24.9	27.5	30.3	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5
Belgique	68.5	62.9	59.1	53.0	58.3	62.4	61.3	60.5	61.7	60.5	56.3	51.7	49.6	46.3
Canada	7.2	9.0	13.4	16.4	17.8	16.7	16.7	16.1	13.7	11.6	11.2	9.5	9.7	10.1
Corée	2.6	4.2	3.8	2.6	5.4	4.4	3.8	2.6	1.5	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6
Danemark	29.9	31.9	27.0	25.2	32.1	27.9	26.5	27.2	26.9	20.5	20.0	22.2	19.7	19.9
Espagne	54.0	51.0	47.4	50.1	56.2	57.1	55.9	55.7	54.3	51.2	47.6	44.0	40.2	39.8
États-Unis	5.5	6.3	11.1	11.5	12.2	9.7	9.5	8.7	8.0	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8
Finlande	..	9.2	..	30.6	..	37.6	34.5	29.8	27.5	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7
France	38.1	37.3	36.2	34.2	38.5	42.5	39.6	41.4	44.2	40.4	42.6	37.6	33.8	42.9
Grèce	49.8	47.7	49.6	50.9	50.5	51.4	56.7	55.7	54.9	55.3	56.4	52.8	52.4	56.5
Hongrie	..	..	20.4	33.5	41.3	50.6	54.4	51.3	49.8	49.5	49.0	46.6	44.8	42.2
Irlande	66.0	61.6	58.8	59.1	64.3	61.6	59.5	57.0	..	55.3	..	33.1	29.3	35.4
Islande	..	6.7	6.8	12.2	15.1	16.8	19.8	16.3	16.1	11.7	11.8	12.5	11.1	..
Italie	69.8	68.1	58.2	57.7	61.5	63.6	65.6	66.3	59.6	61.4	61.3	63.4	59.2	58.2
Japon	19.1	17.9	15.9	15.6	17.5	18.1	19.3	21.8	20.3	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5
Luxembourg	47.4	31.3	14.3	31.6	29.6	23.2	27.6	34.6	31.3	32.3	22.4	28.4	27.4	..
Mexique	..	..	..	..	..	1.3	2.2	1.4	0.8	1.7	1.1	1.1	0.9	1.0
Norvège	20.4	20.2	23.5	27.2	28.8	24.2	14.2	12.4	8.3	7.1	5.4	5.5	6.4	6.4
Nouvelle-Zélande	20.9	23.8	32.0	33.2	32.3	25.5	20.9	19.4	19.5	20.9	19.2	16.8	14.4	13.3
Pays-Bas	49.3	46.1	43.9	52.4	49.4	46.8	50.0	49.1	47.9	43.5	..	..	26.7	29.2
Pologne	..	..	34.7	39.1	40.4	40.0	39.0	38.0	37.4	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7
Portugal	44.9	38.7	30.9	43.5	43.4	50.9	53.1	55.6	44.7	41.2	42.9	38.1	35.5	32.0
République slovaque	..	..	..	..	42.6	54.1	52.6	51.6	51.3	47.7	54.6	53.7	59.8	61.1
République tchèque	..	..	..	18.5	22.3	31.2	31.3	30.5	31.2	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9
Royaume-Uni	34.4	28.8	35.4	42.5	45.4	43.6	39.8	38.7	32.7	29.6	28.0	27.8	23.1	23.0
Suède	12.1	11.2	13.5	15.8	25.7	27.8	30.1	33.4	33.5	30.1	26.4	22.3	21.0	17.8
Suisse	..	17.0	20.0	20.3	29.0	33.6	25.6	28.2	34.8	39.6	29.0	29.9	21.8	27.0
Turquie	46.7	40.7	44.0	46.6	45.8	36.3	44.0	41.3	40.0	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4
UE15	49.5	43.5	41.7	44.1	48.4	50.3	49.4	50.2	49.2	47.5	46.9	45.3	41.4	43.3
Total OCDE	31.2	27.6	28.8	31.9	35.5	34.2	34.4	35.1	33.3	31.8	31.6	29.7	29.6	31.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/043488260625>

Chômage de longue durée

Personnes sans emploi pendant plus de 12 mois en pourcentage du nombre de chômeurs total, 2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/88027287250>



SCIENCE ET TECHNOLOGIE

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D)

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

BREVETS

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

EXPORTATIONS DE HAUTE TECHNOLOGIE

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) illustrent les efforts déployés par les pouvoirs publics et le secteur privé pour obtenir un avantage concurrentiel dans les domaines scientifiques et technologiques. En 2001, la R-D représentait environ 2.3 % du PIB de l'ensemble de la zone OCDE.

Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. Le terme « R-D » recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Tendances à long terme

Dans les trois plus grandes régions de l'OCDE, la dépense de R-D rapportée au PIB (intensité de R-D) a continué de croître régulièrement au cours des trois dernières années. Au Japon, cette progression s'explique davantage par la stagnation du PIB depuis 1997 plutôt que par une hausse sensible des dépenses de R-D. En revanche, aux États-Unis, l'augmentation s'explique surtout par un accroissement important de ces dépenses, car le PIB a également progressé rapidement. En 2001, l'intensité de R-D de l'Union européenne a dépassé 1.9 % pour la première fois en dix ans.

En 2001, l'Islande, le Japon, la Finlande et la Suède étaient les quatre seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %, soit largement plus que la moyenne de l'OCDE (2.3 %). Pendant la seconde moitié des années 90, les dépenses de R-D ont augmenté le plus rapidement en Islande, en Grèce, au Mexique et en Turquie, avec des taux moyens de croissance annuelle supérieurs à 12 %.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure de R-D (DIRD), qui est la dépense totale afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. Elle ne comprend pas les dépenses de R-D consacrées à des travaux financés par des sociétés se situant à l'intérieur du pays mais menés dans d'autres pays.

Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati version 2002*. Il convient cependant de noter que pendant la période considérée, plusieurs pays ont amélioré la couverture de leurs enquêtes sur les activités de R-D dans le secteur des services (États-Unis, Japon, Norvège et Pays-Bas) et dans l'enseignement supérieur (Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Japon, et Pays-Bas). D'autres pays, notamment le Japon, l'Italie et la Suède, se sont employés à améliorer la comparabilité internationale de leurs données. Certaines des modifications indiquées dans le tableau prendront en compte ces améliorations méthodologiques ainsi que l'évolution sous-jacente des dépenses de R-D.

S'agissant de l'Allemagne, les données antérieures à 1991 concernent uniquement l'Allemagne de l'Ouest. Pour la Corée, les sciences sociales et les humanités ne sont pas prises en compte dans les données sur la R-D. Pour les États-Unis, les dépenses en capital sont exclues.

Source

OCDE (2004), *Principaux indicateurs de la science et de l'industrie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques de la recherche et développement*, OCDE, Paris.

• Publications analytiques

OCDE (2000), « The Impact of Public R&D Expenditure on Business R&D », *Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie*, n° 2000/4, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

• Publications méthodologiques

OCDE (2001), *Measuring Expenditure on Health-related R&D*, OCDE, Paris.

OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Source OECD ANBERD : Dépenses de R-D dans l'industrie.

• Sites Web

OCDE Science, Technologie et Industrie : www.oecd.org/sti.



Dépense intérieure brute de recherche et développement

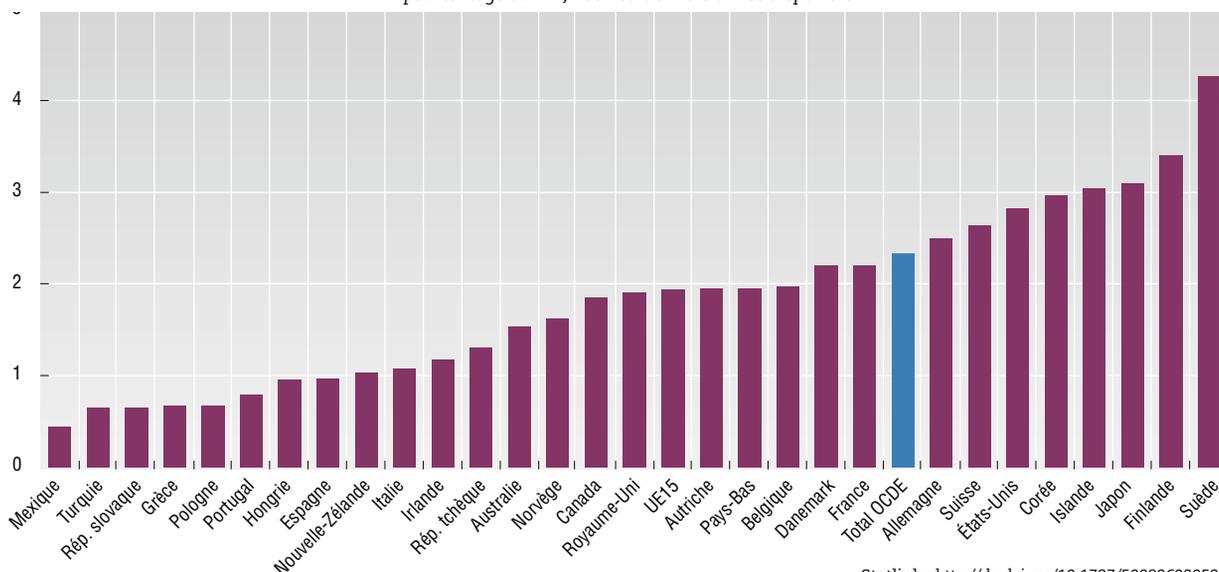
En pourcentage du PIB

	1981	1985	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	2.43	2.68	2.53	2.26	2.26	2.29	2.31	2.44		2.49	2.50
Australie	0.95	1.24	1.52	..	1.66	..	1.51	..	1.53	..	..
Autriche	1.13	1.24	1.47	1.56	1.60	1.71	1.78	1.85	1.84	1.90	1.94
Belgique	..	1.62	1.62	1.72	1.80	1.87	1.90	1.96	..	..	..
Canada	1.24	1.44	1.60	1.72	1.68	1.68	1.79	1.81	1.87	1.94	1.85
Corée	..	..	1.92	2.50	2.60	2.69	2.55	2.47	2.65	2.96	..
Danemark	1.06	1.21	1.64	1.84	1.85	1.94	2.06	2.19	..	..	..
Espagne	0.41	0.53	0.84	0.81	0.83	0.82	0.89	0.88	0.94	0.96	..
États-Unis	2.34	2.76	2.72	2.51	2.55	2.58	2.60	2.65	2.72	2.82	2.82
Finlande	1.17	1.55	2.03	2.28	2.54	2.71	2.88	3.23	3.40	3.40	..
France	1.93	2.22	2.37	2.31	2.30	2.22	2.17	2.18	2.18	2.20	..
Grèce	0.17	0.27	0.36	0.49	..	0.51	..	0.67	..	..	..
Hongrie	..	..	1.06	0.73	0.65	0.72	0.68	0.69	0.80	0.95	..
Irlande	0.68	0.77	0.93	1.28	1.32	1.29	1.25	1.22	1.15	1.17	..
Islande	0.64	0.74	1.18	1.57	..	1.88	2.07	2.39	2.77	3.06	3.04
Italie	0.88	1.12	1.23	1.00	1.01	1.05	1.07	1.04	1.07	..	..
Japon	2.11	2.54	2.75	2.69	2.77	2.83	2.94	2.94	2.98	3.09	..
Mexique	..	..	0.22	0.31	0.31	0.34	0.38	0.43	..	..	..
Norvège	1.17	1.48	1.64	1.70	..	1.64	..	1.65	..	1.62	..
Nouvelle-Zélande	0.99	..	0.98	0.96	..	1.11	..	1.03	..	..	..
Pays-Bas	1.79	1.99	1.97	1.99	2.01	2.04	1.94	2.02	1.94	..	..
Pologne	..	..	..	0.69	0.71	0.71	0.72	0.75	0.70	0.67	..
Portugal	0.30	0.38	0.61	0.57	..	0.62	0.69	0.75	0.79	0.83	0.78
République slovaque	..	..	2.16	0.94	0.94	1.09	0.79	0.66	0.67	0.65	..
République tchèque	..	..	2.02	1.01	1.04	1.16	1.24	1.24	1.33	1.30	..
Royaume-Uni	2.38	2.24	2.07	1.95	1.88	1.81	1.80	1.88	1.85	1.90	..
Suède	2.17	2.71	2.70	3.35	..	3.54	..	3.65	..	4.27	..
Suisse	2.18	2.82	2.66	..	2.73	..	..	..	2.63	..	..
Turquie	..	..	0.53	0.38	0.45	0.49	0.50	0.63	0.64	..	..
UE15	1.69	1.86	1.90	1.80	1.80	1.80	1.81	1.86	1.89	1.93	..
Total OCDE	1.95	2.26	2.23	2.10	2.13	2.15	2.17	2.20	2.25	2.33	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/371401357874>

Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB, 2002 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/502826030524>

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

L'« investissement dans le savoir » est un indicateur synthétique conçu pour comparer les dépenses que les pays membres consacrent à leur « base de connaissances » en vue d'en tirer profit ultérieurement.

Définition

L'investissement dans le savoir est la somme des dépenses consacrées à la R-D, à l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur (secteurs public et privé) et aux logiciels. Cette somme est ensuite divisée par le PIB de chaque pays pour obtenir un indicateur comparable au plan international. En additionnant simplement les trois éléments, on s'exposerait à surestimer l'investissement dans le savoir en raison des chevauchements qui existent entre eux (R-D et logiciels, R-D et éducation, logiciels et éducation). C'est pourquoi les données indiquées ici ont été ajustées afin d'exclure les chevauchements entre les trois éléments.

Il est à noter que le terme « investissement » utilisé ici a une signification plus large que celle qu'il a habituellement en statistiques économiques. Il comprend aussi bien les dépenses courantes, telles que l'éducation et la R-D, que les dépenses en capital, telles que l'achat de logiciels et la construction de bâtiments scolaires.

Tendances à long terme

La plupart des pays membres de l'OCDE accroissent leurs investissements dans leur base de connaissances. Pendant les années 90, ces investissements ont ainsi augmenté de 7.5 % par an au Danemark, en Finlande, en Irlande et en Suède. Le montant des investissements dans le savoir était encore faible en Grèce, en Irlande et au Portugal, bien que la croissance du PIB de ces pays ait été comparable à celle des économies les plus axées sur le savoir (comme la Finlande et la Suède).

Pour la plupart des pays, l'augmentation des dépenses consacrées aux logiciels a été la principale source des investissements dans le savoir, les exceptions notables à cet égard étant la Finlande (où la R-D a été la principale source d'accroissement de ces investissements) et la Suède (où les trois éléments ont progressé).

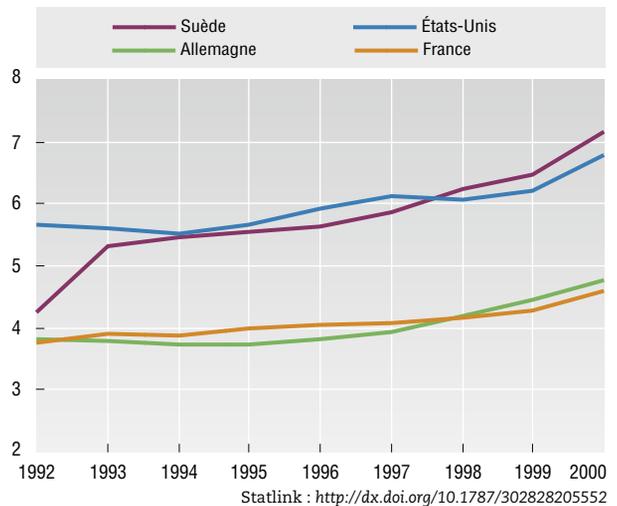
En 2000, l'investissement dans le savoir s'est élevé à 4.8 % du PIB dans la zone OCDE. Le ratio de l'investissement dans le savoir au PIB est de 2.8 points de pourcentage plus élevé aux États-Unis que dans l'Union européenne. Il est supérieur à 6 % du PIB en Suède (7.2 %), aux États-Unis (6.8 %) et en Finlande (6.2 %), tandis qu'il est inférieur à 2.5 % du PIB dans les pays d'Europe méridionale et centrale ainsi qu'au Mexique.

Comparabilité

L'OCDE est la source des données relatives à la R-D et à l'éducation. Puisque les données sur l'investissement dans les logiciels ne sont disponibles que pour certains pays membres de l'OCDE, cet élément a fait l'objet d'une estimation fondée sur des données de source privée. Un groupe de travail de l'OCDE a mis au point une méthode harmonisée pour estimer les dépenses relatives aux logiciels.

Exemples d'investissements dans la connaissance

En pourcentage du PIB



Source

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Ahmad, N. (2003), « Measuring Investment in Software », Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

• Publications méthodologiques

Kahn, M. (2001), « Investment in Knowledge », *STI Review* n° 27, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques de la recherche et développement*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Mesurer la science et la technologie : www.oecd.org/sti/measuring-scitech.

OCDE Tableau de bord de la science, la technologie et l'industrie : www.oecd.org/sti/scoreboard.



Exemples d'investissements dans la connaissance

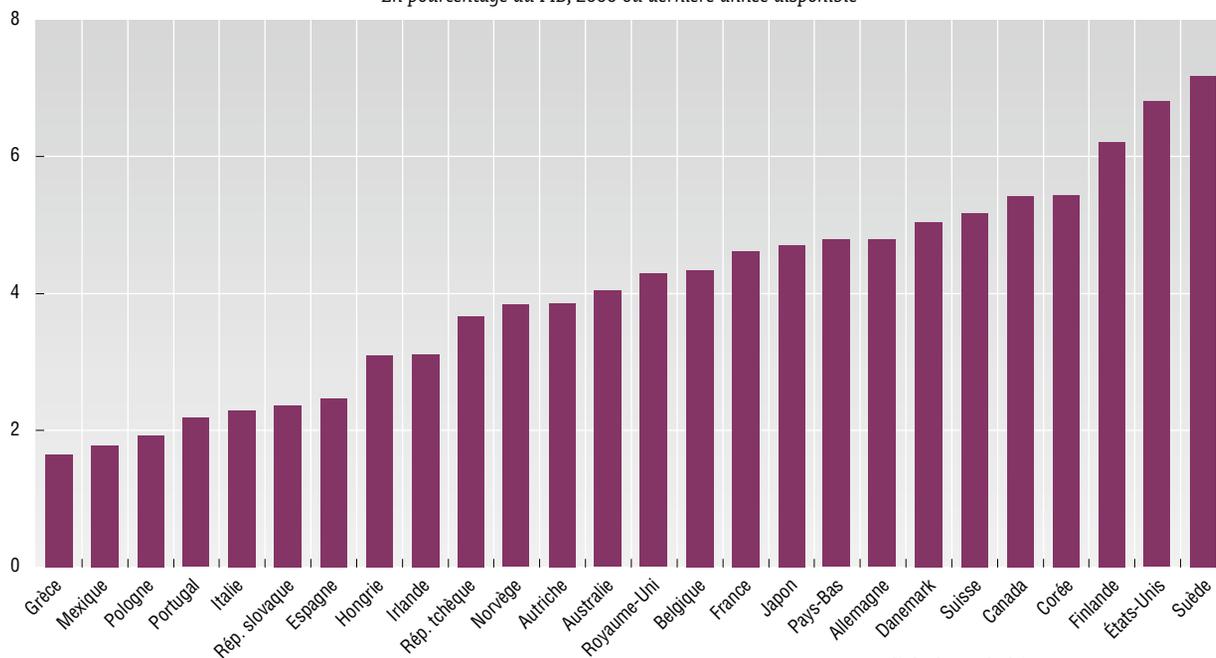
En pourcentage du PIB

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne	3.8	3.8	3.7	3.7	3.8	3.9	4.2	4.4	4.8
Australie	3.9	3.7	3.8	3.8	3.9	3.8	3.9	3.9	4.0
Autriche	2.8	2.7	2.8	2.9	2.8	3.4	3.7	3.8	3.8
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	4.3	..
Canada	5.3	5.0	4.9	4.9	4.7	4.5	4.7	5.4	5.4
Corée	..	..	..	4.5	4.8	5.1	5.2	5.0	5.4
Danemark	3.6	3.8	3.8	3.8	3.9	3.9	4.8	5.0	..
Espagne	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	2.2	2.2	2.5
États-Unis	5.7	5.6	5.5	5.7	5.9	6.1	6.1	6.2	6.8
Finlande	4.3	4.4	4.1	4.3	4.7	4.8	5.2	5.8	6.2
France	3.8	3.9	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2	4.3	4.6
Grèce	1.1	1.2	1.3	1.2	1.4	1.6	1.8	1.6	..
Hongrie	3.0	2.6	2.5	2.2	2.2	2.5	2.6	2.7	3.1
Irlande	2.6	2.8	2.9	2.8	2.9	2.8	2.9	2.9	3.1
Italie	2.3	2.2	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.3
Japon	4.0	3.9	4.0	4.1	4.2	4.4	4.5	4.6	4.7
Mexique	..	1.2	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.8	..
Norvège	3.5	3.6	3.7	3.7	3.5	3.5	3.9	3.9	3.8
Pays-Bas	3.8	3.9	3.9	3.9	4.1	4.0	4.2	4.5	4.8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	2.0	1.9
Portugal	1.4	1.6	1.5	1.6	1.7	1.7	1.9	1.9	2.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	2.4	..
République tchèque	..	3.3	3.2	3.0	2.9	3.0	3.1	3.3	3.7
Royaume-Uni	3.7	3.7	3.6	3.7	3.8	3.7	3.9	4.1	4.3
Suède	4.3	5.3	5.5	5.5	5.6	5.9	6.2	6.5	7.2
Suisse	4.1	4.3	4.3	4.3	4.3	4.5	4.8	5.0	5.2

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/108533403400>

Investissement dans la connaissance

En pourcentage du PIB, 2000 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/057530076265>

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Les chercheurs constituent l'élément central du système de recherche-développement. En 2000, on dénombrait environ 3.4 millions de personnes qui étaient engagées dans des activités de R-D dans la zone OCDE, dont environ les deux tiers dans le secteur des entreprises.

Définition

Les chercheurs sont définis comme des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes et sont directement associés à la gestion des projets concernés. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, dans le secteur public, les universités, les instituts de recherche ainsi que dans le secteur des entreprises.

Comparabilité

Le nombre de chercheurs est exprimé en personnel équivalent plein-temps (EPT) pour la R-D (une personne ne travaillant qu'à mi-temps sur des activités de R-D comptera pour 0.5 personne/an) et comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année. Les données ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati*, mais la comparabilité est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées à la couverture des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

Les chiffres concernant les États-Unis excluent le personnel militaire relevant du secteur public.

Tendances à long terme

En 2000, on dénombrait environ 6.5 chercheurs pour 1 000 actifs, ce qui représente une augmentation considérable par rapport à 1991 (5.6 chercheurs pour 1 000 actifs). Le nombre de chercheurs a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. C'est le Japon qui compte le plus grand nombre de chercheurs dans la population active, devant les États-Unis et l'Union européenne. Le pourcentage de chercheurs aux États-Unis, au Japon, en Suède et en Finlande est sensiblement supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Le nombre de chercheurs dans le secteur des entreprises revêt un intérêt particulier car la recherche menée par les entreprises est plus étroitement liée à la création de nouveaux produits et processus. L'augmentation du nombre de chercheurs en entreprise a été forte dans les petits pays de l'OCDE tels que l'Islande, le Mexique, le Portugal et la Turquie, où elle a été de plus de 12 % par an au cours de la dernière décennie.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont connu une réduction de l'effectif des chercheurs en entreprise dans les années 90, même si cette tendance s'est inversée ces dernières années en République tchèque et en Hongrie. L'Italie est le seul autre pays de l'OCDE dans lequel le nombre de chercheurs employés en entreprises a diminué.

Source

OCDE (2003), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Statistiques de la recherche et développement*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Mesurer la science et la technologie : www.oecd.org/sti/measuring-scitech.

OCDE Tableau de bord de la science, la technologie et l'industrie : www.oecd.org/sti/scoreboard.



Nombre de chercheurs

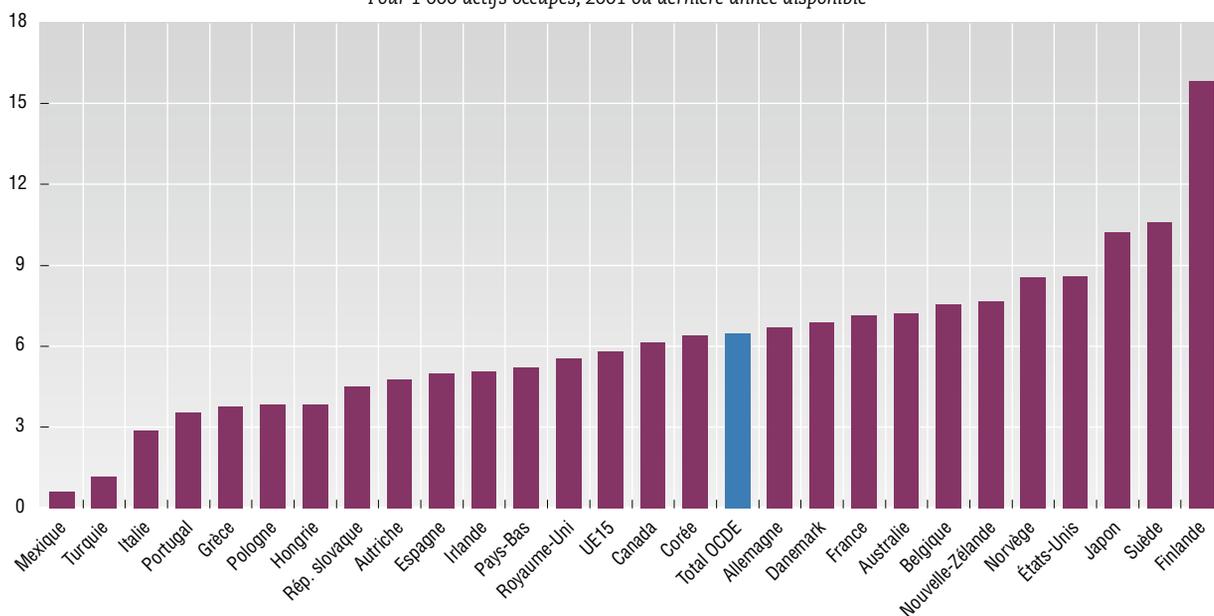
Pour 1 000 actifs occupés

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	..	6.3	..	..	..	6.2	6.2	6.3	6.3	6.7	6.7	6.7
Australie	5.5	..	6.8	..	7.0	..	7.2	..	7.2	..	7.2	..
Autriche	..	..	..	3.3	..	..	..	..	4.7	..	..	..
Belgique	..	4.8	..	5.6	6.2	6.1	6.3	6.6	7.1	7.5	..	..
Canada	4.9	5.1	5.5	5.8	6.4	6.5	6.6	6.6	6.2	6.1	..	..
Corée	..	..	..	..	..	4.9	4.8	4.9	4.6	5.0	5.2	6.4
Danemark	4.4	4.6	5.0	5.3	..	6.1	6.3	6.5	..	6.8	..	..
Espagne	2.7	2.9	3.0	3.2	3.6	3.5	3.8	3.8	4.1	4.1	4.9	5.0
États-Unis	..	7.7	..	7.8	..	7.6	..	8.2	..	8.6	..	..
Finlande	..	6.0	..	7.4	..	8.2	..	12.3	13.9	14.5	15.1	15.8
France	5.4	5.7	6.2	6.5	6.6	6.7	6.8	6.8	6.7	6.8	7.1	..
Grèce	..	1.7	..	2.2	..	2.5	..	2.9	..	3.7	..	..
Hongrie	3.9	3.2	3.0	3.1	3.1	2.9	2.9	3.1	3.2	3.3	3.8	3.8
Irlande	4.0	4.4	4.8	4.1	4.3	4.5	4.8	5.0	5.1	4.9	5.0	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	3.4	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.5	3.0	2.9	2.9	2.9	..
Japon	7.4	7.5	7.7	7.9	8.1	8.3	9.2	9.2	9.7	9.9	9.7	10.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.5	0.6	..	..
Norvège	..	6.6	..	7.2	..	7.5	..	7.9	..	8.0	..	8.5
Nouvelle-Zélande	5.1	5.0	6.1	6.3	..	5.7	..	7.5	..	7.6	..	..
Pays-Bas	..	..	..	4.6	4.9	4.8	4.7	5.0	5.1	5.1	5.2	..
Pologne	..	..	..	..	3.3	3.4	3.5	3.6	3.6	3.7	3.7	3.8
Portugal	1.3	..	2.1	..	..	2.6	..	3.0	3.1	3.3	3.4	3.5
République slovaque	..	..	..	..	4.9	4.5	4.5	4.6	4.6	4.3	4.7	4.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	4.6	4.6	4.8	4.9	5.0	5.3	5.2	5.2	5.5	..	..	..
Suède	..	5.9	..	7.2	..	8.2	..	9.2	..	9.6	..	10.6
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	..
UE15	..	4.7	4.8	5.0	..	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.8	..
Total OCDE	5.8	5.6	5.7	5.8	5.9	5.8	6.1	6.1	6.3	6.4	6.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/231034632376>

Nombre de chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, 2001 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/666748408167>

BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure du résultat des activités de R-D menées par un pays, concrétisées sous forme d'inventions. Cependant, la méthodologie utilisée peut influencer sur les résultats. Les comptages simples des brevets déposés auprès d'un office de propriété intellectuelle particulier présentent certaines distorsions : la comparabilité internationale des indicateurs n'est pas garantie (avantage au pays d'accueil pour les demandes de brevets) et les valeurs des brevets sont fortement hétérogènes. L'OCDE a mis au point un indicateur fondé sur des familles de brevets « triadiques », qui a pour but de saisir toutes les inventions importantes et d'être comparable au plan international.

Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (par exemple les offices des brevets) pour protéger une même invention. Une famille de brevets triadique est un ensemble de brevets déposés auprès des trois principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'office européen des brevets (OEB), l'office japonais des brevets (JPO) et le US Patent and Trademark Office (USPTO).

Comparabilité

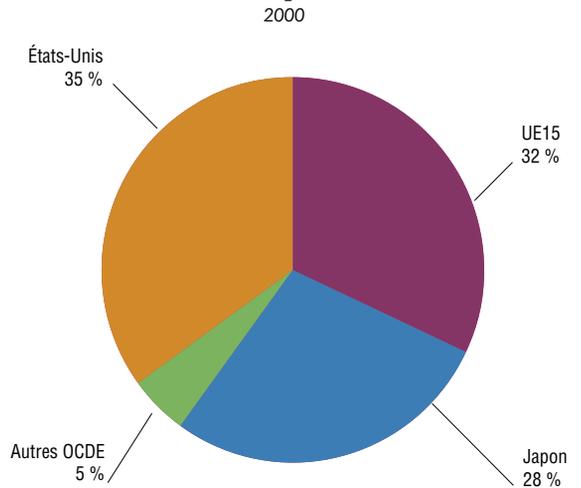
Le concept de familles de brevets triadiques a pour but d'améliorer la comparabilité internationale des indicateurs fondés sur les brevets.

Tendances à long terme

En 1998, on comptait plus de 40 000 familles de brevets dans la zone OCDE, soit une progression de 32 % par rapport à 1991. Les États-Unis détenaient environ 36 % du total OCDE, suivis de l'Union européenne (33 %) et du Japon (25 %). Pendant les années 90, la part des familles de brevets détenue par l'Union européenne s'est rapprochée de celle des États-Unis alors que celle du Japon a reculé.

Si l'on prend en compte la population, ce sont la Suisse et la Suède qui ont la plus forte propension à breveter parmi les pays de l'OCDE. En 1998, la Suisse comptait 119 familles de brevets par million d'habitants et la Suède 107. La propension à breveter était également forte au Japon (81), en Finlande (75), en Allemagne (70) et aux États-Unis (52). A l'autre extrémité, la Turquie, le Mexique, la Pologne, le Portugal, la République slovaque et la République tchèque montraient une faible propension à breveter.

Familles triadiques de brevets



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/484621430411>

Source

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Dernis, H., D. Guellec et B. van Pottelsberghe (2001), « Using Patent Counts for Cross-country Comparisons of Technology Output », *STI Review*, n° 27, OCDE, Paris.

Johnson, D. (2002), « The OECD Technology Concordance (OTC): Patents by Industry of Manufacture and Sector of Use », *Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie*, n° 2002/5, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

Lichtenberg, F. et S. Virabhak (2002), « Using Patents to Map Technical Change in Health-Related Areas », *Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie*, n° 2002/16, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

• Publications méthodologiques

Dernis, H. et M. Khan (2004), « Triadic Patent Families Methodology », *Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie*, n° 2004/2, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

• Bases de données en ligne

OCDE Base de données sur les brevets : www.oecd.org/sti/ipr-statistics.

• Sites Web

OCDE Travaux sur les brevets : www.oecd.org/sti/ipr-statistics.

OCDE Droits de propriété intellectuelle : www.oecd.org/sti/ipr.

Familles triadiques de brevets

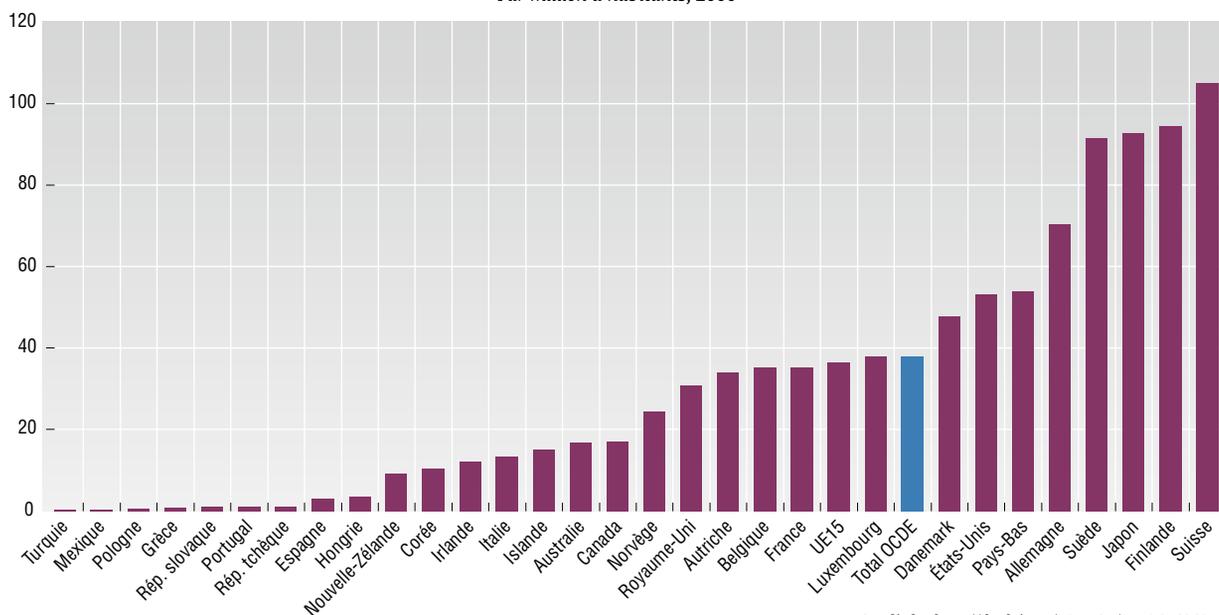
Par pays de résidence des inventeurs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne	4 112	3 676	3 865	3 989	4 346	4 815	5 473	5 634	5 988	5 867	5 777
Australie	186	156	181	192	228	226	222	299	301	304	321
Autriche	171	174	146	173	209	217	211	248	267	262	274
Belgique	223	239	291	329	346	369	351	395	387	366	359
Canada	285	275	269	300	353	382	420	525	557	539	519
Corée	65	93	119	168	213	327	324	387	462	459	478
Danemark	127	105	135	159	174	188	216	221	227	250	254
Espagne	73	70	65	73	84	87	87	108	111	120	113
États-Unis	11 165	10 217	10 568	10 531	11 095	12 312	14 726	14 763	14 810	15 079	14 985
Finlande	149	161	222	245	336	312	342	416	426	419	489
France	1 919	1 783	1 646	1 695	1 865	1 905	2 103	2 200	2 276	2 081	2 127
Grèce	4	5	6	3	4	1	12	9	10	4	6
Hongrie	30	22	19	23	20	25	24	31	19	30	33
Irlande	27	27	23	18	28	31	28	37	46	56	45
Islande	1	3	0	1	3	6	7	4	4	5	4
Italie	646	659	575	628	620	610	682	711	716	740	767
Japon	9 929	8 895	8 165	8 459	8 206	9 428	10 575	11 207	11 196	11 726	11 757
Luxembourg	17	9	9	14	7	13	15	16	19	19	17
Mexique	7	6	5	6	5	12	8	11	12	11	15
Norvège	52	58	73	70	80	86	74	94	109	108	109
Nouvelle-Zélande	9	19	26	11	23	20	31	39	37	33	36
Pays-Bas	591	568	612	596	644	724	778	840	829	833	857
Pologne	5	9	5	12	4	5	9	9	7	8	10
Portugal	1	3	4	4	2	2	3	6	8	5	8
République slovaque			1	1	1	2	1	4	3	3	4
République tchèque	7	9	7	8	5	3	10	10	11	9	9
Royaume-Uni	1 452	1 250	1 308	1 356	1 459	1 516	1 581	1 589	1 812	1 767	1 794
Suède	430	391	516	501	631	700	790	853	882	838	811
Suisse	788	723	714	706	709	746	796	790	812	792	753
Turquie	1	0	0	2	2	2	2	3	6	5	6
UE15	9 942	9 122	9 423	9 784	10 754	11 489	12 672	13 283	14 004	13 627	13 699
Total OCDE	32 475	29 607	29 575	30 274	31 701	35 070	39 902	41 459	42 350	42 738	42 739

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/577724845304>

Familles triadiques de brevets

Par million d'habitants, 2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/377261686312>

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Les industries productrices de TIC jouent un rôle important, notamment en contribuant à des progrès technologiques rapides et à la croissance de la productivité.

Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont parvenus à un consensus sur une définition par branche d'activité du secteur des TIC fondée sur la Révision 3 de la Classification internationale type, par industrie (CITI Rév. 3.) Les principes sur lesquels repose cette définition sont les suivants :

Pour les industries manufacturières, les produits d'une industrie doivent être destinés à remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment par transmission et affichage, doivent utiliser

le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou le contrôle d'un processus physique.

Pour les industries de services, les produits d'une industrie doivent être destinés à permettre la fonction de traitement de l'information et de communication par des moyens électroniques.

Comparabilité

L'existence d'une définition largement acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Toutefois, la définition n'est pas encore utilisée de façon systématique, et les données fournies par les pays membres ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des chiffres contenus dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE.

Tendances à long terme

Au cours des années 90, le secteur des TIC a connu une forte croissance dans les pays de l'OCDE. Cette croissance rapide a été constatée surtout en Finlande, en Norvège et en Suède. En Finlande, la part de ce secteur dans la valeur ajoutée a doublé entre 1995 et 2001 et atteint aujourd'hui plus de 16.4 % de la valeur ajoutée totale des entreprises. En 2000, le secteur des TIC représentait entre 5 et 16.5 % de la valeur ajoutée totale des entreprises dans les pays de l'OCDE, avec une moyenne, pour 25 pays de l'OCDE, de 9.8 % environ, contre 8.7 % dans l'Union européenne.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les services des TIC ont augmenté leur part relative dans le secteur des TIC en raison de l'importance croissante des services de télécommunications et des logiciels dans les pays de l'OCDE et, plus généralement, de la tertiarisation générale de l'économie.

Le secteur des services de télécommunications est déjà bien développé dans la plupart des pays membres de l'OCDE ; sa contribution à la valeur ajoutée du secteur des TIC est assez importante. C'est en Hongrie et en République tchèque que sa part relative est la plus forte. En même temps, on note une progression sensible de la contribution des services informatiques et rattachés, essentiellement des logiciels. La part des services informatiques et rattachés dans la valeur ajoutée des entreprises de services a été la plus forte en Irlande (7 % en 1999), en Suède (5.7 % en 2000) et au Royaume-Uni (5 % en 2001). Les prestations de conseils logiciels représentent entre 60 et 80 % des services informatiques.

Source

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Measuring the Information Economy*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE, Édition 2004*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Base de données des télécommunications 2003*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Science, technologie et industrie : www.oecd.org/sti.

OCDE Politique des télécommunications et d'Internet : www.oecd.org/sti/telecom.



Part des TIC dans la valeur ajoutée, 2000

TIC dans les services

En pourcentage de la valeur ajoutée totale des services

TIC dans l'industrie manufacturière

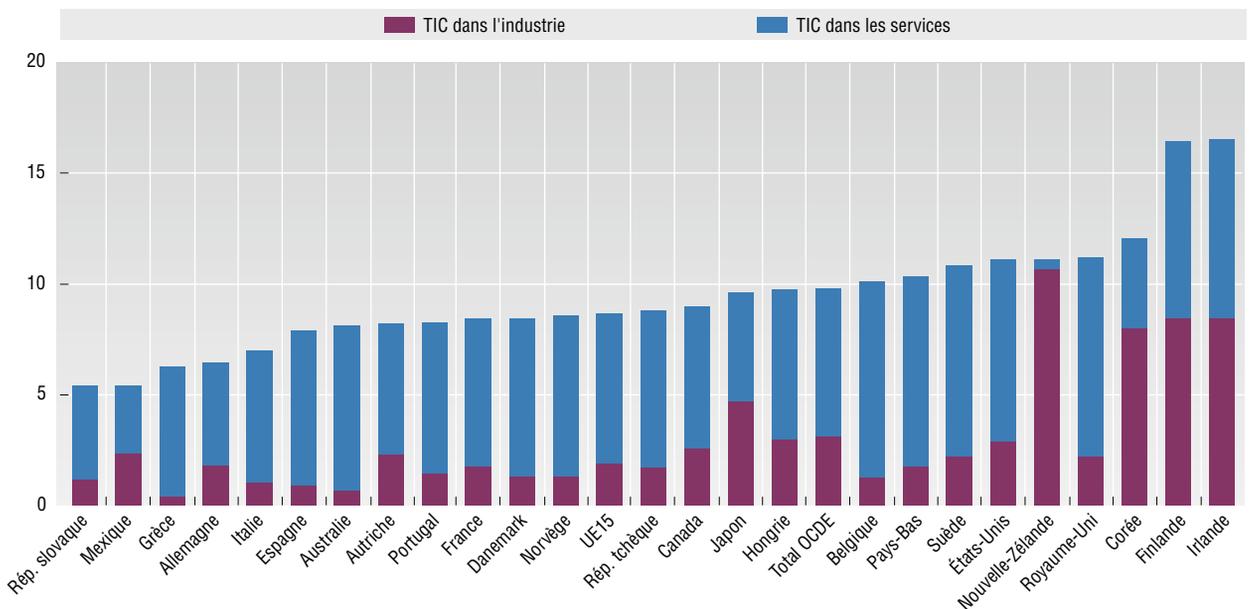
En pourcentage de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière

	Services de télécommunication	Services informatiques	Autres services liés aux TIC	Total	Évolution entre 1995-2000, pourcentage	Ordinateurs et équipement de bureau	Autres produits liés aux TIC	Total	Évolution entre 1995-2000, pourcentage
Allemagne	3.2	3.6	0.0	6.8	0.8	0.9	4.7	5.6	1.0
Australie	4.9	2.4	2.0	9.3	..	0.6	2.7	3.3	..
Autriche	2.8	1.8	4.0	8.6	..	0.4	6.9	7.3	0.1
Belgique	2.4	6.1	3.8	12.3	2.0	0.1	4.3	4.5	0.3
Canada	4.2	3.1	1.9	9.2	1.2	1.2	7.4	8.5	3.4
Corée	0.5	1.7	5.2	7.5	1.3	4.4	13.0	17.4	2.0
Danemark	3.2	2.6	3.9	9.7	0.7	1.0	5.6	6.6	0.1
Espagne	5.9	2.1	1.7	9.7	2.5	0.6	2.6	3.2	-0.4
États-Unis	4.4	4.4	1.8	10.6	1.6	2.6	10.2	12.8	2.0
Finlande	5.9	4.0	2.7	12.6	4.9	0.1	22.8	22.9	13.4
France	2.8	4.0	2.3	9.1	0.6	0.6	5.6	6.3	0.8
Hongrie	6.8	2.6	1.1	10.5	3.0	1.6	6.9	8.4	..
Irlande	5.1	7.0	2.7	14.7	1.4	10.4	8.3	18.7	2.3
Italie	3.4	3.6	1.4	8.4	1.2	0.3	3.1	3.4	-0.8
Japon	5.5	1.8	0.1	7.4	2.4	2.2	11.8	14.0	2.0
Mexique	3.1	0.2	1.0	4.3	0.3	3.1	5.0	8.1	2.9
Norvège	3.2	3.5	2.6	9.3	1.4	0.9	4.1	5.0	0.4
Pays-Bas	2.2	3.9	5.5	11.5	1.8	0.6	6.3	6.8	-0.3
Portugal	6.0	1.2	2.7	9.9	1.0	0.1	4.5	4.5	0.3
République slovaque	4.8	1.7	0.0	6.5	1.0	0.2	3.1	3.3	0.1
République tchèque	9.0	2.8	0.0	11.8	6.2	0.3	4.0	4.2	1.5
Royaume-Uni	4.2	5.0	2.7	11.9	1.7	1.8	7.1	8.9	0.6
Suède	4.5	5.7	2.5	12.6	3.6	0.4	6.5	7.0	-1.4
UE15	..	..	..	1.9	..	..	..	6.8	..
Total OCDE	..	..	..	3.1	..	..	..	6.7	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/444260345844>

Part des TIC dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée dans le secteur des entreprises, 2000



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/774510641187>

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

L'investissement en capital physique joue un rôle important dans la croissance. Il sert à augmenter et à renouveler le stock de capital et permet d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de production. Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont été le secteur d'investissement le plus dynamique de ces dernières années.

Définition

L'investissement est défini conformément au Système des comptes nationaux de 1993. Il recouvre l'acquisition d'équipements et de logiciels utilisés dans la production depuis plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel des technologies de l'information (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard, de logiciels sur mesure et les logiciels développés pour compte propre.

Comparabilité

Pour évaluer la contribution des TIC à la croissance et aux performances économiques, il est indispensable de disposer d'une mesure correcte de l'investissement dans les TIC, à la fois en termes nominaux et en termes de volume. La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC d'après les comptes nationaux (SCN93) varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période de couverture des données.

Le traitement des dépenses de logiciels comme investissement dans les comptes nationaux est très récent, et les méthodologies utilisées varient beaucoup selon les pays. Seuls les États-Unis produisent des estimations des dépenses dans les trois différentes catégories de logiciels ; les autres pays fournissent en général des estimations pour certaines catégories de logiciels seulement. Pour

tenter de résoudre les problèmes spécifiques liés aux logiciels dans les comptes nationaux, un Groupe de travail conjoint OCDE-UE sur la mesure des logiciels dans les comptes nationaux a formulé des recommandations concernant la capitalisation des logiciels.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

Source

Base de données de l'OCDE sur la productivité : www.oecd.org/statistics/productivity.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE, Édition 2004*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Ahmad, N. (2003), « Measuring Investment in Software », *Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie*, n° 2003/6, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

Lequiller, F. et al. (2003), « Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts », *Document de travail de la Direction des Statistiques*, n° 2003/1, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/workingpapers.

Schreyer, P., P.E. Bignon et J. Dupont (2003), « OECD Capital Services Estimates: Methodology and a First Set of Results », *Document de travail de la Direction des Statistiques*, n° 2003/6, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/workingpapers.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE Base de données pour l'ANalyse STructurelle (STAN), 2003.

• Bases de données en ligne

Source OECD Base de données pour l'ANalyse STructurelle (STAN).

Tendances à long terme

La part des TIC dans l'ensemble de l'investissement non résidentiel a doublé, et dans certains cas quadruplé, entre 1980 et 2000. En 2001/2002, elle était particulièrement importante aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suède.

Les logiciels sont le secteur où les investissements dans les TIC ont connu la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays, la part de ce secteur dans l'investissement non résidentiel a été multipliée plusieurs fois entre 1980 et 2000. C'est aux États-Unis, au Danemark et en Suède que la part des logiciels dans l'investissement total est la plus importante.

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation de capital fixe non résidentiel

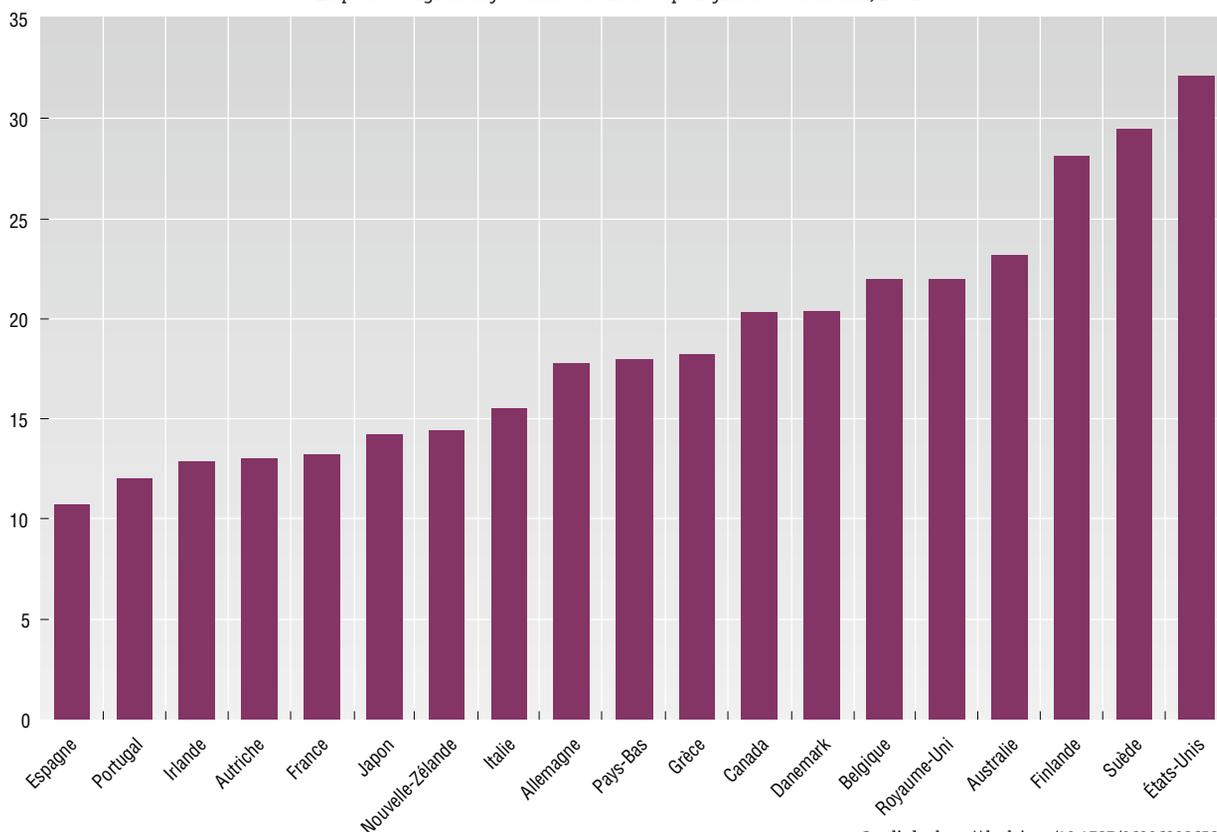
En pourcentage de la formation totale de capital fixe non résidentiel

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	13.9	13.7	13.2	13.3	13.2	13.3	14.2	14.7	15.3	16.5	17.4	17.8	16.5
Australie	12.5	14.2	15.7	16.6	18.1	18.2	18.7	18.8	20.3	21.0	22.5	23.2	21.4
Autriche	10.0	10.1	9.4	10.1	11.1	10.4	10.8	11.3	13.3	13.8	13.1	13.0	..
Belgique	16.2	16.5	17.5	15.2	16.0	16.5	17.3	18.1	20.0	20.8	23.7	21.9	..
Canada	13.2	14.2	16.1	16.9	16.4	16.8	18.0	17.5	18.8	19.9	20.5	20.3	19.8
Danemark	17.7	18.2	19.0	20.5	18.7	20.7	20.5	21.2	20.7	21.6	19.9	20.3	..
Espagne	12.0	11.5	11.2	11.5	11.8	9.6	11.2	10.9	10.9	10.8	11.2	10.7	..
États-Unis	24.6	26.3	27.7	26.8	26.3	27.3	27.9	28.8	28.9	31.3	33.4	32.1	32.6
Finlande	9.1	10.6	13.5	17.2	20.2	22.2	18.8	22.3	25.3	27.5	30.9	28.1	..
France	7.8	7.5	7.6	8.1	8.6	9.0	9.8	11.0	11.9	12.2	12.8	13.2	13.7
Grèce	9.4	11.6	11.7	16.1	14.3	12.7	13.2	13.2	15.1	15.3	16.7	18.2	..
Irlande	8.3	9.7	9.5	10.2	11.7	15.6	14.4	14.7	13.4	12.4	14.4	12.8	..
Italie	14.2	14.2	14.2	14.3	15.1	14.8	15.1	16.3	15.9	16.1	16.1	15.5	..
Japon	8.0	8.5	8.6	8.9	9.0	10.3	12.5	12.3	12.6	13.8	14.4	14.2	13.1
Nouvelle-Zélande	12.3	12.9	12.9	11.4	11.4	10.8	10.9	11.3	13.6	12.7	15.5	14.4	13.6
Pays-Bas	14.0	13.6	14.3	14.8	14.6	14.1	14.8	16.2	17.8	18.3	18.5	18.0	..
Portugal	10.4	11.6	11.5	11.5	11.5	12.5	12.8	11.9	11.8	11.7	11.8	12.0	..
Royaume-Uni	13.8	14.4	15.1	16.6	18.3	20.7	21.1	20.2	23.1	22.1	23.5	21.9	..
Suède	15.0	16.4	19.0	24.3	23.8	23.5	22.7	24.2	26.3	27.9	30.0	29.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/056814407218>

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation totale de capital fixe non résidentiel, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/063062086588>

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

Les ordinateurs sont de plus en plus présents dans les ménages des pays de l'OCDE où les taux de pénétration sont élevés, mais également dans ceux qui accusaient du retard à cet égard.

Définition

Le tableau indique le nombre de ménages ayant déclaré disposer d'au moins un ordinateur personnel en état de fonctionner. La deuxième partie du tableau montre le pourcentage de ménages ayant déclaré avoir accès à l'Internet. Dans presque tous les cas, il s'agit d'un accès à partir d'un ordinateur personnel soit par modem téléphonique soit par connexion haut débit de type ADSL.

Comparabilité

En très peu de temps, les bureaux de statistiques nationaux ont considérablement progressé dans la fourniture d'indicateurs sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Dans une optique internationale, le principal inconvénient des statistiques officielles sur l'utilisation des TIC est que celles-ci reposent encore sur des normes différentes et qu'elles mesurent des comportements qui évoluent rapidement, à des moments différents. La plupart des pays utilisent des enquêtes existantes concernant par exemple la population active, l'utilisation du temps, les dépenses des ménages ou les enquêtes sociales générales. D'autres ont recours à des enquêtes spéciales.

Tendances à long terme

Les taux de pénétration sont élevés au Canada, en Corée, au Danemark, en Norvège, en Suède et en Suisse, où environ les deux tiers des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2003. En revanche, la proportion est inférieure à 50 % en France, en Irlande, au Mexique, au Portugal et en République tchèque. Entre 2000 et 2003, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a connu une augmentation particulièrement rapide en Autriche, en France et au Japon.

La situation des ménages ayant accès à l'Internet est similaire. Au Canada, en Corée, aux États-Unis, au Danemark, au Japon, et en Suède, plus de la moitié des ménages avaient accès à l'Internet en 2003, contre moins d'un cinquième au Mexique, au Portugal et en République tchèque la même année.

On dispose de données sur l'accès à l'Internet selon la taille des ménages pour le Royaume-Uni, la Finlande, l'Autriche et l'Allemagne. Ces données indiquent que les ménages avec enfants ont davantage accès à l'Internet que les ménages sans enfants.

Un autre aspect important du point de vue de la comparabilité internationale est le choix du ménage ou de l'individu comme unité statistique. Les enquêtes auprès des ménages fournissent en général des informations à la fois sur le ménage et sur les personnes qui le composent. Les données sur les personnes fournissent en général des informations sur le nombre d'individus ayant accès à une technologie, sur ceux qui l'utilisent, sur le lieu à partir duquel ils l'utilisent et sur la finalité de l'utilisation.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au plan international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Par ailleurs, les statistiques sur les individus peuvent utiliser des groupes d'âge différents ; or, l'âge est un déterminant important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur le ménage ou l'individu produisent des chiffres différents aussi bien en ce qui concerne les niveaux que les taux de croissance. Ces différences compliquent les comparaisons internationales et risquent de fausser les comparaisons fondées sur un indicateur unique d'accès à l'Internet ou d'utilisation de l'Internet, dans la mesure où le classement des pays change selon l'indicateur utilisé.

L'OCDE s'est attaqué aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages/individus. Ce questionnaire type, qui se veut d'utilisation flexible, se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction de l'évolution des technologies reflétant les pratiques des utilisateurs et les préoccupations des pouvoirs publics.

Source

OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, Édition 2004, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *La tarification de l'accès dans le secteur des télécommunications*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Base de données des télécommunications 2003*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Science, technologie et industrie : www.oecd.org/sti.

OCDE Politique des télécommunications et d'Internet : www.oecd.org/sti/telecom.



ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

Ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet

Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur

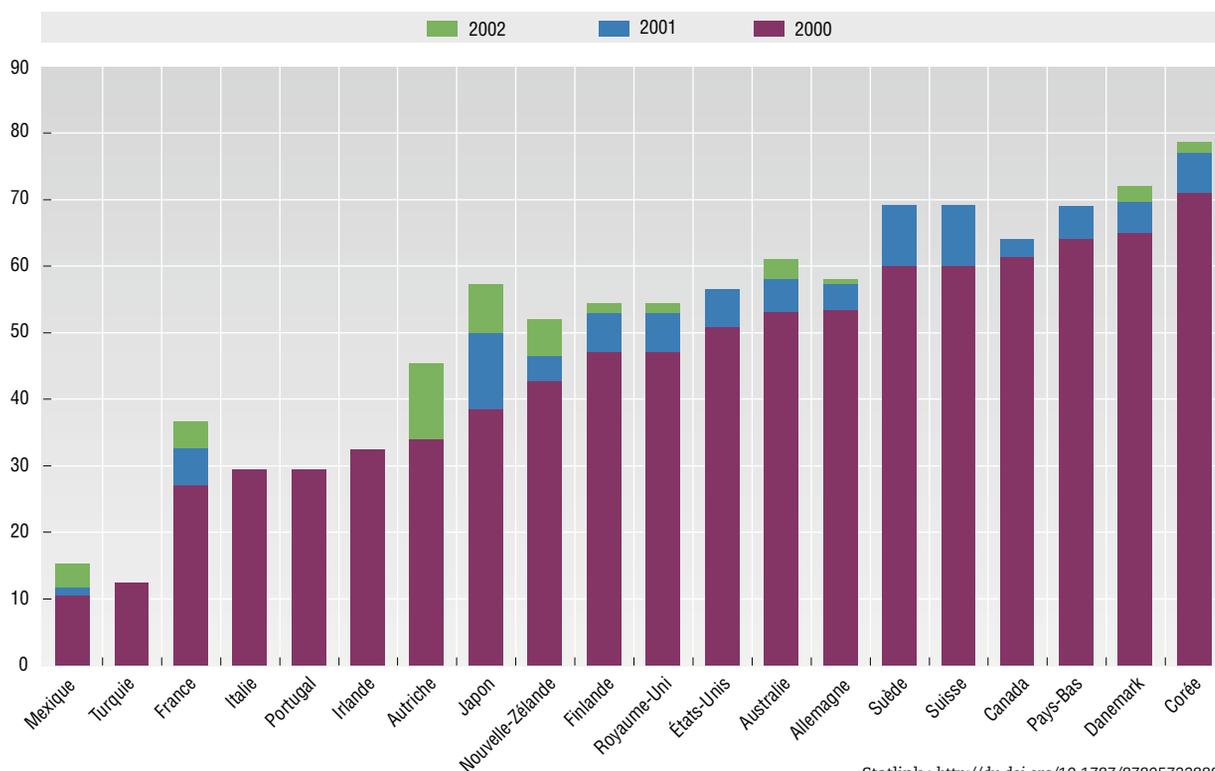
Pourcentage des ménages ayant accès à Internet

	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003
Allemagne	53.4	57.2	57.9	..	27.3	36.0	43.3	..
Australie	53.0	58.0	61.0	..	32.0	42.0	46.0	..
Autriche	34.0	..	45.4	49.3	32.0	42.0	46.0	..
Belgique	..	..	44.6	..	..	28.0	..	..
Canada	61.3	64.0	..	..	40.1	48.7	51.4	54.5
Corée	71.0	76.9	78.6	77.9	..	39.9	51.3	..
Danemark	65.0	69.6	72.0	..	46.0	48.0	59.0	..
Espagne	30.4	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	51.0	56.5	..	..	41.5	50.5	..	..
Finlande	47.0	52.9	54.5	..	30.0	39.5	44.3	..
France	27.0	32.4	36.6	41.0	11.9	18.1	23.0	28.0
Irlande	32.4	..	..	42.3	20.4	..	..	33.6
Italie	29.4	..	..	..	18.8	..	..	..
Japon	38.6	50.1	57.2	63.3	34.0	35.1	48.8	52.0
Mexique	10.4	11.6	15.2	..	..	6.2	..	..
Norvège	..	..	..	68.0	..	..	..	55.0
Nouvelle-Zélande	42.8	46.6	52.0	..	..	37.4	..	..
Pays-Bas	64.0	69.0	..	..	41.0	..	..	..
Portugal	29.4	39.0	..	38.3	9.0	13.0	..	21.7
République tchèque	..	..	24.6	..	..	..	16.4	..
Royaume-Uni	47.0	52.9	54.5	..	27.0	38.0	44.0	48.0
Suède	59.9	69.2	..	..	48.2	53.3	..	..
Suisse	59.9	69.2	..	..	36.5	..	..	..
Turquie	12.3	..	..	..	6.9	..	..	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/724673552860>

Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages, 2002 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/878057228886>

EXPORTATIONS DE HAUTE TECHNOLOGIE

C'est aux exportations à forte intensité technologique qu'il faut attribuer une bonne part de la croissance des échanges au cours de la dernière décennie. Dans tous les pays de l'OCDE, elles ont progressé plus rapidement que l'ensemble des exportations de produits manufacturés. Cela vaut surtout pour les exportations de produits de haute technologie.

Définition

Un secteur industriel est défini comme un secteur de haute technologie en fonction de son intensité de R-D globale (directe et indirecte). L'intensité directe correspond aux dépenses de R-D rapportées à la valeur ajoutée pour chaque secteur et pays. En ce qui concerne l'intensité indirecte, on prend en compte la technologie incorporée (dépenses de R-D) dans les biens intermédiaires et d'équipement achetés sur le marché national ou importés. Pour la calculer, on a utilisé les coefficients techniques des industries manufacturières tirés des tableaux d'entrées-sorties.

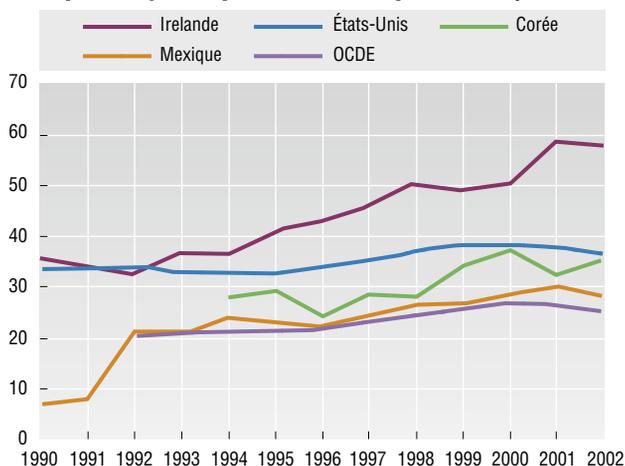
Comparabilité

La méthodologie utilisée pour définir les industries à forte, moyenne et faible intensité technologique a été mise au point par le Secrétariat de l'OCDE au début

des années 80. Elle a été adoptée par les pays membres et par d'autres organisations internationales. Pour plus de renseignements concernant la définition et la comparabilité, voir ci-dessous : « Revision of the High-Technology Sector and Product Classifications ».

Exemples d'exportations des industries de haute technologie

En pourcentage des exportations totales de produits manufacturés



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/014867866652>

Tendances à long terme

Les industries à forte intensité technologique étaient à l'origine des deux tiers des exportations de biens manufacturés de la zone de l'OCDE en 2001. On note toutefois des écarts considérables entre les pays. La part des industries de haute et moyenne-haute technologie varie en effet de plus de 80 % au Japon et en Irlande à moins de 20 % en Nouvelle-Zélande et en Islande.

L'intensité technologique des exportations de biens manufacturés est particulièrement forte en Irlande, en Corée, au Royaume-Uni et aux États-Unis, où la part des industries de haute technologie dans les exportations est plus importante que celle des industries de moyenne-haute technologie.

Les exportations à forte intensité technologique ont connu une croissance rapide en Islande, en Turquie et dans les pays d'Europe orientale, mais leur contribution aux échanges internationaux de technologie demeure faible. Les parts de l'Irlande, de la Corée et du Mexique, dans l'ensemble des exportations de technologie de l'OCDE ont augmenté considérablement aux dépens des fournisseurs de technologie européens et japonais traditionnels.

Avec 20 % de l'ensemble des exportations de la zone OCDE, ce sont les États-Unis qui détiennent la part la plus importante du marché de la technologie.

Source

OCDE (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Non-tarif Measures in the ICT Sector: A Survey*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, Édition 2004, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Hatzichronoglou, T. (1997), « Revision of the High-Technology Sector and Product Classification », Document de travail de la Direction de la Science, la technologie et l'industrie, n° 1997/2, OCDE, Paris, www.oecd.org/sti/working-papers.

• Sites Web

OCDE Science, technologie et industrie : www.oecd.org/sti.

OCDE Échanges internationaux : www.oecd.org/std/trade.



Exemples d'exportations des industries de haute technologie

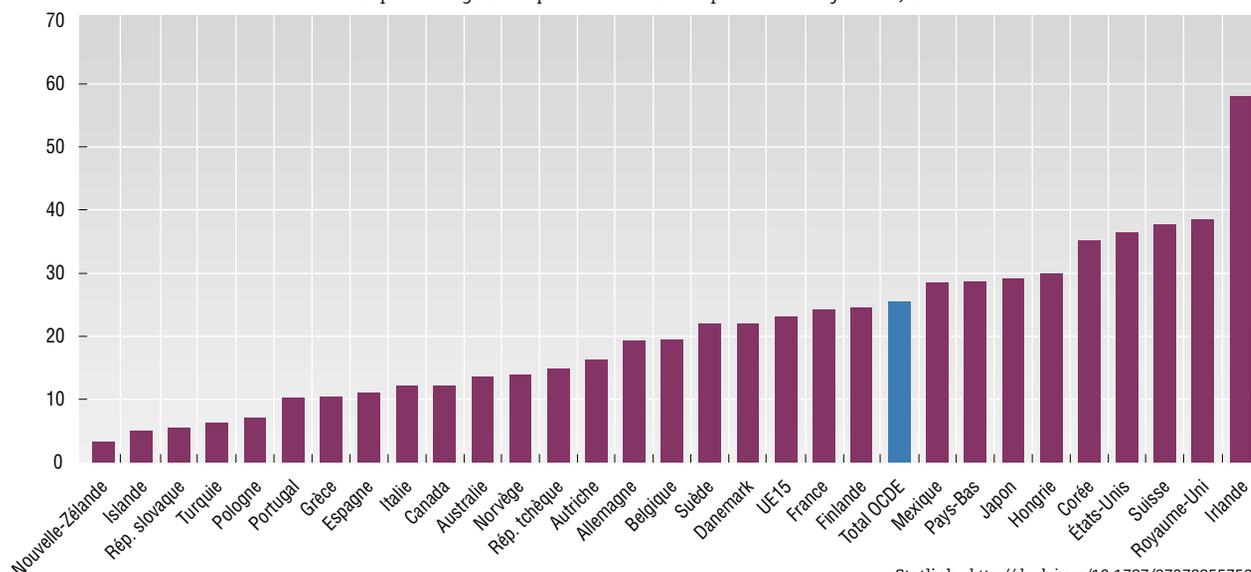
En pourcentage des exportations totales de produits manufacturés

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	13.9	15.0	14.8	15.3	15.4	15.2	15.3	16.5	17.3	18.7	20.2	20.6	19.3
Australie	8.8	9.5	9.9	10.7	12.0	12.0	12.1	11.9	11.7	12.6	13.2	13.5	13.5
Autriche	10.0	10.4	9.8	10.1	10.1	10.6	10.3	12.3	12.4	13.9	15.7	15.6	16.3
Belgique	7.7	8.1	8.4	9.6	9.3	9.8	10.6	11.0	12.0	12.9	14.0	15.3	19.4
Canada	11.3	12.5	11.3	10.2	10.3	10.9	11.4	12.7	13.3	13.0	16.1	14.3	12.2
Corée	..	..	..	..	28.0	29.2	24.3	28.5	28.4	34.2	37.1	32.4	35.1
Danemark	13.2	13.1	13.4	13.6	14.7	15.1	15.9	17.1	18.1	19.0	20.7	20.7	22.1
Espagne	8.4	9.2	9.3	9.9	9.9	8.7	9.2	8.9	9.3	10.1	10.2	10.3	11.0
États-Unis	33.8	34.0	33.8	32.7	32.9	32.6	33.8	35.0	36.8	38.3	38.4	37.9	36.4
Finlande	8.8	8.5	9.7	11.5	13.3	15.0	16.3	18.7	21.9	24.1	27.3	24.4	24.6
France	16.3	18.3	18.3	18.8	18.8	19.4	20.2	21.7	23.2	24.0	25.6	25.5	24.1
Grèce	2.1	2.5	2.0	3.2	3.7	4.4	3.4	4.3	6.7	7.6	9.7	9.0	10.4
Hongrie	..	..	8.1	10.3	12.2	10.1	9.1	21.2	23.4	26.3	30.6	28.3	30.0
Irlande	35.6	34.1	32.7	36.5	36.6	40.7	42.6	46.0	50.3	49.2	50.2	58.2	57.9
Islande	1.0	0.1	0.3	0.4	2.1	2.6	2.8	2.9	2.3	2.6	2.7	3.4	5.0
Italie	10.2	10.1	10.6	10.3	10.0	9.8	9.7	9.6	10.1	10.7	11.6	11.8	12.0
Japon	30.4	30.6	30.1	30.5	31.2	31.9	31.1	31.2	30.7	31.3	33.0	30.8	29.1
Mexique	7.0	8.3	21.2	21.2	24.0	23.2	22.5	24.5	26.4	26.9	28.7	29.9	28.4
Norvège	7.9	7.5	8.6	8.7	8.4	8.4	8.6	9.4	10.1	10.0	10.3	12.0	13.9
Nouvelle-Zélande	1.5	1.8	2.1	2.2	2.3	2.6	4.0	3.2	4.7	3.1	3.0	3.0	3.3
Pays-Bas	16.1	15.7	16.6	19.7	19.9	21.3	22.8	25.1	27.5	30.3	32.6	29.8	28.6
Pologne	..	..	3.7	4.0	4.1	4.2	5.0	6.0	6.5	6.4	6.4	6.8	7.0
Portugal	6.1	6.0	6.3	5.8	6.9	8.1	7.0	7.3	7.6	9.0	10.3	11.2	10.1
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	5.5	5.4	5.9	5.2	6.0	5.5
République tchèque	..	..	..	4.8	4.8	4.1	6.9	7.5	8.6	8.8	9.5	12.1	14.8
Royaume-Uni	26.3	26.4	25.7	27.6	27.7	28.5	29.7	29.7	32.4	33.8	37.4	40.3	38.5
Suède	16.0	17.1	17.6	18.4	18.9	21.5	23.7	25.6	26.2	27.9	28.8	23.4	21.9
Suisse	26.3	26.9	28.3	28.3	28.2	28.6	30.0	30.2	31.5	34.6	33.8	37.1	37.7
Turquie	3.5	3.6	2.8	2.5	2.5	2.1	2.8	3.8	5.5	6.8	7.9	6.6	6.2
UE15	15.0	15.6	15.7	16.4	16.6	17.0	17.7	18.9	20.3	21.5	23.3	23.6	23.1
Total OCDE	..	..	20.5	21.0	21.2	21.3	21.7	23.0	24.0	25.2	26.9	26.4	25.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/310600742525>

Exportations des industries de haute technologie dans les pays de l'OCDE

En pourcentage des exportations totales de produits manufacturés, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/373788557538>



ENVIRONNEMENT

AIR, EAU ET SOLS

ÉMISSIONS DE CO₂ DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

CONSOMMATION D'EAU

DÉCHETS MUNICIPAUX

UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENTS TOTAUX EN ÉNERGIE PRIMAIRE

APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PAR HABITANT

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

ÉMISSIONS DE CO₂ DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

Le dioxyde de carbone (CO₂) constitue la majeure partie des « gaz à effet de serre ». L'ajout de gaz à effet de serre d'origine anthropique à l'atmosphère perturbe l'équilibre radiatif de la Terre. Cela peut entraîner une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, avoir des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

Définition

Le tableau présente les émissions de CO₂ résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des

déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont relativement peu importantes en proportion du total et elles ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996) donnent des explications techniques plus complètes sur la mesure des émissions de CO₂ indiquées dans ce tableau.

Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données sur l'énergie à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à reporter des informations sur les soutages et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des carburants utilisés à l'étranger par leurs propres navires et avions. Dès lors que les émissions dues aux soutages ne figurent pas dans les totaux nationaux, la comparaison entre pays devient difficile. Mais, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

Tendances à long terme

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 71 %. Au début de cette période, 66 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions du monde en développement, la part imputable à l'OCDE était de 52 % en 2002. De loin, c'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été les plus fortes : les émissions de la Chine ont doublé au cours de la période et celles du reste du continent ont quadruplé. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO₂ de 1.9 milliard de tonnes sur les trois décennies considérées.

Les émissions de CO₂ de l'OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont progressé.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Au début de la période de référence, la production d'électricité expliquait la majeure partie de l'augmentation. Plus récemment, c'est dans les transports que les émissions ont enregistré la hausse la plus rapide.

La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 14 % en 1973 à 20 % en 2002, et le pétrole de 51 % à 42 %. Les substitutions entre combustibles et l'utilisation croissante des sources d'énergie non fossiles ont réduit le ratio CO₂/approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de plus de 8 % sur les trente et une dernières années.

Source

AIE (2004), *Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie : 1971/2002*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

AIE (2001), *International Emission Trading – From Concept to Reality*, AIE, Paris.

AIE (2001), *Saving Oil and Reducing CO₂ Emissions in Transport: Options and Strategies*, AIE, Paris.

OCDE (2004), *Voitures propres : stratégies pour des véhicules peu polluants*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

• Publications méthodologiques

OMM, PNUE, OCDE, AIE (1996), *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOCDE, AIE, *Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie*.

SourceOCDE, AIE, *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux*.


 ÉMISSIONS DE CO₂ DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

 Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie

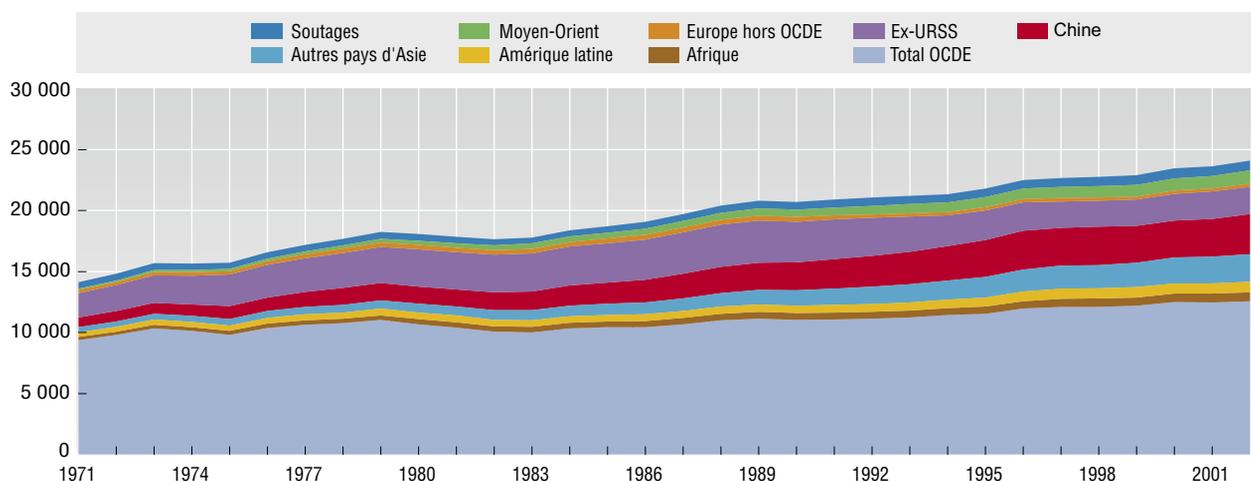
Millions de tonnes

	1971	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	984	966	887	875	874	913	884	868	838	835	850	838
Australie	143	260	269	272	280	296	303	319	324	329	342	343
Autriche	49	57	57	57	60	64	64	64	63	63	67	66
Belgique	118	107	110	114	113	121	118	120	116	119	120	113
Canada	340	430	436	450	461	477	493	497	507	529	521	532
Corée	51	226	299	332	362	392	418	363	397	428	442	452
Danemark	56	51	57	61	58	71	61	57	54	50	52	51
Espagne	121	207	213	223	235	225	242	249	267	280	287	303
États-Unis	4 297	4 843	5 035	5 109	5 109	5 290	5 438	5 486	5 529	5 688	5 614	5 652
Finlande	40	55	55	62	56	64	61	57	56	55	60	63
France	435	353	349	345	355	368	362	385	377	376	384	377
Grèce	25	71	72	73	73	76	79	84	83	88	90	90
Hongrie	62	71	60	59	59	59	57	57	61	55	56	55
Irlande	22	30	31	32	33	34	36	38	40	41	43	42
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Italie	295	400	394	391	413	409	414	424	423	425	426	433
Japon	743	1 015	1 040	1 105	1 112	1 139	1 150	1 107	1 153	1 178	1 165	1 207
Luxembourg	15	10	11	10	8	8	8	7	7	8	8	9
Mexique	97	292	307	327	313	319	332	352	344	362	360	365
Norvège	24	29	32	33	33	34	36	37	39	34	34	33
Nouvelle-Zélande	14	22	24	25	26	27	30	29	31	31	33	34
Pays-Bas	130	157	169	169	171	178	175	174	169	173	178	178
Pologne	298	350	338	331	333	348	339	316	305	293	292	283
Portugal	15	40	44	44	49	47	49	54	60	60	59	63
République slovaque	39	56	44	40	41	41	41	39	38	37	39	38
République tchèque	156	154	125	118	121	125	120	113	109	118	119	115
Royaume-Uni	627	560	538	531	533	547	524	532	527	525	542	529
Suède	83	51	52	54	53	59	52	53	51	51	48	50
Suisse	39	42	42	41	42	43	42	44	44	43	44	43
Turquie	41	129	143	141	155	172	181	182	181	204	185	193
UE15	3 015	3 115	3 037	3 042	3 085	3 183	3 130	3 166	3 132	3 147	3 215	3 207
Total OCDE	9 362	11 034	11 233	11 427	11 532	11 948	12 109	12 109	12 197	12 480	12 462	12 554
Afrique	266	547	572	572	603	624	650	671	673	695	718	743
Amérique latine	367	603	652	678	721	771	813	840	835	853	854	845
Chine	809	2 289	2 680	2 832	3 012	3 180	3 100	3 134	3 004	3 021	3 093	3 307
Autres pays d'Asie	430	1 268	1 487	1 575	1 699	1 803	1 901	1 905	2 020	2 114	2 183	2 257
Ex-URSS	1 994	3 345	2 882	2 520	2 439	2 328	2 174	2 151	2 171	2 208	2 237	2 232
Europe hors OCDE	248	386	277	253	264	280	277	265	231	241	254	253
Moyen-Orient	127	590	735	792	814	852	891	928	963	1 005	1 035	1 093
Soutages maritimes internationaux	342	363	385	389	404	407	422	427	458	467	442	463
Aviation civile internationale	172	286	279	289	297	308	321	328	339	356	351	354
Monde	14 118	20 711	21 180	21 327	21 785	22 500	22 657	22 758	22 891	23 439	23 631	24 102

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/723472828227>

 Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie

Millions de tonnes


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/836270638147>

CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eaux douce sont d'une importance environnementale et économique majeure. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau, en particulier ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources avec des incidences importantes sur la quantité et la qualité des ressources en eau. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation irrationnelle de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques : réduction du débit des cours d'eau, pénuries, salinisation des eaux douces dans les zones côtières, problèmes de santé humaine, recul des zones humides, désertification et limitation de la production alimentaire.

Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée à son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux.

L'eau d'exhaure et l'eau de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. L'eau utilisée pour la production d'électricité correspond à une exploitation in situ et n'est pas prise en compte.

Comparabilité

Il convient de garder à l'esprit que les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays membres

Tendances à long terme

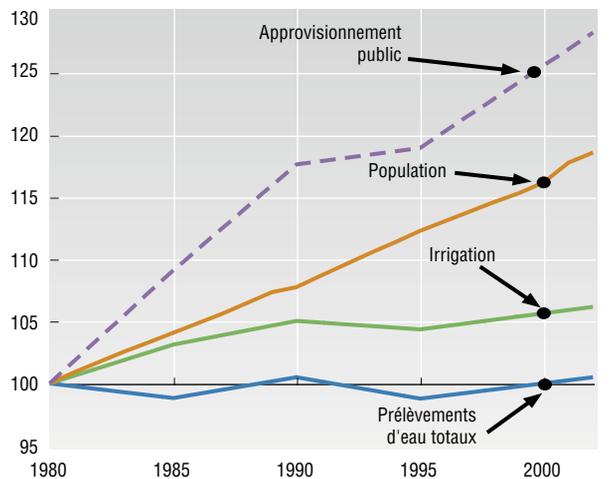
La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements dans les années 60 et 70 pour répondre à la demande des secteurs agriculture et énergie. Depuis les années 80, certains pays ont stabilisé leurs prélèvements grâce à des techniques d'irrigation plus efficaces, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement des technologies de production propres et à la réduction des fuites au niveau des conduites. Cependant, la croissance démographique a entraîné un accroissement des prélèvements, en particulier pour l'approvisionnement public. Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, l'agriculture étant le plus grand consommateur.

peuvent varier considérablement et peuvent changer au cours du temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de la totalité de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE.

Dans les tableaux, les lignes verticales indiquent une rupture dans la série due à une modification des sources de données ou des méthodes de calcul.

Prélèvements d'eau

1980 = 100



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/403528786668>

Source

OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Problèmes sociaux dus à la distribution et à la tarification de l'eau*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Gestion de l'eau : Performances et défis dans les pays de l'OCDE, Examens environnementaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE et OMS (2003), *Assessing Microbial Safety of Drinking Water: Improving Approaches and Methods*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Indicateurs clés d'environnement 2004*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Indicateurs environnementaux : www.oecd.org/env/indicators.

OCDE Réforme du secteur de distribution et d'assainissement de l'eau : www.oecd.org/env/water.

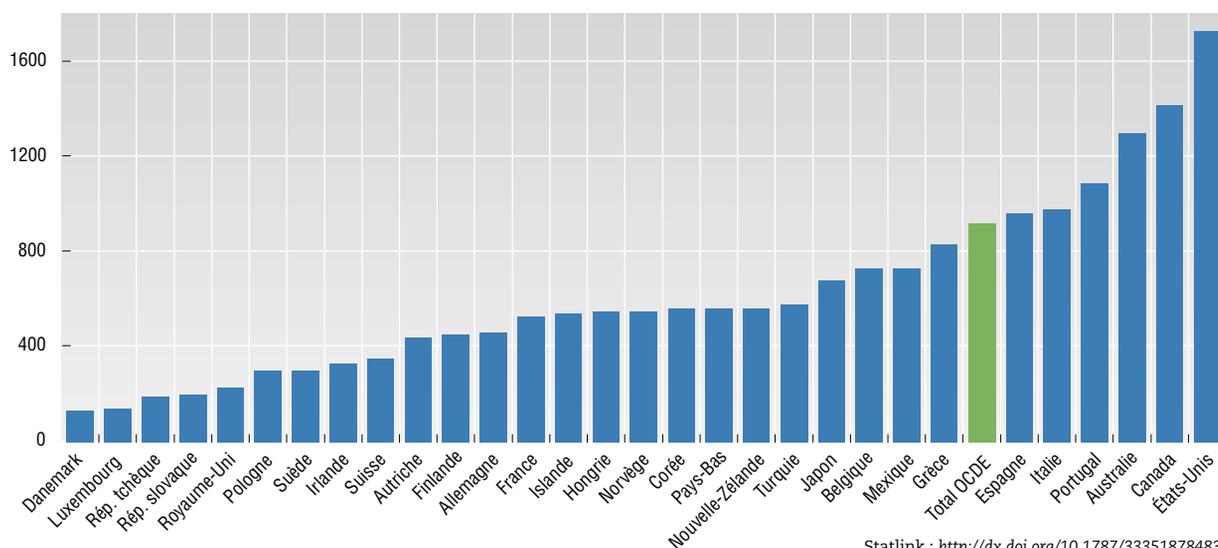


Prélèvements d'eau

	Prélèvements bruts totaux (millions de m ³)					Prélèvements par habitant (m ³ /habitant)
	1980	1985	1990	1995	2002 ou dernière année disponible	2002 ou dernière année disponible
Allemagne	42 206	41 216	47 873	43 374	38 006	460
Australie	10 900	14 600	..	15 055	24 071	1 300
Autriche	3 342	3 363	3 734	3 368	3 561	440
Belgique	..	..	..	8 149	7 442	730
Canada	37 594	42 383	45 096	..	42 214	1 420
Corée	12 800	..	21 300	23 700	26 000	560
Danemark	1 205	..	974	933	707	130
Espagne	39 920	46 250	36 900	33 288	38 544	960
États-Unis	517 720	467 335	468 620	470 514	476 800	1 730
Finlande	3 700	4 000	2 347	2 586	2 346	450
France	30 972	34 887	37 687	40 671	30 932	530
Grèce	5 040	5 496	7 030	..	8 695	830
Hongrie	4 805	6 267	6 293	5 976	5 591	550
Irlande	1 070	..	..	1 176	1 176	330
Islande	108	112	167	164	156	540
Italie	56 200	52 000	56 200	47 880	56 200	980
Japon	86 000	86 357	88 009	88 202	86 104	680
Luxembourg	..	67	59	57	60	140
Mexique	56 003	..	..	73 672	72 564	730
Norvège	..	2 025	..	2 420	2 420	550
Nouvelle-Zélande	1 200	1 900	..	2 000	2 000	560
Pays-Bas	9 198	9 349	7 984	7 919	8 889	560
Pologne	15 131	16 409	15 164	12 924	11 728	300
Portugal	10 500	..	8 600	10 849	11 090	1 090
République slovaque	2 232	2 061	2 116	1 386	1 094	200
République tchèque	3 622	3 679	3 623	2 743	1 908	190
Royaume-Uni	13 514	11 533	12 052	9 547	12 375	230
Suède	4 106	2 970	2 968	2 725	2 689	300
Suisse	2 589	2 646	2 665	2 571	2 539	350
Turquie	16 200	19 400	28 073	30 112	39 780	580
Total OCDE	1 006 500	994 300	1 011 400	994 000	1 017 700	920

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/020612400487>

Prélèvements d'eau

m³ par habitant, 2002 ou dernière année disponibleStatlink : <http://dx.doi.org/10.1787/333518784834>

DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie de la totalité des déchets produits, leur gestion et leur traitement représentent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant (« l'intensité de production de déchets ») sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, et les déchets d'entretien de la voirie (nettoyage des rues, contenu des poubelles publiques et déchets des marchés). La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées municipales, ainsi que les déchets municipaux de construction et de démolition.

Tendances à long terme

En augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a atteint 585 millions de tonnes au début des années 2000 (570 kg par habitant). L'évolution de l'intensité de production (kilogrammes par habitant) suit en gros celles des dépenses de consommation finale privée et du PIB, abstraction faite d'un léger ralentissement ces dernières années.

La quantité de déchets municipaux est également fonction des pratiques nationales de gestion des déchets. Seuls quelques pays ont réussi à réduire le volume des déchets solides qui doivent être éliminés. Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'augmentation de la richesse matérielle, associée à la croissance économique et à l'évolution des modes de consommation, tend à provoquer une hausse de la production de déchets par habitant.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre.

Les principaux problèmes tiennent à la prise en compte des déchets de type ménager produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Les données sur le Canada et la Nouvelle-Zélande portent uniquement sur les déchets des ménages.

Dans les tableaux, les lignes verticales indiquent une rupture dans la série due à une modification des sources de données ou des méthodes de calcul.

Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Corée, la Pologne et la République slovaque.

Source

OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Economic Aspects of Extended Producer Responsibility*, OCDE, Paris.

OCDE (2002), « OECD Workshop on Waste Prevention: Toward Waste Prevention Performance Indicators », proceedings, Paris, 8-10 octobre 2001, OCDE, Paris, www.oecd.org/document/52/0,2340,en_2649_34395_1954292_1_1_1_1,00.html.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Indicateurs clés d'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Sites Web

Indicateurs environnementaux de l'OCDE : www.oecd.org/env/indicators.

OCDE, prévention de la production de déchets et gestion des déchets : www.oecd.org/env/waste.



Production de déchets municipaux

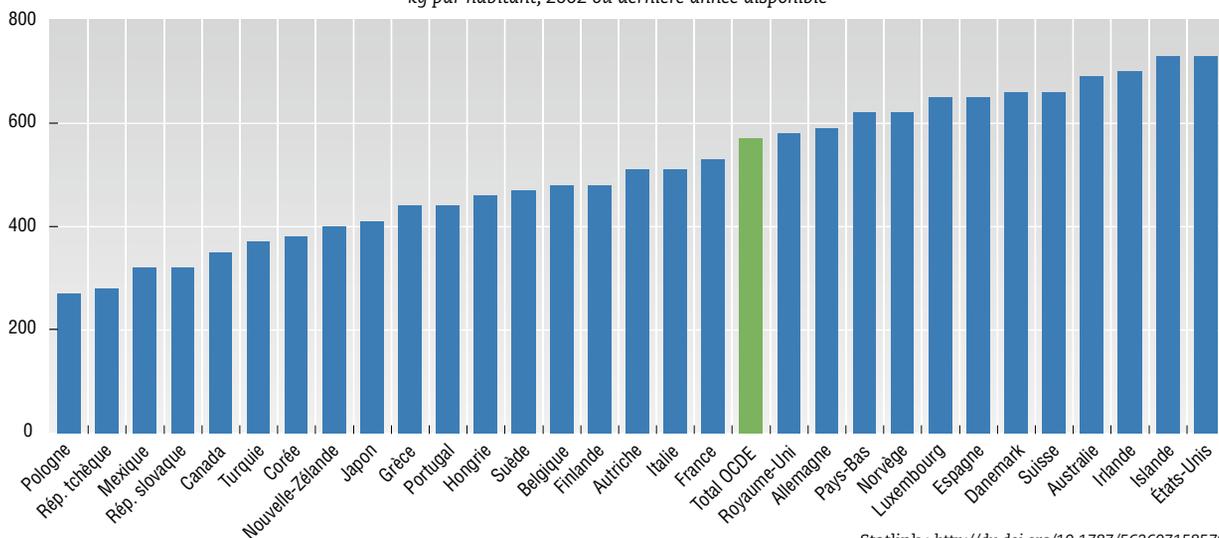
Montants totaux produits
(milliers de tonnes)Intensité de production
(kg/habitant)

	1980	1985	1990	1995	2002 ou dernière année disponible	Dernière année disponible
Allemagne	..	..	..	44 390	48 836	590
Australie	10 000	..	12 000	..	13 200	690
Autriche	..	..	3 204	3 476	4 111	510
Belgique	3 135	3 257	3 662	4 492	4 913	480
Canada	..	..	8 925	7 030	10 869	350
Corée	..	20 994	30 646	17 438	18 214	380
Danemark	2 046	2 430	..	2 960	3 546	660
Espagne	..	..	..	..	26 340	650
États-Unis	137 568	149 189	186 167	193 869	207 957	730
Finlande	..	..	..	2 100	2 500	480
France	..	..	26 220	28 919	32 174	530
Grèce	2 500	3 000	3 000	3 200	4 640	440
Hongrie	..	..	5 500	4 752	4 646	460
Irlande	640	1 100	..	1 848	2 704	700
Islande	..	..	..	166	209	730
Italie	14 041	15 000	20 000	25 780	29 788	510
Japon	43 995	43 450	50 441	50 694	52 362	410
Luxembourg	128	131	224	240	285	650
Mexique	..	..	21 062	30 510	32 174	320
Norvège	1 700	1 968	2 000	2 722	2 755	620
Nouvelle-Zélande	880	..	1 140	1 431	1 541	400
Pays-Bas	7 050	6 933	7 430	8 469	9 953	620
Pologne	10 055	11 087	11 098	10 985	10 509	270
Portugal	1 980	2 350	3 000	3 884	4 555	440
République slovaque	..	1 901	1 600	1 620	1 707	320
République tchèque	..	2 600	..	3 200	2 845	280
Royaume-Uni	..	..	27 100	28 900	34 851	580
Suède	2 510	2 650	3 200	3 555	4 172	470
Suisse	2 790	3 398	4 101	4 200	4 743	660
Turquie	12 000	18 000	22 315	20 910	25 134	370
OCDE 25	369 000	399 000	481 000	523 000	585 000	570

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/006008536867>

Déchets municipaux

kg par habitant, 2002 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/563607158570>

UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

Les apports d'éléments nutritifs tels que l'azote et le phosphore sont essentiels à la production agricole et à l'amélioration de la productivité. Si la teneur en éléments nutritifs d'un sol n'est pas rétablie après cultivation, cela peut entraîner une baisse de fertilité des sols et mettre en question la durabilité de l'agriculture. De même, l'apport excessif d'éléments nutritifs peut être à l'origine d'une dégradation de la qualité des eaux de surface et souterraines (eutrophisation) et de la qualité de l'air (acidification), et contribuer au réchauffement de la planète (effet de serre). Beaucoup de pays membres de l'OCDE ont fixé des objectifs de réduction des rejets d'éléments nutritifs de l'agriculture. Ceux-ci sont étroitement liés au fait que l'agriculture doit respecter les normes nationales de rejet de nitrates et de phosphates dans l'environnement aquatique. Plusieurs conventions et accords internationaux ont également pour but de limiter et de réduire les pollutions transfrontières, y compris les rejets agricoles d'éléments nutritifs dans l'eau et l'atmosphère.

Définition

À l'heure actuelle, le bilan des éléments nutritifs dans l'agriculture utilisé comme indicateur par l'OCDE se limite au bilan azoté à la surface du sol. Des travaux sont en cours pour y ajouter le bilan *phosphaté*, afin de disposer à partir du début 2005 d'un indicateur plus large.

Le bilan de l'azote dans l'agriculture mesure l'écart entre l'azote à la disposition d'un système agricole (apport principalement par le fumier organique et par les engrais chimiques) et l'absorption par l'agriculture (en grande partie par les cultures alimentaires et fourragères). Un excédent persistant est révélateur d'une pollution potentielle, tandis qu'un déficit persistant indique des

problèmes potentiels de durabilité de l'agriculture. Exprimé en kilogrammes par hectare, le bilan azoté porte sur la totalité des terres consacrées à l'agriculture.

Comparabilité

Fondé sur une méthode uniforme qui assure la comparabilité entre les pays membres de l'OCDE, l'indicateur apporte des informations sur les pertes potentielles d'azote vers les sols, l'air et les eaux de surface et souterraines. Toutefois, les pertes dues à la volatilisation de l'ammoniac dans l'atmosphère à partir des bâtiments d'élevage et du fumier stocké ne sont pas prises en compte dans les calculs.

La méthode employée a certes été harmonisée, mais les coefficients de conversion en azote peuvent varier d'un pays à l'autre pour diverses raisons (différences dans les conditions agro-écologiques, dans le calcul du poids/rendement dans l'élevage, et dans les méthodes employées pour estimer les coefficients). De plus, une partie du résultat calculé correspond aux dépôts atmosphériques d'azote qui, pour l'essentiel, ne sont pas liés aux activités agricoles.

Nous ne disposons pas de données sur le Luxembourg et les données de l'Islande pour la période 1995-1997 concernent en réalité l'année 1995.

Tendances à long terme

Au cours de la dernière décennie, les bilans azotés à la surface du sol montrent une tendance à la baisse ou une stabilisation de l'excédent dans la plupart des pays membres de l'OCDE, ce qui suggère que l'impact potentiel sur l'environnement des rejets d'azote dus à l'agriculture s'atténue ou demeure constant. Certains pays avec un excédent azoté relativement important ont signalé des réductions sensibles, même si dans quelques pays l'excédent a augmenté. À l'intérieur d'un même pays, les variations du bilan de l'azote dans l'espace peuvent être considérables. Ainsi, les données régionales indiquent que même dans les pays où l'excédent est relativement modeste à l'échelon national, la pollution par les nitrates touche certains secteurs tandis que dans d'autres secteurs les sols affichent un déficit d'éléments nutritifs.

Source

OCDE (2001), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Méthodes et résultats*, vol. 3, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Concepts et cadre d'analyse*, vol. 1, OCDE, Paris.

OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Questions clé et conception*, « Le séminaire de York », vol. 2, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

Base de données Nitrogen Balance de l'OCDE : www.oecd.org/agr/env/nitrogen.

• Sites Web

Indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE : www.oecd.org/agr/env/indicators.htm.



Estimations du bilan azoté à la surface du sol, 1985-1987 à 1995-97

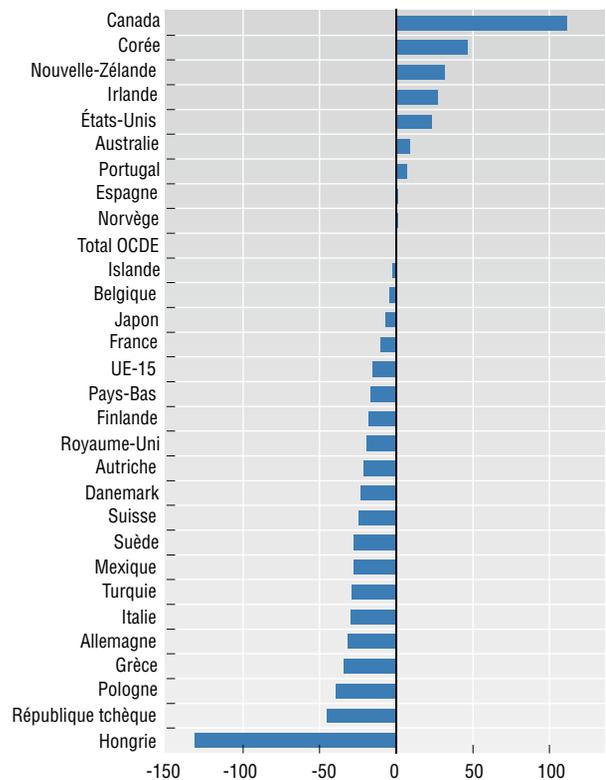
Kg d'azote/ha de terre agricole

	1985-87	1995-97	% change
Allemagne	88.22	60.75	-31.14
Australie	6.54	7.11	8.75
Autriche	34.88	27.42	-21.40
Belgique	189.18	181.00	-4.33
Canada	6.19	13.08	111.31
Corée	172.78	253.30	46.60
Danemark	154.06	118.10	-23.34
Espagne	40.19	40.59	1.00
États-Unis	25.28	31.16	23.24
Finlande	77.86	64.07	-17.71
France	59.23	53.03	-10.47
Grèce	57.88	38.17	-34.07
Hongrie	47.04	-14.64	-131.12
Irlande	62.27	78.98	26.83
Islande	7.11	6.97	-1.99
Italie	44.45	31.21	-29.78
Japon	144.68	134.89	-6.76
Mexique	27.77	20.05	-27.79
Norvège	72.44	73.02	0.80
Nouvelle-Zélande	4.67	6.13	31.47
Pays-Bas	314.17	261.95	-16.62
Pologne	47.51	28.80	-39.39
Portugal	62.25	66.44	6.74
République tchèque	98.96	54.47	-44.96
Royaume-Uni	107.25	86.44	-19.40
Suède	46.95	34.00	-27.58
Suisse	80.17	60.82	-24.15
Turquie	17.20	12.23	-28.90
UE15	68.76	58.39	-15.07
Total OCDE	23.41	23.27	-0.62

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/185551872468>

Variations du bilan azoté à la surface du sol, 1985-1987 à 1995-1997

Pourcentage



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/016087220080>

APPROVISIONNEMENTS TOTAUX EN ÉNERGIE PRIMAIRE

Ce n'est pas une tâche facile de suivre la tendance générale de l'efficacité énergétique d'un pays, car de nombreux éléments sont à prendre en considération, notamment le changement climatique ou la délocalisation de la production des industries à forte intensité énergétique, etc. Pour évaluer les progrès en matière d'intensité énergétique, il est courant d'examiner l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. En fait, certains experts déduisent de l'intensité énergétique les tendances de l'efficacité énergétique, mais cette méthode d'analyse présente de nombreuses limites.

Tendances à long terme

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est à imputer également à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme, ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique. La croissance globale du PIB par habitant, conjuguée à l'augmentation du niveau de vie et à la faible croissance démographique, est à l'origine de la progression régulière de la demande observée après 1985.

Le ratio des approvisionnements énergétiques à la croissance économique (ATEP/PIB) a moins reculé que le ratio de la consommation d'énergie à la croissance économique (CFT/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité, principalement parce que les pertes enregistrées au niveau de la production électrique ont dépassé les économies d'énergie réalisées dans certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers, par exemple.

Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs, et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par unité de PIB. Ce ratio est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par unité de PIB de chaque pays exprimée en millier de dollars des États-Unis de 1995. Le PIB a été converti en dollars des États-Unis en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 1995.

Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les intensités énergétiques d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable, en partie, à une restructuration de l'économie opérée en délocalisant des industries à forte intensité énergétique, par exemple la sidérurgie, à l'extérieur du pays – c'est-à-dire en achetant des produits à forte intensité énergétique à l'étranger. De telles délocalisations peuvent avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

Source

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

AIE (2004), *Energy Policies of IEA Countries: 2004 Review*, AIE, Paris.

AIE (2004), *World Energy Outlook 2004*, AIE, Paris.

AIE (2003), *World Energy Investment Outlook 2003*, AIE, Paris.

• Publications statistiques

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

• Sites Web

Statistiques de l'énergie de l'OCDE : www.oecd.org/statistics/energy.

Agence Internationale de l'Énergie : www.iea.org.



APPROVISIONNEMENTS TOTAUX EN ÉNERGIE PRIMAIRE

Production totale d'énergie primaire par unité de PIB

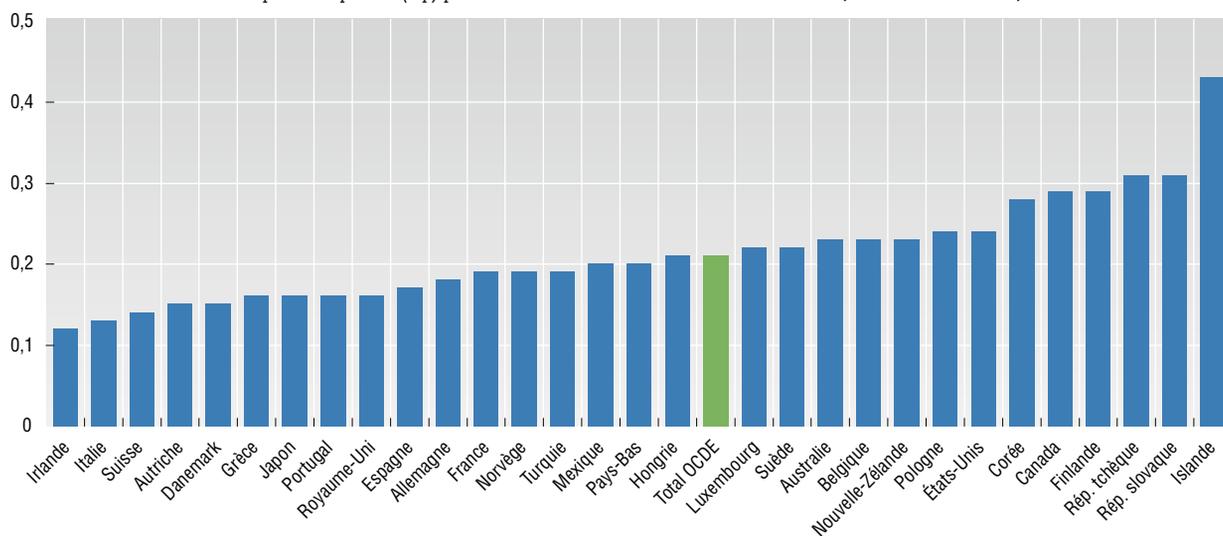
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des États-Unis 1995 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	0.31	0.22	0.20	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.18	0.18	0.18
Australie	0.28	0.27	0.25	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.23
Autriche	0.20	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.15	0.14	0.15
Belgique	0.32	0.24	0.24	0.24	0.26	0.25	0.25	0.24	0.24	0.23	0.22	0.23
Canada	0.44	0.35	0.36	0.35	0.36	0.35	0.33	0.32	0.31	0.30	0.30	0.29
Corée	0.20	0.26	0.28	0.29	0.30	0.30	0.30	0.30	0.29	0.29	0.28	0.28
Danemark	0.25	0.16	0.18	0.17	0.19	0.17	0.16	0.15	0.14	0.15	0.14	0.15
Espagne	0.14	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17
États-Unis	0.44	0.30	0.29	0.28	0.28	0.27	0.26	0.26	0.26	0.25	0.25	0.24
Finlande	0.34	0.29	0.33	0.30	0.32	0.31	0.30	0.29	0.27	0.27	0.28	0.29
France	0.23	0.19	0.19	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.18	0.19	0.18	0.19
Grèce	0.11	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16
Hongrie	0.31	0.27	0.27	0.28	0.28	0.26	0.25	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21
Irlande	0.30	0.21	0.19	0.18	0.17	0.16	0.16	0.15	0.14	0.14	0.13	0.12
Islande	0.36	0.37	0.38	0.39	0.40	0.39	0.39	0.43	0.43	0.43	0.44	0.43
Italie	0.18	0.14	0.13	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13
Japon	0.23	0.17	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.18	0.17	0.17	0.17	0.16
Luxembourg	0.77	0.33	0.29	0.26	0.25	0.23	0.21	0.21	0.20	0.20	0.21	0.22
Mexique	0.16	0.21	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.20
Norvège	0.31	0.25	0.24	0.23	0.21	0.21	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.19
Nouvelle-Zélande	0.18	0.26	0.26	0.25	0.26	0.26	0.26	0.26	0.25	0.24	0.23	0.23
Pays-Bas	0.27	0.22	0.22	0.22	0.22	0.21	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.20
Pologne	0.45	0.39	0.37	0.35	0.36	0.32	0.29	0.27	0.25	0.25	0.24	0.24
Portugal	0.11	0.15	0.15	0.16	0.15	0.15	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16
République slovaque	0.44	0.45	0.42	0.41	0.39	0.37	0.34	0.34	0.34	0.34	0.33	0.31
République tchèque	0.51	0.36	0.35	0.33	0.33	0.33	0.32	0.30	0.31	0.30	0.30	0.31
Royaume-Uni	0.31	0.20	0.20	0.19	0.20	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16
Suède	0.30	0.26	0.27	0.27	0.27	0.26	0.25	0.24	0.22	0.23	0.23	0.22
Suisse	0.13	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.14	0.14	0.14
Turquie	0.16	0.18	0.18	0.18	0.19	0.18	0.18	0.19	0.19	0.19	0.18	0.19
UE15	0.25	0.19	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17
Total OCDE	0.32	0.24	0.23	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/747755776581>

Production totale d'énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des États-Unis 1995 de PIB, calculé avec les PPA, 2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/530768406672>

APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PAR HABITANT

Les approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant sont un indicateur de l'efficacité énergétique d'un pays couramment utilisé, quoique imparfait. Par exemple, ils ne prennent pas bien en compte, lors des comparaisons entre pays, de l'impact du climat sur la consommation d'énergie (chauffage, climatisation), ni des dimensions d'un pays, ni de sa densité de population. Les analystes du secteur de l'énergie préfèrent généralement comparer les consommations d'énergie exprimées par unité de production ou par unité de PIB. Cet indicateur est toutefois présenté dans cet ouvrage car son utilisation est largement répandue.

Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par habitant. Ce ratio est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par personne.

Tendances à long terme

Le ratio des approvisionnements énergétiques par habitant est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre. Les pays où il atteint le plus haut niveau sont les moins peuplés. En 2003, les approvisionnements énergétiques par habitant de l'Islande se chiffraient à 11.7 tep/habitant et ceux du Luxembourg à 9.4 tep/habitant. Pour l'Islande, le ratio élevé s'explique notamment par le climat, mais aussi par la disponibilité d'énergie thermique bon marché – et non polluante – provenant des sources chaudes. Au Luxembourg, il tient en partie aux faibles taxes sur les ventes de produits pétroliers : de ce fait, les automobilistes et d'autres consommateurs des pays limitrophes – Belgique, France et Allemagne – se ravitaillent dans ce pays.

Les États-Unis et le Canada, eux aussi gros consommateurs d'énergie par habitant, affichaient des ratios de 7.9 tep/habitant en 2003. À l'autre extrême, les pays qui enregistraient les plus faibles ATEP/habitant étaient la Turquie (1.1 tep/habitant) et le Mexique (1.6 tep/habitant).

Entre 1971 et 2003, les disparités de tendances entre pays de l'OCDE sont frappantes. Par rapport à 1971, les ATEP/habitant en 2003 étaient sept fois supérieurs en Corée et avaient plus que doublé en Grèce, en Islande, au Portugal et en Espagne. En revanche, ce ratio a diminué dans quatre pays de l'OCDE au cours de la même période : le Luxembourg (-22 %), la République tchèque (-7 %), la Pologne (-7 %) et le Danemark (-2 %).

Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les approvisionnements énergétiques par habitant d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures, la structure économique et les ressources énergétiques nationales influencent ce ratio.

Source

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

• Sites Web

Statistiques de l'énergie de l'OCDE :

www.oecd.org/statistics/energy.

Agence internationale de l'énergie : www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

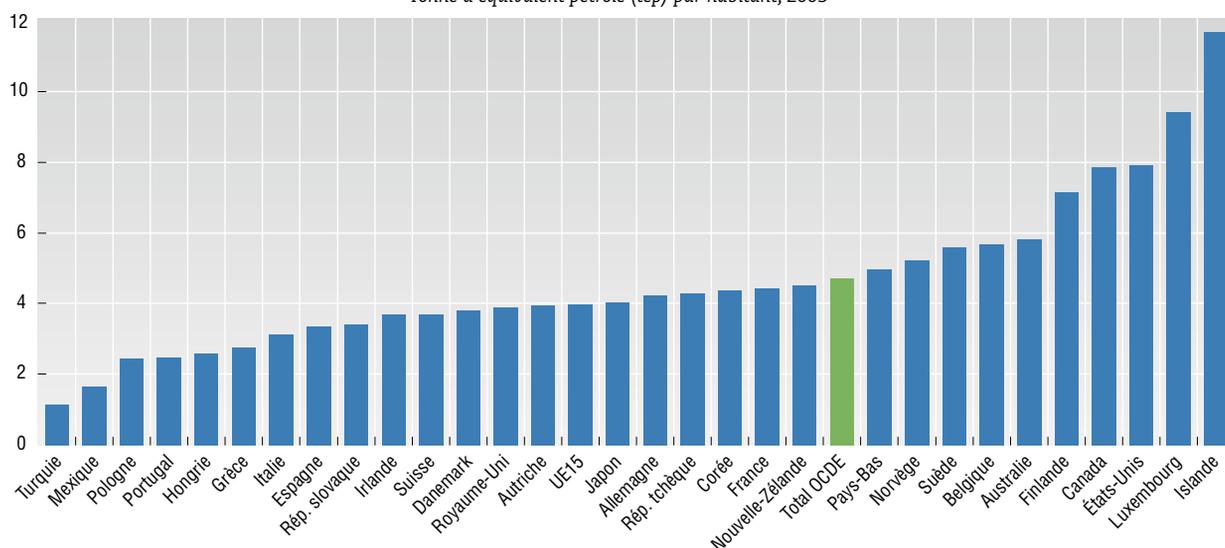
Tonne d'équivalent pétrole (tep) par habitant

	1971	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	3.93	4.49	4.16	4.19	4.32	4.28	4.26	4.16	4.18	4.29	4.20	4.21
Australie	3.96	5.10	5.17	5.19	5.48	5.49	5.52	5.64	5.70	5.55	5.71	5.81
Autriche	2.53	3.27	3.23	3.42	3.59	3.61	3.66	3.62	3.60	3.84	3.78	3.94
Belgique	4.13	4.88	5.15	5.19	5.58	5.63	5.74	5.74	5.79	5.74	5.51	5.67
Canada	6.46	7.55	7.87	7.89	7.99	7.99	7.85	8.01	8.15	7.98	7.96	7.85
Corée	0.52	2.16	3.01	3.27	3.58	3.84	3.51	3.83	4.06	4.10	4.27	4.35
Danemark	3.88	3.42	3.89	3.83	4.30	3.98	3.92	3.76	3.64	3.74	3.67	3.80
Espagne	1.26	2.35	2.51	2.63	2.59	2.74	2.87	2.99	3.12	3.17	3.24	3.32
États-Unis	7.67	7.71	7.84	7.84	7.95	7.94	7.91	8.04	8.16	7.91	7.97	7.90
Finlande	4.00	5.85	6.11	5.80	6.27	6.43	6.49	6.46	6.37	6.53	6.85	7.12
France	3.10	3.91	3.91	4.05	4.26	4.12	4.24	4.23	4.25	4.37	4.34	4.41
Grèce	1.02	2.15	2.21	2.21	2.26	2.32	2.43	2.45	2.55	2.62	2.65	2.73
Hongrie	1.84	2.75	2.43	2.49	2.53	2.49	2.47	2.47	2.45	2.51	2.51	2.57
Irlande	2.37	3.02	3.15	3.15	3.29	3.41	3.57	3.71	3.77	3.93	3.91	3.70
Islande	4.79	8.52	8.50	8.72	9.23	9.34	9.85	11.15	11.54	11.80	11.82	11.68
Italie	2.12	2.69	2.67	2.81	2.79	2.83	2.91	2.96	2.97	2.98	2.98	3.11
Japon	2.57	3.61	3.92	3.98	4.08	4.11	4.06	4.08	4.11	4.06	4.06	4.03
Luxembourg	12.03	9.35	9.40	8.23	8.28	8.09	7.78	8.06	8.39	8.67	9.06	9.40
Mexique	0.87	1.53	1.53	1.47	1.48	1.51	1.55	1.54	1.55	1.53	1.57	1.63
Norvège	3.49	5.07	5.42	5.48	5.30	5.58	5.76	6.02	5.74	5.86	5.84	5.22
Nouvelle-Zélande	2.51	4.08	4.26	4.33	4.49	4.61	4.49	4.65	4.63	4.62	4.53	4.48
Pays-Bas	3.89	4.45	4.60	4.67	4.84	4.74	4.73	4.65	4.74	4.82	4.83	4.96
Pologne	2.63	2.62	2.51	2.59	2.78	2.68	2.51	2.41	2.32	2.33	2.33	2.44
Portugal	0.76	1.79	1.94	2.07	2.04	2.14	2.30	2.46	2.48	2.47	2.54	2.47
République slovaque	3.12	4.04	3.20	3.31	3.32	3.30	3.22	3.22	3.23	3.41	3.45	3.40
République tchèque	4.64	4.57	3.91	3.97	4.09	4.12	3.99	3.72	3.93	4.05	4.09	4.29
Royaume-Uni	3.77	3.69	3.90	3.81	3.96	3.85	3.89	3.89	3.87	3.98	3.83	3.86
Suède	4.51	5.45	5.63	5.66	5.78	5.62	5.73	5.69	5.35	5.75	5.72	5.59
Suisse	2.69	3.74	3.66	3.59	3.64	3.71	3.75	3.74	3.69	3.87	3.72	3.70
Turquie	0.53	0.94	0.93	1.00	1.07	1.11	1.11	1.08	1.15	1.04	1.08	1.14
UE15	3.05	3.63	3.64	3.70	3.82	3.78	3.84	3.84	3.86	3.95	3.91	3.97
Total OCDE	3.84	4.34	4.44	4.49	4.60	4.60	4.59	4.64	4.70	4.65	4.67	4.69

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/761343273655>

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonne d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/011434842323>

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans l'élaboration de leurs politiques énergétiques. En effet, en raison de la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre se sont intensifiées et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent le contenu en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hormis l'accumulation par pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles comprennent aussi la biomasse solide, les liquides tirés de la biomasse, le biogaz, les déchets industriels et les déchets urbains. La biomasse, est par définition, toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée en combustibles (charbon de bois, par exemple) ou en électricité et/ou chaleur. La biomasse englobe le bois,

les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures destinées à la production d'énergie), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfiteuses. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel et commerce et services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité.

Comparabilité

Les données sur la biomasse et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances d'évolution et ne sont pas strictement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

Tendances à long terme

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté de 2.2 % par an entre 1971 et 2003 comparé aux 1.5 % pour les approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.0 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables comme la géothermie (5.9 %), les déchets et les énergies combustibles renouvelables (2.5 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout lorsque les gouvernements ont mené une politique en faveur du développement de ces sources d'énergie.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques est passée de 4.7 % en 1971 à 5.9 % en 2003. Toutefois, les disparités sont considérables d'un pays à l'autre. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 73 % en Islande et 44 % en Norvège. A l'autre extrême, elle ne dépassait pas 1 à 2 % de l'approvisionnement en Belgique, en Corée, en Hongrie, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en République tchèque et au Royaume-Uni.

Source

AIE (2004), *Renewables Information*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

• Analytical publications

AIE (2003), *Renewable Energy Policy ... into the Mainstream*, AIE, Paris.

AIE (2003), *Renewables in Russia – From Opportunity to Reality*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Biofuels for Transport – An International Perspective*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Renewable Energy – Market and Policy Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.

AIE (2004), *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

• Publications statistiques

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Key World Energy Statistics*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

• Sites Web

Agence internationale de l'énergie : www.iea.org.

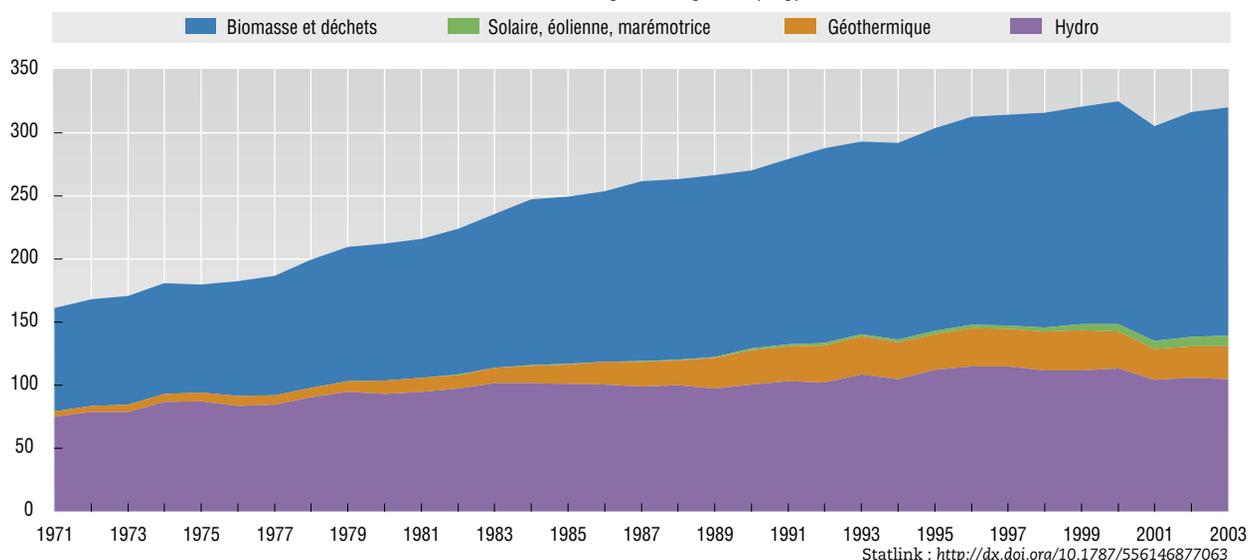

Contribution des énergies renouvelables à la production totale d'énergie primaire

En pourcentage de l'approvisionnement total en énergie primaire

	1971	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	1.2	1.8	2.1	2.2	2.2	2.5	2.8	2.8	3.1	3.4	3.7	3.9
Australie	8.7	6.0	6.0	6.1	6.2	6.5	6.2	6.0	6.0	6.1	7.5	7.5
Autriche	10.9	20.5	22.2	22.2	21.0	21.5	21.0	22.8	22.9	22.2	22.8	20.3
Belgique	0.0	1.5	1.3	1.5	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	1.7	1.7	1.8
Canada	15.2	16.1	16.6	16.7	17.0	16.7	16.3	16.7	16.7	15.8	16.6	16.3
Corée	0.7	0.6	0.7	0.7	0.8	0.9	1.2	1.2	1.3	1.4	1.6	1.8
Danemark	1.7	6.8	7.5	8.0	7.6	8.7	9.2	10.1	11.3	11.9	13.1	13.2
Espagne	6.4	6.9	6.2	5.5	7.1	6.4	6.2	5.3	5.7	6.5	5.4	6.7
États-Unis	3.7	5.2	5.2	5.3	5.4	5.2	5.1	4.9	4.8	4.1	4.3	4.4
Finlande	26.9	18.8	18.7	20.7	19.7	20.9	22.2	22.2	24.3	23.0	22.5	21.5
France	8.4	7.0	7.8	7.4	7.1	6.9	6.8	7.1	6.7	6.9	6.2	6.4
Grèce	7.4	5.0	5.4	5.6	5.9	5.5	5.2	5.6	5.3	4.7	4.9	5.4
Hongrie	2.9	1.7	2.3	2.4	1.9	2.0	1.9	1.9	2.1	2.0	2.0	1.9
Irlande	0.6	1.6	2.2	2.0	1.6	1.6	2.0	1.8	1.8	1.7	1.9	1.8
Islande	42.9	64.5	65.5	67.2	65.1	66.5	67.2	70.9	71.1	72.9	72.3	73.4
Italie	5.1	4.4	5.5	4.9	5.3	5.5	5.6	6.0	5.4	5.7	5.5	6.2
Japon	2.7	3.7	3.0	3.5	3.4	3.7	3.6	3.5	3.6	3.5	3.5	3.6
Luxembourg	0.1	0.9	1.3	1.4	1.1	1.4	1.5	1.3	1.5	1.6	1.4	1.3
Mexique	16.6	11.1	10.3	11.4	11.3	10.6	10.3	10.5	10.6	10.2	9.5	9.1
Norvège	39.9	53.3	45.6	48.5	43.4	43.5	43.9	44.6	51.6	44.2	47.4	44.1
Nouvelle-Zélande	30.8	35.3	33.8	33.3	30.8	29.6	32.5	33.4	30.4	28.2	30.1	30.1
Pays-Bas	0.0	1.1	1.1	1.2	1.4	1.8	2.0	2.1	2.1	1.8	1.9	1.8
Pologne	1.6	2.4	4.9	4.8	4.1	4.2	4.5	4.5	4.7	5.0	5.2	5.0
Portugal	18.9	18.5	17.6	16.0	18.5	17.4	16.0	13.4	15.2	16.1	13.8	16.7
République slovaque	2.3	1.5	3.2	2.8	2.5	2.4	2.5	2.6	2.8	4.4	4.3	3.4
République tchèque	0.2	0.3	1.8	1.5	1.5	1.7	1.7	2.4	1.9	2.1	2.5	2.1
Royaume-Uni	0.1	0.5	0.8	0.9	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.3	1.4
Suède	20.2	25.2	23.8	26.3	23.8	27.9	28.3	28.2	32.2	29.0	27.6	25.9
Suisse	14.9	14.6	19.0	18.0	15.7	16.9	16.9	18.9	18.4	19.1	17.8	17.8
Turquie	31.1	18.2	18.4	17.4	16.7	15.8	15.9	15.1	13.1	13.2	13.4	12.4
UE15	4.1	5.0	5.4	5.4	5.4	5.6	5.8	5.8	6.0	6.1	5.9	6.2
Total OCDE	4.7	6.0	6.1	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.1	5.8	5.9	5.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/745426545804>
Production d'énergie renouvelable dans l'OCDE

Million de tonnes d'équivalent pétrole (Ptep)





ÉDUCATION

RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES
NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

DÉPENSES D'ÉDUCATION

DÉPENSES D'ÉDUCATION PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT
DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes d'un solide socle de connaissances et de qualifications qui les arment pour la vie et pour continuer à apprendre au-delà de l'école ? Le *Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA)* évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire, en mathématiques, en sciences, en compréhension de l'écrit et dans les compétences transversales.

Définition

L'enquête du PISA couvre les mathématiques, la compréhension de l'écrit, les sciences et la résolution de problèmes. Elle a pour objet d'examiner la capacité qu'ont les élèves de réfléchir sur leurs acquis et leurs expériences dans ces domaines et de les appliquer à des problèmes se posant dans la vie réelle. Dans le cycle d'évaluation 2003 du PISA, la durée des tests était de trois heures et demi en mathématiques et une heure respectivement en compréhension de l'écrit, en sciences et en résolution des problèmes. Chaque élève a passé une combinaison de tests d'une durée de deux heures.

La culture mathématique est par définition l'aptitude de l'élève à identifier et à comprendre le rôle des mathématiques, à s'engager dans des activités mathématiques et à porter des jugements fondés sur le rôle que les mathématiques jouent dans la vie présente et future de chaque individu en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi.

La culture scientifique est par définition la capacité de l'élève à utiliser les connaissances scientifiques et à tirer des conclusions fondées sur des faits, en vue de comprendre le monde naturel ainsi que les changements qui y sont apportés par l'activité humaine, et de contribuer à prendre des décisions à leur propos.

Résultats

Les résultats du PISA pour 2000 (premier cycle du PISA) et pour 2003 sont indiqués dans le tableau pour les mathématiques, la compréhension de l'écrit et les sciences. L'absence de chiffre signifie soit que le pays concerné n'a pas participé au cycle soit que le taux de réponse était trop faible pour que les résultats soient fiables. Le graphique donne les résultats du cycle 2003 pour les mathématiques par rapport à la moyenne des résultats pour l'OCDE (500). L'Allemagne, l'Autriche, l'Irlande et la République slovaque obtiennent des résultats sensiblement identiques à la moyenne OCDE dans ce domaine.

La compréhension de l'écrit est par définition la capacité de comprendre et d'utiliser des textes écrits mais aussi de réfléchir à leur propos. Cette capacité devrait permettre à chacun de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société.

Comparabilité

Il appartient aux experts responsables dans les pays participants de décider de l'ampleur et de la nature des évaluations et des informations générales à recueillir. Des ressources et des efforts considérables sont mis en œuvre pour rendre compte des diversités culturelles et linguistiques et pour les concilier dans les matériels d'évaluation. Des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 250 000 élèves de 15 ans dans 41 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2003 du PISA. Comme les résultats sont basés sur des échantillons probabilistes, il est possible de calculer les erreurs types des estimations, et celles-ci figurent dans les tableaux. Au Luxembourg, les procédures d'évaluation ont changé entre les cycles 2000 et 2003 du PISA et les résultats ne sont pas comparables.

Sources

OCDE (2001), *Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – premiers résultats de PISA 2000*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Learning for Tomorrow's World – First Results from PISA 2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2001), *Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Résoudre des problèmes, un atout pour réussir : premières évaluations des compétences transdisciplinaires issues de PISA 2003*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

OCDE, base de données PISA : www.pisa.oecd.org.

• Sites Web

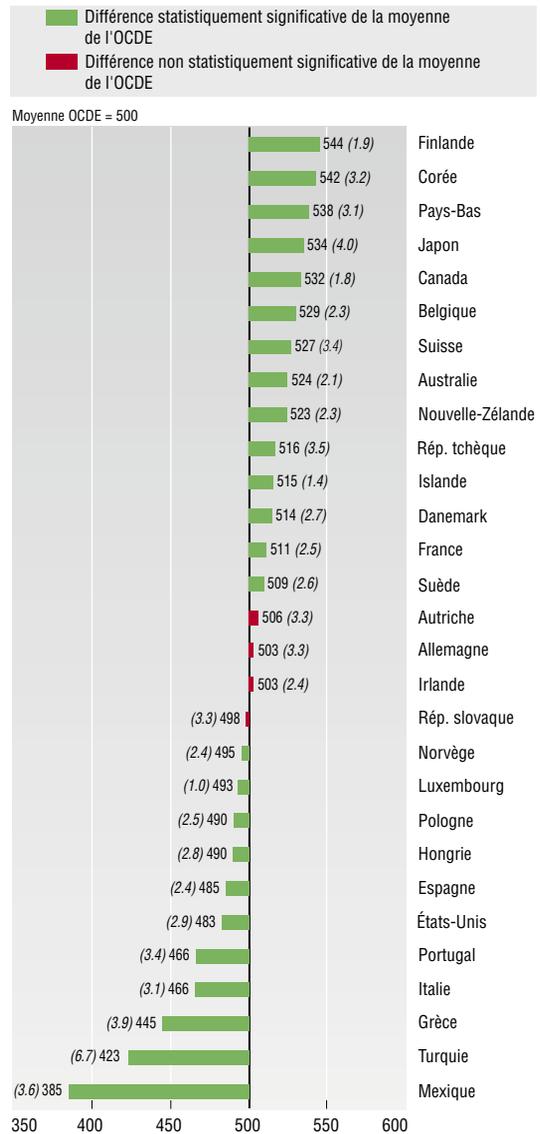
Site de PISA : www.pisa.oecd.org.

Résultats du PISA 2000 et PISA 2003 : Culture scientifique et compréhension de l'écrit

	Compréhension de l'écrit				Culture scientifique			
	PISA 2000		PISA 2003		PISA 2000		PISA 2003	
	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.
Allemagne	484	(2.5)	491	(3.4)	487	(2.4)	502	(3.6)
Australie	528	(3.5)	525	(2.1)	528	(3.5)	525	(2.1)
Autriche	507	(2.4)	491	(3.8)	519	(2.6)	491	(3.4)
Belgique	507	(3.6)	508	(2.6)	496	(4.3)	509	(2.4)
Canada	534	(1.6)	528	(1.7)	529	(1.6)	519	(2.0)
Corée	525	(2.4)	534	(3.1)	552	(2.7)	538	(3.5)
Danemark	497	(2.4)	492	(2.8)	481	(2.8)	475	(3.0)
Espagne	493	(2.7)	481	(2.6)	491	(3.0)	487	(2.6)
États-Unis	504	(7.0)	495	(3.2)	499	(7.3)	491	(3.1)
Finlande	546	(2.6)	543	(1.6)	538	(2.5)	548	(1.9)
France	505	(2.7)	496	(2.7)	500	(3.2)	511	(3.0)
Grèce	474	(5.0)	472	(4.1)	461	(4.9)	481	(3.8)
Hongrie	480	(4.0)	482	(2.5)	496	(4.2)	503	(2.8)
Irlande	527	(3.2)	515	(2.6)	513	(3.2)	505	(2.7)
Islande	507	(1.5)	492	(1.6)	496	(2.2)	495	(1.5)
Italie	487	(2.9)	476	(3.0)	478	(3.1)	486	(3.1)
Japon	522	(5.2)	498	(3.9)	550	(5.5)	548	(4.1)
Luxembourg	441	(1.6)	479	(1.5)	443	(2.3)	483	(1.5)
Mexique	422	(3.3)	400	(4.1)	422	(3.2)	405	(3.5)
Norvège	505	(2.8)	500	(2.8)	500	(2.8)	484	(2.9)
Nouvelle-Zélande	529	(2.8)	522	(2.5)	528	(2.4)	521	(2.4)
Pays-Bas	..	..	513	(2.9)	..	..	524	(3.1)
Pologne	479	(4.5)	497	(2.9)	483	(5.1)	498	(2.9)
Portugal	470	(4.5)	478	(3.7)	459	(4.0)	468	(3.5)
République slovaque	..	..	469	(3.1)	..	..	495	(3.7)
République tchèque	492	(2.4)	489	(3.5)	511	(2.4)	523	(3.4)
Royaume-Uni	523	(2.6)	..	..	532	(2.7)	..	..
Suède	516	(2.2)	514	(2.4)	512	(2.5)	506	(2.7)
Suisse	494	(4.2)	499	(3.3)	496	(4.4)	513	(3.7)
Turquie	..	..	441	(5.8)	..	..	434	(5.9)
Total OCDE	499	(2.0)	488	(1.2)	502	(2.0)	496	(1.1)
Moyenne OCDE	500	(0.6)	494	(0.6)	500	(0.7)	500	(0.6)

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/770336300805>

Résultats du PISA 2003 : Culture mathématique



Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'erreur-type.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/441025388310>

NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

La proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure est un indicateur clé de l'efficacité avec laquelle les pays peuvent tirer parti des progrès scientifiques et technologiques. Les écarts dans l'accès au niveau de formation supérieure entre les jeunes générations et leurs aînés sont un indicateur du développement de l'enseignement à ce niveau.

Définition

Pour chaque groupe d'âge retenu ci-après, on a indiqué la proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure. Les filières du supérieur englobent les programmes de type A, qui sont fondés sur un enseignement largement théorique et doivent permettre d'acquérir des connaissances donnant accès à des programmes de recherche approfondie et à des professions exigeant un haut niveau de qualification, ainsi que les programmes de type B, qui sont classés au même niveau de compétence que les programmes de type A mais qui ont une finalité professionnelle plus précise et donnent directement accès au marché du travail. Les

profils de niveaux de formation dans le supérieur sont établis à partir du pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans qui a atteint le niveau considéré.

Comparabilité

On utilise la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour définir les niveaux d'enseignement. Les programmes et les niveaux de formation atteints ainsi que leurs rattachements à la CITE-97 pour chacun des pays sont décrits dans le *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : concepts, normes, définitions et classifications* de l'OCDE.

Tendances à long terme

Les pays de l'OCDE ont enregistré une forte progression de la proportion de la population adulte ayant atteint un niveau de formation supérieure au cours des dernières décennies. Si l'on considère le groupe des 25-64 ans en 2002, 16 pays sur 30 se concentrent dans une fourchette de 10 points, la proportion de cette population qui a atteint un niveau de formation supérieure se situant entre 23 et 33 pour cent. Trois pays affichent une performance tout à fait remarquable : le Canada, les États-Unis et le Japon.

À l'inverse, deux pays se situent sensiblement en dessous du pourcentage moyen puisque moins de 10 pour cent de leur population ont un diplôme du supérieur : le Portugal et la Turquie.

Parmi les plus jeunes, c'est-à-dire le groupe des 25-34 ans, la progression du niveau de formation supérieure dans la population entre 1991 et 2002 va de 20 à 28 pour cent. Dans trois pays, le Canada, la Corée et le Japon, plus de 40 pour cent de ce groupe d'âge ont obtenu un diplôme du supérieur. La Corée enregistre une augmentation très nette, de 32 points de pourcentage, entre les groupes 55-64 ans et 25-34 ans, soit 20 points de plus que la progression moyenne entre ces deux groupes d'âge dans la zone de l'OCDE. L'évolution de la proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure entre ces deux groupes d'âge a néanmoins été négative ou lente (inférieure à 2 points de pourcentage) dans 10 pays.

Source

OCDE (2004), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Blöndal, S., S. Field et N. Girouard (2002), « Investment in Human Capital through Upper-Secondary and Tertiary Education », *Revue économique de l'OCDE*, n° 34, 2002/I, www.oecd.org/oecdeconomicstudies.

Vincent-Lancrin, S. (2004), « Building Capacity through Cross-Border Tertiary Education », préparé pour le forum UNESCO/OCDE Australie sur la commercialisation des services éducatifs, Sydney, 11-12 octobre, www.oecd.org/dataoecd/43/25/33784331.pdf.

• Publications méthodologiques

OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) : www.oecd.org/edu/cei.

OCDE, *Regards sur l'éducation* : www.oecd.org/edu/eag2004.

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

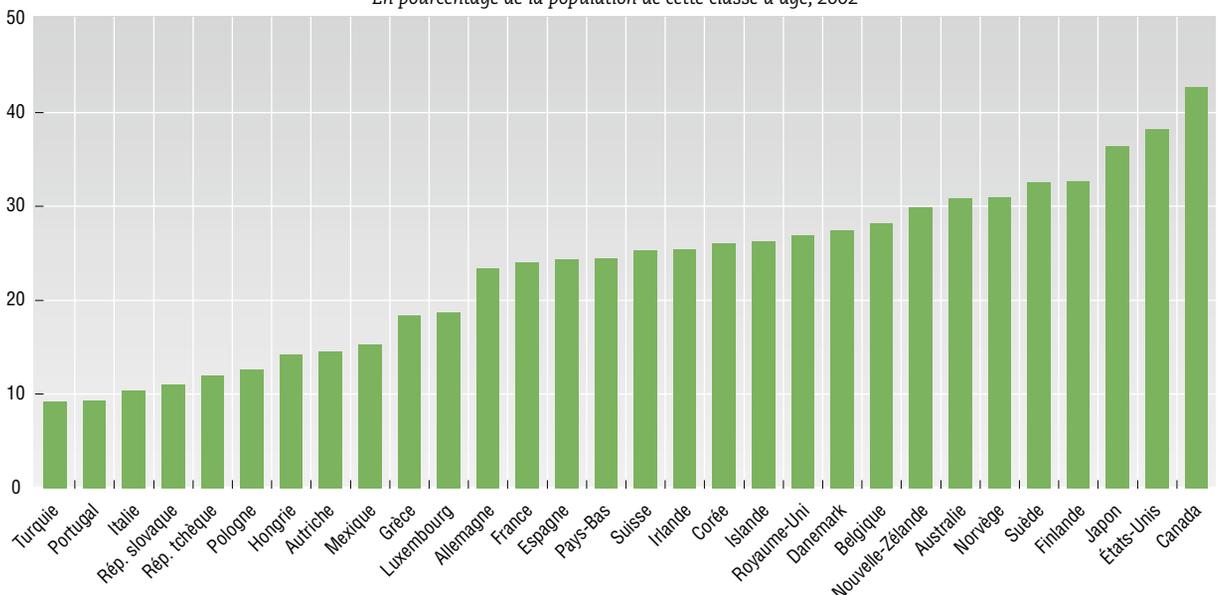
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	20.5	20.1	..	20.4	22.2	21.8	22.6	23.0	22.9	23.5	23.2	23.4
Australie	21.8	..	22.5	23.1	24.3	24.8	24.3	25.4	26.7	27.5	29.0	30.8
Autriche	6.7	7.0	..	7.7	7.9	8.1	10.6	10.9	10.9	13.9	14.1	14.5
Belgique	19.6	20.2	..	22.3	24.6	23.9	25.1	25.3	26.7	27.1	27.6	28.1
Canada	29.9	30.8	..	34.2	34.9	35.6	37.3	38.1	39.2	40.0	41.6	42.6
Corée	14.4	16.1	17.5	17.8	18.6	19.6	19.8	22.5	23.1	23.9	25.0	26.0
Danemark	18.3	19.2	..	19.6	20.4	20.9	..	25.4	26.5	25.8	26.5	27.4
Espagne	9.9	13.1	..	15.0	16.1	17.5	18.6	19.7	21.0	22.6	23.6	24.4
États-Unis	30.1	30.2	..	32.2	33.3	33.9	34.1	34.9	35.8	36.5	37.3	38.1
Finlande	25.0	25.9	..	26.8	27.7	28.4	29.4	30.2	31.3	32.0	32.3	32.6
France	15.2	16.0	17.1	17.8	18.6	19.2	20.0	20.6	21.5	22.0	23.0	24.0
Grèce	..	..	..	17.9	17.4	18.9	15.5	16.8	17.5	17.6	17.8	18.3
Hongrie	..	..	..	..	..	13.4	12.2	13.2	13.5	14.0	14.0	14.2
Irlande	15.9	17.0	..	18.6	19.9	22.6	22.8	21.1	20.5	21.8	23.7	25.4
Islande	..	..	..	..	..	20.8	20.9	21.0	22.4	23.2	24.6	26.3
Italie	6.1	6.4	..	7.5	7.9	8.1	..	8.6	9.3	9.4	10.0	10.4
Japon	..	..	..	..	..	..	30.4	30.4	31.6	33.4	33.8	36.3
Luxembourg	..	..	..	..	18.1	19.0	..	..	18.3	18.3	18.1	18.6
Mexique	..	..	..	..	11.9	13.2	13.8	13.6	13.4	14.6	15.0	15.3
Norvège	24.8	25.3	..	27.4	28.6	26.9	25.8	27.4	27.5	28.4	30.2	31.0
Nouvelle-Zélande	22.9	23.6	..	23.2	25.3	..	25.8	26.6	27.0	28.0	29.2	29.8
Pays-Bas	19.6	20.9	..	21.4	22.0	22.5	..	24.2	22.6	23.4	23.2	24.4
Pologne	..	..	..	..	9.9	..	10.2	10.9	11.3	11.4	11.9	12.6
Portugal	6.7	..	..	10.7	11.0	10.9	..	8.3	8.7	8.9	9.1	9.3
République slovaque	..	..	..	11.3	11.1	11.5	10.5	10.3	10.1	10.4	10.9	11.0
République tchèque	..	..	..	10.1	10.6	10.4	10.6	10.4	10.8	11.0	11.1	11.9
Royaume-Uni	16.3	18.5	..	21.3	21.9	22.3	22.7	23.7	24.8	25.7	26.1	26.9
Suède	25.2	25.8	..	27.0	28.3	27.4	27.5	28.0	28.7	30.1	31.6	32.6
Suisse	20.3	21.0	..	21.4	21.1	21.9	22.2	22.9	23.6	24.2	25.4	25.2
Turquie	6.3	4.8	..	7.0	8.4	..	7.6	7.5	8.1	8.3	8.4	9.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/812747530672>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/267058435835>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

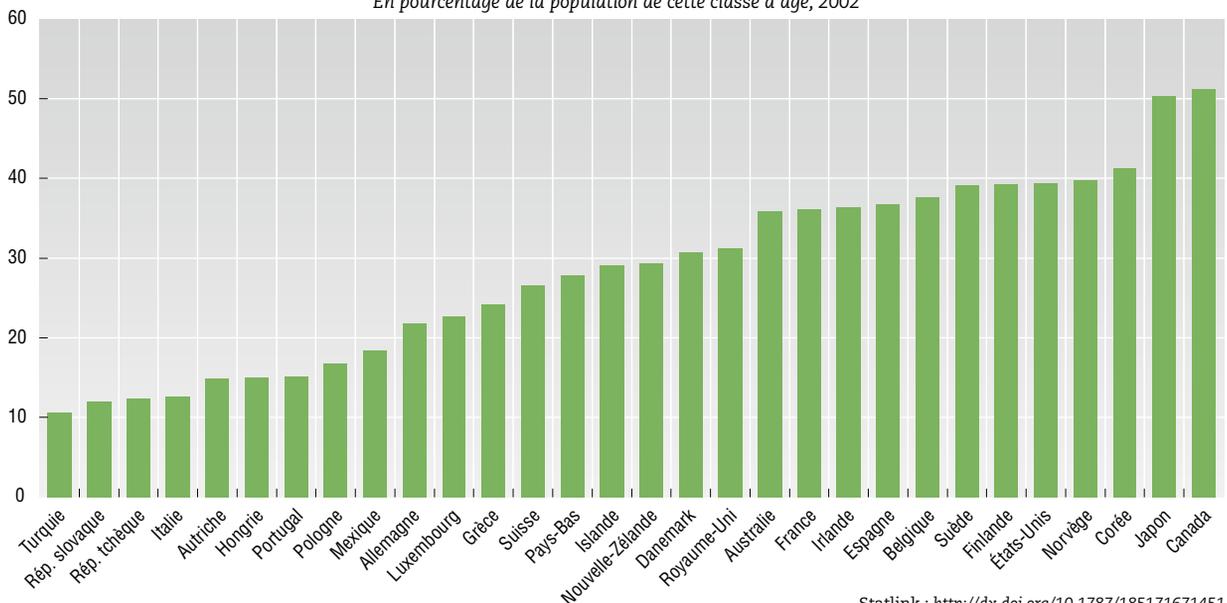
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	19.6	18.8	..	18.7	20.8	20.3	21.0	21.5	21.5	22.3	21.8	21.7
Australie	22.8	..	22.8	23.6	24.7	25.4	25.7	28.1	29.0	31.4	33.5	35.8
Autriche	7.9	7.9	..	8.8	8.7	9.2	12.4	12.5	12.7	15.0	14.3	14.8
Belgique	26.8	27.2	..	30.0	32.9	32.2	33.1	33.8	34.4	36.0	37.5	37.6
Canada	32.9	34.2	..	37.8	39.3	40.6	44.1	45.5	46.8	48.3	50.5	51.2
Corée	21.0	23.9	26.8	27.7	29.2	30.6	30.9	33.8	34.8	36.9	39.2	41.2
Danemark	18.7	19.5	..	19.7	20.3	20.7	..	26.8	28.6	29.3	29.1	30.6
Espagne	16.3	22.5	..	25.2	26.6	28.6	30.3	32.0	33.5	34.1	35.5	36.7
États-Unis	30.2	30.2	..	32.0	33.6	35.2	35.7	36.2	37.4	38.1	39.1	39.3
Finlande	33.3	33.5	..	34.1	35.0	35.2	36.4	36.0	37.5	37.6	38.2	39.2
France	20.1	21.6	23.1	24.3	25.4	26.0	27.8	29.6	30.9	32.4	34.2	36.1
Grèce	..	..	..	25.0	26.0	28.2	22.3	24.3	24.6	24.3	24.0	24.1
Hongrie	..	..	..	..	..	14.3	12.4	13.9	13.7	14.7	14.8	15.0
Irlande	19.7	21.2	..	24.4	27.2	31.3	32.5	29.5	28.1	30.3	33.4	36.3
Islande	..	..	..	..	..	23.7	23.0	24.2	27.6	27.8	26.5	29.1
Italie	6.6	6.8	..	7.9	8.2	8.3	..	9.0	10.0	10.4	11.8	12.5
Japon	..	..	..	..	..	..	45.2	45.4	45.1	47.2	47.7	50.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	21.2	22.9	23.4	22.6
Mexique	..	..	..	..	16.3	17.1	17.3	16.7	16.6	17.4	18.0	18.4
Norvège	27.1	28.2	..	30.7	32.1	30.0	29.9	32.8	34.7	34.9	37.9	39.7
Nouvelle-Zélande	23.2	23.2	..	21.1	24.2	..	25.4	26.4	26.0	27.2	28.5	29.3
Pays-Bas	22.2	23.6	..	23.9	24.5	25.1	..	27.5	25.1	26.6	26.5	27.7
Pologne	..	..	..	..	9.9	..	10.3	11.8	12.3	14.2	15.2	16.8
Portugal	8.5	..	..	13.2	13.5	14.4	..	11.5	12.2	13.0	14.0	15.0
République slovaque	..	..	..	12.5	11.6	12.4	10.4	11.3	11.1	11.2	11.9	11.9
République tchèque	..	..	..	12.5	11.8	11.2	10.9	10.5	10.9	11.2	11.3	12.3
Royaume-Uni	18.5	20.6	..	23.1	23.3	24.3	24.7	25.9	27.3	28.6	29.5	31.2
Suède	27.0	26.5	..	27.3	28.6	28.4	29.3	30.7	31.7	33.6	36.9	39.2
Suisse	21.3	21.3	..	22.0	21.5	22.5	24.7	25.0	25.9	25.6	25.6	26.5
Turquie	6.1	5.6	..	6.6	7.5	..	7.3	7.8	8.7	8.9	9.1	10.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/325233844462>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2002

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/185171671451>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

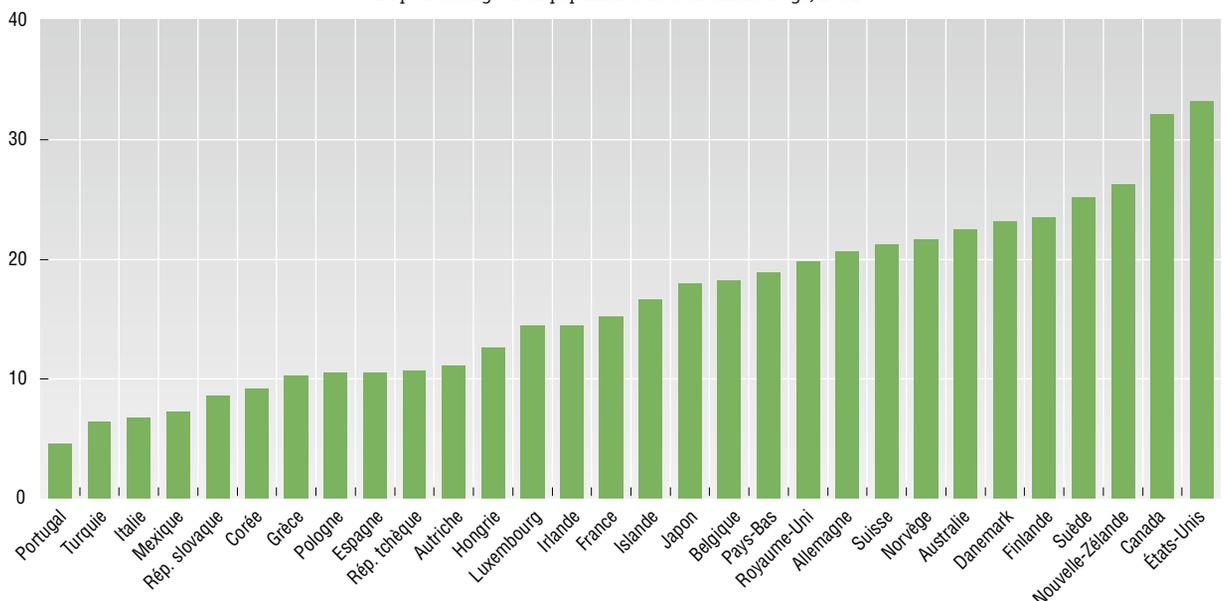
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	16.0	15.7	..	16.5	17.5	17.5	18.4	19.3	19.4	20.2	20.2	20.6	21.6
Australie	13.4	..	13.5	14.7	17.2	16.9	17.1	17.0	17.5	19.1	21.1	22.5	23.3
Autriche	3.8	3.3	..	3.6	4.2	4.7	6.3	6.5	6.5	9.9	10.6	11.0	11.3
Belgique	8.6	9.2	..	11.1	13.1	12.7	13.7	13.8	15.7	16.8	17.1	18.2	18.9
Canada	18.8	19.2	..	23.0	23.6	25.1	24.3	25.7	27.4	28.3	30.1	32.1	33.8
Corée	5.8	6.0	6.7	6.7	6.8	6.8	6.5	8.3	8.5	8.6	8.9	9.1	9.5
Danemark	11.9	12.6	..	13.2	13.8	14.3	..	19.3	19.0	18.2	20.2	23.2	25.9
Espagne	4.2	5.2	..	5.6	6.0	7.1	7.6	8.1	8.7	9.7	10.3	10.5	11.0
États-Unis	21.9	21.9	..	23.6	24.3	25.6	26.2	27.2	28.0	29.7	30.6	33.2	34.7
Finlande	12.2	12.8	..	13.9	15.5	17.0	17.9	19.3	20.7	22.7	23.4	23.4	24.2
France	6.6	7.3	7.9	8.4	8.9	9.6	10.5	11.2	12.4	13.3	14.1	15.2	13.9
Grèce	..	..	..	9.1	7.8	8.4	7.5	7.8	8.4	8.5	9.0	10.2	..
Hongrie	..	..	..	..	..	8.9	8.5	10.2	11.2	11.8	11.5	12.6	13.8
Irlande	9.6	10.4	..	11.3	11.0	12.6	12.5	11.4	12.6	13.3	13.5	14.5	15.0
Islande	..	..	..	..	..	9.5	11.6	10.8	11.3	13.5	14.8	16.7	..
Italie	3.3	3.5	..	4.2	4.4	4.6	..	4.8	5.5	5.5	6.2	6.7	6.9
Japon	..	..	..	..	..	..	13.7	13.2	14.3	15.1	15.1	18.0	19.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	12.0	13.0	13.5	14.4	10.6
Mexique	..	..	..	..	4.4	4.6	5.7	4.9	5.7	7.0	7.2	7.2	7.6
Norvège	14.0	14.2	..	17.7	18.0	16.9	17.5	18.9	18.8	20.4	21.5	21.7	21.7
Nouvelle-Zélande	..	17.1	..	17.9	21.1	..	21.2	23.1	23.1	24.2	24.1	26.2	27.4
Pays-Bas	12.2	13.2	..	14.4	14.2	15.6	..	16.9	16.9	17.7	17.4	18.8	..
Pologne	..	..	..	..	8.2	..	9.1	9.9	10.4	9.9	10.2	10.5	11.1
Portugal	3.4	..	..	5.6	5.9	6.2	..	4.7	4.5	4.7	4.9	4.6	5.6
République slovaque	..	..	..	7.0	7.5	7.2	6.1	6.7	6.9	7.8	8.6	8.6	8.9
République tchèque	..	..	..	7.6	8.3	7.5	7.9	8.5	9.4	9.1	9.3	10.6	10.3
Royaume-Uni	10.9	13.6	..	15.5	16.2	16.9	16.3	17.2	18.5	18.9	19.1	19.8	20.8
Suède	15.5	16.5	..	19.4	20.2	18.5	19.3	19.9	21.3	23.0	24.4	25.2	26.3
Suisse	15.5	17.0	..	16.9	17.4	16.8	16.5	18.0	17.8	18.3	20.2	21.3	21.9
Turquie	4.6	1.7	..	4.3	5.9	..	4.6	4.5	5.3	5.9	5.9	6.3	7.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/143303104215>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/687735733726>

DÉPENSES D'ÉDUCATION PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT

Les dépenses par élève et par étudiant sont un indicateur de l'investissement des pays pour chaque élève/étudiant aux différents niveaux d'enseignement.

Définition

Pour calculer les dépenses d'éducation par élève et par étudiant à chaque niveau d'enseignement, on a divisé le montant total des dépenses au titre des établissements d'enseignement au niveau considéré par le nombre d'élèves/étudiants scolarisés à plein-temps (la scolarisation à temps partiel est convertie en équivalent plein-temps). Seuls sont pris en considération les établissements et les programmes d'enseignement pour lesquels on dispose à la fois de données sur les effectifs scolarisés et sur les dépenses.

Les dépenses exprimées en monnaie nationale sont converties en dollars des États-Unis aux taux de change basés sur les PPA. Si l'on utilise ce taux, c'est que le taux de change du marché subit l'influence de nombreux facteurs (les taux d'intérêt, les politiques commerciales, les prévisions de croissance économique, etc.) qui n'ont pas grand chose à voir avec le pouvoir d'achat relatif des devises dans les différents pays.

Tendances à long terme

Les dépenses par élève/étudiant dans le primaire, le secondaire et le post-secondaire non supérieur ont augmenté entre 1995 et 2001 de plus de 29 % en Australie, en Espagne, en Grèce, en Irlande, en Pologne, au Portugal et en Turquie. Inversement, ces dépenses ont diminué de plus de 5 % en Norvège et dans la République tchèque. En Norvège, la baisse des dépenses par étudiant est due à un changement d'importance dans le déflateur du PIB, principalement du fait de l'augmentation du prix du pétrole. Dans dix pays de l'OCDE sur vingt-trois, l'évolution s'est maintenue à l'intérieur d'une fourchette de plus ou moins 6 % par rapport à 1995.

Dans le supérieur, la Suisse, le Danemark, l'Italie, l'Espagne et la Grèce ont augmenté leurs dépenses par étudiant de plus de 20 % durant la période de 1995 à 2001. En général, toutefois, on observe plutôt une tendance à la baisse des dépenses. Dans sept pays – Norvège, Australie, Royaume-Uni, République tchèque, Hongrie, Pologne et Mexique – les dépenses par étudiant dans le supérieur, en termes réels, étaient plus faibles en 2001 qu'en 1995.

Comparabilité

On a obtenu les données sur les dépenses pour 1995 au moyen d'une enquête spéciale menée en 2003. Il a été demandé aux pays de l'OCDE de recueillir des données concernant 1995 en respectant les définitions et la couverture fixées dans l'exercice conjoint UNESCO-OCDE-Eurostat de collecte de données. Tous les chiffres relatifs aux dépenses ont été convertis aux prix de 2001 sur la base du déflateur des prix du PIB.

Les données fournies pour la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Suisse et la Turquie concernent uniquement les établissements publics.

Source

OCDE (2004), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Analyse des politiques d'éducation*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Internationalisation and Trade in Higher Education: Opportunities and Challenges*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : un défi international*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2002), *UOE Data Collection – 2002 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics: Concepts, Standards, Definitions and Classifications*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE, *Regards sur l'éducation* : www.oecd.org/edu/eag2004.

Dépenses d'éducation selon le niveau d'enseignement

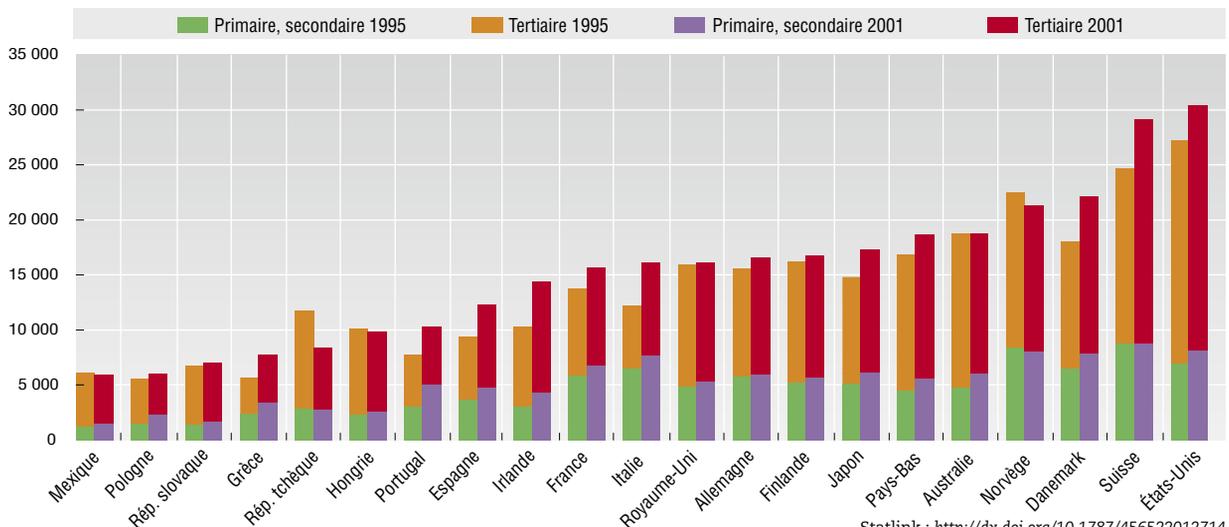
Dollars des États-Unis, prix et PPA de 2001

	1995			2001		
	Dépense par élève		PIB par habitant	Dépense par élève		PIB par habitant
	Éducation primaire, secondaire, et post-secondaire non tertiaire	Éducation tertiaire		Éducation primaire, secondaire, et post-secondaire non tertiaire	Éducation tertiaire	
Allemagne	5 820	9 698	23 279	6 055	10 504	25 456
Australie	4 846	13 897	23 135	6 063	12 688	26 685
Autriche	..	10 341	24 889	7 852	11 274	28 372
Belgique	..	..	23 868	6 781	11 589	27 096
Canada	..	..	24 826	..	..	29 290
Corée	..	..	12 780	4 406	6 618	15 916
Danemark	6 515	11 499	25 830	7 865	14 280	29 223
Espagne	3 775	5 624	17 637	4 870	7 455	21 347
États-Unis	7 034	20 207	30 753	8 144	22 234	35 179
Finlande	5 238	10 900	20 992	5 733	10 981	26 344
France	5 938	7 801	23 580	6 783	8 837	26 818
Grèce	2 409	3 264	14 199	3 475	4 280	17 020
Hongrie	2 335	7 767	10 171	2 677	7 122	13 043
Irlande	3 042	7 223	18 802	4 397	10 003	29 821
Islande	..	..	23 564	6 892	7 782	29 036
Italie	6 577	5 621	22 889	7 714	8 347	25 377
Japon	5 134	9 691	25 092	6 179	11 164	26 636
Luxembourg	..	..	37 220	11 091	..	49 229
Mexique	1 263	4 821	7 737	1 575	4 341	9 148
Norvège	8 425	14 087	31 146	8 109	13 189	36 587
Nouvelle-Zélande	..	..	19 053	..	..	21 230
Pays-Bas	4 548	12 311	24 503	5 654	12 974	28 711
Pologne	1 528	4 023	7 682	2 396	3 579	10 360
Portugal	3 052	4 664	14 939	5 065	5 199	17 912
République slovaque	1 467	5 250	8 987	1 681	5 285	11 323
République tchèque	2 927	8 785	13 426	2 819	5 555	14 861
Royaume-Uni	4 941	10 981	23 006	5 324	10 753	26 715
Suède	6 180	..	22 846	6 372	15 188	26 902
Suisse	8 844	15 802	27 537	8 844	20 230	30 036
Turquie	..	..	5 994	..	..	6 046

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/127467366464>

Dépenses d'éducation selon le niveau d'enseignement

Dollars des États-Unis, prix et PPA de 2001



DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation peuvent favoriser la croissance économique, la productivité, l'épanouissement des personnes, leur développement social, et réduire les inégalités au sein de la société. Les ressources financières totales affectées à l'éducation sont l'un des choix primordiaux que font dans chaque pays les gouvernements, les entreprises, les étudiants et leur famille.

Définition

Ces données comprennent, entre autres, les dépenses au titre des établissements d'enseignement ainsi que celles affectées aux établissements qui ne scolarisent pas eux-mêmes d'élèves et n'ont donc pas une mission d'enseignement, mais qui fournissent aux premiers des services administratifs, consultatifs ou professionnels (par exemple, les ministères opérant au niveau des pays, des États fédérés, des provinces ou d'administrations de l'éducation). Les dépenses au titre des établissements ne se

limitent pas à celles affectées aux services d'enseignement mais englobent aussi les dépenses publiques et privées effectuées pour les services annexes assurés aux élèves/étudiants et à leur famille lorsque ces services sont fournis par l'intermédiaire d'établissements d'enseignement. Dans le supérieur, les dépenses pour la recherche et le développement peuvent elles aussi être considérables et sont comprises dans cet indicateur si la recherche est effectuée par les établissements d'enseignement. Sont toutefois exclues les subventions publiques au titre des dépenses d'éducation hors établissement, telles, par exemple, que les frais de subsistance des étudiants du supérieur.

En principe, les dépenses publiques comprennent les subventions publiques versées aux ménages pour le compte des établissements d'enseignement bien que plusieurs pays les comptabilisent en réalité dans les dépenses privées. Les dépenses publiques comprennent également les dépenses directes, de sources étrangères, au titre des établissements d'enseignement.

Comparabilité

La définition générale des établissements, donnée ci-dessus, garantit que les dépenses affectées aux services, qui dans certains pays de l'OCDE sont fournies par les établissements scolaires et les universités et dans d'autres par d'autres organisations, font l'objet d'une couverture comparable. Par ailleurs, pour garantir la comparabilité dans le temps, les données relatives aux dépenses pour 1995 ont été obtenues au moyen d'une enquête spéciale menée en 2003 ; les chiffres pour 1995 ont été corrigés en fonction des méthodes et définitions employées dans la collecte de données de 2003.

Tendances à long terme

En 2001, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5.6 % de leur PIB à l'éducation (dépenses publiques et privées), la fourchette allant de la Turquie avec 3.5 % du PIB en 2001 aux États-Unis (7.3).

Sur les 22 pays qui ont communiqué des données comparables à la fois pour 1995 et 2001, huit seulement ont augmenté leurs dépenses d'éducation par rapport au PIB (Australie, Danemark, États-Unis, Grèce, Mexique, Portugal, Suède et Turquie). La Grèce et de la Turquie affichent la progression la plus sensible bien que leurs chiffres ne comprennent pas les dépenses privées, qui ne sont pas connues. Toutefois, parmi les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, ces deux pays restent ceux dont les dépenses d'éducation par rapport au PIB sont les plus faibles. Au cours de la même période, onze pays ont diminué leurs dépenses par rapport au PIB. Dans cinq de ces pays, les dépenses en pourcentage du PIB ont fléchi de plus de 10 % (Canada, Irlande, Norvège, République tchèque et République slovaque). Dans les trois derniers pays (Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni), la situation n'a guère changé, voire pas du tout.

Il convient de noter que la forte progression du PIB (comme c'est le cas en Irlande, par exemple) occulte le fait que les dépenses au titre des établissements d'enseignement ont sensiblement augmenté en termes réels dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE entre 1995 et 2001. De plus, la taille de la population d'âge scolaire détermine la demande de formation, et les niveaux de rémunération des enseignants à l'échelle nationale ont également une incidence sur la part des dépenses consacrée à l'éducation.

Source

OCDE (2004), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Dépenses de santé et d'éducation dans les pays en développement : Les cas de l'Indonésie et du Pérou*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

Institut Statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2002), *UOE Data Collection – 2002 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics: Concepts, Standards, Definitions and Classifications*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE, *Regards sur l'éducation* : www.oecd.org/edu/eag2004.

Dépenses d'éducation

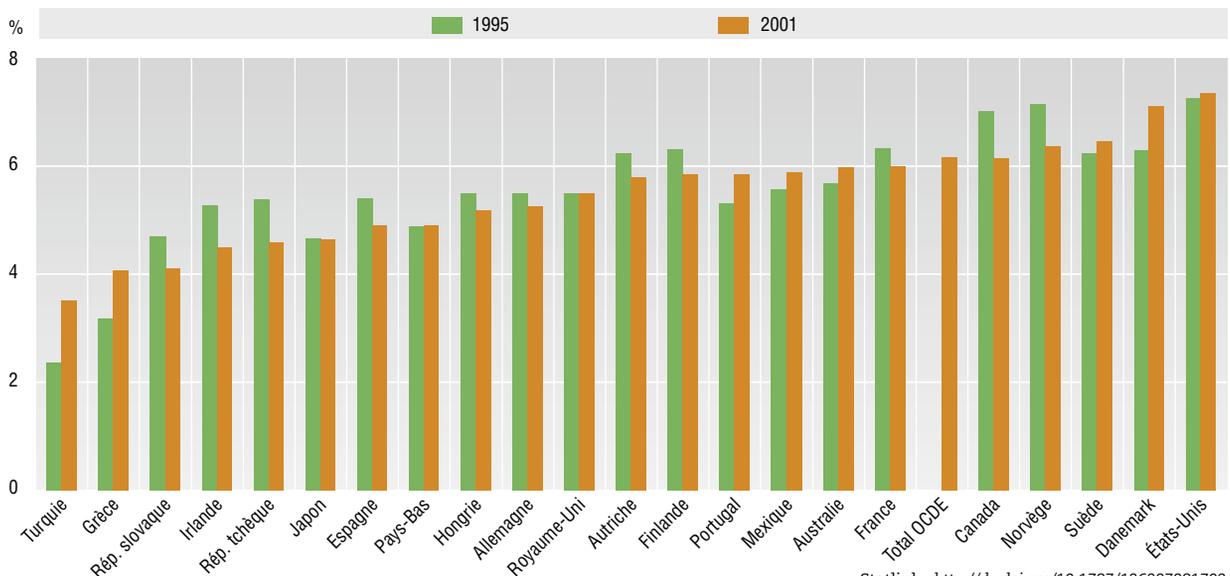
En pourcentage du PIB

	1995			2001		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Allemagne	4.5	1.0	5.5	4.3	1.0	5.3
Australie	4.5	1.2	5.7	4.5	1.4	6.0
Autriche	5.9	0.3	6.2	5.6	0.2	5.8
Belgique	..	..	..	6.0	0.4	6.4
Canada	6.2	0.8	7.0	4.9	1.3	6.1
Corée	..	..	..	4.8	3.4	8.2
Danemark	6.1	0.2	6.3	6.8	0.3	7.1
Espagne	4.5	0.9	5.4	4.3	0.6	4.9
États-Unis	5.0	2.2	7.2	5.1	2.3	7.3
Finlande	6.2	..	6.3	5.7	0.1	5.8
France	5.9	0.4	6.3	5.6	0.4	6.0
Grèce	3.1	..	3.2	3.8	0.2	4.1
Hongrie	4.9	0.6	5.5	4.6	0.6	5.2
Irlande	4.7	0.5	5.3	4.1	0.3	4.5
Islande	..	..	..	6.1	0.6	6.7
Italie	4.7	..	..	4.9	0.4	5.3
Japon	3.5	1.1	4.7	3.5	1.2	4.6
Luxembourg	..	..	..	3.6	0.0	3.6
Mexique	4.6	1.0	5.6	5.1	0.8	5.9
Norvège	6.8	0.4	7.1	6.1	0.2	6.4
Nouvelle-Zélande	4.8	..	..	5.5	..	..
Pays-Bas	4.5	0.4	4.9	4.5	0.4	4.9
Pologne	5.7	..	..	5.6	..	..
Portugal	5.3	0.0	5.3	5.8	0.1	5.9
République slovaque	4.6	0.1	4.7	4.0	0.1	4.1
République tchèque	4.7	0.7	5.4	4.2	0.4	4.6
Royaume-Uni	4.8	0.7	5.5	4.7	0.8	5.5
Suède	6.1	0.1	6.2	6.3	0.2	6.5
Suisse	5.4	..	..	5.4	..	..
Turquie	2.3	0.0	2.3	3.5	0.0	3.5
Moyenne des pays	..	..	..	5.0	0.7	5.6
Total OCDE	..	..	..	4.8	1.4	6.2

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/738800654608>

Dépenses au titre des établissements d'enseignement

En pourcentage du PIB



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/136327281703>



POLITIQUES PUBLIQUES

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

DÉFICITS PUBLICS

DETTE PUBLIQUE

DÉPENSES PUBLIQUES ET AIDE

DÉPENSES SOCIALES

DÉPENSES DE SANTÉ

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

FISCALITÉ

RECETTES FISCALES TOTALES

IMPÔTS APPLICABLES À L'OUVRIER MOYEN

DISPARITÉS RÉGIONALES

PIB RÉGIONAL

CHÔMAGE RÉGIONAL

DÉFICITS PUBLICS

Les déficits publics ou les excédents sont généralement estimés en utilisant les chiffres de besoin de financement (ou la capacité de financement) du secteur de l'administration publique des comptes nationaux. Depuis 1990, la plupart des pays de l'OCDE avait un besoin de financement, c'est-à-dire un déficit. Les déficits publics doivent être financés en empruntant auprès des résidents ou des étrangers.

Définition

Le besoin / la capacité de financement de l'administration publique est le solde des comptes non financiers (selon le Système de comptabilité nationale de 1993). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses, ce qui inclut les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital). La principale recette de l'administration publique se compose des recettes fiscales, des contributions sociales, des dividendes et d'autres revenus de la propriété. La principale dépense se compose de la rémunération des fonctionnaires, des prestations sociales, des intérêts payés au titre de la dette publique, des subventions, et de la formation brute de capital fixe. Les données figurant dans le tableau ont été établies sur la base de

la comptabilité nationale et les chiffres peuvent différer des chiffres notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure de déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

Comparabilité

Les données figurant dans ce tableau sont basées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 de sorte que tous les pays utilisent une série commune de définitions. Dans plusieurs pays membres de l'OCDE, en 2000 et 2001, les comptes ont été affectés par la vente des licences de téléphonie mobile, enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif).

Les moyennes présentées pour les 15 pays de l'UE et les pays de l'OCDE sont des moyennes non pondérées. Les chiffres pour la zone de l'OCDE excluent la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque parce que les données ne sont pas disponibles pour ces pays pour l'ensemble de la période.

Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et aux politiques de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993 mais ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Depuis lors, les déficits progressent et le déficit exprimé en pourcentage du PIB s'est établi à un niveau élevé en 2003 pour la plupart des grands pays Membres, notamment l'Allemagne, la France, les États-unis, le Royaume-Uni et, tout particulièrement, le Japon. Les déficits devraient demeurer à un niveau élevé en 2004 et 2005.

Lors de la période préparatoire à l'Union monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont suivi des politiques fiscales visant à réduire les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs autres pays, notamment la Nouvelle-Zélande (depuis 1994), l'Australie (depuis 1997) et la Suède (depuis 1998). La Corée est le seul pays qui ait enregistré des surplus tout au long de la période, la Norvège et le Luxembourg ayant dégagé l'une et l'autre un excédent la plupart des années depuis 1990.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Études économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Tous les pays de l'OCDE et un certain nombre de pays non-membres sont couverts à chaque cycle bi-annuel de publications.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Perspectives économiques.

SourceOECD Comptes nationaux.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Besoin/capacité de financement des administrations publiques¹

En pourcentage du PIB

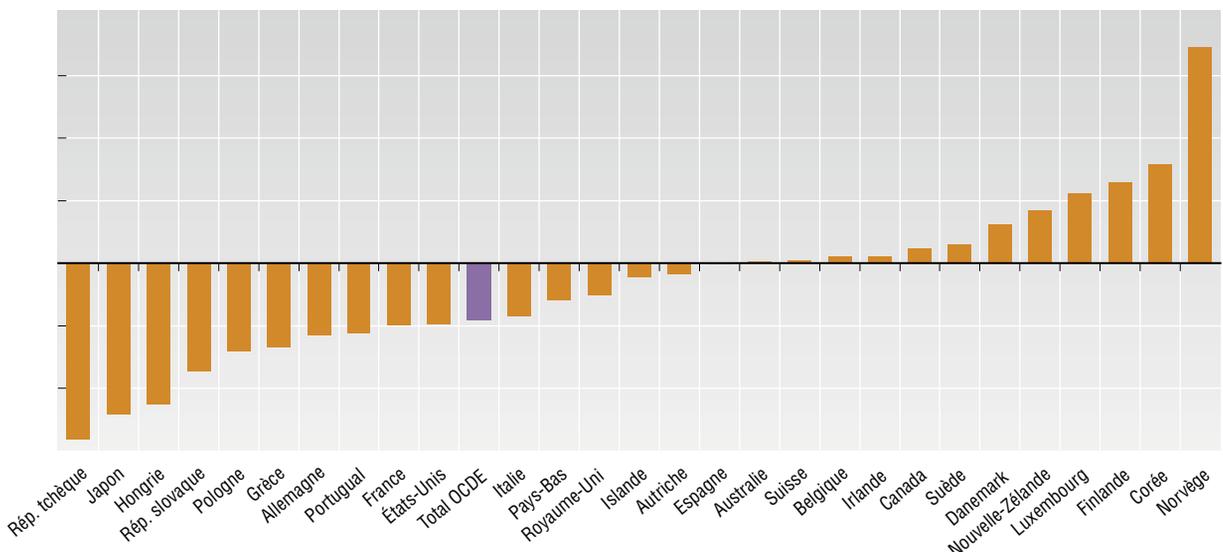
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	-1.97	-2.95	-2.55	-3.11	-2.40	-3.32	-3.42	-2.72	-2.22	-1.49	1.33	-2.82	-3.68	-3.82
Australie	-1.74	-4.25	-6.37	-5.84	-4.83	-3.85	-2.18	-0.42	0.72	1.98	0.79	-0.80	0.29	0.78
Autriche	-2.00	-2.29	-1.60	-3.93	-4.71	-5.75	-4.02	-1.96	-2.47	-2.35	-1.64	0.11	-0.41	-1.25
Belgique	-6.84	-7.46	-8.13	-7.39	-5.08	-4.38	-3.80	-1.96	-0.67	-0.40	0.15	0.57	0.07	0.31
Canada	-5.83	-8.35	-9.13	-8.71	-6.70	-5.33	-2.80	0.19	0.08	1.61	2.95	1.11	0.28	0.63
Corée	3.20	1.64	1.28	2.22	2.80	3.80	3.39	3.29	1.72	2.88	5.42	4.62	5.46	4.15
Danemark	-1.02	-2.40	-2.21	-2.86	-2.43	-2.26	-1.00	0.35	1.13	3.21	2.54	2.83	1.56	1.21
Espagne	-3.89	-4.57	-3.67	-6.96	-6.49	-6.64	-4.95	-3.18	-3.03	-1.18	-0.90	-0.39	-0.14	0.41
États-Unis	-4.24	-4.92	-5.77	-4.94	-3.56	-3.14	-2.18	-0.79	0.43	0.85	1.62	-0.39	-3.79	-4.60
Finlande	5.47	-0.99	-5.53	-7.24	-5.71	-3.87	-2.95	-1.25	1.64	2.17	7.09	5.20	4.25	2.11
France	-2.09	-2.45	-4.17	-5.98	-5.53	-5.50	-4.08	-3.04	-2.67	-1.77	-1.40	-1.53	-3.26	-4.14
Grèce	-15.72	-11.05	-12.24	-13.37	-9.25	-10.16	-7.44	-4.03	-2.46	-1.80	-4.18	-3.67	-3.80	-4.65
Hongrie	..	-2.96	-7.09	-6.56	-11.02	-7.56	-5.87	-7.24	-8.04	-5.62	-3.01	-4.71	-9.34	-6.15
Irlande	-2.80	-2.85	-2.95	-2.73	-1.96	-2.07	-0.12	1.46	2.27	2.47	4.41	0.97	-0.18	0.17
Islande	-3.32	-2.95	-2.85	-4.54	-4.79	-3.02	-1.62	-0.02	0.50	2.40	2.50	0.17	-0.44	-1.65
Italie	-11.77	-11.70	-10.67	-10.30	-9.29	-7.59	-7.10	-2.70	-3.10	-1.77	-0.67	-2.67	-2.41	-2.49
Japon	2.05	1.81	0.79	-2.38	-3.76	-4.71	-5.07	-3.79	-5.52	-7.23	-7.48	-6.13	-7.88	-7.67
Luxembourg	4.81	1.19	0.23	1.55	2.74	2.07	1.91	3.21	3.16	3.73	5.98	6.42	2.79	0.78
Norvège	2.22	0.11	-1.87	-1.44	0.27	3.41	6.52	7.72	3.56	6.25	15.56	13.57	9.11	8.31
Nouvelle-Zélande	-4.34	-3.85	-3.27	-1.26	2.46	3.04	2.91	1.89	0.29	0.63	1.48	1.99	2.51	3.13
Pays-Bas	-5.32	-2.66	-4.21	-2.84	-3.45	-4.16	-1.82	-1.11	-0.76	0.66	2.20	-0.09	-1.94	-3.22
Pologne	..	..	..	..	..	-3.88	-4.70	-4.52	-3.99	-3.19	-2.41	-3.84	-4.95	-3.84
Portugal	-6.62	-7.59	-4.76	-8.07	-7.72	-5.47	-4.77	-3.57	-3.17	-2.87	-2.90	-4.44	-2.73	-2.81
République slovaque	..	..	..	..	-6.13	-0.86	-7.40	-6.18	-3.77	-7.14	-12.31	-6.00	-5.72	-3.74
République tchèque	..	..	..	..	..	-13.39	-3.08	-2.44	-5.02	-3.65	-3.65	-5.92	-6.75	-12.60
Royaume-Uni	-1.59	-3.11	-6.46	-7.94	-6.78	-5.85	-4.21	-2.20	0.06	1.04	3.82	0.68	-1.73	-3.51
Suède	3.77	-1.91	-7.57	-11.41	-9.27	-6.93	-2.79	-1.02	1.92	2.35	5.07	2.85	-0.26	0.10
Suisse	0.59	-1.14	-2.40	-2.68	-1.95	-1.24	-1.39	-2.40	-1.49	0.03	2.32	0.93	0.24	-0.80
Zone euro	-4.61	-5.00	-5.05	-5.76	-5.06	-5.05	-4.32	-2.64	-2.30	-1.33	0.07	-1.71	-2.42	-2.75
Total OCDE	-2.95	-3.73	-4.59	-4.96	-4.19	-3.96	-3.13	-1.68	-1.23	-0.77	0.27	-1.21	-3.17	-3.68

1. Un chiffre négatif représente un déficit.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/084483116723>

Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB, moyenne, 2001-2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/670607352313>

DETTE PUBLIQUE

Il existe deux méthodes standard pour mesurer l'ampleur de la dette publique – par référence au passif financier brut ou par référence au passif financier net – ce dernier indicateur correspondant au passif financier brut moins les actifs financiers. Le passif financier brut exprimé en pourcentage du PIB est le ratio d'endettement public le plus couramment utilisé et c'est celui qui figure dans ce tableau.

Définition

Pour la plupart des pays, le passif financier brut comprend les dettes (à court et à long terme) de toutes les institutions du secteur des administrations publiques, telles que définies dans le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993. Toutefois, pour certains pays de l'Union européenne (Grèce, Irlande, Luxembourg, République slovaque, République tchèque), c'est la définition de la dette appliquée dans le cadre du traité de Maastricht qui a été utilisée. La définition de la dette du traité de Maastricht diffère essentiellement de la définition du SNC à deux égards. Premièrement, la dette brute selon la définition de Maastricht ne comprend pas les avances et crédits commerciaux, ainsi que les actions et les réserves techniques d'assurance. Deuxièmement, les obligations publiques sont valorisées à leur valeur nominale et non à la valeur du marché ou au prix d'émission majoré des intérêts courus, comme l'exigent les règles du SNC.

En principe, les dettes au sein des différents niveaux de l'administration et entre ces niveaux sont consolidées; un prêt d'un niveau d'administration à un autre niveau représente à la fois un actif et un passif d'un montant

équivalent pour l'administration dans son ensemble et donc s'annule (est « consolidé ») pour le secteur des administrations publiques.

Comparabilité

La comparabilité est compromise dans une certaine mesure du fait de l'utilisation des règles de Maastricht plutôt que des définitions du SNC comme noté ci-dessus. Il est aussi difficile pour certains pays de déterminer l'étendue des administrations publiques. Par exemple, au Japon, le passif financier de l'État inclut depuis 1998 la dette de la Société de règlement de Japan Railway et le Compte spécial pour les forêts nationales.

Du fait des difficultés à obtenir ces chiffres, seuls 27 des 30 pays membres publient actuellement des données sur le passif financier de l'État.

Tendances à long terme

Entre 1990 et 1996, le passif financier des États a cru dans la plupart des pays. Depuis, la dette publique en pourcentage du PIB baisse dans un grand nombre des 27 pays figurant dans le tableau. Pour ces pays, le point culminant a été atteint en 1995. Toutefois, il existe des exceptions : les ratios de la dette publique ont continué à augmenter très rapidement en Corée et au Japon et de manière importante en Allemagne, en France, et en Grèce. Le ratio d'endettement public de la Corée a augmenté de plus de 7 % par an de 1990 à 2003 à partir d'un taux initial très bas mais ce ratio figure encore parmi les plus bas de la zone de l'OCDE.

En 2003, les ratios d'endettement public dépassaient 100 % en Belgique, en Grèce, en Italie, et au Japon. La plupart des pays se situaient dans une fourchette entre 40 % et 70 %, trois pays enregistrant des ratios d'endettement inférieurs à 20% – le Luxembourg, la Corée et l'Australie.

Source

OCDE (2004), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au 21^e siècle*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Études économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Tous les pays de l'OCDE et un certain nombre de pays non membres sont couverts à chaque cycle bi-annuel de publications.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Dettes de l'administration centrale*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Perspectives économiques.

SourceOECD Comptes nationaux.

• Sites Web

OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques : www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Engagements financiers bruts des administrations publiques

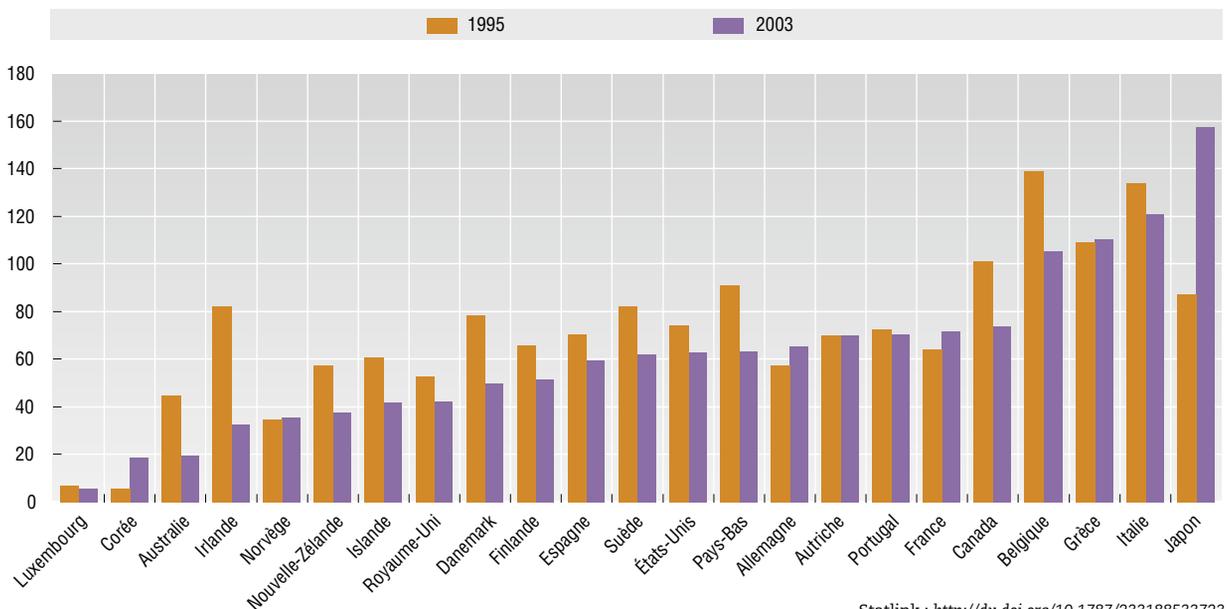
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	41.5	38.8	41.8	47.4	47.9	57.1	60.3	61.8	63.2	61.6	60.9	60.5	62.9	65.2
Australie	23.1	23.9	28.7	32.2	42.6	44.6	41.4	39.6	34.1	28.4	25.2	22.1	20.7	19.6
Autriche	57.6	57.6	57.3	62.1	65.0	69.7	69.9	69.9	67.4	69.8	69.4	70.2	71.9	69.7
Belgique	129.7	131.4	140.5	144.3	141.2	138.8	136.1	129.9	124.7	120.3	115.0	113.5	110.4	104.9
Canada	74.5	82.1	89.9	96.9	98.2	100.8	100.3	96.2	93.9	89.5	81.8	81.0	77.7	73.3
Corée	7.7	6.7	6.3	5.6	5.2	5.5	5.9	7.5	13.1	15.6	16.3	17.4	16.6	18.7
Danemark	69.8	70.8	74.9	88.9	82.4	78.4	74.5	70.4	67.1	61.1	54.4	53.7	54.1	49.5
Espagne	48.8	50.7	53.0	66.8	65.4	70.3	77.1	76.0	76.1	70.3	67.3	63.5	61.3	59.4
États-Unis	66.6	71.3	73.7	75.4	74.6	74.2	73.4	70.9	67.7	64.1	58.3	57.9	60.2	62.5
Finlande	16.7	25.1	45.1	58.3	60.9	65.7	66.6	64.8	61.4	55.9	53.2	51.3	50.8	51.5
France	39.5	40.3	44.7	51.6	55.3	63.9	67.5	69.4	71.1	67.3	66.2	64.9	68.7	71.2
Grèce	79.6	82.2	87.8	110.1	107.9	108.7	111.3	108.2	105.8	105.2	114.0	114.7	112.5	109.9
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	67.3	64.9	66.4	60.2	60.1	61.1	60.3
Irlande	94.0	95.4	92.4	95.0	89.5	81.9	73.4	64.6	53.7	48.7	38.3	35.9	32.7	32.1
Islande	36.9	39.1	47.2	54.2	56.9	60.3	57.6	54.3	49.3	44.5	41.9	47.4	43.6	41.6
Italie	112.5	116.5	126.0	127.9	134.4	133.5	135.7	133.0	133.4	128.4	124.5	122.0	121.5	120.9
Japon	68.6	64.8	68.7	74.9	79.7	87.1	93.9	100.3	112.2	125.7	134.1	142.3	149.3	157.5
Luxembourg	5.4	4.6	5.5	6.8	6.3	6.7	7.2	6.8	6.3	6.0	5.5	5.5	5.7	5.3
Norvège	29.3	27.5	32.2	40.5	36.9	34.4	30.7	27.5	26.2	26.8	30.0	29.2	35.7	35.2
Nouvelle-Zélande	..	..	..	70.8	62.7	56.9	50.8	50.1	49.7	47.1	44.7	42.2	40.2	37.4
Pays-Bas	87.8	88.9	92.8	97.7	87.7	90.8	89.8	84.5	82.9	74.2	66.7	62.1	62.1	63.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	45.6	41.8	43.2	40.0	41.0	46.7	51.6
Portugal	..	..	..	..	..	72.5	71.8	68.0	64.2	62.8	61.4	65.1	68.1	70.3
République slovaque	..	..	..	..	..	..	30.6	33.1	34.0	47.2	49.9	48.7	43.4	42.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	12.2	12.9	13.4	18.2	25.3	28.8	37.8
Royaume-Uni	33.0	33.6	39.8	49.6	47.8	52.7	52.6	53.2	53.8	48.8	45.9	41.2	41.5	42.0
Suède	46.8	55.5	74.0	79.0	83.5	82.2	84.7	82.8	81.2	71.6	64.2	63.2	62.1	61.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/333210343178>

Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/233188533723>

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales en pourcentage du PIB sont un indicateur du degré auquel les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes désavantagés ou vulnérables.

Tendances à long terme

En 2001, en moyenne, les dépenses sociales publiques représentent 21 % du PIB, même si l'on observe de fortes différences d'un pays à l'autre : environ 30 % en Suède et au Danemark contre 6 % en Corée.

Les évolutions des dépenses sociales brutes au fil du temps sont également significatives. Après avoir pratiquement doublé entre 1960 et 1980, l'augmentation des dépenses publiques brutes s'est poursuivie à un rythme plus lent, la moyenne pour les pays de l'OCDE atteignant un maximum de 23 % en 1993. Depuis lors, les dépenses sociales publiques brutes ont diminué, en moyenne, d'environ 1.5 point de PIB en 2001, la totalité de la baisse concernant les dépenses hors santé.

Il est commode de regrouper les dépenses en fonction de leur finalité sociale afin de mieux analyser l'orientation des politiques et les tendances. D'une manière générale, les trois catégories de transferts sociaux les plus importantes sont les pensions (en moyenne 8 % du PIB), la santé (6 %) et les transferts de revenu au profit de la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre d'autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où l'intervention publique en fourniture de services aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus développée.

Les aides publiques aux familles ayant des enfants dans l'ensemble de la zone de l'OCDE représentent près de 2 % du PIB en moyenne, mais ce montant a augmenté dans la plupart des pays depuis 1980. Le soutien à la famille excède 3 % du PIB dans les pays nordiques et en Autriche, ces pays possédant le système public le plus complet d'indemnités pour enfants, de congés payés et dispositifs de gardes d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal ; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

Les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations pour invalidité, maladie et accident du travail) ont diminué dans certains pays tandis qu'elles ont augmenté dans d'autres depuis 1980. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique, aux Pays-Bas et au Portugal.

Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, la fourniture directe « en nature » de biens et de services, et les allègements fiscaux à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales », les prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les membres d'un ménage qui sont âgés, handicapés, malades, chômeurs ou jeunes. Les programmes régissant la fourniture de prestations sociales doivent comporter : a) une redistribution des ressources entre les ménages, ou b) une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire les administrations centrales, des États fédérés et locales, y compris les caisses de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants.

Comparabilité

Aux fins de comparaison internationale, l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé est celui des dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB. Des problèmes de mesure se posent, particulièrement en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays.

Les données pour le Mexique peuvent être surestimées à partir de 1995 ; une révision de ces séries est probable (voir le site web de la source).

Source

Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales : www.oecd.org/els/social/expenditure.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002-04), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, séries, OCDE, Paris. Voir vol. I pour Australie, Danemark et Pays-Bas ; vol. II pour Autriche, Irlande et Japon ; et vol. III pour Nouvelle-Zélande, Portugal et Suisse.

OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité. Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Panorama de la société, les indicateurs sociaux édition 2005*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Statistiques sur la protection sociale : www.oecd.org/statistics/social.



Dépenses sociales

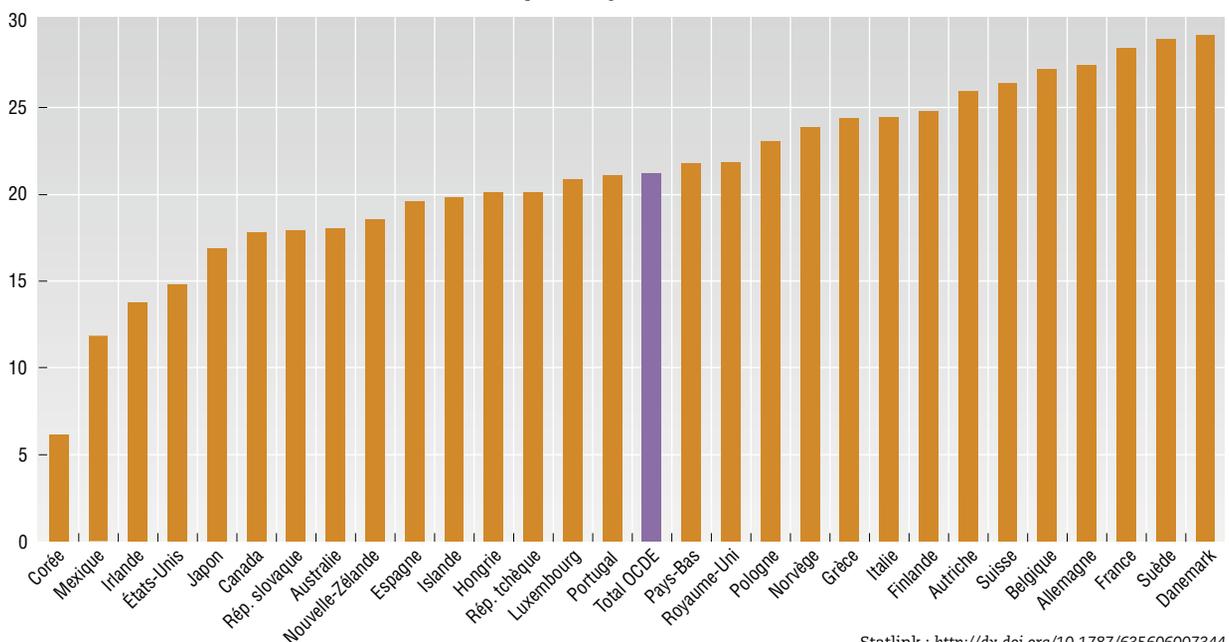
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	22.80	24.87	26.37	26.94	26.91	27.46	28.09	27.62	27.37	27.37	27.17	27.39
Australie	14.22	15.31	16.31	16.50	16.21	17.83	17.97	17.74	17.78	17.47	18.56	18.00
Autriche	24.10	24.37	25.03	26.61	27.29	26.64	26.71	25.96	25.67	26.10	26.02	25.96
Belgique	26.92	27.65	28.43	29.93	29.17	28.07	28.55	27.47	27.45	27.21	26.71	27.23
Canada	18.61	21.13	21.78	21.61	20.55	19.62	18.81	18.29	18.36	17.44	17.33	17.81
Corée	3.13	2.94	3.22	3.31	3.36	3.64	3.87	4.24	5.94	6.91	5.61	6.12
Danemark	29.32	30.17	30.72	32.35	33.06	32.41	31.69	30.66	30.17	29.85	28.89	29.22
Espagne	19.55	20.33	21.44	22.47	21.99	21.39	21.57	20.94	20.29	19.93	19.91	19.57
États-Unis	13.43	14.48	15.18	15.42	15.41	15.45	15.27	14.91	14.49	14.24	14.24	14.78
Finlande	24.75	29.89	33.88	33.89	33.05	31.10	30.91	28.66	26.47	26.09	24.50	24.80
France	26.61	27.23	28.03	29.48	29.27	29.24	29.38	29.42	28.96	28.91	28.34	28.45
Grèce	20.90	20.07	20.20	21.14	21.16	21.38	22.07	22.09	22.79	23.57	23.58	24.34
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.82	20.04	20.07
Irlande	18.65	19.46	20.37	20.31	19.99	19.35	18.17	16.82	15.55	14.20	13.63	13.75
Islande	16.45	17.14	17.77	18.21	18.42	18.98	18.78	18.53	18.72	19.64	19.69	19.83
Italie	23.27	23.50	24.32	24.72	24.36	23.02	23.54	24.16	23.75	24.15	24.07	24.45
Japon	11.20	11.32	11.82	12.45	13.04	13.50	13.67	13.78	14.50	15.14	16.13	16.89
Luxembourg	21.86	22.38	22.77	23.13	22.98	23.81	23.86	22.61	21.72	21.55	20.03	20.84
Mexique	3.84	4.33	4.61	4.92	5.44	8.07	8.05	8.82	8.81	9.04	9.89	11.83
Norvège	24.68	25.73	26.82	26.69	26.43	25.98	24.95	24.11	25.70	25.77	23.00	23.90
Nouvelle-Zélande	21.92	22.32	22.18	20.40	19.40	18.88	18.79	19.78	20.05	19.54	19.21	18.53
Pologne	15.55	22.10	26.22	25.58	24.43	23.75	23.88	23.26	21.99	22.18	21.94	23.03
Portugal	13.90	14.91	15.63	17.18	17.30	18.03	19.10	18.88	19.15	19.84	20.50	21.10
République slovaque	..	..	..	..	..	19.23	19.13	18.67	18.97	18.93	18.26	17.90
République tchèque	17.03	18.34	18.70	19.19	19.21	18.88	18.81	19.70	19.55	19.81	20.32	20.09
Royaume-Uni	19.55	21.13	23.11	23.66	23.22	23.01	22.78	22.02	21.49	21.25	21.69	21.82
Suède	30.78	32.40	35.34	36.77	35.35	32.96	32.48	31.04	30.40	29.92	28.60	28.92
Suisse	17.92	19.31	21.29	23.01	23.18	23.88	24.95	25.96	25.90	26.13	25.40	26.41
Pays-Bas	27.65	27.73	28.32	28.55	27.20	25.58	24.41	23.98	23.01	22.51	21.77	21.75
Turquie	7.64	8.16	8.53	8.28	7.89	7.52	9.67	10.80	11.12	13.20	..	..
UE15	23.37	24.41	25.60	26.47	26.15	25.56	25.55	24.82	24.28	24.16	23.69	23.97
Total OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.96	20.86	21.20

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/15255354835>

Dépenses sociales publiques totales

En pourcentage du PIB, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/635606007344>

DÉPENSES DE SANTÉ

Le secteur public est la principale source de financement de la santé dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis et du Mexique. La maîtrise de la progression des dépenses de santé est considérée comme un problème essentiel dans de nombreux pays de l'OCDE, compte tenu des contraintes que leur augmentation fait peser sur les budgets publics.

Tendances à long terme

Parmi les pays de l'OCDE, c'est la Norvège qui a les dépenses publiques de santé les plus élevées, puisque ce pays a enregistré des dépenses de 2 845 dollars des États-Unis (en PPA) par habitant en 2002. On trouve ensuite un groupe de pays comprenant les États-Unis, l'Allemagne et plusieurs autres pays scandinaves. À l'autre bout de l'échelle, le Mexique et la Turquie ont tous deux des niveaux de dépenses publiques de santé qui représentent environ un dixième de celui de la Norvège.

En 2002, la part publique des dépenses de santé s'établissait à 73 % en moyenne dans la zone de l'OCDE. Elle représentait plus de 80 % des dépenses totales de santé dans plusieurs pays, notamment la République tchèque, la Suède, la Norvège et le Royaume-Uni. Les États-Unis et le Mexique étaient les deux seuls pays où les financements publics constituaient moins de la moitié des dépenses globales.

D'une manière générale, on a observé une convergence de la part des dépenses publiques au cours des trois dernières décennies. De nombreux pays où la part publique était relativement élevée en 1970 présentaient une part publique plus faible en 2002 (par exemple la République tchèque, la Norvège et le Royaume-Uni), tandis que plusieurs pays qui, au départ, se caractérisaient par une faible part publique en 1970, ont vu cette part s'accroître au fil des années (par exemple les États-Unis, la Grèce et le Portugal).

Si on s'attache aux évolutions intervenues depuis 1990, le rôle du financement public s'est considérablement accru dans plusieurs pays à revenu plus faible qui présentaient une part publique relativement basse il y a environ une décennie (par exemple, Corée et Portugal). Aux États-Unis, l'augmentation de la part publique des dépenses de santé au cours des années 90 correspond à l'accroissement du montant et du champ des programmes Medicare et Medicaid. Alors que de nombreux pays de l'OCDE à revenu élevé ont enregistré une diminution modérée de la part publique des dépenses de santé dans les années 90, la baisse a été beaucoup plus prononcée dans quelques pays (par exemple, Italie, Finlande, Suède et Hongrie).

Définition

Les dépenses de santé mesurent la consommation finale de biens et services de soins de santé (c'est-à-dire les dépenses de santé courantes) plus les investissements en capital dans les infrastructures de la santé. Cela couvre les dépenses au titre de tous les services médicaux personnels, produits pharmaceutiques et autres biens médicaux, ainsi que les programmes de santé publique et de prévention et l'administration de la santé. En sont exclues des dépenses liées à la santé comme la formation, la recherche et l'hygiène du milieu.

Comparabilité

La définition des dépenses de santé peut différer selon les pays, en particulier en ce qui concerne la limite entre les dépenses de santé et les dépenses de protection sociale dans le cas des soins de longue durée.

Les dépenses de santé par habitant, converties en dollars des États-Unis au moyen des parités de pouvoir d'achat, peuvent être utilisées pour comparer le niveau global de consommation de biens et services sanitaires entre les différents pays à un moment donné. Les PPA au niveau macroéconomique (PIB) sont utilisées car elles constituent les taux de conversion les plus facilement utilisables et les plus fiables.

Les dépenses par habitant les plus récentes disponibles pour l'Australie et le Japon portent sur 2001 et non 2002, et sur l'année 2000 pour la Turquie.

Source

OCDE (2004), *Éco-santé OCDE 2004*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at What Cost?*, OCDE, Paris.

OCDE (2004) *Vers des systèmes de santé plus performants*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Panorama de la société*, OCDE, Paris.

OCDE (2005) *Technologies de la santé et prise de décision*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Données sur la santé.



Dépenses publiques de santé

Dollars des États-Unis par habitant, calculés avec les PPA

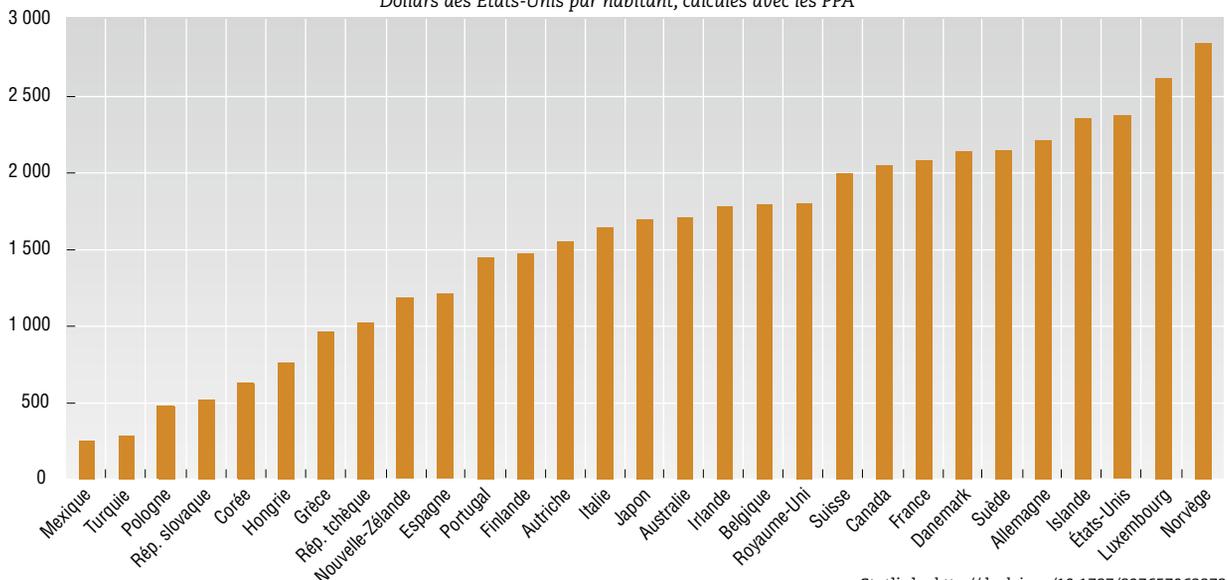
Indice, moyenne
OCDE = 100

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1990	2002
Allemagne	1 318	..	1 588	1 595	1 690	1 822	1 941	1 912	1 942	2 015	2 080	2 151	2 212	152	139
Australie	812	921	967	1 014	1 071	1 158	1 221	1 320	1 415	1 549	1 635	1 708	..	94	113
Autriche	988	1 042	1 140	1 242	1 293	1 322	1 384	1 294	1 362	1 441	1 495	1 490	1 551	114	98
Belgique	..	..	..	..	..	1 308	1 408	1 374	1 433	1 510	1 613	1 743	1 790	..	113
Canada	1 277	1 384	1 452	1 456	1 469	1 459	1 445	1 494	1 617	1 688	1 788	1 922	2 048	148	129
Corée	130	134	143	151	158	179	220	249	268	324	367	504	519	15	33
Danemark	1 286	1 339	1 382	1 453	1 508	1 521	1 607	1 669	1 755	1 888	1 940	2 083	2 142	149	135
Espagne	681	733	801	830	843	863	905	932	990	1 056	1 069	1 118	1 176	79	74
États-Unis	1 085	1 217	1 344	1 447	1 568	1 656	1 731	1 784	1 823	1 905	2 017	2 185	2 364	125	149
Finlande	1 144	1 254	1 227	1 081	1 049	1 079	1 150	1 202	1 226	1 235	1 276	1 389	1 470	132	93
France	1 191	1 273	1 355	1 427	1 471	1 546	1 592	1 649	1 696	1 754	1 832	1 964	2 080	138	131
Grèce	450	466	530	595	614	660	697	723	743	810	872	887	960	52	60
Hongrie	..	519	547	556	626	566	552	562	579	593	599	663	757	..	48
Irlande	569	645	718	763	804	865	906	1 057	1 138	1 182	1 300	1 557	1 779	66	112
Islande	1 384	1 461	1 420	1 447	1 495	1 555	1 637	1 686	1 870	2 130	2 140	2 230	2 357	160	149
Italie	1 107	1 205	1 221	1 192	1 166	1 100	1 153	1 230	1 293	1 339	1 474	1 602	1 639	128	103
Japon	857	927	993	1 075	1 142	1 271	1 359	1 375	1 407	1 483	1 591	1 696	..	99	112
Luxembourg	1 427	1 524	1 645	1 743	1 759	1 898	1 974	1 978	2 117	2 455	2 406	2 603	2 618	165	165
Mexique	117	146	160	171	186	160	151	179	197	221	230	240	249	14	16
Norvège	1 147	1 302	1 393	1 427	1 504	1 594	1 737	1 836	1 960	2 182	2 335	2 716	2 845	133	179
Nouvelle-Zélande	813	852	862	849	915	956	967	1 049	1 110	1 183	1 257	1 307	1 447	94	91
Pays-Bas	952	1 057	1 181	1 252	1 272	1 298	1 243	1 313	..	..	..	..	..	110	..
Pologne	273	269	286	284	279	309	360	363	368	406	405	452	474	32	30
Portugal	433	503	499	550	580	676	748	801	866	962	1 091	1 173	1 201	50	76
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	498	512	518	528	565	621	..	39
République tchèque	539	517	538	723	761	812	842	838	843	853	892	990	1 022	62	64
Royaume-Uni	816	899	1 001	1 061	1 117	1 168	1 212	1 233	1 292	1 391	1 488	1 669	1 801	94	113
Suède	1 407	1 370	1 389	1 430	1 435	1 502	1 604	1 605	1 682	1 816	1 904	2 011	2 148	163	135
Suisse	1 068	1 173	1 261	1 295	1 332	1 374	1 451	1 551	1 628	1 652	1 730	1 878	1 995	123	126
Turquie	100	112	125	132	127	130	159	190	224	240	281	..	..	12	21

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/820138767683>

Dépenses publiques de santé

Dollars des États-Unis par habitant, calculés avec les PPA

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/827657068878>

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Au milieu des années 80, alors que démarraient les négociations du cycle d'Uruguay sur le commerce agricole, l'OCDE a entrepris de mesurer et de codifier le soutien dont bénéficie le secteur agricole du fait des politiques qui s'appliquent à ce dernier. Ce travail a abouti à l'élaboration de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), indicateur global recalculé périodiquement pour la totalité des 30 pays membres de l'OCDE (l'UE15 est considérée comme une seule entité). Cet indicateur englobe les transferts budgétaires financés par les contribuables, mais aussi la taxe implicite que font peser sur les consommateurs les mesures qui établissent les prix à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait en leur absence (mesures aux frontières et prix administrés). Il est validé par les pays membres de l'OCDE et considéré par beaucoup comme le seul indicateur existant qui permette de procéder à des comparaisons entre pays.

Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Il peut prendre la forme d'un montant total, par hectare ou par exploitant, mais il est le plus souvent exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes (ESP en pourcentage).

Tendances à long terme

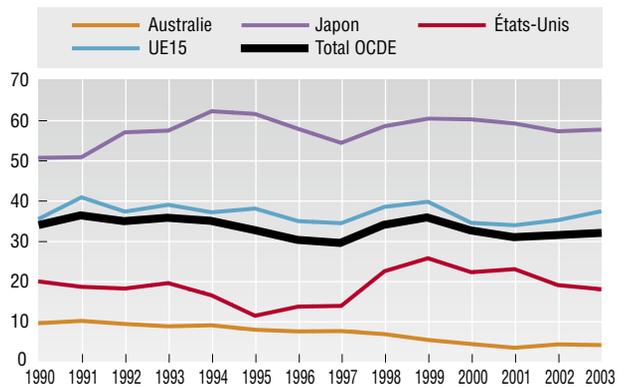
Les écarts entre les niveaux de soutien constatés dans les pays de l'OCDE sont importants et se creusent. Actuellement, l'ESP en pourcentage oscille entre 2 % (Nouvelle-Zélande) et 74 % (Suisse). Ces disparités reflètent entre autres l'hétérogénéité des objectifs poursuivis, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et le rythme et la portée de la réforme de la politique agricole, variables selon les pays. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP en pourcentage moyen était plus bas en 2001-2003 qu'en 1986-1988 (31 % contre 37 %) et il a baissé dans tous les pays sauf Hongrie, Japon, Mexique, Pologne et Turquie. Les modalités selon lesquelles le soutien est dispensé ont quelque peu changé elles aussi : les formes dont on sait qu'elles provoquent le plus de distorsions de la production et des échanges occupent moins de place que par le passé (75 % du soutien total pendant la période 2001-2003 contre plus de 90 % pendant la période 1986-1988).

Comparabilité

Des efforts permanents sont faits, dans le cadre de la préparation du rapport annuel *Suivi et évaluation*, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que les modifications apportées à la méthodologie. L'ESP en pourcentage est le critère le plus approprié et le plus utilisé pour comparer les niveaux de soutien entre pays, produits et périodes.

Estimation de soutien aux producteurs pour certains pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/188462225561>

Source

OCDE (2004), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama* – Édition 2004, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2001), *Market Effects of Crop Support Measures*, OCDE, Paris.

OCDE (2002), *Agricultural Policies in China after WTO Accession*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Analyse de la réforme de la CAP de 2003*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2002), *Mesure du soutien à l'agriculture et méthode d'évaluation des politiques*, OCDE, Paris.

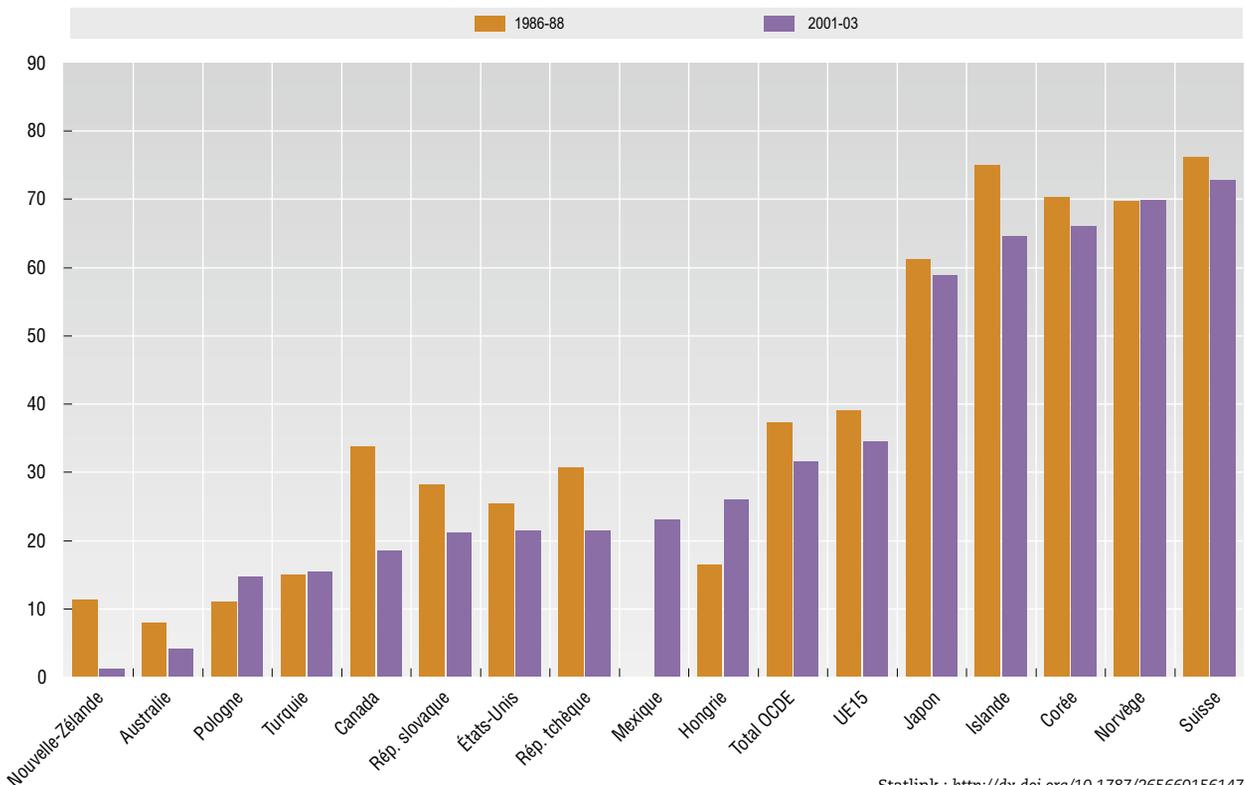

Estimation de soutien aux producteurs par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1995	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Australie	9.51	10.10	9.31	8.73	8.97	7.85	7.45	7.54	6.75	5.35	4.33	3.41	4.21	4.07
Autriche	50.19	53.59	57.39	58.55	60.65	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	35.69	34.97	28.89	24.76	18.53	19.02	16.41	14.42	17.07	17.90	18.61	17.11	19.57	21.27
Corée	75.23	74.05	72.78	73.02	73.10	72.30	64.46	63.29	57.04	65.84	66.73	62.80	68.31	60.48
États-Unis	19.93	18.56	18.14	19.47	16.44	11.34	13.61	13.83	22.45	25.62	22.16	22.95	18.94	17.98
Finlande	70.53	71.52	66.18	64.11	69.00	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	10.77	17.98	20.46	21.94	13.19	10.61	10.95	24.62	23.74	22.33	22.13	33.03	26.60
Islande	73.98	77.49	72.92	64.56	60.79	62.61	59.36	61.18	68.38	68.18	63.46	60.96	69.12	69.52
Japon	50.58	50.77	56.94	57.37	62.19	61.52	57.79	54.31	58.53	60.39	60.15	59.14	57.26	57.63
Mexique	17.74	27.30	30.28	30.20	22.69	-3.76	7.36	15.97	18.47	18.47	24.26	20.21	24.54	18.84
Norvège	71.62	72.60	71.24	68.72	69.11	67.63	66.54	69.35	72.99	71.62	67.96	67.91	73.11	72.41
Nouvelle-Zélande	2.75	2.37	1.75	1.60	2.03	2.38	1.78	1.86	1.33	1.40	0.84	0.46	1.84	2.45
Pologne	..	6.99	9.07	16.71	22.12	16.35	19.13	18.09	27.72	24.12	15.06	14.63	14.30	8.72
République slovaque	..	32.47	21.82	30.10	25.23	11.79	0.15	13.91	32.26	25.70	25.28	15.67	22.03	20.86
République tchèque	..	47.12	20.16	24.55	16.42	10.94	11.46	6.36	26.07	23.04	16.59	23.03	24.59	27.47
Suède	58.23	63.30	58.49	53.67	51.00	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	74.21	75.69	71.00	73.30	75.05	71.99	69.44	70.28	72.10	74.69	72.38	71.97	73.69	74.07
Turquie	18.96	26.67	25.63	22.02	12.77	12.27	14.92	24.58	26.38	22.74	20.96	4.76	20.30	26.37
UE15	35.38	40.82	37.22	38.92	37.09	38.01	34.85	34.39	38.47	39.67	34.44	33.86	35.16	37.36
Total OCDE	33.58	36.10	34.74	35.57	34.80	32.52	30.06	29.30	33.77	35.64	32.45	30.72	31.21	31.71

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/432773820057>
Estimation de soutien aux producteurs par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/265660156147>

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les captures des pêches maritimes diminuent à cause du déclin des stocks imputable à la surpêche et, aussi, sous l'effet des mesures nationales et internationales adoptées pour préserver les ressources halieutiques qui subsistent. Particulièrement sensible dans l'hémisphère nord, ce phénomène amène les pouvoirs publics, dans beaucoup de pays membres de l'OCDE, à apporter un soutien financier au secteur halieutique.

Définition

La série chronologique des « transferts financiers publics » constitue un indicateur du soutien dont bénéficie le secteur de la pêche. Ces transferts consistent en transferts directs visant à augmenter les revenus (paiements directs), en transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation et en dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Les services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des ressources, mais aussi les prévisions météorologiques par zones et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

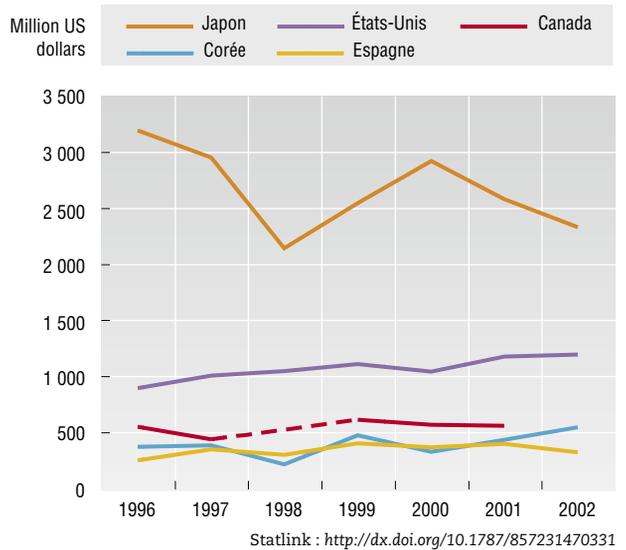
Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes d'une année à l'autre, mais certaines variations interannuelles doivent être interprétées avec prudence, car elles peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux assurés par les pouvoirs publics peuvent englober des investissements importants et ponctuels dans des équipements. Par exemple, en 2001, mais surtout en 2002, les transferts publics de la Grèce comprenaient le coût de la mise en œuvre d'un système de surveillance par satellite.

Tendances à long terme

Pendant la dernière décennie, les transferts totaux au secteur halieutique ont fluctué aux alentours de 6 milliards d'USD, ce qui représente environ 15 % de la valeur de la totalité des captures des pêches maritimes. L'essentiel des transferts publics correspond au financement des services généraux (75 % du total approximativement). Le reste revêt la forme de paiements directs (à peu près 12 % du total) et de mesures destinées à réduire les coûts (quelque 13 %).

Pêche : transferts financiers publics pour certains pays



Source

OCDE (2004), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : vol. 2 Statistiques nationales 2000-2002, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Cox, A. (2003), « OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries », www.oecd.org/dataoecd/43/41/2507594.pdf.

Flatten, O. et P. Wallis (2000), « Government Financial Transfers to Fishing Industries in OECD Countries », www.oecd.org/dataoecd/2/32/1917911.pdf.

Schmidt, C. (2004), « Globalisation, Industry Structure, Market Power and Impact on Fish Trade Opportunities and Challenges for Developed (OECD) Countries », préparé pour FAO Industry and Expert Consultation on International Trade, Rio de Janeiro, Brésil, 3-5 décembre 2003, www.oecd.org/dataoecd/8/12/25012071.pdf.

Schmidt, C. et A. Cox (2003), « Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions », background paper for the FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002, www.oecd.org/dataoecd/43/40/2507604.pdf.

OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Pêcheries : www.oecd.org/agr/fish.



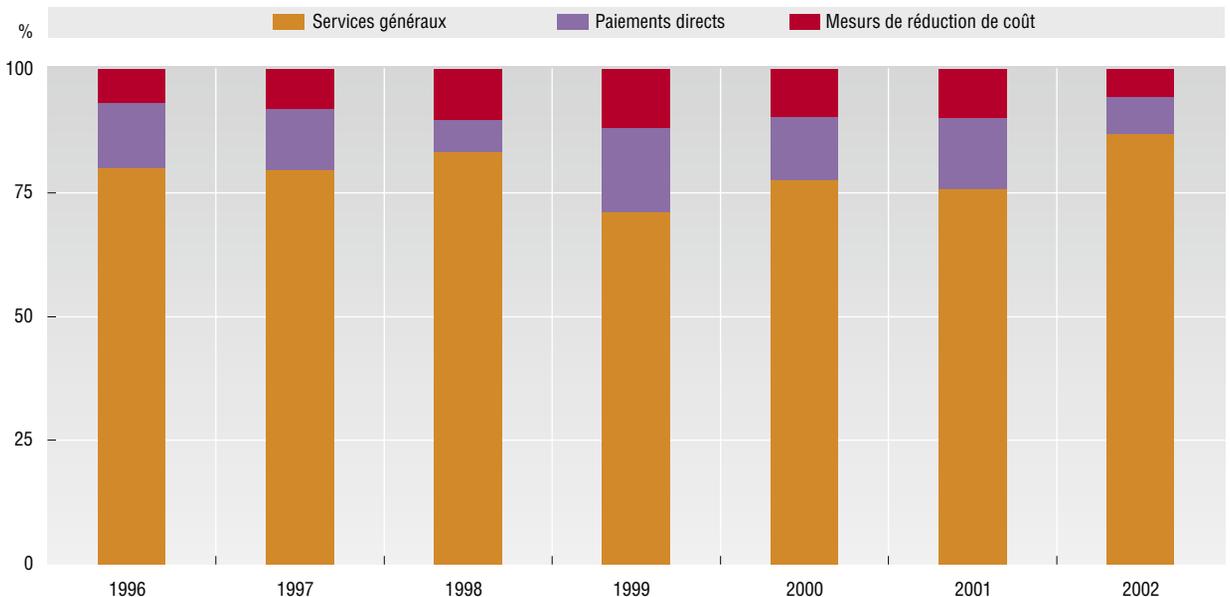
Pêche : transferts financiers publics

Milliers de dollars des États-Unis

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	81 567	63 215	16 488	31 276	29 834	28 989	28 208
Australie	37 391	41 230	..	..	82 272	75 902	..
Belgique	4 970	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 445
Canada	545 301	433 309	..	606 443	564 497	552 516	..
Corée	367 793	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695
Danemark	85 771	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769
Espagne	246 473	344 581	296 642	399 604	364 096	393 424	315 935
États-Unis	891 160	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 190 664
Finlande	28 978	26 198	26 888	19 236	13 908	16 509	16 025
France	158 203	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283
Grèce	52 308	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	1 797 096
Irlande	112 673	98 880	..	143 184	..	..	..
Islande	43 770	38 678	36 954	39 763	41 978	37 576	41 151
Italie	162 625	91 811	..	200 470	217 679	175 354	159 630
Japon	3 186 363	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 325 126
Mexique	14 201	16 808	..	..	..	..	..
Norvège	65 279	65 290	41 192	64 744	19 545	11 346	11 389
Nouvelle-Zélande	37 241	40 397	29 412	29 630	27 273	27 311	33 333
Pays-Bas	39 927	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443
Pologne	8 148	7 927	..	..	..	..	..
Portugal	71 847	65 077	..	28 674	25 578	25 065	24 899
République tchèque	..	..	..	269	241	223	235
Royaume-Uni	115 359	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	..
Suède	62 320	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753
Turquie	28 665	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/142215117281>

Pêche : transferts financiers publics totaux par catégorie



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/032821685764>

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa fondation. La part du revenu national consacrée à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de l'attachement d'un pays au développement international, et les Nations unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'allouer 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. Les tableaux figurant dans cette section rendent compte de la part de leur RNB que les différents pays affectent à l'APD ainsi que de la répartition géographique des apports d'APD bilatérale.

Définition

Par aide publique au développement, on entend l'aide fournie par les gouvernements aux pays en développement en vue de favoriser le développement économique et le bien-être dans ces pays. Les prêts et les crédits destinés à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être

fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou être acheminée par l'intermédiaire d'un organisme multilatéral de développement tel que les Nations unies ou la Banque mondiale.

L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions libérales ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions libérales les prêts comportant un élément don d'au moins 25 %. L'APD est habituellement mesurée en termes nets, c'est-à-dire que les remboursements de prêts y sont déduits des apports bruts. On ne dispose toutefois que de données brutes sur la répartition géographique de l'aide.

L'OCDE gère une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide destinée à ces pays est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement actualisée, compte actuellement 150 pays ou territoires. Tous à l'exception de Bahreïn avaient un revenu par habitant inférieur à 9 206 USD en 2001, à titre de comparaison, le revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCDE était de 25 000 USD par habitant la même année. Il est à noter que sur les 30 pays membres de l'OCDE, seuls les 22 recensés dans le tableau sont membres du Comité d'aide au développement (CAD), auxquels s'ajoute la Commission européenne.

Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD et les statistiques de chaque pays sont soumises, à intervalles réguliers, à l'examen par les autres membres du CAD. Les données de la Grèce ne sont disponibles que depuis 1996 puisque la Grèce a rejoint le CAD en 1999.

Tendances à long terme

La moyenne pondérée présentée dans le graphique correspond au total de l'APD consentie par les membres du CAD en pourcentage de leur RNB cumulé. Au cours de la période considérée, ce rapport est tombé de 0.33 % en 1990 à 0.25 % en 2003. La moyenne non pondérée fournit de son côté une mesure de « l'effort moyen par pays ». Elle aussi a diminué au cours de la période considérée – où elle est tombée de 0.45 % en 1990 à 0.41 % en 2003. La baisse des deux moyennes, pondérée et non pondérée, a pris fin il y a deux ou trois ans et la tendance s'est même inversée depuis lors car l'aide des membres du CAD s'est accrue, suivant ainsi les engagements pris lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002.

Rapportée au RNB, l'aide a certes fléchi au cours de la période considérée dans la plupart des pays, en particulier en Italie, en Finlande, au Canada, en France, aux États-Unis, en Allemagne et au Japon ; elle a néanmoins augmenté en Belgique, en Suisse, en Espagne, au Royaume-Uni et au Luxembourg, de même qu'en Irlande, en Autriche et en Grèce, trois pays qui affichaient au départ un rapport APD/RNB peu élevé. Seuls la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède ont satisfait à l'objectif de 0.7 % fixé par les Nations unies pendant la totalité de la période considérée dans le tableau, groupe auquel est venu s'ajouter le Luxembourg à partir de 2000. Depuis le point bas de 1997, 15 des 22 pays membres du CAD ont accru leur rapport APD/RNB et 11 se sont engagés à le maintenir ou le porter aux 0.7 % fixés comme objectif.

Sources

OCDE (2004), *Statistiques sur le développement international* sur CD-ROM, OCDE, Paris.

Statistiques du Comité d'Aide au Développement : www.oecd.org/dac/stats.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *Rapport de la coopération au développement*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Système de notification des pays créanciers*, 6 volumes, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Calcul de l'élément don des prêts d'aide : www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf.



Aide publique au développement

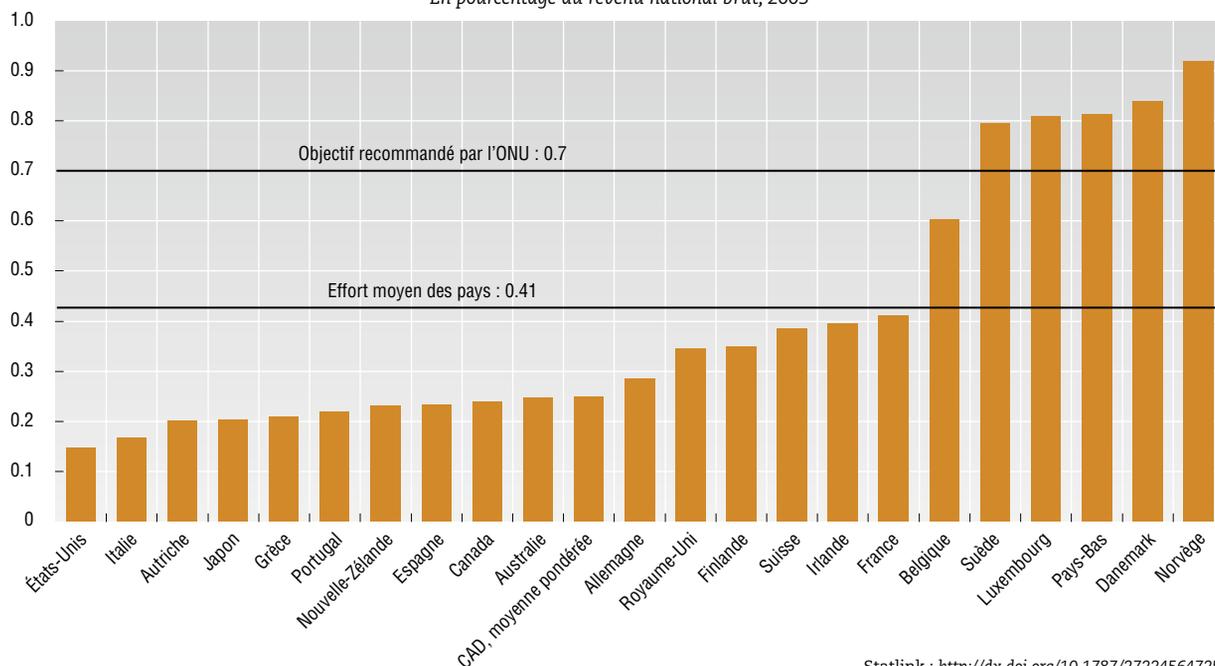
En pourcentage du revenu national brut

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	0.42	0.39	0.37	0.35	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	0.27	0.28
Australie	0.34	0.38	0.37	0.35	0.34	0.34	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.25	0.26	0.25
Autriche	0.11	0.18	0.11	0.11	0.17	0.27	0.23	0.24	0.22	0.24	0.23	0.34	0.26	0.20
Belgique	0.46	0.41	0.39	0.39	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	0.43	0.60
Canada	0.44	0.45	0.46	0.45	0.43	0.38	0.32	0.34	0.30	0.28	0.25	0.22	0.28	0.24
Danemark	0.94	0.96	1.02	1.03	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.03	0.96	0.84
Espagne	0.20	0.24	0.27	0.28	0.28	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	0.26	0.23
États-Unis	0.21	0.20	0.20	0.15	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	0.13	0.15
Finlande	0.65	0.80	0.64	0.45	0.31	0.31	0.33	0.32	0.32	0.33	0.31	0.32	0.35	0.35
France	0.60	0.62	0.63	0.63	0.64	0.55	0.48	0.45	0.40	0.39	0.32	0.32	0.38	0.41
Grèce	..	..	..	..	..	..	0.15	0.14	0.15	0.15	0.20	0.17	0.21	0.21
Irlande	0.16	0.19	0.16	0.20	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.30	0.33	0.40	0.39
Italie	0.31	0.30	0.34	0.31	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.15	0.20	0.17
Japon	0.31	0.32	0.30	0.27	0.29	0.27	0.20	0.21	0.27	0.27	0.28	0.23	0.23	0.20
Luxembourg	0.21	0.33	0.26	0.35	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.71	0.76	0.77	0.81
Norvège	1.17	1.13	1.16	1.01	1.05	0.86	0.83	0.84	0.89	0.88	0.76	0.80	0.89	0.92
Nouvelle-Zélande	0.23	0.25	0.26	0.25	0.24	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	0.22	0.23
Pays-Bas	0.92	0.88	0.86	0.82	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	0.81	0.81
Portugal	0.24	0.30	0.35	0.28	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	0.27	0.22
Royaume-Uni	0.27	0.32	0.31	0.31	0.31	0.29	0.27	0.26	0.27	0.24	0.32	0.32	0.31	0.34
Suède	0.91	0.90	1.03	0.99	0.96	0.77	0.84	0.79	0.72	0.70	0.80	0.77	0.84	0.79
Suisse	0.32	0.36	0.45	0.33	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	0.32	0.39
UE15	0.44	0.44	0.43	0.43	0.41	0.37	0.37	0.33	0.33	0.32	0.32	0.34	0.35	0.36
Total CAD	0.33	0.33	0.33	0.30	0.29	0.26	0.25	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.23	0.25

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/166848212208>

Aide publique au développement nette

En pourcentage du revenu national brut, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/272245647254>

Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD par région

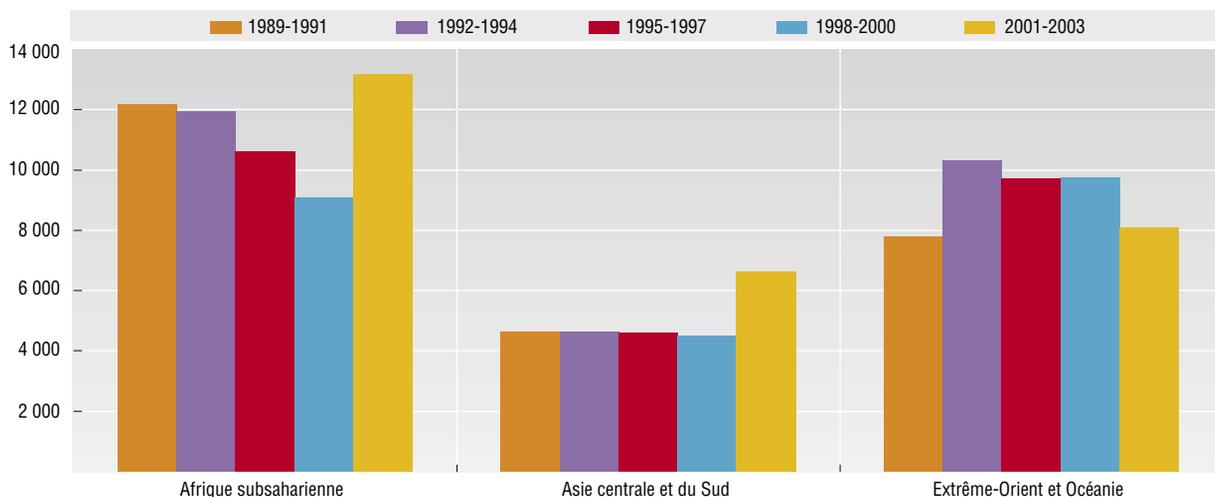
Millions de dollars des États-Unis, moyennes sur 3 ans, 1989 à 2003

	Afrique subsaharienne		Asie du Sud et Asie centrale		Extrême-Orient et Océanie	
1989-1991	Kenya	900	Inde	1 666	Indonésie	2 186
	Tanzanie	826	Bangladesh	1 123	Chine	1 495
	Mozambique	775	Pakistan	850	Philippines	994
	Sénégal	609	Sri Lanka	473	Thaïlande	794
	République démocratique du Congo	598	Népal	261	Malaisie	404
	Zambie	589			Papouasie Nouvelle-Guinée	322
	Ghana	526			Nouvelle-Calédonie	308
	Côte d'Ivoire	490				
	Éthiopie	461				
	Total	12 170	Total	4 624	Total	7 791
1992-1994	Mozambique	908	Inde	1 696	Indonésie	2 439
	Tanzanie	788	Bangladesh	919	Chine	2 414
	Côte d'Ivoire	759	Pakistan	800	Philippines	1 606
	Zambie	641	Sri Lanka	385	Thaïlande	778
	Cameroun	571	Népal	270	Viêtnam	487
	Somalie	543			Nouvelle-Calédonie	396
	Éthiopie	509			Polynésie française	360
	Kenya	482				
	Sénégal	477				
	Total	11 918	Total	4 622	Total	10 311
1995-1997	Mozambique	706	Inde	1 656	Chine	2 107
	Côte d'Ivoire	626	Bangladesh	813	Indonésie	1 884
	Tanzanie	597	Pakistan	661	Philippines	1 122
	Éthiopie	464	Sri Lanka	403	Thaïlande	970
	Sénégal	428	Népal	254	Viêtnam	593
	Ouganda	417			Polynésie française	437
	Cameroun	416			Nouvelle-Calédonie	416
	Kenya	415				
	Zambie	411				
	Total	10 623	Total	4 597	Total	9 705
1998-2000	Mozambique	748	Inde	1 483	Indonésie	2 203
	Tanzanie	737	Bangladesh	813	Chine	2 105
	Côte d'Ivoire	483	Pakistan	586	Thaïlande	1 093
	Ouganda	454	Sri Lanka	369	Viêtnam	1 013
	Ghana	408	Népal	232	Philippines	957
	Zambie	394			Papouasie Nouvelle-Guinée	277
	Afrique du Sud	390			Polynésie française	258
	Sénégal	383				
	Cameroun	365				
	Total	9 100	Total	4 489	Total	9 754
2001-2003	République démocratique du Congo	1 889	Inde	1 639	Chine	1 920
	Mozambique	1 066	Pakistan	1 336	Indonésie	1 571
	Tanzanie	962	Afghanistan	848	Philippines	1 014
	Éthiopie	641	Bangladesh	792	Viêtnam	880
	Cameroun	632	Sri Lanka	396	Thaïland	818
	Côte d'Ivoire	523			Cambodge	288
	Ouganda	497			Papouasie Nouvelle-Guinée	226
	Ghana	448				
	Zambie	432				
	Total	13 179	Total	6 636	Total	8 077

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/620320383618>

Bénéficiaires principaux de l'aide par région

Afrique subsaharienne, Asie centrale et du Sud, Extrême-Orient et Océanie, millions de dollars des États-Unis



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/881354161166>



Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD par région

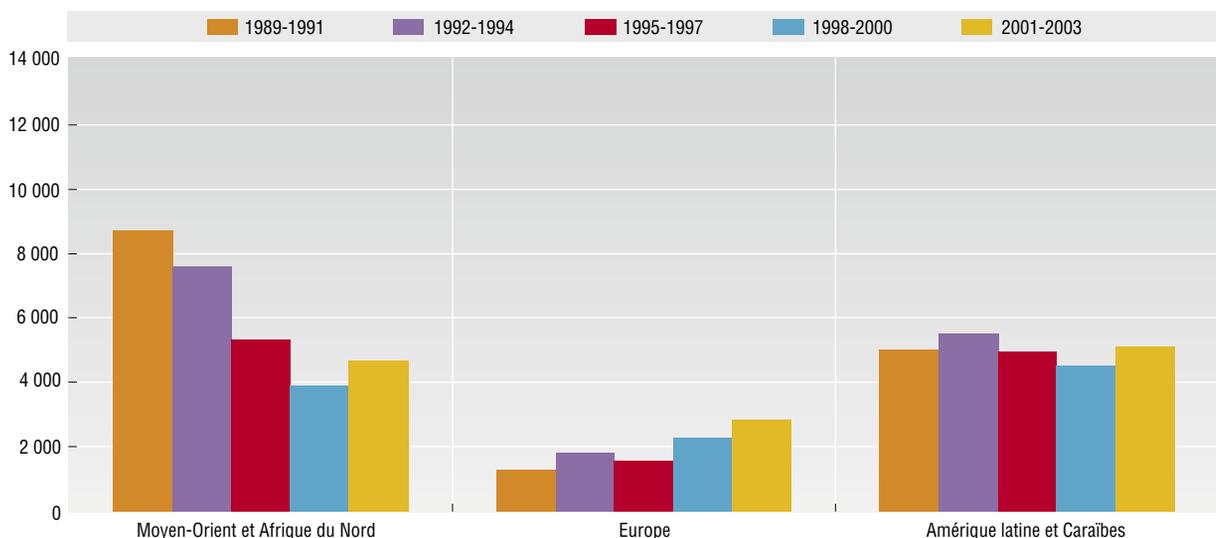
Millions de dollars des États-Unis, moyennes sur 3 ans, 1989 à 2003

	Moyen-Orient et Afrique du Nord		Europe		Amérique latine et Caraïbes	
1989-1991	Égypte	4 673	Turquie	902	Bolivie	499
	Israël	1 555	Albanie	113	Nicaragua	480
	Maroc	600	États d'ex-Yougoslavie	85	Pérou	427
	Jordanie	446			Honduras	422
	Tunisie	332			Jamaïque	401
	Total	8 720	Total	1 264	Total	5 016
1992-1994	Égypte	3 296	États d'ex-Yougoslavie	962	Salvador	494
	Israël	1 691	Turquie	458	Bolivie	491
	Maroc	629	Albanie	123	Pérou	479
	Algérie	381			Mexique	415
	Jordanie	329			Nicaragua	408
	Total	7 608	Total	1 793	Total	5 501
1995-1997	Égypte	1 826	Bosnie	618	Bolivie	547
	Israël	989	Turquie	408	Nicaragua	530
	Maroc	505	Albanie	103	Pérou	415
	Jordanie	390			Brésil	329
	Algérie	261			Mexique	300
	Total	5 318	Total	1 564	Total	4 938
1998-2000	Égypte	1 503	Bosnie	584	Pérou	481
	Maroc	489	Serbie-Monténégro	453	Bolivie	404
	Jordanie	367	Turquie	305	Nicaragua	376
	Territoires sous administration palestinienne	323			Brésil	361
	Tunisie	265			Honduras	306
	Total	3 877	Total	2 264	Total	4 508
2001-2003	Égypte	1 298	Serbie-Monténégro	1 135	Bolivie	679
	Irak	760	Turquie	357	Colombie	587
	Jordanie	687	Bosnie	337	Pérou	582
	Maroc	476			Nicaragua	535
	Territoires sous administration palestinienne	394			Brésil	369
	Total	4 675	Total	2 813	Total	5 118

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/643717708863>

Bénéficiaires principaux de l'aide par région

Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe, Amérique latine et Caraïbes, millions de dollars des États-Unis



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/502776358300>

RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du degré de contrôle de l'État sur les ressources de l'économie. Les impôts sur les revenus et les bénéfices, exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources collectées directement par l'État sur les revenus des particuliers et des sociétés. Les impôts sur les biens et services exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources que l'État collecte auprès des particuliers lorsqu'ils dépensent leurs revenus pour consommer des biens et services.

Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles à leurs paiements.

Les impôts sur les revenus et les bénéfices sont des impôts prélevés sur les revenus ou les bénéfices nets (revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des particuliers et des entreprises. Ils comprennent les paiements effectués par les employeurs et les salariés dans le cadre des systèmes obligatoires de sécurité sociale. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les gains en capital des particuliers et des entreprises ainsi que sur les gains obtenus en participant à des jeux.

Tendances à long terme

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB ont fait apparaître une légère tendance à la hausse dans presque tous les pays de l'OCDE au cours des années 90. Toutefois, en 2000, cette tendance à la hausse a pris fin et, en 2001, la part des recettes fiscales dans le PIB a baissé dans la majorité des pays de l'OCDE.

On n'observe pas de tendance d'ensemble concernant la part des impôts sur les revenus et les bénéfices dans le PIB au cours de la première moitié des années 90. Toutefois, depuis 1996, on constate une tendance à la hausse dans la plupart des pays jusqu'en 2000.

La part des impôts sur les biens et services dans le PIB est restée d'une stabilité remarquable au cours des années 90, notamment au sein de l'Union européenne. On observe une légère tendance à la hausse au cours de la première moitié des années 90 suivie d'une diminution encore plus faible.

Les impôts sur les biens et services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, la mutation, la location, la fourniture de biens, la prestation de services, l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens, ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et de taxes sur les ventes.

Comparabilité

Les données sont collectées de manière à faciliter le plus possible les comparaisons internationales. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et la manière dont les impôts doivent être évalués dans tous les pays de l'OCDE. Ils sont donc responsables de la transmission de données et de leur conformité vis-à-vis de ces règles. Celles-ci sont exposées dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE* à la fin de chaque édition des *Statistiques des recettes publiques*.

Source

OCDE (2003), *Statistiques des recettes publiques, 1965-2002*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), *La politique fiscale dans les pays de l'OCDE : Évolutions et réformes récentes*, Etudes de politique fiscale de l'OCDE, n° 9, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Tendances des impôts sur la consommation : TVA/TPS et droits d'accise taux, tendances et questions d'administration*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Les impôts sur les salaires*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (1992-2004), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, actualisés chaque année, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, version condensée, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Statistiques des recettes publiques.

SourceOECD Les impôts sur les salaires.

• Sites Web

Administration fiscale dans les pays de l'OCDE : Comparative Information Series (2004) : www.oecd.org/ctp/ta.

OCDE Centre de politique et d'administration fiscales : www.oecd.org/ctp.



Recettes fiscales totales

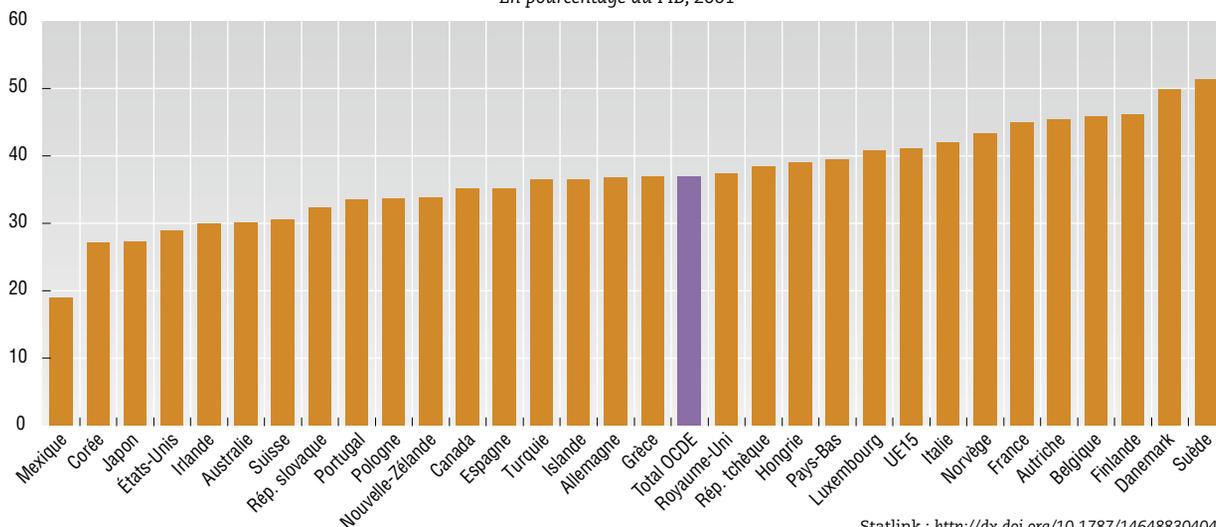
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	32.9	36.8	37.7	37.9	38.1	38.2	37.4	37.0	37.1	37.7	37.8	36.8
Australie	29.3	27.7	27.2	27.6	28.9	29.7	30.3	30.0	30.0	30.8	31.5	30.1
Autriche	40.4	40.9	42.4	42.7	42.6	41.6	43.5	44.4	44.1	44.0	43.3	45.4
Belgique	43.2	43.2	43.5	43.7	44.9	44.6	44.9	45.3	45.9	45.3	45.7	45.8
Canada	35.9	36.4	36.0	35.4	35.2	35.6	35.9	36.7	36.7	35.9	35.6	35.1
Corée	19.1	18.7	19.4	19.9	20.4	20.5	21.4	22.7	22.9	23.6	26.1	27.2
Danemark	47.1	46.9	47.3	48.8	49.9	49.4	49.9	49.8	50.1	51.5	49.5	49.8
Espagne	33.2	33.5	34.5	33.5	33.6	32.8	32.6	33.5	34.0	35.0	35.2	35.2
États-Unis	26.7	26.8	26.6	26.9	27.3	27.6	27.9	28.3	28.9	28.9	29.7	28.9
Finlande	44.6	46.0	45.8	44.5	46.5	45.1	47.4	46.2	46.0	47.0	47.3	46.1
France	43.0	43.2	43.1	43.3	43.7	44.0	45.0	45.2	45.1	45.7	45.2	45.0
Grèce	29.3	29.4	30.4	30.9	31.2	32.4	40.2	34.0	35.8	37.0	37.5	36.9
Hongrie	..	45.9	45.7	46.5	44.0	42.4	40.7	39.0	38.8	39.1	39.0	39.0
Irlande	33.5	34.1	34.4	34.4	35.5	32.8	32.8	32.2	31.5	31.0	31.2	29.9
Islande	31.5	31.7	32.6	31.8	31.3	31.8	33.0	32.9	34.8	37.2	38.3	36.5
Italie	38.9	39.3	41.7	43.4	41.4	41.2	42.7	44.2	42.5	43.3	41.9	42.0
Japon	30.0	29.6	28.1	28.0	27.1	27.6	27.5	27.9	26.8	26.4	27.5	27.3
Luxembourg	40.8	39.1	39.5	41.9	41.8	42.3	42.4	41.5	40.2	40.1	40.4	40.7
Mexique	17.3	17.3	17.7	17.7	17.2	16.7	16.7	17.5	16.6	17.3	18.5	18.9
Norvège	41.5	41.4	40.7	39.8	41.0	41.1	41.1	41.8	42.7	40.4	39.0	43.3
Nouvelle-Zélande	37.6	35.8	36.1	36.0	36.5	37.0	34.9	35.5	34.1	33.9	33.8	33.8
Pays-Bas	43.0	45.3	45.1	45.3	43.3	41.9	41.5	41.9	40.0	41.2	41.1	39.5
Pologne	..	37.2	38.2	42.4	40.4	39.6	39.4	38.8	37.6	35.0	34.3	33.6
Portugal	29.2	30.3	32.4	30.9	31.7	32.5	32.3	32.8	33.3	34.0	34.3	33.5
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	35.9	34.4	34.9	32.3
République tchèque	..	..	..	42.9	41.3	40.1	39.3	38.6	37.9	38.9	38.9	38.4
Royaume-Uni	36.8	35.1	34.6	33.1	33.7	34.8	34.8	34.9	36.7	36.1	37.2	37.3
Suède	51.9	50.3	48.0	46.9	47.2	48.5	50.4	51.6	52.0	52.3	54.0	51.4
Suisse	26.9	26.5	26.8	27.3	27.9	28.5	29.0	28.5	29.7	29.8	31.2	30.6
Turquie	20.0	21.0	22.4	22.7	22.2	22.6	25.4	27.9	28.4	31.3	33.4	36.5
UE15	39.2	39.6	40.0	40.1	40.4	40.1	41.2	41.0	40.9	41.4	41.5	41.0
Total OCDE	34.8	35.3	35.6	36.1	36.1	36.0	36.6	36.6	36.5	36.8	37.1	36.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/636805874735>

Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB, 2001

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/146488304041>

Impôts sur le revenu et les profits

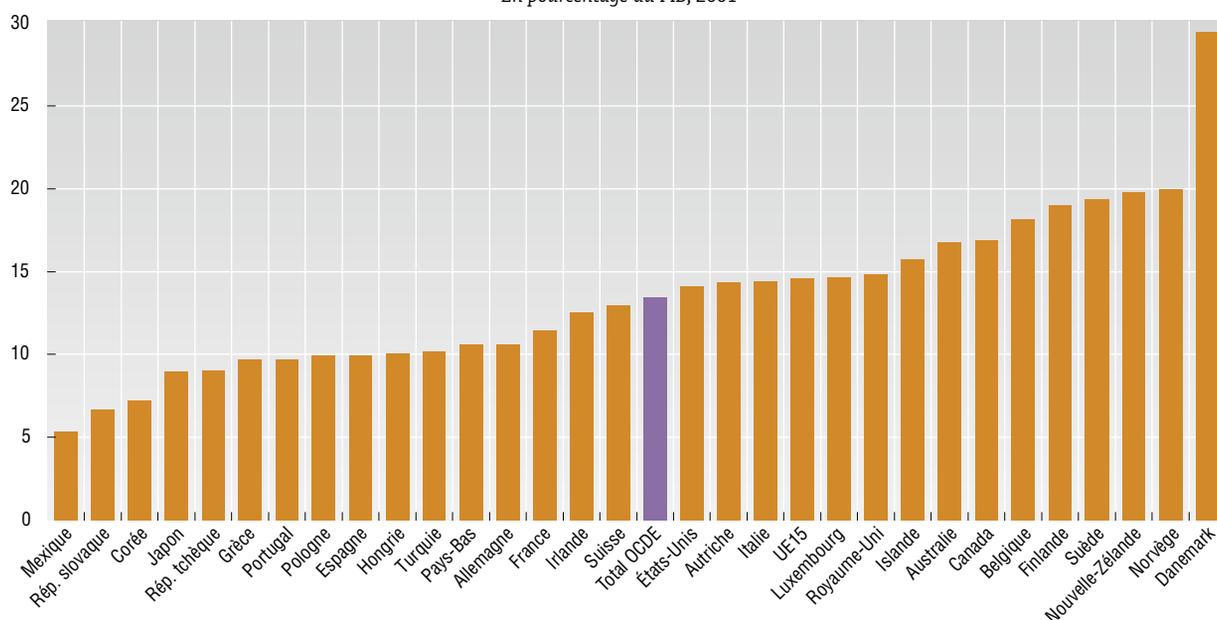
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	10.7	11.7	12.1	11.7	11.3	11.6	10.7	10.4	10.9	11.3	11.4	10.6
Australie	16.7	15.5	15.1	14.9	15.7	16.4	17.1	17.0	17.3	18.2	18.1	16.7
Autriche	10.3	10.9	11.4	11.5	10.5	11.1	12.1	12.8	12.9	12.6	12.3	14.3
Belgique	16.3	15.9	15.8	15.6	16.9	17.3	17.3	17.7	18.0	17.5	17.9	18.1
Canada	17.4	17.1	16.1	15.7	15.8	16.5	16.9	17.9	17.7	17.7	17.5	16.9
Corée	6.2	5.4	6.1	5.9	6.2	6.5	6.5	5.9	7.0	5.8	7.5	7.2
Danemark	27.6	27.8	28.3	29.4	30.4	30.0	30.2	30.0	29.5	30.4	29.1	29.5
Espagne	10.2	10.4	10.4	10.0	9.5	9.6	9.4	10.0	9.6	9.8	9.8	9.9
États-Unis	12.1	11.9	11.6	12.0	12.2	12.6	13.2	13.7	14.3	14.2	15.1	14.1
Finlande	19.3	19.1	19.6	17.1	18.8	18.1	19.8	19.2	19.0	19.3	20.1	19.0
France	7.4	7.8	6.9	7.0	7.1	7.1	7.6	8.2	10.4	11.0	11.3	11.4
Grèce	5.8	5.9	5.7	5.9	6.8	7.2	7.1	7.7	9.3	9.7	10.5	9.6
Hongrie	..	12.7	10.0	9.6	9.2	8.9	9.0	8.5	8.7	9.1	9.5	10.0
Irlande	12.4	13.0	13.4	13.8	14.3	12.8	13.3	13.3	13.1	13.3	13.4	12.5
Islande	9.3	9.2	9.6	10.4	10.4	10.9	11.5	11.7	13.4	14.5	15.3	15.7
Italie	14.2	14.2	15.7	16.0	14.4	14.5	14.8	15.6	13.9	14.7	13.9	14.4
Japon	14.5	13.9	12.0	11.4	10.2	10.1	10.1	9.9	8.8	8.3	9.2	8.9
Luxembourg	16.0	14.3	13.5	15.4	15.8	16.7	16.9	16.5	15.5	14.6	14.6	14.7
Mexique	4.7	4.7	5.2	5.5	5.2	4.1	4.0	4.6	4.7	5.0	5.0	5.3
Norvège	14.6	14.9	13.3	13.4	14.3	14.4	14.9	15.8	15.8	14.5	15.9	19.9
Nouvelle-Zélande	21.8	20.2	20.6	21.3	21.9	22.4	20.5	20.9	19.6	19.4	20.0	19.8
Pays-Bas	13.9	15.1	14.1	14.8	12.1	11.1	11.2	10.9	10.5	10.5	10.3	10.6
Pologne	..	8.3	12.3	13.5	12.4	12.1	11.6	11.3	11.1	10.7	10.5	9.9
Portugal	7.5	8.4	9.4	8.5	8.3	8.5	9.2	9.4	9.6	9.8	10.3	9.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	8.8	8.3	7.4	6.7
République tchèque	..	..	..	10.9	10.3	9.9	9.2	8.5	8.8	8.7	8.8	9.0
Royaume-Uni	14.1	13.3	12.3	11.5	11.9	12.7	12.7	12.9	14.1	14.1	14.5	14.8
Suède	21.6	18.6	18.3	19.2	20.0	19.0	19.7	20.3	20.3	20.9	22.3	19.3
Suisse	12.5	12.3	12.7	12.3	12.9	12.3	12.7	12.3	13.0	12.5	13.7	12.9
Turquie	6.7	7.3	7.3	7.3	6.6	6.4	6.7	7.6	9.4	9.8	9.5	10.1
UE15	13.8	13.8	13.8	13.8	13.9	13.8	14.1	14.3	14.4	14.6	14.8	14.6
Total OCDE	13.2	12.9	12.8	12.8	12.8	12.8	13.0	13.1	13.2	13.2	13.5	13.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/504563048406>

Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB, 2001

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/237264415673>



Impôts sur les biens et les services

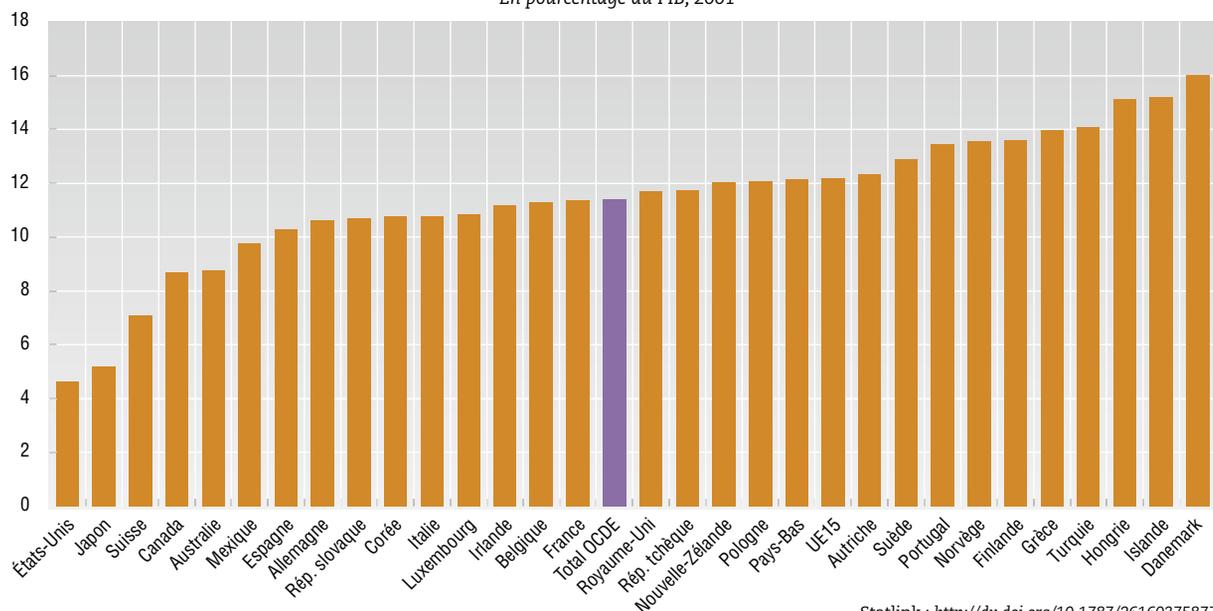
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	8.8	10.0	10.2	10.6	11.0	10.7	10.5	10.3	10.2	10.6	10.6	10.6
Australie	8.1	7.7	7.7	8.2	8.5	8.6	8.5	8.3	7.9	7.7	8.7	8.7
Autriche	12.7	12.5	12.8	12.5	13.2	11.5	12.4	12.5	12.3	12.4	12.3	12.3
Belgique	11.4	11.4	11.4	11.5	11.8	11.5	11.8	11.9	11.3	11.5	11.6	11.3
Canada	9.3	9.4	9.5	9.4	9.2	9.0	9.0	9.0	9.1	8.7	8.7	8.7
Corée	9.2	8.6	8.9	8.7	8.8	8.8	9.5	9.7	8.7	9.5	10.0	10.8
Danemark	15.8	15.6	15.3	15.3	15.8	15.9	16.3	16.3	16.6	16.6	16.1	16.0
Espagne	9.4	9.5	9.8	9.0	9.5	9.4	9.4	9.7	10.0	10.5	10.6	10.3
États-Unis	4.6	4.7	4.8	4.9	4.9	4.9	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	4.6
Finlande	14.6	14.6	14.5	14.3	14.2	13.5	14.4	14.3	14.1	14.5	13.8	13.6
France	12.2	11.8	11.5	11.5	11.9	12.1	12.5	12.4	12.2	12.2	11.7	11.3
Grèce	13.1	13.6	14.6	14.1	13.5	13.4	13.6	13.8	13.6	13.6	13.8	14.0
Hongrie	..	15.2	16.4	17.3	16.3	17.2	16.6	15.3	15.1	15.8	15.8	15.1
Irlande	14.2	13.9	13.8	13.2	13.9	13.4	13.2	12.8	12.2	11.6	11.6	11.2
Islande	16.2	16.3	16.3	15.9	15.4	15.5	15.9	15.6	16.0	17.3	17.2	15.2
Italie	10.9	11.0	11.3	11.3	11.7	11.2	11.0	11.4	11.7	11.9	11.9	10.8
Japon	4.0	4.0	4.0	4.0	4.2	4.2	4.2	4.6	5.2	5.3	5.1	5.2
Luxembourg	10.1	10.5	11.1	11.6	11.7	11.3	11.1	11.0	10.8	11.1	11.2	10.8
Mexique	9.6	9.3	8.9	8.3	8.1	9.0	9.3	9.4	8.3	8.6	9.8	9.7
Norvège	14.8	14.5	15.2	15.3	15.8	15.9	15.6	15.5	16.0	15.1	13.4	13.6
Nouvelle-Zélande	12.6	12.7	12.9	12.3	12.3	12.3	12.0	12.3	12.3	12.3	11.7	12.0
Pays-Bas	11.3	11.5	11.6	11.1	11.4	11.4	11.8	11.6	11.6	11.9	12.0	12.1
Pologne	..	9.8	11.6	14.5	14.4	14.0	14.1	13.5	12.9	13.1	12.5	12.0
Portugal	12.8	12.8	14.0	13.2	14.1	14.1	13.7	13.7	13.8	14.0	13.7	13.4
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	11.8	11.7	12.5	10.7
République tchèque	..	..	..	14.3	13.8	13.2	13.0	12.6	11.8	12.6	12.5	11.7
Royaume-Uni	11.2	11.6	12.1	11.8	12.0	12.3	12.2	12.3	12.0	11.6	12.0	11.7
Suède	13.0	13.3	12.4	12.8	12.2	13.5	13.0	13.0	13.0	12.9	13.0	12.9
Suisse	5.7	5.6	5.4	5.4	5.4	6.2	6.2	6.2	6.4	6.9	7.0	7.1
Turquie	5.6	6.1	6.7	7.2	8.3	8.5	9.7	10.3	10.2	11.2	13.6	14.1
UE15	12.1	12.2	12.4	12.2	12.5	12.3	12.5	12.5	12.3	12.5	12.4	12.2
Total OCDE	10.8	11.0	11.2	11.4	11.5	11.5	11.6	11.5	11.4	11.6	11.6	11.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/057054211016>

Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/261603758777>

IMPÔTS APPLICABLES À L'OUVRIER MOYEN

Cette série, qui traite de l'imposition d'un ouvrier célibataire, mesure la différence entre le coût salarial d'un ouvrier moyen célibataire pour son employeur et le montant du revenu disponible (salaire net) qui est perçu. Ce « coin fiscal » permet de mesurer l'effet dissuasif du système fiscal sur l'emploi.

Définition

Les impôts pris en compte dans l'indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les taxes sur les salaires sont également prises en compte pour les rares pays où elles s'appliquent. Le montant de ces impôts payés pour l'emploi d'un ouvrier moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (salaire brut plus cotisations patronales de sécurité sociale et taxes sur les salaires).

Un ouvrier moyen (OM) est défini comme une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen de l'ouvrier qui travaille à temps complet dans le secteur manufacturier du pays concerné. L'ouvrier moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans l'indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les Statistiques des recettes publiques.

Les niveaux de revenu des ouvriers moyens diffèrent d'un pays à l'autre, mais ils sont tous égaux au revenu moyen de l'ouvrier qui travaille à temps complet dans le secteur manufacturier. Par conséquent, ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus qui correspondent à des types d'activités comparables dans les différents pays. Les informations sur le niveau de revenu de l'ouvrier moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par l'ouvrier célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les taux d'imposition résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts réellement payés.

Les données pour l'Australie comprennent les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre à partir de 2002 uniquement.

Tendances à long terme

En moyenne, les impôts applicables à un ouvrier moyen ont augmenté jusqu'en 1997 et ont diminué depuis lors, aussi bien dans le cadre de l'Union européenne que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays : il y a ceux pour lesquels on a observé une augmentation générale des impôts applicables à un ouvrier moyen, c'est le cas de l'Autriche, de l'Allemagne, du Japon et de la Corée et ceux pour lesquels au contraire on a observé une baisse dans l'ensemble, c'est le cas de l'Australie, du Danemark, de la France, de l'Irlande et du Mexique.

Source

OCDE (2004), *Les impôts sur les salaires 2002-2003*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

Immervoll, H. (2004), « Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors », OECD Social, Employment and Migration Working Paper, n° 19, www.oecd.org/els/workingpapers.

OCDE (2004), *Prestations et salaires*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2004), *Statistiques des recettes publiques*, OCDE, Paris.

• Sites Web

OCDE Centre de politique et d'administration fiscales : www.oecd.org/ctp.

OCDE Analyse des politiques fiscales : www.oecd.org/ctp/tpa.

OCDE Prestations et salaires :

www.oecd.org/els/social/workingincentives.



Impôts applicables à l'ouvrier moyen

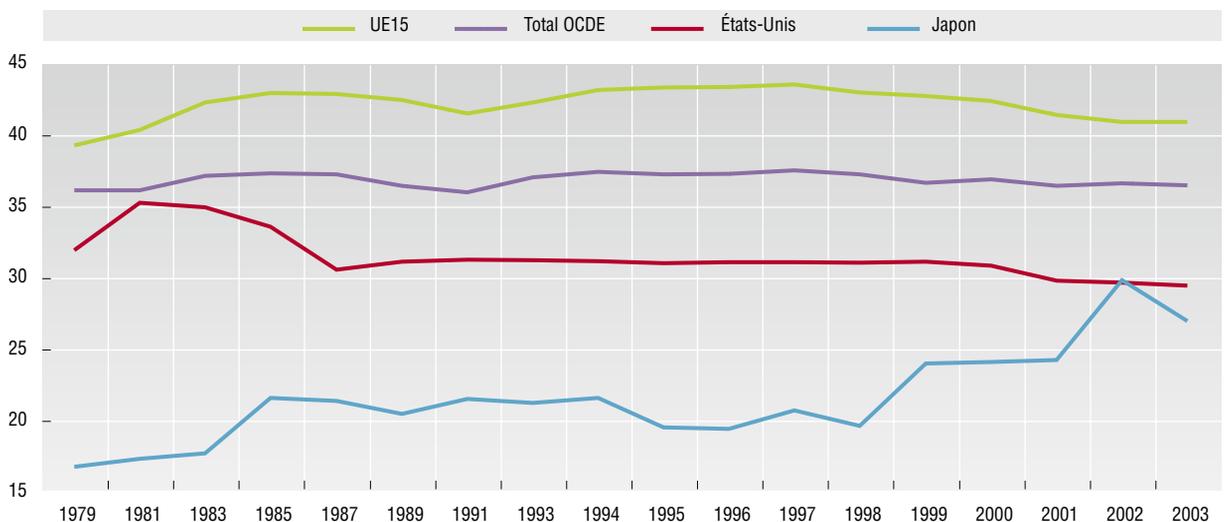
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	46.4	46.4	48.3	50.2	51.2	52.3	52.2	51.9	51.8	50.8	51.1	52.0
Australie	22.8	23.0	23.5	24.0	24.4	24.8	25.4	25.9	22.8	23.3	28.3	28.3
Autriche	39.1	40.0	39.7	41.2	41.5	45.6	45.8	45.9	44.9	44.5	44.7	45.0
Belgique	53.7	54.6	54.6	56.3	56.4	56.6	56.8	56.9	56.2	55.6	55.1	54.5
Canada	29.0	30.8	31.4	31.5	32.1	32.3	31.7	31.1	31.3	30.4	32.2	32.4
Corée	..	..	..	6.9	6.3	12.4	14.7	16.1	16.5	16.6	14.1	14.1
Danemark	46.7	47.0	45.2	45.2	44.8	45.2	43.7	44.5	44.4	43.6	42.7	42.7
Espagne	36.5	38.0	38.8	38.5	38.8	39.0	39.0	37.5	37.6	37.9	38.2	37.6
États-Unis	31.3	31.2	31.2	31.0	31.1	31.1	31.0	31.1	30.8	29.8	29.7	29.5
Finlande	44.5	49.3	50.5	51.2	50.3	48.9	48.8	47.4	47.3	45.9	45.2	44.5
France	..	..	51.6	49.1	49.7	48.7	47.6	48.1	48.2	48.3	48.2	48.3
Grèce	33.0	35.3	35.1	35.6	35.8	35.8	36.1	35.7	36.0	35.7	34.6	34.3
Hongrie	..	..	..	51.4	52.0	52.0	51.6	50.7	49.6	49.0	49.0	45.7
Irlande	39.8	40.0	38.4	36.9	36.1	33.9	33.0	32.4	28.9	25.8	24.5	24.5
Islande	20.1	22.0	22.9	23.1	24.5	24.4	25.9	26.0	26.7	27.5	28.8	29.3
Italie	48.8	49.2	49.9	50.3	50.8	51.5	47.5	47.2	46.7	46.1	46.0	45.3
Japon	21.5	21.2	21.6	19.5	19.4	20.7	19.6	24.0	24.1	24.2	29.8	27.0
Luxembourg	33.9	34.9	35.1	34.3	34.5	35.2	33.8	34.6	35.5	33.9	31.3	31.7
Mexique	24.4	26.6	26.5	27.2	25.4	20.8	21.9	14.1	15.4	14.4	16.1	17.3
Norvège	41.2	36.8	36.9	37.5	37.6	37.4	37.5	37.3	37.2	36.9	36.9	36.8
Nouvelle-Zélande	23.8	24.0	24.3	24.5	22.3	21.6	20.0	19.4	19.5	19.5	20.1	20.6
Pays-Bas	46.5	45.7	45.6	44.8	43.8	43.6	43.5	44.3	45.1	42.3	42.5	43.0
Pologne	..	44.1	..	44.7	44.7	43.9	43.2	43.0	43.0	42.7	42.8	42.9
Portugal	33.2	33.3	34.1	33.7	33.8	33.9	33.8	33.4	33.5	32.5	32.6	32.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	41.7	41.1	41.4
République tchèque	..	42.6	42.8	43.2	42.6	42.9	42.8	42.7	43.1	43.1	43.5	43.8
Royaume-Uni	33.2	32.6	33.3	33.4	32.6	32.0	32.0	30.8	30.1	29.5	29.5	31.1
Suède	46.0	45.6	46.8	49.3	50.2	50.7	50.7	50.5	49.5	48.5	47.6	46.6
Suisse	27.3	28.7	28.7	30.6	30.4	30.0	30.0	29.8	29.5	29.5	29.6	29.2
Turquie	41.2	40.0	36.1	35.3	38.3	40.7	39.8	30.3	40.4	43.6	42.4	42.1
UE15	41.5	42.3	43.1	43.3	43.4	43.5	43.0	42.7	42.4	41.4	40.9	40.9
Total OCDE	36.0	37.0	37.4	37.3	37.3	37.5	37.2	36.7	36.9	36.4	36.6	36.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/354840677213>

Impôts sur les revenus et cotisations salariales et patronales

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/301781123323>

PIB RÉGIONAL

La plupart des pays de l'OCDE essayent de faire en sorte que les avantages découlant du développement économique et de la hausse des niveaux de vie soient répartis de façon uniforme entre leurs différentes régions. Cette section présente le premier des deux indicateurs permettant d'apprécier dans quelle mesure cet objectif est atteint : disparités régionales du PIB par tête.

Définition

Le PIB régional est mesuré suivant les définitions du Système de comptabilité nationale de 1993.

Le graphique présente les valeurs d'un indice de Gini modifié. L'indice de Gini est souvent utilisé pour mesurer les disparités au sein d'une population – on l'utilise, en particulier, pour mesurer les inégalités dans la distribution des revenus entre les ménages. L'indice de Gini varie entre 1 (disparité maximale) et zéro (disparité minimale). L'indice de Gini standard ne convient pas pour mesurer les disparités régionales et a donc été modifié pour devenir l'Indice de Gini territorial ajusté de l'OCDE. Se reporter à la rubrique « Pour en savoir plus » pour comprendre comment cet indice a été construit.

Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau régional réside dans l'unité d'analyse elle-même, à savoir la région. Le terme « région » peut recouvrir des réalités très différentes aussi bien dans un pays que d'un pays à l'autre, avec des différences importantes au niveau de la superficie et de la population (voir encadré à la page 185). Un autre problème réside dans la « géographie » propre à chaque région avec des collectivités urbaines ou rurales (voir encadré à la page 187).

Le PIB régional est mesuré en additionnant la valeur ajoutée des entreprises situées dans chaque région. La principale difficulté est de savoir à quelle région reporter la valeur ajoutée du siège social d'une entreprise qui opère dans plusieurs régions et la valeur ajoutée d'« entreprises de réseau » comme les compagnies aériennes, les chemins de fer, et d'autres entreprises du secteur public qui exercent leur activité sur l'ensemble des régions d'un pays. Il n'existe pas de normes au niveau de l'OCDE pour régler ces questions.

Tendances à long terme

Les disparités régionales peuvent être très différentes d'un pays à l'autre. L'indice de Gini du PIB par tête est égal en moyenne à 0.10 pour l'ensemble des pays de l'OCDE mais il varie entre un taux de 0.20 (forte disparité) et 0.03 (faible disparité). Le Mexique, les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne font partie des pays où les disparités sont les plus fortes tandis que la Suède, la République tchèque, la Norvège, l'Australie et le Danemark se situent au bas de l'échelle.

Source

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris, www.oecd.org/dataoecd/43/1/15179757.doc.

OCDE (2005), *Regions at a Glance*, OCDE, Paris.

Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques*, n° 6, février, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

• Bases de données en ligne

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

• Sites Web

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

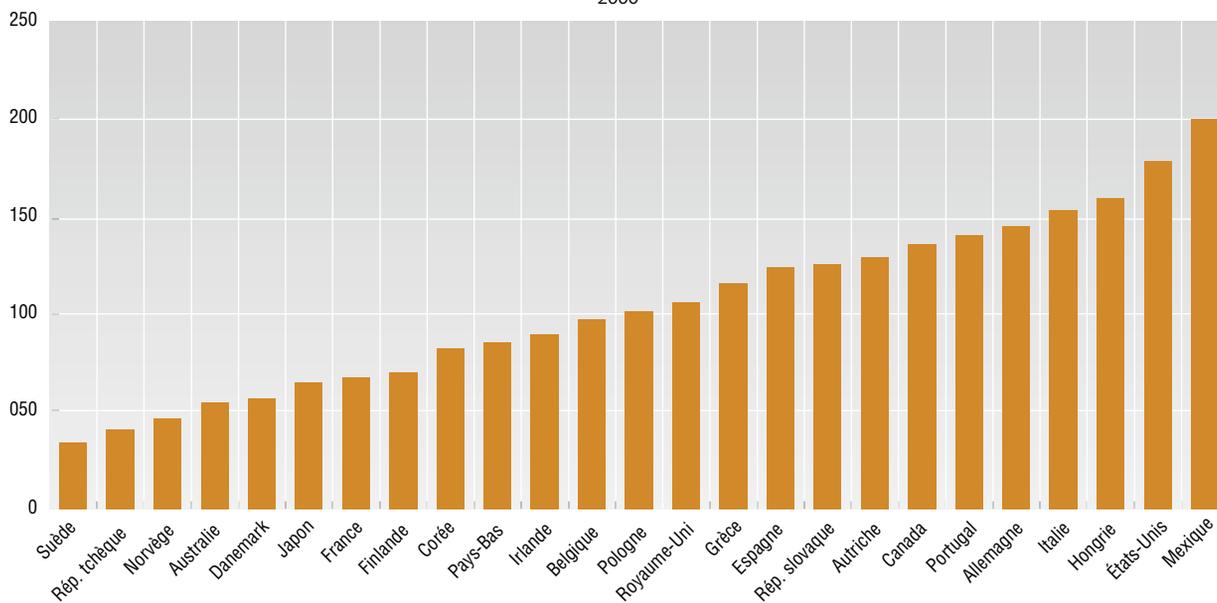
Classification des régions

La plus petite région de l'OCDE (*Concepcion de Buenos Aires* au Mexique) a une superficie inférieure à 10 km², alors que la plus vaste (Nunavut, au Canada) dépasse 2 millions de km². De même, la population des régions de l'OCDE varie entre environ 400 habitants pour la région du Balance ACT (Australie) et plus de 47 millions dans le Kanto (Japon).

Pour résoudre ce problème, l'OCDE a établi une classification des régions dans chaque pays membre (OCDE, 2001) qui repose sur deux niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2) comprend environ 300 macrorégions, et le niveau inférieur (niveau territorial 3) compte plus de 2 300 micro-régions. Le niveau territorial 0 désigne le territoire du pays tout entier tandis que le niveau 1 comprend des regroupements de macrorégions. Cette classification – qui, pour les pays européens, recoupe largement celle d'EUROSTAT – permet une meilleure comparabilité entre régions à un même niveau territorial. De fait, ces deux niveaux, officiellement établis et relativement stables dans tous les pays membres, sont utilisés par beaucoup d'entre eux comme cadre pour la mise en œuvre des politiques régionales.

Disparités territoriales et PIB par habitant

2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/855262204833>

CHÔMAGE RÉGIONAL

La plupart des pays de l'OCDE essayent de faire en sorte que les avantages découlant du développement économique et de la hausse des niveaux de vie soient répartis de façon uniforme entre leurs différentes régions. Cette section présente le second des deux indicateurs permettant d'apprécier dans quelle mesure cet objectif est atteint : disparités régionales du taux de chômage.

Définition

Les personnes au chômage sont définies comme celles qui indiquent qu'elles sont sans travail, qu'elles sont disponibles pour travailler et qu'elles ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines. Le taux de chômage est défini comme le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active civile, celle-ci étant composée des chômeurs et de la population civile occupée. Cette dernière est définie comme la population qui a travaillé une heure ou plus au cours de la dernière semaine.

Comparabilité

Comme dans le cas des disparités de PIB, la comparabilité du chômage régional est affectée par les différences liées à la signification du terme « région » (voir encadré à la page 185) et par la « géographie » différente des collectivités rurales et urbaines (voir encadré à la page 187).

Le graphique présente les valeurs d'un indice de Gini modifié. L'indice de Gini est souvent utilisé pour mesurer les disparités au sein d'une population – on l'utilise, en particulier, pour mesurer les inégalités dans la distribution des revenus entre les ménages. L'indice de Gini varie entre 1 (disparité maximale) et zéro (disparité minimale). L'indice de Gini standard ne convient pas pour mesurer les disparités entre régions et a donc été modifié pour devenir l'Indice de Gini territorial ajusté de l'OCDE. Se reporter à la rubrique « Pour en savoir plus » pour comprendre comment cet indice a été construit.

Le chômage régional est presque toujours mesuré par des enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Ces enquêtes fournissent des mesures du chômage dans les régions de résidence des ménages et conviennent pour les indices de disparité présentés ici.

Pour interpréter correctement les disparités régionales, il faut prendre en considération la « géographie » différente des régions. Les causes du chômage dans les régions rurales ne sont pas les mêmes que dans les régions urbaines et la typologie régionale de l'OCDE a été élaborée pour tenir compte de ces différences.

Tendances à long terme

Les différences entre les pays sont encore plus importantes lorsqu'on s'attache aux disparités régionales du taux de chômage. Le coefficient de Gini est égal en moyenne à 0.19 pour l'ensemble des pays de l'OCDE (plus élevé que pour le PIB par tête), il s'échelonne de 0.39 en Italie à 0.08 en Australie. L'Espagne, le Portugal, la Belgique et l'Allemagne font partie des pays où les disparités sont les plus fortes ; le Danemark, le Japon et l'Irlande se situent au bas de l'échelle.

Source

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris, www.oecd.org/dataoecd/43/1/15179757.doc.

OCDE (2005), *Regions at a Glance*, OCDE, Paris.

Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques*, n° 6, février, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

• Bases de données en ligne

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

• Sites Web

OCDE Base de données territoriales : www.oecd.org/gov/territorialindicators.

La typologie régionale de l'OCDE

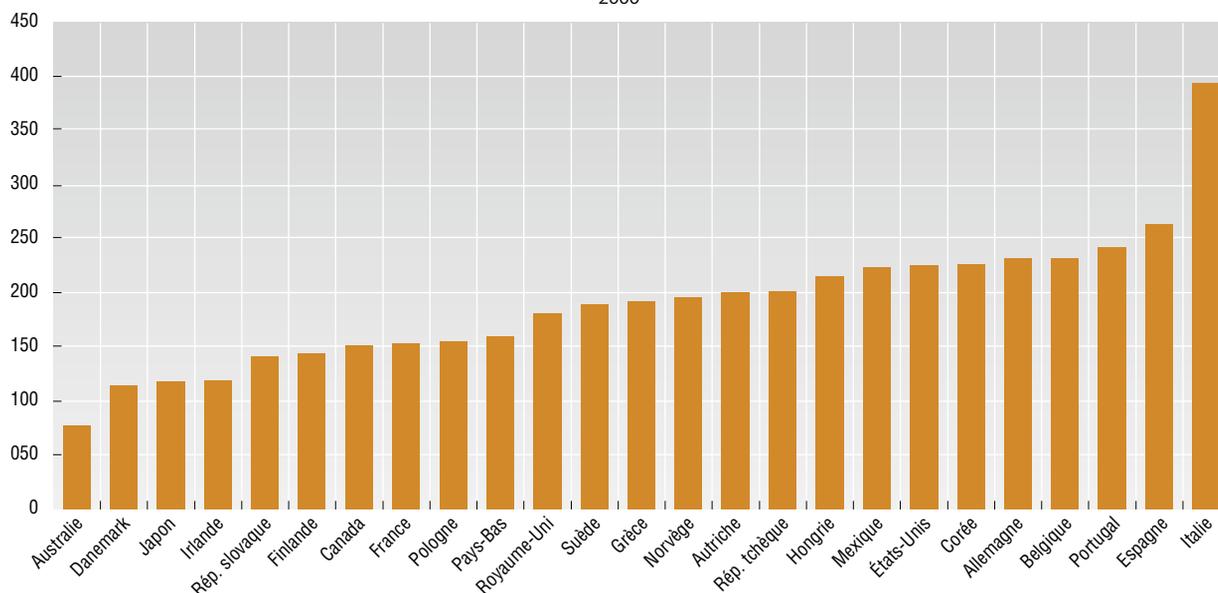
Un autre problème concerne la « géographie » spécifique de chaque région. Ainsi, au Royaume-Uni, on pourrait contester la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de Londres et la région rurale des Iles Shetland, bien que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue les régions *essentiellement urbaines*, *essentiellement rurales* et *intermédiaires* (OCDE, 1996). Cette typologie, qui repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales ou urbaines, permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie.

La typologie régionale de l'OCDE repose sur deux critères. Le premier est la densité de la population, qui permet d'identifier les collectivités rurales. Une collectivité est considérée comme rurale si sa densité est inférieure à 150 habitants au km² (500 hab./km² pour le Japon, car la densité démographique nationale dépasse les 300 hab./km²). Le second critère permet de classer les régions en fonction du pourcentage de la population vivant dans des collectivités rurales. Ainsi, on considère qu'une région est :

- *Essentiellement rurale*, si plus de 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales ;
- *Essentiellement urbaine*, si moins de 15 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales ;
- *Intermédiaire*, si 15 à 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.

Disparités territoriales et taux de chômage

2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/185351658478>



QUALITÉ DE VIE

SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE
MORTALITÉ INFANTILE
OBÉSITÉ
DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

TRAVAIL ET TEMPS LIBRE

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL
TOURISME : NUITÉES

DÉLITS ET INFRACTIONS

POPULATION CARCÉRALE
TAUX DE VICTIMATION

TRANSPORT

VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE
TRANSPORT ROUTIER ET FERROVIAIRE DE VOYAGEURS

ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance reste l'un des indicateurs de l'état de santé d'une population les plus fréquemment utilisés.

Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies résultent

Tendances à long terme

Depuis une quarantaine d'années, les pays de l'OCDE ont enregistré des gains remarquables d'espérance de vie à la naissance. L'espérance de vie moyenne à la naissance dans les pays de l'OCDE a augmenté de 8.4 ans, pour atteindre 77.4 ans en 2001, contre 69.0 ans en 1960. Les gains d'espérance de vie ont été relativement réguliers au cours des quatre dernières décennies dans l'ensemble des pays, soit en moyenne 1 an et demi de 1960 à 1970 et 2.2 ans environ par décennie depuis lors.

Les progrès de l'espérance de vie ont été particulièrement marqués dans les pays qui partaient d'un niveau initialement bas en 1960. Par exemple, en Corée, l'allongement de l'espérance de vie de l'ensemble de la population a été remarquable, avec une progression de 24 années entre 1960 et 2001. Ces gains ont été réalisés à un moment où le pays connaissait un développement économique rapide. De la même manière, en Turquie, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de plus de 20 ans au cours des quatre dernières décennies. Dans un certain nombre de pays, des gains d'espérance de vie à la naissance aussi importants au cours des dernières décennies s'expliquent par une réduction continue des taux de mortalité infantile conjuguée à une baisse rapide des taux de décès dus aux maladies du système circulatoire.

L'écart d'espérance de vie entre les sexes s'est établi à 5.9 ans en moyenne dans les pays de l'OCDE en 2001, l'espérance de vie atteignant 80.3 ans pour les femmes et 74.4 ans pour les hommes. Cet écart entre les hommes et les femmes s'est accru en moyenne de près d'un an depuis 1960. Mais ce chiffre masque des évolutions différentes entre les décennies du début de la période et celles de la fin. Alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est nettement creusé dans de nombreux pays pendant les années 60 et les années 70, il s'est réduit au cours des deux dernières décennies. De 1980 à 2000, les gains d'espérance de vie ont été en moyenne plus importants pour les hommes que pour les femmes. Cette réduction de l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes dans un grand nombre de pays depuis 1980 a été imputée en partie à la convergence des comportements à risque (le tabagisme, par exemple) entre hommes et femmes.

d'un certain nombre de facteurs importants, notamment l'amélioration des conditions de vie, les interventions de santé publique et les progrès de la médecine. Bien qu'il ne soit pas facile d'évaluer la contribution relative de chacun de ces facteurs, des recherches récentes ont estimé que la contribution de la médecine à l'allongement de l'espérance de vie observée aux États-Unis et au Royaume-Uni au cours du siècle dernier pourrait être de l'ordre de 17 à 18 %. L'analyse des statistiques disponibles sur les ressources en santé dans *Éco-Santé OCDE 2004* a mis en évidence une certaine corrélation entre les variations de l'espérance de vie et le nombre de médecins par habitant.

Définition

L'espérance de vie à la naissance est le nombre moyen d'années qu'une personne ayant atteint un âge donné peut espérer vivre, calculé sur la base des taux actuels de mortalité par âge. Les chiffres présentés ici se rapportent à l'espérance de vie à la naissance.

Comparabilité

Chaque pays calcule lui-même l'espérance de vie de sa population selon des méthodes qui peuvent varier quelque peu. Ces différences méthodologiques peuvent affecter la comparabilité des estimations de l'espérance de vie. Cependant, quelle que soit la méthode employée, l'espérance de vie calculée d'un pays ne varie que d'une fraction d'année.

Source

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at What Cost?*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants, Projet de l'OCDE sur la santé*, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Panorama de la société*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays, également disponible sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOECD Données sur la santé.

• Sites Web

Données sur la santé de l'OCDE : www.oecd.org/health/healthdata.



Espérance de vie à la naissance : total

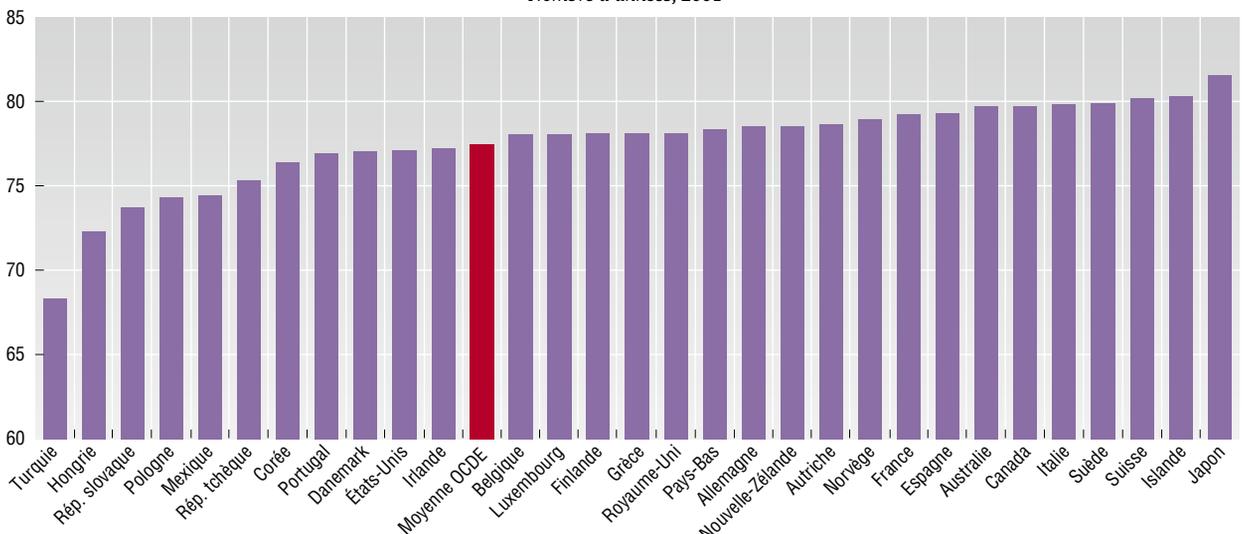
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	69.6	70.4	72.9	75.2	76.5	76.8	77.2	77.6	77.7	78.0	78.5	..
Australie	70.9	70.8	74.6	77.0	77.9	78.2	78.5	78.7	79.0	79.3	79.7	80.0
Autriche	68.7	70.0	72.6	75.5	76.6	76.9	77.3	77.7	77.8	78.1	78.6	78.8
Belgique	70.6	71.0	73.4	76.1	76.8	77.2	77.4	77.4	77.6	77.7	78.0	78.1
Canada	..	..	75.3	77.6	78.1	78.4	78.6	78.8	79.0	79.4	79.7	..
Corée	52.4	..	..	..	73.5	..	74.4	..	75.5	..	76.4	..
Danemark	72.4	73.3	74.3	74.9	75.3	75.7	76.0	76.4	76.6	76.9	77.0	77.2
Espagne	69.8	72.0	75.6	76.8	77.9	78.1	78.5	78.6	78.6	79.1	79.3	79.4
États-Unis	69.9	70.9	73.7	75.3	75.7	76.1	76.5	76.7	76.7	76.8	77.1	..
Finlande	69.0	70.8	73.4	74.9	76.5	76.8	77.0	77.2	77.4	77.6	78.1	78.2
France	70.3	72.2	74.3	76.9	77.9	78.1	78.5	78.6	78.8	79.0	79.2	79.4
Grèce	69.9	72.0	74.5	77.1	77.7	77.8	78.2	77.9	78.1	78.1	78.1	78.1
Hongrie	68.0	69.2	69.1	69.4	69.9	70.4	70.8	70.7	70.8	71.7	72.3	72.6
Irlande	70.0	71.2	72.9	74.9	75.7	75.9	76.0	76.2	76.1	76.5	77.2	77.8
Islande	72.9	74.3	76.7	78.0	78.0	78.9	78.9	79.6	79.6	79.7	80.3	80.4
Italie	..	..	74.0	76.9	78.1	78.4	78.7	78.8	79.2	79.6	79.8	79.9
Japon	67.8	72.0	76.1	78.9	79.6	80.3	80.5	80.6	80.5	81.2	81.5	81.8
Luxembourg	69.4	70.3	72.5	75.4	76.6	76.6	77.0	77.1	77.9	78.0	78.0	78.2
Mexique	57.5	60.9	67.2	71.2	72.7	72.9	73.2	73.4	73.7	74.1	74.4	74.6
Norvège	73.6	74.2	75.8	76.6	77.8	78.2	78.3	78.5	78.4	78.7	78.9	79.0
Nouvelle-Zélande	71.3	71.5	73.2	75.4	76.9	77.0	77.5	77.8	78.5	78.5	78.5	..
Pays-Bas	73.5	73.7	75.9	77.4	77.5	77.5	77.9	77.9	77.9	78.0	78.3	78.4
Pologne	67.8	70.0	70.2	71.5	72.0	72.4	72.8	73.1	72.7	73.8	74.3	74.6
Portugal	64.0	67.5	71.5	73.9	75.2	75.1	75.5	75.8	76.1	76.6	76.9	77.2
République slovaque	70.6	69.8	70.6	71.0	72.4	72.9	72.8	72.7	73.1	73.3	73.7	73.9
République tchèque	70.7	69.6	70.3	71.5	73.2	73.9	74.0	74.6	74.8	75.1	75.3	75.4
Royaume-Uni	70.8	71.9	73.2	75.7	76.6	76.9	77.2	77.3	77.4	77.9	78.1	..
Suède	73.1	74.7	75.8	77.6	78.8	79.0	79.3	79.4	79.5	79.7	79.9	79.9
Suisse	71.6	73.8	76.2	77.4	78.5	79.0	79.2	79.4	79.7	79.8	80.2	80.4
Turquie	48.3	54.2	58.1	66.5	67.2	67.3	67.5	67.7	67.9	68.1	68.3	68.6
Moyenne OCDE	69.0	70.5	72.8	74.9	75.8	76.1	76.4	76.6	76.8	77.1	77.4	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/388573672221>

Espérance de vie à la naissance : total

Nombre d'années, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/276321630104>

Espérance de vie à la naissance : hommes

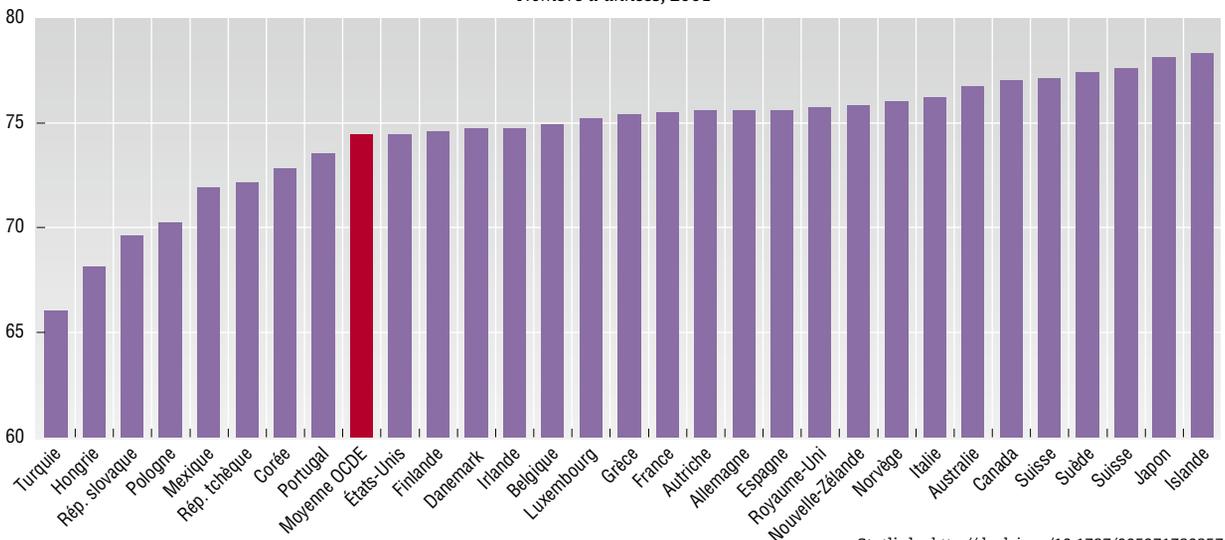
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	66.9	67.2	69.6	72.0	73.3	73.6	74.0	74.5	74.7	75.0	75.6	..
Australie	67.9	67.4	71.0	73.9	75.0	75.2	75.6	75.9	76.2	76.6	77.0	77.4
Autriche	65.4	66.5	69.0	72.2	73.3	73.7	74.1	74.5	74.8	75.1	75.6	75.8
Belgique	67.7	67.8	70.0	72.7	73.4	73.8	74.1	74.3	74.4	74.6	74.9	75.1
Canada	..	..	71.7	74.4	75.1	75.5	75.8	76.0	76.3	76.7	77.1	..
Corée	51.1	..	..	..	69.6	..	70.6	..	71.7	..	72.8	..
Danemark	70.4	70.7	71.2	72.0	72.7	73.1	73.6	73.9	74.2	74.5	74.7	74.8
Espagne	67.4	69.2	72.5	73.3	74.3	74.4	75.0	75.1	75.1	75.7	75.6	75.7
États-Unis	66.6	67.1	70.0	71.8	72.5	73.1	73.6	73.8	73.9	74.1	74.4	..
Finlande	65.5	66.5	69.2	70.9	72.8	73.0	73.4	73.5	73.8	74.2	74.6	74.9
France	67.0	68.4	70.2	72.8	73.9	74.1	74.6	74.8	75.0	75.2	75.5	75.8
Grèce	67.3	70.1	72.2	74.6	75.0	75.1	75.6	75.4	75.5	75.5	75.4	75.4
Hongrie	65.9	66.3	65.5	65.1	65.3	66.1	66.4	66.1	66.4	67.4	68.1	68.4
Irlande	68.1	68.8	70.1	72.1	72.9	73.1	73.3	73.4	73.4	73.9	74.7	75.2
Islande	70.7	71.2	73.7	75.4	75.9	76.5	76.3	77.7	77.7	78.0	78.3	78.5
Italie	..	..	70.6	73.6	74.9	75.3	75.7	75.7	76.1	76.6	76.7	76.8
Japon	65.3	69.3	73.4	75.9	76.4	77.0	77.2	77.2	77.1	77.7	78.1	78.3
Luxembourg	66.5	67.1	69.1	72.3	73.0	73.3	74.1	73.7	74.6	74.8	75.2	74.9
Mexique	55.8	58.5	64.1	68.3	70.0	70.3	70.6	70.8	71.2	71.6	71.9	72.1
Norvège	71.3	71.0	72.3	73.4	74.8	75.4	75.5	75.6	75.6	76.0	76.2	76.4
Nouvelle-Zélande	68.7	68.3	70.0	72.4	74.2	74.3	74.9	75.2	76.0	76.0	76.0	..
Pays-Bas	71.5	70.8	72.5	73.8	74.6	74.7	75.2	75.2	75.3	75.5	75.8	76.0
Pologne	64.9	66.6	66.0	66.7	67.6	68.1	68.5	68.9	68.2	69.7	70.2	70.4
Portugal	61.2	64.2	67.7	70.4	71.6	71.4	72.0	72.2	72.6	73.2	73.5	73.8
République slovaque	68.4	66.7	66.8	66.6	68.4	68.9	68.9	68.6	69.0	69.2	69.6	69.9
République tchèque	67.9	66.1	66.8	67.6	69.7	70.4	70.5	71.1	71.4	71.7	72.1	72.1
Royaume-Uni	67.9	68.7	70.2	72.9	74.0	74.3	74.7	74.8	75.0	75.5	75.7	..
Suède	71.2	72.2	72.8	74.8	76.2	76.5	76.7	76.9	77.1	77.4	77.6	77.7
Suisse	68.7	70.7	72.8	74.0	75.3	75.9	76.3	76.3	76.8	76.9	77.4	77.8
Turquie	46.3	52.0	55.8	64.2	64.9	65.0	65.2	65.4	65.6	65.8	66.0	66.2
Moyenne OCDE	66.4	67.4	69.4	71.6	72.6	73.0	73.3	73.5	73.7	74.1	74.4	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/107867855126>

Espérance de vie à la naissance : hommes

Nombre d'années, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/005371780857>

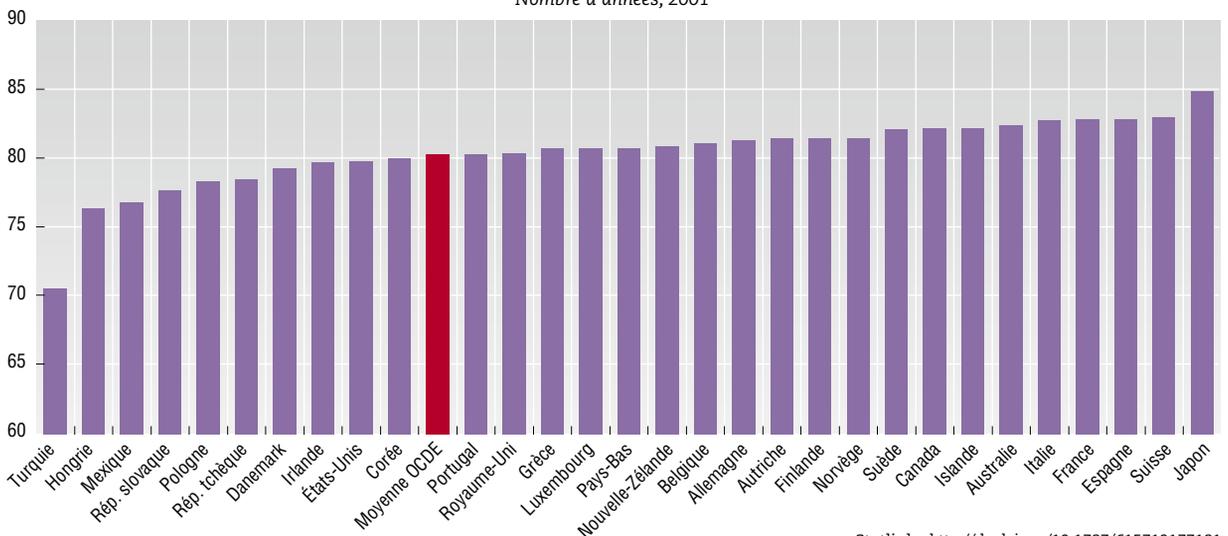

Espérance de vie à la naissance : femmes

Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	72.4	73.6	76.1	78.4	79.7	79.9	80.3	80.6	80.7	81.0	81.3	..
Australie	73.9	74.2	78.1	80.1	80.8	81.1	81.3	81.5	81.8	82.0	82.4	82.6
Autriche	71.9	73.4	76.1	78.8	79.9	80.1	80.5	80.8	80.8	81.1	81.5	81.7
Belgique	73.5	74.2	76.8	79.4	80.2	80.5	80.6	80.5	80.8	80.8	81.1	81.1
Canada	..	..	78.9	80.8	81.1	81.2	81.3	81.5	81.7	82.0	82.2	..
Corée	53.7	..	..	..	77.4	..	78.1	..	79.2	..	80.0	..
Danemark	74.4	75.9	77.3	77.7	77.8	78.2	78.4	78.8	79.0	79.3	79.3	79.5
Espagne	72.2	74.8	78.6	80.3	81.5	81.7	82.0	82.1	82.1	82.5	82.9	83.1
États-Unis	73.1	74.7	77.4	78.8	78.9	79.1	79.4	79.5	79.4	79.5	79.8	..
Finlande	72.5	75.0	77.6	78.9	80.2	80.5	80.5	80.8	81.0	81.0	81.5	81.5
France	73.6	75.9	78.4	80.9	81.8	82.0	82.3	82.4	82.5	82.7	82.9	83.0
Grèce	72.4	73.8	76.8	79.5	80.3	80.4	80.8	80.4	80.6	80.6	80.7	80.7
Hongrie	70.1	72.1	72.7	73.7	74.5	74.7	75.1	75.2	75.2	75.9	76.4	76.7
Irlande	71.9	73.5	75.6	77.6	78.4	78.7	78.6	79.0	78.8	79.1	79.7	80.3
Islande	75.0	77.3	79.7	80.5	80.0	81.2	81.5	81.5	81.5	81.4	82.2	82.3
Italie	..	..	77.4	80.1	81.3	81.4	81.6	81.8	82.2	82.5	82.8	82.9
Japon	70.2	74.7	78.8	81.9	82.9	83.6	83.8	84.0	84.0	84.6	84.9	85.2
Luxembourg	72.2	73.4	75.9	78.5	80.2	79.9	79.8	80.5	81.1	81.1	80.7	81.5
Mexique	59.2	63.2	70.2	74.1	75.3	75.4	75.7	75.9	76.1	76.5	76.8	77.1
Norvège	75.8	77.3	79.2	79.8	80.8	81.0	81.0	81.3	81.1	81.4	81.5	81.5
Nouvelle-Zélande	73.9	74.6	76.3	78.3	79.5	79.6	80.1	80.4	80.9	80.9	80.9	..
Pays-Bas	75.4	76.5	79.2	80.9	80.4	80.3	80.5	80.6	80.5	80.5	80.7	80.7
Pologne	70.6	73.3	74.4	76.3	76.4	76.6	77.0	77.3	77.2	77.9	78.3	78.7
Portugal	66.8	70.8	75.2	77.4	78.7	78.8	79.0	79.3	79.5	80.0	80.3	80.5
République slovaque	72.7	72.9	74.3	75.4	76.3	76.8	76.7	76.7	77.2	77.4	77.7	77.8
République tchèque	73.4	73.0	73.9	75.4	76.6	77.3	77.5	78.1	78.2	78.4	78.5	78.7
Royaume-Uni	73.7	75.0	76.2	78.5	79.2	79.5	79.6	79.7	79.8	80.2	80.4	..
Suède	74.9	77.1	78.8	80.4	81.4	81.5	81.8	81.9	81.9	82.0	82.1	82.1
Suisse	74.5	76.9	79.6	80.7	81.7	82.0	82.1	82.4	82.5	82.6	83.0	83.0
Turquie	50.3	56.3	60.3	68.7	69.4	69.6	69.7	69.9	70.2	70.4	70.6	70.9
Moyenne OCDE	71.5	73.5	76.1	78.2	79.0	79.3	79.5	79.7	79.8	80.0	80.3	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/230378174804>
Espérance de vie à la naissance : femmes

Nombre d'années, 2001


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/615713177181>

MORTALITÉ INFANTILE

Le taux de mortalité infantile est un indicateur important de la santé des femmes enceintes et des nouveau-nés. Il est également utilisé dans les comparaisons internationales pour mesurer l'influence des conditions tant économiques que sociales sur la santé humaine.

Définition

La mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins de 1 an pour 1 000 naissances vivantes.

Les taux de mortalité infantile dépendent de plusieurs facteurs socio-économiques, tels que le niveau de revenu moyen dans un pays, la répartition du revenu, l'offre de services de santé et les moyens d'y accéder. Certaines études ont constaté une corrélation entre les variations internationales de la mortalité infantile et les variations des paramètres d'accès à certaines ressources de santé, tels que le nombre de médecins et le nombre de lits d'hospitalisation. Cependant, un niveau de ressources plus élevé ne conduit pas nécessairement à une réduction

Tendances à long terme

Les taux de mortalité infantile ont considérablement diminué dans tous les pays de l'OCDE depuis 1960. La moyenne des pays de l'OCDE s'établissait à 6.5 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000, alors que le taux était de 36.4 en 1960. Le Portugal a accompli des progrès remarquables : la mortalité infantile y a chuté de 77.5 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1960 à 5.5 en 2000. Le Japon a également quitté la moitié inférieure du tableau des pays de l'OCDE qu'il occupait en 1960 pour devenir aujourd'hui l'un des pays présentant les taux de mortalité infantile les plus faibles, rejoignant les pays nordiques où les taux sont traditionnellement bas. La mortalité infantile reste significativement plus élevée que la moyenne de l'OCDE au Mexique et en Turquie, mais des réductions considérables ont également été obtenues dans ces pays au cours des dernières décennies. Les décès néonataux (c'est-à-dire dans les quatre premières semaines suivant la naissance) peuvent représenter jusqu'à deux tiers de la mortalité infantile totale. Dans les pays développés, la plupart des décès néonataux sont dus à des anomalies congénitales ou à une naissance prématurée. L'augmentation de l'âge de la maternité et le développement des grossesses multiples liées aux traitements contre la stérilité contribuent à l'augmentation des naissances prématurées. Dans certains pays où la mortalité infantile a toujours été faible, comme les pays nordiques et les pays d'Europe occidentale, ce phénomène s'est traduit par une stagnation ou même une inversion de l'évolution à la baisse ces dernières années.

plus importante de la mortalité infantile. Par exemple, aux États-Unis, la densité de néonatalogistes et de lits de soins intensifs néonataux par habitant est bien plus élevée qu'en Australie, au Canada ou au Royaume-Uni, et cependant le taux de mortalité infantile y demeure plus élevé que dans ces pays. D'autres facteurs, tels que le taux élevé de grossesses adolescentes et la carence en soins prénataux et périnataux gratuits aux États-Unis, ont été mis en avant comme des facteurs contribuant aux taux élevés observés.

Comparabilité

Certaines des variations internationales relatives aux taux de mortalité infantile peuvent s'expliquer par les différentes manières d'enregistrer les prématurés, qui sont ou non déclarés comme naissances vivantes. Dans plusieurs pays, tels que les États-Unis, le Canada et les pays nordiques, les grands prématurés (qui ont relativement peu de chances de survie) sont enregistrés comme naissances vivantes, ce qui augmente les taux de mortalité, alors que dans d'autres pays, ils ne le sont pas.

Source

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at What Cost?*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants : études thématiques*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Long-term Care for Older People: Policy Issues for the 21st Century*, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Technologies de la santé et prise de décision*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOCDE Données sur la santé.

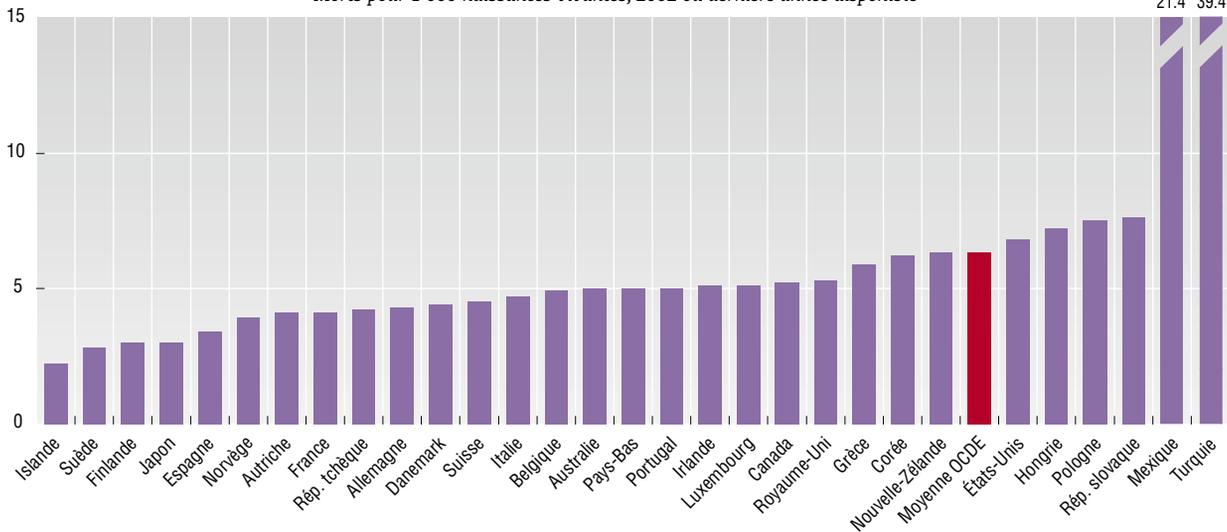

Mortalité infantile

Morts pour 1 000 naissances vivantes

	1960	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	35.0	22.5	12.4	7.0	5.3	5.0	4.9	4.7	4.5	4.4	4.3	4.3
Australie	20.2	17.9	10.7	8.2	5.7	5.8	5.3	5.0	5.7	5.2	5.3	5.0
Autriche	37.5	25.9	14.3	7.8	5.4	5.1	4.7	4.9	4.4	4.8	4.8	4.1
Belgique	31.2	21.1	12.1	8.0	6.1	5.6	6.1	5.6	4.9	4.8	4.5	4.9
Canada	27.3	18.8	10.4	6.8	6.0	5.6	5.5	5.3	5.3	5.3	5.2	..
Corée	..	45.0	..	..	..	7.7	..	..	6.2	..	..	..
Danemark	21.5	14.2	8.4	7.5	5.1	5.6	5.2	4.7	4.2	5.3	4.9	4.4
Espagne	43.7	28.1	12.3	7.6	5.5	5.5	5.0	4.9	4.5	3.9	3.5	3.4
États-Unis	26.0	20.0	12.6	9.2	7.6	7.3	7.2	7.2	7.1	6.9	6.8	..
Finlande	21.0	13.2	7.6	5.6	3.9	4.0	3.9	4.2	3.6	3.8	3.2	3.0
France	27.5	18.2	10.0	7.3	4.9	4.8	4.7	4.6	4.3	4.6	4.5	4.1
Grèce	40.1	29.6	17.9	9.7	8.1	7.2	6.4	6.7	6.2	6.1	5.1	5.9
Hongrie	47.6	35.9	23.2	14.8	10.7	10.9	9.9	9.7	8.4	9.2	8.1	7.2
Irlande	29.3	19.5	11.1	8.2	6.4	6.0	6.1	5.9	5.9	6.2	5.7	5.1
Islande	13.0	13.2	7.7	5.9	6.1	3.7	5.5	2.6	2.4	3.0	2.7	2.2
Italie	43.9	29.6	14.6	8.2	6.2	6.2	5.6	5.4	5.1	4.5	4.7	4.7
Japon	30.7	13.1	7.5	4.6	4.3	3.8	3.7	3.6	3.4	3.2	3.1	3.0
Luxembourg	31.5	24.9	11.5	7.3	5.5	4.9	4.2	5.0	4.6	5.1	5.9	5.1
Mexique	..	79.3	50.9	36.1	27.5	26.6	25.9	25.2	24.3	23.3	22.4	21.4
Norvège	18.9	12.7	8.1	7.0	4.0	4.0	4.1	3.9	3.9	3.8	3.9	..
Nouvelle-Zélande	22.6	16.7	13.0	8.4	6.7	7.3	6.8	5.4	5.8	6.3	..	..
Pays-Bas	17.9	12.7	8.6	7.1	5.5	5.7	5.0	5.2	5.2	5.1	5.4	5.0
Pologne	54.8	36.7	25.5	19.3	13.6	12.2	10.2	9.5	8.9	8.1	7.7	7.5
Portugal	77.5	55.5	24.3	11.0	7.5	6.9	6.4	6.0	5.6	5.5	5.0	5.0
République slovaque	28.6	25.7	20.9	12.0	11.0	10.2	8.7	8.8	8.3	8.6	6.2	7.6
République tchèque	20.0	20.2	16.9	10.8	7.7	6.0	5.9	5.2	4.6	4.1	4.0	4.2
Royaume-Uni	22.5	18.5	12.1	7.9	6.2	6.1	5.9	5.7	5.8	5.6	5.5	5.3
Suède	16.6	11.0	6.9	6.0	4.1	4.0	3.6	3.5	3.4	3.4	3.7	2.8
Suisse	21.1	15.1	9.1	6.8	5.0	4.7	4.8	4.8	4.6	4.9	5.0	4.5
Turquie	189.5	145.0	117.5	57.6	45.6	44.0	42.4	42.7	43.3	41.9	40.6	39.4
Moyenne OCDE (non pondérée, Corée exclue)	36.8	26.6	16.8	10.3	7.9	7.4	7.1	6.9	6.6	6.6	6.3	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/742033247268>
Mortalité infantile

Morts pour 1 000 naissances vivantes, 2002 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/324012500003>

OBÉSITÉ

L'obésité est un facteur de risque connu pour plusieurs maladies telles que le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, les troubles respiratoires (asthme) et les maladies musculo-squelettiques (arthrite). Au niveau individuel, plusieurs facteurs peuvent conduire à l'obésité, notamment une consommation excessive de calories, un manque d'activité physique, une prédisposition génétique et des troubles du système endocrinien.

L'obésité a des conséquences économiques et non économiques importantes. Aux États-Unis, une étude récente a comparé les conséquences de l'obésité sur différents problèmes de santé (comme le diabète et l'asthme), et ses coûts induits, à d'autres facteurs de risque tels que la consommation de tabac et d'alcool. Le temps de latence entre l'apparition de l'obésité et l'observation d'un accroissement des maladies chroniques laisse à penser que la forte augmentation de la population obèse aux États-Unis et dans plusieurs autres pays depuis 1980

Tendances à long terme

Selon des chiffres récents, la proportion d'obèses se situe dans une fourchette comprise entre 3 % et 4 % en Corée et au Japon et 31 % aux États-Unis. Il convient de noter cependant que cette estimation élevée pour les États-Unis se fonde sur des examens de santé au cours desquels la taille et le poids des individus sont mesurés (ce qui est également le cas pour l'Australie et le Royaume-Uni) alors que les données des autres pays reposent sur des informations fournies par les personnes elles-mêmes. Pour les États-Unis, le taux d'obésité des adultes établi sur la base d'entretiens était de 22 % en 1999 (contre 31 % pour le taux établi la même année sur la base d'examen de santé) alors qu'en Australie le taux d'obésité établi sur la base d'entretiens était de 18 % en 2001 (contre 21 % en 1999 pour le taux établi sur la base d'examen de santé). Si l'on prend des mesures uniformes de l'obésité dans le temps (examens de santé dans le cas de ces trois pays), le taux d'obésité a plus que doublé au cours des vingt dernières années en Australie et aux États-Unis alors qu'il a triplé au Royaume-Uni. En conséquence, la population adulte compte plus de 20 % d'obèses en Australie et au Royaume-Uni, soit le même taux que celui enregistré aux États-Unis au début des années 90. Dans les pays nordiques et dans les autres pays européens, le taux d'obésité a aussi considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, mais il reste inférieur aux chiffres enregistrés dans les pays anglophones, même lorsque l'on prend en compte les différences de méthodes de mesure. Dans la plupart des pays, l'obésité est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes.

aura, dans l'avenir, des implications considérables en termes de santé et de dépenses de santé.

Définition

L'indice de masse corporelle (IMC) est un chiffre rapportant le poids d'un individu à sa taille (poids/taille², le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). D'après la classification de l'OMS, les individus sont considérés comme obèses lorsque leur IMC est supérieur à 30.

Comparabilité

Dans la plupart des pays, excepté l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, les données sur l'obésité sont issues d'enquêtes sur la santé effectuées au moyen d'entretiens auprès de la population. Dans ces trois pays cependant, les données sont issues d'examen de santé au cours desquels on mesure la taille et le poids effectifs des individus. Ces différences de méthode de collecte des données entre les pays limitent la comparabilité des taux d'obésité. Les estimations résultant d'examen de santé sont en général supérieures et plus fiables que celles résultant des enquêtes par entretien car elles excluent toute fausse déclaration, mais seuls quelques pays pratiquent régulièrement ces examens de santé.

Source

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at What Cost?*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants, Projet de l'OCDE sur la santé*, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays*, également disponible sur CD-ROM, OCDE, Paris.

• Sites Web

Données sur la santé de l'OCDE : www.oecd.org/health/healthdata.

Séance sur l'obésité et la santé au Forum 2004 de l'OCDE : www.oecd.org/forum2004.

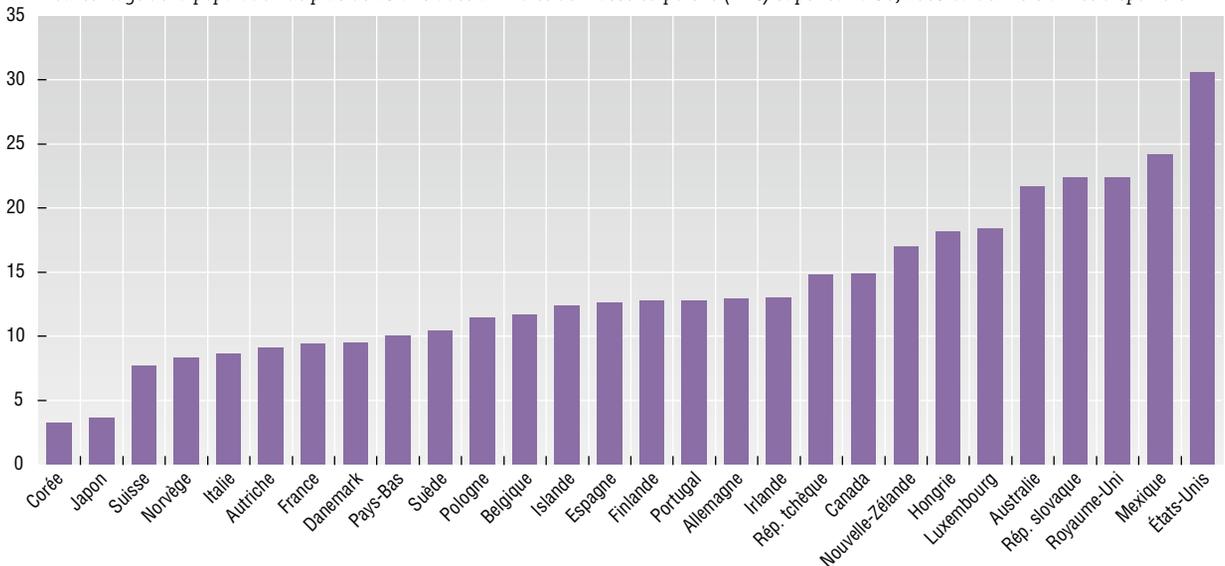

Obésité

Pourcentage de la population de plus de 15 ans avec un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30, 2003 ou dernière année disponible

		Femmes	Hommes	Total
Allemagne	2003	12.3	13.6	12.9
Australie	1999	21.4	21.9	21.7
Autriche	1999	9.1	9.1	9.1
Belgique	2001	12.2	11.1	11.7
Canada	2001	13.9	16.0	14.9
Corée	2001	3.5	2.8	3.2
Danemark	2000	9.1	9.8	9.5
Espagne	2001	13.5	11.8	12.6
États-Unis	2002	33.3	27.8	30.6
Finlande	2003	11.7	14.0	12.8
France	2002	9.1	9.7	9.4
Hongrie	2000	18.5	18.0	18.2
Irlande	2002	12.0	14.0	13.0
Islande	2002	12.4	12.4	12.4
Italie	2000	8.4	8.8	8.6
Japon	2002	3.8	3.4	3.6
Luxembourg	2003	18.2	18.6	18.4
Mexique	2000	28.6	19.2	24.2
Norvège	2002	8.2	8.4	8.3
Nouvelle-Zélande	1997	19.2	14.7	17.0
Pays-Bas	2002	11.0	9.0	10.0
Pologne	1996	12.4	10.3	11.4
Portugal	1999	14.0	11.4	12.8
République slovaque	2002	25.4	18.8	22.4
République tchèque	2002	16.1	13.4	14.8
Royaume-Uni	2002	22.8	22.1	22.4
Suède	2002	9.8	11.0	10.4
Suisse	2002	7.5	7.9	7.7

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/186305834262>
Obésité

Pourcentage de la population de plus de 15 ans avec un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30, 2003 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/415787611625>

DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé sont élevées et représentent une part croissante des dépenses publiques et privées. Le niveau des dépenses de santé varie considérablement selon les pays, du fait, entre autres, des différences de prix, de volume et de qualité de biens et des services de santé consommés.

Définition

Les dépenses totales de santé mesurent la consommation finale de biens et de services de santé à laquelle s'ajoutent

les dépenses d'investissement dans l'infrastructure sanitaire. Ce chiffre englobe à la fois les dépenses publiques et privées dans les services et biens de santé, dans les programmes de santé publique et de prévention ainsi que dans l'administration des facultés et des programmes de médecine. Sont exclues des chiffres présentés ici les dépenses consacrées à la formation du personnel médical, à la recherche et à la santé environnementale.

Comparabilité

La définition des dépenses totales de santé peut varier selon les pays, en particulier le traitement appliqué aux soins de longue durée, le degré de prise en compte des dépenses des institutions et sociétés à but non lucratif et l'étendue de la couverture de la formation de capital. Pour l'Australie et le Japon, les données présentées pour 2002 se rapportent en réalité à 2001. Pour la Turquie, les données se rapportent à 2000. Les données de 1990 concernent l'Allemagne de l'Ouest. Un changement de méthodologie affecte la comparabilité des données norvégiennes entre 1990 et 2002.

Les dépenses de santé par habitant, converties en dollars des États-Unis sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), peuvent être utilisées pour comparer le niveau global de consommation de biens et de services de santé des différents pays. Les PPA à l'échelle de l'économie (PIB) sont les taux de conversion les plus fiables dont on dispose.

Tendances à long terme

En termes de dépenses totales de santé par habitant, les États-Unis se situent très au-dessus des autres pays de l'OCDE, leurs dépenses ayant été supérieures de plus de 50 % à celles des autres pays venant immédiatement après, la Suisse et la Norvège. À l'autre extrémité, la Turquie, le Mexique, la Pologne, la République slovaque, la Corée et la Hongrie ont tous moins dépensé que la moyenne de l'OCDE.

Dans les années 90, on a noté un certain nombre de changements dans la position relative des pays par rapport à la moyenne de l'OCDE tant pour les dépenses totales que pour les dépenses publiques de santé par habitant. En 1990, par exemple, la Finlande a dépensé presque 20 % de plus par habitant que la moyenne de l'OCDE, mais en 2002 son niveau de dépenses était retombé à moins de 90 % de la moyenne de l'OCDE. En revanche, les dépenses publiques de santé de l'Irlande qui, en 1990, étaient inférieures de 34 % à la moyenne de l'OCDE ont dépassé cette dernière de plus de 10 % en 2002. D'une manière générale, beaucoup de pays de l'OCDE à faible revenu ont réduit leur écart par rapport à la moyenne de l'OCDE, aussi bien pour les dépenses totales que pour les dépenses publiques de santé.

Dans de nombreux pays, on distingue trois périodes différentes en termes de taux de croissance des dépenses de santé dans les années 90. Pendant les trois premières années de la décennie, la croissance a été considérablement plus élevée qu'au milieu des années 90. Les dépenses de santé ont recommencé à croître rapidement dans de nombreux pays à la fin des années 90 et au début de la décennie en cours sous l'effet des politiques volontaristes mises en œuvre dans certains pays pour libérer les tensions engendrées par la maîtrise des coûts pendant les années précédentes.

En 2002, la part publique des dépenses de santé s'établissait à 73 % en moyenne pour la zone de l'OCDE. Elle représentait plus de 80 % des dépenses totales de santé dans plusieurs pays, dont la Norvège, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède.

Source

OCDE (2004), *Éco-Santé OCDE 2004 : Analyse comparative de 30 pays*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants, Projet de l'OCDE sur la santé*, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

OCDE (2005), *Technologies de la santé et prise de décision*, Projet de l'OCDE sur la santé, OCDE, Paris.

• Publications statistiques

OCDE (2003), *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE 2003*, OCDE, Paris.

• Publications méthodologiques

OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

• Bases de données en ligne

SourceOCDE Données sur la santé.



DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

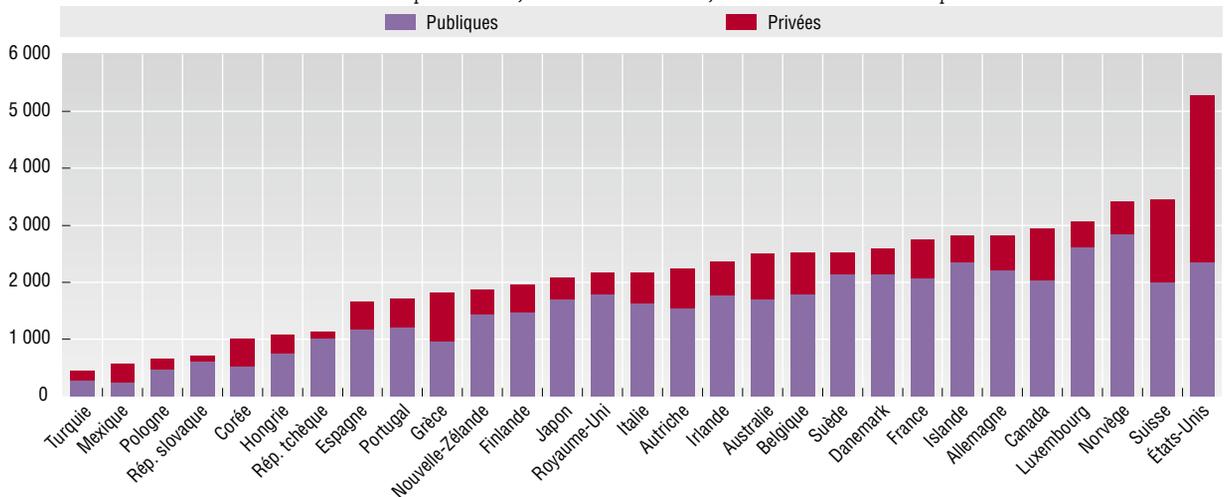
Santé : dépenses publiques et totales

Dollars des États-Unis par habitant, calculées avec les PPA, 2002 ou dernière année disponible

	Dépenses de santé totales par habitant			Dépenses de santé publiques par habitant		
	Dollars des États-Unis		En pourcentage de la moyenne OCDE	Dollars des États-Unis		En pourcentage de la moyenne OCDE
	2002	1990	2002	2002	1990	2002
Allemagne	2 817	145	127	2 212	152	139
Australie	2 504	109	119	1 708	94	113
Autriche	2 220	112	100	1 551	114	98
Belgique	2 515	112	114	1 790	..	113
Canada	2 931	143	133	2 048	148	129
Corée	996	28	45	519	15	33
Danemark	2 583	130	117	2 142	149	135
Espagne	1 646	72	74	1 176	79	74
États-Unis	5 267	229	238	2 364	125	149
Finlande	1 943	118	88	1 470	132	93
France	2 736	130	124	2 080	138	131
Grèce	1 814	70	82	960	52	60
Hongrie	1 079	..	49	757	..	48
Irlande	2 367	66	107	1 779	66	112
Islande	2 807	134	127	2 357	160	149
Italie	2 166	117	98	1 639	128	103
Japon	2 077	92	99	1 696	99	112
Luxembourg	3 065	128	139	2 618	165	165
Mexique	553	24	25	249	14	16
Norvège	3 409	116	154	2 845	133	179
Nouvelle-Zélande	1 857	83	84	1 447	94	91
Pays-Bas	2 643	119	120	..	110	..
Pologne	654	25	30	474	32	30
Portugal	1 702	55	77	1 201	50	76
République slovaque	698	..	32	621	..	39
République tchèque	1 118	46	51	1 022	62	64
Royaume-Uni	2 160	82	98	1 801	94	113
Suède	2 517	131	114	2 148	163	135
Suisse	3 446	171	156	1 995	123	126
Turquie	446	14	23	281	12	21

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/328002824032>
Santé : dépenses publiques et privées

Dollars des États-Unis par habitant, calculées avec les PPA, 2002 ou dernière année disponible.


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/812036675511>

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Dans certains pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille. Certaines de ces mesures tendent à réduire la durée du travail, notamment l'allongement des congés payés annuels, les congés de maternité ou parentaux, les possibilités de travail à temps partiel ou, moins fréquemment, la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

Définition

Dans ce tableau, le nombre total d'heures travaillées au cours de l'année est divisé par le nombre moyen de personnes occupées. Les données de la Corée se réfèrent aux salariés uniquement, tandis que les données des autres pays couvrent les salariés et les travailleurs indépendants.

Le nombre de personnes occupées est généralement déterminé à partir d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages ; conformément aux définitions de l'OIT, les travailleurs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui indiquent avoir occupé

un emploi rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente.

La plupart des pays estiment la durée effective du travail par des enquêtes auprès des ménages. Les autres enquêtent auprès des établissements, des sources administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congé de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

Comparabilité

Les statisticiens nationaux et le Secrétariat de l'OCDE veillent à ce que les données soient aussi comparables que possible, mais celles-ci proviennent d'un certain nombre de sources différentes dont la fiabilité est inégale. Par exemple, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont réalisées par le Secrétariat à partir des résultats de l'enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps. Ces résultats reflètent une seule observation annuelle et les données de l'enquête doivent être complétées par d'autres sources, notamment pour les jours fériés et les congés payés. Dans les autres pays, la durée annuelle du travail est indiquée par les bureaux statistiques nationaux et les estimations sont établies à partir des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays sont comparables sur une période donnée, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

Tendances à long terme

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée du travail a diminué entre 1990 et 2003. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été moindre en comparaison avec la baisse observée les décennies précédentes. Cette baisse entre 1990 et 2003 ces deux dates tient peut-être en partie à des effets conjoncturels temporaires, les marchés du travail étant généralement plus tendus en 1990 (année proche de la fin d'une longue phase d'expansion dans beaucoup de pays de l'OCDE) qu'en 2003.

La durée annuelle moyenne du travail par personne occupée est tombée de 1 724 heures en 1990 à 1 649 heures en 2003, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail de près de deux semaines de 40 heures. Le graphique révèle que la durée du travail a uniquement augmenté au Danemark, en Grèce et, dans une mesure très limitée, en Suède. Elle a baissé dans tous les autres pays, en particulier en France, en Irlande, au Japon et au Portugal. Tous ces pays, à l'exception de la France, se caractérisaient en début de période par une durée du travail relativement longue.

Bien que, pour les raisons indiquées plus haut, il soit difficile de procéder à des comparaisons entre pays, il ressort du tableau que la durée effective du travail est supérieure à la moyenne OCDE en Corée, en Grèce, au Mexique, en République tchèque et en Pologne et qu'elle est relativement faible en Allemagne, au Danemark, en France, en Norvège, et aux Pays-Bas.

Source

OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2004), « Clocking In and Clocking Out: Recent Trends in Working Hours », *OECD Policy Brief*, 19 octobre, www.oecd.org/dataoecd/42/49/33821328.pdf.

• Publications méthodologiques

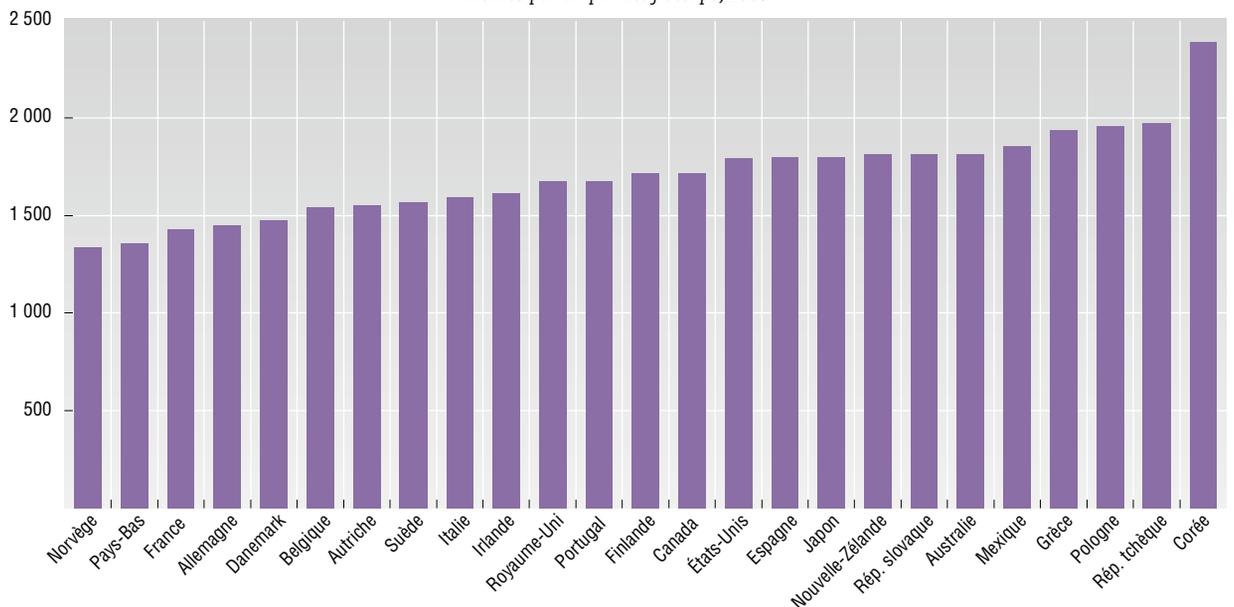
OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *OECD Employment Outlook*, Chapter 1, voir aussi Annex I.A1, OCDE, Paris.

• Sites Web

Statistiques de la population active de l'OCDE : www.oecd.org/statistics/labour.


Durée effective du travail
Heures par an par actif occupé

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	1 541	1 557	1 537	1 536	1 520	1 502	1 496	1 489	1 479	1 463	1 450	1 443	1 446
Australie	1 866	1 853	1 845	1 870	1 875	1 872	1 862	1 861	1 856	1 860	1 855	1 837	1 824	1 814
Autriche	..	..	..	..	..	1 587	1 591	1 600	1 561	1 572	1 582	1 593	1 567	1 550
Belgique	1 690	1 656	1 640	1 601	1 603	1 627	1 602	1 614	1 618	1 546	1 524	1 548	1 547	1 542
Canada	1 743	1 722	1 715	1 718	1 735	1 730	1 739	1 751	1 753	1 759	1 752	1 749	1 731	1 718
Corée	2 514	2 498	2 478	2 477	2 471	2 484	2 467	2 436	2 390	2 497	2 474	2 447	2 410	2 390
Danemark	1 452	1 442	1 463	1 430	1 495	1 459	1 463	1 476	1 467	1 496	1 467	1 495	1 462	1 475
Espagne	1 824	1 833	1 825	1 816	1 816	1 815	1 810	1 813	1 834	1 816	1 814	1 816	1 813	1 800
États-Unis	1 829	1 816	1 819	1 827	1 830	1 838	1 831	1 841	1 841	1 840	1 827	1 806	1 800	1 792
Finlande	1 771	1 749	1 755	1 756	1 777	1 776	1 775	1 771	1 761	1 765	1 750	1 734	1 727	1 713
France	1 610	1 600	1 600	1 588	1 582	1 558	1 562	1 556	1 545	1 540	1 496	1 475	1 437	1 431
Grèce	1 919	1 920	1 947	1 965	1 935	1 926	1 944	1 928	1 933	1 947	1 921	1 928	1 928	1 938
Irlande	1 911	1 882	1 843	1 823	1 824	1 823	1 826	1 783	1 713	1 692	1 687	1 680	1 666	1 613
Islande	..	1 843	1 859	1 828	1 813	1 832	1 860	1 839	1 817	1 873	1 885	1 847	1 812	..
Italie	1 655	1 649	1 636	1 622	1 619	1 620	1 623	1 623	1 620	1 617	1 613	1 601	1 599	1 591
Japon	2 031	1 998	1 965	1 905	1 898	1 884	1 892	1 864	1 842	1 810	1 821	1 809	1 798	1 801
Mexique	..	1 822	..	1 821	..	1 863	1 900	1 930	1 879	1 923	1 888	1 864	1 888	1 857
Norvège	1 432	1 429	1 437	1 434	1 432	1 414	1 407	1 402	1 400	1 398	1 380	1 360	1 342	1 337
Nouvelle-Zélande	1 820	1 802	1 812	1 844	1 851	1 843	1 838	1 823	1 825	1 842	1 817	1 817	1 816	1 813
Pays-Bas	1 456	1 425	1 402	1 373	1 362	1 344	1 389	1 382	1 370	1 350	1 368	1 368	1 338	1 354
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 963	1 957	1 958	1 956
Portugal	1 858	1 787	1 768	1 756	1 744	1 799	1 753	1 723	1 720	1 734	1 691	1 696	1 697	1 676
République slovaque	..	..	..	..	1 975	2 003	2 023	2 055	2 034	2 022	2 017	2 026	1 979	1 814
République tchèque	..	..	..	2 064	2 043	2 064	2 066	2 067	2 075	2 088	2 092	2 000	1 980	1 972
Royaume-Uni	1 767	1 768	1 729	1 723	1 737	1 739	1 738	1 737	1 731	1 719	1 708	1 711	1 692	1 673
Suède	1 561	1 548	1 565	1 582	1 621	1 626	1 635	1 639	1 638	1 647	1 625	1 603	1 581	1 564
Suisse	..	1 648	1 652	1 657	1 671	1 640	1 619	1 603	1 609	1 624	1 603	1 573	1 555	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/861160221221>
Durée effective du travail
Heures par an par actif occupé, 2003

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/257521137635>

TOURISME : NUITÉES

Le nombre d'arrivées de touristes non résidents est la mesure standard de l'activité touristique internationale. Les touristes prenant leurs vacances dans leur propre pays ne sont pas pris en compte.

Définition

Ces statistiques concernent le nombre de non-résidents qui arrivent à la frontière et ont l'intention de passer une nuit au moins dans un hôtel ou dans un établissement assimilé – résidence hôtelière, motel, hôtel de villégiature, club, pension, etc. – ou dans un établissement d'hébergement offrant des services hôteliers limités.

Tendances à long terme

Sur l'ensemble de la période, le plus grand nombre d'arrivées a été enregistré par les États-Unis, suivis de la France, de l'Italie et de l'Espagne. En général, c'est dans les grands pays que l'on observe le plus d'arrivées, encore que celles-ci aient été très nombreuses en Autriche et en Grèce, pays relativement petits, et assez faibles dans de grands pays comme le Japon et le Mexique.

Les attentats du 11 septembre ont provoqué une forte diminution des arrivées aux États-Unis et au Royaume-Uni mais n'ont pas eu d'incidence notable à cet égard dans la plupart des autres pays. Les pays d'Europe centrale et orientale ont enregistré une augmentation sensible des arrivées depuis 1990.

Dans *Tourisme : horizon 2020*, l'Organisation mondiale du tourisme présente des prévisions à long terme et une évaluation des perspectives du tourisme pour les 20 premières années du millénaire. Bien que le secteur connaisse une évolution irrégulière depuis quelques années, l'WTO-OMT maintient pour le moment ses prévisions à long terme. Les tendances structurelles sur lesquelles s'appuient les prévisions n'ont apparemment pas connu de profondes mutations. L'expérience montre qu'à court terme, des périodes de croissance relativement soutenue (1995, 1996, 2000) alternent avec des périodes d'expansion plus lente (2001 et 2002).

D'après les prévisions figurant dans *Tourisme : horizon 2020*, les arrivées internationales dépasseront le chiffre de 1.56 milliard en 2020. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, le tourisme devrait se développer à un rythme supérieur à 5 % par an, à comparer à une moyenne mondiale de 4.1 %. Dans les régions touristiques plus anciennes d'Europe et des Amériques, en revanche, son expansion devrait être inférieure à la moyenne. L'Europe restera la première destination mondiale, mais sa part diminuera, tombant à 46 % en 2020 contre 60 % en 1995.

Il convient de noter que les arrivées de touristes non résidents n'indiquent pas le nombre de voyageurs. Si une personne se rend dans le même pays plusieurs fois par an, chacune de ses visites est considérée comme une arrivée distincte et si une personne se rend dans plusieurs pays au cours d'un même voyage, son arrivée dans chaque pays est comptabilisée séparément. Les excursionnistes, de même que les personnes qui séjournent chez des amis ou parents, ne sont pas pris en compte.

Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE ne peuvent pas fournir de statistiques correspondant à la définition donnée ci-dessus. L'Australie, le Canada, le Japon et les États-Unis indiquent le nombre de non-résidents arrivant à leur frontière qui ont l'intention de séjourner pendant une nuit au moins, mais pas nécessairement dans un hôtel ou un établissement similaire. La Corée et la Nouvelle-Zélande font de même, mais y ajoutent les excursionnistes (très peu nombreux dans les deux cas).

Source

Organisation mondiale du tourisme (WTO-OMT) et Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT)

Pour en savoir plus

• Publications statistiques

Eurostat (2002), *Yearbook on Tourism Statistics*, Eurostat, Luxembourg.

WTO-OMT (2003), *Yearbook of Tourism Statistics 2003*, 55th edition, WTO Department of Statistics and Economic Measurement of Tourism, WTO-OMT, Madrid.

• Publications méthodologiques

Nations unies, Eurostat, OCDE, Organisation mondiale du tourisme, (2001), *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*, OCDE, Paris.

• Sites Web

Eurostat : www.europa.eu.int/comm/eurostat.

Organisation mondiale du tourisme : www.world-tourism.org.



Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

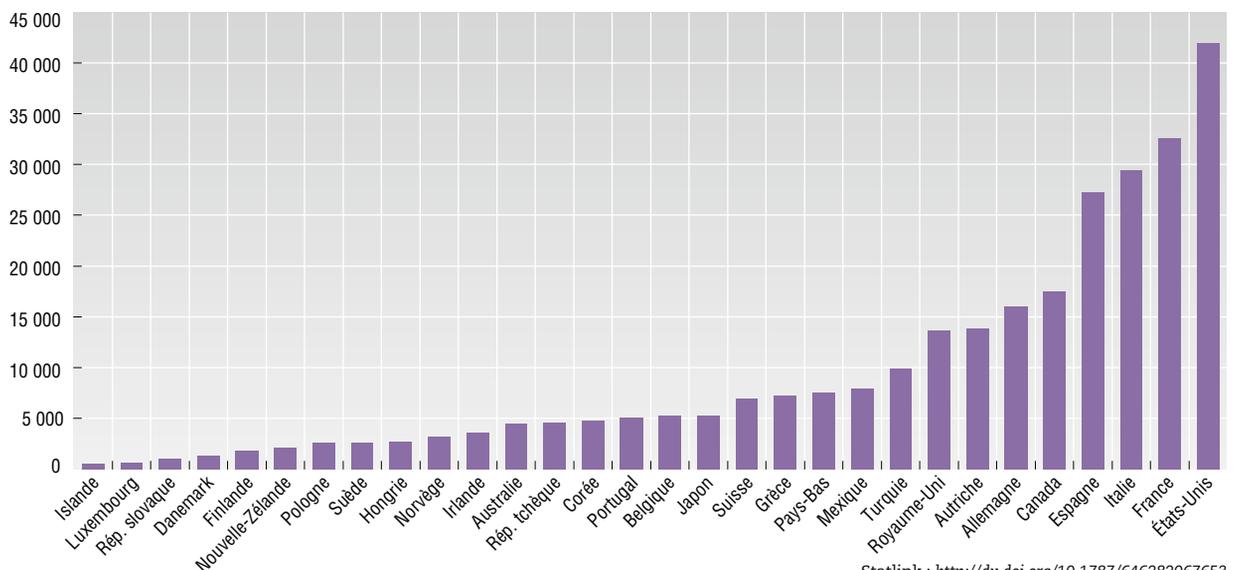
Milliers

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	14 421	13 045	13 292	12 071	12 269	12 683	13 042	13 745	14 457	14 965	16 719	15 754	15 672	15 979
Australie	2 215	2 370	2 603	2 996	3 362	3 726	4 165	4 318	3 825	4 109	4 530	4 435	4 420	..
Autriche	13 827	13 616	13 664	13 032	12 878	12 464	12 533	12 329	12 803	12 755	13 240	13 279	13 487	13 748
Belgique	..	..	3 861	3 719	3 947	4 138	4 469	4 710	4 859	4 983	5 163	5 117	5 308	5 206
Canada	15 209	14 912	14 741	15 105	15 972	16 932	17 286	17 669	18 870	19 411	19 627	19 679	20 057	17 468
Corée	2 959	3 196	3 231	3 331	3 580	3 753	3 684	3 908	4 250	4 660	5 322	5 147	5 347	4 754
Danemark	..	..	..	..	..	..	1 307	1 317	1 305	1 268	1 347	1 310	1 284	1 295
Espagne	12 259	11 984	12 483	12 914	15 310	16 286	17 008	18 250	20 199	26 799	27 150	27 012	26 687	27 267
États-Unis	39 362	42 674	47 261	45 779	44 749	43 318	46 489	47 752	46 396	48 492	50 945	44 898	41 892	..
Finlande	..	..	..	1 447	1 633	1 587	1 537	1 618	1 655	1 613	1 751	1 774	1 796	1 790
France	25 768	25 238	28 402	26 270	27 121	27 018	27 096	29 625	32 339	34 267	36 474	35 097	36 093	32 531
Grèce	6 363	5 027	6 208	6 209	6 659	6 250	5 973	6 785	7 276	7 229	7 210	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	2 122	2 116	2 202	2 188	2 472	2 401	2 604	2 669	2 659	..
Irlande	1 652	1 673	1 598	1 643	1 901	..	..	..	3 077	3 343	5 491	3 577	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	311	354	400	431	451	465	513	..
Italie	17 924	17 061	17 366	17 919	21 074	23 467	24 929	25 133	25 927	26 530	28 797	29 138	29 340	..
Japon	3 236	3 533	3 582	3 410	3 468	3 345	3 837	4 218	4 106	4 438	4 757	4 772	5 239	..
Luxembourg	530	520	492	507	492	496	461	508	525	580	589	577	599	581
Mexique	4 882	5 032	4 805	5 174	5 159	6 718	7 491	8 155	8 157	9 501	9 867	9 410	7 869	..
Norvège	1 955	2 114	2 375	2 556	2 830	2 880	2 746	2 702	3 256	3 223	3 104	3 073	3 107	..
Nouvelle-Zélande	976	963	1 056	1 157	1 323	1 409	1 529	1 497	1 485	1 607	1 787	1 909	2 045	2 104
Pays-Bas	3 903	3 687	3 900	3 778	4 456	4 797	4 999	6 163	7 432	7 550	7 738	7 445	7 433	..
Pologne	..	1 939	2 210	2 315	2 540	2 792	3 020	2 919	2 695	1 982	2 505	2 488	2 536	..
Portugal	3 632	3 913	3 672	3 372	3 809	4 000	4 069	4 314	4 974	4 911	5 119	4 934	4 802	5 015
République slovaque	674	507	371	536	680	735	758	660	701	767	836	927	1 041	1 043
République tchèque	..	..	..	..	2 448	2 891	3 696	4 013	4 067	4 141	3 863	4 439	4 314	4 485
Royaume-Uni	12 931	12 293	13 306	14 259	14 927	17 118	16 890	17 110	16 304	17 019	17 019	17 019	14 176	13 542
Suède	1 697	1 580	1 572	1 629	1 830	1 995	2 091	2 143	2 304	2 320	2 465	2 586	2 577	2 557
Suisse	7 963	7 400	7 528	7 225	7 358	6 946	6 730	7 039	7 185	7 154	7 821	7 455	6 868	..
Turquie	3 760	2 361	3 683	4 053	3 706	4 509	6 331	9 290	7 435	4 805	6 789	8 769	9 859	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/574000144488>

Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

Milliers, 2003 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/646282067653>

POPULATION CARCÉRALE

Si les délits et infractions causent un préjudice énorme aux victimes et à leurs proches, les coûts liés à l'incarcération peuvent également se révéler considérables. Ces coûts se justifient habituellement par trois « besoins » de la société : punir les coupables, dissuader d'autres individus de commettre des actes similaires et empêcher la récidive.

Tendances à long terme

Depuis les années 70, les pays de l'OCDE voient leur population carcérale augmenter, à l'exception de la Finlande, qui enregistre une baisse soutenue de son taux d'incarcération. Au cours des dix dernières années, le Portugal et l'Espagne sont les pays européens qui ont enregistré les augmentations les plus fortes, bien que les taux y demeurent nettement inférieurs à celui des États-Unis. Dans ce dernier pays, la population carcérale a grimpé en flèche, marquant une hausse sans précédent. En 2000, les États-Unis comptaient en effet quatre fois plus d'individus incarcérés qu'au début des années 70. Fait surprenant, les écarts entre pays n'ont guère de rapport avec la fréquence ou l'évolution des délits et infractions. Au contraire, ils semblent davantage traduire des facteurs politiques et la conviction croissante de l'opinion publique dans certains pays selon laquelle l'emprisonnement est préférable à d'autres alternatives.

Si l'on compare les populations carcérales en 2000, les États-Unis se retrouvent encore bien au dessus de la norme, avec un taux d'incarcération cinq fois supérieur à la moyenne OCDE et trois fois supérieur à celui de la République tchèque, qui se classe juste derrière eux. Plus de 1.2 million d'Américains d'âge adulte sont en détention (un peu moins de 2 millions si l'on tient compte également des prévenus en détention provisoire, qu'ils soient ou non coupables), ce qui exerce probablement un effet de distorsion non négligeable sur le marché du travail pour les jeunes hommes. Faute de structures de garde et de formation appropriée, l'augmentation de la population carcérale contribue à réduire l'efficacité des mesures de rééducation des prisonniers. Cette tendance à la hausse fait diminuer le ratio personnel pénitentiaire/détenus, élément clé de la réussite d'une politique effective de prévention contre la récidive et de la promotion de la réinsertion dans la société. De plus, le surpeuplement des prisons tend à exacerber les niveaux de tension et de violence déjà élevés, ce qui accroît les risques d'automutilation et de suicide. Enfin, et il faut le déplorer, les prisons surchargées risquent fortement de se transformer en « universités du crime ».

Définition

Les personnes incarcérées n'ont pas toutes été jugées coupables, en particulier celles qui sont en attente de leur procès ou d'une décision de justice. L'indicateur retenu ici porte uniquement sur les détenus condamnés à une peine d'emprisonnement, excluant ceux en détention provisoire ainsi que ceux qui ne sont pas coupables. La population carcérale est exprimée pour 100 000 habitants.

Comparabilité

Les données recueillies correspondent à une journée pouvant être considérée comme représentative du reste de l'année. Ces informations sont recueillies par les Nations unies dans le cadre de leurs travaux sur le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

Source

Nations Unies (2002), « Seventh Survey on Crime Trends and the Operations of Criminal Justice Systems (1998-2000) », UN Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/unodc/crime_cicp_surveys.html.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

OCDE (2003), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Walmsley, R (2003), « Global Incarceration and Prison Trends », *Forum on Crime and Society*, vol. 3, UNODC, Vienne.

• Sites Web

Statistiques sur la protection sociale de l'OCDE : www.oecd.org/statistics/social.

Office des Nations unies contre la drogue et le crime : www.unodc.org.

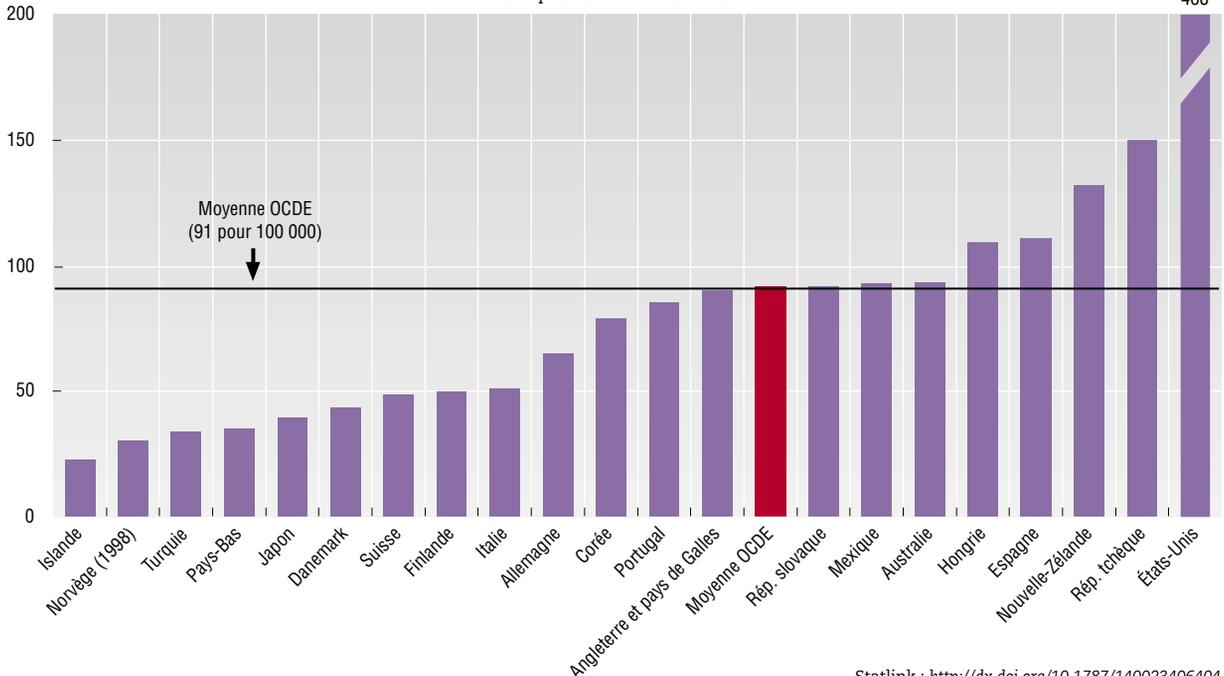

Adultes condamnés et incarcérés

Ratio pour 100 000 habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne	..	..	..	..	..	50.9	53.3	55.9	61.3	64.0	65.0
Australie	133.5	149.6	160.6	148.0	133.2	85.4	86.8	89.3	91.1	96.5	93.4
Angleterre et pays de Galles	..	..	..	..	..	..	..	..	89.7	88.1	90.2
Autriche	56.1	52.6	58.0	55.6	62.0	..	..	..	..	..	..
Belgique	30.6	27.6	35.2	37.5	37.2	..	..	..	..	..	..
Corée	67.7	70.6	72.1	75.6	75.8	71.1	69.8	71.7	75.9	79.7	78.6
Danemark	45.2	48.4	44.7	46.3	49.6	48.5	44.6	44.9	42.7	44.5	42.9
Espagne	..	..	..	..	..	84.2	77.5	77.1	107.4	108.4	110.7
États-Unis	143.2	..	160.0	..	..	..	..	..	452.9	469.1	468.5
Finlande	55.9	54.9	56.6	52.3	49.2	56.1	47.6	46.3	47.9	46.4	49.6
Grèce	34.0	32.4	38.2	44.2	36.2	34.1	31.2	..	..	..	..
Hongrie	80.9	94.1	105.8	87.1	83.3	..	85.2	91.6	97.7	103.7	109.0
Irlande	51.2	52.8	52.2	52.0	..	51.9	52.9	59.1	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	35.5	36.7	32.4	31.0	29.6	22.1
Italie	19.4	24.6	34.6	39.2	44.4	45.2	46.5	46.6	46.3	49.0	50.8
Japon	32.3	30.5	30.0	29.9	30.0	30.8	32.1	33.1	34.3	35.7	39.3
Luxembourg	68.1	71.8	65.5	73.4	75.0	..	..	..	..	..	..
Mexique	44.4	47.7	50.4	51.3	50.2	..	..	..	78.3	84.2	92.9
Norvège	..	..	..	..	..	36.1	35.2	32.0	29.8	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	115.0	..	131.2	128.0	128.0	132.3
Pays-Bas	..	..	..	..	..	43.0	48.0	46.6	39.4	38.5	34.8
Pologne	81.6	104.1	114.9	114.6	113.3	..	..	..	..	..	..
Portugal	61.6	46.4	58.5	67.6	62.1	72.1	85.8	96.9	100.6	85.2	85.4
République slovaque	52.2	85.7	91.8	97.2	99.9	108.9	110.0	104.4	90.9	90.2	91.6
République tchèque	38.2	69.1	75.7	82.8	94.6	109.6	124.4	132.5	143.5	155.3	150.1
Suède	49.3	49.0	50.7	53.8	58.5	50.5	48.0	41.3	..	..	..
Suisse	55.4	56.3	56.5	60.5	63.4	60.1	59.1	58.5	45.4	45.7	48.4
Turquie	51.3	18.5	21.8	25.4	33.5	41.9	49.8	55.4	58.2	61.9	33.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/613802647231>
Adultes condamnés et incarcérés

Ratio pour 100 000 habitants


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/140023406404>

TAUX DE VICTIMATION

Définition

Les registres officiels concernant les délits/infractions signalés auprès des autorités ne sont pas toujours des sources très bien adaptées aux comparaisons internationales. La propension des autorités judiciaires à enregistrer les « délits mineurs » et celle des victimes à déclarer ces délits quand elles pensent que leurs auteurs ne seront probablement pas poursuivis, varie considérablement selon les pays. S'agissant des atteintes aux personnes physiques (par opposition aux personnes

morales), il peut être préférable d'interroger les personnes sur les incidents dont elles ont été victimes au cours d'une période donnée. Un certain nombre de pays de l'OCDE ont participé précisément à une enquête de ce type, l'*Enquête internationale de victimation*.

Comparabilité

La comparaison des résultats de cette enquête avec les statistiques sur les délits révèle qu'environ 80 % des vols de voiture et des cambriolages sont déclarés à la police. Dans la plupart des pays, en revanche, une proportion élevée d'agressions – sexuelles en particulier – n'est pas signalée aux autorités.

L'*Enquête internationale de victimation* utilise des questionnaires et des méthodes d'enquête standards pour tous les pays. Les résultats sont globalement comparables.

Tendances à long terme

Si l'on considère les pays pour lesquels des données comparables sont disponibles, on constate qu'une majorité d'entre eux ont enregistré une hausse du pourcentage de personnes ayant été victimes d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois.

Cette progression est particulièrement sensible en Angleterre et au pays de Galles ainsi qu'au Japon. On n'en recense pas moins un certain nombre d'exceptions. Les plus frappantes concernent quatre des pays qui enregistraient des taux d'infractions particulièrement élevés à la fin des années 80 et qui affichent, à des degrés divers, une baisse de ces taux depuis lors, à savoir le Canada, les Pays-Bas, la Pologne et (surtout) les États-Unis. Parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles, l'Australie, l'Angleterre et le pays de Galles ainsi que les Pays-Bas montrent les plus fortes proportions de personnes déclarant avoir été victimes d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois (supérieures à 25 %). En 2000, en Irlande du Nord, au Japon et au Portugal, ces chiffres ne sont guère supérieurs à 15 %.

L'importance de la proportion de personnes ayant signalé qu'elles avaient été victimes d'actes de délinquance s'explique en grande partie par les infractions perpétrées sur les véhicules, et principalement les actes de vandalisme (en dehors des pays Nordiques, du Japon et de la Suisse, plus de 5 % de la population des pays de l'OCDE ont subi des actes de vandalisme de cette nature). Les vols de voiture sont aussi très fréquents dans certains pays.

Les gens s'inquiètent plus particulièrement des atteintes physiques aux personnes (cambriolages, agressions, notamment sexuelles). C'est au Japon et au Portugal que ces actes sont le moins fréquents. En Australie et en Grande-Bretagne, plus de 6 % de la population ont été l'objet d'agressions physiques. Quant aux agressions sexuelles, ce sont l'Australie, l'Autriche et les Pays-Bas qui enregistrent les taux les plus élevés.

Source

International Crime Victims Surveys, mars 2002, www.unicri.it/icvs.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

del Frate, A. Alvazzi (2003), « The Voice of Victims of Crime: Estimating the True Level of Conventional Crime » ; *Forum on Crime and Society*, vol. 3, n^{os} 1 et 2, Décembre, UNODC, Vienna, www.unodc.org/pdf/crime/forum/forum3_note4.pdf. OCDE (2003), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

• Sites Web

Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale : www.oecd.org/statistics/social.

Office des Nations unies contre la drogue et le crime : www.unodc.org.

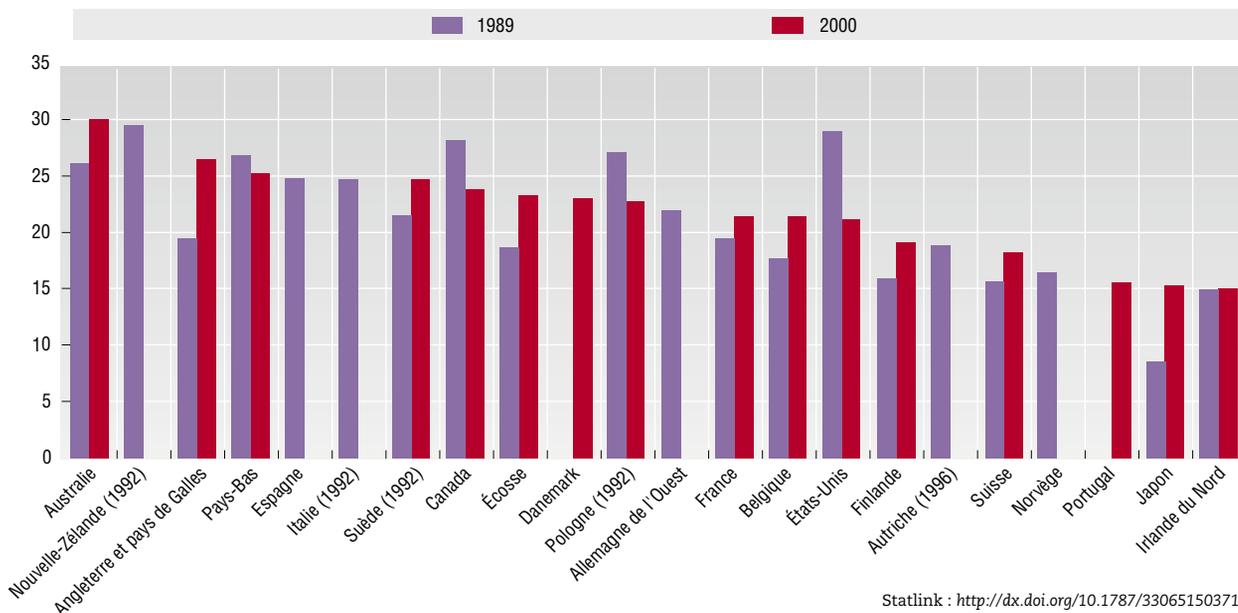

Population ayant été victime d'au moins un acte de délinquance

En pourcentage de la population, 2000 ou dernière année disponible

	Crimes concernant les véhicules					Crimes de contact et cambriolages			
	Vandalisme sur voiture	Vols de voiture	Vols dans voiture	Vols de moto	Vols de vélo	Agressions et menaces	Incidents sexuels	Cambriolages	Vols
Allemagne de l'Ouest	8.7	0.4	4.7	0.2	3.3	3.1	2.8	1.3	0.8
Angleterre et pays de Galles	8.8	2.1	6.4	0.4	2.4	6.1	2.7	2.8	1.2
Australie	9.2	1.9	6.8	0.1	2.0	6.4	4.0	3.9	1.2
Autriche	6.7	0.1	1.6	0.0	3.3	2.1	3.8	0.9	0.2
Belgique	6.1	0.7	3.6	0.3	3.5	3.2	1.1	2.0	1.0
Canada	5.5	1.4	5.4	0.1	3.5	5.3	2.1	2.3	0.9
Danemark	3.8	1.1	3.4	0.7	6.7	3.6	2.5	3.1	0.7
Écosse	9.0	0.7	4.2	0.1	2.0	6.1	1.1	1.5	0.7
Espagne	6.6	1.4	9.6	0.8	1.1	3.1	2.3	1.6	3.1
États-Unis	7.2	0.5	6.4	0.3	2.1	3.4	1.5	1.8	0.6
Finlande	3.7	0.4	2.9	0.1	4.9	4.2	3.7	0.3	0.6
France	8.2	1.7	5.5	0.3	1.8	4.2	1.1	1.0	1.1
Irlande du Nord	4.5	1.2	2.7	0.0	1.4	3.0	0.6	1.7	0.1
Italie	7.6	2.7	7.0	1.5	2.3	0.8	1.7	2.4	1.3
Japon	4.4	0.1	1.6	1.0	6.6	0.4	1.2	1.1	0.1
Norvège	4.6	1.1	2.8	0.3	2.8	3.0	2.2	0.7	0.5
Nouvelle-Zélande	7.9	2.7	6.9	0.3	4.4	5.7	2.7	4.3	0.7
Pays-Bas	8.9	0.4	3.9	0.6	7.0	3.4	3.0	1.9	0.8
Pologne	7.0	1.0	5.5	0.1	3.6	2.8	0.5	2.0	1.8
Portugal	6.3	0.9	4.9	0.3	0.8	0.9	0.6	1.4	1.1
Suède	4.6	1.3	5.3	0.4	7.2	3.8	2.6	1.7	0.9
Suisse	3.9	0.3	1.7	0.2	4.7	2.4	2.1	1.1	0.7

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/433443520882>
Évolution du nombre de crimes rapportés dans les pays de l'OCDE

Pourcentage de la population victime d'au moins un acte de délinquance dans l'année précédent l'étude, 1989 et 2000


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/330651503718>

VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé et en augmentation dans toute la zone OCDE. La réduction du nombre d'accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les pays. Les tableaux de cette section indiquent le nombre de véhicules routiers automobiles pour mille habitants et deux indicateurs de la sécurité routière – le nombre de tués de la route par million d'habitants et le nombre de tués de la route par million de véhicules.

Définitions

Un véhicule routier automobile est un véhicule sur roues qui est destiné à être utilisé sur les routes, qui est pourvu

d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion et qui sert normalement à transporter des personnes ou des marchandises ou à tracter, sur route, des véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, autocars, véhicules de transport de marchandises et motocycles, ainsi que les voitures particulières. Les véhicules routiers automobiles se déplaçant sur rails sont exclus.

On entend par « tué » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident.

Comparabilité

Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent. Par conséquent, les ratios des tués par million d'habitants et des tués par million de véhicules ne peuvent pas être strictement interprétés comme indiquant la proportion de la population d'un pays qui risque d'être victime d'un accident mortel sur la route ou la probabilité qu'un véhicule immatriculé dans un pays donné soit impliqué dans un accident mortel. Toutefois, dans la pratique, les écarts entre les numérateurs et les dénominateurs ont tendance à s'annuler.

Le nombre de véhicules composant le parc actuel est en général exact mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cependant, les statistiques sur le nombre de véhicules routiers automobiles en circulation peuvent être considérées comme fiables dans la plupart des pays de l'OCDE.

Tendances à long terme

Le nombre de véhicules automobiles rapporté à la population varie de plus de 800 pour 1 000 habitants aux États-Unis à environ 150 en Turquie. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les ratios véhicules/population ont augmenté dans tous les pays sauf au Canada, en Corée et aux États-Unis. Ils ont plus que doublé au Portugal, en République tchèque et en Turquie et fortement augmenté en Grèce et en Pologne.

En 2002, le nombre de tués de la route par million d'habitants variait de plus de 160 au Portugal à moins de 60 en Turquie. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les taux ont augmenté en Italie, en Islande, en République slovaque et en République tchèque, mais ils ont diminué dans tous les autres pays, et très nettement en Allemagne, en Nouvelle-Zélande, en Suisse et en Turquie.

Les taux d'accident par million d'habitants constituent un indicateur ambigu de sécurité routière, car le nombre d'accidents dépend, dans une large mesure, du parc de véhicules de chaque pays. Le dernier graphique illustre le nombre de tués par million de véhicules ainsi que le nombre de tués par million d'habitants en 2002. Les taux par million de véhicules sont influencés par les habitudes de conduite, la réglementation routière et l'efficacité de son application, le tracé routier ainsi que d'autres facteurs sur lesquels peuvent agir les pouvoirs publics. En 2002, les taux de mortalité sur les routes par million de véhicules étaient de moins de 130 au Royaume-Uni, en Norvège, aux Pays-Bas, au Japon, en Suède et en Suisse, mais supérieurs à 400 en Pologne, en Hongrie et en Corée. À noter qu'à des taux de mortalité bas par million d'habitants peuvent correspondre des taux de mortalité très élevés par million de véhicules. Par exemple, un pays dont le parc de véhicules est petit pourrait afficher un faible nombre de tués par million d'habitants mais un nombre élevé de tués par rapport au nombre de véhicules.

Source

CEMT (2004), *Évolution des transports*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

CEMT (2004), *Rapport annuel de la CEMT*, CEMT, Paris.

CEMT (2004), *Road Safety Performance: National Peer Review: Lithuania*, CEMT, Paris.

• Publications statistiques

CEMT (2000), *Rapport Statistique sur les accidents de la Route 1999-2000*, CEMT, Paris.

• Publications méthodologiques

Groupe de travail intersecrétariat CEE-ONU, CEMT, EUROSTAT (2003), *Glossaire des statistiques de transport*, CEMT, Paris, www.oecd.org/cem/online/glossaries.

• Sites Web

Conférence Européenne des Ministres des Transports : www.oecd.org/cem.



VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

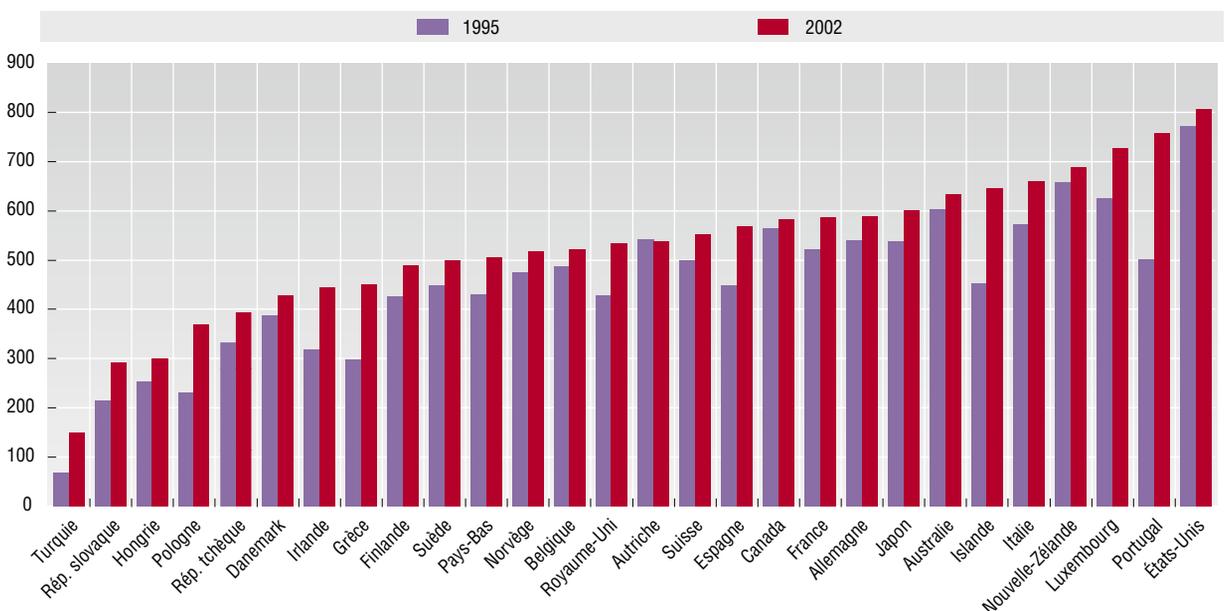
Véhicules routiers automobiles

Pour mille habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	527	527	427	478	523	540	547	551	556	564	570	582	589
Australie	..	..	..	..	..	603	599	591	626	629	623	625	634
Autriche	462	463	503	515	528	543	495	509	529	544	555	565	537
Belgique	432	442	441	454	464	487	494	482	490	500	511	517	520
Canada	600	619	627	595	569	565	565	564	580	566	569	572	581
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	254	236	237	243	243
Danemark	371	367	370	373	374	386	398	406	411	420	421	425	428
Espagne	372	394	412	422	419	447	464	481	502	526	541	557	567
États-Unis	842	718	779	725	719	771	783	784	792	798	810	816	807
Finlande	447	441	445	425	422	427	434	436	451	465	476	481	488
France	503	504	505	509	518	520	526	532	548	559	573	583	587
Grèce	248	246	257	271	283	298	313	328	351	378	406	428	450
Hongrie	211	208	216	232	239	253	257	262	255	261	270	283	300
Irlande	279	283	286	295	305	318	348	367	387	409	425	442	445
Islande	484	..	..	..	433	453	467	554	574	609	636	629	645
Italie	557	556	556	562	562	573	581	586	603	622	632	656	660
Japon	..	..	..	507	520	537	566	575	580	586	592	596	600
Luxembourg	532	549	542	580	580	625	669	675	671	666	693	719	728
Norvège	460	457	458	461	465	474	467	491	498	503	511	516	516
Nouvelle-Zélande	..	..	..	645	649	658	654	636	643	659	679	684	688
Pays-Bas	411	412	414	419	426	430	443	450	464	461	478	496	504
Pologne	..	..	204	210	222	231	250	285	296	309	333	349	368
Portugal	310	370	407	439	438	501	533	569	610	654	698	711	756
République slovaque	..	..	..	248	247	213	217	232	245	253	259	291	291
République tchèque	..	..	166	434	455	333	383	383	369	373	373	383	394
Royaume-Uni	443	433	453	441	439	428	448	458	474	486	493	516	533
Suède	457	456	452	444	442	447	450	456	468	481	494	497	500
Suisse	489	494	494	487	492	498	504	511	518	528	536	545	551
Turquie	57	47	53	61	64	68	97	105	111	116	124	148	148

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/621663000251>
Véhicules routiers automobiles

Pour mille habitants


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/520408600212>

Accidents mortels de la route

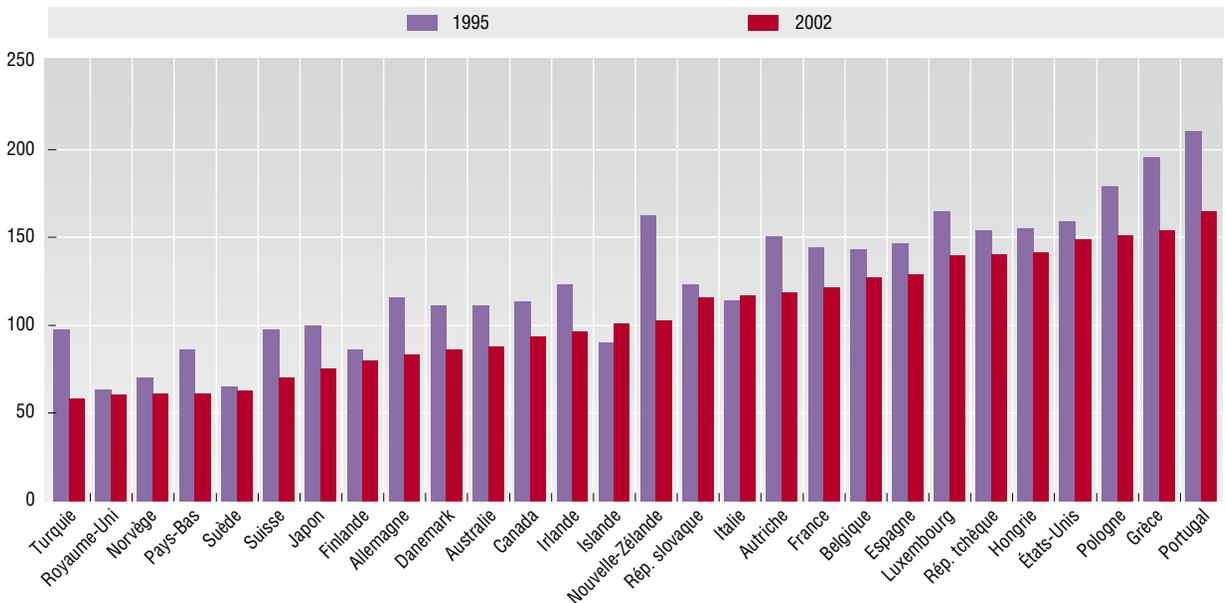
Par million d'habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	176	176	131	123	121	116	107	104	95	95	91	85	83
Australie	137	123	113	111	109	111	108	95	94	93	95	90	88
Autriche	200	199	177	161	167	150	127	137	121	135	122	119	119
Belgique	199	187	166	165	167	143	134	134	147	136	143	144	127
Canada	150	135	128	125	111	113	103	101	97	97	95	89	93
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	226	232	218	171	149
Danemark	123	117	111	108	105	111	98	93	94	97	93	80	86
Espagne	179	174	154	163	146	147	139	142	150	144	143	135	129
États-Unis	188	165	154	156	156	159	158	158	155	153	152	148	148
Finlande	130	126	119	95	94	86	79	85	78	83	76	83	80
France	182	168	158	157	147	144	138	136	143	136	129	130	121
Grèce	195	197	193	193	199	195	198	204	207	201	193	178	154
Hongrie	235	195	193	163	152	155	135	137	136	130	118	122	141
Irlande	139	126	118	122	113	123	125	129	124	110	110	107	96
Islande	96	..	..	..	89	90	37	55	98	75	113	84	101
Italie	115	130	129	116	115	114	108	108	110	116	115	117	117
Japon	..	..	..	106	102	100	93	89	85	82	82	79	75
Luxembourg	185	208	188	191	186	165	172	132	134	133	172	159	140
Norvège	91	76	76	65	65	70	58	69	79	68	76	61	61
Nouvelle-Zélande	217	191	188	172	164	162	141	144	132	134	121	118	103
Pays-Bas	92	85	84	82	84	86	76	74	68	69	68	62	61
Pologne	193	207	182	165	175	179	165	189	183	174	163	143	151
Portugal	234	251	240	210	195	210	241	222	213	200	186	161	165
République slovaque				109	118	123	115	146	152	122	120	116	116
République tchèque	125	129	150	147	158	154	155	155	132	141	145	130	140
Royaume-Uni	94	82	78	68	65	64	63	63	59	59	59	60	60
Suède	90	86	88	72	67	65	61	61	60	65	67	65	63
Suisse	141	126	121	104	97	98	87	83	84	81	82	75	70
Turquie	125	109	106	108	97	97	86	81	76	69	58	58	58

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/067453213278>

Accidents mortels de la route

Par million d'habitants



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/404573062452>



VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

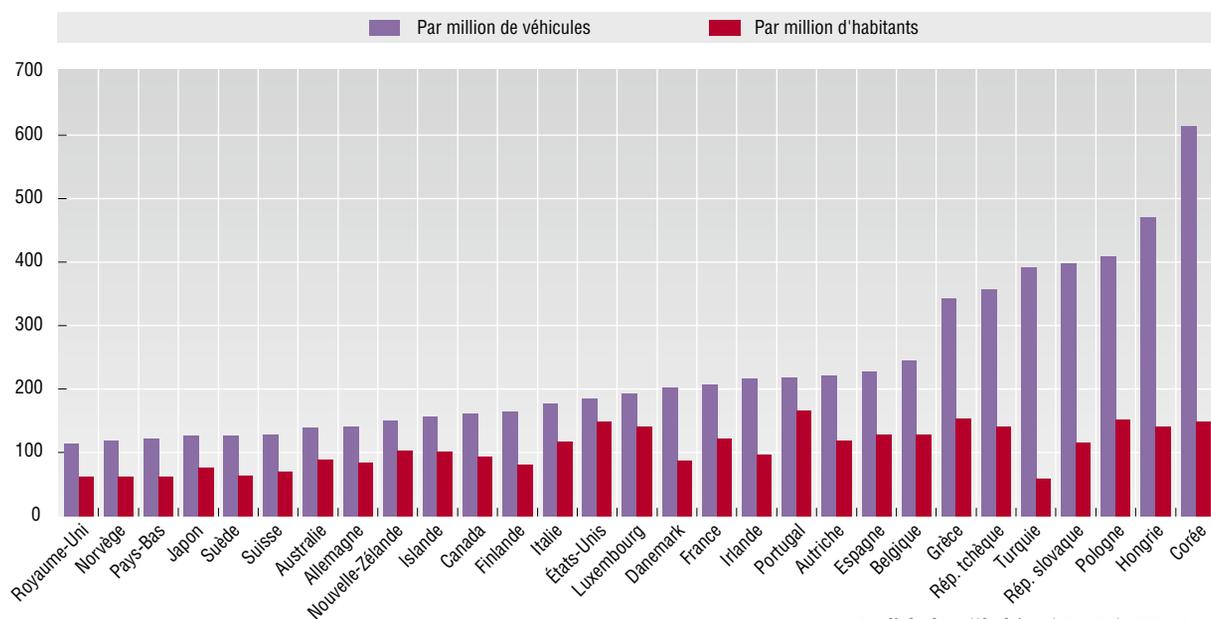
Accidents mortels de la route

Par million de véhicules

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	334.6	335.1	307.3	257.1	230.6	214.1	195.5	188.9	170.9	167.7	159.9	145.5	140.8
Australie	..	..	..	..	..	183.9	179.9	161.5	149.5	147.7	152.8	143.2	138.4
Autriche	433.0	428.8	352.8	311.9	315.5	277.0	257.1	269.0	228.1	247.8	219.3	210.9	220.5
Belgique	459.3	423.0	376.5	362.2	359.8	293.6	270.2	278.0	299.9	272.7	280.5	279.0	244.0
Canada	250.1	218.8	205.0	209.5	195.8	200.1	182.1	178.9	166.9	172.2	167.1	156.4	160.4
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	891.8	983.4	919.5	702.9	612.7
Danemark	332.1	320.1	300.7	288.6	280.6	287.1	245.6	228.2	228.0	230.5	221.0	189.1	201.1
Espagne	480.4	442.7	373.7	385.8	347.8	327.8	300.7	295.6	298.7	273.1	264.5	242.3	227.1
États-Unis	223.1	229.4	197.5	214.7	217.3	206.1	202.2	201.0	196.1	191.5	187.5	181.3	184.0
Finlande	290.6	284.9	267.0	224.5	223.2	202.2	181.2	195.4	171.7	179.4	160.6	173.2	163.4
France	361.5	333.6	312.6	307.4	284.1	277.7	262.7	255.5	261.1	242.6	226.0	223.1	206.1
Grèce	787.2	798.3	753.1	715.1	704.4	656.3	630.7	622.4	591.3	531.7	476.0	414.4	341.7
Hongrie	1114.1	936.4	895.2	702.7	635.7	613.5	523.9	523.3	532.8	498.5	436.5	430.1	469.4
Irlande	495.9	445.9	411.7	414.8	371.0	387.0	359.5	350.9	319.7	269.5	258.0	242.3	215.8
Islande	198.3	..	..	..	205.1	198.3	79.4	100.0	170.9	123.5	177.8	133.3	155.9
Italie	206.4	233.7	231.7	207.2	205.1	198.5	185.5	184.7	182.6	186.6	181.9	178.8	177.0
Japon	186.5	185.9	186.2	209.7	196.4	186.3	163.9	155.0	147.2	139.6	138.4	132.5	125.2
Luxembourg	348.3	379.1	346.0	329.0	320.3	263.6	257.1	195.8	199.3	200.0	248.4	221.5	192.0
Norvège	197.1	165.7	165.7	141.5	140.1	147.6	124.2	139.6	159.1	134.9	148.1	117.7	117.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	267.4	253.4	246.7	216.0	225.7	205.7	202.6	177.6	172.8	149.1
Pays-Bas	223.1	207.5	203.9	194.6	197.5	200.8	171.3	165.1	145.7	148.9	141.6	124.5	120.8
Pologne	..	..	890.5	783.6	789.1	775.2	658.1	662.3	618.4	563.4	489.7	411.0	409.4
Portugal	757.5	677.0	590.9	479.1	444.3	419.5	452.1	390.7	349.7	305.3	265.7	226.9	217.6
République slovaque	..	..	588.7	441.4	477.7	577.9	527.9	629.9	620.0	481.3	463.2	396.8	396.8
République tchèque	..	..	905.6	339.6	348.2	461.4	404.4	404.4	358.5	379.5	388.4	338.9	356.2
Royaume-Uni	211.4	189.0	172.3	153.5	147.0	148.5	140.6	137.1	125.5	121.9	119.2	117.1	113.4
Suède	196.7	188.9	194.3	162.8	151.7	144.7	134.9	134.0	128.2	136.2	134.7	131.6	125.3
Suisse	289.2	254.5	244.5	213.1	196.7	196.1	172.6	161.9	161.8	154.2	153.2	137.5	127.2
Turquie	2181.9	2293.3	2004.5	1775.4	1514.7	1441.2	886.6	770.8	680.5	596.4	469.4	391.0	391.0

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/100864442055>
Accidents mortels de la route

Par million de véhicules et par million d'habitants, 2002


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/116227124726>

TRANSPORT ROUTIER ET FERROVIAIRE DE VOYAGEURS

Au cours des 50 dernières années, les transports ont connu des avancées et des changements extraordinaires. Étayées par des investissements massifs et des dépenses considérables des secteurs public et privé, les possibilités d'accès se sont multipliées et la mobilité s'est accrue de façon spectaculaire. Les transports ont facilité la mondialisation des échanges et contribué à abolir les distances. Ils sont, d'une manière générale, plus rapides, plus sûrs, moins polluants et moins chers qu'ils ne l'ont jamais été.

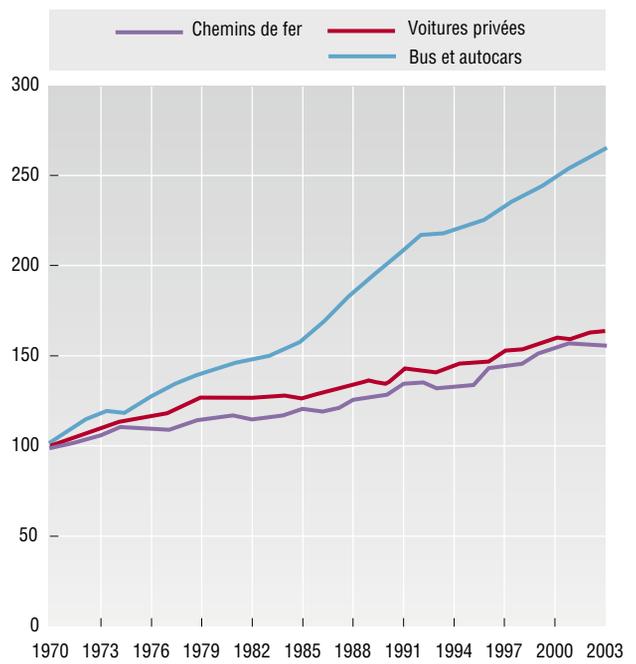
Définition

Le tableau sur les transports terrestres de voyageurs présenté ci-après recouvre le transport par rail, en voiture particulière, par autobus et par autocar. Les données sont exprimées en voyageurs-kilomètres, unité qui correspond au nombre total de kilomètres parcourus par l'ensemble des voyageurs.

Comparabilité

Le tableau indique les volumes totaux du trafic terrestre de voyageurs par rail et par route dans les pays membres de la CEMT qui sont également membres de l'OCDE. On constate des ruptures dans certaines séries chronologiques, notamment dans celles de la France.

Transport de voyageurs en Europe occidentale



Source

CEMT (2004), *Évolution des transports : 1970-2002*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

• Publications analytiques

AIE (2004), *Biofuels for Transport: An International Perspective*, AIE, Paris.

CEMT (2002), *Fraude et délinquance dans les transports routiers de marchandises*, CEMT, Paris.

CEMT (2003), *Cinquante ans de politique des transports: Succès, échecs et nouveaux défis*, CEMT, Paris.

CEMT (2003), *Rapport annuel de la CEMT 2003*, CEMT, Paris.

CEMT (2004), *Évaluation et prise de décision pour des transports durables*, CEMT, Paris.

CEMT (2004), *La réforme des taxes et des redevances dans les transports*, CEMT, Paris.

CEMT, Union Internationale des Transports Publics (UITP) (2004), *Améliorer l'accès aux transports publics*, CEMT, Paris.

OCDE (2003), *Transport urbain de marchandises : Les défis du XXIe siècle*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Communicating Environmentally Sustainable Transport: The Role of Soft Measures*, OCDE, Paris.

• Sites Web

Conférence Européenne des Ministres des Transports : www.oecd.org/cem.

Tendances à long terme

Le nombre de voyageurs-kilomètres transportés sur les réseaux ferrés de l'Europe occidentale en 2003 fait état d'une hausse supérieure à 50 % par rapport à 1970. Depuis 1990, ce trafic a diminué à trois reprises : en 1993, en 2002 et en 2003. Le transport de voyageurs par autobus et autocar a augmenté de plus de 56 % entre 1970 et 2003, le volume du trafic de 2000, 2001, 2002 et 2003 ayant compensé le recul qu'avait accusé l'activité en 1999. En conséquence, 2003 a été une année sans précédent pour ce mode de transport, à la différence de l'évolution observée dans le transport ferroviaire de voyageurs. Quant aux déplacements en voiture particulière exprimés en voyageurs-kilomètres, leur croissance depuis 1970 apparaît saisissante, le volume global du trafic ayant été multiplié par un facteur de près de 2.6, en dépit du léger tassement enregistré en 2000. En revanche, la croissance des trois années suivantes a été importante : le trafic s'est accru de près de 1.5 % en 2003, après un bond de 2.3 % en 2002.



THÈME SPÉCIAL :

En étroite coopération avec l'Agence internationale de l'énergie

ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR RÉGION

PRODUCTION DE PÉTROLE PAR RÉGION

PRODUCTION DE GAZ NATUREL PAR RÉGION

PRODUCTION DE HOUILLE PAR RÉGION

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

PRODUCTION MONDIALE D'ÉLECTRICITÉ

CONSOMMATION FINALE PAR SECTEUR

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES POUR LE MONDE

PRIX DU PÉTROLE BRUT

BUDGETS PUBLICS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

SUR L'ÉNERGIE DES PAYS DE L'AIE

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES D'ÉNERGIE

PERSPECTIVES DE LA DEMANDE MONDIALE D'ÉNERGIE PRIMAIRE

PERSPECTIVES DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE PRIMAIRE PAR RÉGION

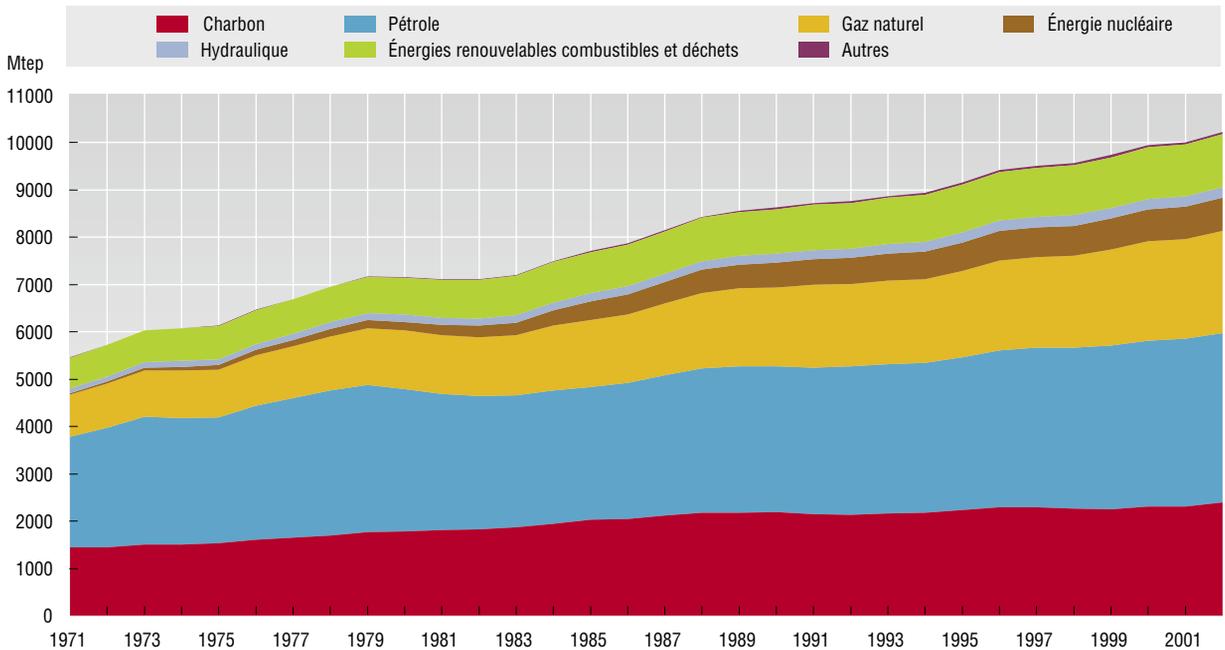
DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES

DANS LE MONDE

PERSPECTIVES DES ÉMISSIONS DE CO₂

APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN ÉNERGIE

Approvisionnement mondial en énergie



Note : Soutages maritimes internationaux et échanges d'électricité non compris.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/646174862743>

- Au cours de la période de 31 ans comprise entre 1971 et 2002, les approvisionnements totaux en énergie primaire se sont accrus de 87 % à l'échelle mondiale pour atteindre 10 230 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui représente un taux de croissance global de 2 % par an environ. Par comparaison, durant la même période, la population mondiale a augmenté de 1.6 % et le produit intérieur brut de 2.9 % par an.

- La croissance des approvisionnements énergétiques est demeurée relativement constante pendant cette période, sauf en 1974-1975 et au début des années 80 sous l'effet des deux premiers chocs pétroliers, ainsi qu'au début des années 90 à la suite de la dissolution de l'Union soviétique.

- En 1971, le pétrole était de loin la principale composante des approvisionnements totaux en énergie primaire, avec une part de 42.8 %. En 2002, cette part, bien qu'étant en légère diminution, était encore de 34.9 %.

- La part du charbon a quelque peu reculé, passant de 26.4 % environ en 1971 à 23.5 % en 2002. Quant à celle des énergies renouvelables combustibles et des déchets – pour l'essentiel, le bois et le charbon de bois, souvent qualifiés de biomasse traditionnelle, servant à la cuisson des aliments dans les pays en développement – elle est restée stable à environ 11 % au cours des 31 dernières années.

- Le gaz naturel et l'énergie nucléaire ont enregistré une progression sensible, leurs parts étant passées de 16.4 % et de 0.5 % respectivement en 1971, à 21.2 % et à 6.8 % en 2002.

Sources

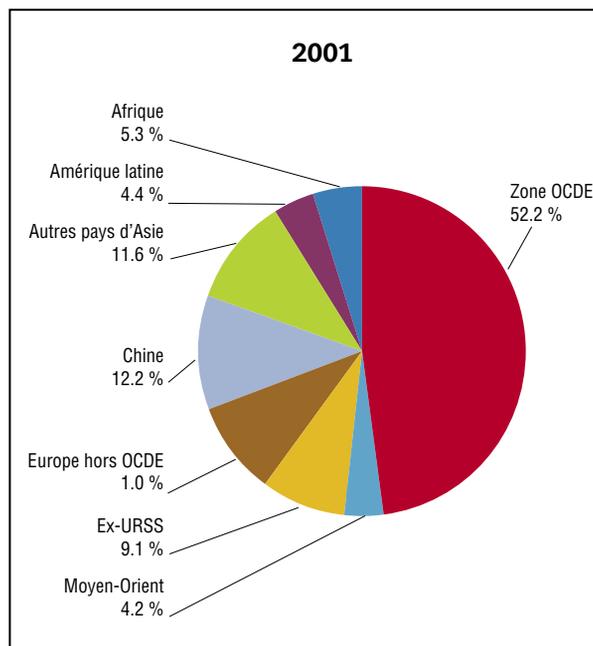
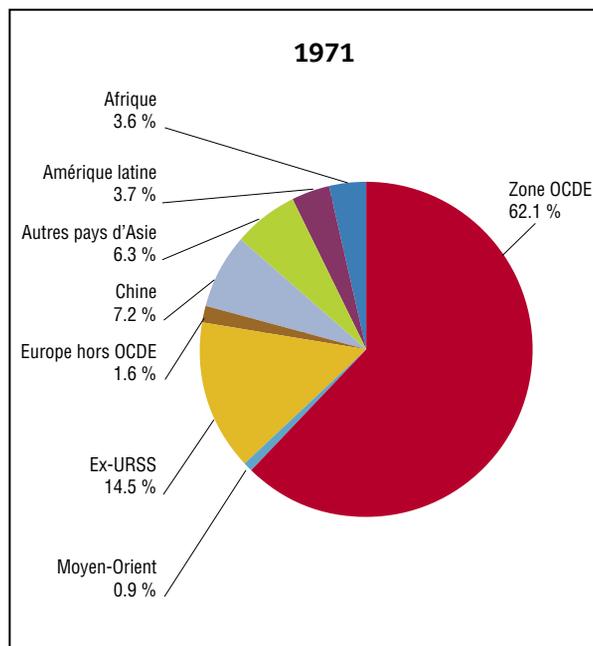
AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR RÉGION

Approvisionnement en énergie par région

En pourcentage des approvisionnements totaux



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/688336254044>

- La zone de l'OCDE reste le plus gros consommateur d'énergie dans le monde, mais sa part dans les approvisionnements mondiaux en énergie primaire s'est très nettement contractée pour se situer à 52.2 % en 2002, contre 62.1 % en 1971.
- En valeur absolue, les approvisionnements totaux en énergie primaire sont passés, dans la zone de l'OCDE, de 3 391 Mtep en 1971 à 5 344 Mtep en 2002, soit un taux de croissance annuelle de 1.5 %, à comparer avec le taux mondial de 2.0 % observé pendant la même période.
- Le vif essor économique de l'Asie a entraîné une forte hausse de la part revenant à cette région (Chine comprise) dans les approvisionnements énergétiques mondiaux, part qui est passée de 13.5 % en 1971 à 23.8 % en 2002.
- En revanche, la part de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE pris globalement s'est sensiblement réduite après la dissolution de l'Union soviétique à la fin des années 80.

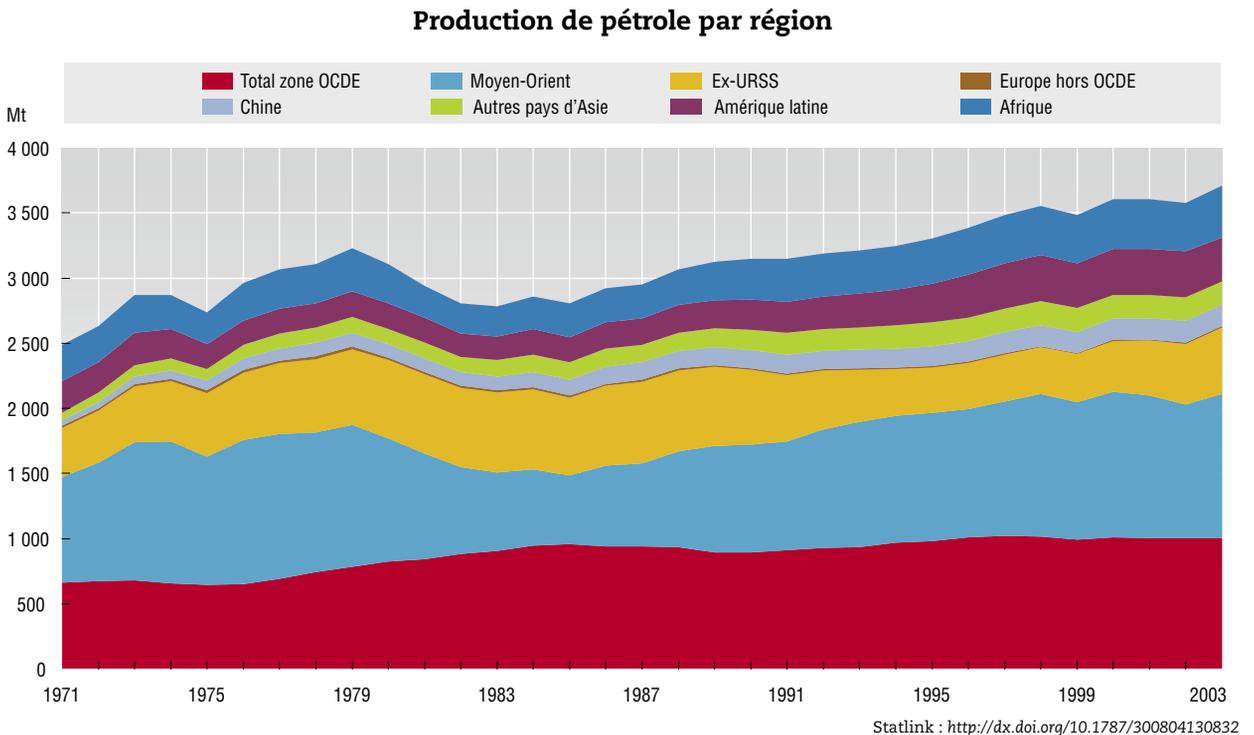
Sources

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques énergétiques mondiales : Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

PRODUCTION DE PÉTROLE PAR RÉGION



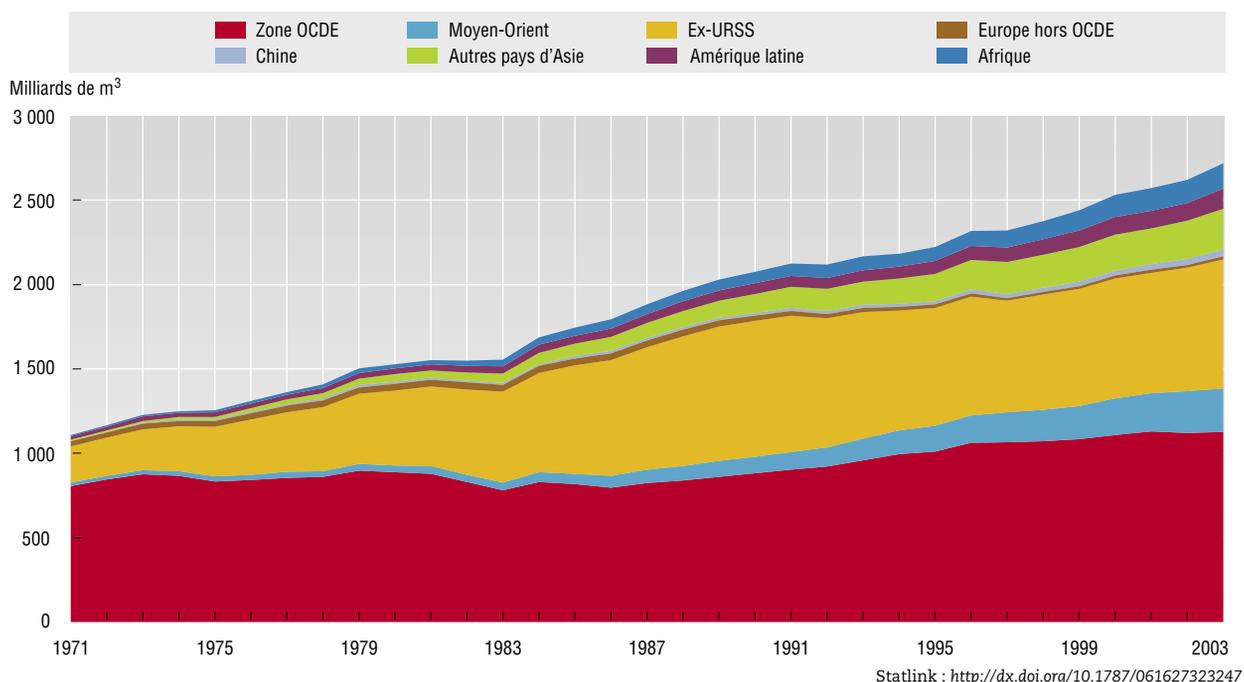
- La production mondiale de pétrole a progressé de 49 % durant les 32 années comprises entre 1971 et 2003. En 2003, la production a atteint 3 712 millions de tonnes, soit quelque 74 millions de barils par jour.
- La croissance n'a pas été constante au cours de la période considérée, la production ayant chuté au lendemain des deux chocs pétroliers.
- En 2003, la part correspondant à la région du Moyen-Orient dans les approvisionnements se chiffrait à 29.7 % du total mondial. Néanmoins, la production et la part de cette région ont sensiblement varié au cours de la période considérée, puisque cette part était de 32.5 % en 1971 et de moins de 19 % en 1985.
- La zone de l'OCDE, dont la part est passée de 26.6 % en 1971 à 27.1 % en 2003, se place avec le Moyen-Orient en tête des régions qui produisent le plus de pétrole dans le monde. L'expansion de la production dans la mer du Nord et au Mexique a contribué à cet accroissement.
- Dans le même temps, l'ex-Union soviétique a vu sa part diminuer de 15.2 % en 1971 à 13.8 % en 2003.

Source

AIE (2004), *Données sur le pétrole*, AIE, Paris.

PRODUCTION DE GAZ NATUREL PAR RÉGION

Production de gaz naturel par région

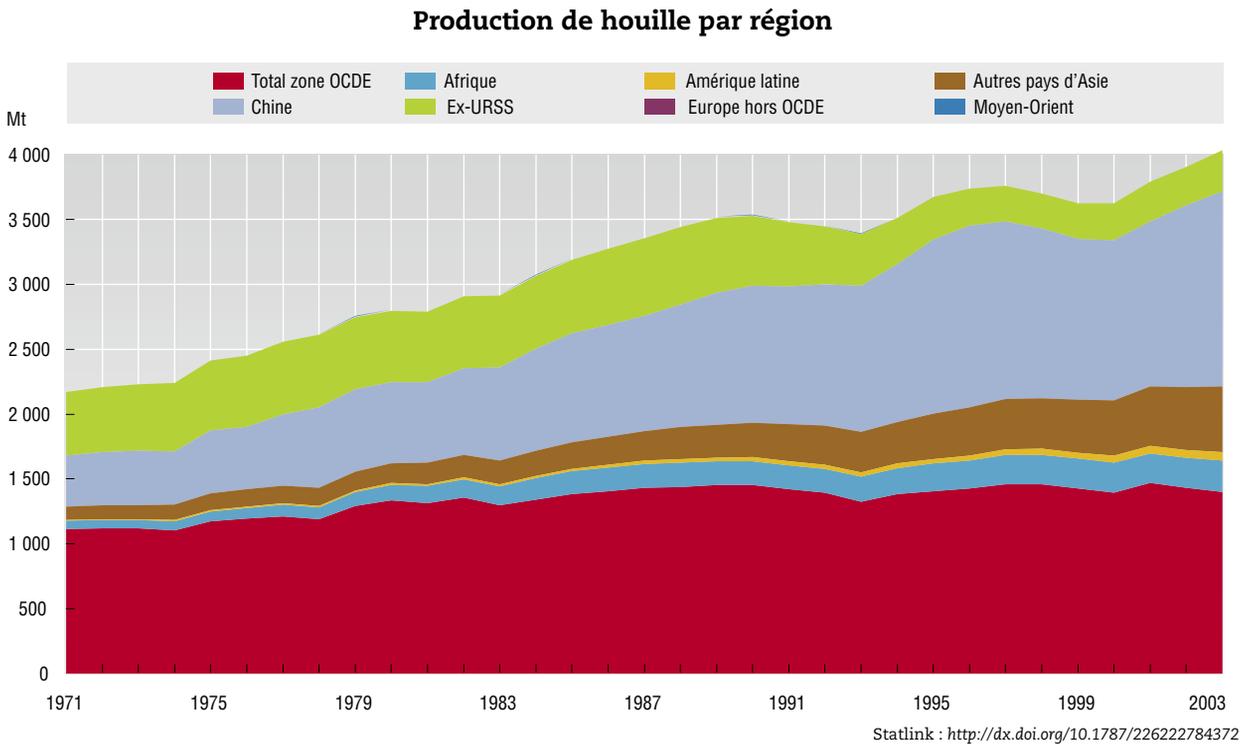


- La production mondiale de gaz naturel durant les 32 années comprises entre 1971 et 2003 s'est accrue à un taux annuel moyen de 2.8 %. En 2003, elle a dépassé les 2 700 milliards de mètres cubes, volume supérieur de 145 % à celui de 1971.
- Alors que la production de la zone de l'OCDE au cours de cette période a certes augmenté en valeur absolue, sa part dans la production mondiale qui atteignait près de 73 % en 1971 est tombée à 41 % en 2003.
- L'ex-URSS et les pays européens non membres de l'OCDE, pris globalement, se placent au deuxième rang des producteurs de gaz naturel dans le monde pendant l'ensemble de la période considérée ; leur part, qui était de 22 % au début des années 70, est passée à 29 % en 2003.
- L'accroissement le plus prononcé de la consommation de gaz naturel s'est effectué dans le secteur de la production d'électricité ; avec une croissance annuelle moyenne de 4.3 %, l'utilisation de ce combustible dans ce secteur a plus que triplé pendant la période considérée.

Source

AIE (2004), *Natural Gas Information*, AIE, Paris.

PRODUCTION DE HOUILLE PAR RÉGION



- La production mondiale de houille, après avoir affiché un taux de croissance annuel de 2 % au cours des 32 ans qui ont précédé 2003, a atteint plus de 4 milliards de tonnes cette année-là.
- Pour la production de houille, le déterminant le plus puissant dans la dernière décennie a été la restructuration du secteur charbonnier en Chine, qui a eu pour corollaire l'expansion de la production chinoise de charbon.
- En Asie, le vif essor observé s'explique en grande partie par l'accroissement de la production de charbon en Inde destiné à la production d'électricité et aux exportations provenant de l'Indonésie.
- La production de charbon des pays de l'ex-URSS, qui s'est stabilisée au début de l'an 2000 après avoir reculé tout au long des années 80 et 90, repart aujourd'hui à la hausse.
- Alors que la production de la zone de l'OCDE a progressé en valeur absolue au cours des 32 dernières années, sa part dans la production mondiale a chuté de 51 % en 1971 à 35 % en 2003.

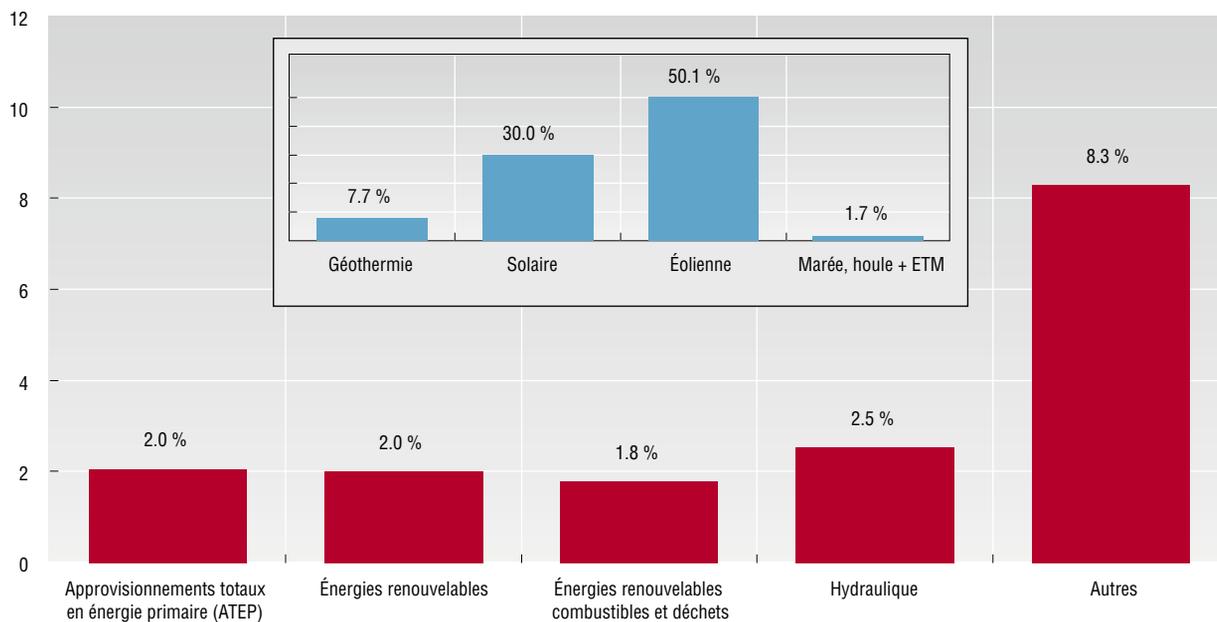
Source

AIE, *Coal Information*, AIE, Paris.

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

Croissance annuelle de l'approvisionnement en énergies renouvelables

Taux de croissance annuel moyen en pourcentage, 1971-2002



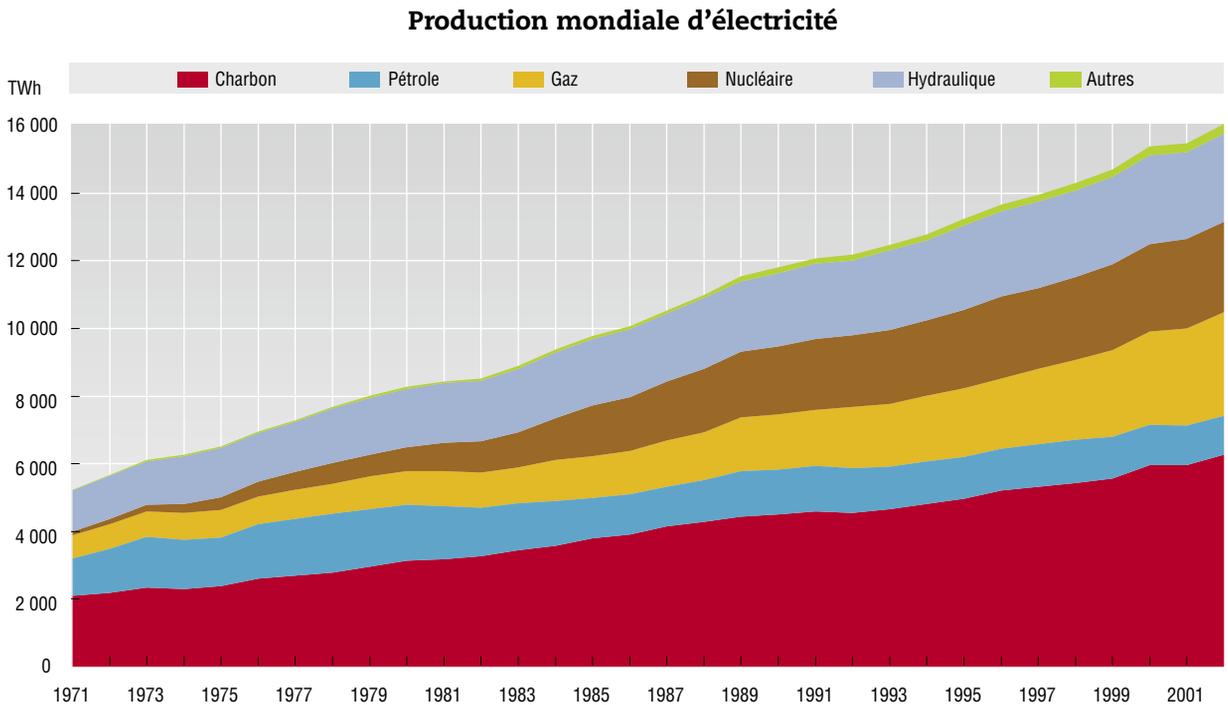
Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/830866846646>

- Les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont enregistré une croissance annuelle de 2.0 % entre 1971 et 2002, taux presque identique à celui de la croissance annuelle des ATEP. Cependant, la catégorie « autres », qui regroupe les énergies géothermique, solaire, éolienne et marémotrice, a affiché une progression annuelle beaucoup plus importante, supérieure à 8 %.
- Les approvisionnements en énergies renouvelables combustibles sont concentrés dans les pays non membres de l'OCDE, où il est courant d'utiliser très largement le bois et d'autres formes de biomasse pour la cuisson des aliments et le chauffage des locaux, ainsi que dans les petites industries.
- Partant d'un niveau très bas en 1971 et à la faveur d'un développement rapide récent, la production d'électricité à partir d'énergie éolienne a connu la plus forte expansion, avec un taux supérieur à 50 % par an, suivie de l'énergie solaire, dont le taux de croissance annuel a dépassé 30 %.
- Les « autres » énergies renouvelables non combustibles, notamment le solaire et l'éolien, ont connu la croissance la plus rapide dans les pays membres de l'OCDE où des politiques publiques ont stimulé leur développement.

Source

AIE (2004), *Renewables Information*, AIE, Paris.

PRODUCTION MONDIALE D'ÉLECTRICITÉ



Note : Il n'est pas tenu compte, dans la production hydroélectrique, de la production des centrales d'accumulation par pompage.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/051377176514>

- La production mondiale d'électricité a augmenté en moyenne de 3.7 % par an entre 1971 et 2002, ce qui est supérieur au taux de croissance des approvisionnements totaux en énergie primaire qui s'est établi à 2.0 %. Cet accroissement tient, dans une large mesure, à la multiplication des appareils électroménagers, au développement du chauffage électrique dans divers pays développés et aux programmes d'électrification rurale mis en œuvre dans les pays en développement.
- La part de la production thermique d'électricité a graduellement diminué en passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 65 % en 2002. Cette baisse s'explique par l'abandon progressif dans ce secteur des produits pétroliers, dont la part a été ramenée de 20.9 % à 7.2 % de l'ensemble des sources d'énergie utilisées.

- C'est surtout la croissance spectaculaire de la production électro-nucléaire, dont la part a été portée de 2.1 % en 1971 à 16.6 % en 2002, qui a contribué à la diminution du poids des produits pétroliers dans le secteur de l'électricité.
- La part du charbon est demeurée stable à près de 38 %, tandis que celle du gaz naturel s'est accrue, passant de 13.3 % à 19.1 %.
- La part de l'hydroélectricité est tombée de 23.0 % à 16.2 %. En revanche, celle des énergies nouvelles et renouvelables, notamment le solaire, l'éolienne et la géothermie, a augmenté mais reste limitée. En 2002, ces sources d'énergie entraînent pour 1.9 % seulement dans la production totale d'électricité.

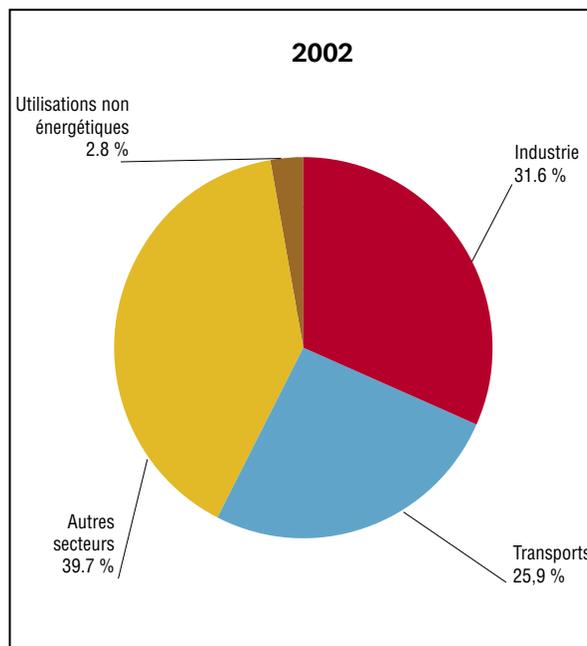
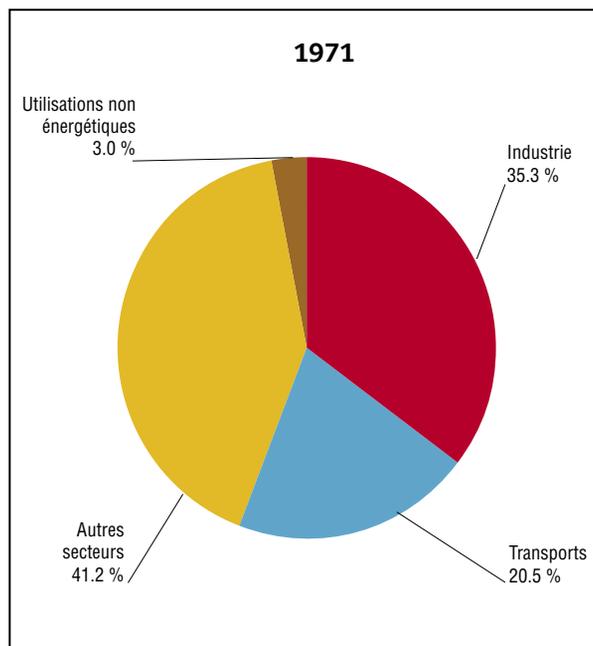
Source

AIE (2004), *Electricity Information*, AIE, Paris.

CONSOMMATION FINALE PAR SECTEUR

Consommation finale par secteur

En pourcentage de la consommation totale



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/515767247023>

- Globalement, la ventilation de la consommation finale totale mondiale par secteur n'a pas beaucoup varié en 31 ans.
- L'industrie reste le secteur le plus gros consommateur d'énergie. Toutefois, sa part a fléchi de 35.3 % en 1971 à 31.6 % en 2002.

- La part des transports a augmenté, passant de 20.5 % en 1971 à 25.9 % en 2002.
- Les autres secteurs (résidentiel, services et agriculture) représentent, approximativement, un tiers de la consommation totale. Le secteur des services occupe une place grandissante, surtout dans les pays développés.

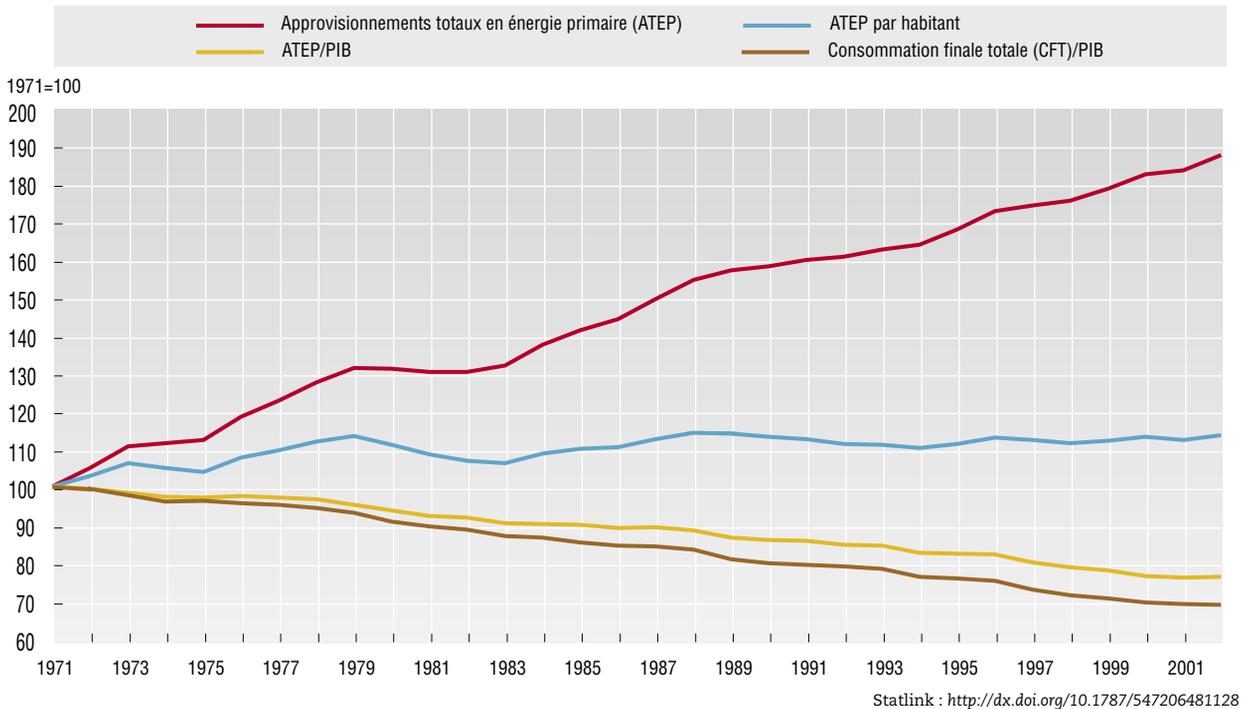
Sources

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES POUR LE MONDE

Principaux indicateurs énergétiques pour le monde



- La demande mondiale d'énergie a continué de croître, en dépit de l'amélioration des performances énergétiques de nombreux véhicules et appareils électroménagers. Aussi bien les pays développés que les pays en développement sont à l'origine de cette croissance.

- Pendant les dernières années, les améliorations de l'efficacité énergétique observées dans les pays développés n'ont pas entraîné de baisse de la demande d'énergie car la hausse du niveau de vie a suscité des attentes plus grandes chez les consommateurs. Par exemple, les véhicules consomment moins de carburant, mais le choix des consommateurs se porte sur des voitures plus grosses et les distances parcourues s'allongent.

- Dans les pays en développement, les programmes d'électrification rurale et urbaine, conjugués au développement des transports et à l'industrialisation, ont dopé la demande d'énergie, dont l'essor a souvent été plus rapide que la croissance démographique.

- L'intensité énergétique montre des différences considérables d'un pays et d'une région à l'autre, sous l'effet de facteurs tels que la géographie et le climat, la densité et la croissance de la population, la conjoncture et la croissance économiques, le dosage des sources d'énergie utilisées et les conditions propres à chaque pays.

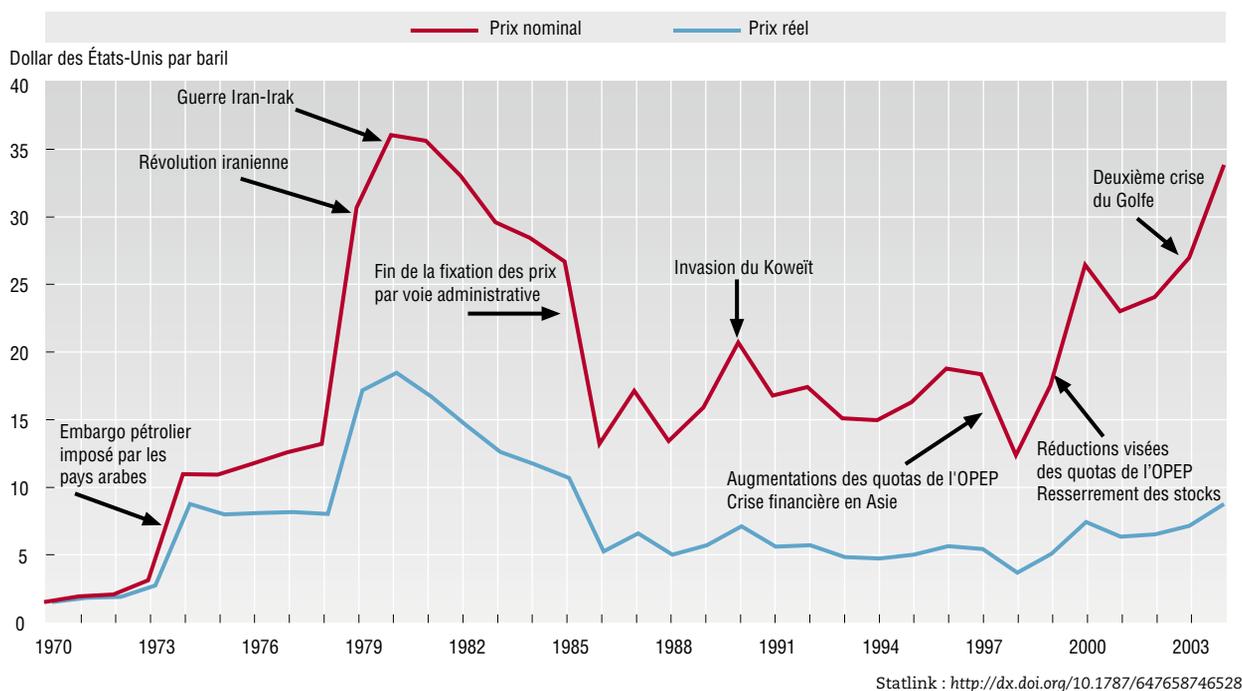
Sources

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

AIE (2004), *Statistiques énergétiques mondiales : Statistiques de l'énergie des pays non-membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

Prix du pétrole brut



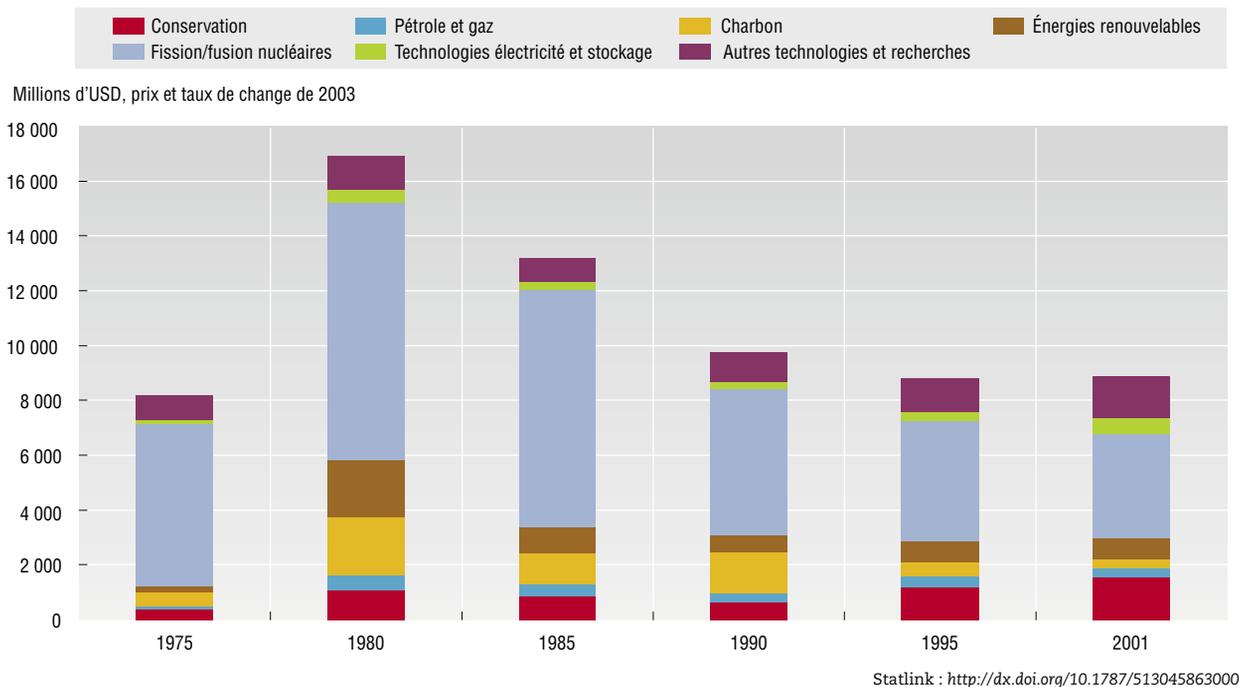
- L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 avait eu des répercussions considérables sur les cours, l'envolée des prix s'est notamment traduite par une augmentation du prix de l'Arabian Light de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.77 USD/baril en 1974. La seule autre flambée des prix de cette ampleur s'est produite pendant la période de la révolution iranienne et le conflit Iran-Irak.
- C'est en 1981, à la suite de la révolution iranienne, que les prix ont marqué un pic pour la première fois depuis 1973, atteignant le niveau sans précédent de près de 40 USD le baril. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie saoudite a considérablement accru sa production pétrolière.
- La première crise du Golfe, en 1990, a de nouveau poussé les prix à des niveaux jamais atteints à ce moment-là. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'impact de la crise financière en Asie.
- Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a fait croître sensiblement les prix, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004.
- Après la chute des cours en 1986, le prix réel du pétrole brut est demeuré relativement stable.

Source

AIE (2004), *Energy Prices and Taxes*, AIE, Paris.

BUDGETS PUBLICS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT SUR L'ÉNERGIE DES PAYS DE L'AIE

Budgets publics de R-D sur l'énergie des pays de l'AIE



- La courbe d'évolution des budgets de R-D des pays de l'AIE suit la tendance générale des cours du pétrole brut, avec un point culminant au début des années 80 quand le baril de brut est parvenu à un maximum historique voisin de 40 USD, et une baisse ininterrompue depuis lors.

- En 1980, en raison de la recherche d'énergies de substitution au pétrole, les budgets de R-D ont atteint 16 milliards d'USD (aux prix et taux de change de 2003). En 1985, les budgets avaient diminué de 20 % et, en 1990, de 25 % supplémentaires. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie jusqu'en 1997, mais elle s'est inversée en 1998 et les budgets représentaient en 2001 quelque 10 % de plus qu'en 1997.

- La fission nucléaire absorbe encore aujourd'hui la majeure partie des dépenses de R-D énergétique, bien que sa part affiche le plus fort recul depuis 1985 (à l'exception de celle du charbon). À l'heure actuelle, la moitié environ des dépenses totales de R-D des pays de l'AIE est affectée à la fission et à la fusion nucléaires.

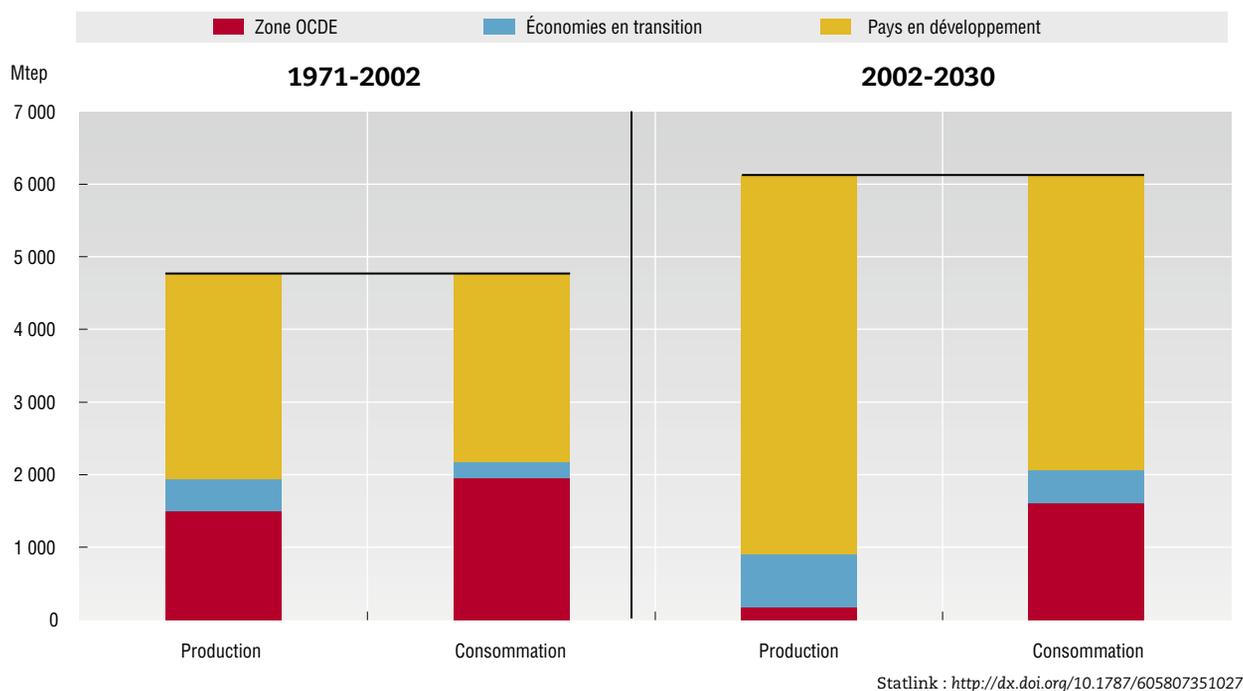
- Bien que la proportion des dépenses allouées aux économies d'énergie ait progressé au cours des 15 dernières années, les investissements dans ce domaine restent limités.

Source

IEA Energy Technology R&D Statistics.

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES D'ÉNERGIE

Augmentation de la production et de la consommation mondiales d'énergie



- Dans les trois prochaines décennies, c'est-à-dire entre 2002 et 2030, la croissance de la production et de la consommation mondiales d'énergie devrait, selon les prévisions, augmenter de presque 60 %. On atteindra alors un volume de 16.5 milliards de tonnes d'équivalent pétrole.
- La répartition géographique des sources qui fourniront les approvisionnements énergétiques se modifiera de façon marquée dans les trois prochaines décennies, sous l'effet d'un ensemble de facteurs relatifs aux coûts, à la géologie et à la technique.

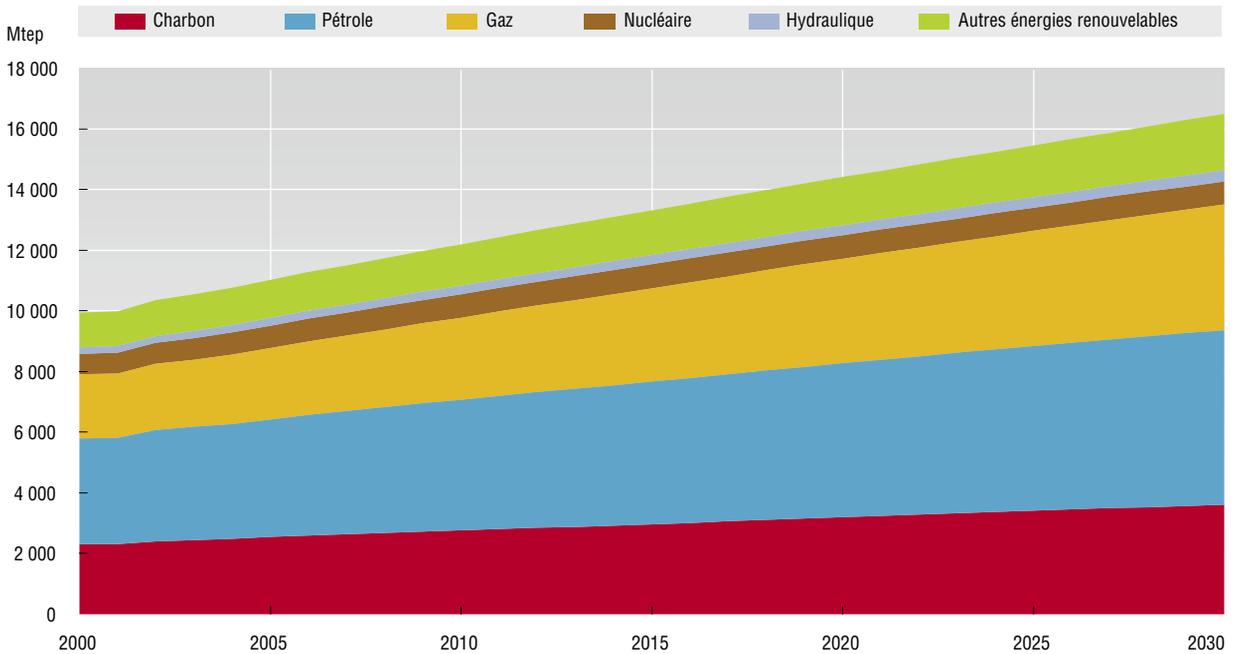
- Au cours des 30 prochaines années, la croissance de la production d'énergie interviendra en quasi-totalité dans les pays non membres de l'OCDE.
- Plus de 70 % de la croissance de la demande d'énergie dans les trois prochaines décennies seront imputables à des pays extérieurs à la zone de l'OCDE.

Source

AIE (2004), *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

PERSPECTIVES DE LA DEMANDE MONDIALE D'ÉNERGIE PRIMAIRE

Perspectives de la demande mondiale d'énergie primaire



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/141500306758>

- Si les politiques restent inchangées, la demande mondiale d'énergie devrait, selon les prévisions, progresser à un rythme régulier de 1,7 % par an jusqu'en 2030, c'est-à-dire moins rapidement que la croissance annuelle de 2 % observée au cours des trois décennies écoulées.
- Dans cette hypothèse, les combustibles fossiles demeureront la première source d'énergie et représenteront quelque 85 % de l'accroissement de la demande entre 2002 et 2030.

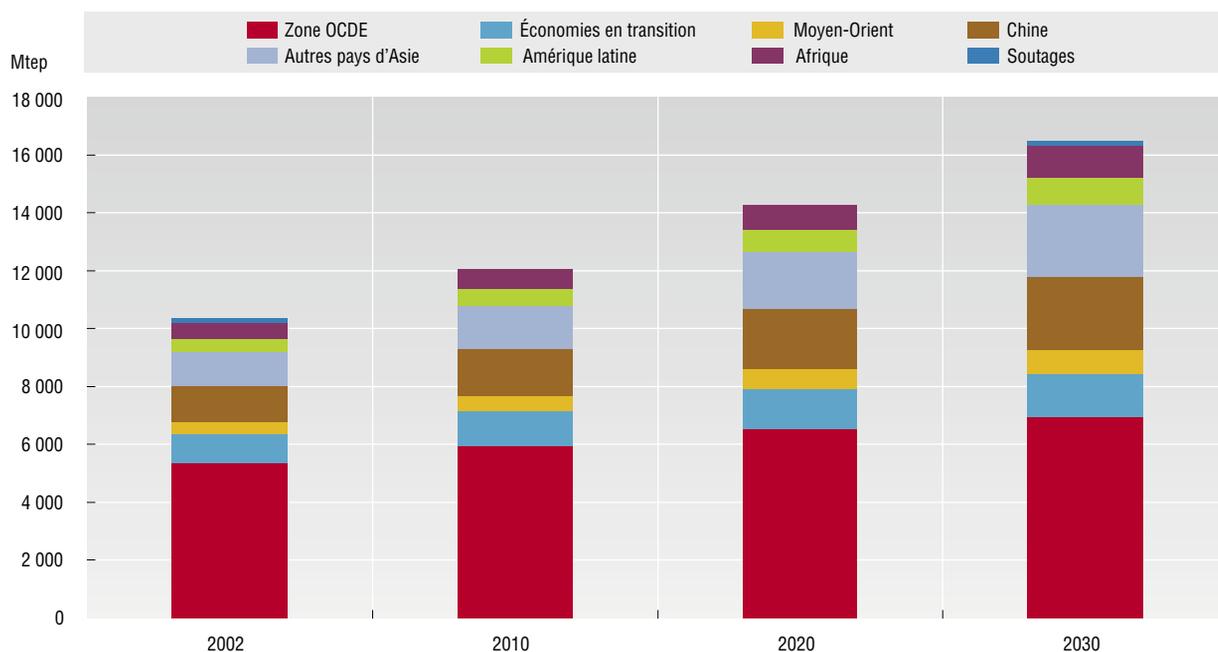
- Parmi les combustibles fossiles, le gaz naturel est celui qui connaîtra l'expansion la plus rapide, mais le pétrole restera la principale source d'énergie. La demande de pétrole passera de 77 Mb/j en 2002 à 121 MB/J en 2030. Le charbon, qui conservera un rôle important dans la production d'électricité du fait de son faible coût, comptera encore pour 22 % dans les ATEP à cet horizon.
- Les énergies renouvelables gagneront de l'importance, tandis que la part revenant à l'énergie nucléaire dans les approvisionnements énergétiques mondiaux déclinera.

Source

AIE, *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

PERSPECTIVES DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE PRIMAIRE PAR RÉGION

Perspectives de la demande d'énergie primaire par région



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/826751846385>

- Il se produira vraisemblablement un remodelage structurel dans la répartition régionale de la demande mondiale d'énergie d'ici à 2030, et la part correspondant à la zone de l'OCDE devrait diminuer de 52 % en 2002 à 42 % en 2030.
- Plus de 66 % de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie primaire entre 2002 et 2030 seront imputables aux pays en développement, et en particulier aux pays d'Asie.
- La hausse de la demande chinoise avoisinera un cinquième de l'accroissement total de la demande dans le monde entre 2002 et 2030. Par exemple, la demande de pétrole en Chine représentera le double de celle du Japon à l'horizon 2030. La part de l'Asie dans son ensemble – Chine comprise – atteindra 30 % en 2030.
- La progression de la part de la demande énergétique mondiale imputable aux pays en développement est la conséquence de la croissance économique, de l'essor démographique, de l'industrialisation et de l'urbanisation rapides qui les caractérisent. En outre, le remplacement de la biomasse non commerciale par des formes d'énergie commerciale contribuera à stimuler leur demande.

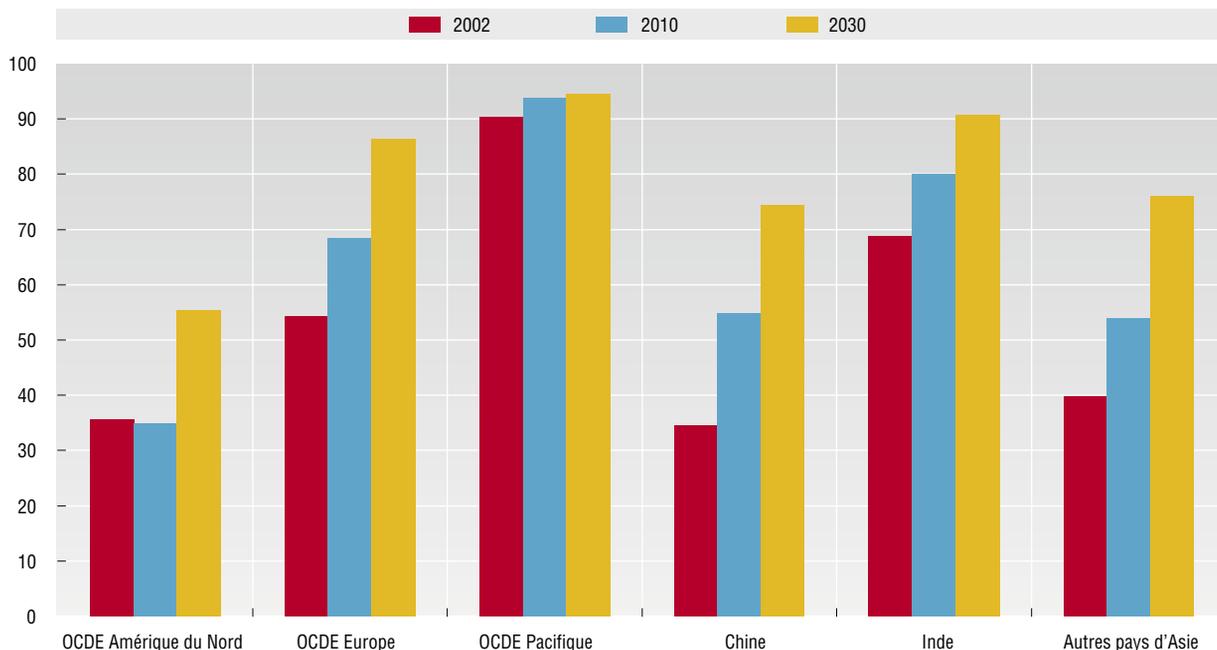
Source

AIE (2004), *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES DANS LE MONDE

Dépendance à l'égard des importations pétrolières dans le monde

En pourcentage de la demande totale de pétrole



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/106408142780>

- Les pays en développement contribueraient pour près des deux tiers à la hausse de 43 Mb/j de la consommation pétrolière mondiale prévue entre 2002 et 2030. L'augmentation de la consommation des pays en développement d'Asie se chiffrera à 18 Mb/j et près de la moitié de ce volume sera imputable exclusivement à la Chine.

- La dépendance à l'égard des importations de pétrole devrait, selon les prévisions, s'accroître dans toutes les régions grosses consommatrices de produits pétroliers. La dépendance accrue de la zone de l'OCDE résultera des effets conjugués de l'augmentation de la consommation et de l'épuisement des réserves nationales de pétrole au Royaume-Uni, en Norvège et en Amérique du Nord.

- Quant à la dépendance à l'égard des importations de gaz naturel, elle s'accroîtra considérablement sur les plus vastes marchés – en particulier, l'Amérique du Nord et l'Europe – d'ici à 2030.

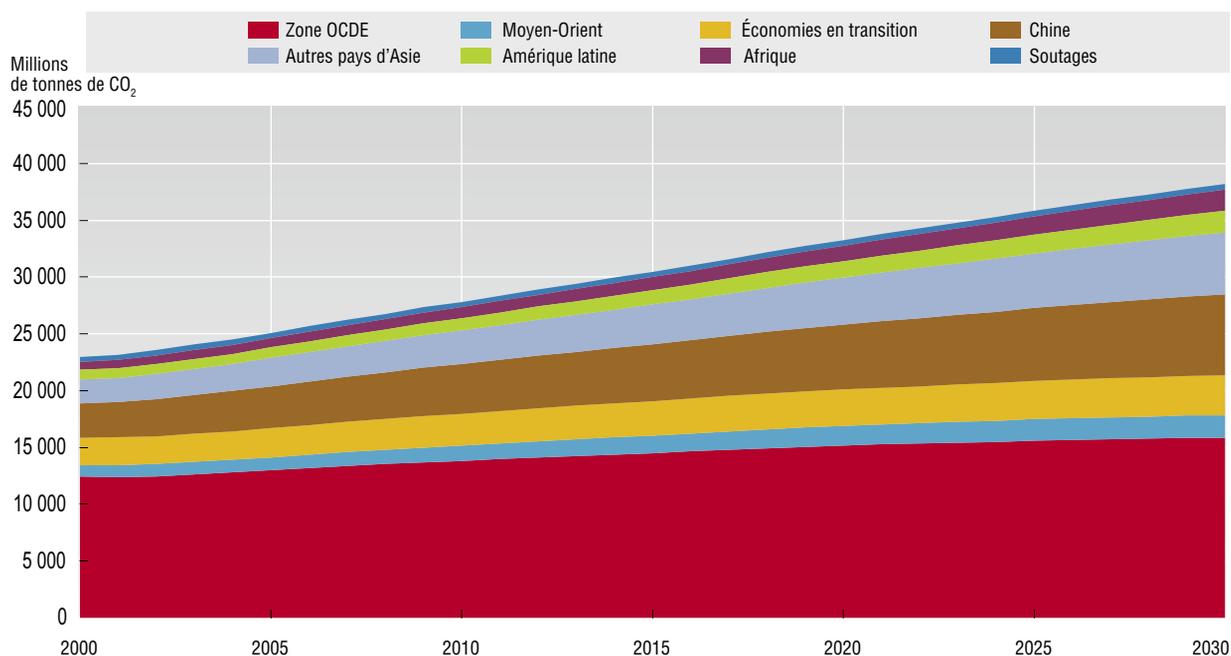
- C'est en Chine que l'accroissement de la dépendance prendra les proportions les plus spectaculaires. En effet, ce pays n'est devenu importateur net de pétrole qu'en 1993 ; or, à l'horizon 2030, 74 % de sa demande pétrolière seront couverts par des importations. Ce taux de dépendance correspond à 10 Mb/j, volume égal aux importations des États-Unis à l'heure actuelle.

- La sécurité des approvisionnements pétroliers devient une considération politique importante en Asie ; en témoigne la décision prise par les gouvernements de l'Inde et de la Chine de créer des réserves stratégiques de pétrole.

- La part de la zone de l'OCDE dans la demande mondiale de pétrole régressera nettement pour s'établir à 47 % en 2030, contre 59 % en 2002.

Source

AIE (2004), *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

PERSPECTIVES DES ÉMISSIONS DE CO₂Perspectives des émissions de CO₂Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/866285311787>

- Les prévisions d'ici à 2030 font état d'une augmentation ininterrompue des émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale si de nouvelles politiques et mesures ne sont pas mises en œuvre. Selon ce scénario, entre 2002 et 2030, les émissions devraient croître de 62 %, pourcentage légèrement supérieur à la croissance de 59 % des approvisionnements énergétiques. Les hausses les plus rapides sont attendues dans les pays non membres de l'OCDE, où les émissions feront plus que doubler au cours de la période considérée.
- La part du total des émissions imputable aux pays de l'OCDE sera ramenée de 53 % en 2002 à 41 % en 2030. Dans cette même période, celle de la Chine à elle seule passera de 13 % à 19 %.
- La production d'électricité, qui représente à présent 40 % environ des émissions, sera responsable de la moitié de l'augmentation (soit 7.4 milliards de tonnes) des émissions mondiales entre 2002 et 2030. Plus d'un quart du total proviendra du secteur des transports, et le reste sera imputable aux secteurs résidentiel, commercial et industriel.
- La teneur moyenne en carbone de l'énergie – c'est-à-dire les émissions de CO₂ par unité de consommation globale d'énergie primaire – s'accroîtra dans les 30 prochaines années. La cause principale en sera le déclin du rôle des énergies nucléaire et hydraulique dans la production énergétique mondiale.

SourceAIE (2004), *World Energy Outlook*, AIE, Paris.

GUIDE DE L'UTILISATEUR

Présentation et contenu

Pour chacun des dix thèmes retenus, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* présente plusieurs indicateurs. Pour chaque indicateur, les tableaux et graphiques sont précédés d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). On a donc pu ainsi se dispenser de notes en bas de page, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on soit parvenu à une parfaite comparabilité. Les tableaux doivent être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.

En général, le grand public et les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une optique à plus long terme.

Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue durant les quatorze années qui vont de 1990 à 2003. Cette perspective longue permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social.

Un grand nombre d'indicateurs ont été normalisés en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les parités de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

StatLink

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLink**, qui permet de télécharger en version Excel™ les graphiques, les tableaux et les annexes statistiques. Le lien **StatLink** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel™.

Pour de plus amples informations sur **StatLink**, voir : www.oecd.org/statistics/statlink.

Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques de l'OCDE* (www.oecd.org/statistics/glossary) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 6 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations unies, l'OIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.

Conventions

Sauf indication contraire, les **totaux OCDE** couvrent uniquement les pays membres de l'OCDE qui apparaissent dans le tableau. Les données pour l'Union européenne (UE) concernent toujours les 15 pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Les **moyennes OCDE** sont les moyennes non pondérées pour les pays membres de l'OCDE énumérés.

Les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont connues.

La période visée est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention XXXX ou dernière année disponible (où XXXX est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

Sauf indication contraire, toutes les valeurs sont exprimées aux prix courants et aux taux de change courants.

Dans le cas de la Turquie, les unités monétaires nationales ne prennent pas en compte la redénomination de la livre turque le 1^{er} janvier 2005, les données couvrant une période antérieure à cette date.

Les statistiques présentées dans cette publication proviennent d'un grand nombre de bases de données et d'ouvrages de l'OCDE. Une date limite ayant dû être fixée pour la rédaction, les dernières mises à jour n'ont pas pu toujours être effectuées. Il peut donc y avoir certaines incohérences entre les données de cette publication et celles contenues dans d'autres ouvrages et bases de données de l'OCDE ou celles de sources nationales.

En ce qui concerne les travaux de l'OCDE, la source indiquée dans la présente publication est toujours la plus récente, même si les données peuvent provenir de numéros précédents de l'ouvrage considéré.

Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante ; non applicable ou non disponible	Eurostat	Office statistique des Communautés européennes
0	Nul ou négligeable	OIT	Organisation internationale du travail
|	Rupture dans la série	FMI	Fonds monétaire international
		UIS	Institut de statistique de l'Unesco
		NU	Nations unies
		CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
		CEE ONU	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
		PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
		ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
		BM	Banque mondiale
		OMS	Organisation mondiale de la santé
		OMM	Organisation météorologique mondiale
		OMC	Organisation mondiale du commerce
		OMT	Organisation mondiale du tourisme

Index analytique

A

Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet, 128
Accès haut-débit, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet
Activités de recherche, 120
Agriculture, voir : Estimations du soutien à l'agriculture
Agriculture, voir : Évolution du PIB
Agriculture, voir : Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture
Agriculture, voir : Valeur ajoutée par activité
Agriculture, soutien aux producteurs, voir : Estimations du soutien à l'agriculture
Aide publique au développement, 174
Aide, voir : Aide publique au développement
Approvisionnement mondial en énergie, 42
Approvisionnements en énergie et croissance économique, 142
Approvisionnements en énergie par habitant, 144
Aquaculture, voir : Concours publics à la pêche
Aquaculture, voir : Pêche
Assistance, développement, voir : Aide publique au développement

B

Balance des paiements, 66
Brevets, 122

C

Capacités des élèves, voir : Évaluation internationale des élèves
Dioxyde de carbone (CO₂), émissions, voir : Émissions de CO₂
Chômage de longue durée, 112
Chômage régional, 185
Chômage, voir : Chômage de longue durée
Chômage, voir : Chômage régional
Chômage, voir : Taux de chômage standardisés
Communications, voir : Investissement dans les TIC
Communications, voir : Taille du secteur des TIC
Compétitivité internationale, 88

Compétitivité, voir : Compétitivité internationale
Compréhension de l'écrit, voir : Évaluation internationale des élèves
Comptes des administrations publiques, voir : Déficits publics
Comptes des administrations publiques, voir : Dette publique
Concours publics à la pêche, 172
Connaissance, voir : Investissement dans le savoir
Consommation d'eau, 136
Coûts unitaire de la main-d'œuvre, voir : Compétitivité internationale
Crime, victimes, voir : Taux de victimation
Culture scientifique, voir : Évaluation internationale des élèves

D

Déchets municipaux, 138
Déchets, voir : Déchets municipaux
Déficit, gouvernement, voir : Déficits publics
Déficits publics, 162
Dépendance, ratio, voir : Vieillesse démographique
Dépenses par niveau d'enseignement, 156
Dépenses de recherche et développement, 116
Dépenses de santé publiques et privées, 196
Dépenses de santé, 168
Dépenses publiques et privées d'éducation, 158
Dépenses sociales, 166
Dette publique, 164
Dette, gouvernement, voir : Dette publique
Développement, assistance, voir : Aide publique au développement
Durée effective du travail, 198

E

Échanges de marchandises, 54
Échanges de services, 58
Échanges, voir : Échanges de marchandises
Échanges, voir : Échanges de services
Échanges, voir : Partenaires commerciaux
Éducation, tertiaire, voir : Niveau de formation supérieure
Éducation, voir : Dépenses par niveau d'enseignement
Éducation, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation
Éducation, voir : Évaluation internationale des élèves

Éducation, voir : Niveau de formation supérieure
 Élèves, évaluation, voir : Évaluation internationale des élèves
 Émissions de CO₂, 134
 Emploi à temps partiel, 102
 Emploi non salarié, 104
 Emploi, taux, voir : Taux d'emploi par groupe d'âge
 Emploi, taux, voir : Taux d'emploi par sexe
 Énergie, 213
 Énergie, approvisionnements, voir : Approvisionnements en énergie et croissance économique
 Énergie, approvisionnements, voir : Approvisionnements en énergie par habitant
 Énergie, voir : Approvisionnement mondial en énergie
 Énergie, voir : Approvisionnements en énergie et croissance économique
 Énergie, voir : Approvisionnements en énergie par habitant
 Énergie, voir : Émissions de CO₂
 Énergie, voir : Production d'électricité
 Énergies renouvelables, 146
 Épargne des ménages, 36
 Épargne, voir : Dette publique
 Épargne, voir : Épargne des ménages
 Espérance de vie, 188
 Estimations du soutien à l'agriculture, 170
 Évaluation internationale des élèves , 150
 Évolution de la population, 10
 Évolution de la valeur ajoutée par activité, 32
 Évolution du PIB, 30
 Exportations de haute technologie, 130
 Exportations, voir : Échanges de marchandises
 Exportations, voir : Échanges de services
 Exportations, voir : Partenaires commerciaux

F

Fertilité, voir : Évolution de la population
 Flux et stocks d'IDE, 68

G

Gaz à effet de serre, émissions, voir : Émissions de CO₂

H

Heures travaillées, voir : Durée effective du travail

I

IDE et emploi, 72
 Immigration, voir : Population étrangère
 Importations, voir : Échanges de marchandises
 Importations, voir : Échanges de services
 Importations, voir : Partenaires commerciaux
 Impôts applicables à l'ouvrier moyen, 182
 Indices des prix à la consommation (IPC), 76
 Indices des prix à la consommation, voir : Compétitivité internationale
 Indices des prix à la production (IPP), 80
 Indices des prix, voir : Compétitivité internationale
 Indices des prix, voir : Indices des prix à la consommation (IPC)
 Indices des prix, voir : Indices des prix à la production (IPP)
 Industrie, voir : Évolution de la valeur ajoutée par activité
 Industrie, voir : Valeur ajoutée par activité
 Internet, accès, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet
 Investissement dans le savoir, 118
 Investissement dans les TIC, 126
 Investissement, étranger, voir : Flux et stocks d'IDE
 Investissement, étranger, voir : IDE et emploi
 Investissement, étranger, voir : Investissement dans les TIC

M

Migrations internationales, 18
 Mortalité infantile, 192
 Mortalité, voir : Mortalité infantile

N

Niveau de formation supérieure, 152
 Véhicules routiers automobiles et tués sur la route, 206

O

Obésité, 194

P

Part des échanges dans le PIB, 52
 Partenaires commerciaux, 62
 Pêche, 48
 Pêche, voir : Concours publics à la pêche
 PIB régional, 184

PIB, voir : Évolution de la valeur ajoutée par activité
 PIB, voir : Évolution du PIB
 PIB, voir : PIB régional
 PIB, voir : Taille du PIB
 PIB, voir : Valeur ajoutée par activité
 PISA, voir : Évaluation internationale des élèves
 Population carcérale, 202
 Population étrangère, 16
 Population née à l'étranger, voir : Population étrangère
 Population, voir : Évolution de la population
 Population, voir : Migrations internationales
 Population, voir : Population étrangère
 Population, voir : Vieillesse démographique
 PPA, voir : Taux de conversion
 Prison, voir : Population carcérale
 Prix, voir : Compétitivité internationale
 Prix, voir : Indices des prix à la consommation (IPC)
 Prix, voir : Indices des prix à la production (IPP)
 Production d'acier, 46
 Production d'électricité, 44
 Productivité du travail, 38
 Productivité multifactorielle, 40
 Productivité, voir : Productivité du travail
 Productivité, voir : Productivité multifactorielle

R

Ratio de dépendance, voir : Vieillesse démographique
 R-D, voir : Activités de recherche
 R-D, voir : Brevets
 R-D, voir : Dépenses de recherche et développement
 R-D, voir : Investissement dans le savoir
 Recettes fiscales totales, 178
 Renouvelable, voir : Énergie
 Renouvelable, voir : Énergies renouvelables
 Ressortissants étrangers, voir : Population étrangère

S

Services, voir : Échanges de services

T

Taille du PIB, 22
 Taille du secteur des TIC, 124
 Taux d'emploi par groupe d'âge, 98
 Taux d'emploi par sexe, 94
 Taux de change, voir : Taux de conversion
 Taux de chômage standardisés, 108
 Taux de conversion, 84
 Taux de victimation, 204
 Taux d'emploi, voir : Taux d'emploi par groupe d'âge
 Taux d'emploi, voir : Taux d'emploi par sexe
 Taux d'intérêt à long terme, 82
 Taux d'intérêt, voir : Taux d'intérêt à long terme
 Technologies de l'information et de la communication, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet
 Technologies de l'information et de la communication, voir : Exportations de haute technologie
 Technologies de l'information et de la communication, voir : Investissement dans les TIC
 Technologies de l'information et de la communication, voir : Taille du secteur des TIC
 Temps de travail, voir : Durée effective du travail
 TIC, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet
 TIC, voir : Exportations de haute technologie
 TIC, voir : Investissement dans les TIC
 TIC, voir : Taille du secteur des TIC
 Tourisme : nuitées, 200
 Touristes, voir : Tourisme : nuitées
 Transport routier et ferroviaire de voyageurs, 210

U

Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture, 140
 Valeur ajoutée par activité, 26

V

Valeur ajoutée, voir : Évolution de la valeur ajoutée par activité
 Valeur ajoutée, voir : Valeur ajoutée par activité
 Vieillesse démographique, 14

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE

(30 2005 04 2 P) ISBN 92-64-00820-9 n° 53836